

331.3106244 S678B v.3 c.1
Societe de protection des a
Bulletins.
R.W.B. JACKSON LIBRARY

015E CIR



3 0005 02023 6272

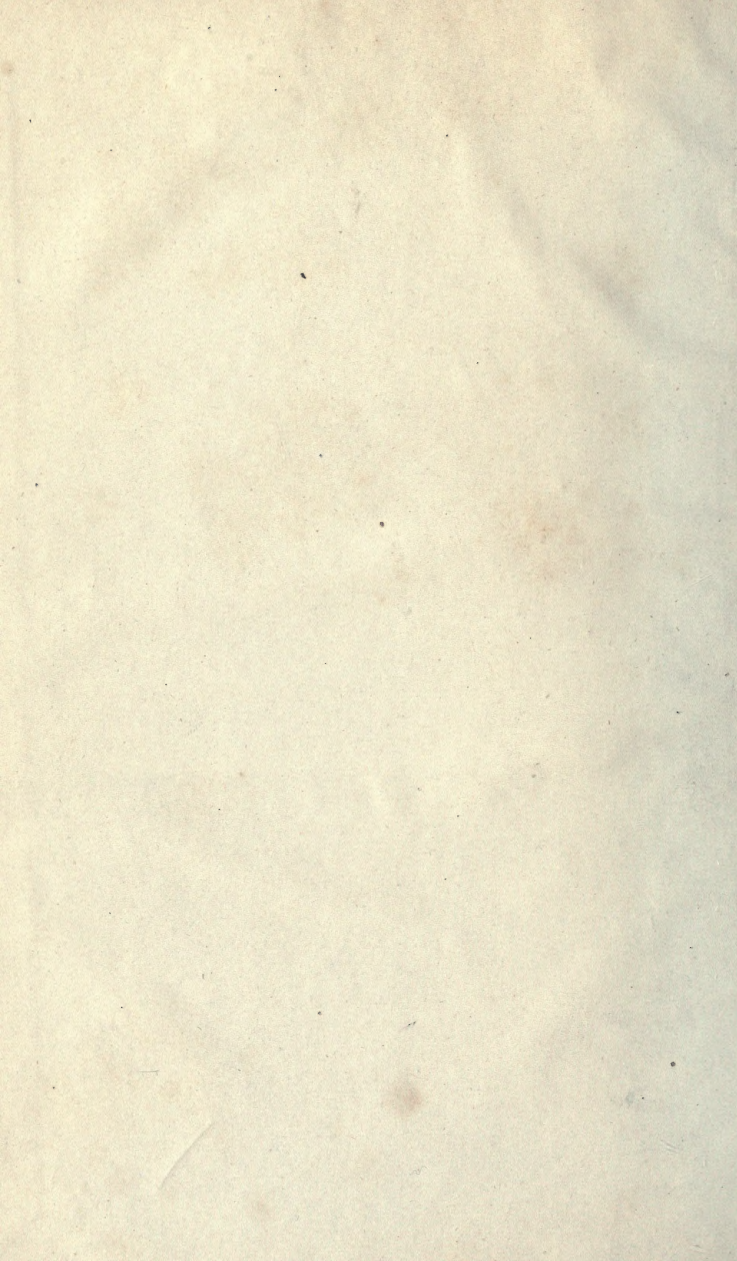
THE LIBRARY

The Ontario Institute
for Studies in Education

Toronto, Canada







SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES

APPRENTIS

ET DES

ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

RECONNUE COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE,
(Décret du 4 juillet 1868.)



BULLETIN

N^{os} 1 et 2.

TROISIÈME ANNÉE



PARIS

IMPRIMERIE CENTRALE DES CHEMINS DE FER

A. CHAIX ET C^e

RUE BERGÈRE, 20, PRÈS DU BOULEVARD MONTMARTRE.

1869

SOCIÉTÉ DE PROTECTION

APPRENTIS

ENFANTS EMPLOYES DANS LES MANUFACTURES

EXÉCUTÉ PAR L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE DES JEUNES TYPOGRAPHES

DE L'IMPRIMERIE CENTRALE DES CHEMINS DE FER

A. CHAIX ET C^{ie}, RUE BERGÈRE, 20, PARIS.

PARIS
IMPRIMERIE CENTRALE DES CHEMINS DE FER

A. CHAIX ET C^{ie}

1889

Séance du vendredi 20 mars 1869

PRÉSIDENCE DE M. LE SÉNATEUR DUMAS, SECRÉTAIRE PERPÉTUEL
DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES.

LECTURES

ÉTUDE SUR L'ÉTAT MATÉRIEL ET MORAL DES JEUNES OUVRIÈRES
EMPLOYÉES A LYON AU DÉVIDAGE DE LA SOIE.

par M. ARNOULD THÉNARD.

Le dévidage de la soie, qu'il vaudrait mieux appeler *envi-
dage*, est une opération qui consiste à transporter sur des bo-
bines (*roquets*) la soie qui sort en écheveaux (*flottes*) des teintu-
reries.

Dans les petits ateliers, qui à Lyon sont encore au nombre de
1,200 opérant par les anciens procédés, ce travail se divise
en trois temps : dans le premier, on démêle la soie, c'est la
main d'œuvre qu'on nomme le *trafusage*; dans le second, à
l'aide d'une machine spéciale, on envide la soie irrégulièrement
sur une première bobine; dans le troisième, on la fait passer de
cette première bobine sur une seconde, mais alors en l'envidant
très-régulièrement, c'est le *détrancannage*.

Le trafusage et le premier envidage, qui sont les opérations
les plus fatigantes, sont exécutés par de jeunes apprenties de
9 à 12 ans; le détrancannage l'est par de véritables ouvrières.

Maintenant que nous avons donné ces premières explications,
visitions un de ces petits ateliers.

Dans une des rues étroites du quartier de la Croix-Rousse, et
dans une de ces maisons noires, desservie par un escalier
tournant, aux marches étroites et glissantes, nous montons
jusqu'au cinquième étage; c'est là qu'on rencontre généralement
ces établissements: une pièce unique sert le plus souvent à la
fois de chambre de travail, de dortoir et de cuisine.

Les machines à dévider, au nombre de quatre, plus une machine à trafuser et une à détrancanner occupent le centre de la pièce; quant aux lits des malheureuses apprenties, lits où elles couchent deux à deux, ils sont portés par une soupente, qui sur un côté coupe une portion de la chambre aux deux tiers de sa hauteur; c'est au-dessous de cette soupente qu'habite la patronne; enfin au côté opposé se trouve un poêle, servant à la fois à chauffer l'atelier et à faire la cuisine.

Tel est le triste aspect que nous présente un grand nombre de ces ateliers où la malpropreté règne partout, si ce n'est sur la soie, qui, par un singulier contraste, est religieusement protégée. Le tableau sera complet si nous examinons les conditions d'existence des apprenties.

La majorité des enfants n'est pas d'origine lyonnaise; la plupart viennent des campagnes et généralement des plus pauvres communes: le département de l'Ain et celui de la Savoie en fournissent le plus grand nombre. Nous n'en avons pas rencontré appartenant aux riches terrains du Beaujolais et de la Bourgogne, ce qui, si cette observation correspond à un fait général, tendrait à démontrer la haute influence d'une puissante agriculture sur l'avenir moral des populations.

Ces enfants des campagnes, élevées en liberté et au grand air, sont cédées (1) par leur famille vers l'âge de neuf ans, rarement plus tard, à des patronnes qui, par contrat, s'engagent à leur apprendre leur métier, à les élever, à s'occuper de leur éducation morale et religieuse, à ne pas abuser de leurs forces, à les nourrir, les blanchir, en un mot à remplacer de bons parents.

Voici du reste un modèle de ces contrats *rédigé par le conseil des prud'hommes*; on remarquera qu'il n'y manque rien quant à la forme *si ce n'est la question de l'instruction* (2); malheureusement il n'en est généralement pas de même quant à l'exécution.

(1) Conditions du marché.

(2) Si l'apprentie agée de moins de seize ans ne sait pas lire, écrire et compter, ou si elle n'a pas encore terminé sa première éducation religieuse, le maître est tenu de lui laisser prendre sur la journée de travail le temps et la liberté nécessaires pour son instruction. (Loi du 4 mars 1841, section III, art. 10.)

Toute demande à fin d'exécution du contrat sera jugée par les conseils de prud'hommes. (Même loi, section IV, titre 2, art. 18.) (Le Secrétaire.)

L'an mil huit cent soixante

Les soussignés et ci-après nommés

M

M

Sont volontairement convenus de ce qui suit :

L. _____ place _____ âgé
de _____ ans, en qualité d'apprenti chez l. _____
pour y apprendre tout ce qui _____ dans
_____ atelier et notamment _____
et ce pour le terme de _____
le _____

L'élève, qui déclare choisir librement et par goût entre plusieurs professions celle qu'exerce le S. _____ promet d'être soumis et obéissant à _____ en tout ce qui lui sera commandé de juste et raisonnable concernant son état ou par maladie, ou le remplacera à la fin de son apprentissage _____ ne fera aucune absence sans cause légitime ou sans permission, _____ balayera, nettoiera l'atelier, fournira l'eau nécessaire aux besoins du ménage(1), se conformera à tous les usages _____ en général et à ceux de l'atelier en particulier et se conduira enfin _____

_____ de loyer, nourrir son élève et blanchir son gros linge, de lui démontrer tout ce qui sera relatif à sa profession sans rien lui cacher, ni déguiser, afin qu'il puisse devenir un _____ bon _____ ouvrier _____ lui donnera sa tâche aussitôt _____ sera dans le cas de la faire et lui en payera l'excédant selon l'usage ; il veillera sur la conduite morale et religieuse de son élève et aura pour lui les soins et les égards d _____

Dans le cas où l'apprenti ne finirait pas son temps ou _____ viendrait à se dégoûter de l'état dont il s'agit et à donner lieu par son fait à la résiliation du présent contrat, _____ promet et s'engage de payer _____ à titre d'indemnité la somme de _____

Enfin, pour tous les cas imprévus et qui donneraient lieu à des difficultés entre les parties, il en sera référé aux usages de la fabrique et au besoin au conseil des Prud'hommes de Lyon qui statuera sur leurs différends, en dernier ressort et sans appel, et dont les susnommés reconnaissent et acceptent la juridiction.

De l'état matériel des enfants.

La journée commence souvent à 5 heures du matin pour finir à 10 heures du soir, parfois à minuit, quand le travail

(1) Cette clause est certainement une des plus dures du contrat, à cause des lourds fardeaux que les apprenties sont obligées de porter au cinquième étage. (A. T.)

presse. Elle est coupée par trois repos, d'une demi-heure à une heure chacun, en tout, deux heures.

On déjeune pendant le premier repos, à 9 heures; ce repas se compose d'une soupe maigre, qui est une maigre soupe, de pain en quantité suffisante, d'un petit morceau de fromage, ou de *trois* noix, ou d'un fruit, suivant la saison.

Le dîner a lieu à midi ou à 1 heure; les enfants ont une soupe, rarement grasse, mais plus substantielle que celle du matin, des légumes assez variés et un dessert.

Le dernier repas se fait entre 6 et 7 heures du soir, avec du pain, du fromage ou des fruits; dans quelques maisons on donne de la soupe. En outre, au moment du coucher, surtout quand la journée se prolonge jusqu'à minuit, les enfants peuvent prendre un morceau de pain. Quant au vin, certaines patronnes en donnent un peu à midi, mais ces patronnes-là sont rares.

En résumé, sept à cinq heures de sommeil, et quel sommeil! dans des lits étroits où les enfants, couchés deux ensemble, sont à peine couvertes; deux heures de repos, surtout employées aux repas, et quels repas! maigres presque toujours, et péchant encore par la singulière exiguité des rations. C'est dans ces conditions que les enfants font quinze à dix-sept heures de travail effectif (1); quel travail! c'est ce que nous allons examiner.

Du travail des enfants.

Nous avons décrit l'atelier, le dortoir et la cuisine, c'est une seule et même pièce, tout y est exigü; les machines et les matières, comme les ouvrières, y sont entassées les unes sur les autres. On y voit mal, on y étouffe, surtout par les longues soirées d'hiver où les émanations des lampes fumeuses viennent encore augmenter l'insalubrité générale. Là sont réunies cinq ou six apprenties, une ouvrière et la patronne.

Nous n'avons pas à nous occuper des détracanueuses, leur travail, analogue au dévidage, est moins pénible que celui-ci; d'ailleurs, nous l'avons dit, ce sont ordinairement des jeunes

(1) On ne travaille pas le dimanche, la matinée est consacrée à ranger, nous n'osons dire nettoyer l'atelier; les enfants sont conduites à la messe, puis aux vêpres et parfois à une petite promenade que nous voudrions voir plus régulière et plus longue.

filles sur le point de passer ouvrières ; plus âgées que les apprenties, elles résistent mieux que celles-ci aux conditions mauvaises de l'atelier.

Quatre petites dévideuses font mouvoir avec leurs pieds autant de dévidoirs, pendant qu'avec leurs mains, les bras toujours élevés au niveau de la tête, elles réparent les fils au fur et à mesure qu'ils se brisent, position d'autant plus fatigante qu'elles restent aux trois quarts debout, appuyées plutôt qu'assises sur un banc.

Quant aux autres apprenties plus exercées et par conséquent plus âgées, elles préparent le travail des dévideuses en trafusant (c'est-à-dire démêlant) la soie. Cette opération exige plus d'adresse que de force, car elle consiste surtout à diviser la flotte en écheveaux plus petits, afin que les fils, se suivant régulièrement, se cassent moins souvent au dévidage.

Il ne serait pas d'un bon jugement de critiquer le travail des enfants dans sa nature même, le mouvement des pieds est lent. Il se fait longitudinalement et dans des conditions analogues à la marche, il n'a donc rien des défauts qu'on reproche à celui des machines à coudre ; la position des bras, bien que fatigante, n'est pas non plus très-mauvaise, surtout pour des petites filles qui, en raison de leur âge, ont les membres très-souples, et ce qui le prouve c'est que, malgré l'état misérable où nous les avons trouvées, tant dans les ateliers que dans les hôpitaux, nous n'avons pas remarqué chez elles de déformation du thorax.

Il faut donc s'en prendre à une autre cause pour expliquer ces figures pâles, ces corps chétifs, cette mélancolie, ces yeux caves et cernés, qui au bout de peu de temps viennent remplacer la fraîcheur, la santé, la gaieté de ces joyeuses enfants des campagnes.

Cette cause est due tout entière, je ne saurais trop le dire, à la durée exagérée du travail, au manque de sommeil, à l'influence du milieu méphitique dont les apprenties ne sortent pour ainsi dire pas, à la médiocrité et à l'insuffisance de leur alimentation. Toutefois, il ne faut pas faire retomber exclusivement la responsabilité sur les patronnes ; ce sont en effet, le plus généralement, de pauvres femmes, aussi dures pour elles-mêmes qu'elles le sont pour leurs apprenties, qui, sans s'enrichir, partagent leurs misères, et en prennent souvent la plus lourde part : l'industrie est la vraie coupable !

En effet, avec l'emploi d'instruments tels que ceux que l'on rencontre dans les petits ateliers, en présence des exigences du consommateur qui veut des étoffes à bon marché et place ainsi le fabricant dans la nécessité de surcharger ses soies, ce qui les rend cassantes et d'un travail plus difficile, le tarif est devenu insuffisant.

L'état ancien était dans les conditions d'un travail plus rémunérateur pour les patronnes, et il permettait à celles-ci de mieux accomplir leurs engagements envers leurs apprenties.

Avantages des grands ateliers sur les petits.

Il est encore une autre cause de la misère des patronnes, et par suite de celle des apprenties ; c'est la concurrence des grands ateliers qui, à l'aide de machines mieux combinées, obtiennent, avec une égale perfection, un travail plus utile et peuvent ainsi se contenter des tarifs que la concurrence empêche de s'élever.

Nous venons de voir que dans les petits ateliers chaque dévidoir est mû avec le pied par une apprentie, qui en même temps rattache les fils quand ils se cassent. Or, chaque rupture étant une cause de ralentissement dans le travail, et l'irrégularité du mouvement du pied étant une cause de rupture, il en résulte que la régularité du mouvement est une condition de bon travail ; cela est si vrai qu'à la fin de la journée, quand l'apprentie déjà fatiguée, perd de la précision dans le mouvement de son pied, il y a bien plus de fils cassés, d'où plus de temps perdu pour une production moins bonne.

Telle est une première cause d'infériorité des petits ateliers sur les grands où un moteur inanimé et réglé avec la plus grande précision vient remplacer le pied des apprenties.

Dans les grands ateliers, les enfants, libres de leurs mouvements, travaillant debout, se transportent avec rapidité d'un bout à l'autre du *banc de dévidage* et peuvent surveiller un nombre de bobines d'autant plus grand que les fils sont moins sujets à se casser ; elles produisent ainsi une somme de travail relativement considérable.

En conséquence, la journée, qui est, dans les petits ateliers, de 15 heures et plus, peut être réduite à 8 ou 9 heures, et les

enfants trouvent alors le temps pour l'instruction, le jeu et le sommeil.

J'ajoute qu'opérant sur un grand nombre d'enfants, le manufacturier peut les loger, nourrir, habiller (confortablement) et *entretenir* à bien meilleur marché que ne savent faire les patronnes.

Avantages des petits ateliers sur les grands.

Il est vrai que si on pouvait introduire dans les petits ateliers des perfectionnements mécaniques suffisants, encore bien que les frais généraux ne puissent pas y descendre aussi bas que dans les manufactures, ce troisième avantage pourrait être compensé par le contact plus intime des enfants avec la patronne, à la condition que celle-ci soit une femme vertueuse et bonne, ce qui n'est pas un fait exceptionnel.

CONCLUSIONS.

Ce motif et la préférence marquée qu'accordent de nombreux fabricants aux petits ateliers sur les manufactures, dans la pensée que leur soie peut y être plus soignée et qu'elle y risque moins d'être confondue avec d'autres, n'ont fait conclure au maintien des petits ateliers, à la condition toutefois que la condition en serait améliorée.

Cette conclusion posée, il reste à trouver une solution pratique à ce problème, qui est une grave question d'humanité.

Plusieurs se sont présentées à mon esprit; après avoir pesé le pour et le contre de chacune, je crois que celle que je recommanderais de préférence est la création de ces établissements, dits de *location de force*.

De tels établissements existent à Paris. Ce sont des groupes d'ateliers dont chacun reçoit de la force motrice empruntée à un moteur commun; des petits patrons avec quelques ouvriers et des apprentis en sont les clients ordinaires.

On comprend que ces ateliers multiples, supposés mieux établis qu'ils ne le sont en général, puissent s'adapter aux besoins de la fabrication lyonnaise; chaque atelier serait occupé par une patronne qui y serait indépendante, comme elle l'est aujourd'hui dans son domicile.

Il y aurait au point de vue des enfants l'avantage que leur temps de travail serait rigoureusement déterminé par la machine et conformément aux lois.

Il serait facile, la charité venant en aide, de créer pour l'ensemble des enfants de l'établissement une école, afin d'assurer leur instruction. Quant à leur hygiène, elle serait améliorée par la suppression du travail dans la chambre des patronnes, et sans nul doute on obtiendrait facilement d'une des puissantes charités qui sont si nombreuses à Lyon la création d'un *fourneau économique* placé à la portée du nouvel établissement, si ce n'est dans l'établissement même, fourneau qui, préparant une grande quantité de nourriture, pourrait, sans y perdre, la livrer par abonnement aux patronnes à des prix qui ne dépasseraient pas ceux qu'obtiennent les manufacturiers des grands ateliers. Par cette double combinaison, on sauvegarderait les positions acquises, on donnerait satisfaction aux fabricants qui demandent le maintien des petits ateliers, on obéirait à la loi, et les hôpitaux de Lyon n'offriraient plus l'affligeant spectacle de ce nombre considérable de jeunes filles, mourant de la phthisie aujourd'hui contractée dans ces ateliers qui ne subsistent qu'au prix de la joie, de la santé et de la vie des apprenties.

NOTA. — Le travail de M. Arnould Thénard sera continué, il comprendra la situation des enfants appliqués aux diverses mains-d'œuvre de la soie.

Le lecteur trouvera à la page 77 l'exposé des œuvres existantes dans le département du Rhône (Lyon, premier article), dont plusieurs ont pour objet le soulagement des maux signalés par notre collègue. La charité lyonnaise s'occupe ardemment de poursuivre son programme. — Le Bulletin publiera, à mesure qu'ils seront communiqués à la Société, les résultats des nouveaux efforts spontanés qui se font sur tous les points de l'Empire dans le but d'améliorer le sort des enfants.

L'INSPECTION DU TRAVAIL DES ENFANTS ET DES FEMMES DANS LES MANUFACTURES ANGLAISES

Par M. ALPH. SRIER

Secrétaire de la Chambre syndicale des Caoutchoucs, etc...

Messieurs,

M. Robert Baker, Inspecteur des Manufactures en Angleterre, qui, vous le savez, prend le plus grand intérêt aux progrès de notre Société, aurait désiré pouvoir se présenter devant vous, et vous faire une conférence sur le travail des enfants dans les manufactures. Malheureusement ses occupations ne lui permettent pas de s'absenter en ce moment, et, de plus, comme il n'est pas parfaitement maître de notre langue, il a craint d'éprouver quelque difficulté à se faire bien saisir ; ces motifs l'ont engagé à me prier de venir le voir à Londres, et dans un long entretien que j'ai eu avec lui récemment, il m'a donné, pour vous, les détails les plus complets sur l'organisation du travail des enfants dans les manufactures du Royaume-Uni, ainsi que sur le système d'inspection qui fonctionne dans ce pays. — Ce sont ces détails que je vous demande aujourd'hui la permission de vous communiquer, certain que je suis qu'ils intéresseront vivement notre Société.

Dans la conversation que j'ai eu avec M. Baker, ce qui m'a frappé tout d'abord, et ce que remarqueront tous ceux qui ont eu occasion d'apprécier la susceptibilité du caractère anglais et sa répugnance pour tout ce qui ressemble à une immixtion du Gouvernement dans la vie privée, ce qui m'a surtout frappé, dis-je, a été l'acceptation, par le fabricant anglais, de cette surveillance étroite, incessante, de cette réglementation de chaque chose avec une telle minutie, que l'on peut presque dire que pas un clou ne se pose ou ne s'enlève sans que l'Inspecteur en soit informé. On peut conclure de ce fait que si un peuple, jaloux comme l'on sait de ses prérogatives, a cru devoir accepter un tel empiètement sur ses libertés, c'est qu'il a

reconnu la nécessité de satisfaire à un grand besoin social, et nous devons sans hésiter le suivre dans la voie qu'il nous a tracée, profiter de l'expérience acquise, et organiser aussi chez nous une surveillance éclairée, efficace, et bien soutenue, pour les enfants employés dans nos manufactures.

Il ne faudrait pas croire, cependant, que tout ce mécanisme compliqué, fonctionnant si bien aujourd'hui, a pu être établi sans de grandes difficultés; M. Baker a eu à soutenir de longues et pénibles luttes avant de triompher des résistances qu'on lui opposait de tous côtés; il a eu aussi à faire bien des essais et bien des changements de système avant d'arriver à son organisation actuelle qu'il considère comme étant aussi près que possible de la perfection. Il est persuadé que, sauf des modifications sans importance qui peuvent de temps à autre être provoquées par des circonstances locales, les règlements en vigueur et son système d'inspection ne laissent plus rien à désirer.

Selon M. Baker, les personnes les plus aptes à remplir les fonctions d'Inspecteur des Manufactures sont les médecins: la plupart de ses subordonnés sont des membres du corps médical, non qu'il en fasse une condition absolue, mais il est d'avis que les connaissances spéciales des médecins sont d'une grande utilité dans les fonctions d'Inspecteur; lui-même d'ailleurs est médecin.

Cette opinion me paraît très-fondée; on ne saurait nier que le médecin possède des connaissances spéciales qui le rendent plus capable que tout autre d'embrasser, pour ainsi dire d'un coup d'œil, les conditions de salubrité d'un établissement; de même, dans le contrôle de l'âge des enfants employés, il peut plus facilement et plus sûrement reconnaître s'il n'y a pas d'infraction à la loi; de même encore, un très-court examen lui suffit pour apprécier les aptitudes physiques de l'apprenti, en égard au travail auquel il est employé. Enfin il est souvent, dans sa pratique, consulté par les familles des ouvriers, ce qui établit entre lui et la population de son district une communion intime constituant un grand avantage dans l'exercice de ses fonctions officielles. — On fera peut-être l'objection qui m'est venue à l'esprit et que j'ai adressée à M. Baker: le médecin n'a pas les connaissances pratiques et industrielles nécessaires pour les fonctions d'Inspecteur des Manufactures.

— Je répondrai, d'après M. Baker, qu'il n'y a aucune nécessité à ce que l'Inspecteur soit un homme de la partie (*practical man*), ce serait d'ailleurs impossible à réaliser d'une manière absolue, autrement il faudrait des Inspecteurs pour chaque industrie spéciale; l'Inspecteur a seulement besoin de connaître à fond la loi qui régit la matière, et il doit tenir la main à son exécution sans qu'aucune considération de métier puisse exercer une influence quelconque sur ses appréciations. — Ainsi, par exemple, s'il trouve dans une usine des enfants au dessous de la limite d'âge ou dont l'apparence physique ne lui paraît pas en rapport avec le travail dont ils sont chargés, *il n'a pas à s'inquiéter si ce travail exige des enfants particulièrement petits ou fluets, il constate l'infraction à la loi, ou l'incapacité de ces enfants et s'oppose à leur maintien dans l'usine.*

Voici, Messieurs, quelles sont les capacités exigées des candidats aux fonctions de Sous-Inspecteur, ainsi que les devoirs qui leur incombent; vous en avez le texte anglais au tableau n° 1 :

ORDONNANCE DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR RÉGLANT LES CONDITIONS
D'ADMISSION DES CANDIDATS AUX FONCTIONS DE SOUS-INSPECTEUR
DES MANUFACTURES, AINSI QUE LES DROITS ET DEVOIRS DE CES
FONCTIONNAIRES.

Conditions d'admission.

1° — Les candidats doivent être âgés de 25 ans au moins et de 40 ans au plus.

2° — Ils subissent un examen par devant les Commissaires du Service civil.

3° — Ils produisent, dans la forme adoptée par les Commissaires, un acte constatant leur âge; un certificat de moralité; un certificat de médecin attestant qu'ils n'ont aucune infirmité qui pourrait entraver leurs fonctions.

4° — L'examen par les Commissaires du Service civil comprend :

- 1 Exercices sur l'écriture et l'orthographe.
- 2 Arithmétique, fractions ordinaires et décimales.
- 3 Latin ou une langue étrangère vivante.
- 4 Histoire d'Angleterre.

5 Géographie.

6 Rédaction d'un précis ou extrait de documents officiels.

7 Éléments d'économie politique.

8 Composition anglaise.

5° — Les candidats qui ne donnent pas satisfaction sur tous les points du programme d'examen ci-dessus, sont refusés.

Fonctions des Sous-Inspecteurs.

1° — Les Sous-Inspecteurs sont nommés par le Ministre de l'Intérieur, sur la présentation des Inspecteurs, pour surveiller, sous la direction de ceux-ci, l'exécution des lois concernant le travail des manufactures, ainsi que tous règlements, ordonnances ou prescriptions se rattachant à ces lois.

2° — Ils doivent, en toutes choses se rapportant à leurs fonctions officielles, agir d'après les instructions de l'Inspecteur dont ils relèvent, et se conformer en tous points aux ordres qu'ils en reçoivent.

3° — Ils fixent leur résidence dans l'endroit qui leur est désigné par l'Inspecteur de leur district.

4° — Il leur est interdit de s'absenter du district qui leur est assigné, sans l'autorisation de l'Inspecteur.

5° — Toute occupation qui pourrait gêner l'exercice de ces fonctions officielles leur est interdite ; ils doivent constamment être à la disposition de l'Inspecteur, pour tout service que celui-ci pourrait juger nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de l'exécution de la loi.

6° — Toutes communications doivent être adressées, dans la forme officielle, à l'Inspecteur, qui envoie au ministre les documents qui méritent son attention.

7° — A chacune de leurs visites dans une manufacture, ils s'assurent, par tous les moyens en leur pouvoir, que les règlements concernant les heures de travail et de repas sont régulièrement observés.

8° — Ils examinent les enfants au-dessous de 13 ans, et les adolescents de 13 à 18 ans et s'assurent s'il n'y en a pas parmi eux qui n'aient pas été enregistrés, ou qui n'aient pas produit de certificat de médecin ; toutes les fois qu'ils rencontrent des individus qui leur paraissent au-dessous de l'âge indiqué par le certificat, ils exigent un extrait de naissance.

9° — Ils s'assurent que tous les enfants au-dessous de 13 ans vont à l'école régulièrement, en comparant les certificats de l'instituteur avec le registre des enfants.

10° — Ils examinent si les registres d'inscription sont tenus suivant la loi, et si un extrait de la loi, un règlement des heures de repas et tous autres avis et ordonnances requis par la loi sont affichés.

11° — Ils veillent à ce que les prescriptions de la loi soient observées en ce qui concerne l'établissement de gardes-fous autour des machines, partout où il peut y avoir danger pour les personnes employées dans l'établissement et interviennent pour tout ce qui a rapport à la propriété et à la ventilation des ateliers d'après les lois de 1864 et 1867.

12° — Un des devoirs les plus importants des Sous-Inspecteurs est de faire observer strictement la loi relativement aux heures de travail. (Il est de la dernière importance que toutes les manufactures soient placées sur le même pied d'égalité sur ce point.) Ils doivent faire une enquête toutes les fois qu'ils ont lieu de croire qu'on a fait travailler avant 6 heures du matin, après 6 heures du soir, ou à tout autre temps défendu, ou qu'on a empiété sur le temps fixé pour les repas. Ils s'efforcent de réunir des preuves suffisantes pour soutenir des poursuites légales quand la contravention est établie.

13° — Ils poursuivent devant le Tribunal compétent quand ils ont reçu, de l'Inspecteur du district, les instructions nécessaires.

14° — Ils envoient hebdomadairement, à l'Inspecteur auquel ils sont attachés, un compte exact et détaillé de leur emploi de chaque journée de la semaine écoulée (1).

15° — Il leur est interdit de faire aucune communication publique ou confidentielle de ce qui pourrait venir à leur connaissance par suite de la nature inquisitoriale de leurs fonctions, telle que l'importance d'une usine, le nombre d'ouvriers employés, le genre de manufacture ou de machines, etc., à moins que ce soit en raison même de leurs fonctions officielles, ou à la réquisition de l'Inspecteur du district. Ils ne doivent pas non plus chercher à obtenir des renseignements dont ils n'ont pas besoin pour l'exercice de leurs fonctions.

(1) Voy. Mod. n° 2, page 17.

16° — Le traitement varie de 7,500 à 12,500 francs par an, selon la classe. La promotion se fait à l'ancienneté ou au choix, à raison de services méritoires, lorsque des vacances se produisent.

17° — Les frais de voyage sont alloués d'après le tarif établi, en outre d'une indemnité de 15 francs par chaque nuit passée hors du domicile. La franchise postale est aussi accordée pour toute correspondance officielle. Les comptes peuvent être rendus mensuellement ou trimestriellement, et doivent être approuvés par l'Inspecteur du district.

Il est indispensable que les Sous-Inspecteurs fassent preuve de discrétion, vigilance et fermeté dans l'exercice de leurs fonctions, et qu'ils y joignent toute la courtoisie désirable envers les personnes avec lesquelles ils sont mis en rapports.

Telles sont, Messieurs, les bases de l'organisation du service de l'inspection des manufactures en Angleterre; vous remarquerez avec quel soin minutieux tout est prévu et recommandé, et dans quelle étroite sujétion les Sous-Inspecteurs sont placés vis-à-vis des Inspecteurs qui se trouvent eux-mêmes dans la même situation vis-à-vis du Parlement, dont une des premières demandes au Gouvernement, à l'ouverture de chaque session, est relative au dépôt du rapport des Inspecteurs des manufactures. Ainsi, pour vous donner la preuve de l'intérêt que le Parlement d'Angleterre porte à cette question, je puis vous citer ce fait tout récent : à la date du 20 février dernier, M. Baker, faisant allusion au rapport de 1868, qu'il avait promis de m'envoyer quand je l'ai vu à Londres (et dont je donnerai l'analyse dans le Bulletin), m'écrivait : « Je ne puis encore » vous envoyer mon rapport, qui est sous presse, mais on se » hâte et il ne tardera pas à paraître, car le Parlement l'a déjà » demandé. » Or, à cette date, la session était ouverte depuis quelques jours seulement.

Le document que je viens de vous lire, Messieurs, est signé de MM. Alexander Redgrave et Robert Baker, les deux Inspecteurs placés à la tête du service de l'Inspection; ils ont sous leurs ordres trente-neuf Sous-Inspecteurs.

La juridiction de M. Baker s'étend sur la région Ouest et une partie du centre de l'Angleterre, tout le pays de Galles et l'Irlande; il a fixé sa résidence au centre à peu près de son

inspection, et de là il se transporte sur tous les points où sa présence peut être utile. Son état-major se compose de vingt Sous-Inspecteurs dont il m'a montré, sur une carte pointée pour son usage, les différentes résidences rayonnant autour de la sienne, et placées chacune à peu près au centre de la subdivision attribuée au titulaire.

Le collègue de M. Baker a fait de même pour le territoire qui lui appartient, et qui se compose du reste de l'Angleterre et de l'Ecosse; il a sous ses ordres dix-neuf Sous-Inspecteurs.

Voici la forme des rapports hebdomadaires que les Sous-Inspecteurs sont tenus d'adresser à l'Inspecteur; modèle n° 2 :

Recto						
RAPPORT DE L'EMPLOI DU TEMPS DE M.... <i>Sous-Inspecteur des manufactures, dans l'exercice de ses fonctions, pendant la semaine finissant le..... 48..</i>						
Cette feuille doit être remplie, signée, et transmise chaque semaine à l'Inspecteur du district.						
DATE	OCCUPATION	DISTANCE PARCOURUE	MODE DE TRANSPORT	DÉPENSES		
Total de la distance parcourue et des frais de transport.						
Nuits pendant lesquelles le Sous-Inspecteur a dû coucher hors de chez lui, dans l'exercice de ses fonctions, à 15 fr. par nuit, le..... le....., le....., le.....						
Dépense totale. . .						
Porter dans la 2 ^e colonne tout travail pour service public, excepté ce qui doit être placé au verso de ce rapport. — S'il s'agit d'un travail de cabinet, en indiquer la nature en termes généraux. — Donner les noms des endroits entre lesquels les distances parcourues sont comptées, et ne pas porter celles qui ne seraient pas imputables au Gouvernement. — Lorsqu'un Sous-Inspecteur a passé la nuit en service, hors de chez lui, il doit désigner l'endroit où il a couché chaque nuit.						
Verso						
DÉTAIL DES MANUFACTURES ET USINES VISITÉES PENDANT LA SEMAINE						
Quand plusieurs industriels occupent le même bâtiment, accolader leurs noms. — Indiquer dans la 6 ^e colonne par la lettre B que la loi est bien observée, et par la lettre I qu'il y a infraction. — Séparer les paroisses par une ligne. — Quand des observations spéciales sont nécessaires, les numéroter, et mettre le numéro correspondant à côté de l'initiale dans la 6 ^e colonne. — Le Sous-Inspecteur signera ses observations.						
DATE	RAISON SOCIALE	LOCALITÉ	FABRICATION	ENFANTS	CONDITION	OBSERVATIONS SPÉCIALES

J'arrive, Messieurs, à la réglementation du travail des enfants dans les manufactures, et je vais vous donner, aussi sommairement que possible, la traduction des principaux articles de la loi, dont tout industriel est tenu d'afficher un extrait officiel dans ses ateliers. Cet extrait porte le n° 3 de la collection des modèles.

Je m'abstiendrai de parler du premier paragraphe qui donne seulement l'explication de ce que le législateur a entendu désigner par les différentes dénominations employées dans la loi.

Il faut remarquer toutefois que cette loi, qui porte la date de 1867, ne reprend que les *établissements employant cinquante personnes au moins*; elle semblerait donc moins sévère que la nôtre, applicable aux *ateliers de vingt personnes*, mais cette différence n'est qu'apparente: en effet, armés des anciennes lois qui ont été faites à diverses époques pour des industries spéciales, les Inspecteurs peuvent surveiller, et surveillent régulièrement à peu près tous les ateliers du Royaume-Uni, n'y aurait-il qu'un seul ouvrier employé (1). Ainsi par exemple, les lois de 1833, 1844, 1850, 1853, sont applicables à tous établissements à moteur mécanique, où se travaillent les textiles, y compris les corderies, etc., et quel que soit le nombre des personnes employées. Les lois de 1860, 1861, 1863, s'appliquent de la même manière aux blanchisseries, teintureries, fabriques de dentelles. La loi de 1864 reprend les poteries, fabriques d'allumettes, de capsules, de cartouches, de papiers peints, etc... Bref, il n'y a qu'une seule exception à la règle qui soumet en fait tous les ateliers de la Grande-Bretagne à la surveillance du service de l'Inspection des ma-

(1) Pourtant, dans les industries qui ne sont pas régies par les lois spéciales, les ateliers de moins de 50 personnes échappent à la surveillance. Supposons, par exemple, deux concurrents établis dans la même rue, dans une de ces industries: M. A... emploie 50 personnes, il est soumis à la loi de 1867 sur les fabriques, surveillé par l'inspection et tenu de se conformer aux règlements sur les heures de travail, etc... M. B. au contraire n'occupe que 49 personnes, il est sous l'empire de la loi sur les *Workshops*, à l'observation de laquelle personne ne tient la main, et il fait par conséquent ce qu'il veut dans ses ateliers. Il y a là une inégalité choquante contre laquelle tout le service de l'inspection s'élève d'une voix à peu près unanime, ainsi qu'on le verra par l'extrait du Rapport des Inspecteurs qui sera publié dans le prochain Bulletin.

nufactures, c'est la loi de 1867 sur les *Workshops* (1), qui est placée dans les attributions des autorités locales, et qui par cette raison, me disait M. Baker, est restée à l'état de lettre morte. Sans cette malencontreuse exception, ajoutait-il, il n'y aurait pas, dans tout le pays, un seul atelier qui ne fût régulièrement visité par l'Inspection, et où, par conséquent, les enfants adolescents et femmes ne fussent efficacement protégés par les lois sur les manufactures.

Il est nécessaire aussi de se rappeler, Messieurs, que la loi anglaise appelle *enfant* tout sujet âgé de moins de *treize ans*, et que le mot *adolescent* désigne les sujets de *treize à dix-huit ans*, sans distinction de sexe, enfin que les femmes, quel que soit leur âge, sont toujours assimilées aux adolescents.

Je passe au deuxième paragraphe, intitulé :

POUVOIRS DES INSPECTEURS ET SOUS-INSPECTEURS.

Les Inspecteurs et Sous-Inspecteurs ont le droit d'entrer dans toute manufacture et dans toute école fréquentée par des enfants employés dans les manufactures ; de s'y faire accompagner par un médecin et par tout officier de paix ; d'interroger toute personne qu'ils y trouvent, ou qu'ils croient y avoir été employée dans les deux mois précédents. Toute personne qui refuse de répondre, ou de signer le procès-verbal d'examen ; qui met obstacle à ce qu'une personne quelconque compare devant l'Inspecteur ou Sous-Inspecteur ; qui empêche ou retarde l'admission de l'Inspecteur ou Sous-Inspecteur dans une partie quelconque des lieux visités, est punie d'une amende de 75 à 250 francs.

Les Inspecteurs et Sous-Inspecteurs ont le droit de citer en justice tous contrevenants ainsi que tous témoins.

Ils produisent leur commission lorsqu'ils en sont requis.

AFFICHAGE DE L'EXTRAIT OFFICIEL DE LA LOI, ETC...

Cet extrait de la loi et les autres avis qui sont désignés ci-après, écrits ou imprimés en caractères très-lisibles, doivent

(1) *Workshops* ; — la loi range sous cette dénomination toute espèce d'atelier, chambre, ou emplacement soit clos, soit à ciel ouvert, où des enfants, des adolescents ou des femmes sont occupés à un métier ou travail quelconque, du moment où la personne qui les fait travailler a droit d'accès ou de contrôle dans ces lieux.

être affichés sur des tableaux mobiles et placés à l'entrée de la fabrique, de façon à pouvoir être lus facilement de toutes les personnes qui y sont employées; chacun de ces documents doit être signé par le chef de l'établissement.

Les avis auxquels il est référé sont les suivants :

1^o Les noms et adresses des Inspecteurs et Sous-Inspecteurs du district.

2^o Les nom et adresse du Médecin officiel, pour les certificats d'admissibilité.

3^o La désignation de l'horloge par laquelle les heures de travail sont réglées, et qui doit être, soit une horloge publique, soit une horloge extérieure pouvant être consultée librement.

4^o Les heures des repas et le temps qui leur est affecté.

5^o Toute perte de temps qu'on a l'intention de regagner, ainsi que le temps regagné.

6^o L'intention d'employer des enfants, des adolescents, ou des femmes entre 7 heures du matin et 7 heures du soir, ou 8 heures du matin et 8 heures du soir; cet avis doit être approuvé et signé par l'Inspecteur.

Tous ces Avis doivent être remplacés aussitôt qu'ils deviennent illisibles.

ENREGISTREMENT.

Aucune personne au-dessous de l'âge de 18 ans ne peut être employée dans une manufacture sans avoir préalablement été enregistrée.

Toutes les fois que des enfants, des adolescents ou des femmes ont travaillé au delà du temps fixé, mention doit en être faite sur un registre tenu en la forme prescrite par les Inspecteurs.

CERTIFICATS DE MÉDECIN.

Aucune personne au-dessous de l'âge de 16 ans ne peut être reçue dans une manufacture sans un certificat de médecin.

Les Inspecteurs nomment les médecins chargés officiellement de donner les certificats; ils sont désignés par le titre de Médecin officiel.

Aucun certificat n'est délivré sans que le postulant ait subi la visite du médecin; le Médecin officiel ne peut donner de certificats que dans l'établissement même où le postulant est

employé, à moins d'autorisation spéciale de l'Inspecteur. Lorsque les Médecins officiels refusent un certificat, ils doivent attester les motifs du refus quand ils en sont requis.

Les Inspecteurs ou Sous-Inspecteurs ont le droit d'annuler tout certificat dont le titulaire leur paraît moins âgé qu'il y est constaté, ou lorsque le Médecin officiel est d'avis que la personne n'est pas dans des conditions de force et de santé à pouvoir continuer le travail auquel elle est assujettie.

Le chef d'établissement paie les honoraires du Médecin officiel, mais il ne peut retenir pour cet objet plus de 30 centimes sur le salaire de ses ouvriers.

EMPLOI DES ENFANTS AU-DESSOUS DE 13 ANS.

Aucun enfant ne doit travailler le dimanche, sauf les exceptions prévues en ce qui concerne les hauts-fourneaux (1).

Il est interdit de faire travailler des enfants de moins de 8 ans.

Aucun enfant de moins de 11 ans ne doit travailler aux meules dans le *metal trade* (travail des métaux).

Aucun enfant mâle de moins de 12 ans, et aucune fille ne peuvent être employés par les verriers, dans les ateliers où se font la fonte ou la cuisson.

Aucun enfant ne peut être employé avant 6 h. du matin, ni après 6 h. du soir, ni le samedi après 2 h., pour quelque travail que ce soit.

Il est interdit de faire travailler un enfant plus de 6 h. 1/2 dans une seule journée, et tout enfant qui aura travaillé le matin ne devra plus être occupé passé 1 h. de l'après-midi ; les fabriques où les femmes et les adolescents ne travaillent que 10 h. par jour peuvent être exceptées, mais l'Inspecteur doit en être informé. On peut faire travailler les enfants 10 h. par jour, trois jours par semaine, pourvu que ce ne soit pas deux jours de suite, ni après 2 h. le samedi, et que ces enfants aillent à l'école comme il est prescrit pour ces cas.

FRÉQUENTATION DES ÉCOLES.

Les parents ou toutes personnes retirant un profit direct des salaires d'un enfant employé dans une manufacture, sont tenus de lui faire suivre l'école.

(1) Voy. Dispositions spéciales, Hauts-Fourneaux, page 27.

Les enfants doivent aller à l'école 3 h. par jour tous les jours, excepté le samedi, entre 8 h. du matin et 6 h. du soir. En cas d'absence, les causes en sont énoncées et certifiées par l'instituteur.

Quand les enfants sont employés 10 h. par jour de deux jours l'un, ils doivent aller à l'école 5 h. par jour, de 8 h. du matin à 6 h. du soir, les jours où ils ne travaillent pas.

CONSTATATION DE LA PRÉSENCE A L'ÉCOLE.

Tout chef d'établissement employant des enfants se fait donner, tous les lundis ou tout autre jour fixé par l'Inspecteur, un certificat constatant la présence de chaque enfant à l'école pendant la semaine écoulée, et il produit ce certificat toutes les fois qu'il en est requis; il doit payer pour l'éducation de chaque enfant la somme fixée par l'Inspecteur, laquelle ne doit pas dépasser 20 centimes par semaine; il peut retenir ses déboursés sur le salaire de l'enfant, mais cette retenue ne doit pas excéder le douzième du salaire de la semaine.

L'Inspecteur a le pouvoir de révoquer tout instituteur qui ne lui paraît pas capable d'instruire les enfants, soit en raison de sa propre ignorance, soit pour cause d'immoralité ou de négligence à se conformer aux règlements. L'instituteur ou tous chefs d'établissements peuvent en appeler de cette décision devant le Ministre.

EMPLOI DES ADOLESCENTS ET DES FEMMES.

Il est interdit de faire travailler des adolescents ou des femmes le dimanche, sauf les exceptions prévues en ce qui concerne les hauts-fourneaux (1).

Il est interdit d'employer des femmes dans les ateliers où s'opèrent la fonte et la cuisson du verre, ni aux meules dans le *metal trade*.

On ne peut faire travailler des adolescents ou des femmes avant 6 h. du matin ou après 6 h. du soir, ni le samedi après 2 h., sauf les exceptions prévues par la loi. Cette règle ne s'applique pas aux adolescents mâles employés par relais de jour et de nuit et alternant chaque semaine, ni aux jeunes filles et aux femmes dont le travail n'excède pas 8 h. par jour.

(1) Voy. Dispositions spéciales, Hauts-Fourneaux, page 27.

Lorsque le chef d'établissement appartient à la religion juive, et a l'habitude de fermer sa fabrique le samedi jusqu'au coucher du soleil, il peut ce jour-là faire travailler des adolescents et des femmes depuis le coucher du soleil jusqu'à 9 h. du soir.

Il peut être permis, du 30 septembre au 1^{er} avril, de faire travailler des enfants, des adolescents et des femmes de 7 h. du matin à 7 h. du soir, à la condition d'en prévenir l'Inspecteur et d'obtenir son autorisation, et qu'un avis à ce sujet, signé du chef d'établissement et de l'Inspecteur, soit affiché à l'entrée des ateliers. Pendant cette période, aucun enfant, adolescents ou femmes ne peuvent être mis au travail avant 7 h. du matin.

REPAS.

Une heure et demie au moins est accordée pour les repas aux adolescents et aux femmes, entre 7 1/2 h. du matin et 6 h. du soir, dont une heure, en une ou plusieurs fois, avant 3 h. Il est interdit de faire travailler des enfants, des adolescents ou des femmes, plus de cinq heures avant 4 h. sans une interruption d'une demi-heure, et de les laisser dans les ateliers pendant les heures de repas.

Dans les verreries, les enfants, adolescents ou femmes ne peuvent prendre leurs repas dans aucun des endroits où s'opèrent les mélanges, la taille, ou le polissage.

CONGÉS.

Outre les jours de Noël, Vendredi-Saint et autres jours qui seraient consacrés religieusement, les enfants, adolescents et femmes doivent avoir huit demi-congés par an d'une demi-journée chacun au minimum, et dont quatre doivent être donnés entre le 15 mars et le 1^{er} octobre. Aucune cessation de travail n'est comptée comme congé à moins qu'un avis à cet effet n'ait été affiché la veille à la porte de la fabrique. Pendant les congés, il est interdit de faire travailler dans la fabrique des enfants, adolescents ou femmes.

HYGIÈNE.

Les manufactures doivent constamment être tenues dans un état de propreté et de ventilation satisfaisant, et le nombre de personnes employées dans un même atelier doit être réglé

de manière à ce qu'aucun préjudice ne puisse être causé à leur santé. Dans toute fabrication produisant une poussière dont l'aspiration par les ouvriers pourrait à la longue devenir nuisible, l'Inspecteur a le droit, lorsqu'il croit possible de prévenir ou diminuer cette aspiration par des moyens mécaniques, d'exiger du fabricant, dans une limite de temps raisonnable, l'adoption de tels perfectionnements ou moyens mécaniques qui pourront se produire de temps à autre.

Les chefs d'établissement peuvent établir toutes règles qu'ils jugent utiles pour la conservation des ateliers en bon état d'hygiène et de propreté, et pour prévenir leur dégradation par les ouvriers, ils peuvent imposer des amendes jusqu'à concurrence de 25 francs. Toutefois, ces règlements doivent être approuvés par le Ministre, contre-signés par l'Inspecteur et affichés dans les ateliers.

MACHINES DANGEREUSES.

Il est établi des gardes-fous autour de toutes machines ou parties de machines dangereuses, dans le voisinage desquelles des enfants, adolescents ou femmes sont occupés ou doivent habituellement passer pour leur travail. Toute prescription à cet égard, de l'Inspecteur ou Sous-Inspecteur, devra être exécutée dans les 14 jours par le chef d'établissement.

En cas d'accident de nature à empêcher la personne blessée de reprendre son travail avant 9 h. le lendemain matin, avis par écrit est donné au Médecin officiel dans les 24 heures de l'absence du blessé. Le Médecin officiel fait immédiatement une enquête sur les causes de l'accident et adresse un rapport à l'Inspecteur. Dans ces circonstances, le Médecin officiel a les mêmes droits que l'Inspecteur pour pénétrer dans tout endroit où l'on aurait transporté le blessé. Le Ministre peut autoriser l'Inspecteur à intenter des poursuites contre le manufacturier, à l'effet d'obtenir des dommages-intérêts en faveur de la personne blessée (1).

DISPOSITIONS SPÉCIALES POUR CERTAINES INDUSTRIES.

Imprimeries typographiques.

I. — Il est permis de faire travailler des adolescents garçons

1° Voy. l'Appendice, page 38.

de seize ans au moins jusqu'au maximum de 15 h. par jour pourvu que :

1^o Ils ne travaillent que de 6 h. du matin à 9 h. du soir, ou dans les ateliers ayant une permission spéciale, de 7 h. à 10 h. ou de 8 h. à 11 h. selon les cas;

2^o En plus du temps accordé par la loi pour les repas, il leur soit laissé une demi-heure pour un repas après 6 h. du soir;

3^o Ils ne soient ainsi employés que tous les deux jours;

4^o Dans chaque semaine, pendant laquelle ils ont été ainsi employés, il leur soit accordé une journée entière, ou deux demi-journées de congé.

II. — Les garçons de seize ans au moins peuvent travailler de deux semaines l'une la nuit, à partir de 1 h. du matin le lundi, et jusqu'à 11 h. du soir le samedi, pourvu que :

1^o Ils ne travaillent pas plus de 11 h. 1/2 en une fois, et ce, avec intervalles de repos pour les repas, au total de 1 h. 1/2 au moins;

2^o Il y ait un intervalle de 12 h. de repos entre chaque période de travail;

3^o Le nombre total des heures de travail dans une semaine n'excède pas 60.

III. — Les règlements qui prescrivent que tous adolescents doivent prendre leurs repas à la même heure, et qui interdisent aux enfants, adolescents et femmes, de rester pendant les repas dans les ateliers lorsqu'on y travaille, ne sont pas applicables aux ateliers d'imprimerie typographique.

Reliure.

Il est permis de faire travailler les adolescents de quatorze ans, au moins, et les femmes pendant un temps qui n'excède pas 14 h. par jour, pourvu que :

1^o Ils ne travaillent que de 6 h. du matin à 8 h. du soir, ou dans les ateliers ayant une permission spéciale, de 7 h. à 9 h. ou de 8 h. à 10 h. selon les cas;

2^o Il leur soit accordé une demi-heure de repos supplémentaire pour un repas après 6 heures du soir;

3^o Ils ne soient ainsi employés, ceux de moins de seize ans, pas plus de trois jours dans un mois, et ceux de plus de seize ans pas plus de quatre-vingt-seize jours dans l'année, ni plus de cinq jours consécutifs dans une semaine.

Verreries.

Dans les cas de retard accidentel à la terminaison d'une opération, il est permis, pour regagner le temps perdu, de faire travailler les enfants et adolescents garçons une heure au delà du temps fixé, pourvu que le nombre total d'heures de travail n'excède pas soixante heures par semaine.

Les adolescents garçons peuvent travailler aux heures en usage dans cette fabrication, pourvu que :

1^o Le nombre d'heures de travail n'excède pas soixante par semaine, du dimanche à minuit, au samedi à minuit ;

2^o Le nombre d'heures de travail de tout adolescent ne dépasse pas quatorze heures pour quatre relais ou jours de travail par semaine, ou douze heures pour cinq relais ;

3^o Aucun adolescent ne travaille dans un relais sans avoir eu un repos d'une durée égale à celle d'un relais entier.

L'article 3 des dispositions spéciales à l'Imprimerie est également applicable à la verrerie, sauf les exceptions prévues par la loi à l'article *Repas*.

Papeteries.

Les adolescents peuvent travailler aux heures en usage dans ces manufactures, pourvu que :

1^o Le nombre d'heures de travail n'excède pas soixante par semaine, du dimanche à minuit, au samedi suivant à minuit ;

2^o Le nombre d'heures de présence à la fabrique n'excède pas quatorze sur vingt-quatre, et que, au delà de douze, il soit accordé une demi-heure de repos pour un repas supplémentaire.

L'article 3 des dispositions spéciales à l'Imprimerie s'applique aussi à la Papeterie.

Les adolescents garçons peuvent travailler la nuit, pourvu qu'ils ne soient pas ainsi employés plus de sept nuits par quinzaine.

Les enfants, adolescents et femmes peuvent être retenus au travail une demi-heure au delà de l'heure réglementaire, lorsqu'une opération est en cours.

Forges.

L'article 3 des dispositions spéciales à l'Imprimerie s'applique aussi aux forges.

Les adolescents garçons peuvent travailler la nuit, avec les mêmes intervalles de repos que ceux fixés pour le travail de jour, pourvu qu'ils ne soient pas ainsi employés plus de six nuits par quinzaine.

Les enfants, adolescents et femmes, peuvent être retenus au travail une demi-heure au delà de l'heure réglementaire lorsqu'une opération est en cours.

Hauts-fourneaux.

Les règlements qui disposent que tous adolescents prennent leur repas en même temps ne sont pas applicables à cette industrie.

Les adolescents garçons peuvent travailler la nuit, avec les mêmes intervalles de repos que ceux fixés pour le travail de jour, pourvu qu'ils ne soient pas ainsi employés plus de sept nuits par quinzaine.

Les enfants, adolescents et femmes peuvent être retenus au travail une demi-heure au delà de l'heure réglementaire lorsqu'une opération est en cours.

Fonderies.

Les enfants, adolescents et femmes peuvent être retenus au travail une demi-heure au delà de l'heure réglementaire lorsqu'une opération est en cours.

Fabriques à moteur hydraulique.

Les adolescents garçons peuvent travailler la nuit, pourvu qu'ils ne soient pas ainsi employés plus de six nuits par quinzaine.

Telles sont, Messieurs, les principales dispositions de la loi qui régit le travail dans les manufactures. Je ne m'arrête pas aux articles *Pénalités*, qui sont cependant assez sévères : selon les différents cas d'infraction, les amendes varient de 25 à 500 francs, et la peine de l'emprisonnement peut même être appliquée au maximum de six mois. J'appelle aussi votre attention sur un des derniers articles qui *autorise le Ministre à faire tous les changements qui pourraient lui paraître nécessaires aux besoins ou aux usages de toute fabrication*; un tel pouvoir donné à un Ministre pour l'adaptation d'une loi aux

circonstances qui peuvent se produire dans la pratique, n'es pas sans une grande importance, surtout quand l'exemple en est donné par un pays où d'habitude rien ne se fait sans l'intervention de la législature ; c'est une nouvelle preuve de l'intérêt que le Parlement anglais porte à la question, et du sérieux contrôle qu'il entend exercer en toutes choses qui s'y rattachent.

Une disposition correspondante existe d'ailleurs dans notre loi française de 1844, article 7.

Je vais maintenant, Messieurs, vous indiquer rapidement les mesures prises pour faciliter le contrôle des manufactures par les Inspecteurs ou Sous-Inspecteurs ; voici d'abord les divers *Avis* dont il a été parlé comme devant être affichés dans les ateliers ; cinq d'entre eux se trouve réunis en une seule feuille qui est le modèle n° 4 :

AVIS.

Nom et adresse de l'Inspecteur des manufactures de ce district :						
Nom et adresse du Sous-Inspecteur des manufactures de ce district :						
Nom et adresse du Médecin officiel de ce district :						
Horloge réglant les heures de travail de l'usine :						
HEURES DES REPAS.						
JOURS DE LA SEMAINE.	DÉJEUNER		DINER		THÉ	
	de	à	de	à	de	à
Lundi						
Mardi						

Daté ce jour de 186...

Signé :

Cette feuille doit être signée par le Chef d'établissement.

Le modèle n° 5 nous donne le tableau du temps perdu par suite d'arrêt accidentel des machines, et de celui qui a été regagné :

RECouvreMENT DE TEMPS PERDU.

Ce tableau devra être affiché toutes les fois qu'on voudra regagner tout ou partie du temps perdu par suite de suspension de la marche des machines.									
TEMPS PERDU.					TEMPS RECOURVÉ.				
DATES	CAUSES	HEURE	PERDU		EXPLI- CATIONS	DATES	HEURE	RECOURVÉ	EXPLI- CATIONS
			h.	m.				h.	m.
. (Signature du Chef de l'établissement.)									
Il est inutile d'enregistrer les pertes de temps qu'on n'aurait pas l'intention de regagner.									
Tous les détails indiqués dans ce tableau doivent être relevés et enregistrés conformément à la loi.									
NOMS DES ADOLESCENTS ET FEMMES QUI ONT SUBI DES PERTES DE TEMPS.									
DATES DES PERTES.	NOMS.	PRÉNOMS.		DATES DES PERTES.	NOMS.	PRÉNOMS.			
L'enregistrement du temps perdu et des noms des adolescents et femmes qui l'ont perdu, doit être fait avant qu'aucune portion de la perte puisse être regagnée.									
Les tableaux du temps perdu et regagné, lorsqu'ils ne sont pas affichés, doivent être portés sur un registre, tenu par ordre de dates, et qui doit être présenté à l'examen de l'Inspecteur ou Sous-Inspecteur. Ces tableaux doivent être conservés au moins six mois à partir de l'époque où le temps perdu aura été regagné.									

Dans le modèle n° 6 nous avons le tableau des pertes occasionnées par des arrêts partiels provenant, soit de manque d'eau, soit d'inondation, et que l'on veut regagner dans le cours de la nuit suivante.

(La partie inférieure de ce tableau étant de tous points semblable au modèle n° 5, c'est-à-dire la liste nominative des ouvriers qui ont souffert de la perte de temps, elle n'est pas reproduite ici) :

RECOUVREMENT DE TEMPS PERDU PAR SUITE D'ARRÊT PARTIEL.

Ce Tableau doit être affiché lorsque des pertes de temps auront été occasionnées par des arrêts partiels, par suite de manque d'eau ou d'inondation, et que le chef d'usine voudra regagner le temps perdu pendant la nuit suivante.

TEMPS PERDU.				TEMPS RECOUVRÉ		
INDICATION de l'atelier où l'arrêt s'est produit et des machines arrêtées.	HEURE de l'arrêt.	PERDU.		SIGNATURE de la personne notant les heures.	HEURES du travail la nuit.	RECOUVRÉ.
		heures.	min.			heures. min.

Le modèle n° 7 est un livre dont sont extraits les certificats d'âge et d'admissibilité qui doivent être produits par tous enfants ou adolescents employés dans une manufacture ; le Médecin officiel remplit ces bulletins et leur donne un numéro d'ordre qui doit être porté sur le registre d'entrée à la fabrique, dont il sera parlé ci-après. Les certificats sont imprimés pour les adolescents de treize ans au moins ; lorsqu'il s'agit d'enfants, il est délivré un *bulletin de refus* ; ces derniers se trouvent à la fin du livre, imprimés en rouge ; le Médecin officiel doit y énoncer, *de sa propre main*, les motifs du refus ; insuffisance d'âge, incapacité ou infirmités. Voici le modèle des certificats :

N°	Loi sur les Manufactures.
CERTIFICAT D'ÂGE	
<i>Pour un adolescent employé dans la fabrique de.....</i>	
<i>située à.....</i>	
Je, soussigné....., médecin officiel, certifie que....., fils... de..... et de....., a été examiné... par moi, ce..... mil huit cent soixante-.....; que je lui trouve l'apparence ordinaire d'un adolescent d'au moins <i>treize ans</i>; que, dans mon opinion, son âge est réellement au moins <i>treize ans</i>, et que ladite personne est exempte de toute incapacité ou infirmité qui puisse l'empêcher de travailler dans la fabrique sus-nommée, aux heures fixées par la loi.	
Signé, Médecin officiel.	

Le modèle n° 8 est le registre où doivent être inscrits tous les adolescents, de 13 à 18 ans, à leur entrée dans une manufacture; il sert encore à diverses autres constatations que les Inspecteurs doivent vérifier.

La première page doit indiquer :

1° Les noms ou la raison sociale de l'industriel ;

2° Le nom de l'établissement, s'il en a un ;

3° Le genre de la fabrication ;

4° La nature de la force motrice, et le nombre de chevaux de force ;

5° L'horloge par laquelle les heures de travail sont réglées.

Tous changements doivent être immédiatement enregistrés sur cette feuille qui est signée par le chef d'établissement ou son gérant.

Les pages 2 et 3 servent à consigner les dates des congés et demi-congés qui, conformément à la loi, doivent être donnés à diverses époques aux enfants, adolescents, et femmes. En tête de la page 2 est imprimé un extrait de la loi que nous avons déjà vu dans le modèle n° 3, à l'article « Congés » ; le reste de ces deux pages est divisé en colonnes comme ci-après :

DATES	OCCASION DES CONGÉS ou 1/2 CONGÉS.	NOMBRE	
		DE JOURNÉES.	DE 1/2 JOURN.

Les pages 4 à 9 constatent les époques des remises à neuf et nettoyages de la fabrique ; en tête de la première page figure le règlement sur la matière, ainsi conçu :

Les murs intérieurs, cloisons, plafonds, etc., et tous couloirs ou escaliers qui n'auront pas été peints à l'huile au moins une fois dans un espace de sept années, doivent être blanchis à la chaux au moins une fois tous les quatorze mois ; les parties peintes à l'huile seront lavées à l'eau chaude et au savon au moins une fois tous les quatorze mois.

Les dates de chaque opération sont constatées par une déclaration sur ce registre, donnant les détails indiqués, et signée du chef d'établissement ou de son gérant.

DATES AUXQUELLES CETTE FABRIQUE A ÉTÉ PEINTE A L'HUILE.

DATES.			INDICATION DES PARTIES FAITES en même temps.	NOM ET ADRESSE DE L'ENTREPRENEUR.

La réglure des autres pages est la même, le titre seul change pour le blanchiment à la chaux, et le lavage à l'eau chaude et savon.

Nous arrivons aux pages 10, 11, 12, le Médecin officiel constate les visites qu'il a faites à l'établissement. Voici le modèle de ses certificats :

VISITES DU MÉDECIN OFFICIEL.

DATES.			NOMBRE PRÉSENTÉ à l'examen.	NOMBRE de CERTIFICATS accordés.	SIGNATURE DU MÉDECIN.

Enfin à la page 13 commence la liste des adolescents, ainsi réglée :

LISTE DES ADOLESCENTS DE 13 A 18 ANS EMPLOYÉS DANS CETTE FABRIQUE.

N° D'ORDRE du certificat d'âge.	NOMS.	PRÉNOMS,	DATES DE L'ENTRÉE.			CESSATION D'EMPLOI ou accomplissement de la 18 ^e année d'âge.

Je passe maintenant, Messieurs, au modèle n° 9, c'est le registre d'inscription des enfants au-dessous de 13 ans, qui ne peuvent travailler qu'une demi-journée, comme nous l'avons vu au modèle n° 3 (1).

Sur la première page est imprimée la déclaration suivante qui doit être signée par le chef d'établissement :

(1) Voyez p. 21.

1^o — Les enfants inscrits dans ce registre comme appartenant à la *Série du matin* travaillent avant midi, mais pas après une heure, à partir du premier Lundi des mois de :

Janvier, Mars, Mai, Juillet, Septembre, Novembre ;

Et pas après une heure, mais pas avant midi, à partir du premier Lundi des mois de :

Février, Avril, Juin, Août, Octobre, Décembre.

2^o — Les enfants inscrits dans ce registre comme appartenant à la *Série de l'après-midi* travaillent après une heure, mais pas avant midi, à partir du premier Lundi de :

Janvier, Mars, Mai, Juillet, Septembre, Novembre ;

Et avant midi, mais pas après une heure, à partir du premier Lundi de :

Février, Avril, Juin, Août, Octobre, Décembre.

Signé

(Tout changement aux dispositions ci-dessus fait l'objet d'une déclaration spéciale qui doit être approuvée par l'Inspecteur ou le Sous-Inspecteur du district.)

Le registre est divisé en deux parts ; les pages de gauche sont destinées aux enfants de la série du matin, celles de droite à ceux de la série de l'après-midi. Lorsqu'un enfant est transféré d'une série à l'autre, il doit être inscrit à nouveau dans la série où il prend place.

Voici la réglure de ce registre :

LISTE DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS CETTE FABRIQUE AVANT MIDI,
OU *SÉRIE DU MATIN*.

N ^o D'ORDRE du Certificat d'âge.	NOMS.	PRÉNOMS.	DATES DE L'ENTRÉE.			CESSATION D'EMPLOI, transfert à la série de l'après-midi, ou accomplissement de la 1 ^{re} année.

Le modèle n° 10 est le registre qui sert à constater la présence des enfants à l'école, ou les causes qui ont pu les empêcher d'y assister : l'instituteur inscrit séparément les enfants qui viennent à l'école du matin et ceux qui viennent à celle de l'après-midi ; voici la disposition de ce registre :

Loi sur les Manufactures.

CERTIFICAT D'ÉCOLE. — Je soussigné, certifie que les enfants dénommés ci-après, employés dans la fabrique de. située à. sont venus à l'école tenue par moi à. aux jours et heures indiqués en regard de leurs noms, pendant la semaine finissant le samedi. jour de. mil huit cent soixante. . . . et que les causes d'absence sont véritables en tant que j'ai pu m'en assurer.

NOMS DES ENFANTS.	LUNDI		MARDI		MERCREDI		JEUDI		VENDREDI		CAUSES D'ABSENCE.
	de	à	de	à	de	à	de	à	de	à	

DATÉ CE JOUR de 186...

Signé :

Instituteur.

DEMI-TEMPS.

A propos des deux derniers registres dont je viens de vous entretenir, je suis amené, Messieurs, à vous dire quelques mots sur la question du demi-temps qui ne paraît pas encore faire beaucoup de chemin dans notre pays, où nous n'avons pas d'ailleurs un aussi grand nombre d'enfants travaillant dans les manufactures.

Les législateurs anglais ne se sont pas inquiétés de savoir s'il pouvait être plus ou moins agréable, ou même plus ou moins gênant pour l'industrie de ne pouvoir disposer des enfants pendant la journée entière ; ils ont reconnu le besoin de donner à l'enfant des manufactures le temps nécessaire au développement de ses facultés physiques et intellectuelles, et ils ont décidé, d'abord

qu'aucun enfant ne pourrait travailler plus de 6 heures et demie dans la même journée, puis qu'un enfant qui serait occupé le matin ne pourrait l'être dans l'après midi du même jour, et vice-versa. *Les industriels anglais ont compris que l'intérêt social devait primer leur intérêt particulier*, momentanément lésé, et non-seulement ils ont accepté cette réglementation, mais encore la plupart des grands manufacturiers ont fondé, à proximité de leurs usines, et de leurs propres deniers, des écoles qu'ils continuent à entretenir depuis nombre d'années presque exclusivement avec leurs seules ressources. Je vous citera par exemple :

1^o MM. Callmirn et sons, de Dean Mills, Bolton, qui ont ouvert, il y a de longues années, une école qui leur a coûté 75,000 fr. à construire, et pour laquelle ils dépensent annuellement une somme de 3,000 francs; les enfants paient 30 centimes par semaine à l'école qui fait toutes les fournitures, livres, papiers, etc.; 370 enfants des deux sexes et de différents âges suivent les classes de cette école, et, sur ce nombre, 280, appartenant à l'usine de MM. Callmirn, sont des enfants travaillant au demi-temps; les uns vont à l'usine le matin et à l'école l'après-midi, les autres sont allés à l'école le matin et vont, l'après-midi, prendre la place des premiers à l'usine.

2^o MM. L. Brewis et C^o, de Golborne, ont dépensé 25,000 francs pour la construction d'une école ouverte depuis dix-huit ans, et à l'entretien de laquelle ils consacrent tous les ans une somme de 2,000 francs; 353 enfants en suivent les classes, et parmi eux 148 travaillent au demi-temps dans leur usine.

3^o MM. James Chadwick et brothers, à Eagley, près de Bolton, ont ouvert, il y a dix-sept ans, une école qui leur a coûté 50,000 francs, et leur coûte annuellement 3,750 francs; 315 enfants y sont admis, dont 132 sont employés par eux au demi-temps.

Je me bornerai à ces trois noms, je pourrais multiplier les citations à l'infini; la question est fort simple et ne demande pas une longue étude; tel industriel aujourd'hui a besoin de cinquante enfants qu'il fait travailler toute la journée, il en prend cent qu'il divise en deux séries ou relais; les cinquante premiers viennent travailler le matin et vont à l'école l'après-midi, tandis que les cinquante autres qui sont allés à l'école

le matin, vont à l'usine l'après-midi. Avec ce système, le fabricant aura par la suite des ouvriers plus intelligents et plus habiles, il n'aura pas non plus à craindre la pénurie d'enfants, car le système du demi-temps supprime les raisons qui retiennent tous les parents qui ont quelque souci de l'avenir de leurs enfants, de les faire entrer dans les manufactures.

Avant de terminer, permettez-moi, Messieurs, d'ajouter quelques détails à ceux que je vous ai donnés sur les Inspecteurs et Sous-Inspecteurs.

Comme je vous l'ai dit, le service de l'Inspection comprend 2 Inspecteurs et 39 Sous-Inspecteurs.

Les Sous-Inspecteurs sont répartis en 4 classes; nous avons vu que le traitement minimum attaché à ces fonctions est de 7,500 francs par an, plus les frais qui sont alloués; ce traitement augmente de 1,250 francs par classe, jusqu'au maximum de 12,500 francs.

Les deux Inspecteurs sont MM. Alexander Redgrave et Robert Baker; c'est sur eux que pèse toute la responsabilité du service, comme aussi, en raison même de cette responsabilité devant le Ministre et surtout devant le Parlement, ils ont l'aptitude d'initiative pour toute mesure qui peut leur paraître nécessaire dans l'intérêt du service qui leur est confié.

Il y avait originairement quatre Inspecteurs, mais après avoir reconnu que deux suffiraient, on n'a pas rempli les vacances et l'on s'est borné à élever un peu le traitement des deux Inspecteurs conservés.

M. Alexander Redgrave, entré dans l'Administration en 1834, comme employé au Ministère de l'Intérieur, fut nommé le 16 décembre 1844 employé au Bureau des Inspecteurs des manufactures. Nommé Sous-Inspecteur le 1^{er} octobre 1847, il fut élevé aux fonctions d'Inspecteur le 4 mai 1852.

M. Robert Baker a passé toute sa vie dans l'Inspection; il a fait du travail des enfants dans les manufactures l'objet unique de ses soins et de son existence; c'est le but constant vers lequel tendent toutes ses pensées, et il me disait dernièrement qu'il était tout prêt, si on en voyait l'utilité en France, à demander un congé de quelques mois pour venir se mettre à

la disposition de notre Gouvernement afin d'organiser chez nous la surveillance du travail des enfants. M. Baker a débuté dans l'Administration comme Sous-Inspecteur des manufactures. Nommé le 22 octobre 1834, il a rempli ces fonctions jusqu'au 13 juin 1838, date de sa nomination au poste qu'il occupe.

Les Inspecteurs n'ont droit à aucune indemnité pour frais de voyage ou autres, ils jouissent seulement de la franchise postale; leur traitement est fixé à 30,000 francs par an.

Telles sont, Messieurs, les conditions dans lesquelles se fait la surveillance du travail des enfants dans les manufactures du Royaume-Uni. Vous avez pu voir que tout a été soigneusement prévu et qu'il serait difficile de pousser plus loin la réglementation; ce système paraît bien fonctionner et donner de bons résultats en Angleterre, où surveillants et surveillés s'accordent pour en reconnaître l'effet salulaire. Il pourrait, en France, offrir un grave inconvénient, celui de revenir peut-être un peu cher : outre les gros traitements dont je vous ai parlé, les dépenses accessoires s'élèvent encore à un chiffre très-respectable; pour ne citer qu'un article, les indemnités de voyage des Sous-Inspecteurs arrivent, à elles seules, à une somme assez ronde, si l'on en juge par les chiffres des documents officiels qui m'ont été mis sous les yeux, et où j'ai pu relever, dans une seule année, un parcours total de 44,838 kilomètres pour un des Sous-Inspecteurs; un autre en a parcouru 15,248; un troisième 12,000; soit 40,086 kilomètres pour trois Sous-Inspecteurs seulement. Au surplus, pour résumer en un mot la question de dépense, il me suffira de vous dire, Messieurs, que les évaluations budgétaires, pour l'exercice en cours actuellement, dépassent la somme de sept cent mille francs.

APPENDICE.

ACCIDENTS.

En cas d'accident à une personne employée dans une manufacture, de nature à empêcher la personne blessée de reprendre son travail à neuf heures, le lendemain matin, le chef d'établissement, ou en son absence son gérant ou principal employé, doit, *dans les vingt-quatre heures de l'accident*, en donner avis, *par écrit*, au Médecin officiel du district.

Voici un modèle d'avis qu'on peut employer :

A M.

Médecin officiel.

. le. 186. .

Un accident est arrivé aujourd'hui (ou hier) à. employé. .
chez nous. . . . a été transporté.

Signé.

Cet avis est *toujours de rigueur*, à moins que la personne blessée le soit assez légèrement pour pouvoir reprendre son travail le lendemain matin, à *la même machine*, et qu'elle puisse faire *le même travail* qu'avant l'accident, tant en nature qu'en quantité. Il est à remarquer que l'envoi de l'avis n'entraîne aucune amende du moment que les machines sont munies des gardes-fous prescrits, tandis que, au contraire, en *négligeant de l'envoyer*, on se rend passible d'une amende de 50 francs au moins, et de 125 francs au plus; il est donc bien plus simple de prévenir le Médecin dès que l'on apprend que la personne blessée n'a pas repris son travail au temps fixé.

Le Médecin qui a reçu un avis d'accident dans une manufacture doit se rendre sur les lieux aussitôt que possible, procéder à une enquête sur la nature et la cause de l'accident, et en faire son rapport à l'Inspecteur.

Une ou plusieurs actions en dommages et intérêts peuvent être intentées en faveur de toute personne blessée dans une manufacture par une machine quelconque.

Le Médecin officiel a le droit de pénétrer *dans tout endroit où la personne blessée a pu être transportée*, à l'effet de s'assurer de la nature de l'accident; il peut interroger toute personne, même en l'absence de témoins s'il le juge convenable; il peut agir comme le pourrait un Inspecteur, examiner les lieux où l'accident s'est produit, les machines qui l'ont causé, etc., le tout en tant que nécessaire à éclairer ses investigations, *mais pas au delà*.

Toute personne est tenue de répondre aux questions qui lui sont adressées, et en un mot toutes facilités doivent être données au Médecin pour compléter son enquête.

L'action en dommages et intérêts peut être intentée par l'Inspecteur, avec l'autorisation du Ministre, pour le compte de toute personne blessée dans une manufacture. Les sommes allouées devront être payées aussitôt que possible *à la personne blessée*, ou consignées pour son usage ou bénéfice, dans la manière qui sera prescrite par le Ministre.

Par exception, dans quelques industries telles que les Hauts-Fourneaux, Forges, Fonderies, etc., il n'est obligatoire de prévenir le Médecin officiel d'un cas d'accident que lorsque la personne blessée reste plus de quarante-huit heures sans reprendre son travail.

NOTA. — Le rapport de MM. Redgrave et Baker a paru pendant le cours de l'impression de ce bulletin. Notre collègue M. Striber a bien voulu en faire un extrait qui sera donné dans le n° 3-4, lequel paraîtra au plus tard en juillet. La notice que doit remettre prochainement M. James de Rothschild *sur l'apprentissage en Angleterre*, et l'article promis par M. Guillaumé Guizot complèteront les renseignements sur la situation des enfants dans la Grande-Bretagne.

LA VIE DES STEPHENSON

PAR SAMUEL SMILES (1).

S'il est un spectacle vraiment digne d'encourager les jeunes gens, qui, entrant dans la carrière par la porte de la misère, essayent de se créer un présent et un avenir pour eux et pour ceux auxquels ils doivent protection, c'est l'exemple de la famille des Stephenson, ce sont ses premiers pas, le courage de chacun de ses membres, leurs succès et leur illustration.

M. Samuel Smiles nous permet de suivre le développement des facultés les plus brillantes qui aient peut-être jamais existé dans deux générations successives, et nous montre sous leur véritable jour la naissance de cette famille, ses développements et les luttes de l'enfant, de l'adolescent et de l'homme aux prises avec des difficultés sans nombre, difficultés matérielles et intellectuelles qui n'avaient de comparables que le courage et la persévérance de ceux qui devaient en triompher à leur grand honneur et au grand profit de leurs contemporains et de la postérité.

Déjà M. Samuel Smiles, dans un livre qui devrait être entre les mains de tous, dans ce « SELF-HELP », le *vade mecum* de tous les ouvriers, le livre par excellence de tous les travailleurs, M. Samuel Smiles a montré ce que peuvent le caractère, la conduite et la persévérance. Ce livre ne contient pas de vaines théories, il ne se contente pas de prêcher la morale, de conseiller l'économie, le travail, ces leviers si puissants avec lesquels on remue le monde; il montre les effets produits en remontant aux causes, et il lui suffit, pour démontrer sa thèse, de citer les noms des Palissy, des Papin, des Jacquart, des Heilmann. Il montre l'humble origine de ces illustres travailleurs, il ne dissimule aucune des difficultés qui ont souvent failli abattre leur courage, il sait ce qui manque à chacun d'eux et il est forcé de reconnaître combien peu la société venait à leur aide et à quelles tentatives envieuses ou décourageantes ils ont été soumis pendant leur existence laborieuse.

(1) Traduction de F. Landolphe. — Paris. — Henri Plon, 10 rue Garancière, — 1868.

Hâtons-nous de le dire : la société actuelle s'est améliorée de ce côté ; les efforts les plus louables sont faits dans toutes les classes, et dans des mesures fort diverses, pour améliorer et encourager le travail, pour éviter les mécomptes, pour favoriser les essors. Aide-toi, le Ciel t'aidera, disait-on autrefois, et la société moderne dit aujourd'hui : Aidons-nous les uns les autres, associons-nous ; et nous n'agissons ainsi que dans l'intérêt public, dans notre propre intérêt, la société n'étant pas autre chose que la collectivité des individus, et le mérite d'un état, comme le dit John Stuart Mill, « se trouvant à la longue n'être que le mérite des individus qui le composent. »

Dans cet appui que le travail trouve soit par l'épargne, soit par la commandite, dans cette association du capital avec la science et l'industrie ; dans cette diffusion de connaissances, qui va jusque dans leurs ateliers trouver ces ouvriers, dont la journée est consacrée à un travail manuel, et qui trouvent un repos efficace et fécond dans l'étude ; dans cette union de la gymnastique du corps à la gymnastique de l'esprit, reconnaissez la fraternité dans son meilleur sens, et proclamez que ceux qui agissent ainsi rendent à leur pays le plus grand service qu'on puisse lui rendre, en améliorant chaque individu au profit de tous.

Benjamin Franklin disait qu'avec la volonté on vient à bout de tout, et pour justifier son précepte il lui suffisait de montrer son propre exemple. Voyez ce pauvre ouvrier naissant, en 1706, d'une humble famille d'artisans, dans un pays pour ainsi dire barbare et dont la civilisation lui doit ses plus grands progrès : il a 8 ans, en 1714 il entre dans une petite école où l'on n'apprend qu'à écrire et à compter, mais le père trouve la pension trop chère, et d'ailleurs les collèges ne font jamais de bons ouvriers, dit-il, et il faut que Benjamin gagne de l'argent ; il le retire donc de sa petite école où il n'a même pas eu le temps d'apprendre à compter ; ce qu'il sut si bien plus tard : il n'y apprit que deux choses : lire et écrire, et je n'entends parler que de la calligraphie, car quant à son style c'est à lui seul qu'il le doit ; mais quels instruments puissants ! Déjà, avec une belle écriture et avec l'orthographe on peut se tirer d'affaire comme il l'a dit souvent. Ce n'est cependant pas de ce côté qu'il tourne le plus ses vues. Il lit, il dévore des volumes : *Plutarque* l'attire, et il fait des études sur un livre

de l'auteur de Robinson Crusoé, *l'Essai sur les projets* de Daniel de Foë; il lit, la plume à la main,—la seule manière de lire fructueusement, — et cette lecture ouvre à son esprit les horizons les plus féconds, sur l'emploi qu'on peut faire des hommes en général, des pauvres en particulier, et sur les moyens les plus propres à augmenter les richesses publiques, non pas en cherchant la décevante application de vaines théories, telles que l'égalité des salaires et des conditions, mais en employant, aussi bien que possible, toutes les forces vives du pays, en conseillant à chacun d'apporter sa pierre, grande ou petite, à l'édifice social, en mettant chacun à sa place, en utilisant chacun au mieux de ses propres intérêts, au mieux des intérêts sociaux.

Que devient cependant ce pauvre enfant, ce lecteur assidu, né si pauvrement, si peu encouragé dans ses commencements? L'amour des livres le conduit à en imprimer et à en faire lui-même; à 12 ans, on le mit en apprentissage chez son frère James Franklin, « sous la condition d'y travailler comme simple » ouvrier jusqu'à 31 ans, sans recevoir de gages, que la dernière année. » Cette rémunération tardive ne fait pas honneur à la mansuétude et à la générosité de ce frère, entré le premier dans la vie, mais dont l'existence devait rester obscure et n'obtenir que le reflet de l'illustration et de l'éclat de l'apprenti auquel il imposait de si dures conditions.

Il y a plus d'un siècle, en 1731, à 25 ans, Franklin, après avoir été longtemps apprenti, était devenu ouvrier imprimeur, ayant à son tour ses apprentis, déjeunant avec eux en travaillant; son déjeuner est frugal; la table, c'est l'établi, ses ustensiles, une écuelle de terre et une cuillère d'étain; son repas, du lait et du pain, auprès duquel notre pain de munition est un pain de luxe; à cette même époque il faisait paraître l'almanach du *Bon-homme Richard* qui a eu, dans les deux mondes, une si légitime réputation, et qui contient cet aphorisme d'une si grande vérité: « Tu te plains d'être trompé; qui est-ce qui t'a trompé le plus » souvent? — Réponse: Toi-même. »

Il fonde la bibliothèque de Philadelphie; dix ans plus tard il fonde le collège, puis un hôpital. En 1736, il est nommé député à l'assemblée générale de Philadelphie, puis directeur des postes. Puis, la science, sa meilleure amie, l'attire et l'attache; il découvre le pouvoir des points à l'aide d'un cerf-volant qui faillit lui coûter la vie; il invente le paratonnerre; il découvre et ex-

plique la théorie de la bouteille de Leyde; en 1772, ses découvertes très-importantes lui valent le titre d'associé étranger de l'académie des sciences, le mettent en relation avec les membres les plus savants de cette illustre compagnie; enfin, par son seul mérite, par son seul travail, par le fait seul qu'il est savant, judicieux et prudent, il obtient les plus grands succès de fortune et d'honneur qu'un homme puisse obtenir, et, lors de la guerre de l'indépendance de l'Amérique, qui éclata le 19 avril 1775, il joue les rôles les plus importants au congrès, en Angleterre et en France, arrivant ainsi aux plus grandes dignités, après avoir commencé par être un simple apprenti.

Nous pourrions citer bien d'autres exemples d'ouvriers arrivés ainsi à la tête de leurs concitoyens; nous pourrions rappeler que l'illustre et malheureux Abraham Lincoln, l'avant-dernier président des États-Unis, était un simple fendeur d'échalas; mais nous avons hâte de parler de la famille des Stephenson et du monument pieux que leur a élevé M. Samuel Smiles par son admirable livre simplement appelé *La vie des Stephenson*, et traduit de l'anglais par F. Landolphe; en l'étudiant, nous verrons qu'il ne faut pas aller jusqu'au nouveau monde pour trouver des hommes comme Franklin, et qu'il nous suffit de traverser le détroit pour connaître ce que peuvent la volonté, le travail et la persévérance. Un jour viendra peut-être où nous étudierons dans notre propre pays cette pléiade d'ouvriers intelligents et courageux, qui, partis des derniers degrés de l'échelle sociale, se sont successivement élevés jusqu'aux premiers échelons et ont prouvé que, dans notre pays, si comme l'a dit un grand capitaine, chaque soldat a son bâton de maréchal dans sa giberne, chaque ouvrier a son indépendance et sa fortune sur son établi.

M. Samuel Smiles, dans son *Self-Help*, a fait une étude analogue. Il nous a montré les cœurs vaillants, qui, partis de rien, sont arrivés à tout. Ces noms devraient être connus et vénérés dans tous les ateliers; tous ceux qui commencent la vie devraient avoir sous les yeux les noms de Copernic, fils d'un boulanger polonais; de Képler, fils d'un cabaretier; de Dalember, enfant trouvé, ramassé sur les degrés d'une église, par une nuit d'hiver; de Laplace, fils d'un pauvre paysan; de Savery, ouvrier mineur; de Newcomen, forgeron; de tant d'autres que nous ou-

blions, et si, parmi tant de noms illustres, nous avons choisi de préférence, à propos de Stephenson, le nom de Benjamin Franklin pour esquisser à grands traits son existence si intéressante, ce n'est pas sans quelque raison. Nous avons voulu montrer, par opposition, avant de parler de George Stephenson qui n'a su lire qu'à dix-neuf ans, le grand Benjamin, comme on l'appelle quelquefois, faisant son éducation littéraire dès ses premières années, consacrant la plus grande partie de son temps à lire, à étudier dans les bibliothèques, achetant des livres sur ses économies, s'enrichissant du savoir d'autrui, comme si ce fécond et littéraire ^{xvii}^e siècle eût jeté encore ses derniers rayons sur les premières années de Franklin.

Nous voyons, au contraire, George Stephenson naissant à la fin du ^{xviii}^e siècle, vivant dans le ^{xix}^e siècle, si fécond en grandes inventions industrielles, ce siècle des constructions, des chemins de fer, des machines, moins occupé d'idées spéculatives que de réalisations pratiques, et dont nous disions ailleurs : Au siècle des philosophes a succédé une époque industrielle, commerciale et financière, qui a sa grandeur et sa puissance, et qui, descendant des hauteurs théoriques, cherche, dans l'application des sciences à la pratique, la solution de ce problème bien digne d'occuper les esprits les plus élevés : Donner au plus grand nombre possible la plus grande somme de bonheur.

C'est là en effet le plus noble but que puisse se proposer une âme vraiment virile et honnête.

A ce siècle nouveau, à cette époque nouvelle il fallait des hommes nouveaux. C'est dans ce moment là même que naissent les trois Stephenson, le grand-père en 1755, le père, George, en 1781, le fils, Robert, en 1803 ; et si George est le plus éminent des trois, si son fils Robert a été associé à ses travaux et s'est illustré après lui, l'égalant peut-être, mais sans le dépasser, nous ne devons pas oublier le vieux Bob, comme on l'appelait, le premier Robert et sa femme Mabel, « un couple respectable, économe et grand travailleur, » et dont M. Samuel Smiles dit avec une grande vérité : « Ils appartenaient à l'ancienne et honorable famille des ouvriers, cette vaste famille sur laquelle repose la grandeur de tous les pays. » Le vieux Robert était chauffeur de machine d'extraction, qu'on appelait alors la pompe à feu. — Il gagnait 14 à 15 francs par semaine et il avait six

enfants à nourrir. — Un chauffeur est un ouvrier d'un ordre inférieur, c'est le servant du mécanicien ; certes le vieux Robert était au-dessus de ce travail par ses capacités et il se serait élevé au-dessus de cette condition si la gêne et les nécessités de la vie n'avaient paralysé ses efforts. Quelque rudes qu'aient été ses commencements, quelque honorable qu'ait été sa carrière, son éternel honneur est d'avoir donné naissance à George Stephenson, le second de ses six enfants, qui naquit le 9 juin 1781, et qui devint le véritable créateur de cette admirable industrie des chemins de fer. George mena longtemps la vie ordinaire des enfants d'ouvriers, jouant autour de la maison, allant chercher des nids quand il le pouvait, et faisant des commissions pour sa famille ou pour son patron.

Le premier argent qu'il gagne, il le donne à sa sœur pour acheter un chapeau dont elle avait envie, et quoi qu'il n'eût pas lu la vie du grand William Shakespeare, il gagne cet argent en « tenant les chevaux des messieurs » — comme il le dit joyeusement à sa sœur Nell — de même que Shakespeare, l'honneur et la gloire du théâtre anglais, ouvrait les portières des voitures à la porte des théâtres.

Cependant les enfants du vieux Bob grandissaient ; ses deux fils aînés, James et George, étaient employés comme aides-chauffeurs ; les deux plus jeunes ramassaient la houille perdue à l'origine des puits ; les filles aidaient la mère dans les soins du ménage. Voilà donc une famille, n'ayant fait aucune étude spéciale, n'ayant aucune éducation première, réunissant à grand peine 40 à 45 francs par semaine, représentant le travail d'un homme, de deux adolescents et de deux enfants. Voyons ce qui va sortir de cette association. Parmi les membres si unis, si respectables de cette honorable famille, il y a un homme, il y a George Stephenson, l'inventeur de la locomotive, comme nous le verrons bientôt, qui ne sait que ce que son père lui a appris : chauffer une machine à vapeur ; mais que le désir de savoir enflamme, qui passe sa journée à vivre avec sa machine, à en étudier le fonctionnement. Dans ses moments de repos, quand la mine est fermée, il nettoie sa machine, il la démonte, il examine tous ses organes, il sonde tous ses secrets. Il l'interroge, il connaît son tempérament, c'est son amie, c'est son bijou. Aimer son art, c'est la meilleure condition de succès. George aime et soigne sa machine comme il soignerait son en-

fant, et si elle est fatiguée, si elle a besoin de réparations, si un boulon se desserre, si une bielle grippe, si des hors de niveau se manifestent, il n'a pas besoin de déranger l'ingénieur de la mine, il sait ce qu'il a à faire, il la soigne d'un soin paternel, la regardant, l'écoutant, l'interrogeant; aussi lui rend-elle les services qu'il a le droit d'attendre de sa sollicitude; elle ne souffre plus, elle ne se cabre pas, un enfant la conduirait.

Jusqu'à dix-neuf ans, George Stephenson ne s'occupe que de travaux manuels, il fait des modèles de machines, en argile, en bois; il observe, il écoute, il retient; il s'enivre à la lecture qu'on lui fait des bulletins de la Grande-Armée; il voudrait bien lire lui-même, et il apprend à lire à cet âge où nos fils sortent des lycées, après avoir fait leur rhétorique et leur philosophie; à vingt et un ans, il se marie, mais déjà, il avait employé ses soirées d'hiver à étudier la mécanique jusque dans ses principes élémentaires. La cinématique ne lui suffisait pas, il ne pouvait pas se contenter de connaître les organes des machines et leur mode de fonctionnement, il voulut faire de la mécanique pure, il voulut étudier la théorie; mais comme il arrive toujours aux demi-savants ou à ceux qui, n'ayant appris que tard les principes de la mécanique, ont commencé à concevoir des machines sans connaître la science qui les régit, qui les construit et qui les règle, George tombe dans cette erreur de la recherche du mouvement perpétuel. Il ne s'aperçoit pas de suite que c'est là une utopie déplorable, il croit qu'on peut l'obtenir au moyen de leviers unis au jeu d'une colonne de mercure, dans des tubes animés d'un mouvement de bascule; le moyen n'était pas nouveau et il a été bien des fois, hélas! repris par des ignorants ou par des fous.

Stephenson ne s'appesantit pas longtemps sur cette idée, qui lui avait probablement été suggérée par quelque imprudente lecture, et il retourne à ses travaux de mécanique pratique qui devaient faire sa fortune et sa gloire.

Ce que je veux surtout faire ressortir, dans cette étude, c'est le point de départ de cet homme de génie, dont M. Samuel Smiles raconte la vie avec tant d'autorité. Je veux montrer que, sorti d'une basse extraction, né dans une houillère, les circonstances ne l'ont pas favorisé. Il est fils d'ouvrier; son père est trop pauvre pour lui donner l'éducation qui affranchit, qui moralise et qui ouvre toutes les portes, il devient ouvrier lui-même, il aide so

père, il apprend son métier. — Son père était chauffeur, il devient apprenti, puis aide chauffeur, puis mécanicien conduisant une machine; les études de la mécanique pure ne lui portent pas bonheur, mais le génie de la mécanique pratique se développe en lui, à force de persévérance et d'études. — Il venait de se marier, un incendie se déclare dans sa chaumière, les voisins, pour l'éteindre, inondent ses meubles neufs; son horloge, le joyau le plus précieux de sa maison, en est tellement rouillée qu'elle s'arrête impuissante; il faut l'envoyer chez l'horloger, mais pour cela il faut dépenser de l'argent et il n'en a pas; c'est lui qui se chargera de réparer son horloge, et à force de la démonter, de la nettoyer, de la remonter, il devient si habile dans ce nouveau métier que tous les voisins lui envoient leurs horloges et leurs montres à réparer, et il acquiert ce nouveau talent. Son habileté et son expérience deviennent telles, qu'un jour, après avoir regardé attentivement une montre qui depuis longtemps ne marchait plus sans qu'on pût deviner pourquoi, il se contente de dire : « Allez la porter dans le four. » Il suffisait en effet de réchauffer les huiles coagulées par le froid et après cette simple opération la montre reprend son cours.

Mais cette machinerie à ressort qu'on appelle l'horlogerie ne pouvait pas suffire à son génie inventif; ce sont les machines à vapeur qui l'attiraient particulièrement. En 1810, il avait 29 ans, on établissait à quelques pas de lui, au village de Killingworth où il demeurait et où il travaillait, une machine à épuisement du système Newcomen; il en suit le montage, il en étudie la force et il déclare qu'elle ne suffira pas au service qu'on lui demande. On ne l'écoute pas; comment pourrait-on s'arrêter aux appréciations d'un ouvrier mécanicien? On continue le montage; elle marche, les prévisions de Stephenson se réalisent et on est obligé d'avoir recours à l'ouvrier pour y apporter les modifications indispensables et pour arriver à épuiser la houillère.

On demandait à un inventeur comment il était arrivé à faire ses découvertes et il répondit : « *C'est en y pensant toujours.* » C'est ainsi que George Stephenson est devenu mécanicien. Dans toutes les classes, dans toutes les professions, soit qu'on atteigne jusqu'aux limites du génie, soit qu'on se maintienne dans une sphère plus modeste, soyez assurés qu'en « y pensant toujours, » c'est-à-dire qu'avec le travail et la persévérance, on

parvient à occuper une place honorable dans la grande famille des travailleurs. Cette recommandation de persévérer et d'économiser avec soin le temps, cette étoffe dont est faite la vie, ne lui suffisait pas. Outre cette grande puissance de travail qu'il avait, George était sobre par système, par économie et par hygiène. M. Samuel Smiles raconte qu'un jour son chef l'invitait à boire, et qu'il lui répondit fermement après avoir accepté une première fois : « Non, Monsieur, il faut que vous m'excusiez, j'ai pris la résolution de ne plus boire à cette heure du jour. » Il voulait conserver sa réputation d'ouvrier rangé ; il ne voulait pas perdre sa réputation dans l'intempérance.

D'ailleurs il avait le bonheur d'avoir un fils ! Robert était né en 1803 et il s'occupait déjà de l'armer pour le combat de la vie, autrement qu'il ne l'avait été lui-même. Cette première éducation, cette instruction virile qui lui avait manqué, cette théorie à laquelle il faut toujours revenir comme constituant les racines mêmes où se puisent la sève et la vie de la haute industrie, il voulait que son fils Robert pût l'acquérir de bonne heure. Le but de sa vie était double : il avait à s'occuper de créer des machines, il avait un fils à élever ; noble et touchant effort qui coûte tant de peines et dont on est récompensé souvent avec tant d'usure ! Nul ne l'a été plus que George, et il a eu l'incalculable bonheur de jouir des succès de son fils Robert, pour l'éducation duquel, jusqu'à l'âge de 20 ans, il avait dépensé plus de temps que d'argent, mais auquel il avait transmis son génie inventif et sa puissance de production et de travail.

L'inventeur de la machine locomotive, de la lampe de sûreté dans les mines, l'ingénieur des chemins de fer de Stockton et Darlington, de Liverpool à Manchester, a pu voir son fils Robert, d'abord associé à ses travaux, puis, parvenant à l'apogée de sa carrière, c'est-à-dire devenant l'un des plus éminents ingénieurs de chemin de fer. Il a pu, en 1844, admirer le pont Royal de la frontière à Berwick, le pont à haut niveau à Newcastle, les ponts tubulaires au Menai et à Conway et tant d'autres, et il s'est éteint le 12 août 1848 dans sa soixante-septième année ; son fils avait alors 45 ans et ne lui a survécu que 11 ans. George a donc été récompensé doublement, d'abord par ses succès personnels, ensuite par ceux de son fils dont il avait soigné l'éducation avec tant de sollicitude et d'amour.

Quelle joie, quelle douce et noble récompense du travail et

du génie, quelle gloire ! Naître dans la famille nombreuse du plus humble des ouvriers, commencer par être apprenti, puis artisan, chauffeur, devenir conducteur de machines, puis mécanicien, trouver à force de travail le plus puissant engin de la civilisation : la locomotive, et le trait d'union des peuples : le chemin de fer ; être appelé enfin pendant toute sa vie le premier ingénieur du monde, et, parmi tous ces bonheurs, avoir ce bonheur qui les dépasse tous : élever et conserver un fils qu'on a instruit, qu'on a protégé, qu'on a vu grandir, qu'on a associé à ses travaux, dont on est fier comme en a été fière la Grande-Bretagne, son pays, et mourir avant lui, en le laissant à la tête de ses contemporains dans la plénitude de sa gloire et de son talent incomparables.

Voilà quel a été le sort de George Stephenson, car c'est lui qui nous occupe le plus. Nous rendons pleine justice aux travaux de Robert Stephenson. Nous savons la part qu'il a prise dans la construction de la première locomotive qui ait circulé sur le chemin de fer de Liverpool à Manchester ; mais nous n'oublions pas qu'à cette époque il n'avait que 22 ans et que son père, George Stephenson, l'apprenti, l'ouvrier chauffeur, avait construit 10 ans auparavant une machine locomotive à Killingworth qui, quelque imparfaite qu'elle fût, montait une rampe de 1 mètre sur 450, traînant 8 chariots chargés du poids de 30 tonnes à la vitesse de 4 milles à l'heure, environ 5 kilomètres et demi. Robert n'avait alors que 12 ans et allait à l'école quand cet important problème a reçu son commencement d'exécution ; il en faut donc conclure que l'honneur d'avoir construit la fusée, qui remporta le prix au concours de Liverpool, revient plus encore à George qu'à Robert. La vérité est que le père et le fils se prêtèrent un mutuel appui comme ils l'ont toujours fait. Déjà ils travaillaient en commun en 1815 ; pendant que le fils préparait ses leçons, le père se livrait à ses travaux d'horlogerie ou à la construction, à une petite échelle, des inventions qu'il trouvait décrites dans des livres dépareillés ; George gagnait alors 2,500 francs par an et il avait déjà 33 ans.

Tous les problèmes de la mécanique l'attiraient dès ce moment. Il ne lui suffisait pas de conduire sa machine à vapeur, de l'entretenir et de la réparer ; les divers services de la mine l'intéressaient et captivaient son attention. Il se préoccupait surtout de l'économie des frais de transport qui constituent une

si lourde charge dans l'industrie houillère. Pour diminuer ces charges il s'agissait de gagner le plus économiquement possible le port d'embarquement de la Tyne. Il savait que les sauvages, exploitant leurs forêts vierges, employaient des arbres dressés à la hache qu'ils couchaient longitudinalement sur le dos de leurs montagnes pour faire glisser leur exploitation du haut en bas, et il pensa à employer ce même moyen pour transporter la houille sur un plan incliné ; puis, songeant que la gravité à la descente pouvait être utilisée pour faciliter la remonte, il se propose d'utiliser cette propriété ; il fait des wagons roulant sur des *Edge rails* (routes à ornières), il met les wagons descendants, en connexion avec les wagons montants, ceux-là remorquant ceux-ci ; et ainsi fut établi le plan automoteur ; nous ne disons pas le premier, nous savons que dans certaines exploitations métallurgiques on avait déjà appliqué ce système, mais on peut affirmer sans hésitation que George ne connaissait pas ces premières applications, et qu'il a certainement inventé de toutes pièces une disposition qui existait à son insu avant lui.

Le remarquable livre de M. Samuel Smiles montre clairement le rôle que George et Robert Stephenson ont joué dans la création de chemins de fer ; et si le dernier a établi un plus grand nombre de kilomètres que son père, s'il a étonné le monde entier par la hardiesse de ses conceptions, en perçant les montagnes, en comblant les vallées, en jetant ses ponts tubulaires sur les baies, sur les fleuves et jusque dans la mer ; s'il a amené la locomotive à ce degré de perfectionnement que nous admirons aujourd'hui, il ne faut pas méconnaître que, né en 1803, il a été précédé, dans ses recherches, par l'ouvrier de Killingworth qui, dès le 25 juillet 1814, mit la première locomotive sur des rails et traîna, avec cette puissance toute nouvelle, 30 tonnes à une vitesse de 6 à 7 kilomètres à l'heure ; que cette machine marcha d'une manière industrielle pendant longues années ; que George est le premier qui ait eu l'idée de jeter dans la cheminée l'échappement de vapeur, avec son *blast pipe*, sans lequel le tirage du foyer aurait toujours été insuffisant.

Nous n'avons pas l'intention de raconter ici l'histoire des chemins de fer et des machines locomotives ; — qu'il nous soit seulement permis de rappeler que, dès 1769, un Français, nommé Cugnot, exécutait à Paris un chariot mis en mouvement par

deux cylindres à vapeur simple effet, et que Marc Seguin, l'ainé, en inventant la chaudière tubulaire, en 1825, a bien réellement sauvé l'avenir de la machine locomotive qui, sans cette invention, n'aurait jamais atteint sa merveilleuse puissance.

Sous cette double réserve, inspirée par notre patriotisme, nous sommes prêt à rendre hommage aux services rendus par les Stephenson, à cette belle industrie des chemins de fer, qui est la gloire de notre siècle et qui représente le plus puissant auxiliaire de la paix et de la civilisation.

Nous sommes bien loin aujourd'hui de la machine de Killingworth, marchant à 6 ou 7 kilomètres; dès le 27 septembre 1825, George Stephenson avait fait marcher sur la petite ligne de Darlington à Stockton une locomotive qui, attelée de 36 véhicules, accomplit plus de 19 kilomètres à l'heure; quatre ans après, en 1829, lors du concours qui eut lieu à Liverpool, la machine appelée *Rocket* (fusée), exécutée par les Stephenson, remporta le prix en faisant jusqu'à 38 kilomètres à l'heure; on avait alors employé la chaudière tubulaire; on sait qu'aujourd'hui les trains express font le plus généralement 60 kilomètres, et que le train de la malle des Indes dépasse la vitesse de 80 kilomètres.

On peut affirmer qu'à partir du concours de Liverpool la réputation des Stephenson avait tellement grandi, que nul ne pensait à créer un chemin de fer sans s'adresser à eux. George avait 48 ans, Robert 26.

L'ouvrier n'était pas seulement devenu un maître, un patron; il était le maître du monde de l'industrie.

Quel chemin rapide n'avait-il pas parcouru, depuis le jour où il avait réparé la machine d'épuisement, au montage de laquelle il assistait en curieux, depuis le jour où il réparait les montres et les horloges de ses voisins!

Il avait trouvé une lampe de sûreté des mineurs en même temps que sir Humphrey Davy trouvait la sienne et M. Samuel Smiles trouve celle de George supérieure à cette dernière; il avait établi des plans automoteurs, des machines fixes; il avait construit le chemin de fer de Stockton à Darlington, celui de Liverpool à Manchester, en traversant le « *chat moss*, » c'est-à-dire une mer de tourbe, en exécutant des travaux de géants, toujours prêt, quand il se présentait quelque danger, à le partager avec ses ouvriers, construisant soixante-trois ponts, tant en

dessus qu'en dessous, des viaducs, des tranchées, à une époque où les ouvriers n'étaient pas encore formés, et n'ayant pour aide que de jeunes dessinateurs qui apprenaient sous ses ordres ce rude métier d'ingénieur, qui reste bien souvent obscur en étant toujours utile, et dans lequel on court souvent d'aussi grands dangers que dans les batailles les plus meurtrières.

George était avec ses élèves de la plus grande douceur. Il ne leur apprenait pas seulement ce qu'il savait, il les moralisait ; il leur disait (nous citons ses paroles textuelles) : « Apprenez par vous-mêmes, pensez par vous-mêmes ; rendez-vous maîtres des principes, persévérez, soyez laborieux et je suis sans inquiétude sur votre avenir. » Il avait raison, et ses élèves ont prouvé qu'ils avaient profité de ses leçons. Il faut que chacun sache qu'il a son avenir dans sa main et que, si on ne se laisse rebuter ni par les difficultés ni par les obstacles, si le travail et l'épargne sont les principales préoccupations, il n'est pas possible de ne pas conquérir à un certain âge une indépendance relative et une certaine supériorité. Sans doute, les hommes sont plus ou moins bien doués en naissant et tous ne peuvent pas occuper la place incomparable que G. Stephenson a conquise par son travail et par son génie, mais chacun peut et doit faire sa place avec le travail, la conduite et l'association.

Persévérez, disait George, et il prêchait d'exemple ; les chemins de fer ne se sont pas établis sans déboires, sans lutte, sans opposition. — En France, on se souvient avec quel dédain on en parlait, il y a à peine trente ans ; mais, même en Angleterre, les grands propriétaires fonciers, les nobles, traitaient les ingénieurs des chemins de fer d'utopistes ; on leur interdisait l'entrée des propriétés pour faire leurs travaux de nivellement, on les chassait à coups de bâton, on brisait leurs instruments ; plus d'un ingénieur est tombé victime d'une injuste agression ; ils travaillaient la nuit, pour sauver leur théodolite et pour accomplir leur mission.

G. Stephenson a subi toutes ces injustices ; mais, quand en 1838 il est revenu à Newcastle, à l'occasion de la réunion dans cette ville de l'Association Britannique, où il remplit les fonctions de vice-président pour la section des sciences mécaniques, quels changements dans son existence ! depuis qu'il avait paru devant l'Institut littéraire et scientifique auquel il avait soumis l'examen de sa lampe de sûreté, 23 ans auparavant, quels changements

dans le pays ! « L'humble ouvrier mécanicien du nom de Stephenson » s'était fait une renommée presque universelle, comme dit M. Samuel Smiles; on le considérait comme un bienfaiteur public. Il ne s'était pas contenté de niveler les terrains, il avait émancipé les travailleurs, il avait égalisé les conditions; aussi, dès ce moment, les nobles l'appelaient-ils le NIVELEUR UNIVERSEL. Persévérez, disait-il aux autres, et il avait persévéré lui-même. Il n'avait été arrêté ni par les difficultés, ni par les persécutions; il avait vaincu les difficultés, il avait supporté les persécutions; à la place des ténèbres il avait fait la lumière, à la place du chaos il avait créé l'harmonie. Il avait supprimé la barbarie en supprimant les distances, et, grâce à lui, le monde était en possession de la conquête pacifique la plus propre à le civiliser, à le grandir et à l'améliorer.

Ce noble exemple d'un ouvrier parti de si bas et parvenu à la plus grande célébrité, d'un ignorant devenu le plus ingénieux mécanicien de son temps, est de nature, ce nous semble, à encourager tous les hommes de bonne volonté, et nous pensons que de l'examen de cette virile carrière, le lecteur tirera cette conséquence : que la fortune et la célébrité appartiennent au travail, à la persévérance et à la probité.

VICTOR BOIS.

A la suite de ces lectures, accueillies par les applaudissements de l'Assemblée, M. le PRÉSIDENT a pris la parole et a adressé à MM. ARNOULD THÉNARD, SRIER et VICTOR BOIS les compliments les plus flatteurs; puis il a demandé à la Société, sur la proposition du Bureau, le vote d'une médaille d'argent pour M. Smiles, l'auteur de la *Vie de Stephenson*, comme témoignage de reconnaissance. L'Assemblée a exprimé son vote par des applaudissements unanimes. M. Plon, éditeur de la *Vie de Stephenson*, a bien voulu se charger de faire parvenir à M. Smiles la médaille qui lui a été décernée, et, remerciant la Société en son nom personnel, pour la médaille commémorative, qui lui a été adressée, il a généreusement mis à sa disposition vingt exemplaires de la *Vie de Stephenson*, qui ont été répartis entre les *Bibliothèques d'apprentis*.

RAPPORT

SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS DANS LES MANUFACTURES

DE COTON DE ROUEN ET DES ENVIRONS

Par M. A. BEAULIEU.

L'industrie cotonnière tient une place importante dans le travail de la production nationale. Elle occupe un grand nombre d'ouvriers des deux sexes, à tous les âges et dans des conditions très-diverses. A bien des points de vue, elle mérite donc d'attirer l'attention de ceux qui cherchent la solution des problèmes économiques et sociaux qui, de nos jours, se posent si nombreux et si graves.

La Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures, qui poursuit sans relâche l'amélioration du sort matériel et moral des jeunes ouvriers, a voulu s'éclairer sur l'organisation du travail des enfants dans une contrée où l'industrie cotonnière est aussi féconde qu'elle est intéressante à suivre dans ses luttes et dans ses développements.

Le présent rapport a pour but de répondre à cette pensée. S'il n'y parvient pas, du moins son auteur devra-t-il reconnaître que ce n'est ni faute de bienveillance, ni faute d'appui, chez les hommes éclairés et généreux que sa bonne fortune lui a fait rencontrer.

L'industrie cotonnière comprend trois spécialités principales : la filature, le tissage et la teinture ou l'impression. Dans chacune de ces trois spécialités, le travail est soumis à des conditions différentes. Pour éviter toute confusion, il importe donc de les étudier séparément : c'est ce que nous ferons en trois parties distinctes, consacrées successivement, suivant l'ordre indiqué par la fabrication, à la filature, d'abord, puis au tissage, et enfin à la teinture et à l'impression. Les industries similaires nous fourniront parfois des éléments de comparaison et de jugement que nous ne manquerons pas de mettre à profit.

I. — FILATURES.

Des établissements nombreux et d'importance très-variable sont consacrés à cette spécialité, la plus active de l'industrie

cotonnière. C'est par elle surtout que l'enfance est employée, non-seulement parce que la nature des opérations est mieux appropriée à ses forces et à ses aptitudes, mais aussi parce que l'enfant répond plus heureusement au but qu'il s'agit d'atteindre, sans réclamer un salaire comparable à celui d'un homme fait.

Nombre approximatif des enfants employés dans les filatures.

Pour juger de l'importance du travail des enfants dans la filature, il suffit de se reporter aux chiffres suivants.

176 établissements de cette industrie spéciale, qui ont été visités dans ces derniers temps, occupaient 5,412 enfants, de l'un et de l'autre sexe; ce chiffre se décompose ainsi au point de vue de l'âge:

De 8 à 10 ans.	259
De 10 à 12 ans.	934
De 12 à 16 ans.	4219
Total égal. . . .	<u>5412</u>

Age minimum.

Comme il est aisé de s'en rendre compte d'après ces chiffres et cette classification, l'âge minimum est celui fixé par la loi, qui paraît observée rigoureusement sur ce point. Encore faut-il remarquer que les enfants au-dessous de 12 ans sont en véritable minorité, puisque la proportion en est seulement de :

$$\frac{1193}{4219}$$

Soit approximativement :

$$\frac{2}{7} \text{ ou } 30 \text{ 0/0}$$

Age moyen.

D'après toutes les observations que nous avons faites, et celles qui nous ont été communiquées, c'est à 13 ans environ qu'il faudrait fixer l'âge moyen des enfants employés dans cette industrie. Il est d'ailleurs à observer que c'est seulement à cet âge que le jeune ouvrier se trouve dans de bonnes conditions pour travailler, et il n'est pas besoin de réfléchir longtemps sur

ce point pour arriver à la pensée qu'il serait désirable de voir relever la limite inférieure de 8 ans. La pratique vient tout à fait à l'appui de cette conclusion, et le seul obstacle, très-grave, il est vrai, qu'elle rencontre, réside dans la pauvreté des parents, qui, trop souvent, sont obligés de faire gagner à leurs enfants le pain qu'ils ne peuvent leur fournir.

Sexe.

Le sexe masculin est en majorité notable, dans les grands établissements surtout. Il est difficile d'établir une proportion exacte à cet égard ; d'après nos calculs, elle serait des deux tiers environ.

Séparation dans le travail.

Toutes les filatures ont recours à la fois aux enfants des deux sexes, mais une séparation presque complète existe dans le travail : en thèse générale, elle est possible et nous l'avons toujours constatée. Si cependant elle n'existe pas dans certains districts, c'est à cause du manque de bras qui contraint à employer des jeunes filles concurremment avec de jeunes garçons à des travaux qui sont plus naturellement destinés à ces derniers. Il y a là certainement un fait regrettable, mais contre lequel les nécessités industrielles permettent difficilement de réagir.

Au reste, il faut reconnaître que les inconvénients résultant de ce mélange des sexes sont, à de très-rares exceptions près, atténués, autant que possible, par la surveillance attentive des patrons, des directeurs, des contre-maitres, et quelquefois des ouvriers. Dans bon nombre de filatures, on prend même cette précaution de n'admettre les jeunes filles non adultes qu'à la condition d'être munies, comme les garçons, d'un pantalon de toile dit *Parisienne*. Des cabinets d'aisances distincts sont presque toujours affectés à l'un et à l'autre sexe. En fait, la décence et les bonnes mœurs sont très-rarement troublées dans les ateliers.

Nature du travail.

Dans les filatures de coton, peu d'enfants sont employés aux *apprêts*, opérations qui consistent à nettoyer le coton, à le carder, à le préparer en un mot à subir le filage. Ce travail, assez

pénible, est généralement attribué aux femmes. Les quelques enfants qui les assistent ne sont, en réalité, que des aides très-accessoires; le plus souvent, ils passent leur temps à transporter le coton d'une machine à une autre et de l'apprêt au filage.

Le *filage*, au contraire, absorbe la presque totalité des enfants. Leurs fonctions y sont véritablement essentielles à la fabrication.

Elles consistent principalement à suivre avec attention la marche de ces longues machines qui roulent, perpétuellement animées d'un mouvement alternatif, en présence d'une rangée de bobines qu'elles dévident, pour tordre le coton que celles-ci fournissent, le filer et l'enrouler sur une rangée de fuseaux dont elles sont munies elles-mêmes dans toute leur étendue. Dans ce mouvement incessant, et par bien des causes, le fil, en se formant, est exposé à se casser, et l'enfant a la mission importante d'y remédier aussitôt en le rattachant : de là, le nom de *rattacheurs*, que l'on donne généralement à cette catégorie très-nombreuse de jeunes ouvriers. Ce genre de travail exige une grande agilité, en même temps qu'une grande souplesse, à raison d'abord de la dimension des métiers, dont le développement est quelquefois de 10 mètres et qui portent jusqu'à mille broches, et à cause ensuite de la ténuité des fils parfois si rapprochés les uns des autres, qui sont constamment tendus entre la partie fixe et la partie mobile du métier.

Lorsqu'on a suivi quelques instants les évolutions d'un rattacheur, on se plaît à reconnaître l'adresse qu'il déploie généralement dans l'exécution de ce travail délicat. Mais certaines occupations accessoires lui reviennent encore. Ce sont celles qui dérivent de la nécessité de nettoyer le métier, de remplacer fréquemment certains cylindres recouverts de laine sur lesquels les fils se débarrassent des particules de coton, qui, ne faisant pas corps avec eux, altèrent leur netteté, de regarnir les bobines, vider les fuseaux et les préparer de nouveau au filage lorsqu'une tâche est terminée, etc., etc.

Toutes ces opérations, en résumé, sont intelligentes, elles exigent un certain soin, elles entraînent beaucoup de mouvement, mais un mouvement naturel à cet âge; à moins de circonstances exceptionnelles faisant accélérer outre mesure la marche des métiers, le travail ne présente donc rien de mauvais.

Le seul inconvénient auquel les enfants soient exposés, c'est l'absorption par les voies respiratoires de la poussière de coton en suspension dans l'air ; encore faut-il reconnaître que dans les grands établissements des ventilateurs ont été établis et que la dimension des ateliers met à la disposition de ceux qui les habitent une masse d'air très-suffisante.

En général, le travail du filage est réparti de la manière suivante. Un maître fileur surveille et règle la marche de son métier ou de son couple de métiers, et, suivant le nombre de broches qu'il a sous sa direction, il est assisté d'un ou de plusieurs rattacheurs. Dans le bel établissement de M. Pouyer-Quertier, à la Foudre, pour un couple de métiers de 2,000 broches, il y a un maître fileur et cinq rattacheurs ; ces derniers sont tous d'âges différents, depuis douze ans jusqu'à seize et même dix-huit ans. Dans ces circonstances, le plus jeune est uniquement occupé aux travaux accessoires de nettoyage, au rangement des fuseaux pleins dans des paniers et à la fourniture des bobines ou à la préparation des fuseaux. Les plus grands font seuls à proprement parler l'office de rattacheurs, et chacun dans la mesure de ses forces.

Durée du travail.

La durée du travail est, à de rares exceptions près, de douze heures pour tout le monde. La simultanéité indispensable de la coopération de chacun est la cause à peu près fatale de cet état de choses ; dans de rares établissements pourtant, les enfants au-dessous de douze ans ne travaillent que huit heures ; il en est ainsi chez M. Pouyer-Quertier, chez M. Levavasseur et ailleurs encore. Il est à remarquer du reste que, la plupart du temps, les enfants au-dessous de douze ans ne sont pas reçus avec plaisir par les patrons, et que, généralement, ils travaillent avec leurs parents qui les ont amenés. Ce procédé qui est très-fréquent diminue les inconvénients que présente l'emploi de ces jeunes enfants.

En général, la journée est divisée en trois parties par deux repos, l'un d'une heure, l'autre d'une demi-heure. Quelquefois, on donne deux heures et demie de repos, mais c'est rare. Enfin, il est plus rare encore que les ouvriers n'aient qu'une heure pour se reposer, et, en ce dernier cas, on autorise le matin et le soir le ralentissement du travail pendant un temps

suffisant pour permettre un léger repas à côté de la machine.

L'hiver, le travail commence avec le jour, et finit treize ou quatorze heures et demie après, suivant la durée des repas. A certaines époques, il dure donc quelquefois jusqu'à neuf et dix heures du soir. Toutefois, il est important de remarquer que seuls, les enfants au-dessus de douze ans travaillent le soir et seulement pendant le laps de temps autorisé par la loi.

Cette question de la durée du travail est avec celle de l'âge des enfants l'une des plus difficiles à résoudre. Cependant, il ne paraît pas que les enfants de plus de douze ans souffrent de l'état actuel et la difficulté n'existe que pour ceux au-dessous de cet âge. La méthode des demi-temps paraît alors devoir être la meilleure. L'inconvénient qui résulte actuellement de la mesure adoptée par la loi de 1841 réside surtout en effet dans le défaut de simplicité de la proportion qu'elle établit entre le travail de l'enfant et celui de l'ouvrier. Le chiffre arbitraire de huit heures divise très-mal la journée de ce dernier qui ne peut véritablement trouver un aide pour quatre heures. Cet aide lui est indispensable, et c'est pourquoi, une fois la seconde moitié de la journée entamée, il la termine pour ainsi dire forcément. La mesure qui fixerait la durée du travail de l'enfant à la moitié de celle du travail de l'ouvrier ne présenterait pas cet inconvénient ni ce danger. Elle paraît d'ailleurs être conforme au vœu de la plupart des industriels qui agitent la question.

Instruction.

L'un des plus grands inconvénients du travail des enfants est de les éloigner généralement des écoles. La gratuité de l'enseignement primaire leur est cependant acquise et il paraît que des cours sont organisés spécialement pour eux. Mais l'insouciance des parents, jointe à la nécessité où ils sont de recourir dans une trop large mesure au travail de leurs enfants, l'éloignement parfois considérable de l'école, le défaut de concordance entre les heures de classe et celles de sortie de la fabrique, le peu d'empressement des enfants et surtout le défaut complet de surveillance, la fatigue enfin qui est la conséquence naturelle d'un travail soutenu, sont autant d'obstacles bien graves à la mise en pratique des meilleures dispositions.

Dans les grands centres, les écoles du soir sont suivies

par quelques jeunes gens et ouvriers, et certains patrons exigent des certificats mensuels de présence à l'école ; mais, le plus souvent, tout cela n'est qu'illusoire. Pour donner une idée de cette situation fâcheuse, nous citerons les chiffres suivants, recueillis dans un établissement de Rouen. Sur 23 enfants ou jeunes gens de moins de seize ans ;

7, de onze ans et demi à quinze ans et demi, ne savent ni lire ni écrire :

2, de treize ans et de treize ans et demi, savent lire ;

4, de onze ans et demi à quatorze ans, savent lire et écrire ;

10 ont, d'après leurs livrets, suivi l'école pendant 1, 2, 3 ou 4 ans ; mais tous ne savent pas parfaitement lire.

Cet aperçu général sur l'instruction de la jeunesse des manufactures comporte toutefois certaines exceptions.

Il est bien rare en effet que les enfants au-dessous de douze ans ne jouissent pas d'une certaine latitude pour suivre l'école ; s'ils n'en usent pas toujours, c'est la faute des parents, ou c'est défaut de surveillance. Il n'y a véritablement un obstacle industriel que pour les enfants au-dessus de douze ans, et il se comprend très-bien, puisque ceux-ci sont assujettis au travail de douze heures. Encore faut-il noter que certains patrons sont assez soucieux du perfectionnement moral de leurs jeunes ouvriers pour les envoyer régulièrement aux écoles.

Puisque nous en sommes venus à parler des heureuses exceptions que comporte le triste exposé qui précède, nous nous ferons un plaisir et nous croirons même remplir un devoir, en signalant à la Société de Protection des Enfants des Manufactures un industriel, aussi libéral dans ses idées qu'élevé dans ses sentiments, qui, à la tête d'un immense établissement où plus de 600 ouvriers sont employés, au milieu de toutes les préoccupations et de tous les travaux que son industrie lui impose, a trouvé le temps et le moyen d'organiser dans l'enceinte même de sa fabrique une école et des cours spécialement consacrés aux enfants et même aux adultes qu'il emploie.

Cette école est dirigée par deux sœurs de Saint-Aubin. Elle est située dans une annexe de l'établissement, éloignée du bruit de la fabrique, et contient deux classes. Les cours sont suivis en moyenne par 35 garçons et 100 filles, partagés en trois catégories. Pour les deux premières, composées uniquement d'enfants au-dessous de douze ans, c'est-à-dire ne travaillant que

huit heures par jour, les cours sont respectivement de deux heures. La troisième catégorie est formée par les enfants au-dessus de douze ans, mais non au-dessus de quinze, si ce sont des garçons, qui consacrent à la classe une heure par jour. Les exercices sont variés pour les jeunes filles surtout, que l'on s'efforce d'initier à tous les travaux qui font une ménagère économe et intelligente. Des adultes enfin, mais des femmes seulement, sont admis avec les enfants au-dessus de douze ans à suivre la classe pendant les heures des repas, et cette dernière catégorie d'élèves n'est pas la moins intéressante par ses progrès et surtout par les efforts et l'excellent esprit dont elle fait preuve.

Tout ce monde est convenable, décent, poli, généralement intelligent, d'un visage frais et avenant qui témoigne aussi bien de la santé de l'âme que de celle du corps, et l'on passe vraiment d'agréables instants au milieu d'eux, à les interroger, à les écouter et à les voir suivre docilement les avis et les enseignements qui leur sont donnés, au reste, avec autant de douceur que de fermeté et de dévouement.

Enfin, à l'école est annexée une bibliothèque à l'usage des enfants et des parents, et qui complète de la manière la plus heureuse cette intéressante institution.

En résumé, dans les conditions actuelles de l'Industrie, en tenant compte surtout de la nécessité cruelle mais trop évidente où sont les ouvriers de faire travailler leurs enfants, il est difficile, il est même impossible de concevoir une œuvre semblable mieux organisée. Il va sans dire qu'elle repose tout entière sur la générosité de M. Badin, et qu'elle est l'objet de toute sa sollicitude.

Bien d'autres perfectionnements de toute espèce ont été d'ailleurs réalisés à la Filature de lin de Barentin; et nous citerons en passant, outre les cités ouvrières qui nous occuperont plus loin, une sorte de caisse d'épargne très-intelligemment et très-pratiquement conçue, et un ensemble de dispositions intérieures qui permet aux ouvriers et aux ouvrières de travailler dans les conditions les plus favorables; sans nous arrêter encore à une foule de détails industriels qui font de l'établissement de M. Badin un établissement modèle. Nous regrettons que la nature et les limites de ce rapport ne nous permettent pas de nous étendre davantage sur tous ces points. Mais, du moins,

nous les recommanderons à l'attention et à l'admiration de tous ceux qui s'intéressent aux progrès de l'industrie et à l'amélioration du sort matériel et moral des classes ouvrières.

Éducation religieuse.

L'éducation religieuse paraît être jusqu'à un certain point plus favorisée que l'instruction proprement dite. C'est ainsi que l'on peut affirmer sans crainte de se tromper qu'il n'est pas d'exemple de patron ou d'ouvrier ayant refusé à un enfant le temps nécessaire pour suivre régulièrement pendant la durée du travail les exercices religieux préparatoires à la première communion. Sur ce point, les chefs d'atelier donnent pleine satisfaction. Il en est même, et nous en avons rencontré plusieurs, qui font de louables efforts et témoignent d'une généreuse sollicitude pour encourager les enfants à accomplir ce devoir, auquel, il faut bien le reconnaître, les agitations prématurées d'une vie de travail préparent nécessairement bien mal. Aussi doit-on savoir bon gré à ces hommes intelligents et sages. Les curés se plient de leur côté autant qu'il est possible aux nécessités de la situation précaire des enfants, et, grâce à cet heureux concert, l'éducation religieuse, élémentaire au moins, est à peu près assurée à la jeunesse des manufactures.

Malheureusement, pour tout dire, une fois la première communion faite, l'enfant, complètement livré à lui-même, use et abuse quelquefois de cette liberté pour négliger et même pour oublier tout à fait ce qui devait être la force et la consolation de toute sa vie; et, comme nous le verrons plus tard, il prend alors trop souvent, au lieu du chemin de l'église, celui du cabaret, où il trouve peut-être aussi l'oubli de ses souffrances, mais dont il rapporte certainement avec la misère le vice et tous ses désespoirs.

Repos du dimanche.

Le repos du dimanche est observé, à de très-rares exceptions près, qui tiennent à des circonstances vraiment extraordinaires. Dans tous les établissements que nous avons visités, le nettoyage se fait le samedi; une partie de la journée y est consacrée spécialement, afin d'éviter à l'ouvrier la perte de sa matinée du dimanche. Cette mesure excellente est conforme à l'intérêt bien entendu de tous.

Nous citerons à ce sujet un usage récemment introduit à la Filature de lin de Barentin. En diminuant les pertes de temps et prenant quelques minutes sur le repos de chaque jour de la semaine, M. Badin est arrivé à avancer de deux heures le samedi la sortie de ses ouvriers. Ces derniers peuvent ainsi, sans rien prendre sur le repos du lendemain, vaquer à ces soins d'ordre et de propreté qu'un célèbre philanthrope a justement appelés une vertu.

Vie de famille.

La vie de famille subit évidemment l'influence des circonstances anormales auxquelles sont soumis la plupart de ses membres.

Le fond du tableau est généralement la pauvreté, quand ce n'est pas la misère. Dès lors, le premier usage que les parents font de leur autorité consiste à enrôler leurs enfants dans l'armée des jeunes ouvriers de la manufacture. Par là même, pour un temps notable, ils abdiquent une partie de cette autorité en faveur d'un patron, d'un contre-maitre ou d'un maître ouvrier; à moins cependant qu'ils ne les fassent travailler avec eux, ce qui tend à disparaître. Quant à l'éducation et à l'avenir de l'enfant, ils sont complètement sacrifiés aux exigences cruelles de la vie présente.

Les rapports des enfants avec leurs parents ne tardent pas à se ressentir du même esprit. A mesure qu'il grandit, le jeune ouvrier qui sait ce qu'il gagne, qui voit son gain augmenter, juge par là de ce qu'il vaut; il ne tarde pas à avoir soif d'indépendance et il finit par secouer le joug d'une autorité qui ne s'est jamais exercée avec dignité à son égard, pour ne plus songer qu'à se satisfaire lui-même. Le seul lien qui unisse alors le père au fils est celui de la faiblesse; et cette faiblesse est quelquefois si désespérante que nous avons vu des chefs d'atelier obligés dans l'intérêt même des familles de réagir contre elle.

La vie intérieure est évidemment altérée par les conséquences inévitables de cette situation réciproque. On se trouve rarement réuni au foyer domestique. La ménagère n'a pas toujours non plus le talent de le rendre agréable; elle a généralement peu d'ordre, et c'est à tel point que, même à la campagne, elle ne sait pas toujours raccommoder le linge et les effets de sa famille.

Tel est le résultat de la moyenne de nos observations. Mais cet exposé serait incomplet, si nous ne nous arrêtions quelques instants en deçà et au delà.

Nous devons d'abord constater l'heureuse influence qu'exerce sur l'ouvrier la présence du patron et son habitation à l'usine. Nous avons vu à Rouen et dans les environs plusieurs fabriques ainsi dirigées et surveillées par le propriétaire lui-même; dans toutes, nous avons reconnu les traces et les efforts précieux d'une autorité toujours respectée, quelquefois aimée.

Pour être convaincu de la vérité de cette observation, il suffit d'avoir eu le bonheur de visiter le bel établissement dirigé par M. Napoléon Gallet. Parmi tous ses ouvriers, il n'en compte pas un seul qui soit adonné à la boisson, il n'y en a pas un qui se permette dans l'atelier une brutalité ou une parole grossière; tous sont rangés, honnêtes, laborieux, d'une tenue parfaite, d'une santé florissante, gage d'une vie calme et heureuse, et, ce qui vaut bien quelque chose et renferme un enseignement précieux à retenir, tous sont pleins de respect et de vénération pour le patron auquel ils doivent certainement leur prospérité. Nous ne parlerons qu'ailleurs des enfants employés dans cette usine, parce qu'elle n'appartient pas à la spécialité de la filature; mais nous n'avons pas voulu tarder davantage à rapporter ces faits intéressants qui sont assurément du ressort de la question générale qui nous occupe en ce moment. Ils sont assez décisifs pour nous dispenser de tout commentaire; ils sont aussi assez éloquents pour que nous n'ayons pas ici à faire l'éloge d'un homme qui, par sa position, son caractère et son âge, est au-dessus de tous les éloges et certainement au-dessus des nôtres.

Les ouvriers des faubourgs industriels se placent au contraire bien en-deçà de notre triste moyenne, dans la mesure de laquelle ils entrent malheureusement par une part trop importante. Là, il faut avoir le courage de le dire, les mœurs sont mauvaises, pour ne pas dire quelquefois détestables : les faits les plus désolants nous ont été rapportés par des témoins irrécusables. Cette indication suffit; elle répond à toutes les questions que soulève la vie de famille; après l'avoir donnée, nous avons hâte de passer outre, pour dire sur l'ouvrier de la campagne ce que nous en avons eu la satisfaction de pouvoir recueillir.

A la campagne comme partout, ce que l'on serait tenté d'appeler l'exploitation de l'enfant par ses parents existe, et par les mêmes causes qu'ailleurs. La vie de famille n'est cependant pas inconnue. Chaque ménage a sa maison, sa *domus*, où chaque soir il se retire en paix : et c'est là une précieuse garantie d'union. L'ouvrier est ignorant, grossier dans son langage, mais honnête et doux ; l'apathie paraît être son défaut dominant, et il en résulte encore une certaine faiblesse dans les rapports du père et des enfants. Toutefois, ceux-ci ne s'éloignent pas du foyer de la famille ; leurs mœurs ne sont pas mauvaises, et le mariage vient toujours compléter leur existence.

Logement.

Cette situation qui n'a rien de désolant, mais qui cependant n'est pas brillante, s'améliore singulièrement lorsque le concours intelligent et généreux du patron vient en aide à ces familles généralement pauvres et nombreuses. C'est ce que nous avons pu constater à Barentin.

Nous retrouvons ici encore une fois M. Badin. L'instruction et le foyer domestique, tels sont à ses yeux les éléments essentiels d'une vie morale : nous avons vu comment il a su réaliser le premier ; nous allons voir comment il procure à ses familles le bénéfice du second.

Il a construit depuis plusieurs années et il construit actuellement encore une série de petites cités ouvrières, comprenant chacune une faible agglomération de logements, et généralement situées à une certaine distance de la fabrique. De cette manière, il sauvegarde son indépendance et celle de ses ouvriers. Tous ces logements sont sains, commodes, spacieux, gracieux même, ce qui est loin de nuire. Chaque habitation, construite en briques, se compose de deux étages, rez-de-chaussée compris, d'un grenier et d'une cave ; il y a deux pièces à chaque étage, éclairées chacune par deux fenêtres ; un jardinet entouré d'une grille s'étend sur le devant de la maison ; un jardin plus grand est situé par derrière et fournit à la ménagère ses légumes. La situation permet quelquefois de donner de l'eau à chaque maison, et, dans ce cas, on n'a pas négligé de le faire. Il est inutile d'insister pour faire comprendre quelle peut être sur la vie de l'ouvrier l'influence de conditions matérielles aussi favorables ;

pour s'en convaincre par l'expérience, il suffirait de voir aujourd'hui les familles de mendiants et de vagabonds qui ont été recueillies par M. Badin, il y a quelques années, et de constater le partage très-curieux qui existe entre les ouvriers de sa fabrique, suivant les époques auxquelles ils y sont arrivés et ont pris possession de ces modestes éléments de bonheur. Les habitations sont naturellement destinées à leur appartenir un jour, et il y a encore dans cette perspective un stimulant heureux et un motif tout particulier de stabilité.

Ce n'est qu'à la campagne que nous avons pu nous livrer à ces observations sur le logement des ouvriers. A la ville et dans les faubourgs, il n'y aurait d'ailleurs aucun type à décrire.

Nourriture.

La nourriture des jeunes ouvriers de fabrique est très-peu variée; elle se compose d'un peu de viande et de beaucoup de légumes. Elle serait abondante et saine, si le cabaret n'absorbait trop souvent le meilleur des ressources de la famille. Dans certains établissements, des réfectoires existent où les aliments sont chauffés à point pour l'heure voulue : malheureusement, il paraît que les ouvriers témoignent d'une singulière réserve dans l'usage de cette avantageuse faculté.

Vêtement.

Le vêtement, comme la nourriture, dépend absolument de la conduite de l'ouvrier. Généralement, il est suffisant.

Distance à parcourir pour se rendre au travail.

La distance à parcourir pour se rendre à la manufacture est très-variable. Elle est quelquefois de plusieurs kilomètres, et c'est alors, on le conçoit, non-seulement un inconvénient, mais aussi un véritable danger, surtout aux heures avancées qui sont dans certaines saisons celles du transport. Il paraît cependant que, tout bien considéré, le mal est moins grand à la campagne, où le trajet est quelquefois très-long, qu'à la ville où il est beaucoup plus court.

Apprentissage.

L'apprentissage et par suite le contrat d'apprentissage sont

choses inconnues dans l'industrie spéciale de la filature. L'enfant n'est pas un apprenti, mais un ouvrier proprement dit. Le travail auquel il se livre, bien qu'exigeant une certaine habitude ne suppose pas cependant une étude ni une éducation préalables.

Admission de l'enfant à la fabrique. Usages locaux.

Lorsqu'un père veut faire entrer son fils dans une filature comme rattacheur, ce qui est la plus importante des fonctions attribuées aux enfants, il s'adresse au chef de l'établissement, qui confie cet enfant pendant une quinzaine de jours à un maître fileur. Sur les conseils de celui-ci, et sur l'exemple de ses futurs camarades, il ne tarde pas à se mettre au courant, et, la quinzaine passée, il est enrôlé comme ouvrier. A ce titre, on lui donne un certificat constatant son aptitude au travail et indiquant le consentement du patron, certificat sur la présentation duquel le maire de la commune lui délivre un livret, conformément à la loi du 22 mars 1841. Certaines administrations municipales, inspirées sans doute par un excellent sentiment, ont adopté sur ce point une singulière pratique : elles ne donnent pas de livrets aux enfants au-dessous de douze ans : c'est là, nous semble-t-il, une interprétation un peu large de la loi. Le livret constate parfois que l'enfant a suivi l'école pendant un temps plus ou moins long ; certains patrons exigent ce certificat. Cependant cette constatation n'est pas encore très-fréquente et trop souvent elle est purement illusoire.

L'initiation préalable que nous signalions tout à l'heure, et qui ressemble encore à un apprentissage est un fait très-rare. Le plus souvent, l'enfant après avoir été pris à l'essai pendant un jour ou deux est admis tout de suite comme dernier rattacheur, et, en cette qualité, il fait le service accessoire du métier que nous avons décrit plus haut ; en voyant les anciens, en les suppléant quelquefois, il apprend à travailler comme eux, et passe alors rattacheur actif.

Un usage encore assez répandu consiste à embaucher le maître fileur avec son petit atelier de rattacheurs ; dans ce cas, il arrive souvent que ceux-ci sont les enfants du fileur. Cette combinaison donne une certaine autorité au maître fileur sur ses jeunes aides. Mais les contre-maîtres veillent à ce qu'il n'en soit pas fait abus. Dans ces conditions, le salaire qui est géné-

ralement réglé suivant le tarif de l'établissement, est quelquefois réparti entre les rattacheurs par le maître fileur.

Salaires.

Abstraction faite de cette situation qui tend à disparaître, les enfants travaillent soit à la tâche, soit à la journée, soit à la fois à la tâche et à la journée. Dans le premier cas, la répartition du gain réalisé dans la quinzaine par le métier ou le couple de métiers est faite par le payeur de l'établissement entre le fileur et ses rattacheurs suivant une proportion fixe. Dans le second, chacun est payé individuellement, sans solidarité dans le travail. Dans le troisième, la partie fixe est allouée à chacun séparément et la partie variable, résultat d'un certain excédant de travail, est répartie suivant la même proportion qu'au premier cas. Les jeunes filles, en général, ne travaillent qu'à la journée.

En fait, le gain varie suivant les âges de 0 fr. 90 c. à 2 fr. 25 c. pour les rattacheurs. Le dernier rattacheur de 11 à 12 ans gagne 0 fr. 90 c. par jour ; le premier, de 16 à 18 ans, gagne 2 fr. 25 c. et quelquefois 2 fr. 50 c. Les enfants au-dessous de douze ans gagnent peu de chose ; on peut évaluer leur gain à 0 fr. 60 c. C'est pour ceux-ci surtout que le système d'embauchage par atelier est encore usité.

Le gain des jeunes filles est toujours moins élevé que celui des garçons. Il va cependant jusqu'à 2 francs pour les jeunes filles de 17 ans.

Comparaison avec les enfants qui ne vont pas à la fabrique.

La comparaison entre les enfants des manufactures et les enfants qui ne vont pas à la fabrique est à l'avantage de ces derniers.

Au point de vue de la *moralité*, c'est un fait incontestable, dans les faubourgs et à la ville ; à la campagne, la différence paraît moins sensible. Nulle part, du reste, elle ne se traduit par un chiffre dans la statistique criminelle.

Au point de vue de la *santé*, il n'y aurait rien à regretter pour les premiers, sans les excès de leurs parents et sans les leurs. Ce n'est pas en effet à la poussière de coton qu'il faut attribuer et le défaut de croissance et le défaut d'intelligence et

le teint blême qui désolent quelquefois les regards d'un observateur même peu expérimenté. Les ateliers sont généralement spacieux, bien ventilés, pleins de jour et de lumière, et, grâce à Dieu, la plupart de leurs jeunes habitants ont des mines très-rassurantes. Du reste, le travail du coton, dans les conditions actuelles, n'entraîne aucune maladie spéciale. Les renseignements que nous avons recueillis sur ce point à des sources diverses ont toujours été négatifs.

La fatigue paraît être le plus grand ennemi des jeunes ouvriers ; encore faut-il dire que les progrès de l'Industrie tendent à la diminuer, en transformant l'action de l'ouvrier en une surveillance.

Toutefois, on ne peut s'empêcher de reconnaître que, si avantageuses que soient les conditions dans lesquelles travaille le jeune ouvrier cotonnier, elles sont nécessairement inférieures à celles dans lesquelles se trouve le fils du laboureur. Ce dernier jouit évidemment d'une manière bien plus large du grand air, du soleil et de tous les éléments d'une vie fortement hygiénique. Certes leurs sorts ne sont pas identiques ; mais peuvent-ils l'être ?

Enfin, à un dernier point de vue, celui du *développement des facultés intellectuelles*, de l'aptitude générale au travail et de l'énergie morale, l'enfant de la manufacture ne le cède en rien, toutes choses égales d'ailleurs, à l'enfant de la vie des champs. Bien que limité dans son travail à certains exercices constamment répétés, il n'en reste pas moins intelligent, s'il l'est naturellement ; il se développe aussi bien et quelquefois mieux qu'un autre : de nombreux et de célèbres exemples l'attestent.

L'un des plus grands dangers que courent les enfants est celui des accidents. En fait, ils sont assez rares. On doit attribuer ce résultat à toutes les précautions qui sont prises dans tous les ateliers. D'abord, toutes les transmissions de mouvement et les engins dangereux sont recouverts d'enveloppes protectrices ; ensuite, les règlements intérieurs se montrent d'une grande sévérité pour toute espèce d'imprudences, et il est toujours interdit de faire un nettoyage quelconque pendant la marche de la machine : le contre-maitre et le maître-ouvrier, ainsi que l'ouvrier lui-même, répondent par une amende de la non-observation de ces sages dispositions.

Il est assez curieux de constater que, dans le petit nombre

d'accidents qui arrivent aux enfants, le sexe masculin est compris pour une assez forte majorité.

Conclusion.

C'est sur les progrès de l'Industrie qu'il faut compter pour remédier aux périls que nous venons de signaler. Ils ne seront pas non plus sans influence sur la solution des autres difficultés que nous avons rencontrées dans le cours de ce travail. A mesure que les moyens de fabrication se perfectionnent, le salaire de l'ouvrier augmente; son rôle devient de moins en moins matériel et de plus en plus intelligent; les éléments de son bien-être moral et physique s'accroissent, et la situation de sa famille est rendue meilleure. Dans ces conditions, d'une part, le travail des enfants n'est plus impérieusement nécessaire à la subsistance commune, tandis que, d'autre part, les machines fonctionnant mieux et plus utilement n'exigent plus le concours d'autant de bras. Par ces deux causes et ces deux effets simultanés, l'enfant se trouve donc peu à peu rendu à l'existence qui lui est naturelle, et la solution du problème de son éducation, aujourd'hui entourée de tant d'obstacles, est singulièrement hâtée. Comme preuve de ce raisonnement et de cette conclusion, nous apporterons ici les deux résultats suivants :

Un maître fileur dans les grands établissements de Rouen et des environs peut aisément gagner 60 francs par quinzaine. Ce chiffre autorise, ce nous semble, la première affirmation. De plus, d'après un recensement fait, il y a longtemps déjà, en 1851, c'est-à-dire à une époque où la grande industrie était bien loin des progrès aujourd'hui réalisés, pour deux enfants employés par elle, on en comptait huit appartenant à la petite industrie. C'est bien encore la justification de la seconde affirmation. La conclusion nous paraît donc certaine.

Elle est d'ailleurs précieuse à noter; car, outre l'enseignement qu'elle donne, elle est un motif d'espérance et un encouragement pour ceux qui s'intéressent activement à l'éducation des jeunes ouvriers. Cette tâche importante, sur l'heureux accomplissement de laquelle repose peut-être l'avenir des pays manufacturiers, tient au cœur de tous les hommes intelligents et généreux. Elle est poursuivie en Normandie non-seulement par l'initiative individuelle de certains manufacturiers, mais aussi

par des Sociétés de bienfaisance et d'économie. Les premières s'efforcent d'organiser des patronages, et les secondes discutent non moins utilement les moyens d'arriver à la solution générale du problème. Nous citerons particulièrement la Société de Saint-Vincent-de-Paul, d'une part, et la Société libre d'Émulation, d'autre part. Cette dernière, composée des hommes les plus distingués dans le commerce, l'industrie, les sciences, les lettres et les arts, joue un rôle très-important dans toutes les questions économiques et sociales qui intéressent le pays. Elle s'occupe en ce moment de la nôtre, et l'auteur de ce rapport lui doit à ce sujet dans la personne de son honorable président, M. Octave Fauquet, l'expression de toute sa gratitude pour le désintéressement avec lequel des renseignements de toute nature lui ont été communiqués.

Si les enfants des manufactures peuvent espérer beaucoup des progrès de l'Industrie, ils peuvent donc aussi tout attendre des industriels eux-mêmes (1). Ce sera la dernière conclusion de ce travail, et ce sera la meilleure.

A. BEAULIEU,

Avocat à la Cour Impériale de Rouen.

(1) La question de la protection des enfants est à l'ordre du jour de la Société d'Émulation de Rouen. M. le Président Octave Fauquet a bien voulu, répondant au Secrétaire, lui dire :

« La Société qui s'est beaucoup préoccupée des questions d'instruction en général travaille depuis longtemps à celle relative à la loi sur le travail des enfants; l'enquête, les recherches et les discussions sont si longues que nous n'avons point encore fini; je ne sais si nous fournirons un bon travail, en somme, mais toujours il aura coûté bien des peines.

» Dès qu'il sera terminé, il vous sera communiqué; ensuite nous vous fournirons les renseignements à propos des fondations faites en faveur des enfants de notre pays. »

Un des prochains numéros du Bulletin donnera les *Oeuvres de la Seine-Inférieure*, par l'un de nos correspondants.

L'ARBRE DE NOËL (1).

Tous ceux qui aiment les enfants, et qui s'occupent de les instruire, ont lu pour eux et avec eux les *Contes* et les *Nouvelles* du chanoine Schmid, et, parmi ces nouvelles, une des plus aimables, l'Arbre de Noël.

Avec ces petits contes, qui nous vinrent de l'Allemagne catholique, il y a environ quarante ans, nous vint aussi le pieux usage qui, dans les récits du bon chanoine, avait donné lieu à des tableaux animés du plus frais coloris, à des scènes toutes pleines d'émotions douces et pieuses.

Cet usage existait depuis longtemps en Alsace, mais alors il se répandit des bords du Rhin aux autres contrées de la France, dans les familles catholiques, et par suite dans les écoles et les asiles; car l'asile, l'école, c'est encore la famille.

A l'école succède le patronage; les écoliers devenus apprentis, les écolières devenues ouvrières, reviennent avec bonheur le dimanche de l'atelier à l'école.

Ils y retrouvent, avec l'affection de leurs maîtres et de leurs maîtresses, avec la fraternelle amitié de leurs compagnes ou de leurs camarades, les bonnes habitudes, les bons exemples, les bons souvenirs, les bons conseils, et parmi tant de choses bonnes et chères, les bonnes parties de jeux, les exercices d'agilité, de force ou d'adresse, les récréations animées qui réjouissaient autrefois leur enfance, et auxquelles l'adolescence laborieuse revient chaque dimanche avec une joie heureusement encore naïve et enfantine.

Instruction morale et religieuse, appui social, direction professionnelle, secours mutuels, amitiés franches et fidèles, relations utiles et honorables, opposées aux dangers des compagnies mauvaises; récréations honnêtes et instructives, amusements innocents, offerts comme contre-poids à l'entraînement de plaisirs corrupteurs; tels sont les avantages du patronage. L'école, nous l'avons dit, c'est encore la famille; le patronage, c'est aussi, c'est encore heureusement l'école et la famille.

(1) Cette notice, écrite spécialement pour la Société à l'occasion de l'envoi des arbres de Noël, aurait dû paraître dans le numéro précédent.

Aussi parmi les amusements variés, parmi les réunions récréatives et les innocentes réjouissances, l'arbre de Noël s'est-il déjà et depuis longtemps implanté au patronage.

Dans la famille, les plus jeunes enfants mettent, la veille de Noël, leurs petits souliers dans la cheminée, et les trouvent le matin tout pleins de bonbons et de jouets.

La mère, si elle est pauvre, a prélevé sur son épargne quelque modique somme; elle en a acheté un jouet rustique, une part de gâteau ou de pain d'épice, qu'à la fin de sa longue veille de travail et de prières elle dépose, tout émue, dans les humbles sabots de son cher petit. Si elle est riche, ce sont des jouets de grand prix et de fines sucreries, dont elle emplit le soir, avec un cœur palpitant, les mignonnes bottines de son enfant chéri. Mais quelle que soit la valeur du présent, c'est toujours le même sentiment de pitié maternelle qui prépare à l'enfant endormi un réveil plein de joie au matin de la grande fête chrétienne. Image charmante de la bonté de Dieu, qui veille sur l'âme humaine, alors même qu'à son égard elle est encore plongée dans un profond sommeil, et qui l'attend au réveil pour la rendre heureuse et la combler de ses dons.

Caractère aimable de la religion, qui s'empare de tout amour pur, de toute chose de l'âme, bonne, douce et délicate, pour en faire un hommage à Dieu, et qui offre à son autel, comme objets dignes de son culte, la tendresse de la mère et la joie du petit enfant.

Quand la famille est nombreuse, l'arbre de Noël s'illumine le soir de la fête et offre à la troupe joyeuse ses rameaux ornés de fleurs, décorés de mille merveilles enfantines et chargés de fruits délicieux, et ces fruits, beaux à la vue et agréables au goût, comme le fruit du paradis terrestre, ne sont plus, comme celui-là, des fruits défendus, car un symbolisme pieux se trouve au fond de toutes les choses religieuses, même les plus petites, même celles qui semblent n'avoir pour objet que l'amusement des enfants.

A l'asile, l'arbre de Noël prend de plus larges proportions et se charge de fruits plus abondants, que cueillent, parmi des cris de joie, des centaines de petites mains joyeuses et empressées. A l'école, au patronage, c'est bien autre chose encore.

Plusieurs fois déjà nous avons vu cette petite fête dans une école et patronage de jeunes filles, où depuis vingt ans au

moins elle est célébrée d'année en année avec une pompe toujours nouvelle, et une joie, à ce qu'il semble, toujours plus vive.

Sur une estrade décorée de draperies, de feuillages et de guirlandes, l'Enfant-Jésus repose dans la crèche toute fleurie et resplendissante de lumières. Au pied de la crèche et tout autour, sur les degrés de ce trône souriant, de larges corbeilles offrent au jeune public émerveillé l'espérance d'une distribution abondante de bonbons, de gâteaux et de jouets aux mille couleurs.

L'arbre de Noël s'élève au-dessus de la crèche et la couronne de ses branches illuminées.

Cette année M. Alphant, dans le but de contribuer aux innocents plaisirs des enfants de la ville de Paris, avait envoyé, à la demande de la *Société de protection des apprentis des enfants employés dans les Manufactures*, des arbres de Noël dans quelques écoles et patronages de la rive droite et de la rive gauche de la Seine; et l'un de ces arbres formait la partie la plus brillante de la décoration traditionnelle. Ses larges rameaux étincelants de mille bougies de couleur s'étendaient chargés, selon l'antique usage, de noix dorées, d'oranges et de pommes vermeilles.

L'assemblée, ou, pour mieux dire, la famille, car c'est toujours depuis de longues années la même réunion d'amis pleins de bonté et d'affection pour les enfants, l'assemblée, disons-nous, était nombreuse et très-diverse. Les enfants de l'école avaient invité leurs parents et avaient pris soin d'amener surtout les petits frères et petites sœurs de deux ans et au-dessus. Quelques-unes de leurs bonnes patronnesses, le vénérable curé de la paroisse et d'autres personnes notables étaient venus jouir du plaisir des enfants et du coup d'œil charmant qu'offraient tant de gracieux visages d'enfants, de jeunes filles, de jeunes mères, tous animés d'une joie vive et pieuse à la fois.

La musique, tour à tour suave et joyeuse, avec l'appui d'une main habile, redisait par des voix fraîches et pures les chants connus, chers à tous les cœurs catholiques, et l'auditoire entier répétait avec élan les refrains de ces vieux Noël dont le style antique unit la grâce naïve à la plus piquante originalité.

A ces chants animés, succédait par intervalle un silence d'attente. Alors une voix d'enfant s'élevait seule et racontait, avec

une gravité émue, les récits du saint Évangile, dont la majesté haute et simple ressortait d'une façon saisissante dans l'accent pur et limpide du naïf orateur.

Les beaux vers de Racine des chœurs d'*Esther* venaient ensuite, puis les plus belles, les plus gracieuses images des prophètes dans les promesses et les figures du Messie.

Tous ces trésors, toutes ces magnificences de la poésie sacrée, coulant à flots étincelants de ces bouches ingénues, accords touchants d'innocence et de piété, harmonie suave toute pleine d'un charme mystérieux, pénétraient l'âme et la remplissaient d'une douce émotion.

Depuis quelques années de pieuses jeunes filles ont établi entre elles une œuvre d'aimable et touchante charité, qu'elles nomment le vestiaire du Petit-Jésus. Elles se réunissent à certains jours pour travailler ensemble et habillent ordinairement chaque semaine un enfant pauvre. La fête de Noël est pour ces actives ouvrières l'occasion d'un nouveau zèle, et elles se font un bonheur de présenter à la crèche ce jour-là douze petits enfants qu'elles ont habillés tout à neuf en l'honneur de l'Enfant-Jésus.

Le dernier acte de la joyeuse cérémonie était donc, comme de coutume, parmi des chants toujours plus vifs et plus gais, la présentation de ces pauvres enfants : petits garçons et petites filles parés de leurs habits neufs et qui venaient eux aussi devant la crèche dire d'une voix mignonne et balbutiante, semblable à un gazouillement d'oiseaux, leur petite prière, leur louange innocente en hommage à l'Enfant-Rédempteur, Dieu des pauvres et Roi des petits.

Après leur naïf compliment, ces douze petits enfants reçurent les premiers, une part large et abondante de bonbons et de jouets. Les autres enfants vinrent ensuite, en commençant par les plus petits. Ce fut alors un défilé joyeux, un pêle-mêle charmant de petites têtes bouclées brunes et blondes, de visages fleuries, de fronts rayonnants, de petites mains tendues avec des élans passionnés vers un petit oiseau rouge ou bleu, un mouton frisé, une poupée habillée de rose, etc. Sous une pluie de pralines, de papillotes et de croquignolles, à travers des tourbillons de dragées et de macarons, c'était parmi des cris et des éclats de joie, parmi des rires et des trépignements de bonheur, le soufflet d'un petit canard, la fanfare aiguë d'une

mignonne trompette, le roulement d'un tambourin ou le turlututu d'un mirliton. Plus d'une jeune mère, fendant la foule, emportait sur son sein son cher poupon, qui lui-même serrait contre son cœur son épagueul ébouriffé ou son polichinelle à demi décoiffé : deux trésors l'un portant l'autre.

Et si grande, si expansive et si vive que fût la joie de ces petits, en recevant tant de richesses, elle n'égalait pas cependant le plaisir qu'éprouvaient ceux qui les leur distribuaient, tant est vraie la parole de celui qui a tout donné, jusqu'à se donner lui-même, et qui après cela a dit : Il est plus avantageux de donner que de recevoir. C'est lui aussi qui a dit : Laissez venir à moi les petits enfants, et c'est à cause de cette parole, c'est en souvenir de lui, pour le réjouir et le glorifier comme il veut l'être, qu'au jour de la fête de Noël nous faisons *venir les petits enfants*. Nous les réunissons autour de sa gracieuse image, nous nous efforçons de les rendre heureux et joyeux en son honneur, et nous lui offrons en hommage leur jubilation et leur allégresse enfantine, car nous savons que c'est de la bouche des enfants et de leurs cris de joie qu'il tire sa louange la plus parfaite.

Dans ces réjouissances innocentes, dans ces fêtes d'enfants qui sembleraient réduire le culte religieux à des proportions puériles, nous portons un dessein sérieux, une pensée haute et grave. Nous voulons ouvrir dans l'âme des enfants le sens de la foi chrétienne ; nous voulons faire sentir à leur cœur le bienfait de la Rédemption avant même que le réveil de la raison ne les rende capables de connaître et de confesser le mystère du Dieu Rédempteur. Nous voulons leur faire goûter, dans l'allégresse de Noël, les prémices de cette grande joie dont le Sauveur est venu ouvrir dans les âmes pures la source intarissable en apportant sur la terre la paix aux hommes de bonne volonté.

R. JEANNEL.

LES ŒUVRES DU DÉPARTEMENT DU RHONE

PREMIER ARTICLE

Les recherches consciencieuses de notre collègue M. Arnould Thénard (voir page 3) nous ont fait connaître la situation de l'enfant dans l'industrie du dévidage; des notices également précises, qui paraîtront successivement dans le Bulletin, compléteront *l'étude sur le travail de la soie*.

Ainsi que nous l'avions jugé, il suffisait de mettre en lumière l'état actuel pour appeler la sympathie générale!

Ce numéro n'était pas imprimé, et déjà notre zélé correspondant, M. Gillet, nous signalait un mouvement actif de charité qui se traduira en améliorations radicales du sort de ces pauvres enfants de l'industrie lyonnaise.

Assurés que dans un avenir très-prochain, grâce aux efforts de tous les cœurs chaleureux, les choses seront toutes différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui, il nous a paru juste de marquer le point de départ pour le bien qui reste à faire en signalant le bien qui a été accompli jusqu'ici (1).

Or, ce n'est pas sans de grandes difficultés que l'on peut être renseigné sur les œuvres charitables! la charité fuit la publicité, elle fait le bien pour le bien! nous avons toutefois pu savoir quelque chose, et nous faisons connaître ce que nous savons en publiant, sans y rien changer, les documents tels qu'ils nous sont parvenus dans des correspondances privées et dans des lettres intimes. Nous espérons que ces indiscretions nous seront pardonnées; les personnes nommées par nous comprendront que nous avons dû sacrifier leur modestie à l'intérêt des enfants. Désireux de voir le bien se développer, nous avons pris le chemin le plus court en proposant à l'avenir l'exemple du présent.

(1) Il est surtout question, dans cette notice et dans celles qui suivront, de fondations ayant pour but de protéger les enfants appliqués aux travaux de l'industrie.

ŒUVRES DE LYON

PREMIER ARTICLE.

ORPHELINAT ET PENSION D'APPRENTIS

Conférence de Saint-Vincent-de-Paul.

Ce bulletin a déjà fait connaître, tome II, p. 79, l'orphelinat d'Oullins et la maison d'apprentis de la Montée Barthélemy, dont la fondation est due à la Société de Saint-Vincent-de-Paul, et la Société a décerné, en 1867, à ces belles œuvres, sa plus haute récompense (tome II, p. 288); un article tout spécial sera fait sur l'orphelinat combiné avec la maison des apprentis à Lyon; nous le devons à notre excellent et dévoué collègue, M. Brac de Laperrière. Cet article appartiendra à une publication spéciale destinée à faire connaître l'objet et les règlements de ces établissements, utiles entre tous, et qui se propageraient certainement, si l'on n'était pas, à tort, effrayé par les difficultés apparentes.

FONDATIONS DE M. L'ABBÉ REUIL

.....Nous avons partagé nos œuvres pour la jeunesse en deux grandes divisions : *avant* la première communion, *après* la première communion.

ARTICLE PREMIER. *Avant la première communion.* — Les enfants de cette première division sont répartis entre la salle d'asile et l'école primaire.

ART. 2. *Après la première communion.* — Lorsque les parents de concert avec nous veulent faire travailler leurs enfants, nous procédons ainsi : Si l'enfant a un goût prononcé ou une aptitude marquée pour un état déterminé et qu'il soit assez développé physiquement et moralement pour cet état, nous le plaçons, selon ses goûts ou ses aptitudes, chez un bon maître ou une bonne maîtresse donnant les garanties désirables. C'est là que commence l'apprentissage. Si l'enfant n'est pas encore assez développé pour l'état qu'il désire apprendre ou que l'on croit devoir lui faire apprendre, nous l'introduisons chez M. Teste,

à la fabrique d'aiguilles, ou dans d'autres industries de notre localité. L'enfant demeure là jusqu'au moment jugé convenable pour l'apprentissage, à moins que, dans l'une ou l'autre des industries où l'enfant a débuté, comme en attendant, il n'arrive que cet enfant puisse se faire une position d'avenir.

Pendant l'apprentissage, nous donnons aux jeunes filles les jours de dimanches : 1^o une classe qui les occupe entre les offices; 2^o le soir, un vaste local leur est livré pour jouer, faire de la musique, sous la surveillance des sœurs, leurs anciennes maîtresses et, lorsque la nuit venue rend impossibles les jeux et les divertissements, la cloche de la paroisse rappelle ces jeunes filles et leurs parents à l'église. Dans ce moment il leur est fait par les prêtres de la paroisse un petit cours d'enseignement religieux en suivant la forme historique; les enfants prennent des notes; à temps perdu la semaine, elles rédigent leurs notes et le dimanche elles nous donnent leur travail à corriger et à classer. La prière du soir, faite courtement, termine cette journée bien laborieuse et bien employée.

Nous conservons des rapports avec les maîtres et maîtresses et lorsque l'apprentissage a été loyalement terminé, les enfants sont invités à venir recevoir un témoignage de satisfaction. Voici comment les choses se passent. A la fin de l'année scolaire un concert de bon goût, rempli par de la musique classique des grands maîtres, est préparé; les chanteurs sont pris, soit parmi les 400 enfants qui composent nos écoles, soit parmi les apprentis que l'on reçoit les dimanches.

Au jour désigné pour la distribution générale des prix, une brillante musique militaire est appelée à prêter son concours. Les apprenties ont obtenu vacance pour ce jour-là, et celles qui ont terminé l'apprentissage durant l'année se trouvent présentes. A un moment donné, les apprenties sont appelées en présence de leur famille et de plus de deux mille paroissiens ou amis de la paroisse; là, une couronne de feuillage, d'or ou d'argent leur est décernée, un cadeau leur est fait; c'est un bel ouvrage littéraire, ou bien des mouchoirs de poche, des chemises, etc., et ces enfants sont ainsi *solennellement passées ouvrières*; cette manière de les passer ouvrières leur ouvre la porte de bien des maisons qui veulent les occuper. C'est ainsi que ces jeunes filles attendront le moment de prendre une position dans la société, ou se marier, ou se faire religieuses, si telle est leur

vocation bien étudiée, bien arrêtée. Déjà deux ou trois de nos jeunes filles se sont mariées assez convenablement, nous nous occupons dans ce moment de deux ou trois autres. Là s'arrête notre mission parmi la jeunesse, mais notre amitié se poursuit après le mariage, et nous faisons pour les enfants comme pour leurs parents.

Nous sommes en retard avec les jeunes gens; malgré notre désir de faire pour eux mieux encore que pour les jeunes filles. Nous avons essayé d'une école du soir; les bons maîtres nous ont fait défaut, ou bien il aurait fallu dépenser des sommes que nous n'avions pas. Nous y reviendrons un peu plus tard. Depuis huit à neuf ans que nous avons commencé la création de cette paroisse sans avoir aucune ressource personnelle, sans aucun secours du côté de notre population pauvre et ouvrière, nous n'avons pu faire davantage (1).

Nous voilà à la veille de construire une église définitive, c'est dans ce temps que j'espère mettre la dernière main à l'œuvre des jeunes gens. Si le gouvernement avait des fonds à distribuer pour la création des paroisses avec *l'ensemble des œuvres* que je viens d'esquisser, on ferait des merveilles pour le bien moral; mais seul, comme nous le sommes le plus souvent, nous succombons à la peine, ou du moins nous arrivons bien lentement!

(1) Ce soin de la jeunesse m'a toujours paru entrer directement dans les fonctions du prêtre; c'est du reste un moyen très-efficace pour devenir le maître du bien moral et religieux d'une population; c'est celui qui nous a mis dans cet état parmi nos paroissiens; qui nous a ouvert toutes les portes et tous les cœurs; nous pouvons aujourd'hui demander à nos hommes tous les bons offices désirables, à part de l'argent qu'ils n'ont pas: il n'en était pas de même autrefois.

Il y a neuf ans, alors que je me présentais à cette population pour lui faire du bien, je ne recevais d'elle aucun signe de déférence ni de respect. En me voyant construire, *quand même*, une église provisoire et des écoles les uns disaient: Nous n'avons pas besoin d'Eglise! A quoi bon des écoles? disaient les autres, sinon à faire respirer à nos enfants un air malsain, etc. Et, malgré ces dires, six mois plus tard, en décembre 1860, j'ouvrais et l'église et les écoles et bientôt six cents enfants les remplissaient, c'est ainsi que nous avons conquis la position; c'est aussi en ne faisant pas de distinction entre les personnes, de culte, de partis, de sentiments ou d'idées divers, sinon *pour soigner avec plus d'intérêt les plus pauvres, pour leur procurer de bons ateliers pour l'apprentissage et les suivre attentivement jusqu'au mariage.* (Extrait d'une lettre au Secrétaire.

ÉCOLE DE M. L'ABBÉ RAMBAUD (1)

M. l'abbé Rambaud a fondé une école dans le but de préparer les enfants à l'industrie et au commerce. L'éducation de ces jeunes garçons est confiée à des dames. M. l'abbé Rambaud a suivi en ce point les idées américaines; on sait qu'en Amérique, les faits ont prouvé que les femmes sont plus aptes que les hommes à élever les enfants de la classe ouvrière (2).

MAISON D'APPRENTIS CORDONNIERS

La fondation Caille, à Fourvières, sous la direction de plusieurs curés et de laïques, forme depuis 25 à 30 ans des apprentis de métiers, principalement des cordonniers.

ÉCOLES DU DIMANCHE

Institutrices de charité de Lyon.

OEUVRE DE SAINTE-CATHERINE

Instruction élémentaire et enseignement religieux donnés à trois cents enfants de l'industrie de la soie par M^{lle} Million et ses coopératrices. — Paroisse Saint-Polycarpe (3).

.....Lyon recèle en son sein une foule immense de jeunes enfants, de jeunes filles, entassées souvent pêle-mêle dans de nombreux ateliers, et Saint-Polycarpe est une de ses paroisses les plus populeuses. Occupée en partie par l'industrie de la soie, elle est renommée pour ses ateliers de dévidage et d'ourdissage, d'où il semble qu'on puisse extraire à volonté, comme d'une mine inépuisable, de petites apprenties et de jeunes ouvrières. Elles se multiplient, elles sortent de terre, vous en trouvez partout, vous ne voyez que cela.

(1) Les écoles ne sont qu'une partie des œuvres de M. l'abbé Rambaud qui, avec sa fortune personnelle et avec l'aide de ses amis, a fondé une cité ouvrière, où de nombreux vieillards reçoivent, dans les conditions de la plus entière liberté, un logement gratuit.

(2) Voir l'excellent article de M. de Laveley, dans la *Revue des deux Mondes*. On peut se rendre compte, ici à Paris, de la vérité de cette assertion, en visitant les cours de la rue de Reuilly, 75, l'orphelinat de la rue de Sèvres, les manufactures de M. Paris (verrière), de M. Muller (céramique), etc.

(3) Cette notice est empruntée à une lettre intime qui nous a été confiée !

Ces jeunes filles, aux rangs nombreux et serrés, d'où viennent-elles ? Les unes, de bien loin, de la Savoie, du Jura, de l'Auvergne ; elles ont quitté leurs montagnes aimées et le toit paternel et le clocher natal, pour venir demander une place à notre soleil, pour chercher ici un asile et du pain ; et elles nous arrivent, bonnes filles le plus souvent, excellents cœurs, mais ignorantes, mais simples à l'impossible. D'autres, hélas ! souvent bien plus à plaindre, sont les enfants de l'ouvrier lyonnais ; élevées au milieu de misères morales, plus désolantes encore que leur misère matérielle, ou encore, livrées à elles-mêmes, elles ont été presque entièrement privées des bienfaits de l'éducation. Leurs parents, absorbés par le travail ou remplis d'insouciance, ont oublié qu'il fallait les élever et les développer, et leur âme est restée comme une terre en friche. Ces pauvres fillettes, trop jeunes pour le travail, sont accouplées à une mécanique, attachées à un ourdissoir, et, courbées du matin au soir sur un travail ingrat, elles ont à peine le temps de vivre, c'est-à-dire de se sentir vivre.

Il y a pourtant *un jour* de la semaine où ces chères enfants voient un autre horizon se dérouler devant leurs yeux, un champ plus vaste s'ouvrir à leurs pensées ; à un contact inusité, elles sentent qu'elles ont, elles aussi, un cœur et une intelligence : ce jour, *c'est le dimanche*. Le dimanche ! ce mot résonne à leurs oreilles comme la plus belle harmonie et le plus doux présage ; le dimanche, c'est l'école, c'est le catéchisme de Sainte-Catherine.

L'œuvre de Saint-Catherine a eu d'abord pour but unique la première communion ; mais elle s'est bientôt complétée par l'instruction primaire qui *facilite* et consolide l'instruction religieuse, là s'arrête le programme, mais non l'action bienfaisante de l'œuvre.

S'il était dit à l'avance que l'on doit s'occuper d'autre chose que d'enseigner à lire, à écrire, que d'expliquer le catéchisme, cela effrayerait tout le monde, les maîtresses d'abord, qui ne se croiraient jamais capables d'arriver à un autre but ; les élèves ensuite, car, ne connaissant point encore leurs maîtresses, elles se défieraient, auraient peur qu'on se mêle de leurs affaires, et ne viendraient pas en aussi grand nombre. Il arrive pourtant, et c'est un fait que l'on constate chaque jour, que les élèves, au bout d'un certain temps,

se prennent pour leurs maîtresses d'une affection souvent très-grande ; elles mettent en elle une confiance aveugle, illimitée, elles leur font la confidence de leurs joies ou de leurs peines, elles ont recours à elles dans toutes sortes de circonstances, et, par la force des choses et la bénédiction de Dieu, les maîtresses se trouvent devenir les guides de leurs élèves et leur refuge universel. Ces maîtresses, ce sont des demoiselles appartenant souvent à de très-bonnes familles, ou bien des jeunes filles qui, occupées elles-mêmes la semaine, consacrent à nos pauvres enfants une partie de leur dimanche ; toutes cherchent à faire oublier par leur amabilité la différence de position, à faire disparaître par leurs soins la différence d'éducation ; elles se sont ouvert le cœur de leurs élèves, en laissant parler leur cœur, et sont pour elles, non pas des maîtresses, mais des amies.

Tant d'efforts ne sont pas perdus. Nous avons vu des jeunes filles de l'œuvre de Saint-Catherine qui, certainement, n'avaient pas une instruction hors ligne, mais qu'un esprit plus ouvert, une intelligence plus cultivée, des manières plus polies, une certaine somme de connaissances acquises mettaient à même de se retourner plus facilement dans la vie ; des jeunes filles dans le cœur desquelles une instruction religieuse plus approfondie avait gardé le goût des choses pieuses et des choses sérieuses ; des jeunes filles surtout qui restaient toujours fidèles aux impressions reçues et qui suivaient toujours la droite route dans laquelle on les avait mises. Les résultats ne sont pas toujours aussi brillants ; il y a là souvent des natures qui ne veulent pas se développer, on sent que les leçons qu'on leur donne glissent sur une intelligence fermée, comme la lumière sur des paupières closes ; rien n'est entré, rien ne peut sortir. Eh bien ! pourtant ces esprits qui semblaient bornés et qui résistaient à tout, se réveillent quelquefois, émus par l'affection qu'on leur montre plus encore que par les leçons qu'on leur donne. La reconnaissance, a-t-on dit, est la mémoire du cœur ; or, dans le cœur tous les bons sentiments se tiennent ; touchez une corde, elle fait vibrer toutes les autres ; et, par des chemins secrets, par des routes mystérieuses, elle fait vibrer aussi les fibres de l'intelligence. Souvent, bien souvent, je puis le dire, le premier éclair que j'ai vu briller dans des yeux fixes jusqu'alors, c'était un éclair de joie, de bonheur, de reconnaissance.

La Société de Sainte-Catherine compte à peu près un demi-siècle d'existence et doit sa fondation à une personne pieuse et dévouée, M^{lle} Riboud, qui était professeur de dessin et de peinture. Modeste dans son origine, il lui a fallu peu de temps cependant pour se placer au nombre des œuvres les plus aimées, parce qu'elle était une des plus utiles. Un bref du Saint-Père qui l'érigéait en société reconnue, en œuvre paroissiale, lui accorda bientôt des indulgences particulières; et, protégée par Dieu qui semble vraiment la bénir, l'œuvre de Sainte-Catherine grandit, elle prospère toujours; depuis quelques années elle s'est tellement accrue que *le local primitif est devenu trop petit*.

Chaque dimanche la classe s'ouvre à 11 heures; elle dure deux heures et demie; une heure et demie de classe, une heure de catéchisme. Pendant la première partie du temps, les maîtresses sont nombreuses, car on a si peu d'instant, et il faut s'occuper de tant d'élèves! Au complet elles sont habituellement *vingt-quatre*. Sur ces vingt-quatre, trois seulement restent après les leçons pour le catéchisme : une pour chaque classe. La récitation du catéchisme est facultative et se récompense par une note dont on tient compte à la fin de l'année, mais toutes doivent écouter l'explication qu'on donne sur le chapitre appris. C'est là le but principal de l'œuvre, c'est la condition des sacrifices que s'imposent les maîtresses; s'il est permis d'assister au catéchisme sans assister à la classe, il n'est permis à personne de suivre les classes et de laisser le catéchisme. Et il y a en moyenne trois cent cinquante jeunes filles qui viennent chercher à Sainte-Catherine la double instruction; il y en a de tous les âges : les unes n'ont pas douze ans, les autres en ont trente. M. le Curé de Sainte-Polycarpe a la haute direction de l'œuvre; c'est lui qui nomme les présidentes; la présidence est confiée depuis de nombreuses années à une maîtresse que la classe entière vénère et chérit comme une mère, c'est M^{lle} Million; les deux vice-présidentes sont M^{lles} Masson et Royer; quoique très-occupées la semaine, ces dames trouvent cependant toutes deux le moyen de consacrer une partie de leur dimanche à l'œuvre admirable de Sainte-Catherine.

Le temps qu'on donne à ces pauvres enfants est sans doute bien court : une leçon chaque dimanche, c'est peu; mais c'est qu'il ne faut pas que les études de ces jeunes filles nuisent en

rien à leur travail. A celles qui ont un peu de loisir d'un dimanche à l'autre, on donne des devoirs pour la semaine, et lorsqu'une jeune fille a besoin de faire des progrès plus rapides, lorsque surtout elle peut disposer d'un peu de temps, sa maîtresse la fait venir chez elle et continue un peu la semaine l'œuvre insuffisante du dimanche. C'est ce qui arrive à l'époque de la première communion où quelques maîtresses apprennent en particulier le catéchisme à celles de leurs petites filles qui s'y préparent.

Que dire encore pour exposer dans son plan bien simple et bien humble l'œuvre de Sainte-Catherine ? Ses fêtes, peut-être ? ses besoins ? ses ressources ? Eh bien ! ses fêtes sont peu nombreuses ; les œuvres qui deviennent une source de temps perdu ne sont plus un avantage. Il y en a deux : l'une, la distribution des prix, c'est la fête joyeuse ; l'autre, la Sainte-Catherine, c'est la fête pieuse. La distribution des prix, présidée par le clergé de la paroisse, se fait un dimanche d'août et est suivie de quatre semaines de vacances. Les prix, on le comprend, ne sauraient être accordés à la science des élèves, car on ne peut imputer à aucune son manque de temps ou d'intelligence ; ils sont accordés à l'exactitude, il faut un certain nombre de points de présence pour avoir un prix, et on augmente chaque année la valeur du livre pour les élèves qui sont anciennes. Des récompenses supplémentaires sont destinées à celles qui récitent le catéchisme.

La fête de Sainte-Catherine, c'est la fête patronale de l'œuvre ; il y a communion générale des élèves et des maîtresses, classe comme d'habitude, puis assemblée annuelle des maîtresses, chez M. le Curé, où on lit le compte rendu de l'année qui vient de finir.

Voilà pour les fêtes ; maintenant parlons des besoins. La grande dépense, ce sont les prix de fin d'année, puis les catéchismes, achetés par douzaines et donnés à toutes celles qui en font la demande, enfin, de temps en temps, quelques livres classiques qu'il faut renouveler. Ces livres sont remis précieusement chaque dimanche dans une caisse vermoulue ; c'est là la bibliothèque, mais elle sert autant qu'une autre. L'œuvre recueillie par charité et le mobilier dont elle se sert n'est pas à elle : qu'importe ! Les religieuses de Saint-Charles lui ont cédé pour le dimanche le local qu'elles occupent la semaine ; de cette façon, tout s'utilise.

Les ressources de l'œuvre sont très-bornées ; le jour de Sainte-Catherine, à la messe de communion, on fait une

quête annoncée et recommandée d'avance au prône; quelques dons des maîtresses viennent parfois s'y ajouter dans l'année, mais ils sont tout à fait facultatifs. Ces ressources ne sont pas grandes, mais les besoins, on le voit, ne sont pas grands non plus, car tout est petit, modeste dans l'œuvre de Sainte-Catherine. Le reste, les maîtresses le fournissent, car il y a quelque chose de mieux en ce monde que de donner sa bourse, c'est de se donner soi-même et de donner son cœur.

Maintenant que reste-t-il à dire? Une chose encore, et une chose remarquable; une chose qui saute aux yeux et qui gagne le cœur; c'est l'harmonie admirable qui règne entre toutes les maîtresses, c'est l'idée unique et multiple qui sort de plus de vingt intelligences pour ne faire qu'une idée, c'est cette harmonie à laquelle pas une voix ne fait défaut, cet esprit d'entente parfaite qui de là gagne aussi les élèves, et qui fait qu'on respire en entrant dans ces classes une atmosphère de douceur, de paix et de sérénité qui repose et rafraîchit l'âme. Ne vous étonnez pas : il y a sur terre une sympathie universelle qui unit les volontés, les cœurs et les intelligences, quels qu'en soient, du reste, les dissemblances ou les contrastes; cette sympathie, c'est la charité. Cette charité, elle circule dans tes veines, ô société de Sainte-Catherine, comme un sang généreux qui te donne la vie, comme une sève abondante qui te fortifie et t'anime. Et il faut qu'il y ait là une douceur bien grande, un bonheur infini, il faut que le cœur s'attache à ces enfants plus que nous ne pouvons dire, car on a voulu donner des éloges à celles qui se dévouaient ainsi pour nos pauvres ouvrières, et elles ont répondu : Non ! nous n'oserons pas demander à Dieu de nous compter cette œuvre pour le ciel, car nous l'aimons trop sur la terre.....

ÉCOLE DE M. TRÉVOUX

Une école dominicale est établie depuis trente-neuf ans et dirigée depuis cette époque par M. Trévoux, ancien négociant en soierie, rue de l'Impératrice, 50, Lyon. On réunit chaque dimanche, de 10 heures à midi, dans le local des Frères de la Doctrine chrétienne, 150 à 200 enfants, apprentis ou adultes. On enseigne la lecture, l'écriture, le calcul, la tenue des livres, la grammaire, et enfin on donne aussi l'instruction religieuse. Les livres, papier, plumes, encre et bibliothèque sont fournis gra-

tuitement par le directeur, qui est M. Trévoux. *Les leçons sont gratuites et données par des jeunes gens instruits de bonne volonté.* Il y a chaque année une distribution de prix à la fin du mois d'août. Les résultats produits par cette école sont sérieux, et il est tel jeune homme, aujourd'hui dans une bonne position, qui a appris là à lire et à écrire. M. Trévoux père dirige cette école avec un grand dévouement et une persévérance à toute épreuve. Il s'occupe, ainsi que ses amis (1) qui l'aident dans cette œuvre, de patronner et de placer ses jeunes gens dans le commerce et l'industrie.

ÉCOLES DE M. ANTOINE PÉRISSE

Voyant que l'école de M. Trévoux avait du succès, M. ANTOINE PÉRISSE eut l'heureuse idée d'en fonder une dans un autre quartier, il y a trente-trois ans. A la mort de M. Périssé, cette école (de la rue Vauban) a continué à recevoir chaque dimanche, de 9 heures à 1 heure, au moins 130 à 140 élèves jeunes gens ou adultes ; on y enseigne la lecture, l'écriture, le calcul, la grammaire, l'instruction religieuse ; il y a de plus des cours de théorie pour la fabrique et de droit commercial. Une distribution de prix a lieu chaque année. Le directeur est M. FOREL, place des Cordeliers, 12 ; les professeurs prêtent leur concours gratuitement (il y a un cours de dessin linéaire et de géométrie) ; les livres, papier, plumes, encre et les livres de la bibliothèque sont fournis gratuitement à tous les élèves.

On doit à M. Périssé une seconde fondation semblable à celle-ci, paroisse Saint-Nizier (2), rue des Forces, 4.

Cette école dominicale est fréquentée assidûment par 55 à 60 jeunes filles, le local ne pouvant en tenir davantage. L'enseignement est le même que celui de la rue Vauban, à l'except-

(1) Principalement M. LARDY, M. GAUTHIER, M. CORAT qui depuis 37, 27 et 25 ans donnent à M. Trévoux le concours le plus intelligent et le plus dévoué.

(2) Cette paroisse possède deux œuvres fort intéressantes : la fondation due à M. RICHARD, elle date de 12 ans.

Une centaine de jeunes gens ayant des maladies incurables y sont réunis et appliqués à certains travaux.

L'administration appartient à la fabrique de Saint-Nizier, qui dirige aussi une providence de jeunes garçons employés à des travaux de métier.

tion du cours de théorie, du dessin linéaire et de la géométrie. Cette école est dirigée par M^{lle} HELLION, rue des Capucins, 17. Ses fonctions, ainsi que celles des autres professeurs, sont entièrement gratuites.

Une école semblable à celle-ci est dirigée par trois dames : directrice, M^{lle} ANCELMIER, rue de la Plâtrière, 14, professeurs, M^{lles} PICHERON et GARONNE ; ces dames donnent leurs soins gratuitement. L'école est fréquentée tous les dimanches par 50 à 60 jeunes filles.

MAISON DE SURVEILLANCE MATERNELLE

Cette maison, administrée par des dames de Lyon, est dirigée par les Sœurs du Bon-Pasteur d'Angers. La fondation remonte à vingt-cinq ans, le but est de préserver les enfants dont la famille n'est pas dans des conditions à les élever moralement ; de retenir celles qui sont déjà sur la pente du mal ; de relever celles qui ont succombé et de faire des unes et des autres de bonnes ouvrières, honnêtes, laborieuses et habiles.

Le travail des enfants subvient aux frais, mais comme il ne suffit pas, la charité vient en aide.

La maison compte 180 pensionnaires. Les enfants sont admises à l'âge de 10 à 12 ans avec engagement jusqu'à 21 ans. Il arrive que cet engagement se termine à 18 ans ; les demandes de sujets formées par les dames du Bon-Pasteur et les besoins de place pour les jeunes enfants dans les conditions ci-dessus indiquées amènent de nombreuses exceptions à la règle. Les enfants les plus jeunes, 50 environ, travaillent à leur aise ; mais, dès qu'elles ont le caractère *d'apprenties*, une tâche leur est donnée et elles entrent *sérieusement* dans la vie de labeur à laquelle elles sont en définitive destinées ; toutefois, l'atelier ne les tient jamais au-delà de 8 heures, et le repos au lit est de 8 heures en été, et de 9 en hiver. Le surplus du temps est consacré à quatre repas (trois assis, et un goûter), à trois récréations (4 heures), à une *classe*, enfin à l'enseignement et aux exercices religieux.

La nourriture consiste en potage trois fois par jour, bœuf bouilli (trois fois par semaine), ou ragoût de mouton, aux repas du midi et du soir, avec un petit dessert et pain à discrétion.

Les corrections corporelles sont formellement interdites (1), et il s'agit pourtant d'une de ces maisons spéciales pour des enfants vicieuses ou tout ou moins fort mal élevées et dont on ne peut pas se débarrasser par le facile renvoi, attendu que le plus souvent elles ont déjà été radiées ailleurs et qu'il faut bien les conserver quelque part, à moins de les perdre résolument.

ÉCOLE D'ENSEIGNEMENT RELIGIEUX

Cette fondation, due à M. l'abbé Chevrier, à la Mouche (2), compte près de neuf années d'existence. 70 adultes des deux sexes y sont recueillis tous les six mois pour y recevoir l'instruction religieuse et y faire leur première communion. La plupart ont l'âge de 14 à 18 ans et même davantage, et ne recevraient aucun secours religieux sans cet asile charitable. Presque tous sont recrutés dans les classes les plus infimes de la société, et n'ont été atteints par aucune action moralisatrice. Tous les six mois de nouveaux sujets sont reçus. Il s'en présente toujours un bien plus grand nombre qu'on ne peut en admettre : 1^o faute d'emplacement ; 2^o de ressources ; 3^o pour ne pas entraver l'action des paroisses. A cet effet, on ne prend que les plus âgés qui sont restés jusque-là privés de secours religieux.

Ces élèves reçoivent, outre l'instruction religieuse, *l'instruction primaire*, car la majeure partie ne sait même pas lire. Les six mois que les jeunes filles et les jeunes garçons passent dans

(1) Notre correspondant insiste tout particulièrement sur ce point, parce que tout récemment un journal a fait un article sur lequel il a d'ailleurs dû revenir, pour signaler des sévices dont auraient été victimes plusieurs enfants de cette maison ; l'incident se réduit à une scène, regrettable, faite par une mère à laquelle le père de famille avait dû refuser la vue de ses enfants, et un rapport mensonger sur certain *châtiment abusif*, lequel s'est borné à quelques coups d'une savatte à semelle de corde donnés par une monitrice laïque dont la patience avait été mise à bout par les enfants surexcitées. La monitrice a été engagée à une patience plus soumise et les enfants ont été réintégrées sur la demande de leur père dans la maison dont la mère les avait arrachées par un scandale public. Le journal a fort bien fait d'appeler la lumière sur l'incident, mais il aurait dû, avant tout article malveillant, attendre le résultat de l'enquête qu'il provoquait. Tout le monde ne lit pas le journal chaque jour et il reste toujours quelque chose de la première version.

(2) Il y a à Paris une œuvre analogue, fondée et dirigée par M. l'abbé Roussel, quartier d'Auteuil, rue Lafontaine, 40.

cette maison sont consacrés à les préparer à la première communion. Puis après, on les rend à leur famille, ou *on les place en apprentissage* dans les maisons qui les font demander; s'ils sont orphelins, on les garde jusqu'à ce qu'ils soient placés.

Bw.

LES ŒUVRES DU DÉPARTEMENT DE L'OISE

PREMIER ARTICLE.

ŒUVRE DU SACRÉ-CŒUR A BEAUVAIS

La salle d'asile du Sacré-Cœur renferme plus de 100 enfants, qui y sont *conservés même pendant le temps des vacances* (1), contrairement aux usages établis à cet égard dans les autres maisons. Les enfants prennent leurs récréations dans une vaste cour; elles y font aussi leurs repas en été, et la ville se charge des frais de nourriture de celles qui sont dans l'indigence.

Préparation à l'apprentissage.

Les enfants qui fréquentent l'école communale du Sacré-Cœur sont au nombre d'environ 250. Elles sont divisées en cinq classes. Outre ce qui est prescrit par le règlement de M. le Ministre, en ce qui concerne l'enseignement, les religieuses du Sacré-Cœur ont compris l'importance de former ces enfants au travail manuel, si nécessaire pour la bonne tenue du ménage. C'est pour cela qu'elles conservent leurs enfants depuis 9 heures du matin jusqu'à 7 heures du soir. Après le temps consacré aux classes, on leur apprend les travaux à l'aiguille les plus utiles pour leur condition. Ne retournant pas chez elles à l'heure du dîner, elles se trouvaient privées d'aliments chauds. Pour remédier à cet inconvénient, *en hiver, on leur donne, au Sacré-Cœur, une soupe qui est faite dans la maison.* Un vicaire de la cathédrale

(1) Le temps des vacances apporte au pauvre un surcroît de charges et de travail; il doit s'occuper de ses enfants, lesquels sont exposés à tous les dangers dont on les préserve avec tant de soins pendant le surplus de l'année. Au moment des vacances, tuteurs, maîtres, surveillants d'apprentissage, distributeurs de secours, se dispersent: l'enfant du pauvre reste presque sans appui.

leur enseigne le catéchisme et les prépare à la première communion.

Patronage des apprenties et ouvrières.

Pour consolider et achever les fruits de l'éducation que les enfants des classes ouvrières reçoivent au Sacré-Cœur, on y a fondé l'œuvre de la Persévérance où elles peuvent entrer après leur première communion pour y rester jusqu'à l'époque de leur mariage. Cette œuvre est composée actuellement d'une soixantaine de membres, et plus de 400 ouvrières ont été inscrites dans ses rangs depuis la fondation. Ces jeunes filles viennent au Sacré-Cœur le dimanche de 4 heures à 7 heures. Elles sont divisées en deux cours où on leur enseigne la lecture, l'écriture, l'orthographe, l'arithmétique usuelle. On leur donne aussi quelque notions d'histoire sainte et d'histoire de France. L'instruction religieuse qui leur est faite ensuite, complète celle qu'elles ont reçue dans les catéchismes et les initie aux devoirs qu'elles ont à remplir dans leur position. Ensuite viennent les heures consacrées aux délasséments qu'on s'efforce de leur rendre agréables en leur procurant des jeux variés. Deux fois par an, on leur distribue des récompenses d'assiduité, de bonne conduite et d'application à l'instruction religieuse. Ces récompenses consistent en robes et autres vêtements selon leur degré d'assiduité.

Des résultats précieux sont dus à l'œuvre de la persévérance. Les jeunes filles qui en font partie se distinguent dans leur famille par leur soumission envers leurs parents, la moralité de leur conduite et leur amour du travail. Celles qui s'établissent deviennent de bonnes mères de famille.

Orphelinat.

Parmi les enfants qui fréquentent les écoles du Sacré-Cœur, plusieurs, ayant perdu leurs parents, se trouvaient privées d'un appui qui leur est si nécessaire, surtout dans leur condition. Un orphelinat gratuit a été ouvert au Sacré-Cœur. Une trentaine de ces pauvres enfants y sont recueillies depuis l'âge de onze ans jusqu'à leur majorité.

Les orphelines, outre l'instruction qui leur est donnée, sont formées aussi à un état. On leur apprend le blanchissage, le passage de linge, enfin tout ce qui concerne la tenue d'une maison.

Patronage des filles de fabrique.

En janvier 1868, les religieuses du Sacré-Cœur, sur les instances qui leur furent faites par M. Colombel, inspecteur primaire du département, et pour répondre au désir de M. le Ministre de l'Instruction publique, ouvrirent dans leur maison un patronage en faveur de ces jeunes filles qui travaillent en fabrique. Il compte actuellement soixante membres. Elles y sont admises dès l'âge de onze ou douze ans et peuvent y rester jusqu'à leur mariage. Elles sont divisées en deux sections où on leur enseigne la lecture, l'écriture, l'orthographe et l'arithmétique usuelle. C'est surtout par rapport à cette œuvre que l'on peut constater les résultats les plus satisfaisants. Ces jeunes filles avaient été complètement négligées; un bon nombre d'entre elles n'avaient pas fait leur première communion; la plupart n'avaient pas été confirmées. Sous le rapport de la moralité, leur conduite était loin aussi d'être satisfaisante. Que de peines n'eut-on pas dans les commencements pour civiliser ces natures devenues sauvages ! Maintenant, on remarque avec consolation leur zèle par rapport à l'accomplissement de leurs devoirs religieux; presque toutes assistent à la messe au Sacré-Cœur, le dimanche; elles ont demandé d'elles-mêmes à s'approcher des sacrements, cette année aux fêtes pascales. On voit avec plaisir leurs progrès dans les enseignements qui leur sont donnés. Enfin, on se plaît à signaler leur conduite plus laborieuse dans les ateliers et la bonne tenue qu'elles y observent actuellement.

Des récompenses d'exactitude et de bonne conduite leur sont aussi distribuées deux fois par an au Sacré-Cœur.

On a établi des patronnesses pour la surveillance dans les fabriques. Ces tutrices de charité s'assurent de la conduite des apprenties et les visitent en cas de maladie.

OUVROIR DE LA PROVIDENCE

Il existe à Beauvais, sous le nom d'Ouvroir de la Providence, une maison fondée en 1844 par M^{me} DEVIENNE, en faveur des jeunes filles pauvres, et qui a pour but de leur apprendre tout ce que doit savoir une bonne mère de famille.

Cet ouvrage siégeait d'abord au couvent du Sacré-Cœur, où il a pris naissance ; l'extention qu'il a reçue depuis sa fondation a déterminé la directrice à se transférer place du Théâtre, dans un local plus vaste et mieux approprié à son utile destination.

Les enfants sont reçues depuis l'âge de 7 ans sur la présentation d'un double certificat de vaccine et de bonne santé ; elles peuvent rester dans l'ouvrage jusqu'à 21 ans, époque à laquelle l'œuvre les place, comme *ouvrières* ou domestiques, dans des maisons recommandables où elles peuvent travailler, conserver et mettre en pratique les leçons de moralité qu'elles ont reçues.

On enseigné à ces enfants, *véritables apprenties*, la lingerie, la couture, le repassage ; elles font des trousseaux ; on leur donne des principes d'instruction élémentaires, tels que les règles du calcul simple, les notions essentielles d'histoire et de géographie ; l'enseignement religieux y est l'objet de soins spéciaux.

Le nombre des enfants a toujours été en croissant ; il atteint aujourd'hui le chiffre de 50, toutes pensionnaires.

Les familles qui peuvent le faire, donnent par an une somme de 100 francs ; celles dont les ressources sont nulles, mais dont les enfants présentent des qualités ou des aptitudes qui les recommandent, sont de la part de la fondatrice l'objet d'une faveur spéciale ; quelques enfants sont reçues gratuitement. Généralement le prix de la pension est proportionné à l'âge des enfants.

Une fois admises dans la maison, les apprenties sont habillées, blanchies, entretenues ; elles portent toutes un vêtement d'uniforme. Elles sont exercées chaque jour non-seulement aux travaux d'aiguille et de couture, mais à toutes les habitudes du ménage ; elles font à tour de rôle la cuisine, le balayage, les divers nettoyages de telle ou telle partie de la maison ; elles font la lessive, étendent le linge, le reprisent, le plient, etc.

La durée du travail est fixée à 10 heures par jour, et le temps de la récréation à l'air n'est jamais moindre que de 2 heures pour le même temps. Elles travaillent tous les jours de la semaine ; le dimanche, entre ou après les offices, elles font, si le temps le permet, de longues promenades. Les lendemains de grandes fêtes sont consacrés au repos ; le temps est partagé entre les exercices pieux, les récréations et la promenade. Dans la belle

saison, à des occasions solennelles, comme la fête de la fondatrice, elles vont en grande promenade, c'est-à-dire, qu'emportant des provisions, elles vont passer la journée entière à la campagne.

Le lever a lieu, en été, à 5 heures, en hiver, un peu plus tard; le coucher, à 8 h. 1/2 ou 9 heures en été.

Le premier repas est donné à 9 heures, il se compose d'une soupe, le second se fait à midi : on y mange la soupe grasse, un plat de viande et du dessert; le souper consiste en un plat de légumes et quelque menu dessert.

Les élèves couchent à l'ouvroir. Tout ce qui touche à la salubrité est soigneusement observé (1).

PATRONAGE DES JEUNES APPRENTIS

Une œuvre de patronage des jeunes apprentis, administrée par un Conseil de laïques, est placée sous la direction et la surveillance des frères des écoles chrétiennes; elle reçoit en été de 65 à 70 enfants, en hiver environ 100. Les plus jeunes ont 10 ans et les plus âgés environ 20 ans. Jusqu'ici, les réunions ont été de peu de durée et le temps du patronage s'est trouvé coupé par des vacances, mais l'œuvre est en voie de perfectionnement. La bibliothèque du patronage est bien montée et s'enrichit régulièrement.

FONDATION INDUSTRIELLE

DE MM. DUPONT ET DESCHAMPS.

Les ateliers réunissent présentement, sous la direction des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, 110 jeunes filles occupées : 60 à la fabrication des brosses, 25 à la préparation des soies de porcs, 25 à la couture, toutes celles qui en ont besoin, assistent chaque fois à une heure de classe, et, *chaque samedi, à partir de une heure*, elles font toutes de la couture pour leur entretien personnel.

La fabrication des brosses et la préparation des soies peu-

(1) Les lieux d'aisance à l'anglaise sont établis sur un cours d'eau et par conséquent exempts de toute odeur.

vent être faites à domicile ; quand des ouvrières, par suite de mariage ou autre motif nécessaire, ne peuvent pas continuer d'aller à l'atelier, on leur donne du travail chez elles.

Un *fourneau économique* existe dans l'établissement, chaque ouvrière peut à son gré y prendre ce qu'elle désire moyennant 10 centimes la portion, elle peut même y être nourrie entièrement ; deux repas coûtent 30 centimes, trois repas 70 centimes, le régime est bon, car les santés sont excellentes.

A la manufacture, une *école obligatoire* a lieu chaque jour, pendant 2 heures pour tous les ouvriers qui ne savent pas lire ni écrire ; le personnel y est divisé en deux sections (30 élèves environ).

La première section va en classe de 3 à 6 heures du soir, la seconde y va de 6 à 7 heures, la classe est faite par un instituteur breveté, qui réside à 300 mètres de l'établissement.

La condition des enfants est à Beauvais à peu près aussi médiocre que dans toutes les villes manufacturières, cependant on n'emploie qu'exceptionnellement les enfants au-dessous de 12 ans, il y a tout lieu d'espérer qu'avant peu d'années on aura réalisé de nouvelles et de grandes améliorations (1).

M.

LES ŒUVRES DE SEINE-ET-OISE

PREMIER ARTICLE.

L'ASILE MATERNEL DE M^{lle} PORTZ A VERSAILLES.

Il n'est pas d'établissement qui soit plus digne d'être connu et recommandé à l'attention des amis de l'enfance déshéritée. La création de M^{lle} Portz est non-seulement bonne par le bien qu'elle fait en élevant et en instruisant de pauvres petites aban-

(1) On s'occupe en ce moment d'organiser une société de patronage, pour les institutions ouvrières de Beauvais. Son but sera d'aider à fonder et à soutenir des crèches, des asiles auxiliaires, des fourneaux économiques. Les ouvriers de Beauvais ont pris l'initiative d'une Société d'instruction populaire dont ils ont offert la présidence à M. le duc de Mouchy qui l'a acceptée. Une bibliothèque va être immédiatement fondée et un premier envoi de livres vient d'être fait au nom de la Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures.

données, elle a un autre mérite plus rare et très-intéressant : elle inaugure une charité nouvelle et spéciale; elle ouvre à la bienfaisance une voie qui, jusqu'ici, n'était que confusément explorée; elle développe et amène à son entier épanouissement une idée qui était bien en germe dans les institutions de Saint-Vincent-de-Paul, mais qui, jusqu'à ce jour, était restée trop stérile. A ce titre, M^{lle} Portz mériterait vraiment de devenir fondatrice d'ordre. Soit dans son principe, soit dans ses détails, l'asile maternel de la rue des Condamines est une œuvre qui offre un caractère original, distinct; sortie d'une seule volonté, d'une seule intelligence, elle reflète les fortes convictions de l'âme en même temps pieuse et réfléchie qui s'est consacrée à elle tout entière. L'origine et l'histoire de cette fondation ont été racontées d'une façon très-touchante dans un écrit de M. Bouniol que je ne peux mieux faire ici que vous résumer, en le citant le plus possible.

Il y a une trentaine d'années, dit M. Bouniol, M^{lle} Catherine Portz, institutrice, traversait en diligence un village à quelque distance de Paris. La voiture s'arrêta en cet endroit pour le relais. Tout aussitôt la voyageuse la vit entourée par une bande nombreuse d'enfants mal couverts de vêtements en lambeaux, et dont la mine chétive, l'air souffreteux et rachitique l'étonnèrent et l'attristèrent. Avec de bruyantes supplications, ils se précipitaient aux portières et jusque sous les pieds des chevaux, tendant la main et sollicitant quelque aumône.

— Qu'est-ce donc que ces enfants? demanda M^{lle} Portz, descendue de voiture, à l'aubergiste. Vos paysans sont donc bien pauvres, que leurs enfants ont l'air si misérable et viennent mendier ainsi en affamés?

— Ce ne sont pas, répondit l'aubergiste, des enfants de l'endroit; ils nous viennent de Paris.

— Comment cela?

— Ce sont les enfants des hospices, orphelins ou abandonnés, enfants trouvés comme on dit, que nos paysans prennent pour les élever moyennant une petite redevance mensuelle, payée par l'administration. Or, comme nos villageois tiennent à n'y pas mettre du leur et ne font guère la chose par humanité pure, possible que les bambins en souffrent. D'aucuns sans doute, mais ce n'est pas le plus grand nombre, les traitent comme leurs enfants et les adoptent en quelque sorte; mais chez d'autres, ils restent toujours comme à part de la famille, on ne leur

épargne, en vue du gain, ni le travail ni les mauvais traitements, sans compter l'espèce de mépris qui s'attache à leur position. Même les autres enfants de leur âge en prennent occasion, à la moindre querelle, de leur faire affront. Sans doute, c'est à cela qu'il faut attribuer le caractère sauvage de plusieurs, comme aussi qu'ils tournent si mal. Puis à peine l'enfant a-t-il douze ans, que l'administration cesse de payer pour lui ; si le paysan consent néanmoins à le garder, vous comprenez que c'est pour en tirer parti à son propre avantage et du mieux qu'il pourra ; ce mieux n'est pas toujours dans l'intérêt du petit. M'est avis que ces messieurs de l'Administration, si pleins de bonnes intentions, et qui font assidûment leurs tournées pour s'assurer des enfants, doivent être souvent bien affligés de ce qu'ils voient. Mais ils n'y peuvent rien, vu que la dépense de tous ces marmots, s'augmentant toujours, coûte gros à l'État, qui, paraît-il, aurait besoin de faire des économies. Or, comme on dit, à l'impossible...

— Je vous remercie de ces détails, reprit la jeune dame. Hélas ! ils sont bien tristes ! — Au revoir !

En même temps, elle donnait aux petits mendiants quelques pièces de monnaie, en jetant sur eux un regard de profonde compassion.

La voyageuse s'éloigna, mais les pauvres enfants ne quittèrent plus son souvenir.

Pourquoi, se disait-elle, ne songerait-on pas à mieux soigner les orphelins et les abandonnés, dont la charité sociale, qui en a la charge et la tutelle, peut disposer avec une entière liberté ? Au lieu de les laisser s'élever au hasard et trop souvent dans des conditions qui sont à la fois la ruine de l'âme et du corps ; au lieu d'abandonner leur éducation à l'insouciance, à l'ignorance en même temps qu'à la spéculation vulgaire, confiez ces pauvres petits qui se comptent par cent mille, à la sollicitude intelligente et patiente du dévouement chrétien, pour qui l'enfance est sainte, et alors les résultats seront bien différents !

Les difficultés, les obstacles, M^{lle} Portz ne se les dissimulait pas, et au contraire, elle les appréciait d'autant mieux qu'elle étudiait plus sérieusement la question. Mais elle voyait mieux aussi toute la profondeur du mal et la nécessité d'y porter remède, quoiqu'elle n'aperçût pas bien clairement encore de quelle façon. Cette pensée depuis longtemps était devenue sa préoccupation

habituelle, lorsqu'elle tomba gravement malade. Cependant elle ne crut pas son heure venue, car elle était persuadée qu'elle n'a pas rempli sa tâche. « Il est tant d'infortunés auxquels je voudrais être utile ! disait-elle, si Dieu me rend la santé, je lui promets de consacrer ma vie aux enfants délaissés. » La guérison fut lente ; elle vint pourtant un jour, et ce jour-là, sur le conseil de personnes éclairées, M^{lle} Portz alla demander à l'hospice de Versailles deux petites filles, qui vinrent habiter avec elle un petit logement, dans le quartier retiré de Montreuil.

L'ASILE MATERNEL était fondé. C'était au mois de mai 1833.

M^{lle} Portz, libre de choisir, avait pris deux petites filles de l'âge de huit à neuf ans, jugeant prudent d'abord de ménager ses forces, et elle était retournée joyeuse et radieuse chez elle. Son doux sourire, ses douces paroles et ses caresses maternelles eurent bientôt mis à l'aise les enfants, qui ne semblaient pas moins heureuses que leur bienfaitrice. Mais la bonne demoiselle ne se contenta pas longtemps de ses deux pensionnaires. Bientôt d'autres plus jeunes lui furent proposées, et son cœur ne sut pas résister à la tentation ; puis d'autres encore, tellement que, vers la fin de la seconde année, le nombre s'élevait à seize enfants, dont la plupart âgées de quatre à cinq ans à peine. L'accroissement successif de sa petite famille l'obligea plusieurs fois à changer de local.

En 1839, l'Œuvre très-modeste et bien ignorée dans Versailles même, vit luire un jour mémorable. 40,000 francs étaient mis par un anonyme à la disposition de la directrice de l'Asile maternel pour l'acquisition d'une propriété.

Cette maison, siège de l'Œuvre aujourd'hui, est bien située, au milieu de vastes enclos et de jardins qui permettent de s'étendre.

A peine cette installation était faite, qu'un vénérable ecclésiastique, décédé il y a quelques années, vint proposer à la fondatrice de s'unir à son œuvre. Il concourut d'une manière fort utile à trouver des ressources dans les années toujours si difficiles d'un début.

Aujourd'hui la maison abrite 103 enfants, dont voici l'âge :

40 de vingt mois à 7 ans.

25 de 7 à 12 ans.

18 de 12 à 14 ans.

20 au-dessus de 15 ans.

Le plan d'éducation de M^{me} Portz est très-simple ; elle l'a expliqué elle-même en ces termes : Ce que je veux, dit-elle, c'est rendre à ces enfants la famille qu'elles ont perdue ou qui leur a manqué ; leur donner ce *chez nous* auquel on se rattache par les plus doux souvenirs, et qui, si l'enfance et la jeunesse furent heureuses, dilate le cœur aux plus nobles sentiments, et projette sur la vie tout entière sa bienfaisante influence. Je veux que non-seulement mes filles se souviennent toujours avec bonheur de notre maison, mais que toujours, dans la joie et dans le malheur surtout, elles puissent nous revenir en toute confiance comme on revient à la maison maternelle, sûres que tous les bras seront empressés à s'ouvrir pour elles. Aussi tout est commun entre nos enfants et nous. Elles ne nous quittent ni la nuit ni le jour ; notre table est la leur ; nous veillons en y prenant part sur leurs jeux comme sur leurs petits travaux. Notre vie, pour ainsi dire, se confond avec la leur.

L'écrivain, qui a tracé de *l'Asile maternel* le tableau le plus complet, résume ainsi l'impression produite sur lui par cet établissement :

« Je ne crains pas de le déclarer, mes visites et de longues visites à *l'Asile maternel* ont été quelques-unes des heures les meilleures de ma vie, de celles qui laissent dans l'âme un consolant ressouvenir et qu'on ne se rappelle jamais sans attendrissement. J'étais dans le ravissement de tout ce que je voyais et entendais. Je m'attendais à des cris, au spectacle douloureux d'enfant maladifs, étiolés, portant sur leurs traits, sur leurs tristes visages, les traces de la fatalité qui avait pesé sur leur berceau. Rien de tout cela. Je n'ai vu que rians et charmants visages, tous brillants des fraîches couleurs de la santé. »

L'emploi de la journée est divisé de la manière suivante ; d'après l'âge des enfants :

5 heures et demie l'été, et 6 heures l'hiver, — lever, — excepté pour les plus jeunes enfants, qui se lèvent entre 6 et 7 heures.

Les premières heures de la matinée appartiennent aux soins du ménage et des jeunes enfants.

9 heures. — Le ménage étant terminé, les classes s'ouvrent pour toutes les jeunes filles dont les années d'étude n'ont pas expiré, et ces classes se poursuivent jusqu'à midi. — Les aînées sont occupées près des petits enfants.

12 heures. — Dîner, puis récréation.

1 heure. — Classe des jeunes enfants; ouvroirs et ateliers divers pour toutes les autres.

4 heures. — Goûter, récréation pour les jeunes enfants.

5 heures. — Étude pour les jeunes filles qui n'ont pas terminé les classes.

6 heures. — Souper, puis récréation pour les jeunes enfants, auprès desquelles les aînées sont occupées; sinon, elles sont réunies dans une salle commune pour le travail manuel.

7 heures et demie. — Coucher des jeunes enfants. Le travail se poursuit pour toutes les autres.

9 heures. — Coucher des jeunes filles aînées.

A partir de leur quinzième année, les jeunes filles ont, tour à tour, une semaine de cuisine.

Chez M^{lle} Portz rien de monacal, rien de triste et de sombre, comme il arrive trop souvent dans certaines maisons religieuses; les vêtements eux-mêmes ont été choisis à dessein de couleurs gaies; l'enfance et la jeunesse sont naturellement joyeuses et rieuses, M^{lle} Portz s'applique à leur garder ce caractère, d'autant plus précieux pour ces enfants, qu'il y a au fond de leur destinée un secret d'une tristesse profonde. Ce secret ne leur est révélé que si quelque nécessité absolue l'exige. Les enfants appellent la directrice *maman*; entre elles, elles s'appellent *sœurs*. Les plus âgées d'entre elles, qui prennent part à la direction, sont des *tantes*. Ainsi reparaissent pour elles presque toutes les relations d'affection qui naissent dans la famille. La discipline n'a rien de plus sévère que celle qui doit exister dans une grande famille, et jamais il n'y a séparation entre la mère et l'enfant; il n'existe pas d'une part des directrices, et de l'autre des élèves: il n'y a qu'une seule existence, absolument commune, menée en commun jour et nuit. C'est une vie d'abnégation extrême, a-t-on dit parfois à M^{lle} Portz; elle répond simplement: « C'est celle de la vraie mère. » — M^{lle} Portz en effet ne fait rien de plus, mais elle ne fait rien de moins; et c'est là ce qui rend son œuvre merveilleuse et lui donne son caractère tout particulier, si frappant, si nouveau.

Les dépenses annuelles s'élèvent à 36,000 francs. Il n'y a que 15,000 francs de recettes fixes, c'est donc 21,000 francs qu'il faut demander à la charité publique; il est difficile de se représenter ce que cette somme exige de démarches de toutes

sortes. Il y a eu des jours d'embarras financier, mais M^{lle} Portz ne s'est jamais inquiétée; les ressources sont en effet toujours venues providentiellement au moment où elles étaient nécessaires. Pour augmenter le revenu de la maison, M^{lle} Portz a fondé à Paris, rue du Bac, 112, un dépôt d'articles de lingerie variée, confectionnés par les pensionnaires les plus âgées. Cette maison est dirigée exclusivement par des jeunes filles élevées dans l'établissement. L'ambition de M^{lle} Portz serait de fonder une série d'ateliers et de maisons de commerce composés d'anciennes élèves qui se répartiraient le travail et trouveraient dans l'industrie des moyens assurés d'existence; groupées ensemble, elles conserveraient toujours entre elles l'affection, les habitudes et les souvenirs de leur première existence passée en commun. Celles des jeunes filles qui ne se marieraient pas vivraient donc en groupes de *sœurs*: elles échapperaient ainsi à l'isolement de cœur auquel elles semblaient condamnées par leur naissance; et elles continueraient à trouver autour d'elles la *famille*, que M^{lle} Portz réussit avec une si ingénieuse charité à reconstituer et à ressusciter pour elles, depuis le berceau jusqu'à la tombe.

Les désirs et les espérances charitables de M^{lle} Portz vont encore plus loin. Sachant, par les chiffres statistiques, qu'il y a en France *deux cent mille* enfants sans nom, sans famille, que la misère et le vice abandonnent à la charge publique, et qui, malheureusement, deviennent pour la plupart vicieux et dangereux, elle voudrait que dans chaque département existât une maison semblable à celle qu'elle a fondée et reposant sur le même principe. L'obstacle le plus grave qui puisse retarder la réalisation si désirable de ces vœux, ce n'est pas tant l'élévation des sommes nécessaires pour ces fondations, que la difficulté extrême de voir surgir partout et constamment des dévouements sans réserves, analogues à celui de M^{lle} Portz. — Les directrices animées d'une charité aussi admirable doivent naturellement être assez rares. Puisse M^{lle} Portz rencontrer autour d'elle, et parmi les jeunes filles mêmes qu'elle a élevées, un cœur digne de continuer sa sainte mission. Les vives sympathies que la vénérable fondatrice de l'*Asile maternel* a suscitées de toutes parts dans Versailles assurent du moins l'existence de son établissement. Reconnue d'utilité publique, affiliée à l'ordre de Saint-Vincent-de-Paul, honorée d'un prix Monthyon

et d'une de nos médailles, pourvue d'un conseil supérieur composé d'hommes dévoués et expérimentés, l'œuvre grandira encore, mais sa durée sous sa forme actuelle, si attrayante, si nouvelle, ne sera pleinement assurée que le jour où M^{lle} Portz aura pénétré de ses idées, si larges et si justes, et animé du souffle ardent de sa charité, quelques femmes généreuses et intelligentes dignes un jour de lui succéder. La tâche est aussi glorieuse que difficile. M^{lle} Portz a porté sans faiblir ce poids que la piété lui rendait léger. Elle mérite de faire de nombreuses disciples, et plus elle réussira à en faire, plus seront arrachés à une destinée misérable de pauvres enfants qui naissent aussi innocents que tous les autres, et qui cependant mènent trop souvent une vie imméritée d'expiation et de hontes de toute sorte. Il y a là une injustice sociale criante à réparer : M^{lle} Portz a trouvé le seul moyen qui existe de la faire disparaître, en faisant appel au dévouement maternel inné chez la femme et en montrant par son exemple les miracles dont il est capable.

EM. D.

NOTICE

SUR LA CONDITION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS
DANS LES CAMPAGNES DE L'EST

Par M. CERFERR.

Il y a pour les enfants des campagnes deux situations bien distinctes : ils peuvent concourir aux travaux de l'agriculture proprement dite, ils peuvent être employés dans l'industrie. Toutes les industries, toutes les usines, toutes les manufactures ne sont pas dans les villes ; beaucoup sont aux champs. Dans les départements de l'Est notamment, ce dernier cas n'est pas rare.

En général, pour les enfants comme pour les hommes, le travail agricole est plus sain que le travail industriel. La vie au grand air, personne ne l'ignore, est meilleure au point de vue de l'hygiène que la vie d'usine. Pour les enfants des villes employés dans les manufactures urbaines, les inconvénients inhérents au travail manufacturier sont compensés jusqu'à un

certain point par la richesse d'une alimentation plus substantielle; les enfants des campagnes occupés par les usines rurales ne se nourrissent guère mieux que les enfants occupés par l'agriculture, et, dans ce cas, l'inconvénient est double : la vie est malsaine et la nourriture défectueuse. Depuis quelques années, l'usage de la viande et du vin tend à se répandre dans les campagnes; mais cet usage n'est encore qu'une exception, le lait et les légumes forment toujours le fond de l'alimentation quotidienne.

La condition des enfants voués au travail rural varie selon l'âge, le sexe, et selon qu'il s'agit de grande ou de petite culture. Les enfants de 12 ans, quel que soit le sexe, l'agriculture ne peut guère les utiliser qu'à la garde des bestiaux; l'industrie les occupe plus jeunes, mais c'est à la condition de violer la loi qui, il faut le dire, est peu observée. La garde du bétail n'est pas une occupation malsaine; mais elle inculque aux enfants des habitudes de fainéantise, de vagabondage, parfois de vice, et surtout elle les détourne de l'école.

Au-dessus de 12 ans, il s'opère entre les deux sexes une sorte de bifurcation. De 12 à 16 ans, les jeunes filles participent peu aux travaux de la grande culture, trop pénibles pour elles. Dans la petite culture, elles aident leurs parents; la plupart font des gants ou de la broderie sans quitter la maison paternelle. Ces deux industries, très-répandues dans l'Est, sont alimentées par des entrepreneurs qui parcourent les campagnes en distribuant les commandes et le travail à domicile. La combinaison serait excellente si la rémunération était plus sérieuse; malheureusement elle est insuffisante; une ouvrière expérimentée réussit à peine à gagner 1 franc en travaillant 16 heures sur 24. D'ailleurs, depuis quelques années, l'introduction de la broderie mécanique menace la broderie à la main d'une concurrence écrasante.

Les jeunes garçons au-dessus de 12 ans accompagnent les chevaux à la charrue. Dans la petite culture, ils servent ainsi de *toucheur* au père, qui tient les mancherons; dans la grande, ce sont des apprentis charretiers. Ils gagnent à ce métier la nourriture, et souvent en sus de 5 à 10 francs par mois, selon leur âge et leur force. Cet usage est loin d'être universel; il a régné jusqu'ici sans exception dans la partie de la Lorraine où dominent les terres fortes, et où le laboureur, ayant

à mener une charrue attelée de 4 et souvent de 6 chevaux, a besoin d'un conducteur pour guider l'attelage. Il est inconnu dans les régions à terres légères, où deux bêtes suffisent par charrue. Même dans les régions des terres fortes, il tend à se restreindre depuis que l'introduction des charrues perfectionnées, et par conséquent moins lourdes, et les progrès de l'élevage qui augmentent la taille et la force des chevaux, ont permis de diminuer proportionnellement l'effectif des attelages.

Il y a certaines régions et certaines saisons dans l'année où l'agriculture, grande et petite, convoque le ban et l'arrière-ban des enfants des campagnes sans distinction d'âge ni de sexe. Pour cueillir le raisin ou récolter le houblon, tous les bras sont bons, toutes les mains peuvent être utiles. Dans les districts houblonniers, la cueillette des cônes de houblon se fait à tâche. Le panier rempli de cônes bien cueillis se paie de 10 à 20 centimes. On voit alors des familles entières participer à ce travail qui n'a rien de pénible, car il se fait assis, presque toujours en pleins champs, et ne nécessite aucune force. Il n'y faut qu'un peu d'adresse. Des enfants de 7 à 8 ans, surveillés par leurs parents qui travaillent de leur côté, peuvent gagner ainsi, sans beaucoup de peine, de 50 à 75 centimes par jour. Mais ce n'est là qu'une ressource momentanée, la cueillette du houblon, comme la vendange, ne durant pas plus d'un mois par an.

La condition des enfants employés dans les usines situées au milieu des campagnes laisse, somme toute, beaucoup à désirer. Certaines industries sont malsaines, quelques-unes mortelles. Presque tout le travail s'y fait à tâche, et chaque tâcheron, ou chef de métier, de fabrication, prend un apprenti à son compte. L'apprenti, rarement payé au début, est plus durement traité et plus exploité par le tâcheron qu'il ne le serait par le patron. Il est en un sens à la merci des vices de son maître. Quand le maître boit, l'apprenti chôme, vagabonde et n'apprend rien. Il y a là un vice radical que la surveillance exercée par les chefs d'usine sur les tâcherons pourra atténuer dans une certaine mesure, mais non supprimer, car il est inhérent à l'organisation de la grande industrie.

Le mal général, tant en agriculture qu'en industrie, c'est l'utilisation des enfants trop jeunes. Il est délicat d'y remédier, car la Société n'a pas le droit de priver les familles des ressources qu'elles peuvent demander au travail de leurs enfants. Cepen-

dant la tâche n'est pas impossible. En ce qui concerne l'industrie, il ne s'agirait que d'obtenir l'exécution de la loi qui fixe un minimum d'âge à l'admission des enfants dans les manufactures. En ce qui concerne l'agriculture, il suffirait de provoquer la création d'un troupeau banal par commune, ou par groupes de communes associées : les enfants se trouveraient ainsi déchargés à peu de frais de la garde du bétail. Depuis longtemps dans la plupart des communes de l'Est, les moutons et les porcs de chaque particulier sont gardés et menés en troupeaux communs par un berger ou pâtre communal. Même pour les bêtes à cornes, il y a déjà un certain nombre de communes où les choses se passent ainsi ; et on s'en trouve bien : les vaches sont mieux gardées, et les enfants ne désertent plus l'école. Il ne s'agirait que de généraliser cette pratique que la loi ne peut imposer, mais que l'administration pourrait recommander aux maires.

Le plus efficace de tous les remèdes serait une première communion moins précoce. Les familles ne cherchent pas à faire travailler leurs enfants tant que la première communion n'est pas accomplie, car elles tiennent à ce qu'ils apprennent vite ce qui leur est nécessaire pour être admis à la passer, après quoi elles tirent parti de leur travail tant qu'elles peuvent. Le catéchisme est le baccalauréat des campagnes. Si la première communion avait lieu plus tard, les enfants resteraient plus longtemps à l'école, leur instruction en profiterait, et leur santé ne serait pas compromise par un travail manuel au-dessus de leurs forces. Si la première communion a lieu trop tôt, ce n'est pas toujours la faute des curés. Ils sont assaillis par les pressantes sollicitations des familles, et presque toujours forcés de la décréter plus tôt qu'ils ne voudraient. Dans les communes protestantes, il y a un minimum d'âge invariable qui détermine l'époque à laquelle la première communion doit avoir lieu. Si les communes catholiques étaient astreintes au même minimum, les curés échapperaient à bien des embarras, l'instruction ferait de grands progrès, et les abus dont le travail agricole ou industriel des enfants a à souffrir diminueraient dans une proportion sensible.

TH. CERFERR.

CORRESPONDANCE

SUBVENTION DE LA VILLE DE PARIS

Lettre de M. le Sénateur Préfet de la Seine.

Monsieur le Vice-Président Migneret a reçu de Monsieur le Sénateur Préfet de la Seine une lettre l'informant qu'il avait présenté sa requête au Conseil municipal, dont M. Dumas est le président, et qu'il allouait, en raison du vote favorable du Conseil, une somme de mille francs à la Société de Protection des Apprentis et des Enfants employés dans les Manufactures.

Monsieur le Sénateur Dumas, Président, ayant, dans la dernière séance, annoncé cette heureuse nouvelle, la Société a voté des remerciements au Conseil municipal et à M. le Sénateur Préfet de la Seine, Membre de la Société.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Lettre de M. Darimon, député de la Seine, à M. le Président.

...Je prends la liberté de vous envoyer, en vous priant d'en donner communication au bureau, l'amendement que je viens de déposer au projet de loi sur l'enseignement technique.

Pour la rédaction de cet amendement, je me suis inspiré des doctrines et des sentiments que la Société tient à faire prévaloir parmi nos industriels. Aussi, je serais heureux que la Société voulût bien me prêter son appui et son adhésion.

ART. 1^{er}.

Sont considérés comme *Écoles techniques* les établissements où l'on reçoit des enfants au-dessus de l'âge de douze ans et où l'on enseigne la pratique des arts industriels et l'application des connaissances scientifiques et artistiques aux diverses branches de l'agriculture, de l'industrie et du commerce.

Les Écoles techniques continuent à être placées dans les attributions du Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics, qui exerce sur elles une simple surveillance au point de vue des mœurs et de l'hygiène.

ART. 2.

Les Écoles techniques où l'on enseigne plus spécialement la pratique d'un ou plusieurs métiers manuels ou mécaniques sont soumises aux lois et règlements relatifs à l'apprentissage.

Il est dérogé en faveur des Écoles techniques de toute nature, aux dispositions de l'article 77 de la loi du 15 mars 1850.

Les élèves des deux sexes ne peuvent, à moins d'une autorisation spéciale du Préfet, être réunis dans le même établissement.

EXERCICES GYMNASTIQUES POUR LE DIMANCHE

Lettre de M. EUGÈNE PAZ à M. le Président.

...M. Stern, secrétaire de votre Société (Œuvre des Lits), m'a longuement entretenu de la *Société de Protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures*, à laquelle je serais heureux d'apporter mon concours.

Ces pauvres enfants travaillent toute la semaine dans des ateliers souvent mal aérés, et l'exercice, condition essentielle pour maintenir la santé, leur fait absolument défaut.

Afin de combler cette lacune, je viens, Monsieur le Sénateur, mettre à la disposition de votre Société un grand gymnase contenant aisément deux à trois cents enfants que je soumettrai à des exercices raisonnés suivis d'une récréation gymnastique le dimanche après-midi. Depuis quelques années, des gymnases ont été élevés de tous côtés, tant à Paris qu'en province, et, pour peu que mon exemple soit suivi, tous vos protégés, quel que soit leur nombre, pourront facilement trouver place dans ces établissements.

Le résultat de l'après-midi du dimanche ainsi employé ressort clairement : la santé des enfants, trop souvent délabrée, se raffermira promptement ; l'exhubérance de la jeunesse, trouvant là un indispensable exutoire, tournera au profit de leur énergie physique et morale et la gymnastique viendra ainsi compléter cette série de principes fortifiants que votre honorable Société s'efforce de mettre à leur portée avec une si louable philanthropie.

De même, j'offre à votre Société douze abonnements à mon

journal : *Le Moniteur de la Gymnastique*, dont vous avez déjà reçu les premiers exemplaires (1).

LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS PROTECTRICES

DES APPRENTIS.

Lettre de M. V. Robert à M. le Président.

La *Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures* a bien voulu donner place, dans son dernier Bulletin, à quelques observations relatives aux relations qui pourraient s'établir entre elle et les *Sociétés de secours mutuels*, dans l'intérêt des enfants des membres de ces Sociétés.

Je terminais cette communication par la proposition de faire une application des idées qu'elle contenait, aux Sociétés de secours mutuels de Paris, dites *Sociétés municipales*, en leur proposant d'établir, avec le concours de la Société, une *Caisse des enfants*, destinée à l'assistance des enfants en cas de maladie et un *patronage* destiné à encourager leur bonne conduite et leurs progrès aux écoles ou en apprentissage.

Permettez-moi, Monsieur le Sénateur, de venir vous demander si la *Société de protection* accueille les considérations que j'ai eu l'honneur de lui adresser et si elle se propose de leur donner une suite : l'insertion dans le Bulletin peut résulter de la bienveillance de la Société pour un de ses membres, tandis que pour donner à l'idée dont il s'agit une suite efficace, si la Société la partage et l'adopte, il semblerait nécessaire de prendre quelques mesures spéciales.

Dans cette hypothèse, je désirerais préciser en peu de mots celles de ces mesures qui, à mon avis, pourraient être employées :

Tout d'abord un vote, une délibération de la Société formulerait son opinion en faveur de *l'agrégation* des enfants dans les Sociétés de secours mutuels et en faveur d'un *patronage* de ces mêmes enfants ; elle exprimerait le vœu de voir les Sociétés de secours mutuels étudier soigneusement la question, faire ses

(1) Ces douze exemplaires sont répartis entre des patronages pourvus de gymnases.

essais, et ferait espérer son concours à celles qui entreraient dans cette voie.

Les publications susceptibles de porter cette délibération à la connaissance des Sociétés seraient priées de l'insérer. (Je citerai le *Bulletin des Sociétés de secours Mutuels*, publié par la librairie Paul Dupont.)

En ce qui concerne les *Sociétés municipales* de Paris, si la Société de protection était d'avis de leur adresser l'appel que j'ai proposé, il y aurait lieu, ce me semble, de demander préalablement au Ministère de l'intérieur si l'Administration serait disposée à s'associer à cette tentative par des subventions aux Sociétés (1), et à approuver les articles destinés à régler les deux institutions annexes. La réponse de l'administration intervenue, la Société adresserait aux Présidents des 39 Sociétés municipales une lettre accompagnée des articles ci-dessus rappelés, en les priant de soumettre la question à un sérieux examen et d'appeler l'Assemblée générale des sociétaires à se prononcer à son sujet. L'approbation des articles par l'Administration, l'espérance de subventions de sa part, seraient, s'il y a lieu, mentionnées dans la lettre aux Présidents.

Ce n'est pas sans quelque hésitation, Monsieur le Sénateur, que je prends la liberté de tracer ainsi la marche qui me semblerait pouvoir être suivie; je serais heureux, je l'avoue, de pouvoir participer aux travaux de la Société, mais je n'ai d'autre prétention que celle de fournir un renseignement susceptible de faciliter peut-être l'exécution, si le principe est adopté. C'est dans la même pensée que je joins à cette lettre les quelques articles qui pourraient être soumis aux Sociétés et servir de base à leur examen.

Veuillez agréer, Monsieur le Sénateur,
l'expression de ma considération la plus respectueuse,

VICTOR ROBERT,

Chef de Bureau au Crédit foncier de
France, auteur du *Guide des Sociétés
de secours mutuels*.

M. le Président a décidé que la proposition de M. V. Robert serait mise à l'ordre du jour de la plus prochaine séance.

(1) Pour la caisse des enfants spécialement.

Proposition de M. V. Robert.

PATRONAGE DES ENFANTS.

ARTICLE PREMIER. — Les enfants des sociétaires qui sont en apprentissage ou fréquentent les écoles sont placés sous le patronage d'une commission permanente qui s'enquiert de leur conduite et de leurs progrès, et propose les distinctions qui doivent être accordées, en Assemblée générale, à ceux qui les ont méritées par leur bonne conduite et leur assiduité au travail.

ART. 2. — Les parents qui désirent que leurs enfants profitent de ces avantages doivent faire connaître les écoles et les ateliers qu'ils fréquentent.

ART. 3. — Le même patronage est continué aux orphelins.

CAISSE DES ENFANTS.

ARTICLE PREMIER. — La Société admet, après un stage de trois mois, les enfants des sociétaires, âgés de cinq ans au moins et n'ayant pas plus de seize ans : elle prend à sa charge le paiement des visites du médecin et des frais pharmaceutiques les concernant, moyennant une cotisation mensuelle de 40 centimes par enfant.

ART. 2. — Un compte spécial est ouvert à la Caisse des enfants dont les opérations ne se confondront pas avec celles de la Société.

Les ressources se composent :

- 1° Du produit de la cotisation ci-dessus ;
- 2° Des subventions, dons et legs faits en vue de cette destination spéciale ;
- 3° Des intérêts des sommes placées.

ART. 3. — En cas d'insuffisance de la cotisation, son augmentation sera soumise à l'Assemblée générale des sociétaires.

RÈGLEMENTS DES VERRERIES

(Suite.)

LA VERRERIE DE MEYSENTHAL

Lettre de M. BURGUN, au Secrétaire.

..... J'ai été empêché jusqu'à présent de vous répondre au sujet du règlement que vous m'avez demandé.

Au surplus, à quoi bon faire grand bruit aujourd'hui d'un vieux principe établi à Meysenthal depuis que l'usine existe ? Nos ouvriers, que nous employons de père en fils, de génération en génération, sont traités avec toute la sollicitude et tout l'intérêt que mérite leur sort. Le désir que nous avons toujours eu de voir notre population se civiliser, s'instruire et se moraliser ne nous a jamais quitté. Nous avons toujours suivi la loi de la justice, et cette divine maxime qui dit : *Aime ton prochain comme toi-même*. Au surplus, le papier est si complaisant qu'on peut y imprimer toute espèce de belles théories sans qu'il se froisse.

Aussi, je le répète, jusqu'ici nous n'avons jamais eu d'autres règlements que celui que notre conscience nous dictait : Nous n'admettons nos gamins de halle *qu'après 12 ans, si à cet âge ils ont fait leur première communion*.

Nous avons des cours d'adultes tenus par l'instituteur communal pour les garçons, et des cours d'adultes tenus par des religieuses pour les jeunes filles, sans compter la salle d'asile.

Tandis que nous nous efforçons d'obtenir de bons et braves ouvriers, le gouvernement pourrait nous être d'un bon secours en diminuant le nombre des auberges et débits de boissons, *en diminuant l'impôt du vin et en augmentant celui de l'alcool*, car ce qui tue l'ouvrier, ce n'est pas le travail, un peu plus ou moins d'heures par jour, mais c'est la préférence de l'eau-de-vie sur le vin à cause de la cherté de celui-ci dans notre pays. Déjà nous avons établi une cantine, où l'on peut se procurer du vin à prix réduit, ainsi que des denrées de première nécessité ; nous y avons limité la quantité d'eau-de-vie qu'il est permis à un ouvrier de boire par jour. Tout ce que je vous dis là de notre situation et de notre administration se fait tout simplement, sans tambour ni trompette. Je suis du matin au soir

au milieu de nos ouvriers, je vois tout ce qui se passe, je suis leurs progrès et leurs misères, mais je dois dire que *j'ai la satisfaction de voir heureux tous ceux qui sont rangés.*

Notre caisse de secours mutuels existe depuis dix ans; elle vient en aide aux malades : ils touchent tous les mois la moitié de la somme qu'ils gagneraient bien portants. En somme, jusqu'à présent, j'ai fait tout ce que j'ai pu pour donner le bien-être à nos ouvriers.

UNE VERRERIE DU NORD

Voici en peu de mots la substance de notre règlement :

Les enfants ne sont admis dans notre usine que sur la production d'un livret signé du maire de la commune, et constatant qu'ils ont au moins *huit ans* révolus. Le travail auquel les enfants sont assujettis de 9 à 10 ans n'est pas très-pénible, nous le considérons même comme nécessaire à la formation du verrier; il habitude le jeune ouvrier dès sa plus tendre enfance à supporter la chaleur des fours. Ce travail est en moyenne de 9 heures, de cinq heures du matin à trois heures de l'après-midi, avec une demi-heure de pose à 8 heures et une heure à midi; mais la journée peut être, et est presque toujours abrégée d'une heure en hiver, et allongée d'autant en été, selon les besoins de la fabrication. Un *instituteur* attaché spécialement à l'établissement comme employé, fait chaque jour, aux enfants au dessous de seize ans, deux heures de classes. Le reste de notre règlement est conforme au bulletin que vous nous avez envoyé. (Règlement de M. Monot).

La loi sur le travail des enfants, dès qu'elle sera sévèrement appliquée, sera, au point de vue de l'humanité, la réalisation d'une belle pensée : elle aura pour effet une amélioration notable dans la condition de nombreux enfants qui sont, dans certaines industries, assujettis à des labeurs bien au-dessus de leurs forces. Mais au point de vue de la prospérité de l'industrie verrière en général, la loi appliquée, dans sa lettre, sera un désastre, en ce sens qu'elle facilitera encore la concurrence que nous fait l'étranger. (La Belgique?) *Extrait d'une lettre du directeur au Secrétaire.*

LA VERRERIE DE FOLEMBRAY (1)

La question du travail des enfants dans les manufactures poéoccupe très-sérieusement les esprits depuis plusieurs années. C'est à ce titre que nous allons nous occuper d'une notice relative au travail des enfants dans la verrerie de Folembay (Aisne), dont M. Labarbe, conseiller général de la Seine-Inférieure, est copropriétaire. Cette verrerie, qui compte 500 ouvriers, occupe un assez grand nombre d'enfants et de jeunes garçons,

(1) Nous avons cru opportun de placer ici cet article, extrait du *Nouvelliste de Rouen*, 4 mai.

depuis l'âge de huit ans jusqu'à seize ans. Ce sont les seuls dont se préoccupe la loi du 22 mars 1841. Nous voyons, d'après la notice qui nous est communiquée, qu'à Folembay, les enfants reçoivent des occupations proportionnelles à leurs forces. Actuellement, il y a dans l'usine 77 enfants. Voici ce que dit la notice au sujet des travaux qui leur sont confiés.

« Chaque enfant est muni, conformément à la loi, d'un livret indiquant ses noms et prénoms, le lieu et la date de sa naissance, son degré d'instruction primaire, et s'il a été vacciné ou non; un registre spécial d'inscription est tenu dans les bureaux de la direction à ce sujet.

» Le travail de la verrerie est de deux sortes :

» 1° Préparation et fonte du verre;

» 2° La mise en œuvre.

» La première exige des hommes robustes, et ce n'est qu'à la fabrication que sont employés les jeunes ouvriers.

» Toutes les vingt-quatre heures, il y a fonte et travail du verre; la fonte dure en moyenne quatorze heures et demie et le travail neuf heures et demie, avec trois repos d'une demi-heure chacun.

» L'usage est de commencer la journée à deux heures du matin, un peu plus tôt, un peu plus tard, suivant l'avancement de la fonte; les six fours ne peuvent d'ailleurs commencer à la même heure.

» La journée se termine généralement de onze heures à midi, plus tard en hiver, plus tôt en été; dans cette saison, les ouvriers ne pourraient, à cause de la chaleur, travailler tard.

» Les gamins et les porteurs travaillent, comme les verriers, de neuf à dix heures par jour avec une heure et demie de repos en trois fois. Ils ne peuvent arrêter les dimanches et fêtes, le feu est continu. D'un autre côté, aux équipes, aussi bien de porteurs que de gamins, grands garçons et maîtres, sont adjoints des supplémentaires toujours prêts à remplacer l'ouvrier manquant ou fatigué et ne pouvant pas continuer sa journée. De sorte que jamais les ouvriers et surtout les enfants ne sont obligés à un travail qui dépasse leurs forces.

» Les enfants occupés dans les chambres à classer ne travaillent que de jour; ils commencent à cinq heures du matin l'été, à six heures l'hiver; et finissent leur journée à trois ou quatre heures du soir. C'est une tâche plutôt qu'un temps fixe de travail qu'ils ont à remplir.

» Le plus faible salaire accordé à l'enfant qui débute est d'au moins 70 centimes par jour; en très-peu de temps il est payé 90 centimes; lorsqu'il passe porteur il gagne 1 fr. 30, et quand il devient gamin, son gain est en moyenne de 2 fr. 50 c. à 3 francs. Etant aux pièces, ils peuvent avoir plus, mais rarement moins.

» Quoique les enfants soient en général bien soignés par leurs familles, l'administration de la verrerie, dans sa bienveillante et paternelle sollicitude, fait depuis quinze mois préparer des aliments sains et réparateurs, consistant en bouillon de bœuf et en viandes bouillies et rôties de la meilleure qualité, ainsi que des légumes au gras que l'on distribue à tous les ouvriers, aux jeunes gens, mais surtout aux enfants, à presque tous ceux-ci et à bon nombre d'autres gratuitement.

» La verrerie s'occupe aussi de l'instruction primaire des enfants, elle y a pourvu, et tous les soirs, de six à sept heures et demie, l'instituteur communal vient à l'usine faire l'école aux enfants réunis dans une salle spécialement affectée à cet usage. Cette école est obligatoire pour tous ceux dont l'instruction n'est pas jugée suffisante ; elle est aussi suivie par d'autres très-avancés. Au sortir de cette classe du soir, ces enfants, qui doivent le lendemain reprendre leur travail matinal, ont besoin de repos. La verrerie a voulu le leur assurer et même le leur imposer, et cela dans les meilleures conditions hygiéniques. Ceux qui ne viennent pas au travail avec leur père, et parfois même ceux qui, dans cette condition le préfèrent, se rendent après l'école dans des dortoirs consistant en chambres spacieuses et bien aérées, établies au premier étage ; chaque chambre ayant 10 mètres de longueur sur 4 mètres de largeur et 3 mètres d'élévation, cube 120 mètres, elle contient douze lits. Un corridor règne le long de toutes ces chambres, un veilleur de nuit est chargé de maintenir la tranquillité, de subvenir à leurs besoins et de les réveiller séparément lorsque l'heure du travail est arrivée pour chacun, les divers ateliers ne commençant pas tous au même moment.

» Tel est l'exposé de ce que la verrerie de Folembay fait pour les enfants qu'elle emploie, pensant remplir les obligations que la loi lui prescrit, et toujours disposée même à le dépasser, puisqu'il s'agit ici d'humanité et du bien-être de ses jeunes ouvriers.

» Une remarque essentielle à faire en terminant, et qui prouve assez combien les travaux auxquels sont employés les enfants dans les fours nuisent peu à leur santé, c'est qu'il résulte des recherches faites sur les registres de l'état civil de la commune de Folembay, qu'il n'y a pas eu, de 1850 à 1868, c'est-à-dire une période de dix-huit ans, un seul cas de mortalité parmi ceux de ces enfants qui habitent la commune, et c'est la presque totalité. »

(Nouvelliste de Rouen, 4 mai.)

INSTITUTIONS DE L'ÉTAT EN FAVEUR DES ENFANTS

ARMÉE DE TERRE (1).

Extrait d'une lettre au Secrétaire.

Dans le but de venir en aide aux militaires mariés avec charge de famille, il a été créé dans les corps de troupe des places d'enfants jouissant de certaines prestations en nature et en deniers. La première ordonnance qui ait mentionné des enfants de troupe remonte au 1^{er} mai 1766, il y en avait un par compagnie ; ils n'étaient admis qu'à 10 ans et devaient contracter un engagement militaire à 16 ans. L'ordonnance du 17 mars 1788 portait le nom-

(1) Voir tome II, page 340, institution de l'État en faveur des enfants de l'armée de mer.

bre à deux enfants par compagnie; admis de 6 à 8 ans, ils étaient mis en apprentissage chez les Maîtres ouvriers du corps (1).

L'arrêté du 7 Thermidor an VIII, en maintenant cette classe d'enfants permettait de les admettre sur les contrôles à l'âge de 2 ans et entraînait dans une voie plus avantageuse à leur avenir en prescrivant de leur apprendre à lire, à écrire, puis à les former aux exercices du corps : natation, escrime, gymnastique.

Les ordonnances du 13 mai 1818, 14 avril 1832 et 10 juillet 1837 maintinrent ces dispositions qui servirent de base aux règlements définitifs sur l'organisation des enfants de troupe.

Les conditions fondamentales de la constitution des enfants de troupe sont réglées aujourd'hui par un décret impérial du 22 mai 1858.

Ils sont divisés en deux classes :

La première composée de fils d'hommes de troupe, admis sur l'autorisation des généraux de division; la seconde, de fils d'officiers dont l'admission est prononcée par le ministre.

Les enfants ayant leurs parents au corps sont admis à l'âge de deux ans, les autres ne sont admissibles qu'à 10 ans révolus.

Ils sont divisés en 2 catégories :

La première comprend ceux âgés de moins de 10 ans; ils sont sous la direction de leurs parents.

La deuxième comprend ceux qui ont dépassé cet âge; ils sont réunis dans une chambre sous la direction d'un sous-officier ou brigadier; ils doivent suivre les cours des écoles régimentaires.

A l'âge de 14 ans, ils sont tenus, suivant leur aptitude, de servir comme tambour, trompette, musicien, ou de travailler dans les ateliers du corps, ou dans les bureaux des officiers comptables.

Aussitôt leur admission, les enfants reçoivent :

De 2 à 14 ans, la demi-solde et une ration de pain.

A partir de 14 ans jusqu'à l'âge de 18 ans, époque à laquelle ils doivent être rayés des contrôles ou contracter un engagement volontaire, ils reçoivent :

La solde entière d'un soldat.

Leur ration de pain,

La prime journalière de la masse individuelle pour se pourvoir d'effets, de linge et de chaussure.

De 2 à 8 ans, les enfants sont habillés par les soins des parents; après cet âge, ils reçoivent des effets militaires au compte de l'État.

Ils vivent à l'ordinaire des soldats à partir de l'âge de 10 ans.

Les enfants de troupe sont sous la haute surveillance du major qui surveille avec soin la direction donnée à leur éducation.

(1) Cette clause que nous connaissions nous avait engagé à demander à l'un de nos collègues, M. P. R., des renseignements complets sous ce titre les *Apprentis de l'armée*, l'éducation des enfants dans les conditions de l'apprentissage rentrant dans notre cadre. Mais les mesures libérales qui ont été adoptées semblent nous rendre ce sujet un peu étranger à nos études.

J'ai pensé toutefois que nos collègues liraient ces documents avec plaisir; d'ailleurs, ils font connaître une pépinière d'enfants d'élite, que l'industrie peut mettre à profit.

Comme l'instruction donnée dans les écoles régimentaires serait insuffisante, il a été admis en principe dans tous les corps de l'armée que les enfants fréquenteraient les écoles civiles, en général les écoles des frères de la doctrine chrétienne où ils sont admis gratuitement. Un sous-officier ou brigadier les conduit en classe et va les chercher. Ils assistent régulièrement aux offices religieux.

Chaque enfant possède un carnet sur lequel le maître d'école inscrit chaque semaine le progrès de l'élève. Le chef de corps encourage les enfants en instituant un prix ou une récompense ; au régiment, le colonel prélève sur ses fonds secrets, chaque dimanche, une somme remise à l'enfant qui a la meilleure note.

Les exercices corporels ne sont pas négligés, les enfants sont conduits les jours de vacances à de longues promenades ; ils suivent les cours de natation, de voltige, d'escrime, de gymnastique ; enfin tous les moyens sont employés pour donner à cette classe intéressante l'instruction et l'éducation pour en faire des hommes sages et pouvant rendre de bons services à l'armée qui a fait des sacrifices pour les élever.

Quant au degré d'instruction auquel ils peuvent arriver, il est impossible de le déterminer ; il dépend de la position de fortune des parents qui peuvent leur donner tel ou tel maître et les faire entrer dans un collège d'un degré d'instruction différent.

Le complet réglementaire des enfants de troupe est fixé, par chaque corps, à un par compagnie d'infanterie, à deux par escadron de cavalerie ou batterie d'artillerie.

Le nombre total pour l'armée est de 4 100, qui se décompose sous le rapport de l'âge, ainsi :

De 2 à 8 ans	1.700	} 4.100
9 à 10 ans	500	
11 à 13 ans	700	
14 à 18 ans	1.200	

Si nous recherchons ce que deviennent ces enfants, nous trouvons approximativement le résultat suivant :

- 1° Sont emmenés par leur famille lorsque le père quitte l'armée. 1.500
- 2° Sont conservés au moyen d'engagements volontaires. 2.600
- 3° Disparaissent par décès 40

Ce que deviennent les enfants de la première catégorie, nous l'ignorons complètement ; aucun renseignement ne parvient au corps ; ils suivent évidemment la règle commune à tous les enfants dont les parents n'ont pas de fortune ; ils apprennent un état.

Quant à la seconde catégorie, celle conservée à l'armée, nous pouvons donner ainsi approximativement la statistique suivante :

Deviennent sous-officiers, et ne dépassent pas ce grade.	800	} 2 600
— officiers inférieurs	1.200	
— officiers supérieurs	100	
2° Quittent l'armée par libération, réforme, décès, etc.	500	

CHRONIQUE

SITUATION

DE L'ŒUVRE DE L'ORPHELINAT DU PRINCE-IMPÉRIAL

D'APRÈS LE COMPTE RENDU OFFICIEL.

Le rapport annuel adressé à l'Empereur, portant les signatures du Président, S. Exc. M. le Ministre de l'intérieur, du vice président, M. le sénateur Leroy de Saint-Arnauld, de M. le secrétaire-rapporteur Henri Durangel et de MM. les membres de la Commission, signale que le nombre des apprentis qui ont fini leur temps en 1868 a été de vingt et un; le nombre total depuis la fondation de l'œuvre est de 194.

Voici la liste des professions suivies par les apprentis :

Architecte vérificateur.	1
Articles de chasse ou de voyage (fab. de).	4
Bijoutiers, orfèvres.	9
Chapelier.	1
Cordonniers.	5
Doreurs-encadreur.	2
Ébénistes, menuisiers.	3
Graveurs, ciseleurs, etc.	3
Horloger.	1
Imprimeurs typographes.	9
Serruriers-mécaniciens.	6
Mouleurs ou fondeurs.	2
Opticiens.	4
Peintre sur porcelaine.	1
Relieurs.	3
Sculpteurs sur bois ou sur écaïlle.	4
Selliers harnacheurs.	5
Tailleur.	1
Tapissiers.	2
Professions diverses.	14

Notre collègue, M. Piver, qui a fondé la pension d'apprentis la *Tutelle*, 5 rue des *Fontaines-du-Temple*, a eu la bonne pensée de réserver dans son établissement une place qu'il a mise à la disposition de l'Orphelinat du Prince-Impérial.

LA QUESTION DU TRAVAIL DES ENFANTS

DEVANT LA SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DES ÉTUDES PRATIQUES
D'ÉCONOMIE SOCIALE.

(Extrait)

A la suite de l'analyse donnée par M. le vicomte de Melun, sur le rapport des délégations ouvrières, une discussion s'est engagée dans le sein de la Société. L'honorable rapporteur pense que le résultat le plus clair de la loi de 1831 semble avoir été de diminuer le nombre des contrats d'apprentissage, attendu que les patrons, pour échapper aux exigences de la loi et à l'exercice des droits qu'elle assure aux *apprentis*, ont changé trop souvent le caractère de ceux-ci en les transformant en *jeunes ouvriers* à l'égard desquels il n'y a plus de contrat...

La loi de 1841 s'était arrêtée au seuil des ateliers contenant 20 ouvriers. Le projet actuel ne détermine aucune limite, mais il est à craindre que la nouvelle loi ne reste encore lettre morte en raison des difficultés de la surveillance dans les ateliers de famille.

Pour M. Blaise (des Vosges) la surveillance sera plus difficile, mais non impraticable. Une inspection habile peut mettre l'inspecteur sur la piste des abus et la crainte des peines suffira, dans la plupart des cas, pour prévenir les contraventions.

M. Albert Gigot ne croit pas à la possibilité d'étendre l'inspection aux enfants qui travaillent dans les petits ateliers.

M. Carlhian désire la liberté complète des contrats d'apprentissage. C'est au père à stipuler ses conditions, et une fois qu'elles ont été acceptées par le patron, si elles ne sont pas exécutées, c'est aux tribunaux à les faire respecter.

Les délégations ouvrières, dit M. de Melun, ont demandé la surveillance par les chambres syndicales. Les parents sont trop coulants sur les abus, aussi font-ils très-peu de contrats. Est-ce par un motif d'intérêt, pour exploiter le travail des enfants ?

Est-ce par négligence ? le rapporteur l'ignore, mais le fait certain c'est que le nombre des contrats se restreint de plus en plus. Faut-il s'en rapporter à la liberté pour la répression des abus, ce n'est malheureusement pas possible, et jusqu'ici l'État a dû intervenir pour protéger les enfants et les femmes. Faut-il continuer à marcher dans cette voie de protection et d'intervention ? il est certain que la liberté des contrats d'apprentissage a été jusqu'à ce jour funeste aux enfants.

M. Leplay dit qu'en Angleterre, où l'intervention de l'État s'est d'abord établie, l'opinion subsiste que, dans une société bien réglée, la sollicitude des chefs de famille et des patrons devrait suffire à la protection des femmes et des enfants.

Le Parlement a fermement conservé la trace des principes en donnant à la loi un caractère provisoire. En France, au contraire, on les a complètement perdus de vue, en faisant de l'intervention de l'État un droit permanent d'immixtion au milieu des intérêts privés. Il est bon de rappeler aux citoyens qu'ils sont tous moralement tenus de protéger eux-mêmes les femmes et les enfants et à rendre inutile la loi actuelle de protection.

M. Monnier insiste pour la surveillance de l'apprentissage par les chambres syndicales ; pour lui l'intervention des sociétés de patronage n'est pas toujours admise par les conseils de prud'hommes ; d'ailleurs, pour que l'inspection soit efficace au point de vue technique, il faut des connaissances professionnelles.

Tout en appelant avec M. Monnier l'intervention de ces chambres, M. Devinck verrait de grands inconvénients à leur donner une existence légale et à les charger officiellement de la surveillance. Le meilleur système serait d'avoir à Paris 20 inspecteurs du travail des enfants qui en cas d'abus s'adresseraient à la chambre syndicale de la profession à laquelle appartiendrait le délinquant. Dans ce concours officieux des chambres le gouvernement trouverait les renseignements les plus précieux pour l'instruction des affaires qui se présenteraient à lui et dont il ne peut avoir une connaissance pratique.

M. l'abbé Tounissoux, vicaire de Notre-Dame de Vincennes, sans méconnaître l'influence que peut exercer sur l'apprentissage une vigilance active de la part du gouvernement et des chambres syndicales, croit devoir déclarer que *les remèdes vraiment efficaces ne peuvent venir que des convictions reli-*

gieuses. Un patron sincèrement chrétien n'abuse jamais du temps et des forces de son apprenti, il se fait un devoir de protéger ses intérêts moraux. — Un apprenti qui est animé de sentiments religieux se fait une obligation rigoureuse de tenir les promesses qu'il a faites; la régularité de la conduite est elle-même une des conditions les plus favorables d'un bon apprentissage. Des parents qui aiment Dieu n'oseraient jamais encourager leurs enfants à manquer à des promesses qui blessent la justice. Ils se montrent plus scrupuleux que d'autres dans le choix des maisons d'apprentissage.

Pour M. Ameline, rien n'est plus rationnel que de consulter les personnes compétentes des divers corps d'état, quand il s'agit d'une difficulté professionnelle, mais il y a un double écueil. Il faut éviter que ces groupes organisés ne deviennent exclusifs, limitant par exemple le nombre des apprentis, interdisant le travail des femmes. Les délégués ouvriers ne se sont occupés que des ouvriers et pour ainsi dire jamais des patrons. Des comités mixtes donneraient les meilleurs renseignements, interviendraient utilement et formeraient une institution qu'il est vraiment bon d'essayer.

La surveillance ne peut être mieux faite que par les intéressés, pense M. Touaillon. On a critiqué la division du travail imposé aux apprentis; cette division est une nécessité, eu égard au prix de revient. Les Anglais, avait dit précédemment M. le commodore Blaise-Lynch, préfèrent à un ouvrier complet celui qui connaît bien certains détails de sa profession; l'essentiel, à leurs yeux, c'est de produire à bon marché.

LA QUESTION DU TRAVAIL DES ENFANTS

DEVANT LE PARLEMENT BELGE

*Extrait du discours de M. FUNCK à la Chambre
des Représentants (1).*

... On se demande comment il est possible que dans un pays essentiellement industriel, comme la Belgique, dans un pays où

(1) Séance du 13 janvier 1869.

l'industrie a pris dans ces dernières années un essor tellement considérable que nous pouvons, pour beaucoup de produits, lutter avec les grandes nations qui nous entourent, on se demande comment il se fait que, dans un tel pays, on n'ait encore rien fait pour nos jeunes ouvriers ?

En France, une loi du 22 mars 1841 règle le travail des enfants dans les manufactures, les usines et les ateliers.

1^o D'après cette loi, les enfants doivent avoir au moins huit ans avant d'être admis dans les fabriques.

2^o De huit à douze ans, ils ne peuvent travailler que huit heures par jour.

3^o De douze à seize ans, ils ne peuvent travailler que douze heures sur vingt-quatre. Ces douze heures doivent être divisées par deux repos.

Je sais bien que cette loi est imparfaite, incomplète, qu'elle est mal appliquée, qu'elle n'a pas produit les résultats qu'on pourrait en attendre ; mais au moins elle constitue une tentative d'organisation, organisation qui pourra être améliorée.

En Angleterre, à partir de 1802, divers actes du parlement ont réglé le travail des enfants dans certaines manufactures et certains ateliers : ils ont essayé de combiner le travail et l'instruction des enfants par le système appelé *half-times*, en vigueur aujourd'hui dans une grande partie de l'Angleterre. L'application de ce système a produit un bien immense, et l'expérience a démontré l'inanité de toutes les craintes qu'il avait suscitées. Ceux qui étaient le plus opposés aux mesures proposées sont revenus de leur erreur, et des rapports officiels constatent qu'ils n'ont pas hésité à la reconnaître.

L'inspecteur Baker l'établit de la manière la plus formelle dans son rapport de 1859. Il déclare que les fabricants qui combattirent le plus la loi comme établissant une ingérence insolite de l'autorité dans leur industrie, constatent eux-mêmes les bons résultats qu'elle a produits.

En Prusse, la réglementation du travail des enfants dans les fabriques et les usines, a été l'objet d'une opposition très-vive.

Là aussi, on invoquait l'intérêt de l'industrie, comme si l'intérêt de l'industrie n'était pas inséparable de celui du travailleur, comme si l'industrie n'était pas la première intéressée à avoir des ouvriers forts et vigoureux.

Le gouvernement résista énergiquement aux protestations inintelligentes de quelques industriels.

.....
Tout le monde s'accorde à reconnaître aujourd'hui que l'industrie de la Prusse n'a jamais été plus prospère que depuis la réglementation.

.....
Vous voyez, Messieurs, que les trois grandes nations qui nous entourent et dont les institutions se rapprochent le plus des nôtres, nous ont devancés dans la solution du grand problème sur lequel je viens de nouveau appeler l'attention du gouvernement. Toutefois ce retard n'est peut-être pas un mal aussi grand qu'on le pense. Si nous avons négligé les améliorations partielles, si nous n'avons pas suivi la France dans la voie dont elle a posé le premier jalon en 1844, nous avons eu l'avantage de voir fonctionner depuis ce temps le système anglais et le système prussien, et nous pouvons invoquer en faveur de ce système que nous préconisons pour la Belgique, la précieuse et décisive expérience faite par nos voisins d'outre-Rhin.

.....
Certes, nous avons fait de grands progrès dans notre pays en ce qui concerne le développement de la richesse publique, mais il y a dans l'ordre social d'autres choses à sauvegarder, et parmi celles-là je place en première ligne l'intérêt de l'individu.

.....
Du moment qu'il est établi que l'ouvrier livré, à un âge trop tendre, à un travail excessif compromet sa santé et même sa vie, dès ce moment nous devons prendre les mesures nécessaires pour empêcher un aussi regrettable abus. L'autorité du père de famille doit céder devant ce grand intérêt social. De même que le père de famille ne peut exercer sur ses enfants des violences ou de mauvais traitements qui pourraient compromettre leur santé, de même aussi il ne peut les condamner trop jeunes à un travail excessif qui conduirait au même résultat.

.....
Depuis longtemps déjà le gouvernement belge a compris la nécessité de combler la lacune qui existe dans notre législation sur cette matière si importante.

Pourquoi tous les efforts sont-ils restés stériles, et n'ont-ils pas abouti jusqu'à ce jour?

Je ne rechercherai pas les causes de cet insuccès, cela n'avancerait à rien, je m'appliquerai seulement à démontrer qu'il est temps de sortir de notre état de torpeur et d'aborder franchement l'étude d'un problème que certains voisins, moins avancés que nous en bien des choses, ont eu cependant l'honneur de résoudre avant nous.

Les diverses pétitions qui nous sont adressées, l'initiative prise par la ville la plus manufacturière du pays, les réclamations de la presque unanimité de la presse, tout nous prouve qu'il est temps de mettre un terme à une situation déplorable à divers titres.

Au point de vue physique, elle ruine la santé de nos classes ouvrières; elle paralyse le développement de l'enfant en lui imposant un travail qui est au-dessus de ses forces; elle le prédispose au rachitisme et à toutes les infirmités qui en sont la conséquence; elle affaiblit l'enfant de l'ouvrier; elle enlève à l'industrie des hommes qui pourraient devenir des travailleurs valides dans l'avenir.

Et qu'on ne pense pas que j'exagère, écoutez sur cette matière l'autorité la plus imposante que je puisse invoquer dans notre pays : la chambre de commerce de Gand :

Elle constate qu'en 1858, dans 39 établissements de cette ville, 314 *enfants*, âgés de 7 à 12 ans, travaillaient 12 heures et plus par journée, et elle ajoute en signalant cet abus grave :

« Ces jeunes enfants privés d'instruction, courbés sur un travail dont la durée excède de beaucoup leurs forces, altèrent promptement leur santé, et si une mort prématurée ne vient pas les enlever, au moins préparent-ils, dans l'avenir, LA DÉCADENCE DE NOTRE POPULATION OUVRIÈRE. »

Or, que faut-il attendre dans l'avenir d'une pareille population? Et ne serait-ce pas pousser l'incurie jusqu'à la culpabilité que de supporter plus longtemps un pareil état de choses?

La situation actuelle deviendra plus mauvaise encore si le législateur n'intervient pas d'une manière énergique.

En effet, l'application de la vapeur a bouleversé le monde industriel. La plupart des instruments de travail qui étaient mis jadis en mouvement par la force de l'homme sont mus aujourd-

d'hui par la vapeur. Or, dès que la vapeur remplace la force des bras, la femme et l'enfant peuvent, dans beaucoup de circonstances, remplacer l'homme dans l'atelier et dans la fabrique. Et comme le salaire des enfants est moins élevé et qu'il faut produire à bon compte, on préfère naturellement le travail de ceux-ci. Si quelques-uns succombent à la tâche, d'autres les remplaceront, et tout est dit pour l'industrie.... Tout n'est pas dit pour l'ordre public et pour l'ordre social ! L'ordre public ne permet pas qu'un être faible qui a besoin de protection soit exploité au-dessus de ses forces. L'ordre social ne veut pas qu'une partie de la population, quelque minime qu'elle puisse être, soit condamnée d'avance, fatalement et irrésistiblement, à un état de décadence qui serait la négation du progrès et de la civilisation. Si le perfectionnement de l'industrie devait avoir de pareilles conséquences, il faudrait déplorer les améliorations et les découvertes nouvelles et maudire leurs inventeurs. Mais, hâtons-nous de le dire, la dégénérescence de la population n'est pas la conséquence inéluctable du perfectionnement de l'industrie ; seulement il faut que le législateur veille, et qu'il mette un frein à une exploitation que tous les bons esprits doivent déplorer.

Abuser des forces d'un enfant, le condamner à un travail excessif, à un âge où sa constitution physique n'a pas encore acquis le développement nécessaire, n'est-ce pas maltraiter l'enfant ?

Et si les mauvais traitements, même passagers, sont défendus en d'autres circonstances, pourquoi n'en serait-il pas de même de ceux qui s'exercent d'une manière continue et qui conduisent nécessairement à la décadence de nos populations ouvrières ?

Mais si l'état physique des enfants exige un prompt remède au mal que nous signalons, il est aussi des intérêts d'un ordre plus élevé qui commandent de la façon la plus impérieuse la solution que nous réclamons.

Au point de vue moral, la situation actuelle paralyse tous les efforts faits en faveur de l'instruction primaire.

Je ne suis pas de ceux qui ne voient que le mal et qui passent sous silence le bien.

Je reconnais donc et je constate avec satisfaction tout ce qui a été fait pour l'instruction primaire, tous les sacrifices d'argent

faits dans ces dernières années pour répandre l'instruction parmi les classes ouvrières.

Poussés par une noble émulation, l'État, les provinces et les communes ont rivalisé de zèle pour propager cet enseignement si utile.

Et cependant, il faut le dire, il nous reste beaucoup à faire, car tous ces sacrifices n'ont pas produit tous les résultats qu'on était en droit d'en attendre.

En effet, il ne suffit pas d'avoir des écoles, il faut encore y faire aller les enfants. Or, avec le système qui nous régit, l'incurie, l'imprévoyance ou l'insouciance des parents aidant, les enfants ne vont guère à l'école; ceux qui s'y font inscrire ne la fréquentent pas régulièrement, ou bien ils n'y vont pas assez longtemps pour acquérir les connaissances qui leur sont nécessaires et qui forment le programme de l'enseignement primaire.

L'absence d'une loi réglant le travail des enfants dans les manufactures, les usines et les ateliers, est une des causes de cette situation. L'ouvrier, peu instruit en général, attache peu d'importance à une instruction qu'il n'a pas reçue, et dès qu'il a la perspective de gagner quelques centimes par jour ou même par semaine, en plaçant son enfant dans une fabrique ou dans un atelier, il le retire immédiatement de l'école. On comprend aisément que cet enfant, n'ayant pas même reçu les leçons les plus élémentaires de ce qu'il doit savoir, oublie bien vite ce qu'il a appris et va augmenter ainsi le nombre déjà si considérable des illettrés. On me dira peut-être qu'il pourra fréquenter les classes d'adultes; mais d'abord on n'est admis dans ces classes qu'après l'âge de 14 ans; et puis allez donc exiger d'un enfant qui a travaillé 12 heures par jour, qu'il consacre encore deux heures à son instruction! Cela peut se présenter dans des circonstances exceptionnelles, mais on n'obtiendra jamais cela de la masse des enfants.

Il résulte de tout ce que nous venons de dire qu'un double intérêt social, l'intérêt physique et l'intérêt moral de nos jeunes populations, exige impérieusement la réglementation du travail des enfants dans les manufactures, les mines, les usines et les ateliers.

Je n'ai pas l'habitude de médire des hommes et des choses de mon temps.

Je reconnais au contraire bien volontiers que des réformes utiles ont été accomplies dans ces dernières années, mais ce n'est point là un motif pour s'arrêter en chemin et pour prétendre qu'il n'y a plus rien à faire.

Chaque époque apporte avec elle son contingent d'améliorations et de progrès; la réglementation du travail des enfants appartient au contingent de notre époque; il est donc de notre devoir de mettre la main à l'œuvre. Et cette conviction est pour moi si profonde, que si le gouvernement, guidé par des motifs que je ne veux pas prévoir, croyait ne pas pouvoir faire droit à ma demande, *je ferais usage de mon droit d'initiative en soumettant à vos délibérations un projet de loi sur cette matière.*

Rapport sur diverses pétitions

par M. T. SERSTEVENS (1).

Le 25 mars 1868, le conseil communal de Gand a présenté aux Chambres une pétition tendante à obtenir une loi réglant le travail des enfants dans les manufactures, conçue dans le sens du projet ci-après :

ART. 1^{er}. Nul enfant de moins de 10 ans ne peut être employé dans une manufacture de coton, de lin, d'étoüpes, de soie, de laine ou de dentelles.

ART. 2. Nul enfant de 10 à 14 ans ne peut être employé dans les manufactures spécifiées à l'article précédent, pendant plus de six heures par jour, ou pendant plus de trois jours par semaine, chaque jour de travail alternant avec au moins un jour de repos.

ART. 3. Dans ces manufactures, la journée de travail effectif ne peut pas, pour les ouvriers de 10 à 18 ans, dépasser la limite de douze heures.

ART. 4. Les chefs de ces manufactures sont tenus d'avoir des registres où seront inscrits régulièrement les noms et l'âge ainsi

(1) Séance du 20 janvier 1869.

que la date de l'entrée à la fabrique de tous les ouvriers âgés de moins de 18 ans. Dans ce registre seront indiqués les jours et les heures de travail assignés à chaque jeune ouvrier de 10 à 14 ans.

ART. 5. Le gouvernement organisera un service d'inspecteurs salariés pour assurer l'exécution de la présente loi.

ART. 6. Les inspecteurs nommés par le gouvernement pourront, à toute heure de nuit et de jour, pénétrer dans les manufactures spécifiées à l'art. 1^{er}.

Ils auront le droit d'interroger indistinctement toutes les personnes qu'ils y rencontreront.

Les chefs d'industrie devront, à la réquisition des inspecteurs, leur montrer les registres mentionnés à l'art. 4.

ART. 7. Une amende de 25 à 100 francs sera appliquée par le tribunal de simple police aux chefs d'industrie qui seront convaincus d'avoir contrevenu aux art. 1, 2, 3, 4, 6 et 8 de la présente loi.

ART. 8. Les chefs d'industrie veilleront à ce qu'un exemplaire de la présente loi, imprimé ou écrit en caractères lisibles, soit affiché dans les manufactures précitées et placé à un endroit apparent.

ART. 9. Des arrêtés royaux pourront étendre à d'autres industries les stipulations contenues dans la présente loi.

ART. 10 (transitoire). Pendant deux ans, à partir de la promulgation de la présente loi, les art. 1 et 2 ne seront pas applicables aux ouvriers employés dans les manufactures précitées au moment de cette promulgation.

Depuis, des ouvriers et habitants de Gand, M. Rooses, secrétaire de la division gantoise du Willemsfont, le conseil communal de Malines, celui d'Anvers, tout récemment ceux de Louvain et de Namur, et enfin depuis le 9 de ce mois plusieurs membres de la Ligue de l'enseignement, MM. Jules Tarlier, Ch. Buls et autres ont présenté diverses pétitions tendantes également à obtenir une loi réglant le travail des enfants dans les manufactures.

Si en quelques points les pétitionnaires s'écartent des bases proposées par la ville de Gand, ils sont d'accord pour atteindre le même but : mettre l'industrie dans l'impossibilité d'abuser des forces humaines à un âge et pendant un temps qui ôtent aux jeunes ouvriers la possibilité d'acquérir une instruction suffisante.

M. Wagener, échevin de la ville de Gand et professeur à l'université de cette ville, a présenté sur cette question un rapport, le 20 mai 1867, rapport dont les conclusions ont été adoptées, le 16 mars 1868, par le conseil communal de Gand.

Ce travail joint à la pétition adressée aux Chambres a frappé votre commission des pétitions à différents titres.

C'est le travail d'un homme vivant dans un centre manufacturier, appelé par ses fonctions échevinales à constater le nombre et l'âge des enfants qui sortent de l'école pour entrer sans instruction dans les fabriques.

Par l'art. 1^{er}, l'entrée des enfants dans les manufactures est autorisée dès l'âge de 10 ans, âge proposé en 1844 par le conseil de salubrité publique, et par le projet de loi de 1848.

Cependant 12 ans était l'âge d'admission demandé en 1860 par 14 chambres de commerce du royaume, par les députations permanentes de 4 provinces. Toutes les députations, toutes les chambres de commerce, celle de Termonde exceptée, admettaient la réglementation du travail dans les manufactures.

12 ans était encore l'âge demandé par une pétition adressée aux Chambres en 1853, portant les noms les plus honorables de l'industrie gantoise, par une commission nommée en 1858 par le Cercle commercial et industriel de Gand, en 1860 par le conseil supérieur de l'industrie et du commerce, et par les pétitions que nous envoient chaque jour les membres de la Ligue de l'enseignement. Le conseil communal de Bruxelles a, le 4 décembre 1868, décidé de nous envoyer une pétition fixant également l'âge de 12 ans pour l'entrée dans les ateliers.

« Mais, dit M. Wagener, il fallait une transaction qui, tout en sauvegardant le droit de l'enfance à une instruction sérieuse, ne devienne pas pour les parents une cause de misère et n'enlève pas à l'industrie les ouvriers dont elle a besoin. »

Voici un argument puisé dans le rapport de M. Wagener, pour montrer que prohiber l'entrée de l'atelier jusqu'à 12 ans n'aurait peut-être pas été considéré comme une transaction.

Pendant le premier semestre de l'année 1864-1865, sur 484 enfants sortant des écoles communales de Gand, 69 quittent avant l'âge de 10 ans, 274 à 10, 11 ou 12 ans.

Un rapport de M^{sr} l'évêque de Gand affirme que sur 530 élèves fréquentant une école gratuite de Gand, il n'en a trouvé que 22 qui eussent atteint leur douzième année.

D'après un tableau du mouvement des écoles de la même ville, de 1864 à 1866, il ressort que 56 0/0 des enfants de 10 ans, et 54 0/0 des enfants de 11 ans qui ont abandonné les classes, sont entrés dans les fabriques et les écoles dentellières.

En 1856, 463 écoles manufacturières de la Flandre orientale occupaient 19,783 ouvrières *condamnées au travail dès l'âge de 6 ans*.

Entin, l'enquête sur la condition des classes ouvrières établit que sur 54,181 ouvrières, le 1/18 n'avait pas atteint sa douzième année.

Priver totalement certaines industries d'une main-d'œuvre aussi importante que celle fournie par tous les enfants de 10 à 12 ans, eût peut-être occasionné au projet de loi une certaine opposition et un nouvel ajournement, comme la ville de Gand en exprime la crainte.

Par l'art. 2, le travail de l'enfant de 10 à 14 ans étant limité à 6 heures par jour, les parents sont mis dans l'impossibilité de mettre à profit sa journée entière.

Les bienfaits de l'instruction primaire étant réclamés par nos classes ouvrières jusqu'au moment où les forces de l'enfant peuvent être utilisées dans les manufactures, il est probable que la loi limitant l'emploi de cette force et fixant l'époque où elle pourra être employée, les enfants continueront à s'instruire jusqu'à cette époque et pendant le temps dont la loi leur assure la libre disposition.

L'art. 2 et l'art. 3, ce dernier fixant à douze heures par jour le travail de l'ouvrier de 14 à 18 ans, ont un autre effet utile, je dirai même nécessaire. Ils arrêtent les ravages que fait actuellement l'industrie sur la santé de nos jeunes ouvriers tenus à la tâche, n'importe leur âge, douze heures par jour, ainsi que le constatent les réponses faites par plusieurs chambres de commerce au gouvernement ayant posé la question.

Parfois même lorsqu'une industrie prospère, les machines sont mises en activité nuit et jour, et *le travail des enfants dure 15 à 16 heures par jour* (congrès de Malines). De pareilles épreuves paralysent les développements de l'enfant et le prédisposent au rachitisme et à toutes les infirmités qui en sont la conséquence.

Reste à examiner les articles destinés à assurer l'exécution de la loi. Par les articles 5 et 6, les pétitionnaires proposent un service d'inspection salarié par le gouvernement et accordant

aux inspecteurs le droit d'entrée à toute heure dans les ateliers, le droit complet d'investigation pour découvrir les contraventions à la loi ; ces articles ont préoccupé les conseillers communaux, tant de Gand que d'Anvers. En lisant le compte rendu de leurs séances on reconnaît aisément que plusieurs d'entre eux auraient désiré effacer les articles 5 et 6 du projet de loi qu'ils appuient, s'ils avaient trouvé un autre moyen aussi efficace d'en assurer le respect.

C'est du reste l'une des mesures proposées par le projet de loi du gouvernement, en 1848, qui ont été vivement combattues à cette époque par les chambres de commerce ; il leur répugnait de laisser ainsi le gouvernement exercer une surveillance dans les établissements mêmes.

Du reste, il n'est plus question de cette inspection sur les bases proposées en 1859 pour régler le travail dans les manufactures, inspection que le conseil communal de Namur rejette des bases admises par la ville de Gand et appuyées par lui dans sa pétition. Cependant il est à remarquer que, dans l'intérêt du fisc, moins précieux que celui de la société, le législateur ne craint pas d'ouvrir, aux délégués de l'État les portes des établissements soumis aux droits d'accise, et même les portes des habitations particulières pour en expertiser la valeur.

Enfin pour réduire autant que possible les réclamations qui pourraient s'élever, les pétitionnaires restreignent les effets de la loi à certaines industries, à celles qui l'ont, pour ainsi dire sollicitée, et laissent au gouvernement le droit d'en étendre les effets à d'autres industries par arrêté royal. (Art. 9.)

Ils ont la certitude que les bons effets de cette loi seront promptement appréciés par les ouvriers, dont les enfants, plus robustes et plus instruits, deviendront pour les familles d'un secours plus puissant et fourniront à l'industrie une main-d'œuvre dont la valeur sera mieux appréciée, et qu'à l'exemple des pays qui sont entrés dans cette voie, la Belgique ne tardera pas non-seulement à réclamer les bénéfices de l'art. 9 pour d'autres industries, mais à établir de nouvelles lois protégeant de plus en plus les jeunes générations contre les abus qui pourraient exister ou surgir à leurs dépens.

Ainsi agit l'Angleterre, qui règle le travail des enfants dans les manufactures par des dispositions particulières à chaque industrie, évite de froisser trop vivement les intérêts qu'elle place

sous la surveillance de la loi, et proportionne la durée du travail à la fatigue, à la peine qu'il exige dans chaque industrie.

Cependant, M. Tarlier et autres membres de la Ligue de l'enseignement sont d'un avis opposé; ils pensent que la prohibition doit être générale ou tout au moins que l'exception ne doit être qu'une transaction d'une durée limitée par la loi; en conséquence ils proposent d'interdire :

a. D'employer l'enfant d'autrui à un travail permanent quelconque, s'il n'est âgé de 12 ans accomplis ;

b. D'employer l'enfant d'autrui âgé de 12 à 14 ans pendant plus d'une demi-journée par jour, soit depuis le matin jusqu'à midi, soit depuis midi jusqu'au soir.

Si la loi ne s'appliquait pas d'une manière générale, elle réduirait le prix de la main-d'œuvre au profit des industries autorisées à employer les enfants, qui, au lieu de continuer à suivre leurs classes, les abandonneraient peut-être pour un salaire de quelques centimes.

Plus les industries privilégiées emploieraient d'enfants, plus elles s'imagineraient en avoir besoin, plus elles seraient ardentes à défendre leurs privilèges, et ainsi, disent les membres de la Ligue de l'enseignement, le travail précoce continuerait à engendrer l'ignorance, la démoralisation, la faiblesse organique du corps, au détriment de nos jeunes ouvriers, pour en faire à 45 ans, des vieillards incapables et malheureux, un danger et une charge pour la société. Et pendant de longues années encore, au nom de l'intérêt et de la liberté, le père conservera le droit de vendre, pour quelques centimes par jour, les germes de l'intelligence et de la force de son enfant, les seules richesses de l'indigent, bien que la loi sauvegarde et protège la fortune, le bien des enfants, sans s'inquiéter de l'intérêt et de la liberté du père.

La commission des pétitions considère la question soulevée par les pétitionnaires comme résolue au point de vue humanitaire aux yeux du pays. Car projets de loi, pétitions, enquêtes ont depuis 1843, c'est-à-dire depuis vingt-cinq ans, mis la nation, les Chambres et le gouvernement dans la nécessité de la connaître. Elle vous propose de renvoyer toutes ces pétitions et celles que nous pourrions encore recevoir à la commission de l'industrie, pour qu'elle examine si un projet de loi réglant le travail des enfants dans les conditions énoncées par les péti-

tionnaires serait encore considéré comme pouvant avoir quelques conséquences fâcheuses soit pour l'ouvrier, soit pour le fabricant.

Sinon, votre commission des pétitions espère que le gouvernement, encouragé par les considérations que font valoir les pétitionnaires et la commission de l'industrie elle-même, se décidera à soumettre à vos délibérations un projet de loi réglant le travail des enfants dans les manufactures, loi que réclame la chambre de commerce de Verviers par un vœu émis à la suite de son rapport de 1867.

Opinion de MM. PIRMEZ, Ministre de l'Intérieur, D'ELOUNGNE, député,
FRÈRE ORBAN, Ministre des Finances (1).

M. PIRMEZ, Ministre de l'Intérieur. — Il faut distinguer le travail des enfants en deux catégories : le travail principal et le travail auxiliaire.

Le travail principal des enfants est celui qui se fait directement par eux, sans que le travail d'adultes soit lié au leur. La fabrication des dentelles, par exemple, est dans ce cas.

Dans le travail auxiliaire, au contraire, l'enfant est attaché à un ouvrier fait ; il lui sert d'aide ou, tout au moins, son action est subordonnée à celle de ce dernier.

Il en est ainsi dans les filatures, où le travail des enfants est tellement lié à celui des ouvriers faits, que l'on ne pourrait faire marcher le travail des uns sans celui des autres.

S'il faut prendre des mesures dans l'intérêt des enfants qui ne sont qu'auxiliaires, quand ils sont employés dans une grande fabrique de filature, par exemple, il n'y a, selon moi, qu'un seul système à adopter, *c'est le système du demi-temps*, qui consiste à faire travailler l'enfant pendant une première partie de la journée et à le faire remplacer par un autre enfant pour la deuxième partie.

C'est le système du demi-temps, ou celui des deux brigades ; c'est celui, du reste, qui a été préconisé par les conseils communaux de Gand et de Bruxelles, et c'est le système qui est adopté en Angleterre.

Pour les autres industries le système du demi-temps n'est pas nécessaire ; on peut limiter le travail dans d'autres mesures, en le réduisant, par exemple, à 5, 7 ou 8 heures par jour, selon les âges.

Il y a donc là une distinction à faire, mais la loi peut comprendre les deux cas.

Je crois qu'il est inutile de limiter le minimum d'âge de l'enfant. Si le demi-temps est employé, l'enfant ne sera pas épuisé ; un travail de six heures n'est pas excessif pour l'enfant qui a la force d'accomplir ce travail.

(1) Séance du 15 janvier.

Il n'y aurait pas lieu non plus de limiter l'âge des enfants pour les industries autres que celles auxquelles j'ai fait allusion. Car là le travail est encore moins fatigant ; pour les petites filles, par exemple, la fabrication de la dentelle, limitée à un petit nombre d'heures, peut être commencée très-tôt.

Ainsi, dans les deux cas il n'y aurait pas lieu de fixer un minimum d'âge. Mais il serait nécessaire de déterminer l'âge auquel la loi s'appliquerait, et à cet égard je crois qu'il faudrait être très-circonspect et qu'on ne pourrait, *dans aucun cas*, jamais dépasser 12 ou 13 ans.

Ainsi, pour le système du demi-temps appliqué aux grandes industries, on trait jusqu'à 12 ou 13 ans ; pour les autres industries, on aurait une limitation qui varierait d'après la nature du travail et qui devrait être réglée pour chaque industrie en particulier.

Voilà, Messieurs, dans quelles limites on pourrait restreindre le travail.

Je suppose que nous appliquions le système, qu'il soit admis dans la pratique, que nous n'ayons pas eu, ce qui est arrivé dans d'autres pays, une loi sur le papier pendant bien des années.

Ce qui me préoccupe, c'est de savoir si nous produirons un bien quelconque.

C'est là la question. Si le bien doit exister, faisons la loi. Mais le principe fondamental de toute question sociale est celui-ci : c'est qu'il ne faut pas seulement considérer ce qu'on voit, mais surtout ce qu'on ne voit pas. C'est, si je me le rappelle bien, l'intitulé d'un chapitre de Bastiat.

C'est là le fondement de toutes les questions économiques, c'est faute d'avoir toujours tenu compte de ce principe fondamental que tant d'erreurs économiques ont été commises.

Je suis convaincu que vous réussiriez à purger les filatures de coton de Gand de tous les petits enfants qu'on y emploie. Les faits que l'on signale comme révoltants ne se produiraient plus. Mais où iraient les enfants ? Voilà la grave question. Quand vous les aurez exclus de ces grands établissements, où il y a des abus, je veux bien le reconnaître, où il se passe des choses profondément regrettables et que je regrette autant que vous, n'iront-ils pas dans les petites fabriques, dans les petits ateliers, qui sont le domicile de citoyens ?

Et savez-vous ce qui se passe dans ces petits ateliers ? Mais c'est là que les abus les plus graves se produisent.

Voici ce que dit la Ligue de l'enseignement. Je puis bien invoquer une de ses phrases, après en avoir attaqué d'autres :

« On demanda la définition de l'établissement industriel, et l'on fit observer avec raison que les petits ateliers des artisans sont souvent plus funestes à l'enfant que les manufactures. »

Voilà le danger.

Remarquez, en effet, que dans les grandes fabriques, malgré les abus, il y a encore un certain contrôle de publicité. La publicité est partout une grande garantie. Elle en est une dans les établissements où il y a beaucoup d'ouvriers.

Mais si les petits enfants, qui ne sont plus admis dans les grandes manufactures, vont dans ces petits ateliers, au lieu d'avoir fait un bien, n'aurez-vous pas fait un mal ? Vous vous serez privés de tout contrôle, car vous

pouvez penser à entrer dans les petits ateliers, à violer, pour ainsi dire, le foyer domestique.

Il y a donc une chose que vous ne franchirez pas, c'est le seuil du foyer domestique. Vous n'y entrerez pas.

Eh bien, craignez qu'en voulant trop bien faire pour les choses que vous voyez, vous n'ameniez des choses que vous n'entrevoiez pas pour le moment. C'est ce qui m'arrête, c'est pour moi la considération la plus forte, parce que je ne vois pas de garantie contre ces abus.

Messieurs, a-t-on réussi dans les pays étrangers? Mais en France, vous savez que la loi n'est qu'une lettre morte et, par un décret tout récent, on vient d'y réorganiser l'inspection, parce que depuis 1841 elle n'avait produit aucun effet. Voyez les discussions, elles vous donneront la preuve que, dans des départements entiers, la loi n'a rien fait, absolument rien fait.

En Angleterre, savez-vous ce qui est arrivé? On a diminué le nombre des enfants, même avec l'introduction du système du demi-temps dans les fabriques. Eh bien, l'introduction de ce système, s'il avait agi comme nous pensons qu'il agira, augmentera le nombre des enfants dans les fabriques. Le but que nous devons poursuivre est celui-ci : c'est de doubler le nombre des enfants dans les grandes fabriques en employant deux brigades au lieu d'une. Je reconnais que le résultat serait excellent, magnifique ; mais peut-on y compter?

On a signalé, en Angleterre, des faits monstrueux ; si la légistature est intervenue, c'est parce qu'il y avait des scandales effrayants, tout ce qu'on peut imaginer de plus odieux ; mais il faut bien rendre cette justice à notre pays, nous n'avons jamais eu ces énormités qui ont provoqué les mesures prises en Angleterre, et je trouve que c'est un honneur plus grand que celui d'avoir senti la nécessité d'une loi.

Maintenant, supposons qu'il y ait quelque chose à faire. Avons-nous tenté tous les moyens auxquels il faut recourir avant d'en venir à la réglementation légale? La Ligue de l'enseignement a fait une circulaire pour engager ses membres à réunir tous leurs efforts pour empêcher ces abus, serait-il bien difficile aux industriels de s'entendre à cet égard?

L'honorable échevin de Bruxelles disait qu'à Bruxelles même on ne connaissait pas d'abus, qu'il n'y avait rien à constater dans la capitale.

Mais l'honorable M. Funck a étudié la question avec un soin tout particulier, sa position le met à même d'être bien renseigné, et l'on a le droit d'admettre que si l'on ne connaît aucun abus c'est qu'il n'en existe pas beaucoup. Je ne nie pas qu'il y ait des abus ; je reconnais même qu'il en existe, mais quelle en est l'importance?

Sont-ils tels, que les particuliers ne puissent les extirper?

Ils se produisent dans les filatures de Gand ; mais quel est le nombre de ces établissements?

Il y a, je crois, trois établissements liniers à Gand ; il y en a six ou sept dans le pays.

Les directeurs ne pourraient-ils s'entendre pour régler le travail des enfants? Ne serait-ce pas plus simple que de recourir à notre intervention législative?

..... M. d'Elhoulgne ayant objecté qu'il suffit d'un seul dissident pour empêcher des mesures quelconques, M. le Ministre a répondu : Erreur incontestable!

Ce qui est arrivé à Liège prouve que l'unanimité est inutile; des charbonnages ont supprimé le travail des femmes, tandis que d'autres l'ont conservé.

Pourquoi certaines filatures ne pourraient-elles adopter le système du demi-temps, qui ne nuit pas à l'industriel, sans attendre l'unanimité des intéressés?

Les filateurs de coton ne sont pas bien nombreux non plus! Peut-être sont-ils tous signataires des pétitions. Pourquoi ne s'entendent-ils pas, au lieu, encore une fois, de demander au gouvernement des verges? Je suppose que sur dix filateurs, il y en ait huit qui consentent, croyez-vous que les deux autres puissent résister?

Ils ne l'oseraient pas. *L'opinion publique les contraindrait à suivre la courant de la majorité.*

Il est fort important de remarquer que les abus signalés se localisent surtout à Gand. L'administration communale n'est pas désarmée à cet égard, elle pourrait par un moyen très-simple résoudre la question.

Qu'est-ce qui empêche la ville de mettre un impôt sur les enfants qui travaillent plus de six heures par jour dans les fabriques?

Vous demandez que l'on commine une amende; les mêmes mesures seront nécessaires, et les résultats seront les mêmes.

Cette mesure locale serait le plus utile des enseignements: nous pourrions étudier sur le vif les effets de la mesure; et l'on saurait, par la plus instructive des expériences, si l'action de l'autorité produit de salutaires effets.

J'ai rempli ma tâche; je voulais vous apporter les considérations qui doivent être méditées; j'ai écarté, à ce que je crois, des allégations inexactes, j'ai signalé la prudence qu'il faut mettre à entrer dans une voie où la logique pourrait conduire plus loin qu'on ne veut; mais j'ai laissé la question entière et la porte ouverte à toutes les solutions.

Je crois avoir rempli un devoir en prémunissant le pays contre des exagérations et en montrant que, loin de marcher à la décadence, nous marchons vers le progrès, en le mettant en garde contre les entraînements de sentiments généreux qui ne conduisent au bien que quand ils se soumettent à la direction de la raison.

C'est par un froid et mûr examen que vous réaliserez l'objet de vos aspirations.

M. D'ELHOUËNE (1). Si vous ne favorisez pas, si vous ne protégez pas l'enfant pauvre dans sa santé, dans ses forces, dans son développement, ce qui est sa vie, vous établissez dans votre législation le contraste incroyable de l'enfant pauvre, abandonné par la loi, à côté de l'enfant riche, protégé à outrance par la loi.

Et en effet, dès qu'un enfant est riche, dès que le Ciel l'a fait propriétaire de quelque fortune personnelle, est-ce que votre loi civile n'intervient pas avec persistance, avec énergie, pour se mettre entre l'enfant et ses parents, afin d'empêcher la dilapidation de la moindre parcelle de son patrimoine? Est-ce que, dès que l'enfant est propriétaire, le père ne voit pas la loi se dresser entre son enfant et lui, et lui dire: Tu n'iras pas plus loin?

Partout la protection est écrite, partout la loi entoure l'enfant riche de sa

(1) Séance du 19 janvier.

protection constante, et ici, quand il s'agit de l'enfant pauvre qui n'a que sa santé, que ses forces, que la propriété de son travail actuel, qui est peu de chose, et l'espoir de son travail dans l'avenir qui sera tout pour lui, la loi ne le protégerait pas! Il y aurait deux législations, l'une qui protège à l'excès peut-être l'enfant riche, l'autre qui ne veut rien faire pour protéger l'enfant pauvre!

..... Quand je veux que le législateur intervienne entre l'enfant et l'imprévoyance ou l'ignorance des parents, ce n'est pas que je veuille calomnier nos ouvriers.

Je suis convaincu et je sais que dans nos populations ouvrières les nobles sentiments de la paternité et de la maternité existent. Mais il faut tenir compte de la fatalité des positions.

Lorsque le père est placé, par l'appât du salaire d'un enfant, devant la perspective de pouvoir améliorer la condition de sa famille entière, comment voulez-vous qu'il résiste? Et une fois que le mal est fait, quand même il voudrait le faire cesser, comment voulez-vous qu'il y parvienne?

Le travail des manufactures, c'est le travail d'ensemble, où l'individu se perd dans le mouvement général, où les machines sont le principal et l'homme l'accessoire; et dès que le mouvement est imprimé, il faut que tout le monde le suive; qu'est-ce qu'un ouvrier peut faire pour son enfant dans ce tourbillon? Comment voulez-vous que cet infortuné revienne sur ce qu'il a fait, change ce qu'il a fait?

Il faut donc quelque chose de plus fort que la volonté du père, quelque chose même de plus fort que la volonté du maître; il faut que la loi parle et se fasse obéir.

On a nié, Messieurs, on a nié souvent qu'il y eût des abus. Eh bien, dans le remarquable rapport que M. l'échevin Wagner, de Gand, a fait sur la question, il a rappelé les paroles prononcées par un des premiers industriels de Gand au congrès catholique de Malines, par M. Cassiers de Hemptinne, qui a proclamé que les abus existent, qui a déclaré que lorsque le travail est actif les abus sont graves, et que les femmes et les enfants ont été obligés de travailler plus de quinze heures par jour.

Il y a donc un mal. Il faut un remède. La législature a non-seulement le droit d'intervenir, mais c'est pour elle le plus impérieux des devoirs. Du moins, j'en ai la conviction profonde.

M. le Ministre de l'intérieur ne repousse pas l'idée d'une législation sur le travail des enfants par des objections aussi caractérisées que toute loi sur le travail des adultes ou sur le travail des femmes. M. le Ministre nous a apporté, comme il l'a dit lui-même, présenté l'exposé des motifs du projet de loi qu'il croit ne devoir pas présenter. M. le Ministre, il est vrai, a réduit la chose à sa plus simple expression, admettant simplement une limitation de la durée du travail des enfants combinée de manière à pouvoir, dans le travail des manufactures, se prêter au travail par relais, celui qu'on appelle le demi-temps en Angleterre, et qui consiste tout simplement pour le travail auxiliaire de l'enfant à côté de l'ouvrier, à faire remplir la journée par deux enfants dont l'un travaille la première moitié du jour, et l'autre la seconde moitié; et l'on pourrait en ajouter un troisième, si le travail se prolongeait pendant dix-huit heures au lieu de douze.

M. le Ministre ne veut rien de plus. La limitation à 6 heures pour l'enfant

dans les manufactures ; une limite variable pour l'enfant qui travaille dans les ateliers. Du reste, aucun minimum d'âge pour l'admission. On pourrait admettre des enfants à tout âge. La limite du temps de travail paraît à M. le Ministre une garantie suffisante pour empêcher les abus.

Et il faut encore que la limite de temps ne puisse s'appliquer que jusqu'à l'âge de 12 ans et de 13 ans au plus, comme extrême limite.

Vous voyez que c'est bien peu. Cependant M. le Ministre s'en effraye encore. J'avoue que je m'en étonne.

M. le Ministre multiplie les objections. Il demande s'il est bien certain que cela fasse du bien ? Si l'on ne fera pas une loi sur le papier, inefficace comme en France ? Si l'on ne diminuera pas le nombre des enfants qui travaillent ? Si l'on ne jettera pas les enfants, non à l'école, mais sur la rue et dans les petits ateliers ?

Je ne partage aucune de ces terreurs.

Que ces mesures ne fassent aucun bien, M. le Ministre peut voir le contraire en Prusse, en Angleterre, en France même, quoique la loi n'y ait pas eu beaucoup d'efficacité et je dirai tout à l'heure pourquoi.

Mais ce qui est décisif, c'est que tous les pays qui ont des lois sur la réglementation du travail des enfants, n'y ont jamais renoncé. Ils ont renforcé leur législation ; ils l'ont perfectionnée ; ils ont multiplié les applications ; ils se sont remis à l'œuvre chaque fois qu'un abus nouveau se présentait, chaque fois qu'on cherchait à éluder la loi ; jamais ils n'en sont revenus à l'ancien système, que M. le Ministre veut maintenir, du laisser faire et du laisser passer.

On aura, dit M. le Ministre, une loi sur le papier, comme en France. Mais en France, il y a une loi sur le papier, parce que la loi est mal exécutée. La loi française est très-bonne, trop bonne peut-être, parce qu'elle est trop générale, qu'elle a voulu tout prévoir, mais il lui manquait la sanction ou plutôt son véritable moteur : il lui manquait un système d'inspection vigoureusement organisé.

En Angleterre aussi, tant qu'on n'a pas eu un système d'inspection très-sérieusement organisé, un système d'inspecteurs nommés par le gouvernement, la loi a été paralysée, inefficace, éludée.

Mais le jour où l'on a eu une inspection énergique, indépendante, haut placée, relevant du gouvernement, à l'abri des influences et des résistances locales, dès ce jour les abus ont peu à peu, je dirai même rapidement disparu.

En France, l'exécution de la loi a été remise à des commissions locales et à des inspecteurs, que souvent on s'est abstenu de nommer, et qui, exerçant des fonctions honorifiques, ne pouvaient lutter contre les intérêts et les préjugés locaux. Les inspecteurs existaient sur le papier pour la plupart ; ceux qui existaient réellement n'avaient pas de pouvoir.

Mais, vous le savez, une loi vient d'être élaborée en France, loi conforme au rapport de M. Forcade de la Roquette, ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et par laquelle l'inspection sera organisée, comme en Angleterre, avec énergie et avec efficacité,

En France donc la loi de 1841, qui était impuissante, produira bientôt les mêmes avantages qu'on a retirés d'une législation similaire en Angleterre.

M. le Ministre craint que notre loi ne diminue le nombre des enfants qui

travaillent. Certes, si on met une limitation d'âge pour être admis dans les manufactures, par exemple, 10 ou 12 ans, un certain nombre d'enfants cesseront de travailler; mais ces pauvres et frères enfants de 8 ou 9 ans, quelle somme de travail peuvent-ils produire? Quelle somme de richesse disparaîtra du sol de la Belgique parce que quelques centaines d'enfants de cet âge auront été soustraits à des travaux prématurés, à des travaux excessifs?

M. le Ministre semble commettre une erreur, d'ailleurs, quand il voit dans le travail par relais un mal pour les enfants. En effet, le travail par relais exigera un nombre plus considérable d'enfants; si les enfants manquent, les salaires s'élèveront et ils arriveront, pour la demi-journée au chiffre où ils sont aujourd'hui pour la journée entière. Si les enfants manquent, on prendra, pour les remplacer, comme auxiliaires, des jeunes gens dont le salaire recevra aussi un accroissement proportionnel à l'augmentation de la demande qu'il y aura pour leur travail.

Il n'y a donc de préjudice pour personne.

M. le Ministre ne croit pas que les enfants, éloignés de la fabrique par leur âge, en jouissant du demi-jour de repos, iront à l'école. Il suppose qu'ils seront jetés dans la rue ou se réfugieront dans les petits ateliers, où ils seront martyrisés et exploités bien plus que dans les manufactures de la grande industrie. Je ne vois aucun fondement dans toutes ces craintes.

Quant à l'école, il est un fait que je suis heureux de signaler à la Chambre, c'est qu'on ne doit pas s'inquiéter de la disposition des parents à envoyer leurs enfants à l'école, du moins en ce qui concerne les populations manufacturières; partout où il y a une école, les parents s'empressent d'y envoyer leurs enfants; il manque plus d'école aux enfants que d'enfants aux écoles. Dans les Flandres, et spécialement à Gand, les parents sont heureux d'envoyer leurs enfants à l'école, surtout quand on y apprend le français. Dans toutes les écoles où, comme à Gand, on enseigne le français en même temps que le flamant, les élèves ne manquent jamais.

Pourquoi, en effet, les parents retirent-ils leurs enfants de l'école avant qu'ils aient reçu une instruction suffisante? C'est l'appât du salaire qui les séduit. C'est parce que l'enfant lui-même veut aller travailler pour gagner aussi quelque chose. S'il n'y avait pas cette tentation du salaire, cette tentation malsaine et triste pour les parents de spéculer sur le salaire additionnel de l'enfant qui doit quelque peu augmenter leur budget, ils feraient de l'enfant, après l'âge de huit ans, ce qu'ils en ont fait avant cet âge; ils l'envoyeraient avec bonheur, avec reconnaissance, à l'école gratuite que la commune ouvre pour tous.

C'est pour cela qu'à Gand on a réservé la question de l'enseignement obligatoire et même de l'enseignement exigé des enfants travaillant dans les manufactures.

Il a été reconnu que le stimulant est assez fort et qu'il n'est pas besoin de contrainte; que lorsqu'il n'y a pas lutte entre le désir d'envoyer les enfants à l'école et la tentation de leur salaire, il ne faut point de coercition, point de pénalité.

Tous veulent l'instruction. C'est la question seule du salaire qui fait échouer la bonne volonté et l'amour de l'instruction qui est cependant dans tous les cœurs parmi les ouvriers de nos Flandres.

L'honorable Ministre de l'intérieur craint qu'au lieu d'aller à l'école les en-

fants n'aillent se réfugier dans de petits ateliers. Mais, Messieurs, dans les petits ateliers les salaires sont si petits ! Et puis, on pourrait suivre la méthode adoptée en Angleterre.

En Angleterre, lorsqu'on a vu des enfants se réfugier dans les petits ateliers et y être soumis à un travail excessif, prématuré, on a étendu la loi à ces petits ateliers, on a remédié à l'abus. Chez nous, si les faits parlent, si des abus se produisent, on y remédiera de même.

Mais peut-on, comme le fait M. le Ministre de l'intérieur, conclure des abus hypothétiques, qui ne se produiront peut-être pas, à la perpétuation des abus qui existent et dont nous nous plaignons ?

L'honorable Ministre nous a prémunis contre le charlatanisme des médecins qui droguent leurs malades quand même ; et il nous a engagés à ne pas dispenser aux populations des lois fallacieuses qui n'apporteraient à leurs maux véritables qu'un remède dérisoire.

Il y aurait beaucoup à dire sur cette argumentation de l'honorable Ministre de l'intérieur, et je l'engage à voir dans le traité de Jérémie Bentham sur les sophismes parlementaires, de quel nom l'illustre savant qualifie ces sophismes-là.

Je me contenterai de prendre l'honorable Ministre en flagrant délit de faire ici de la médecine sans diplôme.

En effet, il nous a présenté un petit remède familial pour en finir tout à coup avec le mal dont nous nous plaignons.

Pourquoi, s'est-il écrié, nos fabricants ne s'entendent-ils pas ? Il suffirait qu'ils s'entendissent. Est-ce donc si difficile ? Il y a Gand, selon lui, trois établissements qui filent le lin et un petit nombre de filatures de coton. Pourquoi les industriels qui dirigent ces filatures ne s'entendent-ils pas ?

M. le Ministre, je me permets de vous faire remarquer que vos renseignements statistiques ne sont pas des plus exacts.

Ce n'est pas 3 filatures de lin qu'il y a à Gand, mais 22. Ce n'est pas quelques filatures de coton, mais 37. Ce qui fait 59 établissements.

Vous conviendrez déjà que l'entente entre 59 industriels est un peu plus difficile qu'entre 3 ou 4. L'unanimité est impossible.

Une convention pareille n'a, du reste, pas de sanction du tout ; elle ne peut avoir ni durée, ni efficacité, ni valeur.

Quelle pénalité, quelle intervention de tribunaux y aura-t-il, d'après vous, si un fabricant cesse de satisfaire à l'arrangement convenu ? Et dès que l'un d'eux manque à l'engagement pris, est-ce que tous les autres ne se croient pas déliés ?

Mais ce n'est là qu'un côté de la question, une face des objections multiples que le moyen suggéré par l'honorable Ministre de l'intérieur fait surgir.

La question, en effet, ne concerne pas seulement les chefs d'industrie ; la question concerne aussi les ouvriers ; elle concerne, d'un autre côté, les enfants des ouvriers. Si tout cela est réglé par une convention, c'est un nouveau champ de luttes que vous ouvrez entre le maître et l'ouvrier, entre qui il existe déjà tant de sujets de dissensions, tant de sujets qui peuvent amener une guerre, toujours déplorable. Dès que c'est une convention, il est évident qu'il y aura entre l'ouvrier et le maître des tiraillements, des débats incessants, tantôt pour changer la convention, tantôt pour la détruire, tantôt pour la renforcer. Au lieu d'avoir amené l'harmonie, vous aurez, au contraire,

amené une cause nouvelle de dissension grave entre le maître et l'ouvrier. M. le Ministre aurait là le mal qu'il n'a pas vu au lieu du bien qu'il voulait faire.

Mais M. le Ministre a proposé une autre solution : ce que la loi ne peut pas faire, une taxe communale le fera. Pourquoi, a-t-il dit, les villes, les grandes villes manufacturières qui veulent réglementer le travail des enfants dans les manufactures et qui veulent pour cela que le législateur intervienne et commine des amendes; pourquoi ces villes n'établissent-elles pas une taxe sur le travail des enfants qui n'ont pas l'âge indiqué par la raison et par la nature pour être soumis à des travaux pénibles et pendant un temps indéfini ?

M. le Ministre a-t-il réfléchi, je ne dirai pas à la nature révoltante de cette taxe, mais à la question de savoir qui paierait cette taxe ? Cette taxe, mais elle serait payée par l'enfant ! Ainsi après avoir admis l'enfant à travailler avant l'âge, après l'avoir cloué au travail pendant un temps plus long que ses forces ne le lui permettent, on lui enlèverait encore une partie de son pauvre petit salaire ! Et du maître, que ferez-vous ?

Lui ferez-vous prendre une patente d'exploiteur d'enfants, je pourrais peut-être dire d'éreinteur d'enfants ? Cela n'est pas sérieux et ce serait odieux. Le funeste présent que M. le ministre veut faire à nos villes manufacturières, croyez bien qu'elles le repousseraient avec indignation, parce que cela contrarierait et leurs vives sympathies et leur ardente sollicitude pour les classes laborieuses.

Mais, je m'empresse de le dire, je ne suis pas éloigné d'admettre une solution communale de la difficile question de réglementer le travail des enfants.

En effet, la loi a déjà confié aux communes l'instruction de l'enfance : elle leur confierait aussi la protection de l'enfance. On voit qu'elle ne ferait que réunir deux intérêts qui se touchent intimement.

Si la loi réglait le principe du travail des enfants, si la loi réglait les conditions de la réglementation, elle pourrait peut-être abandonner à l'autorité locale le soin d'appliquer ces règles à chaque industrie, de telle façon que la loi poserait seulement les principes et que l'autorité locale serait juge de leur application dans le cercle de la commune et des industries que celle-ci renferme.

Si cette solution nous était présentée en ce qui concerne nos manufactures, nous ne reculerions pas ; l'autorité locale sait suffire à ce grand intérêt de l'instruction de l'enfance que la loi lui a remis ; je ne doute pas qu'elle saurait suffire également au grand intérêt de la protection de l'enfance.

Mais, pour qu'une solution pareille soit efficace, il faut, pour la réglementation du travail des enfants dans les manufactures comme pour l'instruction des enfants dans les écoles communales, qu'il y ait, à côté de l'autorité communale qui réglemente, une inspection venant de plus haut qui veille à l'application de la loi.

Si vous remettiez entre les mêmes mains la réglementation du travail et l'inspection, la loi serait inefficace parce que l'inspection, qui procède du principe local, serait nécessairement paralysée par les influences locales, par les intérêts locaux. Si, comme en Angleterre, comme on va le faire en France, comme cela existe en Prusse et dans d'autres pays encore, le gouvernement instituait, lui, l'inspection en laissant aux localités le soin de faire l'applica-

tion du système, on aurait peut-être une solution, une solution pratique du problème.

Car, Messieurs, remarquez-le, du moment que c'est la commune qui décide l'application, beaucoup de difficultés, beaucoup d'objections, beaucoup d'obstacles disparaissent immédiatement ; les autorités communales peuvent mieux apprécier les besoins de chaque localité, dans quelle mesure la réglementation peut être admise, à quelles industries elle peut être appliquée. Ensuite, il s'établira entre les villes une *émulation pour la protection de l'enfance* comme, heureusement, il en existe une pour l'instruction de l'enfance et nous arriverions ainsi peut-être à résoudre le grand problème qui nous occupe en le simplifiant, en le localisant, mais en laissant planer sur l'action locale qui réglementerait le travail des enfants, l'inspection par des fonctionnaires choisis par l'État, qui ferait que l'exécution du règlement comme l'exécution de la loi serait uniforme d'abord, efficace et impartiale ensuite.

.....

M. FRÈRE ORBAN (1). Il faut un certain courage pour combattre les mesures du genre de celles qui ont été indiquées. Pour les justifier, on invoque les sentiments d'humanité ; on nous dit combien est malheureuse la condition des femmes et des enfants condamnés à un travail excessif, souvent au-dessus de leurs forces.

Et que nous demande-t-on pour faire cesser ces maux ? Quelques lignes, un bout de loi insignifiant ! Et nous ne consentons pas à venir immédiatement et sur l'heure vous l'apporter ! Que nous en coûterait-il d'écrire ces quelques lignes ? Nous recevrons les applaudissements de tous ceux qui attachent la plus haute importance à ces questions ; bien peu probablement nous critiqueraient, et cependant nous ne nous décidons pas à venir vous proposer la mesure que l'on réclame.

Pourquoi ? c'est que nous avons une conviction, une conviction profonde : nous sommes persuadés que des mesures de ce genre émanent d'un principe dangereux ; qu'elles sont tout au moins inefficaces et qu'elles sont le plus souvent funestes à ceux que l'on veut protéger.

D'abord, on ne saurait le méconnaître, le principe d'une pareille loi est mauvais. Je n'examine pas maintenant s'il peut y avoir quelque nécessité de la décréter ; je n'en considère pour le moment que le principe, et je le déclare mauvais.

Je dis, ensuite, que si une loi de cette nature est limitée à certaines industries seulement, elle doit avoir des conséquences funestes, et que si, pour être efficace, elle doit s'étendre à toutes les industries, grandes ou petites, elle est absolument impraticable. Ce sont ces propositions que je vais m'attacher à démontrer et qui rencontrent directement la thèse qui a été développée par l'honorable M. d'Elhounghne.

Toute réglementation du travail est une atteinte à la liberté individuelle. Je parle ici, bien entendu, du travail des majeurs. Et je déclare tout d'abord que par majeurs j'entends, en parlant du travail, non pas ceux qui sont

(1) Séance du 19 janvier.

arrivés à la majorité déterminée par le Code civil, mais ceux qui ont atteint l'âge de seize à dix-huit ans, et qui sont parfaitement en état de juger quel est le travail auquel ils veulent se livrer et les conditions dans lesquelles ils veulent s'y engager.

Quant aux mineurs, il en est certes autrement. Ici l'intervention du pouvoir est incontestablement légitime. Il existe un droit de tutelle; nos lois civiles le consacrent. Elles n'investissent pas les parents d'un pouvoir absolu, discrétionnaire, qui ne permettrait aucune espèce d'intervention en ce qui toucherait leurs enfants.

Régler, réglementer le travail des enfants est donc une mesure qui, en principe, ne pourrait être contestée. Mais, si l'on ne peut contester la légitimité du principe, on doit admettre que c'est une mesure exceptionnelle, une mesure grave. Il faut admettre qu'elle a pour effet de destituer du bénéfice du droit commun toute une classe de la société, qu'on veut relever, et de restreindre pour elle des droits qu'elle tient en partie de la nature, en partie de la loi.

Eh bien, je me demande si, au temps où nous vivons, la loi que les patrons sollicitent, que certains ouvriers réclament également, je me demande si cette loi, que l'on appelle aujourd'hui et qui serait votée demain, ne serait pas bientôt un grief des populations ouvrières ?

C'est une loi qui nous ferait dire : Nous, législateurs, gens sensibles, nous plaçons sous une sorte de surveillance de police non pas ceux qui ont failli, mais toute une classe de la société, suspecte d'abuser de la puissance paternelle.

Je demande, Messieurs, si ce n'est pas un danger, en croyant faire quelque bien, que de laisser de pareilles idées se développer peut-être au sein des masses populaires ?

Toutefois, et sans insister plus qu'il ne convient sur ces considérations, nous avons à nous demander si, en supposant que la loi soit indispensable, elle pourrait avoir quelque efficacité; car une loi aussi grave que celle-là ne pourrait être faite et sanctionnée que si l'on avait la conviction qu'elle produira tout le bien qu'on en attend.

Eh bien, Messieurs, je constate un fait. Depuis plus de vingt ans, je m'occupe de cette question. Elle était ouverte quand je suis arrivé pour la première fois au pouvoir. J'ai lu la plupart des écrits qui ont été publiés sur cette matière; j'ai suivi attentivement la marche des législations dans les pays qui ont adopté le principe de la réglementation, et je ne suis pas arrivé à me convaincre que ces législations eussent une efficacité réelle.

Je cite la France : le fait est universellement attesté; on a introduit en 1841 une loi réglant le travail des enfants dans les manufactures; il ne s'agit pas d'une loi trop générale, mais d'une loi qui ne s'applique qu'à la grande industrie, extrêmement limitée par conséquent. Eh bien, cette loi est restée une lettre morte.

C'est le défaut d'inspection, dit-on, qui a empêché cette loi d'avoir les bons résultats que l'on en espérait; on n'avait pas une inspection assez puissante, assez fortement organisée, et c'est là ce qui a fait échouer la loi. Non ! la loi a échoué parce que des mesures de ce genre échouent à peu près partout.

Je sais bien que je combats ici une idée qui est acceptée presque généralement, et qui consiste à croire que dans les autres pays ces lois, par cela seul qu'elles existent, produisent un bien considérable. Mais ce que nous aurons d'abord indiqué par le raisonnement, nous l'appuierons de preuves positives, et on me permettra peut-être, sur ce point, quelques citations.

Je dis donc qu'en fait la mesure a échoué en France. On en était convaincu dès 1847 ; dès 1847, on a préparé un projet destiné à modifier la législation antérieure. Aucune suite n'y a été donnée.

Souvent il est arrivé que des conseils généraux se sont interposés, ont fait des efforts, ont même rémunéré des inspecteurs spéciaux, afin d'arriver à l'exécution de la loi ; — toujours en vain. Nous sommes en 1869, et l'on attend une législation nouvelle. Un décret récent de l'empereur a provisoirement transféré l'inspection aux officiers des mines. Je suis persuadé, quant à moi, qu'on n'arrivera pas à un résultat bien sérieux.

Mais l'Angleterre ! L'Angleterre, qui a toujours été invoquée en cette matière, a fait beaucoup de lois : il y a 60 ans que le principe de la réglementation a été introduit dans la législation anglaise, et depuis 30 années surtout on s'est occupé de cette matière avec la plus grande vigilance et avec la plus grande énergie. On en sera bientôt à la vingtième loi sur cet objet. Eh bien, Messieurs, après 60 années, ou plutôt après 30 années pour ne pas exagérer, car je reconnais que les efforts n'ont pas été considérables pendant les 30 premières années, bien que la législation existât, après 30 années on devrait pouvoir nous présenter une situation complètement satisfaisante.

M. le ministre de l'intérieur désirant lire autre chose que des rapports d'inspecteurs, lesquels, de très-bonne foi, mais par une illusion naturelle, sont généralement d'avis que leur inspection est nécessaire que les choses qu'ils inspectent sont très-bien inspectées, a envoyé en Angleterre une personne chargée d'examiner comment la loi était exécutée dans ce pays et qu'elles en étaient les conséquences.

Voici ce que je lis dans le rapport adressé à M. le ministre de l'intérieur, à la suite de cette mission.

Après avoir indiqué la nature des dispositions qui existent sur cette matière, la personne, très-compétente, très-capable, chargée de cette mission, continue ainsi :

« On peut entrevoir déjà quelles difficultés le gouvernement doit rencontrer en pratique pour faire observer les lois limitatives de la durée du travail ; quelle surveillance active et incessante, quelle sévérité il lui faut déployer pour faire courber tous les fabricants sous la même loi et ne pas permettre à un seul de faire à ceux qui observent la loi une concurrence illégale, en la violant impunément à leurs dépens.

» Et cependant, malgré tout le pouvoir, pouvoir qui va jusqu'à l'arbitraire, que le Parlement a mis entre les mains de l'administration, malgré l'énergie avec laquelle celle-ci en fait usage, on n'est pas arrivé jusqu'ici à des résultats tout à fait satisfaisants pour la répression des contraventions. Il est si facile à un manufacturier peu scrupuleux de gagner cinq minutes à chaque fois que le travail cesse et commence ; il est si difficile de constater de pareilles infractions quand elles ont pour complices les ouvriers eux-mêmes.

Remarquez, Messieurs, que je cite ici l'opinion d'une personne favorable à la réglementation et concluant à cette réglementation.

Après la constatation des faits, on s'est dit : Les fabricants ne se plaignent pas de la loi. — Il examine cette objection, et voici comment il s'explique à cet égard :

« S'ils ne se plaignent pas de la loi elle-même, ils se plaignent vivement de ce qu'elle n'est pas exécutée fidèlement par tous leurs concurrents, et de ce que les inspecteurs ne parviennent pas à faire cesser les contraventions. Mais ce n'est pas chose aisée à faire que de tenir la main à l'exécution d'une pareille loi. Il n'est pas difficile, pour ceux qui veulent frauder la loi, de faire commencer le travail cinq minutes plus tôt, de le faire cesser cinq minutes plus tard le soir, de faire de même dans la journée, avant et après chacun des deux repas, et de gagner de cette façon une demi-heure par jour, sans que les inspecteurs puissent constater le délit ou obtenir une condamnation. Les manufacturiers peu scrupuleux à l'endroit de la loi font surveiller l'approche des inspecteurs, et si cette surveillance est déjouée, les inspecteurs ne parviennent encore qu'à découvrir un seul de ces six délits, car on aura bien soin que tout se passe en règle dans la fabrique le reste de la journée, et les tribunaux ne se décident pas facilement à prononcer une condamnation pour cinq minutes de travail au-delà du temps fixé par la loi. »

Cela se présente cependant tous les jours : souvent, les feuilles anglaises annoncent des poursuites intentées pour contraventions de ce genre.

Mais les inspecteurs, par hasard, n'auraient-ils pas assez de pouvoirs ? Voilà la question.

Eh bien, vous allez voir à quoi l'on se soumet dans un pays quand on y introduit le régime dont nous nous occupons.

Le Royaume-Uni est divisé en quatre districts; chaque district a un inspecteur et un nombre indéterminé de sous-inspecteurs, selon les besoins du service. Les inspecteurs et les sous-inspecteurs, investis de pouvoirs extraordinaires, ont le droit d'entrer à toute heure du jour et de la nuit dans toutes les manufactures où l'on travaille *et même dans toute maison qu'ils soupçonnent être une manufacture*. Il ont le droit de visiter les écoles fréquentées par les enfants des manufactures et de se faire accompagner dans les établissements par le médecin du district désigné pour donner les certificats (*certifying surgeon*), et par un agent de police ou un officier de paix.

Ils ont le droit d'interroger, soit seuls, soit en présence d'une autre personne, tout individu qu'ils rencontrent dans une manufacture ou dans une école ou même tout individu qui a travaillé dans une manufacture pendant les deux mois qui précèdent le moment où ils désirent l'interroger. Ils ont le droit d'examiner et de vérifier les registres, certificats, notes et généralement les documents dont la tenue est prescrite par la loi. Ils dressent les procès-verbaux et citent les contrevenants devant la justice. Ils nomment et révoquent les médecins chargés de délivrer les certificats constatant l'âge des enfants et leur aptitude au travail, et fixent les honoraires que les manufacturiers doivent leur payer.

Les sous-inspecteurs remettent aux inspecteurs un rapport *hebdomadaire* sur les travaux de leur division et les inspecteurs présentent tous les *six mois* un rapport au Parlement sur la manière dont la loi a été exécutée dans leur district.

La sollicitude de l'autorité pourrait-elle être plus grande et les pouvoirs des agents plus étendus ?

Et, à ce propos, une réflexion me vient, que je me permets de vous soumettre. On se préoccupe beaucoup, et avec raison, de tout ce qui peut garantir la liberté individuelle et la liberté du domicile. L'honorable M. Thonissen, répétant un adage de mon pays, disait l'autre jour qu'il a été ainsi formulé, il y longtemps : « *En sa maison, pauvre homme roi est.* »

Et l'on parle comme de la chose la plus simple et la plus naturelle de porter de graves atteintes à la liberté, non pas de quelques personnes isolées, par accident ou par nécessité sociale, mais de classes entières de la société, parce qu'elles sont pauvres et livrées au travail, et de mettre toutes les manufactures à la discrétion de certains fonctionnaires ! Ils peuvent y pénétrer quand bon leur semble, le jour, la nuit, et s'y livrer à toutes sortes de perquisitions !

Messieurs, à force d'inspecteurs et à force d'inspecter en Angleterre, on est arrivé à y constater une chose : c'est qu'il importe beaucoup, en cette matière, que la loi soit uniformément exécutée. Si elle n'est pas exécutée avec la même rigueur dans chacun des districts, il en résulte les plus sérieux inconvénients au point de vue industriel.

En effet, on comprend que s'il y a tolérance dans certains districts, tandis qu'il y a sévérité dans d'autres, les industriels de ces derniers doivent perdre leurs ouvriers et se trouver exposés à la ruine, tandis que ceux des premiers districts s'enrichiront.

Aussi a-t-il fallu, pour assurer l'exécution complète et uniforme de pareilles mesures, la centralisation la plus extraordinaire que l'on puisse rêver. On pourrait croire qu'il suffit qu'il y ait des inspecteurs pour que la loi soit convenablement appliquée. Il n'en est rien ; il faut que les inspecteurs se réunissent à Londres, où il y a une administration centrale. Là, ils se communiquent leurs rapports ; ils échanagent leurs instructions ; ils se mettent d'accord sur tous les points, sur une manière uniforme d'opérer dans chaque district.

Et à cette occasion, il faut me permettre de faire une remarque sur le moyen qui a été suggéré, moyen dont a parlé tout à l'heure l'honorable M. d'Elhounghne, celui de communaliser l'inspection, celui de donner à l'autorité communale le droit de réglementer le travail des enfants dans les manufactures.

Vous voyez par ce qui se passe en Angleterre, ce qui arriverait si, d'un côté, les administrations se moutraient sévères, alors que de l'autre elles feraient preuve d'une indulgence extrême. On reconnaîtrait bientôt, comme l'expérience l'a prouvé en Angleterre, que l'uniformité est essentielle pour ne point sacrifier ou protéger illicitement certaines industries où le travail se trouve réglementé.

Maintenant, Messieurs, comment est-on arrivé en Angleterre à introduire ces principes dans la législation et à les faire sanctionner et exécuter dans une certaine mesure. — C'est grâce à un immense mouvement d'opinion qui a eu lieu en Angleterre, à cause des abus révoltants qui avaient été signalés dans ce pays. Or, comme l'a dit l'honorable ministre de l'intérieur, jamais, en Belgique, des abus aussi déplorables n'ont été signalés. Certes, des abus existent ; on ne peut le nier : mais les choses ont été poussées à ce point en Angleterre, les abus étaient tellement révoltants, qu'il y a eu un mouvement d'indignation générale. Le législateur a été appuyé par le mouvement ; les inspecteurs l'ont été également.

Ici, comme on l'a rappelé tantôt, on s'occupe depuis vingt-cinq ans de cette question; une enquête considérable a été faite en 1843, attestant les travaux les plus remarquables faits par des hommes désintéressés. Ce sont les conseils de salubrité publique, celui de Bruxelles en particulier, qui ont examiné à fond les grandes et les petites industries. Avez-vous vu un grand mouvement se produire? avez-vous entendu réclamer par le pays une loi sur le travail des enfants dans les manufactures? Non; et lorsque les projets de loi qui étaient la conséquence de ces enquêtes ont été proposés, il y a eu immédiatement une grande résistance, et l'on n'a pas donné suite à ces projets.

Dix ans se passent; nous arrivons en 1858. — Les industriels de Gand, aux intentions desquels je me plains à rendre hommage, car évidemment c'est par le meilleur sentiment qu'ils ont agi en cette circonstance, les industriels de Gand, dis-je, demandent de ne plus avoir sous les yeux le triste spectacle dont ils se plaignent : ils sont prêts à se soumettre aux dispositions que le gouvernement voudra bien proposer.

Les industriels de Gand sollicitaient donc des mesures de la législation; nous faisons une nouvelle enquête, nous la faisons avec solennité; nous interrogeons les chambres de commerce, nous interrogeons les autorités compétentes, et à quelles conclusions arrivons-nous? A un résultat fort peu favorable à la réglementation.

Voici, Messieurs, le résumé de l'enquête de 1859 :

L'enquête, prise dans son ensemble, constate que des mesures de police ne sont nécessaires que pour un très-petit nombre de manufactures et dans un petit nombre de localités.

La députation du conseil provincial et la chambre de commerce d'Anvers font remarquer que leur ressort étant plutôt commercial et maritime qu'industriel, elles n'ont pu examiner les questions d'application avec toute la compétence nécessaire.

La chambre de commerce de Gand insiste pour que la réglementation n'atteigne que les grandes industries, notamment la filature et le tissage du coton, du lin, de la laine et de la soie.

Les députations des conseils provinciaux du Limbourg et du Luxembourg constatent qu'une loi est inutile pour les usines situées dans ces provinces.

La chambre de commerce de Nivelles déclare que, dans les usines et les fabriques de l'arrondissement, le travail ne se prolonge pas, d'ordinaire, au delà de douze heures.

La députation du conseil provincial et la chambre de commerce de Liège pensent qu'une loi n'est pas indispensable pour l'industrie de leurs ressorts respectifs.

La députation du conseil provincial et la chambre de commerce de Namur sont d'avis qu'il serait sage de limiter la mesure au petit nombre de branches d'industrie où des abus graves ont été constatés, et qu'il y aurait grande difficulté, pour la plupart des manufactures de la province, à se soumettre aux dispositions projetées.

La députation du conseil provincial du Brabant croit qu'il serait difficile de citer ailleurs que dans les filatures les abus auxquels on veut obvier, et qu'il y a lieu, pour le moment, de ne s'occuper que des industries gantoises. La chambre de commerce de Bruxelles émet le même avis.

L'autorité communale de Verviers constate qu'une loi est inutile pour l'arrondissement.

La députation du conseil provincial du Hainaut et la chambre de commerce de Mons ne voient ni nécessité ni utilité de faire intervenir une loi pour les industries du ressort; cet avis est partagé par la chambre de commerce de Charleroi.

La chambre de commerce de Termonde pense que l'on atteindrait plus sûrement le but auquel tend le gouvernement, par la voie de l'encouragement que par celle de la répression.

La plupart des autres collèges entourent l'émission de leur avis de tant de restrictions, qu'ils paraissent plutôt subir que désirer l'adoption du projet de loi.

Tous, enfin, veulent que le plus grand nombre de nos industries soient laissées en dehors de l'application des mesures réclamées par les fabricants de la ville de Gand, pour le travail de la laine, du lin, du coton et de la soie.

Ainsi, sans compter l'arrondissement de Termonde, de nos neuf provinces, il en est sept où l'on déclare, d'une manière plus ou moins explicite, qu'il n'y a ni nécessité ni utilité de réglementer le travail des femmes et des enfants dans les manufactures.

Voilà en quels termes étaient analysés les documents que l'on mettait sous les yeux du conseil supérieur de l'industrie et du commerce en 1860; et l'on comprend que, malgré tout, il ne pouvait guère y avoir d'enthousiasme pour des mesures répressives. Voilà, Messieurs, la situation. Il ne faut pas se mettre en dehors des faits. Voilà ce que nous rencontrons, ce que nous trouvons après deux enquêtes. Vous voyez donc que bien certainement il n'existe pas en Belgique ce grand mouvement d'opinion publique, qui permettrait seul de trouver les forces nécessaires pour faire exécuter une pareille loi.

Aussi, Messieurs, ne pouvant méconnaître cette situation, l'honorable M. d'Elhoungne a-t-il fait remarquer que l'on ne demande pas que la disposition s'étende à toutes les industries; on demande qu'elle s'applique seulement à quelques-unes. Restons placés sur le terrain du conseil communal de Gand, des industriels gantois. Bornons-nous à faire ce qui est réclamé pour le coton, pour le lin, pour la laine et la soie. La laine serait déjà de trop ici, puisque Verviers, qui compte bien pour quelque chose en cette matière, n'est pas d'avis qu'il faille réglementer.

Eh bien, Messieurs, je me demande si ce n'est pas précisément à cause de la limitation des industries soumises à la réglementation, que la réglementation en cette matière est évidemment inefficace? Pour moi, je crois que c'est la véritable cause de l'échec; c'est parce que la mesure est forcément et nécessairement limitée à certaines industries, que les règlements dont il est question ne peuvent avoir aucune efficacité.

On invoque toujours les rapports des commissaires anglais en cette matière. Sans doute, on a raison; on peut y trouver certains arguments dans le sens de l'opinion que l'on soutient. Mais il s'y trouve aussi la preuve de la justesse des objections que j'oppose à cette opinion.

Voici, Messieurs, ce qui est constaté par les enquêtes anglaises, par les rapports des inspecteurs, par les rapports de la dernière commission qui a été nommée pour s'occuper spécialement du travail des femmes et des enfants dans les manufactures et dans les ateliers de toute espèce qui n'étaient pas encore

soumis à la réglementation. J'y trouve le preuve que dans le sentiment des hommes qui se sont occupés de ces matières, si l'on ne soumet pas toutes les industries au même régime, le but que l'on se propose ne saurait être atteint.

De l'aveu de la commission, aussi bien que de l'aveu des inspecteurs des usines, dont nous parlerons tout à l'heure, deux choses tendent à neutraliser les effets de la réglementation : D'un côté, le travail que la loi prohibe dans les fabriques s'exécute dans les petits ateliers et à domicile ; de l'autre côté, le travail des enfants et des femmes se déplace vers les industries où il reste entièrement libre. Les inspecteurs, d'accord sur ce point avec la commission instituée pour faire une enquête sur le travail des enfants et des jeunes personnes dans les industries, dont le travail n'a encore été soumis à aucune restriction légale, pensent que pour remédier à ce double inconvénient, il faut étendre l'intervention de la loi à toutes les industries et même aux petits ateliers.

À côté des usines auxquelles s'appliquent les dispositions de la loi, il y a, dit la commission, une foule de lieux de travail qui échappent à toute restriction et à toute surveillance; ce sont les petits ateliers, les maisons particulières, les écoles d'apprentissage, etc., et qui ne sont pas réputés *fabriques* et où se trouvent réunis un nombre d'ouvriers relativement faible, appartenant souvent au même ménage. Les restrictions apportées au travail dans les usines tendent à favoriser le travail dans ces petits établissements, et comme ils sont très-nombreux, il serait fort désirable, d'après la commission, que certaines mesures furent prises à leur égard. Voici comment s'exprime sur ce point le rapport en question (5^e rapport, p. 25) :

« Dans tous ces établissements, il serait hautement avantageux pour la santé, le bien-être et l'amélioration d'un très-grand nombre d'enfants, de jeunes personnes et de femmes, que la protection de la loi pût être étendue assez loin pour leur assurer des heures de travail modérées et régulières et pour améliorer la condition sanitaire des lieux où ils travaillent.

» Mais une semblable législation serait, avant tout, une protection et un avantage pour le grand nombre de très-jeunes enfants qui, dans beaucoup de branches de manufacture, sont mis par leurs parents à un travail prolongé et nuisible, dans des petites places, encombrées, malpropres et mal ventilées.

» Il est malheureusement démontré, à un degré de plénitude et à la dernière évidence, que les enfants de l'un et l'autre sexe n'ont besoin d'être protégés contre personne plus que contre leurs parents.

» Dans le résumé des témoignages reçus par la commission de 1840, cette commission dit : « Dans tous les cas, les personnes qui emploient les enfants » les plus petits et les plus jeunes sont les parents eux-mêmes, qui mettent » leurs enfants à l'un ou l'autre travail de manufacture, sous leurs propres » yeux, dans leurs propres maisons. »

» Les conséquences fâcheuses qui résultent, pour la santé et pour l'éducation des enfants, de ce travail auquel ils sont employés si jeunes par leurs parents, sont aussi manifestes maintenant qu'elles l'étaient en 1843. Le nombre de ceux qui sont employés d'une manière aussi cruelle et aussi nuisible est fort grand. La cause est restée la même. Dans l'immense majorité des cas, elle provient des habitudes irrégulières du père qui donne à ses plaisirs le commencement de la semaine, et qui, à la fin, fait travailler ses enfants avec lui pendant des heures qui se prolongent souvent bien loin dans la nuit.

» On serait injuste envers les patrons qui ont de grands établissements, si l'on plaçait ceux-ci sous un régime de réglementation et si l'on ne faisait rien quant aux heures de travail dans les ateliers de moindre importance, qui se livrent au même genre de travail.

» Et, à l'injustice que produiraient les conditions inégales de concurrence quant aux heures de travail si les petits ateliers étaient exempts de toute restriction, viendrait s'ajouter, pour les grandes manufactures, cet autre désavantage, que les femmes et les enfants qui y travaillent les quitteraient pour s'attacher aux ateliers auxquels la loi ne serait pas applicable.

» De plus, ce serait là un encouragement à la multiplication des petits lieux de travail, qui, presque invariablement, sont les moins favorables pour la santé, le bien-être, l'éducation et l'amélioration générale du peuple.

» Dans le chiffre de 1,400,000 individus cités plus haut (1) sont compris pour une très-forte proportion (probablement pour plus de moitié) les femmes et les enfants employés dans les soi-disant maisons particulières, où l'on fabrique des dentelles et de la bonneterie, dans les grands établissements où l'on façonne des articles de vêtement, et qui ne sont pas organisés de manière à constituer des fabriques proprement dites, dans les écoles où les enfants apprennent à tresser la paille, etc., et dans les nombreux petits ateliers où l'on travaille les métaux ou dans lesquels on se livre à quelque autre fabrication.

» Mais si le parlement jugeait convenable de placer la totalité de ce nombre considérable d'enfants, de jeunes personnes et de femmes sous la protection de la loi, — en les subordonnant à l'administration des inspecteurs des fabriques, là où il serait possible de le faire, et en stipulant certaines règles générales pour les autres cas, — il est incontestable que cette législation exercerait la plus heureuse influence non-seulement sur les êtres jeunes et faibles dont elle s'occuperait spécialement, mais encore sur l'ensemble des travailleurs adultes, qui, dans tous ces genres de travaux, ressentiraient directement ou indirectement son influence immédiate. Cette loi tendrait à faire adopter des heures de travail régulières et modérées, etc. »

Ceci se trouvait, Messieurs, dans le rapport de la commission spéciale dont je viens de parler; mais le rapport des inspecteurs des manufactures constate que les mesures prises à l'égard de certaines industries, de certaines fabriques, ont pour effet de déplacer les populations ouvrières. Et, ain-i, en ce qui touche l'introduction du système du demi-temps, qui est un système très-séduisant, en apparence, et qui, en certaines circonstances, a eu beaucoup de succès, on constate qu'il échoue presque toujours dès qu'il y a un autre emploi pour les enfants :

« Un grand fabricant de poteries de Glasgow m'a déclaré qu'une disposition de la loi qui lui a fait beaucoup de tort et qui lui en fera encore davantage par la suite, est celle qui fixe transitoirement à douze ans et définitivement à treize ans l'âge à partir duquel les enfants peuvent travailler pendant toute la journée. Comme il existe à Glasgow beaucoup de travaux auxquels on emploie des enfants, ceux que l'on refuse dans une fabrique de poterie trouvent

(1) Nombre auquel la commission évalue les femmes, les jeunes personnes et les enfants travaillant dans les industries dont elle s'est occupée dans ses 2^e, 3^e, 4^e et 5^e rapports.

facilement ailleurs de l'ouvrage pour la journée entière, et le salaire, dans les fabriques de poteries, n'étant pas très-élevé, il y a maintenant fort peu d'enfants qui y cherchent de l'emploi.

» Dans quelques branches de cette industrie, la difficulté d'avoir des enfants de l'âge requis est si grande que des ouvriers (1), plutôt que de se voir privés de cette assistance, préfèrent quitter l'atelier et émigrer, pour se livrer à un autre genre de travail. »

M. Redgrave, l'un des inspecteurs, fait ressortir encore tous les inconvénients du système du *demi-temps*, qu'il approuve d'ailleurs, auxquels les parents cherchent à se soustraire en occupant leurs enfants dans des industries auxquelles il n'est pas applicable, afin de retirer un salaire plus élevé de leur travail.

Il signale également les abus des petits ateliers, où les enfants sont soumis à un labeur excessif, et surtout ceux du travail en famille, où on les assujettit à travailler pour ainsi dire sans relâche.

Il se plaint enfin de ce que la loi ne peut s'appliquer que d'une manière restreinte; telle fabrique y est soumise, telle autre en est affranchie; et il en résulte des différences de conditions fort préjudiciables à certains établissements au point de vue de la concurrence.

Si la réglementation ne s'applique qu'à un certain nombre d'usines, elle ne peut avoir d'autre effet, dans les cas les plus généraux, que d'opérer le déplacement du travail.

Et maintenant, ces faits bien constatés, examinez quelle sera la situation en prenant la ville de Gand pour exemple et en supposant pour un instant que le régime qu'elle demande soit appliqué à ses usines ?

Combien y a-t-il d'enfants de 7 à 12 ans dans la ville de Gand? Il y en a 10,000 ou 11,000 environ.

Combien y a-t-il d'enfants employés dans les usines et dans les fabriques qui seraient soumis à la réglementation ?

Je ne veux rien dire de mon propre chef à cet égard. Je vais citer M. Groverman, qui faisait partie du conseil supérieur d'industrie, et qui a examiné et défendu le projet relatif à la réglementation. Voici ce qu'il dit :

« Dans l'industrie cotonnière, qui occupe 12,000 ouvriers à Gand, nous ne trouvons que 229 enfants âgés de moins de 12 ans, et encore, dans ces 229 enfants, y en a-t-il 126 qui sont âgés de 11 ans révolus, qui sont dans leur douzième année.

« Dans l'industrie linière, la situation est encore plus favorable. L'honorable M. de Brouckere a dit que, dans certaines fabriques, dans les filatures d'étoques, on emploie les enfants dès l'âge de cinq ans.

» Eh bien, dans toutes les filatures de lin et d'étoques gantoises, il n'y a qu'un enfant de 8 ans, un de 9 ans, en tout, 38 enfants âgés de moins de 12 ans, et cela dans quinze filatures, qui comptent aujourd'hui à peu près 100,000 broches. Par conséquent, il n'est pas vrai de dire qu'à Gand les abus sont aussi nombreux qu'on a voulu le faire croire.

(1) Dans ces fabriques de poteries, les enfants sont employés et payés non pas par le patron, mais par les ouvriers adultes qu'ils assistent dans leur travail.

» Ces abus existent, ils sont graves, non à cause du grand nombre d'enfants auxquels ils s'appliquent, mais à cause du préjudice qu'ils causent à ces enfants quelque restreint qu'en soit le nombre, et nous désirons vivement qu'on adopte immédiatement des mesures pratiques et efficaces pour les faire cesser. »

Ceci date de 1860. On me dit qu'il y a beaucoup plus d'abus aujourd'hui et que leur nombre s'est considérablement accru. Je vous le concède, mais je dis que la situation est celle-ci :

Dans une ville de plus de 100,000 âmes, où il y a 10,000 à 11,000 enfants de sept à douze ans, auxquels on pourrait appliquer la réglementation, vous proposez d'appliquer cette mesure à quelques industries qui emploient quelques centaines d'enfants.

Je demande s'il n'est pas évident, au cas où toutes les industries ne seraient pas réglementées, que le jour où l'on réduira de moitié le salaire des enfants dans ces fabriques, ces enfants iront chercher un salaire entier dans les fabriques qui seront restées ouvertes ? Voilà toute la question ! Eh bien, il est impossible que j'humilie ma raison jusqu'à croire que, par cela seul qu'on aura interdit le travail pour quelques centaines d'enfants, on aura sauvé la situation. Je dis qu'on n'aura rien fait ; la condition matérielle et morale de ces populations sera absolument la même. Voilà la vérité.

J'ajoute que c'est au nom de l'humanité que je demande qu'une pareille loi ne soit pas faite. Et pourquoi ? Parce que toutes les enquêtes attestent, dans ce pays comme dans les pays étrangers, que si des abus existent, et ils existent, ils sont bien moins considérables dans la grande industrie que dans la petite. C'est dans la petite industrie que de pauvres êtres sont le moins bien traités, tandis que dans la grande industrie ils ont encore, comme protection, une surveillance générale, une sorte de publicité, l'intelligence plus élevée et l'humanité des patrons, que nous révèlent les réclamations mêmes des industriels de Gand. Ceux-là ne sont pas impitoyables ; ils protègent l'enfant dans leurs usines, tandis que dans les petits ateliers il est assujéti à un travail à discrétion, sans aucun contrôle possible.

Lisez, Messieurs, l'enquête de 1843 : je vous y convie ; lisez le rapport de la commission de salubrité publique de Bruxelles ; lisez ce qu'il vous dit des petits ateliers ; lisez et comparez ce qu'il dit des grandes et des petites filatures, celles-ci où l'on file les mèches de lampe, et dites-moi dans lesquelles la condition des enfants est la meilleure !

Aussi la commission de salubrité publique de Bruxelles, après avoir constaté ce fait, est arrivée à cette conclusion, qu'il fallait soumettre nécessairement tous les ateliers, grands ou petits, à la même réglementation ; sinon, que le législateur aurait fait un plus grand mal que celui qui existe.

« Comme le gouvernement ne peut avoir pour but de faire cesser un abus pour le remplacer par un autre, *il est de toute évidence* que les mesures de protection formulées en faveur des enfants occupés dans la grande industrie doivent s'étendre aussi aux enfants travaillant isolément ou en petite réunion dans la petite industrie. Nous ajouterons que cela est même urgent, indispensable ; car si la sévérité du législateur n'atteint que la grande industrie, les enfants que celle-ci ne pourra pas occuper reflueraient dans la petite industrie, et ainsi, en voulant prévenir un mal, on en aura préparé un autre, beaucoup plus grand, puisque c'est dans la petite industrie que les enfants ont le plus

souffrir sous tous les rapports, puisque c'est là justement qu'on les emploie prématurément et que l'on exploite le plus impitoyablement leurs forces. »

Il faudra donc tout soumettre à la réglementation ; grande et petite industrie, l'atelier domestique et la famille dans laquelle on travaille. Voilà le système ; quand une fois on est engagé dans cette voie, voilà où l'on aboutit ; voilà à quoi l'on conclut en Angleterre.

Or, le conseil de salubrité publique de Bruxelles s'est dit : Il sera impossible d'arriver à organiser un pareil système, à exercer une surveillance de ce genre.

Le gouvernement français qui semblait incliner, en 1847, aux mêmes conclusions, quant à la nécessité d'étendre la réglementation si on voulait la rendre efficace, soumit à cette époque à la chambre des pairs un projet contenant le principe d'une réglementation beaucoup plus grande que celle qui est écrite dans la loi de 1841. Mais l'un des plus ardents promoteurs du principe de la réglementation, M. Charles Dupin, rapporteur de ce projet de loi, a formellement déclaré, dans des termes qui ont été rappelés déjà, qu'il était absolument impossible de songer à mettre un pareil système en pratique.

Aussi le conseil de salubrité publique de Bruxelles s'est dit qu'il ne restait plus qu'un moyen d'arriver au résultat désiré : l'*instruction obligatoire*. Cela est consigné dans son rapport qui remonte à 1843. Il se trouve ainsi que l'honorable M. Kervyn, qui, semble-t-il, est partisan de la réglementation du travail des femmes et des enfants, mais qui combat l'instruction obligatoire, se trouverait exposé, sans le vouloir, à la nécessité de défendre l'instruction obligatoire. Et, en effet, Messieurs, on a dit, tout au moins avec une apparence de raison, — je ne crois pas que ce soit tout à fait exact, — que la réglementation du travail dans les fabriques et l'instruction obligatoire sont une seule et même question.

Je reconnais qu'il y a quelque chose qui prête à cette interprétation, parce qu'il n'existe, en effet, pas de loi dans aucun pays où la réglementation du travail ne contienne pas le principe de l'instruction obligatoire. Il en est ainsi de la loi française et de la loi anglaise ; la loi prussienne, je n'ai pas besoin d'en parler. Mais c'est une fausse apparence, c'est une illusion, et la preuve, le raisonnement l'indique et l'expérience le prouve, c'est qu'en Prusse, où l'instruction obligatoire existe, où elle est entrée profondément dans les mœurs, on a néanmoins éprouvé le besoin d'une loi sur le travail des enfants. Cette loi fonctionne indépendamment de celle qui décrète l'instruction obligatoire. Je ne veux pas m'appesantir en ce moment sur ce côté de la question ; mais je dis que le remède n'est pas dans une pareille loi, et la preuve en est simple : c'est que l'âge d'école peut être de dix à neuf, de sept à dix ans, tandis que l'âge du travail peut être tout différent, et c'est ce qui est en réalité. L'interdiction de travail devrait porter sur d'autres âges que les âges d'école. On ne peut donc pas arriver à une solution, même par l'instruction obligatoire.

Messieurs, je viens de vous exposer, aussi rapidement que possible, mes doutes sur cette question, et je dois confesser que j'ai besoin de beaucoup de lumières nouvelles avant de me déterminer à me rallier à une idée dont je ne conteste pas le principe, mais qui, dans son application, comme je l'ai démontré, je pense, serait complètement inefficace et même funeste, si elle était restreinte à la grande industrie.

..... (1)
Quand on a fait, en Angleterre, la première loi sur les manufactures, on a vu les maux existants et on a voulu y remédier. Mais qu'est-il arrivé ? C'est que lorsque la loi a été mise à exécution, un mal nouveau s'est produit où il n'en existait pas auparavant, et cela par la raison bien simple que les enfants, qui ne pouvaient plus travailler dans les fabriques fermées pour eux, allaient offrir leur travail ailleurs.

Or là, affluant en plus grand nombre, ils travaillent à moindre prix et ils travaillent plus durement.

Au mal nouveau, nouvelle loi ; on a interdit les abus produits en dehors des premières prévisions du législateur, on a rejeté ces enfants dans une autre catégorie de travaux où des lois subséquentes sont venues les protéger... Et c'est ainsi qu'on a fait en Angleterre 19 lois, conséquence de la première ; et il paraît que l'on n'est pas à la dernière.

Je ne veux pas revenir sur la question de principes. Cependant, j'ai été sensible à un reproche que m'a fait l'honorable M. d'Elhoulgne. J'ai indiqué comme moyen à employer pour remédier aux abus du travail des femmes et des enfants dans l'industrie, l'établissement d'un impôt communal sur les industriels employant des enfants pendant un nombre d'heures dépassant six heures.

Cette idée a soulevé l'indignation de l'honorable membre. Quoi ! s'est-il écrié, vous voulez mettre un impôt sur ces pauvres petits enfants ; vous voulez leur enlever encore une partie de leur faible salaire ; vous voulez diminuer encore ce salaire déjà insuffisant ! Quoi de plus odieux ! Quelle est la loi qui voudra mettre le produit d'un tel impôt dans sa caisse ?

Cette critique, Messieurs, nous révèle un des plus grands dangers de la réglementation du travail. Il ne sera pas difficile de prouver que ce que l'honorable M. d'Elhoulgne trouve si odieux dans le système que j'ai indiqué se trouve exactement dans le sien ; qu'il y a, à cet égard, identité parfaite de conditions dans son système et dans le mien. Seulement, il le voit chez un autre, et il ne le voit pas chez lui. C'est ce qui arrive, du reste, assez fréquemment à nous tous.

Je reconnais parfaitement que si vous mettiez un impôt sur le travail des enfants, l'enfant vaudrait nécessairement d'autant moins pour le maître ; ce serait autant de moins qu'il gagnerait. Mais analysons les faits.

De deux choses l'une : ou bien l'impôt sera assez élevé pour être prohibitif, ou il ne le sera pas.

S'il est prohibitif, quelle différence y aura-t-il entre le système que j'ai indiqué et celui de l'honorable M. d'Elhoulgne ? si l'on met, par exemple, un impôt de cent francs sur chaque enfant travaillant plus de six heures, ou si l'on inflige une amende de cent francs à l'ouvrier qui aurait employé un enfant pendant plus de six heures, quelle différence y aurait-il ? Aucune ; ce sera exactement la même chose : on paiera d'un côté à titre d'impôt, de l'autre à titre d'amende ; le résultat, au point de vue économique, sera identiquement le même. De sorte que si la chose que j'indiquais est odieuse, le système que l'honorable M. d'Elhoulgne veut y substituer l'est tout autant.

(1) Séance du 20 janvier.

Maintenant je suppose que l'impôt ne soit pas assez élevé pour être prohibitif. Vous reconnaîtrez d'abord que le préjudice pour l'enfant ne peut être aussi grand; l'impôt diminuant, le préjudice diminue. Mais qu'arrivera-t-il dans ce cas? C'est que l'appât du gain étant diminué, il y aura moins d'enfants qui travailleront dans les manufactures imposées; ils iront ailleurs, à de moins bonnes conditions, sans doute, mais à des conditions qui ne peuvent être plus mauvaises qu'avec le système d'une interdiction absolue.

Si les cotons sont frappés d'un impôt de douane, c'est le consommateur qui le paie; mais qu'ils soient frappés d'un impôt prohibitif, est-ce que le consommateur ne perdra pas encore davantage? Si je fais perdre à l'enfant une partie de son salaire, en frappant son travail d'un impôt, je le lèse sans doute, mais je lui fais un tort bien autrement grave si, par le taux de l'impôt dont je le frappe, je l'empêche complètement de travailler, c'est-à-dire de gagner quoi que ce soit par son travail.

M. D'ELHOUGNE. — Le tort est moindre, car vous ne le martyrisez pas.

M. PIRMEZ, ministre de l'intérieur. — Nous allons voir! Je vais vous démontrer par vous-même que le martyr, si martyr il y a, ne sera pas moindre dans votre système que dans celui que j'indiquais.

J'avais dit que les industriels pourraient s'entendre pour ne pas admettre d'enfants dans leurs usines avant un âge déterminé.

« Très-bien, m'a répondu l'honorable membre, mais si un seul ne veut pas s'entendre avec ses concurrents, aucun arrangement ne sera possible. »

Ainsi, Messieurs, on suppose qu'un seul industriel, refusant de s'entendre avec ses concurrents, admettrait chez lui tous les enfants qui ne pourraient pas être reçus dans les autres usines ou ateliers. Mais, si cette supposition, inadmissible d'ailleurs, est fondée, ces enfants n'obtiendront qu'un salaire de beaucoup inférieur à celui qu'ils recevraient dans de bonnes conditions, puisque l'offre du travail des enfants sera infiniment plus considérable chez le fabricant qui n'aura pas voulu s'entendre avec ses concurrents.

Vous croyez que vous empêcherez tout en fermant l'entrée de la manufacture du récalcitrant? Mais vous oubliez qu'il y a, à côté des industries auxquelles vous appliquerez la mesure, quantité de petits ateliers que vous ne voulez pas réglementer. Or, le mal que vous redoutez pour le cas où tous les fabricants ne sont pas d'accord, se présentera pour ces petits ateliers. Vous y rejetez un nombre surabondant d'enfants. A raison de ce fait même, leur martyre sera aggravé, et pour compensation, ils seront moins payés!

La restriction, qu'elle provienne de l'impôt ou de la prohibition, conduira au même résultat.

Je signale ce point à toute l'attention de la Chambre, c'est là le danger qu'il faut examiner, pour ne marcher que si l'on est sûr de l'avoir écarté.

Messieurs, je termine par une dernière considération. Nous nous occupons, et je crois que nous avons raison, de la grande question du travail des femmes et des enfants dans l'industrie, au point de vue du progrès matériel et moral des classes laborieuses; mais cependant il ne faut pas oublier, même dans cet ordre d'idées, le dommage que la solution de la question peut causer à l'industriel, parce que ce dommage peutrejaillir avec intensité sur l'ouvrier même.

Si le travail est diminué, ce sera une dépense moins grande pour l'industriel.

Je n'y verrais pas un grand mal, si cela se réduisait là; mais il ne faut pas oublier que l'industrie étrangère vient lutter avec la nôtre. Si, avec 13 heures

de travail par jour, par exemple, nous pouvons lutter avec l'Angleterre, pourrions-nous encore lutter avec 12 heures, avec 11 heures ? Les avantages que ce pays possède peuvent être tels, que la réglementation lui laisse assez de force pour soutenir la concurrence ; cette réglementation ne peut-elle, dans notre pays, nuire à la production ?

Si l'industriel est placé dans des conditions de production moins avantageuses, ce n'est pas seulement sur lui que l'effet se fera sentir, mais encore et surtout sur ses ouvriers.

Une diminution de production diminue la demande de travail, et fait baisser celui-ci dans une proportion très-considérable. Tout ce qui diminuera les forces productives du pays, son activité commerciale, atteindra les travailleurs avant tous les autres.

Je signale cette considération, parce que dans le problème que nous examinons il y a des aperçus très-variés, très-multiples, qu'il faut nécessairement combiner les uns avec les autres, et ce n'est qu'après un examen très-approfondi de tous les côtés de la question qu'on pourra arriver à une conclusion.

Messieurs, je disais, dans une de nos dernières séances, que presque tout ce qu'on avait fait en matière de bienfaisance avait été, non-seulement inutile, mais même funeste à ceux qu'on voulait favoriser par ces mesures. Le résultat de l'expérience, c'est qu'en général, dans cette matière, les remèdes sont dangereux ; ceux qui paraissaient s'attaquer le plus directement au mal, l'ont souvent aggravé.

Ce n'est pas une raison pour ne pas étudier à fond ce problème important ; mais c'en est une pour user de la plus extrême prudence dans la décision des mesures à prendre.

NOTA. — La question du travail des enfants s'est reproduite dans la séance du 21 janvier ; MM. Funck, d'Elhoungne, Coomans, et après ces honorables membres de la Chambre, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des finances ont pris successivement la parole.

La Chambre a voté le renvoi (consenti) de la pétition à M. le Ministre de l'intérieur avec demande d'explications. (*Voir le rapport de M. Serstevens, page 126*).

Nous donnerons dans le prochain Bulletin les renseignements complets sur l'application de la loi prussienne à l'Allemagne du Nord. Le chevalier Schwarz, notre collègue, nous a promis de nous tenir au courant de l'enquête qui se poursuit en Autriche relativement à la question du travail des enfants.

APPLICATION DE LA LOI DANS LE DÉPARTEMENT DU NORD

*Extrait d'une conférence faite à la faculté des sciences de Lille
par HOUZÉ DE L'AULNOIT (1).*

.... — La loi est exécutée dans toutes ses prescriptions. — Les enfants âgés de moins de huit ans ne sont pas admis dans les fabriques. — Les enfants de huit à douze ans sont occupés plus de huit heures par quelques fabricants, mais le travail ne dépasse jamais douze heures pour les enfants âgés de douze à seize ans. — Le repos du dimanche est observé. — Aucun travail de nuit n'est imposé aux enfants. — L'instruction primaire est donnée aux enfants de huit à seize ans pendant une heure par jour.

2. — Des inspections locales sont organisées dans certaines villes... à Lille, Tourcoing, Armentières, Comires, Douai, etc.; — elles y fonctionnent régulièrement. — Les inspecteurs visitent habituellement une fois par mois les écoles et les fabriques; les infractions sont punies par de petites amendes.

Un inspecteur spécial salarié par le conseil général du Nord exerce sa surveillance sur tout le département.

En 1866, neuf procès-verbaux ont été rédigés contre divers industriels; ils ont été suivis de poursuites et de condamnations. — Il est regrettable que la commission ne soit pas organisée dans certains grands centres industriels, tels que Roubaix, etc.

3. — Les difficultés que rencontre l'application de la loi proviennent de trois causes : de l'insuffisance du salaire; de la rareté des ouvriers, et enfin de la différence des conditions de travail.

Les ouvriers aisés maintiennent leurs enfants longtemps à l'école; ils se font gloire de les y laisser aller jusqu'à leur première communion; mais les ouvriers chargés de famille n'ont d'autre ressource que de mendier ou d'envoyer, dès l'âge de huit ans, leurs enfants en fabrique. Le salaire des jeunes devient une nécessité impérieuse, une véritable question de vie ou de mort pour la famille.

La rareté des ouvriers est permanente dans les villes manufacturières du Nord, bien que les salaires y soient plus élevés qu'ailleurs, excepté toutefois à Paris; les patrons sont par suite entraînés à accepter indifféremment les jeunes et les vieux.

Enfin, les industriels de nos contrées se plaignent, et avec raison, que la loi ne soit pas appliquée dans d'autres départements. — Le traité de commerce, en obligeant les fabricants à lutter avec l'industrie étrangère, n'a pu nous placer dans les mêmes conditions du travail.

En Belgique, le prix de la journée est moins élevé qu'en France; les ouvriers travaillent treize ou quatorze heures; dans nos ateliers, le travail est organisé pour douze heures, l'absence des enfants y occasionne fréquemment l'arrêt de plusieurs métiers.

4. — Enfin sur les améliorations à introduire, nous dirons tout d'abord qu'elles ne peuvent se concilier qu'avec une augmentation notable des écoles de la ville de Lille; au lieu de quatre mille enfants actuellement reçus dans les classes, le nombre en sera presque immédiatement élevé à huit mille. — Il serait prudent et sage d'y songer dès ce jour.

(1) *Le propagateur du Nord et du Pas-de-Calais*, 11^e année, n^o 33.

A Lille, 211 fabriques occupent plus de vingt ouvriers, et envoient chaque jour quatre mille enfants aux classes de midi. — La classe a lieu dans le même local que l'école primaire, et comme celle-ci ne clôt que de midi à deux heures, il faut donc que la leçon des enfants de la fabrique ne dure qu'une heure. — Or, la loi, en réservant aux enfants de huit à douze ans quatre heures par jour pour s'instruire, a prescrit une chose illusoire, puisqu'il n'y a pas d'école où les enfants puissent être reçus quatre heures ! Ou ils demeurent chez eux, ou ils vagabondent sur la voie publique, ou, ce qui arrive le plus fréquemment, on les maintient dans la fabrique après le temps réglementaire !

Le régime de la loi devrait être appliqué à tous les ateliers, quel que soit le nombre d'ouvriers qui y travaillent. — Il est, en effet, souverainement regrettable que les enfants puissent être laissés dans l'ignorance, exploités indignement, écrasés de travail, parce qu'un maître avide n'aura jamais plus de dix-neuf ouvriers chez lui ! On multipliera s'il le faut le nombre des inspecteurs, des agents subalternes, mais on accomplira une œuvre d'humanité.

La question d'âge est une des plus importantes. Il serait certainement à souhaiter que l'enfant pût s'occuper uniquement de son instruction jusqu'à douze ans ; mais les ouvriers ne l'entendent point ainsi ; ils prétendent, et avec quelque raison, qu'à dix ans et demi ou onze ans, l'enfant peut travailler aussi longtemps que l'adulte ; que son salaire est impérieusement nécessaire à la famille. La règle la plus sage serait de se conformer à l'habitude prise déjà spontanément par un certain nombre d'ouvriers aisés, qui n'envoient leurs enfants en fabrique qu'après leur première communion, c'est-à-dire vers dix ans et demi. — C'est à cette dernière proposition que s'arrête la chambre de commerce.

On ne peut, malheureusement, se dissimuler que les classes de midi n'ont pas répondu à l'attente du législateur. — Le temps employé à l'appel nominal, le grand nombre d'enfants confiés à un seul maître, la brièveté de la classe, tout concourt à rendre complètement nuls les efforts du professeur.

A seize ans les enfants cessent de fréquenter l'école ne sachant la plupart ni lire ni écrire. — A Lille, quarante-deux hommes et cinquante-une femmes sur cent ne savent pas signer leur acte de mariage ! (1855.)

Une excellente réforme a été introduite dans l'éducation des jeunes filles d'ouvriers... Jadis elles ne savaient ni coudre ni raccommoder leur vêtements, aujourd'hui la moitié de la classe est employée à des travaux de couture. On les prépare ainsi à remplir plus dignement le rôle de mère de famille !

Il faut dans la nouvelle loi supprimer la punition qui consiste à exclure l'enfant de la fabrique pendant huit jours, — c'est un temps véritablement perdu, c'est un salaire dont la famille est privée, et souvent c'est pour l'enfant une occasion de vagabondage et de débauche. Aussi la plupart des industriels ont-ils depuis longtemps renoncé à recourir à ce moyen de répression.

On avait songé à exiger de l'enfant avant son entrée dans la fabrique un certificat d'aptitude. C'est là une pensée dont la réalisation est impraticable. L'ignorant ou l'incapable deviendrait pour sa famille une lourde charge. La seule chose véritablement pratique, ce serait d'exiger de l'enfant un certificat qu'il a fréquenté l'école pendant un temps déterminé.

INITIATIVE DES MANUFACTURIERS EN BELGIQUE

Lettre de M. HOUGET, de Verviers, à M. le PRÉSIDENT (1).

. Une association pour empêcher les abus qui résultent de l'emploi d'enfants trop jeunes dans les manufactures est en voie de formation dans notre ville.

Ses promoteurs, peu désireux de voir réglementer en Belgique par une loi, encore à faire, ce qui leur paraît devoir être réglementé par les chefs d'industrie; ses promoteurs, dis-je, désirent être renseignés sur ce qui a été déjà fait en d'autres pays *par l'initiative privée*, pour la protection des jeunes ouvriers.

Ils savent, Monsieur le Sénateur, que vous êtes l'un des créateurs et le Président d'une Société de protection des enfants employés dans les manufactures de France.

En conséquence, ils m'ont chargé de réclamer de votre bienveillante obligeance les statuts de votre Société ainsi que les comptes-rendus de ses travaux.

C'est ce que je viens faire en vous adressant ces lignes, Monsieur le Sénateur, par l'entremise de votre honorable collègue Monsieur Michel Chevalier, dont j'ai l'honneur d'être connu depuis longtemps.

Je vous remercie d'avance, Monsieur le Sénateur, de ce que vous voudrez bien faire en réponse à la demande du Comité dont je fais partie et qui vous sera très-reconnaissant de l'aide que vous voudrez bien lui prêter.

(Le bulletin a immédiatement été adressé à M. Houget).

L'abondance des matières nous oblige à ajourner la publication de la 8^e liste des membres de la Société et de la liste des membres perpétuels.

(1) Cette lettre, adressée à M. le Président le 17 mai 1869, nous parvient au moment du tirage. Elle atteste un mouvement des esprits et un courant d'amélioration par l'influence purement morale qui répond à la pensée de notre Société. Nous nous empressons de la publier avec le regret de ne pouvoir la placer en tête du Bulletin, mais en cédant au désir de la faire immédiatement connaître.

...M. Houget est un constructeur de machines, très-apprécié en France; car il a beaucoup fourni à nos fabricants de drap. La chambre de commerce de Verviers est un corps important qui a pris souvent l'initiative de mesures utiles. Verviers est centre de premier ordre pour la fabrication des draps.

(Extrait d'une lettre de M. le sénateur Michel Chevalier, censeur de la Société.)

Séance du 12 juin 1869.

COMPTE RENDU

DE M. LE DUC DE MOUCHY, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Messieurs,

Depuis la séance générale du mois d'octobre 1868, je n'ai pas eu l'occasion de vous entretenir des travaux de la Société; mon compte rendu sera un peu plus long que d'habitude. En premier lieu, je vous dirai que la distribution des récompenses, bannières, portraits, médailles, est aujourd'hui achevée; notre collègue M. Arnould-Thénard, qui était chargé de ce soin, a adressé son rapport à M. le Président, c'est une affaire terminée. Vos récompenses ont été en 1868, comme en 1867, accueillies avec empressement et elles ont déjà produit des résultats importants, l'exemple est contagieux; en faisant connaître le bien, vous le propagez.

Notre situation financière est bonne. Nous avons aujourd'hui, chez notre trésorier, M. Prieur de la Comble, 65 obligations de chemin de fer, soit, au cours de ce jour, pour une somme de plus de 21,000 francs; en outre, non immobilisés, 9,000 francs environ. Les recettes probables jusqu'au 31 décembre seront de 3,000 francs.

La liste des donateurs a été ouverte de la manière la plus honorable pour la Société et la plus généreuse; la ville de Paris nous a accordé une subvention de 1,000 francs, d'autres largesses nous sont promises.

Les adhésions arrivent régulièrement; néanmoins il faudrait que chacun de nous se fit le devoir d'amener des adhérents; je rappelle que des carnets de souscription sont à la disposition de nos collègues.

Nous trouvons parmi nos correspondants le concours le plus empressé, et je puis dire que MM. Engel, Dollfus et Estelle ont naturalisé notre société à Mulhouse et à Mazamet; la liste de ces correspondants si dévoués a été donnée dans nos Bulletins; je dois ajouter les noms de M. Callou, fermier des Eaux de Vichy, et de M. le docteur Brochin, qui nous assurent leur concours.

La mort a fait de cruels ravages dans nos rangs: nous avons perdu 23 collègues, parmi lesquels des hommes qui nous étaient grandement utiles; les notices nécrologiques paraîtront dans le numéro 5-6 du bulletin de 1869. Ce numéro contiendra aussi une autobiographie laissée à la Société par l'un de nos collègues; ancien apprenti, ancien ouvrier, devenu manufacturier important, il a voulu que son exemple servît aux enfants que vous protégez.

Nos statuts, Messieurs, nous font l'obligation de procéder, chaque année, à l'élection des membres du bureau et à celle des membres des comités, par tiers; nous sommes occupés d'assurer peu à peu leur application régulière. Vous nommez aujourd'hui le bureau et nous cherchons à donner un corps aux divers comités qui, jusqu'ici, n'ont guère existé que sur le papier; aussitôt que nous aurons pu établir leur fonctionnement, les membres seront soumis à l'élection. Déjà le comité judiciaire s'est constitué, ses membres sont, à titre provisoire: MM. Chauveau-Lagarde, ancien magistrat; Péronne, ancien avoué; Monnier, maître des requêtes au Conseil d'État; Frogé de Mauny, juge de paix; Mayniel, auditeur au Conseil d'État; Julien Hayem et Périn, avocats à la Cour impériale. Ce comité improvisé a pris pour Président M. Chauveau-Lagarde, pour Vice-Président M. Monnier, et pour Secrétaire M. Périn; il est entré dans la voie du travail pratique en préparant un règlement qui sera inséré au prochain bulletin et ensuite soumis à votre approbation. C'est au nom du comité judiciaire que M. Périn, rapporteur, va vous lire un intéressant mémoire sur la question du travail des enfants devant la jurisprudence.

A côté du comité judiciaire, en dehors du cadre de nos statuts, mais sous notre égide, il s'est formé spontanément une petite réunion de quelques-uns de nos sociétaires anonymes, dans le but de venir en aide aux petits mutilés de l'industrie, en cherchant à compenser le tort que les blessures ont fait à

ces enfants au point de vue de leur avenir. Trois enfants sont déjà patronés. L'un d'eux, amputé du bras gauche par notre collègue M. Marjolin, est préparé par notre collègue, M. Lequien, à l'École Turgot et nous espérons que sur la recommandation de notre collègue, M. Marguerin, cet enfant recevra une bourse à cette école, et si, comme nous en sommes persuadés, l'enfant profite des facilités d'instruction qui lui sont ouvertes, une bourse promise à Cluny par M. le Ministre de l'Instruction publique, permettra de lui assurer une carrière libérale.

Ces cruels accidents seront de moins en moins fréquents, la Société de Mulhouse poursuit sa propagande dans le but de les prévenir, et nous, *ses correspondants de Paris*, nous allons lui venir en aide; le bulletin prochain contiendra un article de notre collègue M. Tresca sur l'ensemble des moyens les plus efficaces pour prévenir les accidents de fabrique. Vous voudrez certainement, Messieurs, que ce travail reçoive une très-grande publicité.

D'autres enfants sont placés sous la protection de votre Société. Des jeunes étrangers sont envoyés en France pour faire leur apprentissage; notre collègue M. Arnoult-Thénard est chargé de la surveillance, en votre nom, de ces enfants, qui par lui sont examinés et dirigés vers un état approprié à leurs facultés et aux besoins du pays qui les envoie. Cette fonction a été transmise à notre collègue par notre secrétaire qui reste à la disposition du nouveau directeur responsable. M. Arnoult-Thénard, qui seconde M. le major Husny, a déjà la tutelle de huit jeunes sujets Ottomans; sept autres d'abord et vingt ensuite sont attendus.

Une troisième fondation annexe se développe, le service des bibliothèques vient de se constituer d'une manière définitive; notre secrétaire qui s'était chargé de ce soin au début et avait réparti l'an passé 500 volumes environ, a fait son dernier envoi, pour 1869, composé de 150 volumes, dont les généreux donateurs sont, avec la Société d'acclimatation, nos collègues, MM. Plon, Leclert, Martinet, Leclaire et Ameline.

Les membres du service de cette fondation sont MM. Jabineau et Duffourc d'Antist, anciens employés supérieurs au ministère du Commerce, Sandras ancien recteur, Mallet-Bachelier, ancien imprimeur, Foret, avocat à la cour impériale, et de Billy, auditeur

à la Cour des Comptes; M. Alicot, avocat à la cour a été chargé de la direction. Vous voudrez bien accorder une première subvention pour cette œuvre appelée à un grand développement. De même que l'OEuvre des lits d'apprentis, le service des bibliothèques aura son budget indépendant; mais ce 'budget' est encore à créer.

L'échange des comptes rendus entre les œuvres, commencé par notre secrétaire, est aujourd'hui entre les mains de notre collègue M. Fouchet, banquier à Paris, il fonctionne avec une grande régularité; 28 comptes rendus annuels sont déjà l'objet d'échanges. La volumineuse correspondance de M. Fouchet témoigne de l'intérêt que chacune des œuvres prend au développement de toutes et du progrès que ces communications font accomplir; un exemplaire de la collection de ce compte rendu sera à la fin de l'année présenté à S. M. l'Impératrice; un est conservé pour notre bibliothèque future. Ce service spécial ne nous est pas très-onéreux, les frais ne dépasseront pas 200 francs par an, sans compter toutefois la petite allocation de 100 francs que M. le Président a accordée en votre nom pour un patronage dont le compte rendu était ajourné faute de ressources et devait présenter un grand intérêt. L'inspection générale de ces deux services spéciaux, des bibliothèques et des comptes rendus, est provisoirement dévolue à votre vice-président M. le baron James Nathaniel de Rothschild.

L'OEuvre annexe des lits d'apprentis se développe, et son compte rendu, que son Président vous présentera à la fin de l'année, sera très-intéressant. La situation de cette œuvre que dirige avec notre Vice-Président M. Berthier, notre collègue M. Frédéric Jourdain, promet d'être prospère.

La Société paternelle des fleurs et plumes et celle de l'ébénisterie sont deux fondations affiliées très-importantes. L'institution du concours d'apprentissage que vous leur devez est destinée à un sérieux avenir, leurs distributions de récompenses ont eu lieu toutes deux avec éclat; elles ont été présidées par notre zélé Vice-Président M. Charles Robert, plus spécialement chargé des rapports de la Société avec les sociétés paternelles; celle de la Société du papier peint a été faite dernièrement sous la présidence de notre collègue M. de Bosredon, conseiller d'État, secrétaire général du Ministère de l'Intérieur; le succès a été complet, plus de cinq cents enfants fréquentant les écoles et

les patronages ont été recommandés pour les récompenses par les ouvriers leurs patrons. Vous avez été, dans ces trois séances solennelles, représentés par votre bon Président M. Meignant, ou par le Secrétaire général, et des récompenses ont été décernées en votre nom. La Société des imprimeurs se constitue par les soins de notre collègue M. le comte Sérurier ; celle des bijoutiers reçoit de M. Rouvenat, une nouvelle et définitive impulsion ; nous avons à espérer que MM. les tailleurs auront bientôt aussi leur Société paternelle, et que la société du bronze, dont M. Barbedienne est le président, ajoutera à ses statuts la surveillance des enfants et les concours entre apprentis ; vous voudrez bien, si ces circonstances se réalisent, intervenir par l'appui de vos récompenses.

Vous portez avec raison un grand intérêt aux pensions d'apprentis ; je suis heureux de vous dire que ces établissements se développent en nombre et en importance. Une nouvelle maison va s'ouvrir rue Médicis, fondée et dirigée par l'abbé Roussel, qui déjà a créé l'OEuvre de la première communion (rue Lafontaine, à Auteuil). Le nombre de ces fondations est aujourd'hui à Paris de sept, il sera de dix avant la fin de l'année 1869. J'aurai à vous faire connaître prochainement la création d'une pension d'apprenties dans le quartier du Prince-Eugène.

De nouveaux internats manufacturiers prennent naissance, M. Hamelin ajoute à son importante maison de Paris, des ateliers considérables aux Andelys. Il y a quelques semaines, l'honorable manufacturier a donné une fête de famille à sa manufacture de la rue de la Glacière, sous la présidence de notre honoré collègue, M. l'abbé Langenieux, curé de Saint-Augustin. La Société était représentée par M. le Vice-Président Migneret, qui a remis à M. Hamelin comme témoignage de votre sympathie pour son œuvre deux livrets de caisse d'épargne à décerner par M. Hamelin lui-même, en votre nom, aux enfants jugées les plus méritantes. Dans une réunion semblable, une même largesse a été faite en votre nom, par M. le Président, pour les enfants de la cristallerie de M. Maës. Ces récompenses produisent, n'en doutez pas, un effet très-salutaire ; elles font bénir votre Société, et de plus elles suscitent l'initiative. Notre bon collègue, M. Mourceau, nous écrit qu'il va ouvrir dans sa manufacture une salle d'école pour les enfants qu'il occupe.

Vos statuts disent que vous venez en aide à l'enfance par

tous les moyens possibles ; en conséquence les distractions utiles à procurer aux enfants font partie de votre programme. Vous vous associerez aux remerciements que M. le Président se propose d'adresser en votre nom à M. Paz qui met à votre disposition, à titre gratuit, son beau gymnase, et à M. l'Inspecteur général Belgrand qui procure à vos protégés et à ceux qui les patronnent la vue si intéressante du Paris souterrain. Vous disposez pour la visite des égouts de 400 billets par an, qui sont vivement disputés. Deux visites ont eu lieu, la première en avril, la seconde en mai, par 200 apprentis ou maîtres. Votre Société était représentée à chaque voyage par des délégués. M. le baron de Triqueti, M. l'abbé Lantiez, M. Fouchet, M. Gonnelle, M. Arnoult-Thénard et votre Secrétaire ont accompagné les jeunes visiteurs ; diverses autres excursions sont projetées ; déjà, vous le savez, Messieurs, le jardin d'acclimatation ouvre largement ses portes aux jeunes apprentis que votre Société adresse à notre collègue M. Geoffroy-Saint-Hilaire.

Plusieurs de nos collègues ont pensé que le programme de la Société devait comprendre des conférences ; la réalisation de ce désir a été ajournée au mois de novembre prochain ; mais je puis vous citer déjà les noms de plusieurs de nos conférenciers : Monseigneur Baüer, notre Vice-Président M. Migneret, M^e Lachaud notre collègue, M. l'ingénieur en chef Roussel, etc.

Ces conférences auront lieu dans des locaux divers, appropriés ; vous serez avertis et nous inviterons en votre nom des personnes des divers cultes qui, adonnées aux œuvres, iront répandre dans les divers patronages les enseignements des maîtres.

Nous faisons, Messieurs, tout ce que nous pouvons pour remplir la tâche qui nous est dévolue, mais je suis heureux de vous dire que loin d'être les seuls à marcher dans cette voie, nous ne sommes qu'une fraction minime parmi ceux qui se dévouent à résoudre pratiquement cette question sociale si importante de l'amélioration du sort des enfants.

Les chambres syndicales de patrons, les chambres syndicales d'ouvriers, les sociétés de secours mutuels et de nombreuses fondations spéciales religieuses ou laïques ont la même pensée que vous et rivalisent d'ardeur. En même temps, quelques villes manufacturières s'enrichissent d'œuvres admirables que vous voudrez récompenser là même où elles rendent leurs utiles services.

Partout, en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en Autriche, en Turquie, l'élan est imprimé et le progrès s'annonce chaque jour plus important; le bulletin nous fait connaître la louable initiative des manufacturiers belges!

Il ne nous appartient pas de dire quelle part nous avons dans ce mouvement, mais vous pouvez être assurés que, mue par l'esprit de charité et soutenue par la main bienveillante de notre auguste protectrice, notre Société libre sera de plus en plus digne du nom qu'elle s'est donné.

LECTURES

DE

L'APPRENTISSAGE DANS L'INDUSTRIE PARISIENNE

Par M. HIÉLARD.

LES PENSIONS D'APPRENTIS

Messieurs,

Dans un premier travail qui a reçu de vous un trop bienveillant accueil, j'ai essayé de vous faire connaître le rôle des *Sociétés Paternelles* récemment fondées sous votre impulsion et appelées à exercer sur leurs industries respectives une puissante et salubre influence.

J'ajoutais que, pour assurer à leurs efforts un résultat efficace, elles devaient se compléter par une autre institution, existant déjà, mais non encore spécialisée : je veux dire la *Pension d'Apprentis*.

C'est sur ce point que je voudrais appeler aujourd'hui votre attention. Démontrer l'utilité de ces établissements au sein de l'Industrie parisienne, esquisser le plan de leur installation, indiquer la tendance à leur imprimer, tel est mon but. Je croirais l'avoir atteint si la bonne volonté seule pouvait y suffire.

I

Votre Société, Messieurs, a pour mission de protéger les enfants qui travaillent, soit dans les manufactures, soit dans les ateliers de peu d'importance.

Pour les premiers, le législateur a édicté des dispositions particulières que bientôt, sans doute, une loi nouvelle va augmenter et affirmer encore. Les autres n'ont été jusqu'ici l'objet d'aucune surveillance légale. La loi, par respect pour la liberté individuelle a cru devoir s'interdire l'entrée des ateliers composés de moins de 20 personnes.

Je sais bien que cet obstacle ne tardera pas à disparaître et que le travail des enfants sera partout soumis aux prescriptions légales.

Mais, Messieurs, trouverons-nous là une garantie suffisante ? Une loi générale, lors même qu'elle s'applique à un seul objet, est déjà impuissante à en régler tous les détails.

Qu'est-ce donc, lorsqu'elle doit embrasser une foule de situations différentes par les habitudes, les exigences du milieu, la nature du travail ? Les conditions générales elles-mêmes se modifient sous l'influence du progrès ou du simple caprice de la mode ; que devient la loi au milieu de ces changements ? Guide sûr, frein salutaire, si elle n'a fait que poser les principes et tracer le cercle d'action, elle sera promptement tracassière et caduque si elle est entrée dans le détail.

Or là où s'arrête la loi commence l'initiative privée ; c'est donc à nous, à nos seuls efforts qu'est confiée la protection des apprentis dans les centres populeux et surtout dans les petites industries.

Vous savez, Messieurs, comment se recrute d'ordinaire cet apprentissage. Les enfants appartiennent à des familles peu aisées, souvent dans la gêne, et qui demandent au travail de leurs enfants une petite augmentation de ressources ou tout au moins un allègement de charges. Si donc l'apprenti ne doit pas gagner tout de suite, ce qui est le cas le plus fréquent, les parents voudront qu'il soit nourri et couché.

Comment en serait-il autrement ? La famille est nombreuse, le logement bien petit, les lits en proportion et pour peu que les enfants soient grands et forts, il sera difficile d'en mettre deux dans la même couchette.

Il le faut pourtant; hygiène, morale, tout plie, tout s'efface devant l'inéluctable nécessité; la nourriture aussi est chère et maigre la pitance. La mère, occupée le plus souvent au dehors, fait peu ou point de cuisine. L'établissement voisin fournit les aliments; heureux quand l'inconduite, le manque de travail ou la maladie n'a pas réduit la pauvre famille à la disette.

Je n'ignore pas que la charité publique ou privée, intervient alors et chasse devant elle la faim, l'horrible faim. Un peu de bois, quelques hardes et surtout le bonheur de se sentir aidé, ramènent pour un temps l'espérance et la joie au foyer désolé. Je voudrais pouvoir dire qu'elles en seront désormais les hôtes ordinaires.

Ne croyez pas, Messieurs, que j'aie chargé ce tableau de couleurs trop sombres et voulu seulement donner du relief à une œuvre de fantaisie.

La réalité est pire quelquefois. J'en prends à témoin ceux de nos collègues que leur situation ou le sentiment du devoir appelle jusqu'en ces couches de la société. — Combien elles recèlent de misères physiques et morales! — Pour moi, devant ces souffrances ou cet abaissement sous lesquels se débattent et succombent des créatures humaines, je me suis promis de consacrer tous mes efforts à soulager les unes et à combattre l'autre, et lorsque je viens les signaler à l'attention d'hommes aussi dévoués, mais plus éclairés, plus puissants que moi, ma conscience me dit que je suis fidèle à ma promesse et que j'accomplis une partie de ma tâche.

Je vous ai montré, Messieurs, quel est, en général, l'état du milieu où s'alimente l'apprentissage dans les grands centres industriels et plus particulièrement à Paris; j'ai dit pourquoi, lorsqu'ils placent leurs enfants, les parents demandent presque toujours qu'ils soient logés et nourris.

Supposons le fait accepté; voici l'enfant apprenti pensionnaire. N'oublions pas qu'il s'agit de la petite fabrique, de ces industries qui exigent peu de place, de faibles capitaux, où enfin le travail manuel est quelquefois le seul et toujours le principal agent.

La position de l'apprenti sera-t-elle meilleure chez le patron que dans la famille? — Oui, sous certains rapports. Il sera mieux nourri, sans doute, un peu mieux vêtu; mais au point de vue de l'hygiène et de la moralité, je crains que bien souvent il n'ait rien gagné au change.

Les conditions qui rendent précaire la vie de l'ouvrier, pèsent aussi de tout leur poids sur le petit fabricant. La plus lourde, la plus terrible de toutes est la cherté du loyer, partant le manque d'espace.

L'apprenti travaille dans un atelier trop petit, mal aéré, humide ou surchauffé suivant la nature du métier, quelquefois dans un sous-sol. Pourtant, s'il n'est pas chargé d'une besogne au-dessus de son âge ou de ses forces, le temps du travail est encore le meilleur pour lui. Il va, il vient, il sort; un quart d'heure passé dans la rue avec un camarade de flânerie, voilà sa récréation. C'est du temps perdu, du temps dérobé au patron et quelquefois mal employé, je le sais. Mais songez aussi que cette jeune créature a besoin d'air, d'exercice, d'expansion; songez que vos fils confiés à des maîtres vigilants, entourés de tous les soins que réclame la santé, soumis à un travail proportionné à leur âge et à leur tempérament, obtiennent, chaque jour, quelques heures de libre loisir pour donner carrière à ce besoin de mouvement, à cette ardeur qui plus tard dirigée, contenue par la volonté et la raison, formera la meilleure part de l'activité et de l'énergie de l'homme.

Mais la journée s'achève, le travail finit, l'atelier se ferme et l'apprenti va être livré à lui-même. Ah ! c'est le moment que je redoute le plus pour lui.

Le maître, fatigué lui-même du travail et des soucis du jour, va chercher le repos ou la distraction, soit au-dehors, soit auprès de sa famille. L'enfant reste seul; or, la solitude, dangereuse pour l'homme, est surtout funeste aux jeunes gens. Celui-ci va dresser son lit dans l'atelier même où il a passé la journée ou bien se retirer dans quelque coin éloigné de la maison.

Puis le labeur de la journée avoir été assez pénible pour lui fermer promptement les yeux et lui procurer ce sommeil profond et réparateur qui garde le corps sain et l'imagination pure ! Mais peut-être a-t-il des compagnons ? Je m'en félicite, sans pouvoir, néanmoins, bannir toutes mes appréhensions. Le petit groupe reste soumis aux mêmes dangers qui menaçaient chacun de ses membres. Qu'un germe mauvais s'y introduise et l'ensemble ne tardera pas à être corrompu.

Ils vont à l'école, direz-vous, et là ils reçoivent d'hommes aussi modestes que dévoués non-seulement l'instruction pour fortifier et développer leur intelligence, mais encore de bons

conseils et de salutaires exemples capables de guider leurs cœurs et former leurs mœurs.

C'est une garantie sérieuse, je le reconnais, mais non suffisante. C'est un palliatif et point un remède. D'ailleurs la chose en elle-même ne laisse pas que d'avoir plus d'un inconvénient. Ils sont là quelques centaines d'enfants d'âges différents, de professions diverses, venus de tous les points. Réunis un moment sous l'œil du maître, je les vois dociles, soumis pour la plupart, quelques-uns même véritablement studieux. L'heure sonne pourtant et l'essaim tumultueux se disperse dans toutes les directions. Qui donc alors surveille les propos échangés, les rendez-vous pris, les relations qui se forment ? Qui sera là pour contrôler l'heure de la rentrée au logis ? Les absences mêmes seront-elles toujours constatées, et l'école, plus d'une fois, n'aura-t-elle pas été le prétexte d'excursions faites en compagnie plus ou moins suspecte ? C'est le devoir du patron de veiller à tout cela. Sans doute, j'en sais qui remplissent leur tâche jusqu'au bout, mais je ne crains pas de dire que c'est et que ce doit être l'exception.

L'humanité ne se compose point que de héros. Or il faut prendre l'humanité comme elle est et ne pas réclamer d'elle plus qu'elle ne peut donner. C'est donc moins un blâme que je formule ici qu'un fait que je constate. Je crois du reste vous en avoir indiqué la cause en vous montrant tout à l'heure le patron occupé lui-même le soir par ses relations de plaisir et d'affaires ou par les soins qu'il doit à sa famille.

Ce n'est pas tout : cette surveillance de l'apprenti, si difficile, si défectueuse en dehors des heures de travail, il est un jour dans la semaine où elle lui fait encore plus défaut, où elle devient, pour ceux qui en sont chargés, une obligation encore plus lourde, c'est le dimanche. Il ne s'agit, bien entendu, que des enfants qui n'ont plus de famille ou dont la famille, soit par l'éloignement, soit par toute autre cause, est dans l'impossibilité de les recevoir ; mais le nombre en est assez grand pour mériter une sérieuse attention.

Nous nous trouvons ici dans une alternative redoutable : ou bien le maître, sacrifiant son devoir à sa commodité, je n'ose dire à son intérêt, abandonnera l'enfant à lui-même pour toute la journée après lui avoir donné quelques sous, et le retrouvera le soir à sa porte ; ou bien il aura à cœur de remplir sa mis-

sion, et le voilà contraint d'emmener partout avec lui le pauvre enfant qui, par situation, devient ainsi une gêne, une aggravation de dépenses, un boulet enfin et cela peut durer quatre ou cinq ans ! L'apprentissage dans ces conditions devient une responsabilité terrible et devant laquelle reculent les mieux intentionnés. Je ne me crois pas le droit de leur en faire un crime.

II

Dans tout ce qui précède, il n'a été question, Messieurs, que de l'apprenti garçon. Ai-je besoin de dire que les difficultés sont plus sérieuses, les dangers plus grands lorsqu'il s'agit des jeunes filles ? Ces soins, cette surveillance que nous réclamons pour les jeunes travailleurs ne sont-ils pas plus nécessaires, plus absolument indispensables aux petites filles apprenties ? Et remarquez que nous n'avons point pour elles ces palliatifs dont je parlais tout à l'heure, les écoles du soir, par exemple. Très-peu d'entre elles les fréquentent et je ne sais s'il faut s'en plaindre. Pour moi je ne conseillerais pas de les y envoyer, au moins dans l'état actuel des choses, n'osant affirmer que les inconvénients ne dépasseraient pas de beaucoup les avantages. Sous le rapport de l'hygiène, elles sont dans des conditions plus défavorables encore que leurs frères, car l'exercice leur fait complètement défaut.

Le problème reste donc entier. Comment le résoudre, comment conserver à l'industrie cette double réserve d'auxiliaires, où chaque jour elle vient puiser pour combler les vides que la mort ou la vieillesse a faits dans ses rangs et mettre les jeunes créatures qui la composent à l'abri de la corruption ; comment enfin décharger ceux à qui est confié le soin de les diriger, de cette responsabilité qui les écrase et leur fait prendre en haine leur position s'ils sont consciencieux ? — Telle est la question que nous avons à examiner maintenant.

Elle a été l'objet de nombreuses et sérieuses études. On a proposé bien des moyens et tenté beaucoup d'essais. On a même pensé à supprimer l'apprentissage tel qu'il existe et à le remplacer par un enseignement technique reçu dans une école spéciale dont serait dotée chaque profession et où l'enfant apprendrait un art, un métier, et pourrait ainsi entrer comme ouvrier formé dans la vie industrielle. A cet égard je ne saurais mieux faire que de citer l'opinion d'un homme dont

l'expérience et l'autorité font loi en ces matières. Notre honorable Vice-Président M. le conseiller d'État Migneret s'exprimait ainsi à la séance du 12 décembre 1867 (1) : « Le succès de cette entreprise est mis en doute par beaucoup de personnes qui soutiennent que sans le travail de l'atelier on ne formera jamais un ouvrier pratique et se suffisant à lui-même. On ajoute, au point de vue moral, que les écoles professionnelles ou autres tiennent trop longtemps l'enfant dans une tutelle d'esprit qui arrête le développement de la conscience personnelle, qu'il s'y habitue trop à vivre sous l'œil d'un maître, ne se dirige point par lui-même et entre ainsi dans la vie mal préparé à la liberté et à l'absence de direction que comporte le monde. Oiseau nourri en cage, il lui manque l'aptitude pour vivre, sans en être étourdi, dans l'air et dans l'espace qui s'ouvrent devant lui ; il ne sait ni se diriger ni se nourrir. »

J'avoue, Messieurs, être de ces personnes dont parle l'éminent écrivain, et j'ose dire que notre sentiment est celui de la plupart des chefs de l'industrie parisienne.

Les ouvroirs, les internats manufacturiers présentent les mêmes inconvénients au point de vue de l'apprentissage proprement dit et au point de vue de l'avenir de l'ouvrier. Ils ne conviennent, d'ailleurs, qu'à certains travaux réguliers, uniformes et qui ne constituent pas réellement un métier. J'indiquerai, par exemple, le dévidage de la soie, le triage et la mise en paquets de certaines denrées alimentaires ou des produits de la parfumerie. Il existe, sans doute, beaucoup d'autres branches spéciales où ces sortes d'institutions sont appelées à rendre d'utiles services et ce serait faillir à notre mission que de ne pas applaudir aux généreux efforts de ceux qui les ont fondées. Mais encore une fois, pour ce travail si varié, si capricieux de la fabrique parisienne, pour ces industries où l'imagination, l'intelligence et l'adresse s'unissent, se mêlent et se confondent, où l'art inspire et guide le métier, où chaque production, pour ainsi dire, a son cachet individuel, où la mode enfin, cette fantasque déesse, dédaigneuse aujourd'hui de ce qui la charmait hier, tient sans cesse l'esprit en haleine et le condamne à une perpétuelle création ; pour ces industries, disons-nous, la seule école professionnelle efficace, possible, c'est l'atelier.

(1) Extrait des Bulletins 5 et 6, p. 315.

J'ajoute que c'est aussi la plus prompte, celle qui demande le moins de temps. Cette dernière considération, Messieurs, vous paraîtra, comme à moi, de la plus haute importance. *Times is money*. Oui, le temps c'est de l'argent; je dis plus, c'est un capital aussi réel, aussi précieux que celui qui excite tant de colères, tant de convoitises. Les hommes semblent l'ignorer. *Temps, Travail, Capital*, sont une seule et même chose, un principe identique sous trois aspects différents, comme *Chaleur* et *Mouvement* ne sont que les manifestations d'une seule et même force. Or, dans l'apprentissage, l'économie du temps, le seul capital des apprentis, n'est-elle pas une des conditions les plus nécessaires? Pourquoi en effet ce travail précoce, si ce n'est pour aider les familles ou pourvoir à l'existence des enfants eux-mêmes? Il faut donc faire en sorte qu'il soit promptement rémunérateur, c'est-à-dire promptement utile, productif. Il y a là un intérêt moral et d'ordre public.

Que la charité privée ou collective intervienne pour secourir les malades, assister les faibles et surtout ces pauvres créatures privées du soutien naturel de leurs parents, rien de mieux; c'est le devoir de toute société policée et qui veut asseoir sa sécurité sur une base solide; mais pour que cette intervention atteigne son véritable but, il ne faut point qu'elle dégénère en une tutelle perpétuelle.

Qu'elle s'efface au contraire peu à peu, et apprenne à ceux qu'elle protège à se passer d'elle. Pour cela que faut-il? Leur donner à la fois : le travail qui rend libre, et l'éducation qui rend digne; mais jamais l'un sans l'autre.

Pour le travail, il est incontestable que l'atelier est la meilleure école. Quant à l'Éducation qui comprend, bien entendu, l'instruction, au moins élémentaire, quel serait le milieu le plus favorable pour la recevoir?

Je crois ne rencontrer aucune objection en affirmant que ce serait la famille elle-même, dans la réelle acception du mot, et non pas telle que nous la voyons parfois dans les grandes villes.

Supposez, je vous prie, une famille d'artisans honnêtes, éclairés, presque dans l'aisance, obligés pourtant de demander au travail toutes leurs ressources.

L'enfant, au sortir de l'école où il a dû recevoir une petite instruction, est placé chez un maître pour apprendre un métier. La famille ne le perd pas de vue; elle surveille sa conduite,

ses progrès, elle l'encourage, le stimule, le punit au besoin pour toute infraction grave ; mais en même temps, elle contrôle, approuve ou blâme la conduite du patron, le renseigne sur les aptitudes et le caractère de l'enfant qui lui a été confié. Le soir l'apprenti rentre au milieu des siens. Il y trouve le repos et la distraction. Il y retrouve avant tout cette douce et puissante influence du foyer domestique qui fortifie l'intelligence et développe le cœur. Là sous la surveillance de son père ou de quelqu'un de ses aînés, il complétera son petit bagage de connaissances.

Une bonne lecture en commun, une discussion sur un fait nouveau ou inconnu, le récit de ce qu'il fait, de ce qu'il apprend à l'atelier, et voilà la journée finie.

Le dimanche, jamais ou presque jamais de travail professionnel.

La famille est en fête. On sort les beaux vêtements, on donne quelques soins à sa toilette.

Il y a bien une petite partie de projetée, s'il fait beau. On apprête les provisions, chacun prend son paquet, et en route ! C'est si bon le grand air, la campagne.

Pour les jours de mauvais temps, il y a les jardins publics, les musées, quelque salle de gymnastique où l'on rencontre des camarades, enfin la maison paternelle elle-même. On devient grave alors. Les livres font fureur. Géographie, histoire, physique ou chimie, chacun prend ce qui lui plaît le mieux et qui est le plus en rapport avec le travail de la semaine. Si le père est vraiment éclairé, il ne manquera pas de faire remarquer à ses enfants combien ils sont heureux et à quoi ils doivent ce bonheur. Il leur redira sans cesse que la droiture et la loyauté donnent seules la considération des autres et la satisfaction de soi-même, que le travail est la source unique de la fortune utile, durable, et de la véritable indépendance, que les jouissances les plus pures sont celles de l'intelligence et du cœur, que la vie enfin ne vaut que par le bien qu'on y fait.

Ainsi, grandissant entre la famille et l'atelier, affranchi bientôt par le travail, ennobli par l'éducation, l'apprenti va devenir un homme sans avoir été souillé, mais assez fort déjà pour résister à un premier choc.

Chez lui point de vaines terreurs : il sait distinguer le mal et n'en voit pas partout. — Le vice lui inspire plus de pitié et de dégoût que d'effroi ; c'est un danger qu'il connaît et qu'il évite.

Il se sent vivre de cette vie pleine, facile, luxuriante que donnent la jeunesse et la pureté; comme tout être il aspire au bonheur, mais il a appris à n'aller pas le chercher sous des apparences mensongères et décevantes.

C'est l'idéal, me dira-t-on. Ah ! je le reconnais; mais s'il ne nous est pas permis d'y atteindre, au moins devons-nous chercher à nous en rapprocher le plus possible.

L'atelier pour le travail, la famille pour l'éducation, voilà ce qu'il faut à notre jeune travailleur. Eh bien ! à côté de l'atelier qui existe, plaçons la famille, et nous serons certainement dans la voie qui doit nous conduire au but.

Mon dessein est peut-être bien téméraire. Créer une famille à ces pauvres enfants qui en sont privés ou que la leur repousse, est-ce possible? Ma seule conviction, si profonde, si réfléchie qu'elle soit, ne pourrait être qu'un faible argument. L'expérience, heureusement, les faits eux-mêmes vont répondre pour moi.

III

Cette famille dont je veux doter les apprentis, elle est fondée, elle existe, restreinte encore et n'osant s'affirmer, mais riche déjà de services rendus. Cette surveillance vigilante, ces soins paternels que je réclame pour nos enfants, chaque jour voit s'accroître le nombre de ceux qui en sont l'objet.

Des institutions diverses se sont depuis longtemps consacrées à cet œuvre. Il me suffira de vous rappeler les *Pensions d'apprentis*, les *Patronages* fondés en province ou à Paris et que vous ont fait connaître d'intéressantes notices publiées dans vos bulletins (1). Tout récemment, et grâce à vous, ont été créées les *Sociétés paternelles de patrons*. Nous pouvons dès maintenant entrevoir la solution du grave problème qui nous occupe.

Ces sociétés représentent déjà la famille auprès de l'atelier. Elles assistent, encouragent, moralisent l'apprenti; elles contrôlent et au besoin appuient le maître. Il n'y a plus qu'un pas à faire; qu'elles donnent en outre le foyer domestique aux enfants que leurs parents ne pourraient garder chez eux ou que le patron serait dans l'impossibilité de prendre comme pension-

(1) M. Delerot, *Pensions d'apprentis*, bulletin n° 2, page 64, 1867. — M. Christian de Coulange, *Les Œuvres de patronage à Paris*, bulletin n° 4, page 208, 1867.

naires, qu'elles se dédoublent enfin et fondent à côté d'elles la *pension d'apprentis* et notre rêve de tout à l'heure, notre hypothèse si consolante vont être réalisés.

Combinaison l'Assistance paternelle telle qu'elle existe avec la Pension d'apprentis, les rattacher l'une à l'autre par un lien étroit, de manière à en former une vraie famille qui élève, instruit ses enfants, et en fasse des êtres moraux, puis les prête à l'atelier pour leur faire apprendre un métier, voilà tout mon secret. Voilà l'idée qui, mise en pratique, pourra, j'en ai la conviction, nous donner des ouvriers habiles et honnêtes et, ce qui n'est pas moins précieux, former des citoyens et des mères de familles.

Cette idée peut se formuler ainsi : Que chaque industrie ou même chaque branche importante soit dotée d'une Société d'Assistance paternelle, qu'à son tour chacune de ces Sociétés établisse auprès d'elle, et sous sa direction immédiate, une ou plusieurs pensions d'apprentis, les unes ne recevant que des garçons, les autres consacrées spécialement aux jeunes filles, suivant les besoins et la nature de l'industrie fondatrice ; qu'enfin les pensionnaires soient relativement peu nombreux, au plus cinquante, et appartiennent autant que possible à la même profession.

Vous le voyez, Messieurs, il ne s'agit point ici d'innover et ma confiance dans la réussite en est d'autant plus affirmée. Loin de répudier ce qui a été fait, ce qui se fait chaque jour, nous n'aurons qu'à suivre la trace de nos devanciers, à profiter de leur expérience et à continuer leur œuvre. Qu'importe que les moyens diffèrent, si le but est le même, le dévouement égal. Nous voulons, par exemple, que nos pensions soient fondées et dirigées par les Sociétés Paternelles ; c'est que nous croyons à la vertu du vieux proverbe, *aide-toi, le ciel t'aidera* ; c'est que nous pensons que les intérêts divers doivent apprendre à se protéger eux-mêmes et à réaliser les progrès que réclame leur propre sécurité. Or, lorsqu'il s'agit de la prospérité de l'industrie, de sa dignité, n'est-ce pas aux industriels eux-mêmes à donner l'exemple ?

Hélas ! il restera encore un assez vaste champ ouvert à l'activité des âmes généreuses et désintéressées qui se sont donné pour tâche le soulagement des misères humaines.

Avant d'aborder la partie technique de mon sujet, c'est-à-dire

l'exposé des moyens les plus propres à la réalisation de l'œuvre, je voudrais étudier encore avec vous quelques-unes des conditions énoncées dans notre programme, et que je considère comme fondamentales au point de vue de l'efficacité de nos futurs efforts.

Et d'abord, chaque pension ne devrait recevoir que des enfants apprentis de la même profession.

Il y aurait là, en effet, un avantage certain, une facilité plus grande pour la direction intérieure, les obligations résultant du travail à l'atelier étant à peu près les mêmes pour tous. L'enseignement, au moins dans ce qu'il aurait de spécial au métier, s'en trouverait aussi simplifié. Cette première condition toutefois n'a rien d'absolu, et je reconnais sans peine la raison d'être et l'utilité des pensions admettant des enfants de professions diverses, lorsque celles auxquelles ils appartiennent n'en ont point de spéciale ou que l'atelier où ils travaillent en est trop éloigné.

Un autre point d'une bien plus grande importance et auquel j'attribue toute la valeur d'un principe qu'on ne saurait violer impunément, c'est que ces pensions, dans tous les cas, ne devraient avoir qu'un nombre restreint d'élèves. J'ai indiqué le chiffre de 50 comme maximum. Il y aurait avantage, je crois, à ce qu'il fût inférieur, n'était la question des frais généraux qui, sans aucun doute, doit peser d'un grand poids, mais n'aller pas cependant jusqu'à primer toutes les autres. A cet égard, l'opinion paraît unanime et tous les hommes qui jusqu'ici ont consacré leur dévouement et leurs ressources à ces fondations reconnaissent la nécessité de les maintenir dans les limites que je viens de tracer. L'exagération du nombre des élèves dans nos pensions aurait pour premier résultat de leur faire adopter un règlement uniforme, immuable, auquel devraient se soumettre tous les ateliers, quels que fussent d'ailleurs leurs besoins. C'est là une mauvaise chose. Dans le contrat d'apprentissage, la famille ne doit pas plus s'imposer au patron que celui-ci faire ses conditions à la famille. Tout cela doit être réglé sur le pied de l'équité, c'est-à-dire des concessions réciproques. A un autre point de vue, la tendance que je signale serait bien plus pernicieuse encore et ne tarderait pas à fausser l'esprit de l'institution : là où vous auriez voulu une vraie famille vivant de cette vie simple, facile, régulière sans

être monotone, sérieuse sans être trop rigide, ne craindriez-vous pas de trouver un beau matin un petit *régiment* très-bien organisé, discipliné, commandé et qui ferait le plus grand honneur au talent administratif des directeurs?

Pour ma part, je redoute ce péril, et le redoute d'autant plus que nos mœurs le rendent plus fréquent.

On aime le régiment en France et l'on a raison, mais on veut le mettre partout, l'appliquer à tout ; c'est là l'erreur.

Je ne sais qui a dit : Le régiment est une famille. Le mot a fait fortune, mais ce n'est qu'un mot. Le régiment n'est pas plus une famille que la famille n'est un régiment. C'est une institution spéciale ayant un objet tout spécial et qu'il serait dangereux de détourner de sa destination particulière. Concentration de toutes les volontés, de toutes les énergies en vue de la rapidité et de la puissance de l'effort dans un sens à un moment donné, voilà son principe et sa fin, principe juste et fécond dans l'espèce, mais qui, appliqué à notre objet et surtout à des enfants, aurait les plus funestes conséquences.

Je souhaiterais enfin que nos élèves fussent placés sous la direction de personnes qui vivent, parlent, agissent comme parleraient, agiraient leurs parents, s'ils étaient honnêtes et éclairés. Il est bon que ces enfants s'habituent à voir le dévouement, l'abnégation pratiques au milieu des occupations de la vie ordinaire. Il est bon qu'ils apprennent de bonne heure que le courage et la vertu ne sont le privilège d'aucune classe, d'aucune situation particulière, que c'est le patrimoine commun de l'humanité et que tout être peut en revendiquer sa part.

IV

Il me reste à vous parler, Messieurs, de l'installation matérielle de nos Pensions et de leur organisation intérieure, en me plaçant toujours au point de vue spécial qui nous occupe. Je ne saurais trop le répéter, en effet ; l'idée que j'ai essayé de mettre en lumière, et qui se traduirait dans la pratique par la spécialisation des Pensions d'apprentis et leur union intime avec les *Sociétés Paternelles*, n'a point la prétention de répondre à tous les besoins, à toutes les situations. Elle est réalisable surtout et peut-être uniquement dans les grands centres de population et pour ces industries où l'ouvrier tient le milieu entre

l'artiste et le manoeuvre. Que d'autres institutions s'efforcent donc de donner satisfaction à des besoins différents; qu'il s'en fonde de nouvelles en vue de nouvelles exigences; j'applaudis de tout cœur, pourvu qu'elles soient guidées par ce principe qui est le nôtre: développer chez le jeune travailleur l'énergie individuelle et le respect de soi et des autres, c'est-à-dire la moralité.

Quant à l'objet de cette étude, je n'aurai point à m'étendre longuement sur les détails de l'installation. L'expérience déjà acquise et les besoins particuliers à chaque groupe indiqueront suffisamment les meilleures bases à adopter pour le début. Je voudrais cependant vous en esquisser les traits généraux et pour cela je fais un nouvel appel à votre bienveillance.

Local. — Et d'abord, un local modeste mais spacieux, et placé aussi près que possible du centre de l'industrie fondatrice. Il comprendrait nécessairement un dortoir, une salle d'étude, un réfectoire, un petit appartement pour le Directeur et sa famille, une cour enfin, ou mieux un jardin, et dans l'un ou l'autre une gymnastique, même pour les filles.

Nourriture. — Le repas du matin et celui du soir pris à la pension, le déjeuner emporté à l'atelier. A tous les repas des aliments simples, mais abondants; c'est la vieille formule et elle est bonne... quand elle est loyalement interprétée.

Entretien. — Les vêtements seraient fournis par la pension. J'inclinerais pour un uniforme par raison d'économie et aussi comme moyen tout naturel d'effacer l'inégalité des conditions, si antipathique aux enfants, surtout lorsqu'elle se traduit à l'extérieur.

Aux jeunes filles devrait être laissé l'entretien complet de leurs vêtements et de leur linge. Il ne faut jamais oublier qu'elles sont appelées à devenir épouses et mères de famille.

Instruction. — En été, le matin avant le départ, en hiver, le soir après le repas, un petit cours d'instruction élémentaire.

Deux ou trois fois par semaine, cours spécial sur des matières ayant trait à l'industrie titulaire.

Le dimanche. — Jamais de travail à l'atelier, étude le matin. Instruction morale très-claire, très-pratique, surtout au point de vue de la famille et du respect dû aux parents. Devoirs religieux suivant les différentes communions.

Après le déjeuner, promenade aux environs de la ville, ou aux

jardins publics, suivant le temps et la saison. Deux ou trois fois par an, excursion botanique sous la direction du maître ordinaire ou d'un professeur spécial. On ne saurait trop apprendre aux enfants à aimer la terre, *alma mater*, la terre douce et féconde qui ouvre ses vastes flancs et prodigue ses dons au travail persévérant et opiniâtre.

L'hiver, récréation dans le réfectoire ou dans la cour, gymnastique, lecture à haute voix, un peu de poésie, cet aliment du cœur; du chant, surtout pour les garçons.

École du dimanche. — Des externes seraient admis le dimanche moyennant une faible rétribution des parents ou du patron, et prendraient part à tous les exercices de la journée. Ils devraient être, bien entendu, sous le patronage de la Société fondatrice. Ce serait pour eux l'école du dimanche. Ce jour-là, enfin, auraient lieu les sorties, les visites des parents ou des patrons.

Hygiène. — Un médecin attaché à la pension surveillerait la bonne tenue des locaux au point de vue de l'hygiène, et veillerait à la santé des enfants. En cas de maladie peu sérieuse, les soins pourraient être donnés à la pension même. Dans les cas graves, les malades devraient être transportés, soit chez leurs parents, soit dans un établissement spécial.

Délégués. — Les délégués chargés de la surveillance de l'apprenti à l'atelier, le suivraient aussi à la pension et feraient chaque trimestre un rapport sur sa conduite et ses progrès dans les deux endroits.

Récompenses. — Des récompenses seraient décernées, chaque année : 1^o pour la conduite et l'instruction (celle-ci pourrait donner lieu à un concours) par un jury composé du directeur de la pension et des délégués; — 2^o pour le travail, et après concours, par un jury spécial nommé par le Conseil d'administration de l'Assistance Paternelle. Elles seraient proclamées en séance publique et solennelle, comme cela a lieu dès maintenant. Les pensionnaires pourraient seuls concourir pour l'instruction élémentaire.

Administration. — *Personnel.* — La pension serait administrée par un comité pris dans le sein du Conseil d'administration de l'Assistance Paternelle et nommé par lui.

Sous la surveillance de ce comité, un Directeur ou une Directrice avec un personnel très-restreint.

Admission. — Les enfants seraient admis par le Conseil

d'administration au début ou dans le cours même de l'apprentissage. Leur séjour dans la pension serait limité à la durée du contrat.

Le Comité de surveillance non plus que le directeur n'auraient à s'occuper des contrats ni de l'exécution des conditions y stipulées. La gestion seule de la pension leur serait dévolue, l'Assistance Paternelle restant chargée de tous les autres soins, et particulièrement des rapports avec les parents et les patrons.

Dépenses. — Nous touchons, Messieurs, au côté délicat et vraiment difficile de la question dans l'état actuel des choses. D'après de sérieux calculs basés sur l'expérience, la dépense annuelle de chaque pensionnaire peut être évaluée à cinq cents francs (500 fr.), y compris les frais généraux et d'entretien (1).

Sans doute, une partie de la dépense pourrait être supportée par les parents, le protecteur ou le patron, par ce dernier surtout, qui trouverait, dans la prolongation du temps de l'apprentissage, une compensation suffisante. On peut espérer de ne laisser ainsi à la charge de la Société qu'une assez faible somme, en rapport avec ses ressources ordinaires.

Reste, toutefois, la mise première : appropriation et aménagement du local ; avances de loyer et d'appointements, etc., etc.

Ajoutez que les frais seraient plus considérables dans les premiers temps en raison du petit nombre des pensionnaires, et l'on comprendra que nos Sociétés Paternelles, si récemment fondées, ne possèdent pas encore les ressources nécessaires pour aborder cette tâche.

Votre Société, Messieurs, est appelée là encore à exercer une puissante action. Elle stimulera leur zèle ; elle encouragera leurs efforts, et, au besoin, leur prêtera son appui. Mais que dis-je ? elle est entrée déjà dans la voie et a posé elle-même les premiers jalons.

L'OEuvre des *Lits d'Apprentis*, fondée sous notre inspiration, dirigée par vos collègues, est une heureuse et utile tentative.

Son influence bienfaisante ne tardera pas à se faire sentir et à provoquer à son tour de nouveaux dévouements. Le zèle

(1) Dans l'atelier de *M^{me} Cohadon*, la dépense est de 519 francs pour chaque apprentie pensionnaire ; elle est seulement de 475 francs chez *M. Sajou* qui a un plus grand nombre de jeunes filles.

éclairé, l'énergique conviction de l'homme distingué qui la préside, nous sont d'ailleurs une garantie certaine des résultats qu'on en peut attendre.

A côté de l'OEuvre des lits d'apprentis, il en est une autre, née aussi de votre initiative ou du moins inspirée par vos persévérants efforts en faveur des enfants du travail. Je veux parler des *Institutrices de Charité*. A ces pauvres enfants, à ces petites filles surtout, que le travail retient toute la journée et qu'il serait dangereux peut-être d'envoyer le soir à l'école publique, elles viennent donner avec la nourriture de l'intelligence l'inappréciable bienfait d'une amitié libre, désintéressée, profonde. Qu'importent l'heure, la distance. Les voici dans l'humble demeure où elles ont réussi à grouper quelques-unes de leurs jeunes protégées. La sérénité, le contentement sont entrés avec elles. On les aime, parce qu'elles sont douces et bienveillantes. On les comprend parce qu'elles sont simples et modestes, on goûte enfin leurs leçons parce que, pour arriver à l'esprit, elles ont passé par le cœur. Et ne croyez pas que la tâche leur soit lourde ou pénible. Elles ont l'espoir d'une récompense précieuse, immense. Grâce à leurs soins, bientôt, de ces intelligences, tout à l'heure encore endormies, jaillira la première étincelle; bientôt dans ces cœurs va germer un sentiment élevé.

Pour moi, j'admire, avec un profond respect, ce sublime désintéressement, et je ne sache pas que l'amour du bien, la passion du dévouement qui est un des traits distinctifs de la femme ait trouvé jamais une expression plus noble, plus touchante.

Les deux Institutions dont je viens de parler offrent des ressources précieuses en attendant l'établissement et le fonctionnement régulier de nos pensions d'apprentis. Ce sont, pour ainsi dire, les mesures transitoires qui ménagent le passage de l'état actuel à l'état futur. Votre Société a donc rendu un signalé service en aidant à leur création. A ce sujet permettez-moi d'exprimer un désir : je souhaiterais qu'un travail spécial nous fît connaître complètement l'OEuvre des lits d'apprentis et les Institutrices de Charité, les services qu'elles ont rendus jusqu'à ce jour et ceux qu'elles peuvent rendre encore. J'ose me flatter que cet appel sera entendu par quelqu'un de nos collègues.

Et en effet, Messieurs, nos efforts ne doivent pas se ralentir. Notre tâche est si vaste que ce ne sera pas trop du concours de tous pour la mener à bonne fin.

L'industrie, comme autrefois la propriété, va se morcelant tous les jours. C'est plus qu'une révolution économique, c'est une crise sociale que nous traversons.

Le travail, affranchi depuis soixante et dix ans, réclame aujourd'hui sa place à côté de la naissance, de la richesse, du capital enfin, sorti de ses entrailles, et qu'il ne reconnaît pas.

Les ouvriers s'assemblent, se coalisent; la loi le leur permet; ils fondent des syndicats, affirment qu'ils sont majeurs et veulent sortir de tutelle. Pourquoi s'en effrayer? Ce mouvement est dans la nature des choses, et nous pouvions le prévoir; nos institutions elles-mêmes le favorisent.

Que certaines doctrines, plus redoutables par la peur qu'on en a que par leur propre puissance, s'en emparent et cherchent à l'exploiter à leur profit, faut-il s'en étonner? C'est, hélas! la condition de tout progrès.

L'erreur et l'ignorance qui entretiennent entre les hommes les funestes malentendus, voilà nos véritables, nos seuls ennemis. Eh bien, combattons l'erreur, dissipons l'ignorance, écartons les malentendus; et comment? par la persuasion, par l'exemple de la droiture et de la fermeté, par la contagion de la vérité! Ce que nous croyons le bien, il faut le proclamer; ce que nous croyons le vrai, il faut l'affirmer en face de l'erreur et du mensonge : la victoire est à ce prix, le salut de nos industries dans l'avenir en dépend.

Tout se lie en effet, et une société bien organisée peut seule maintenir la supériorité du travail humain. Or ce qui fait les bonnes lois, les sages institutions, ce sont les bonnes mœurs, les habitudes morales. Faisons donc des mœurs. Pour cela, je ne sais pas de plus puissant moyen que de moraliser l'apprentissage, que de placer ces jeunes créatures dans un milieu sain, honnête, intelligent, d'où elles sortiront plus tard hommes de bons sens et de bonnes mœurs, femmes pures et dévouées, capables les uns et les autres de remplir leur mission terrestre. En concentrant sur ce point notre bonne volonté et nos ressources, nous conjurons dès maintenant le danger qui nous menace et nous assurons pour l'avenir la prospérité et la grandeur de la patrie!

LE TRAVAIL DES ENFANTS DES MANUFACTURES

DEVANT LA JURISPRUDENCE

Par M. JULES PÉRIN, Avocat à la Cour impériale de Paris, Docteur en droit, Administrateur du Bureau de bienfaisance du V^e arrondissement.

Le *Comité judiciaire* (1), sur notre proposition, a pensé qu'il ne serait peut-être pas sans intérêt, pour l'œuvre que notre Société poursuit activement, de présenter les solutions de la jurisprudence relative au travail de la jeune population ouvrière, employée dans les manufactures, usines et ateliers.

En conséquence, il a confié à son secrétaire le soin de recueillir les espèces dans lesquelles les tribunaux ont été appelés à se prononcer, soit sur les infractions aux lois protectrices de l'enfance ouvrière des 21 mars 1841 et 22 février 1851, qui tendent à préparer à l'avenir des générations plus énergiques, soit sur la responsabilité des affligeants accidents, dont ces jeunes et intéressants collaborateurs de l'industrie sont trop souvent les victimes.

De ces décisions intervenues ressortent, en effet, des enseignements nombreux, lesquels peuvent être utiles à consulter pour la confection de la loi en préparation, appelée à compléter les dispositions de ses devancières. Il importait, d'ailleurs, de les faire connaître aux industriels, qui devront les mettre à profit pour la rédaction de leurs propres règlements d'ateliers, et qui se prémuniront ainsi contre les actions en dommages et intérêts pouvant être intentées contre eux.

Nous ne reproduirons toutefois que le nombre d'exemples nécessaire pour montrer comment la jurisprudence applique les principes généraux régissant la matière qui nous occupe; nous les avons choisis de préférence parmi les plus récents.

(1) Ce travail, après communication au *Comité judiciaire* par l'auteur, qui en est le secrétaire, a été lu à la Société, dans sa séance publique du 12 juin 1869.

I.

LA DURÉE ET LES PROPORTIONS DU TRAVAIL.

§ 1.

Un nombre considérable d'enfants, malgré leur jeune âge, sont assujettis à la dure loi du travail (1).

Le patron voit, en effet, un avantage à confier à des enfants, dont le salaire est moins élevé, certaines mains-d'œuvre, qui ne sont point au-dessus de leur force ou de leur intelligence.

Le père, de son côté, occupé dans l'usine, désire souvent y faire entrer son jeune fils, et bénéficier le plus tôt possible du mince produit de son travail; et même, en dehors de ces familles, la possibilité d'obtenir un salaire immédiat, sans subir le long apprentissage des autres métiers, envoie aux usines beaucoup d'enfants (2).

L'introduction des moteurs à vapeur dans l'industrie et leur substitution presque générale aux moteurs à bras, en allégeant le travail industriel, a contribué dans une large mesure à l'emploi des enfants dans les manufactures.

Par suite de cette révolution, certains travaux, qui exigeaient autrefois une force musculaire considérable, ont pu, sans in-

(1) On peut évaluer, d'après M. Audiganne, à 100,000 le nombre des enfants âgés de moins de 16 ans, qui travaillent dans les manufactures et usines à moteur mécanique ou à feu continu, et dans celles qui réunissent plus de 20 ouvriers, soumises à la loi de 1841.

L'enquête faite par la Chambre de commerce de Paris, en 1860, a recensé 25,540 enfants au-dessous de 16 ans :

19,059	garçons
6,481	filles
25,540	

Ce chiffre total se subdivise en :

5,798 petits ouvriers ou enfants sans contrat d'apprentissage ;

19,742 apprentis.

Voir aussi *Bulletin de la Société de Protection des Apprentis et des Enfants dans les Manufactures*, II, p. 185.

(2) Nous lisons dernièrement le récit du supplice affreux infligé par une mère à un enfant de 10 ans à Mulhouse, pour n'avoir pas trouvé d'occupation dans les fabriques en raison de sa constitution chétive (*Gaz. Trib.*, 25 juillet 1869). Les patrons avaient eu certainement raison de ne pas l'accueillir, mais la charité n'aurait-elle pas dû s'en occuper !

convénient pour leur bonne exécution, être confiés à des enfants (1).

Mais, l'abus se manifesta avec l'épanouissement de l'industrie : dans certaines manufactures, la jeunesse faible et infirme était énermée et étiolée par un excès de travail, que son âge ne comportait pas.

Et cependant, n'est-ce pas dès les premières années que la vie de l'homme se décide ? Imposer à un enfant un travail trop pénible, c'est lui faire dépenser en force plus que la nature ne lui permet, et l'épuiser ainsi prématurément ; c'est souvent le frapper d'infirmités précoces ; c'est toujours affaiblir son corps, son intelligence, sinon même en faire un être abruti et dégradé ; c'est quelquefois accélérer le terme de son existence. N'est-il pas à craindre que la génération qui naîtra de celle-là soit elle-même débile, et qu'ainsi la race dégénère peu à peu ? C'est sur l'enfant que repose l'avenir de la société ! « Cette immense nuée « d'enfants employés par l'industrie, n'est-elle pas, faisait observer « M. Dumas président de notre Société (27 déc. 1868), une pépi-
« nière qui se renouvelle sans cesse ? Ne fournit-elle pas les
« mains les plus habiles, les chefs d'ateliers les plus expérimen-
« tés, les directeurs d'un grand nombre de nos usines et la plu-
« part des inventeurs sérieux ? »

Au contraire, laissez l'enfance se développer au grand air, ne l'obligez que progressivement au travail et selon la mesure de ses forces croissantes ; alors sa vigueur se développera dans des conditions normales, l'intelligence elle-même, libre de cette fatigue brutale qui absorbait toutes les forces de la vie, s'élèvera nécessairement. A une enfance ainsi sagement ménagée succédera une jeunesse saine et forte, une virilité puissante ; les infirmités de la vieillesse n'atteindront que tard un corps qui se sera régulièrement développé, en ayant seulement connu de la fatigue ce que le repos accordé au travailleur suffit pour dissiper ; et la génération qui lui succédera héritera de ses qualités. L'avenir du pays est donc intéressé au plus haut degré dans la question du travail des enfants dans les manufactures !

Aussi, le funeste et désolant état de choses en vigueur devait-il attirer l'attention des économistes et des philanthropes.

Le premier cri d'alarme pour la cause des enfants était

(1) M. Jules Simon, *L'Ouvrier de huit ans*, 3^e édit., p. 89 et suiv., 161 et suiv.

poussé par Sismondi, en 1819, contre ces maîtres qui spéculaient sur la modicité du salaire alloué à de jeunes enfants, pour exiger d'eux un travail au-dessus de leurs forces (1).

Nous devons rappeler, à l'honneur des manufacturiers français, qu'ils ont pris le devant dans cette question; que, dès 1827, la Société industrielle de Mulhouse, la cheville ouvrière de presque tous les progrès qui se sont accomplis dans cette ville depuis 40 ans, se préoccupait du dépérissement rapide des enfants des manufactures, décimés par l'excès du travail, sur la proposition de M. J.-J. Bourcart père, de Guebwiller. Depuis cette époque, elle n'a pas cessé de publier, dans son *Bulletin*, des rapports, des pétitions et des renseignements statistiques sur ce sujet, pour obtenir que la durée du travail des enfants dans les manufactures fût législativement déterminée. En 1837, nous la voyons adresser aux Chambres et aux Ministres une pétition pour appeler leur attention sur l'abus qu'on faisait des forces des enfants dans les ateliers et sur l'urgence d'une mesure législative qui limiterait leur journée de travail (2).

L'Académie des sciences morales et politiques, en 1839, faisait

(1) « C'est, dit-il, sans profit pour la richesse ou l'industrie qu'on fait entrer les enfants, dès 6 ou 8 ans, dans ces manufactures de coton, où ils travaillent 12 et 14 heures au milieu d'une atmosphère constamment chargée de poils et de poussière, et où ils périssent successivement de consommation avant d'avoir atteint 20 ans; on aurait honte de calculer la somme qui pourrait mériter le sacrifice de tant de victimes humaines; mais ce crime journalier se commet gratuitement. » *Nouveaux Principes d'Économie politique*, I, p. 353; voir aussi du même auteur, *Du sort des Ouvriers dans les Manufactures*, 1834, br. in-8°; — Baron de Gérando, *De la Bienfaisance publique*, 1839, I, p. 252, *Du travail des Enfants dans les ateliers*; — Gilbert, adjoint au maire du XI^e arrondissement, *Quelques réflexions sur l'emploi des Enfants dans les fabriques*, 1837, in-8°; — Carnot, député, *Lettre à M. le Ministre de l'agriculture et du commerce sur la législation qui régle, dans quelques États de l'Allemagne, les conditions de travail des jeunes ouvriers*; 1840, imprimerie royale in-4°; — Rossi, *Cours d'Economie politique*, I p. 36; — M. Jules Simon, *L'Ouvrier de huit ans*, ch. 3; — M. Wolowski, *Bull. Soc. prot. Enf. Manuf.*, 1868, p. 91-125; — et particulièrement les *Rapports sur la situation des Enfants employés dans les Manufactures du département de la Seine*, rédigés par M. Barreswil, inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, années 1865, 1866, 1867 et 1868. — On peut rapprocher des ouvrages ci-dessus, ceux de: M. Ed. Ducpetiaux, *De la condition physique et morale des Jeunes Ouvriers et des moyens de l'améliorer*, Bruxelles, 1843, 2 vol. in-8°; l'*Enquête* (publiée par le Ministère de l'Intérieur du royaume de Belgique) *sur la condition des Classes ouvrières et sur le travail des Enfants*, 1846 et 1848, 3 vol., in-8°, etc.

(2) Voy. le chapitre consacré à la Société industrielle de Mulhouse, dans le livre de M. Eugène Véron, sur *Les Institutions ouvrières de Mulhouse et des*

étudier dans les centres industriels la situation de la population ouvrière par le docteur *Villermé*, qui publia son remarquable travail : *Sur la Durée trop longue du Travail des Enfants dans beaucoup de manufactures* (1), et son *Tableau de l'État physique et moral des Ouvriers employés dans les Manufactures de coton, de laine et de soie* (2).

« Il est impossible, disait ce respectable philanthrope, — dont la reconnaissance publique doit perpétuer le nom, — de laisser subsister un état de choses qui écrase les enfants de travail, qui les prive de toute éducation, et qui les maintient dans une infériorité physique et morale révoltante. Il faut certainement, ajoutait-il, que ce dernier mal soit bien grand et les raisons de le prévenir bien puissantes, puisque, en Angleterre, où l'intérêt de l'industrie l'emporte sur tous les autres intérêts, l'indignation publique a obtenu une loi pour le faire cesser, et que chez nous des manufacturiers de l'industrie cotonnière en réclament une semblable. C'est le cri de l'humanité! »

Il n'était donc pas d'intérêt qui méritât d'arrêter plus sérieusement la sollicitude du législateur que les conditions du travail des enfants. Les justes réclamations élevées de toutes parts devaient l'amener à rappeler par des prescriptions sévères le respect des lois morales et physiologiques ainsi méconnues.

Tel fut le but de la loi du 22 mars 1841 (3), préliminaire de la législation en cette matière, une des lois les plus nécessaires dont notre siècle puisse s'enorgueillir; — le sujet que nous traitons nous oblige à rappeler ses principales dispositions, bien qu'elles aient été déjà publiées dans ce Bulletin.

Cette loi s'applique aux enfants employés :

1° Dans les manufactures, usines et ateliers à moteur mécanique ou à feu continu et dans leurs dépendances (4) ;

environs, 1866, in-8°; M. H. Ameline, *Des Institutions ouvrières au XIX^e siècle*, 1866, p. 132-142..

(1) *Ann. d'hyg. publ. et de méd. lég.*, 1837, t. XVIII, p. 164.

(2) Paris, 1840, 2 vol. in 8°.

(3) Voir la *Lettre-circulaire* du 25 sept. 1854, dans laquelle le Ministre de l'Intérieur a cru devoir grouper en faisceau les circulaires antérieures en les rattachant aux diverses prescriptions législatives (Daloz P. 55. 3, 14; le *Rapport du Ministre sur l'exécution de la loi de 1841* [Gaz. Trib., 26 juillet 1845]).

(4) Par usines à moteur mécanique, ou à feu continu, on entend celles dont les opérations ne peuvent être suspendues avant d'avoir achevé un produit, ou une certaine quantité de produits, comme par exemple les verreries et les fonderies (Cir. Min. Int., § 2). Mais les établissements qui sont

2° Dans toute fabrique occupant plus de vingt ouvriers réunis en un atelier (*art. 4*) (1).

Dans ces établissements, les enfants devront, pour être admis, avoir au moins 8 ans. De 8 à 12 ans, ils ne pourront être employés au travail effectif plus de huit heures sur vingt-quatre, divisées par des repos. De 12 à 16 ans, ils ne pourront être employés au travail effectif plus de douze heures sur vingt-quatre, divisées par des repos. Ce travail ne pourra avoir lieu que de cinq heures du matin à neuf heures du soir (*art. 2*).

Tout travail entre neuf heures du soir et cinq heures du matin est considéré comme travail de nuit. Tout travail de nuit est interdit pour les enfants au-dessous de 13 ans. Si la conséquence du chômage d'un moteur hydraulique ou des réparations urgentes l'exigent, les enfants au-dessus de 13 ans pourront travailler la nuit, en comptant deux heures pour trois entre neuf heures du soir et cinq heures du matin. Un travail de nuit des enfants ayant plus de 13 ans, pareillement supputé, sera toléré, s'il est reconnu indispensable, dans les établissements à feu continu, dont la marche ne peut pas être suspendue pendant le cours de vingt-quatre heures (*art. 3*).

Les enfants au-dessous de 16 ans ne pourront être employés les dimanches et jours de fêtes reconnus par la loi (*art. 4*) (2).

Les règlements d'administration publique peuvent, ajoute la loi : 1° Étendre à des manufactures, usines ou ateliers autres que ceux qui sont mentionnés dans l'article 1^{er}, l'application

tenus en mouvement par la volonté pure et simple des propriétaires, tels que les filatures, ne rentrent pas dans cette catégorie, encore que leur moteur soit alimenté par un feu continu. (*Ib.*, § 2.)

(1) Il suffit que vingt ouvriers soient réunis (hommes ou femmes, garçons ou filles), dit la Circulaire précitée.

Cette loi est applicable dans les fabriques qu'elle atteint, de quelque manière que le travail y soit organisé, et alors même, par exemple, que les ouvriers travailleraient séparément dans l'enceinte de l'établissement, à la tâche ou à la journée, sous les ordres d'un ouvrier-chef dont ils recevraient leur salaire, ou pour le compte du patron. (*Ib.*, § 1.)

Pour qu'une fabrique cesse d'être comprise dans le domaine de la loi de 1841, il ne suffit pas que son personnel descende une partie de l'année au-dessous du minimum de vingt ouvriers; la fabrique rentre sous l'empire de cette loi, dès que le minimum légal y est atteint à un moment donné, et elle y reste tant que la situation n'est pas modifiée. (*Ib.*, § 1.)

(2) L'interdiction de faire travailler les enfants âgés de moins de 16 ans les dimanches et les jours de fêtes, portée à l'*art. 4*, est absolue, et s'applique même au travail dans les établissements à feu continu. (*Ib.*, § 3.)

des dispositions de la présente loi; 2° élever le minimum de l'âge et réduire la durée du travail, déterminés dans les articles 2 et 3, à l'égard des genres d'industrie où le labeur des enfants excéderait leurs forces et compromettrait leur santé; 3° déterminer les fabriques où, pour cause de danger ou d'insalubrité, les enfants au-dessous de 16 ans ne pourront être employés; 4° interdire aux enfants, dans les ateliers où ils sont admis, certains genres de travaux dangereux ou nuisibles; 5° statuer sur les travaux indispensables à tolérer de la part des enfants, les dimanches et fêtes, dans les usines à feu continu; 6° statuer sur les cas de travail de nuit prévus par l'article 3 (art. 7). Ces mesures sont indiquées à titre facultatif.

Des règlements d'administration publique devront : 7° assurer les conditions de salubrité et de sûreté nécessaires à la vie et à la santé des enfants (art. 8) (1). Ces mesures, au contraire, sont

(1) Cette loi armait suffisamment l'Administration pour lui permettre d'ordonner l'application des mesures jugées propres à diminuer le nombre des sinistres événements, dont sont journellement victimes tant de familles d'ouvriers?

— Comme le faisait remarquer, en 1852, M. le Maire de Lille : « Il est impossible de ne pas reconnaître qu'il y a quelque chose à faire pour sauvegarder l'existence des ouvriers, et que les dangers incessants dont ils sont entourés ne peuvent être considérés comme rentrant dans les conditions normales de l'industrie. »

« On ne saurait mieux faire, dit aussi notre confrère M. H. Ameline, dans son livre *Des Institutions ouvrières*, p. 214, que d'étudier les perfectionnements mécaniques, qui peuvent conjurer la fréquence de ces impitoyables accidents. »

Il serait donc à souhaiter que les moyens préventifs, que la théorie et l'expérience recommandent, fussent prescrits au fur et à mesure que l'efficacité de ces moyens est démontrée dans des cas parfaitement déterminés.

Quelques-uns de ces précieux moyens sont en usage dans certains établissements; ils sont ignorés ailleurs; plusieurs peut-être restent encore à connaître.

Nous avons cru devoir mentionner les principales mesures reconnues utiles, et qu'il serait à souhaiter de voir se propager dans tous les ateliers à moteur mécanique, en la *Note sur la question des Accidents de fabriques*, que son étendue nous a fait renvoyer à la suite de notre étude (p. 209).

On frémit de penser que, faute d'un arrangement des plus simples, il ne se passe guère de semaine, quelquefois même de jour, où l'industrie usinière à Paris ne compte un mort, ou, tout au moins, un blessé de plus; les individus atteints par ces sinistres et qui y survivent ne sont pas moins à plaindre que ceux qui y succombent : séjour à l'hôpital, opérations douloureuses et leurs suites, perte de la santé, impotence et chômage, tels sont, pour l'invalidé civil, les principaux résultats de sa blessure. Un grand nombre d'entre ces pauvres gens se voient réduits à solliciter de l'autorité la permission de se faire suivre dans les rues par un aide qui tourne, pour leur compte, la manivelle d'un orgue de Barbarie; ainsi apparés et portant sur leur poitrine un écriteau commémoratif du malheur qui les a frappés, ils font appel à la bienfaisance publique. (*Gaz. Trib.*, 13 sept. 1867.) — M. Siebeo-

impérativement prescrites par le législateur (1). — « Malheureusement on s'est arrêté dans le bon chemin ; on a posé les principes, et on n'a osé ni les développer ni les armer (2). »

Les chefs des établissements doivent faire afficher dans chaque atelier, avec la présente loi et les règlements d'administration publique qui y sont relatifs, les règlements intérieurs qu'ils seront tenus de faire pour en assurer l'exécution (art. 9) (3).

Les contraventions à la loi ou aux règlements d'administration

ker a raconté la vie de l'une de ces pauvres créatures mutilées, que leur incapacité de travail fait déchoir jusqu'au rôle le plus abject. (*Les Enfants malheureux*, p. 153-159.)

(1) « Un conseil de savants, disait l'académicien Joseph Droz (*Économie politique*, p. 295), doit décider quelles sont celles de ces machines qu'il est permis d'employer dans les manufactures, et quelles conditions il faut imposer à ceux qui veulent en faire usage. »

« Le gouvernement ne saurait, dans une matière si délicate, remarque M. Mollot, conseiller honoraire à la cour de Paris, s'entourer de trop de renseignements ; il ne doit pas dédaigner d'interroger les hommes spéciaux, c'est-à-dire les hommes d'industrie. Si la routine ou l'intérêt privé les trompe quelquefois, on finit par trouver la vérité dans leurs réponses ; on ne peut la trouver que là. » (*Le Contrat de louage, d'ouvrage et d'industrie, expliqué aux ouvriers et à ceux qui les emploient*, 1847, 2^e édit., n° 302.)

Aux termes du Décret du 7 décembre 1868, une Commission supérieure (instituée par Décret du 17 décembre 1868) est chargée de donner son avis sur les règlements à faire et sur toutes les questions que M. le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics croira devoir lui soumettre.

(2) M. Jules Simon, *l'Ouvrier de huit ans*, p. 64.

(3) Ces règlements intérieurs, dont l'article 9 prescrit l'affichage dans chaque atelier, ne doivent pas être confondus avec les règlements ordinaires de la fabrique. Ils s'appliquent spécialement aux enfants, et doivent contenir, notamment, les heures d'entrée et de sortie de ceux-ci, les heures d'école, les heures de repos et de repas, les mesures prescrites pour le maintien de l'ordre, de la décence et des bonnes mœurs, ainsi que les pénalités graduées pour les infractions et les absences. (Circ., § 5, n° 3.)

Il a été jugé que les affiches de la loi et du règlement intérieur, ordonnées par l'article 9 de la loi de 1841, doivent, si l'usine se compose de plusieurs ateliers, être apposées dans chacun d'eux. (Cass., ch. crim., 17 juin 1842.)

Dans sa *Circulaire* du 19 juin 1855, M. le préfet du Nord recommandait ces règlements d'ordre intérieur, rappelant aux ouvriers les mesures de précaution qu'ils ont à prendre, et imposant des amendes à ceux qui contreviendraient aux dispositions prescrites.

Entre autres règlements appliqués, nous mentionnerons particulièrement celui concernant les ouvriers employés aux métiers à filer automatiques de l'Association pour prévenir les accidents de fabriques (de Mulhouse).

En Angleterre, l'affichage de l'extrait officiel de la loi et autres avis est également prescrit. (Voir le travail de notre collègue, M. Alph. Striber, *L'inspection du travail des Enfants et des Femmes dans les Manufactures anglaises*, tiré à part, p. 11.)

publique rendus pour son exécution (1) exposeraient les propriétaires ou exploitants des établissements à être traduits devant le juge de paix du canton et punis d'une amende de simple police (qui ne pourra excéder 15 francs). En cas de récidive, c'est-à-dire d'un jugement pour contravention à la même loi rendu dans les douze mois précédents, ils seraient traduits devant le tribunal de police correctionnelle et condamnés à une amende de 16 à 100 francs.

Mais, cette loi était insuffisante, en ce qu'elle ne s'appliquait qu'aux grandes manufactures. Elle n'atteignait pas ces nombreux ateliers composés de moins de vingt ouvriers, où l'excès de travail dépasse souvent toute mesure, et dans un grand nombre desquels les enfants, entassés sans air et sans lumière, s'étiolent plus vite encore que dans les grandes usines, où du moins ils ne manquent ni de jour ni d'espace (2).

Dans la plupart de ces ateliers, le contrat d'apprentissage est usité entre le patron et les parents de l'enfant.

La loi du 22 février 1851 eut pour objet de régler, pour le cas où un tel contrat intervient, la grave question du travail des apprentis d'une manière analogue à la loi précédente.

La durée du travail effectif des apprentis âgés de moins de 14 ans ne peut dépasser dix heures par jour. Pour ceux âgés de 14 à 16 ans, elle ne peut dépasser douze heures.

Aucun travail de nuit ne peut être imposé aux apprentis âgés de moins de 16 ans. Est considéré comme travail de nuit tout travail fait entre neuf heures du soir et cinq heures du matin. Les dimanches et les jours de fêtes reconnues ou légales, les apprentis, dans aucun cas, ne peuvent être tenus, vis-à-vis de leur maître, à aucun travail de leur profession. Dans le cas où

(1) Les contraventions à la loi de 1841 peuvent être établies, non pas seulement à l'aide des procès-verbaux émanés des inspecteurs et des magistrats auxquels est accordé le droit d'entrer sans réquisition dans les manufactures, mais par tout mode de preuve du droit commun. (Cass. cr., 15 mars 1862, *Conrieu* D. P. 62, 1. 444.)

Les commissaires de police ont le droit de s'introduire dans les établissements industriels, à toute heure et sans réquisition, pour se faire rendre compte de l'exécution des dispositions concernant le travail des enfants, et dresser procès-verbal des contraventions qui y seraient commises. (C. Inst. crim., art. 11; Const. 22 frim. an VIII, art. 76; L. 22 mars 1841, art. 10 et 11; Cass., rej., 16 nov. 1860, *Callaud-Belisle* : D. P. 60, 1. 512.)

(2) Voir le *Rapport* de M. Blanqui à l'Académie des sciences morales et politiques sur les *Classes ouvrières en France*, p. 201 et 202; et aussi M. Léon Faucher : *Revue des Deux-Mondes*, nov. 1844.

l'apprenti serait obligé, par suite des conventions ou conformément à l'usage, de ranger l'atelier aux jours ci-dessus marqués, ce travail ne pourra se prolonger au delà de dix heures du matin. Il ne pourra être dérogé aux dispositions contenues dans les trois premiers paragraphes (durée du travail pour les apprentis âgés de moins de 14 ans, de moins de 16 ans et défense relative au travail de nuit), que par un arrêté rendu par le préfet, sur l'avis du maire (*art. 9*) (1).

Mais ces lois si humaines restent trop souvent lettres mortes, méconnues ou violées !

§ 2.

Il est, d'ailleurs, un principe général, qui domine notre sujet, et que nous devons rappeler au début de ces observations, parce qu'il régit le contrat de louage d'ouvrage tant des ouvriers adultes que des enfants : c'est que les patrons en tous genres d'industries sont tenus de veiller, par eux-mêmes ou par leurs préposés, à la sûreté des ouvriers qu'ils emploient.

Ce principe est posé dans les articles 319 et 320 du Code pénal, qui punissent comme délit l'action de causer une blessure involontaire à autrui, et dans les articles 1382 et 1383 du Code Napoléon, aux termes desquels tout fait dommageable oblige à une réparation ; la faute consiste dans la négligence et dans l'imprudence, aussi bien que dans les faits et dans les actes.

Y a-t-il faute ? Y a-t-il imprudence ou négligence ? C'est là une question de fait soumise à l'appréciation souveraine du juge.

Le maître d'une usine ne doit donner à chacun de ses ouvriers qu'un travail proportionné à ses forces et à son habileté. Ainsi il ne doit pas confier à un enfant l'ouvrage qui exige l'aptitude de l'homme fait ; cela ne peut être contesté (2).

(1) La durée du travail journalier des enfants de 12 à 16 ans, qui d'après l'art. 2 de la loi de 1841 est de douze heures sur vingt-quatre, ne peut jamais être étendue au delà..... Le Décret du 17 mai 1851, qui détermine diverses industries où le travail des adultes peut être l'objet de certaines prolongations, n'est pas applicable aux jeunes ouvriers âgés de moins de seize ans (Circ., § 2.).

(2) Citons un exemple : le maître d'une papeterie qui charge un enfant de 15 ans de remplacer l'homme préposé habituellement à la direction d'une machine hydraulique destinée à couper des cordages, a à s'imputer une faute grave, et serait responsable de l'accident dont l'enfant pourrait être victime dans

Avant la promulgation des lois spéciales précitées sur le travail des enfants, lorsqu'un enfant employé dans une manufacture était atteint par une maladie, ou frappé par un accident, conséquence d'un excès de travail, que de difficultés pour établir que tel ou tel nombre d'heures de labeur était trop considérable pour tel ou tel enfant ! Ces lois ont simplifié la question, en limitant à un certain nombre d'heures le travail des enfants. ne restera plus aujourd'hui qu'à établir si le patron a fait travailler l'enfant au delà des limites prescrites ; cette preuve faite, et, en général, elle sera facile à faire, le patron sera légalement en faute et responsable par conséquent.

Mais, il ne faut pas induire, pensons-nous, de ce que loi interdit de faire travailler les enfants au-dessous d'un certain âge et au delà d'un certain nombre d'heures, qu'elle autorise à faire travailler, dans tous les cas, au-dessus d'un âge et en deçà du temps fixé. Non ; on rentre alors dans les règles générales de la responsabilité. — Ainsi, pourrait être déclaré responsable le patron qui aurait employé un enfant, même de plus de 8 ans, à un travail même de moins de 8 heures, si ce jeune garçon était visiblement incapable de travailler pendant toute la durée du temps qui lui était imposé, sans risquer de voir ses forces excédées et sans tomber malade ; dans ces conditions, en effet, le patron, qui ne peut prendre le soin de proportionner le travail à la faiblesse de l'enfant, ne devait pas l'accepter et lui confier ce travail. De même le chef d'atelier, qui imposerait à un enfant un travail manifestement au-dessus de ses forces, non point relativement à la durée, mais à l'effort physique nécessaire pour l'accomplir, serait responsable, dans les termes du droit commun, de la faute par lui commise, alors même, bien entendu, que l'enfant aurait plus de 8 ans.

En conformité des deux lois de 1841 et de 1851, les tribunaux n'ont pas hésité à faire l'application de leurs dispositions

l'exercice de ce travail. Il avait en effet d'abord confié à un homme la direction de cette machine, appréciant que son aptitude et sa surveillance étaient nécessaires ; puis, changeant d'avis, et cédant peut-être à une pensée d'économie, il l'avait remplacé par un enfant. Il pensait sans doute que l'activité et la prudence de cet enfant suffiraient ; il s'est trompé, et cette erreur, commise par celui-là même qui doit apprécier et juger les dangers des appareils qu'il emploie, est une faute évidente. (*Monit. Trib.*, 1863, p. 145.)

aux manufacturiers, qui n'en avaient pas observé les sages prohibitions.

Le chef industriel, convaincu d'avoir fait travailler un enfant de moins de 12 ans au delà du temps réglementaire, doit être condamné, a dit le Tribunal de police de Schirmeck (Vosges), à autant d'amendes qu'il y a de journées de travail excessif (1). Mais la Cour de cassation, adoptant un autre mode de constatation, a jugé que le manufacturier, contre lequel il est établi qu'il a, pendant un certain temps, fait travailler au-delà de la journée réglementaire des enfants qu'il occupe dans son établissement, doit être condamné, non pas à autant d'amendes qu'il y a eu de journées d'un travail excessif, mais seulement à autant d'amendes qu'il y a eu d'enfants soumis à un tel travail (2).

Un patron imprimeur (les machines typographiques sont de celles qui font le plus de victimes parmi les enfants) a vu sa responsabilité engagée, parce qu'il était certain que, lorsque l'enfant — il n'avait que 12 ans! — avait été blessé, *il avait fait la veille une journée de quatorze heures*, « ce qui, remarquait le Tribunal civil de la Seine, est une contravention à la loi ; » que, par suite, lorsque après un nouveau travail de trois heures debout, le jeune G... avait voulu s'asseoir, il était très-excusable de chercher à concilier son travail avec une attitude moins fatigante (3).

Toutefois, nous devons ajouter qu'il vient d'être rendu, récemment, un jugement du Tribunal de la Seine, moins favorable à la cause des enfants des manufactures, qui a statué en ce sens : lorsqu'un mineur de 16 ans, a pensé la 1^{re} chambre, — tout en constatant que, à raison de son âge, son travail n'avait pu être prolongé au delà de douze heures sur vingt-quatre heures, — a été victime d'un accident, au cours d'un travail qui s'est prolongé au delà de la durée réglementaire, ce fait seul n'engage pas la responsabilité du patron, s'il n'est pas établi que cette contravention ait été la cause directe de l'accident. Il nous paraît indispensable de faire connaître sur quelles circonstances de faits cette décision est intervenue : le jeune Dubuis, âgé de 15 ans, était employé en qualité de leueur de

(1) 28 juin 1858. *Min. pub. c. Opp...* : D. P. 59. 3. 16.

(2) Cass. rej. *Seitz* : D. P. 59. 1. 93.

(3) Trib. civ., 4^e ch., 13 mars 1858 : *Gaz. Trib.*, 17 avril 1858, confirmé C Paris, 16 juill. 1858 : *Gaz. Trib.*, 14 avril 1858.

feuilles dans l'imprimerie K.; une feuille étant restée adhérente au rouleau de la presse, l'enfant se leva pour la saisir; mais, dans le mouvement mal calculé qu'il fit à cet effet, sa main s'engagea dans l'un des organes de la machine, et il dut être amputé du bras droit. Dubuis était à l'atelier depuis la veille au soir 17, et ainsi, à l'heure où l'accident se produisit, le lendemain 18, entre midi et une heure, ce jeune ouvrier avait été soumis à un travail de plus de douze heures sur vingt-quatre heures, ce qui n'était pas contesté du reste par le patron. La dame veuve Dubuis, sa mère, s'appuyant principalement sur la contravention aux articles 2 et 3 de la loi du 22 mars 1841, commise par le patron ou ses préposés, forma contre M. K. une demande de dommages-intérêts; elle alléguait que cet oubli des prescriptions légales avait été la cause de la somnolence provoquée chez son fils par l'excès d'un travail qui n'aurait pas dû être prolongé au delà de douze heures sur vingt-quatre heures. Mais cette demande fut repoussée par les motifs suivants: «que toutefois, il n'était pas établi que cette contravention ait été la cause de l'accident dont il s'agit; — que Dubuis allègue, il est vrai, que, réveillé en sursaut de sa somnolence, il avait fait le mouvement irréfléchi qui a occasionné sa blessure, mais que la preuve de ces circonstances n'est pas administrée; — qu'au contraire, il se livrait à un travail qui exige une assiduité continue; qu'en outre, il était sorti de l'atelier quelques minutes avant l'accident, et que ces faits établissent qu'il était en possession de ses facultés lorsque l'accident s'est produit (1).» Nous nous permettrons cependant de faire observer que la contravention constituait tout au moins une présomption suffisante, en faveur de l'enfant, pour engager la responsabilité du patron; et qu'on ne peut conclure, avec une certitude absolue, du mouvement que l'enfant a dû faire pour saisir la feuille, que sa présence d'esprit n'était pas engourdie par un excès de fatigue: il est très-plausible de supposer que, s'il n'avait pas travaillé plus de huit heures consécutives, il n'aurait pas eu ce moment d'oubli, qui lui a été si fatal.

(1) Trib. civ. Seine, 1^{re} ch., 10 mars 1869: *Droit*, 17 mars. Ce jugement fut frappé d'appel par M^{me} veuve Dubuis; mais l'affaire se termina devant le bureau de l'assistance judiciaire: M. K., après avoir consenti une indemnité pécuniaire, reprit le jeune Dubuis dans son atelier.

II.

LA SURVEILLANCE DES CHEFS D'USINE : HYGIÈNE ET PÉRILS DE L'ATELIER (MACHINES DANGEREUSES).

« Dans l'industrie, disait M. le baron Ch. Dupin, rapporteur de la commission, à la Chambre des Pairs, de la loi de 1841, les progrès qu'on admire le plus, en raison du génie de l'inventeur, peuvent conduire à des conséquences fatales à la santé, à la vie même des hommes. Les travailleurs deviennent en quelque sorte des accessoires plus ou moins sacrifiés aux grandes forces impulsives qu'on emprunte à la nature inanimée (1). »

C'est à l'industriel qu'il appartient d'aviser aux moyens de détruire les effets nuisibles qui peuvent être les conséquences de son industrie ; personne n'a, en réalité, plus d'intérêt que lui-même à cette mesure.

Lors donc qu'un appareil à force motrice vient à être établi dans une usine, l'une des premières choses auxquelles le fabricant doit veiller, c'est à faire isoler complètement les engrenages au moyen d'une balustrade grillée ou de tout autre ouvrage destiné à protéger la vie des personnes, qui, cinquante, cent fois par jour, sont exposées à côtoyer le monstre aux bras de fonte et aux dents d'acier (2).

Il y aurait donc une imprudence caractéristique de la part

(1) M. le baron Ch. Dupin, *Du travail des Enfants qu'emploient les ateliers, les usines et les manufactures*, considéré dans l'intérêt mutuel de la société, des familles et de l'industrie, 1840, in-8°.

(2) En Angleterre, aucune personne âgée de moins de 18 ans, ni aucune femme, ne peuvent être employées dans des ateliers de préparation ou de filature, sans que des précautions suffisantes aient été prises pour les protéger contre l'humidité ou contre l'invasion de la vapeur dans l'atelier, lorsque les opérations nécessitent l'emploi de l'eau chaude. Chaque volant, roue hydraulique ou machine à vapeur, près desquels des enfants ou adolescents sont obligés de passer ou de travailler, doivent être soigneusement entourés ; l'espace que parcourt la roue doit être soigneusement enfermé, et toutes ces clôtures doivent rester en place pendant tout le temps que la machine est en mouvement. — Les sous-inspecteurs des manufactures veillent à ce que les prescriptions de la loi soient observées ; quand ils donnent un avis érit, qu'une partie quelconque de machine, ou une bande menace de blesser les ouvriers et doit être immédiatement entourée, le propriétaire de l'usine doit, dans l'espace de quatorze jours, les faire soigneusement entourer, ou faire une demande à l'effet d'en référer à des arbitres ; dans ce dernier cas, il doit désigner son arbitre sur le champ, et s'il résulte de l'arbitrage qu'il est nécessaire et possible d'entourer ces machines, courroies ou bandes, il doit le faire sans aucun délai, et les maintenir ainsi entourées pendant tout le temps du travail.

des chefs d'ateliers, et sur la gravité de laquelle le doute serait impossible, à ne pas prendre les précautions de nature à préserver les enfants contre ces terribles atteintes.

La loi du 21 mars 1844 contient, nous l'avons vu, dans son article 8, deux dispositions qui se réfèrent à l'hygiène et aux périls de l'atelier, mais qui n'ont pas reçu l'exécution prévue des règlements d'administration publique.

En dehors des dispositions de ces textes, la jurisprudence a eu fréquemment à statuer et à appliquer ce principe : que l'obligation du patron doit être plus étroite et plus rigoureuse lorsque, parmi ses ouvriers, se trouvent des enfants (1).

Ainsi, il a été très-sagement jugé que le maître qui emploie des enfants doit exercer sur eux, par lui-même ou par ses préposés, non point seulement la surveillance ordinaire d'un simple patron, mais celle d'un bon père de famille (2).

Les enfants, les adolescents et les femmes ne peuvent être employés au nettoyage d'une machine en mouvement; ils ne peuvent travailler entre les parties fixes et les traverses mobiles d'un *self-acting*. (Henri Carne Oats, *The Factory Acts*, London 1862; Robert Baker, inspecteur des manufactures, *The Factory Acts made easy: or, how to work the law without the risk of penalties, embracing the acts of 1833, 1836 and 1867*, Leeds, 1868; M. Jules Simon, *L'Ouvrier de huit ans*, p. 357; M. Alph. Striber, *L'inspection du travail des enfants et des femmes dans les manufactures anglaises*, p. 16 à 30; voir aussi la Note à la fin de notre étude).

(1) Sur 9 0/0 d'enfants au-dessous de 13 ans employés dans les filatures de coton de l'Angleterre, il y a 19 0/0 des accidents totaux, et sur 10 0/0 de jeunes garçons au-dessus de 13 ans, il y a 19 0/0 d'accidents, ce qui fait 38 0/0 de la totalité des accidents, par les jeunes enfants et les jeunes garçons!!

« Il entre fréquemment à l'hôpital Saint-Sauveur des jeunes ouvriers des deux sexes ayant les mains ensanglantées ou mutilées, disait, d'autre part, l'Administration hospitalière de Lille, en 1852. »

S. M. l'Impératrice, qui se préoccupe si vivement de toutes les œuvres destinées à améliorer le sort des pauvres enfants malades ou blessés, après avoir doté le faubourg Saint-Antoine d'un nouvel hôpital d'enfants *Hôpital Sainte-Eugénie*, rue de Charenton, 89; et de l'orphelinat appelé *asile Eugène-Napoléon*, vient de montrer tout l'intérêt que lui inspire la fondation de l'hôpital maritime de Bercq (Pas-de-Calais), en assistant avec le Prince impérial à son inauguration, le 18 juillet 1869.

« Jamais, à aucune époque, dit le docteur Bouchut, médecin de l'hôpital des Enfants malades (*Enfant-Jésus*, rue de Sèvres), on n'a tant fait pour l'enfance, depuis la crèche qui la reçoit dans ses premiers mois, jusqu'à l'asile où elle apprend à lire, jusqu'aux orphelinats où se réfugie celle que l'abandon ou la mort prive de parents, et à l'hôpital enfin où ses maladies trouvent la guérison. Le patronage et la protection l'entourent partout, et, si ce qui existe n'est pas encore suffisant pour les besoins de tous les enfants qui souffrent, on peut dire que la charité se multiplie pour ne laisser aucune grande douleur sans remède. » (*Journ. offic.*, 20 juillet 1869.)

(2) Trib. civ. Seine, 13 mars 1858 : *Gaz. Trib.*, 17 avril.

D'autres décisions ont reconnu que, lorsqu'on emploie des femmes ou des enfants à des travaux dangereux, on est tenu de les protéger contre leur inhabilité et les imprudences qu'ils peuvent commettre dans l'exécution des ordres qui leur sont donnés (1); qu'on ne peut, en effet, demander à un enfant la même aptitude et la même attention qu'à un adulte (2); que l'enfance n'a ni la connaissance du danger, ni la prudence et l'expérience nécessaires pour se garantir; que l'imprudence est au contraire inhérente au jeune âge, qu'elle est un fait inévitable sur lequel on doit compter; que le défaut de discernement qu'il comporte, et par suite le défaut de prudence ou d'attention, se présumant forcément et doivent être prévus (3). Les chefs d'usines doivent donc suppléer à ce qui manque sous ce rapport aux jeunes enfants qu'ils font travailler, par des mesures qui obviennent aux dangers possibles; ils doivent, en un mot, les prémunir contre leur propre imprudence (4).

Il en est ainsi, surtout, lorsque dans l'atelier se trouvent des machines à mouvements de rotation rapide et dangereuses.

Le Tribunal de la Seine, et la Cour après lui, ont jugé que le patron, devant prendre les mesures que la prudence ordonne pour protéger les enfants qu'il occupe contre leur propre imprudence ou maladresse, commet une faute s'il les laisse, par exemple, travailler auprès d'un engrenage découvert. Il doit, pour sauvegarder sa responsabilité, entourer l'engrenage d'un grillage élevé ou de tout autre moyen préservatif, surtout lorsque, en fait, selon la remarque de la Cour, l'on peut toujours établir des grillages qui ne gênent nullement le mouvement des organes de la machine, et dont les mailles

(1) C. Paris, 4^e ch., 27 janvier 1866 : *Gaz. Trib.*, 9 février 1866.

(2) Trib. civ. Seine, 4^e ch., 12 décembre 1865 : *Gaz. Trib.*, 11 janv. 1866.

(3) *Ib.*, 13 mars 1858 : *Gaz. Trib.*, 17 avril, confirmé C. Paris, 4^e ch., 16 juillet 1858 : *Gaz. Trib.*, 14 août.

(4) Trib. civ. Seine, 3 janvier 1866 : *Gaz. Trib.*, 9 fév.

Nous souhaitons voir introduire dans la loi à intervenir un paragraphe ainsi conçu : « L'industriel qui emploie des enfants dans ses ateliers est tenu de redoubler de vigilance pour prévenir les accidents. » (Voir *Bull. Soc. prot. des Enfants des Manufactures*, II, p. 209.)

L'un des vœux émis par la Société de protection des Apprentis et des Enfants des manufactures est que la loi en préparation interdise, sauf certaines exceptions, l'entrée des enfants de moins de 16 ans dans tout atelier insalubre par manque de lumière ou malpropreté notoire; qu'elle défende d'occuper des enfants de moins de 16 ans au maniement d'engins mécaniques non pourvus de moyens préventifs qui en éloignent le danger. (*Bull. Soc. prot. des Enf. des Manuf.*, II, p. 255.)

soient assez écartées pour permettre de les graisser et d'en surveiller le jeu (1).

« Attendu, dit un jugement très-explicite sur ce point, que si les progrès incessants de l'industrie rendent indispensable cet emploi, dans les usines, de machines dangereuses par elles-mêmes, tant à cause de l'extrême rapidité de leurs mouvements, qu'en raison des rouages et des engrenages qui les leur communiquent, c'est pour les chefs d'usines une obligation impérieuse, à laquelle se joint un devoir d'humanité, de prendre toutes les précautions et mesures nécessaires pour écarter complètement ou tout au moins diminuer les dangers que l'usage de ces machines entraîne, et pour protéger et garantir les ouvriers qu'ils emploient contre leur propre imprudence (2)... »

Si donc il était justifié que le chef de l'usine n'a pas pris ces précautions et employé les moyens de préservation nécessaires, il ne pourrait décliner la responsabilité légale. C'est ce qu'a jugé le tribunal civil de Corbeil, auquel nous avons emprunté les considérants que nous venons de rapporter, dans l'affaire suivante : La jeune Aug^{ne} Baudet, âgée de 13 ans, employée dans la fabrique de MM. Buffault et Guyon à une machine à battre le coton dite batteuse, eut la main gauche prise et broyée par l'engrenage de la machine à laquelle elle travaillait. Ses parents, prétendant que les patrons avaient eu tort d'employer une ouvrière trop jeune à un travail dangereux et de n'avoir pas pris les précautions usitées pour rendre la machine inoffensive, actionnèrent ceux-ci en dommages-intérêts. Le tribunal accueillit la demande : « Attendu qu'il est constant que le poignet gauche d'Aug^{ne} Baudet a été broyé par les engrenages de la machine qu'elle était chargée de conduire, soit que la manche de son vêtement ait été saisie par l'engrenage, soit qu'en voulant enlever quelques flocons de coton qui se trouvaient sur le tambour, elle ait, par un acte irréfléchi et peut-être quelque peu imprudent, appuyé son bras sur ledit engrenage ; que, dans les usines bien tenues, les engrenages de l'appareil destiné à battre le coton sont recouverts d'un revêtement en bois ou en fer, et que ce revêtement est même fermé à l'aide d'un cadenas, dont le contre-maître ou

(1) Trib. civ. Seine, 4^e ch., 12 déc. 1865 ; *Gaz. Trib.*, 11 janvier 1866, confirmé C. Paris, 4^e ch., 12 mai 1866 : *Gaz. Trib.*, 9 juillet.

(2) Trib. civ. Corbeil, 3 fév. 1865.

le chef d'atelier a seul la clef; que les engrenages de la machine à battre, qui existe dans l'établissement des défendeurs, loin d'être enveloppés par un revêtement, comme il vient d'être dit, sont à découvert et offrent par conséquent un danger réel et permanent pour l'ouvrier préposé à sa conduite; attendu, en outre, que le mécanisme à l'aide duquel la machine peut être mise en mouvement ou arrêtée, est extrêmement rapproché des engrenages faisant fonctionner l'appareil à battre par un mouvement de rotation de 900 tours par minute; que, de plus, il est d'une manœuvre difficile, même pour un homme, à plus forte raison pour une jeune fille de l'âge et de la force d'Aug^{ne} Baudet, et que manifestement sa manœuvre offre un danger sérieux, plus grand encore quand elle est exécutée par une ouvrière trop jeune ou trop inexpérimentée pour être préposée à la direction et à la surveillance d'un tel instrument (1)... »

Les scies circulaires, par exemple, cet engin si terrible qui se trouve dans un grand nombre d'usines, doivent être l'objet de toute la sollicitude des patrons qui emploient des enfants, même à d'autres travaux. Le seul fait de n'avoir point empêché un enfant de s'en approcher et de s'en servir engagerait en effet leur responsabilité.

C'est ce que la Cour de Paris a jugé, dans une affaire *Bisénius c. Thiébaud*; le libellé de l'arrêt ci-après indique suffisamment les faits : « Attendu, y est-il dit, que Bisénus, âgé de 12 ans, était entré depuis 4 mois comme apprenti dans les ateliers de Thiébaud; qu'il y était habituellement employé à compter les boulons et à essuyer les coussinets;—attendu que, le 23 janvier, Bisénus ayant quitté son travail pour se mettre à la manœuvre d'une scie circulaire dangereuse, dont il n'avait pas l'expérience, eut les quatre doigts de la main droite coupés;—attendu qu'en admettant, ainsi que le soutient Thiébaud, que Bisénus n'eût reçu aucun ordre et qu'il soit allé de son propre mouvement travailler à la scie, la responsabilité de Thiébaud n'en serait pas moins engagée; qu'il reconnaît lui-même en effet que le nommé Langlois, chef d'atelier chargé de la surveillance et de la direction de la machine dont il s'agit, était absent; qu'aucun obstacle matériel n'interdisait, soit à Bisénus, soit à tout autre l'accès de la scie; d'où il sort que Thiébaud n'avait

(1) Trib. civ. Corbeil, 3 fév. 1865, confirmé C. Paris, 4^e ch., 11 nov. 1865 *Bull. C. Paris*, 1865, p. 720.

pas pris les mesures de surveillance et de précaution que la prudence commandait pour prévenir l'accident dont Bisénus a été victime (1)... »

L'article 1384 du Code Napoléon ne rend pas seulement les patrons responsables des dommages qu'ils peuvent causer par leur propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont ils doivent répondre. Ils sont donc tenus du préjudice causé par leurs préposés dans les fonctions auxquelles ils les emploient. Aussi ont-ils le plus grand intérêt à se préoccuper du plus ou moins de garantie que présente le caractère de leurs contre-maitres ou des ouvriers qui travaillent avec le concours d'enfants.

On ne saurait trop recommander aux ouvriers de ne se faire remplacer et assister dans leurs manœuvres ou travaux de réparations par des enfants qu'avec la plus grande vigilance à les sauvegarder contre tout événement fâcheux. Ainsi, les courroies, qui servent à transmettre les mouvements aux machines, offrent un danger sérieux, lorsqu'on les remonte sur les poulies pendant la marche (2).

Le jeune *Foureroy* (né en nov. 1849) était employé, comme apprenti bourrelier, dans l'usine de MM. *Ern. Gouin et Cie*. Le 13 février 1863, il reçut du chef d'équipe des bourreliers l'ordre de recoudre une courroie décousue ; monté sur une échelle, il s'occupait à replacer cette courroie sur l'arbre de transmission, toujours en marche, lorsque la poulie sur laquelle elle devait être posée, soit parce qu'elle était ébréchée, soit par son seul mouvement, enleva la courroie d'une façon si brusque, que, s'enroulant autour du corps du pauvre enfant, elle l'entraîna autour de l'arbre de transmission ; lorsque l'arbre fut arrêté, le pauvre enfant avait les deux jambes, la cuisse et un bras fracturés. Le Tribunal lui accorda une pension viagère de 300 francs et une somme de 500 francs, en basant son jugement sur ce que l'opération dans laquelle le mineur Foureroy a été blessé était étrangère à son service ; et, qu'en admettant qu'on ne la lui eût pas ordonnée, on aurait dû veiller, à raison de son inexpérience et de son jeune âge, à ce qu'il ne s'ex-

(1) 2 août 1862.

(2) Dans les ateliers, notamment de nos collègues MM. Farcot père et fils, constructeurs mécaniciens à Saint-Ouen, le règlement intérieur défend expressément de remonter les courroies pendant la marche de la machine autrement qu'avec une perche.

posât pas au danger qu'elle comportait; que si ce service avait été fait par qui et comment il devait l'être, l'accident n'aurait pas eu lieu; et, à défaut que la surveillance des préposés à qui elle appartenait à cet égard ait été exercée d'une manière suffisante, les conséquences doivent en incomber aux chefs de l'usine (1).

Dans une autre affaire, qui présente quelque analogie avec la précédente, le Tribunal correctionnel de Paris a condamné l'ouvrier Plantier, qui, dans une fabrique d'appareils d'éclairage au gaz, ayant à réparer une courroie mue par un arbre de couche en mouvement, avait chargé le jeune *Bardot*, âgé de 12 ans et demi, de maintenir les deux extrémités de cette courroie; celle-ci, par suite du mouvement de rotation qui lui était imprimé, enleva l'enfant, et le fit passer plusieurs fois autour de l'arbre de couche, accident qui nécessita l'amputation de son bras gauche. Plantier fut condamné à une amende, et MM. *F...* et *L...* déclarés civilement responsables de son paiement : « Attendu, dit avec raison le jugement, qu'en admettant que le jeune *Bardot* n'ait pas exécuté les ordres à lui donnés par Plantier et qu'il ait, en les exécutant, commis quelque étourderie, ces circonstances ne sont pas de nature à faire disparaître l'imprudence que la prévention reproche à Plantier et sans laquelle l'accident n'aurait pas eu lieu (2). » L'imprudence de cet ouvrier consistait, en effet, soit à ne pas avoir fait arrêter le moteur avant de charger l'enfant de tenir la courroie, soit, puisqu'il croyait pouvoir se dispenser de cette précaution, à ne pas avoir confié le soin de tenir la courroie mue par l'arbre de couche à un homme expérimenté, et de l'avoir confié à un enfant qui était hors d'état de comprendre le danger auquel il s'exposait. « Cette manœuvre, ajoutait le Tribunal civil de la Seine, statuant sur la demande en dommages-intérêts formée ensuite par le père de *Bardot*, ne peut être accomplie par un enfant de douze ans, pendant que la machine est en mouvement, sans qu'elle offre pour lui un péril sérieux (3). » Une pension alimentaire viagère de 400 francs fut accordée.

(1) Trib. civ. Seine, 4^e ch., 8 août 1866 (sur notre plaidoirie pour *Fourcroy*).

(2) Trib. corr. Seine, 8^e ch., 25 juillet 1868.

(3) Trib. civ. Seine, 4^e ch., 12 mars 1868 : *Gaz. Trib.*, 26 mars (sur notre plaidoirie pour *Bardot*).

Lorsque, dans certains cas, à raison de sa nature, le travail ne peut être effectué qu'avec l'intervention de jeunes enfants, les ouvriers doivent se montrer très-attentifs à en surveiller l'exécution ; ils doivent prendre garde de ne mettre les machines en mouvement qu'après avoir averti par un signal.

Des enfants ont été maintes fois victimes de la précipitation des manœuvres effectuées et du défaut d'avertissement ; en voici des exemples :

Le jeune Antoine *Odin*, âgé de 14 ans seulement, était employé par la *Compagnie des Mines de la Loire*, au puits de Sainte-Marie, à trier les pierres du charbon destiné à une machine à broyer. Cette machine, consistant principalement en deux cylindres mus par la vapeur, était placée dans une ouverture au niveau de la galerie où travaillaient *Odin* et les autres enfants ; le pied vint à lui glisser et il fut pris entre les deux cylindres. L'enquête prouva que les enfants devaient ramasser les pierres où elles se trouvaient, et que, quand elles encombraient les abords de la machine, ils devaient venir les chercher là. La Cour de Lyon prononça une condamnation contre les défendeurs à raison de cette imprudence, et aussi parce qu'il était certain que la machine, étant au repos, avait recommencé à fonctionner sans aucun avertissement, et que c'était à cet instant que la chute avait eu lieu ; « que l'usage, dit-elle, où l'on serait, dans cette exploitation, de ne donner aucun avertissement, ne ferait qu'aggraver cette faute (1). »

« Attendu, dit, dans une autre espèce, le Tribunal d'Aix, que le véritable auteur de l'événement est le nommé Rouer (un ouvrier plâtrier), qui, ayant auprès de lui son apprenti, devait veiller à sa sûreté ; que c'est par un faux mouvement de l'instrument qu'il dirigeait qu'il a atteint ce jeune garçon et occasionné sa chute ; que l'accident est donc arrivé par défaut de prévoyance et d'attention de sa part ou par sa maladresse (2).

Le *Règlement concernant les ouvriers employés aux métiers à filer automates de l'Association mulhousienne* contient une sage prescription. Son article 6 enjoint au fileur de suivre des yeux les enfants qui nettoient les rouleaux des cylindres cannelés du métier, et de prendre garde de ne mettre sa machine en

(1) C. Lyon, 2^e ch., 9 décemb. 1854 : S. 55, 2, 606.

(2) Trib. civ. Aix, 5 décembre 1864, conf. C. Aix, 13 mai 1865, *Charreton c. Maille et Vaillant* : D. P. 66, 2, 238.

mouvement qu'après avoir donné le signal de la mise en train et s'être assuré avec soin que tout ouvrier a quitté le dessous de la machine. Pour n'avoir pas observé cette recommandation, un ouvrier rattacheur de la filature A..., de Mulhouse, qui avait mis en mouvement son métier, sans avoir donné l'avertissement préalable à ses collaborateurs, et sans s'assurer qu'il n'y avait personne à proximité qui pût être atteint, fut cause de la mort d'une pauvre petite bobineuse de 12 ans à peine. Cette enfant, surprise à l'improviste dans son travail, n'eut pas le temps de se retirer, et eut la tête broyée contre les montants du porte-cylindres. L'auteur de l'accident fut condamné par le tribunal correctionnel de Mulhouse à *deux mois* d'emprisonnement, par application de l'art. 320 du Code pénal (1). « La fréquence de ces accidents, faisait observer ce tribunal, l'incurie et l'insouciance dont font trop souvent preuve les ouvriers de fabrique dans le maniement des machines dangereuses qui leur sont confiées, la nécessité de statuer un exemple efficace, commandent une certaine sévérité. »

Une situation particulière peut se présenter : dans un certain nombre d'industries, si les fabricants y consentent, les ouvriers qui travaillent dans leurs ateliers peuvent avoir des apprentis pour leur compte; ce sont donc ces ouvriers qui engagent et paient personnellement les enfants qui les aident dans leurs travaux. Ainsi, dans l'industrie des papiers peints, c'est l'ouvrier qui embauche l'enfant faisant les fonctions de tireur; le premier est le vrai maître du second, le fabricant ne le commande pas directement (2).

La responsabilité dont nous nous occupons, serait encourue de même dans ce cas où la victime d'un accident imputable à l'imprudence ou à la maladresse d'un ouvrier à la tâche serait un apprenti choisi et payé directement par cet ouvrier. C'est ce qui a été jugé dans une affaire *Charreton c. Maille et Vaillant* : « Attendu, disait le tribunal civil d'Aix, dans ce jugement confirmé par la Cour impériale, que le jeune Charreton avait été choisi par Rouer (le tâcheron) et était payé par lui; mais que cette circonstance est indifférente, car une personne étrangère, sans aucun lien avec aucun des chefs ou des employés de l'atelier, n'en aurait pas moins le droit de faire porter son

(1) Oct. 1867.

(2) Ed. Siebecker, *Les Enfants malheureux*, 1868, ch. xxij et xxiv.

action en responsabilité sur l'auteur de l'accident dont il eût été victime, et d'actionner aussi le commettant dont il était le préposé; — attendu que les sieurs Maille et Vaillant sont donc responsables, vis-à-vis du jeune Charreton, du dommage causé par leur préposé Rouer dans les fonctions auxquelles ils emploient cet ouvrier (1). »

Le même jugement développe ainsi les motifs qui engagent, dans ce cas, la responsabilité civile des patrons : « Attendu que ledit Rouer était véritablement l'ouvrier et le préposé des entrepreneurs plâtriers Maille et Vaillant; qu'en effet, il travaillait pour eux à la tâche, devant être payé suivant le nombre de mètres d'ouvrage par lui confectionnés; — attendu qu'une différence essentielle existe entre la position de l'ouvrier à la tâche et celle de l'entrepreneur à forfait; que ce dernier a en mains la direction absolue de l'entreprise, suivant un plan déterminé; qu'il a l'autorité de la surveillance entière sur ses ouvriers, n'ayant plus, vis-à-vis de celui qui lui a confié l'ouvrage à forfait, qu'à répondre des malfaçons et à régler le prix; que la main-d'œuvre le concerne uniquement; — attendu qu'au contraire l'ouvrier, soit qu'il travaille à la tâche ou à la journée, est placé sous l'autorité et la dépendance de son maître; que celui-ci peut, à tout instant, lui donner des instructions, des ordres, et même le renvoyer en réglant, si cet ouvrier travaille à la tâche, le montant du travail qu'il a effectué jusqu'à ce moment; qu'ainsi, l'ouvrier à la tâche, comme celui à la journée, est placé sous les ordres et sous la surveillance de la personne qui l'emploie; que c'est précisément cette autorité, d'une part, cette dépendance, de l'autre, qui constituent les qualités du commettant et du préposé... »

III.

LES IMPRUDENCES ENTIÈREMENT PERSONNELLES AUX ENFANTS.

Ces principes que nous venons d'exposer, la jurisprudence les a étendus encore au delà; elle les a généralisés même au cas d'imprudences entièrement personnelles aux enfants.

Le maître ne pourrait pas, d'après la jurisprudence, dégager

(1) Trib. civ. d'Aix, 5 déc. 1864, conf. C. d'Aix, 13 mai 1865 : D. P. 66, 2, 238.

sa responsabilité, en établissant que son jeune ouvrier a lui-même commis quelque négligence dans l'exercice de son emploi, parce que cette négligence est naturelle à son âge, ainsi que nous l'avons dit plus haut. Le premier devait la prévoir ; son devoir était de ne pas mettre à la garde du second un instrument dangereux et de telle nature que l'imprudence de celui-ci pouvait l'exposer aux plus graves accidents.

Le principe de la responsabilité ne serait pas davantage neutralisé, si, à défaut de précautions matérielles prises par le manufacturier, il avait été fait défense à l'enfant de s'approcher des organes dangereux des machines. « Des ordres ou des recommandations de cette nature ne satisfont pas suffisamment, en cas de non-observation, aux devoirs de vigilance personnelle qui incombent au patron à l'égard d'ouvriers de cet âge, dit une décision judiciaire du Tribunal civil de la Seine (1). »

Dans l'espèce dont il s'agit, le jeune *Kremer*, âgé de 14 ans, employé dans une fabrique de colle, à Aubervilliers, avait été saisi par un arbre de couche mu par la machine à vapeur et atteint de blessures graves qui devaient affecter d'une manière indéfinie l'avenir de ce jeune garçon. Le patron, *M. Tancrede*, résistait à la demande de dommages-intérêts, alléguant que l'enfant était employé à un travail facile et sans danger, qui consistait à ranger des os ; qu'il n'avait aucun besoin de s'approcher de l'arbre de couche, mais qu'il avait poussé la témérité jusqu'à monter à cheval sur l'arbre en mouvement. Toutefois, le Tribunal civil de la Seine jugea que la responsabilité du chef d'usine était engagée, parce que l'accident avait eu pour cause déterminante la circonstance que le jeune *Kremer* avait été laissé seul avec un autre enfant dans un local où rien ne protégeait contre les conséquences d'un contact avec cet organe dangereux de la machine.

Dans le cas où l'enfant commettant, à vrai dire, une imprudence, n'aurait fait qu'obéir aux ouvriers de l'usine qui l'ont autorisé sur lui, alors même qu'en obéissant il saurait qu'il enfreint les ordres de son patron, le maître serait de même responsable des ordres de ses préposés (2).

(1) Trib. civ. Seine, 3 janv. 1866 : *Gaz. Trib.*, 9 févr.

(2) C. Lyon, 9 déc. 1854 : D. P. 55, 2, 391, S. 55, 2, 606; C. Paris, 25 août 1860 : *Gaz. Trib.*, 6 sept.

Toutefois, l'imprudence de l'enfant, quand elle est excessive, peut être prise en considération pour donner lieu à une réduction de dommages-intérêts. C'est ce qu'un arrêt récent de la Cour de Paris a admis dans les circonstances suivantes : Le jeune *Maheu*, travaillant dans les ateliers de *M. Borgoltz* et voyant tourner une roue de ventilateur, s'avisa en manière d'amusement, de placer son pouce sur l'engrenage de cette roue; l'ouvrier chargé spécialement de la tourner, aussitôt qu'il l'aperçut, s'empressa de lui faire des observations sur le danger auquel il s'exposait, en jouant ainsi. Mais, quelques instants après, ce même ouvrier pria *Maheu* de le remplacer momentanément dans son service; l'enfant continua son jeu terrible, et recommença de présenter son pouce gauche à l'engrenage. Il fut bientôt appréhendé par la machine et eut la première phalange du pouce gauche écrasée. Les parents du jeune garçon formèrent une demande en 2,000 francs de dommages-intérêts, laquelle ne fut accueillie qu'en partie par le tribunal civil de la Seine, « attendu que, quelle que soit la circonstance qui ait amené cet accident, la faute doit être imputée à l'ouvrier qui, sans avoir égard au jeune âge de *Maheu* et à son inexpérience, a été assez imprudent pour l'occuper à ce ventilateur; que son imprudence a été surtout de continuer à employer cet enfant à tourner la roue après s'être aperçu, ainsi qu'il l'a déclaré, que cet enfant plaçait son pouce sur l'engrenage et l'avoir averti du danger auquel il s'exposait; — attendu que les maîtres sont responsables du dommage causé par leurs préposés dans les fonctions auxquelles ils sont employés... » Sur l'appel des deux parties, ce jugement fut confirmé par l'arrêt suivant : « Considérant que le Tribunal, en fixant à 500 francs (au lieu des 2,000 francs demandés, la réparation dont *Borgoltz* devait être tenu, a pris en considération l'imprudence personnelle à la victime de l'accident et qu'il y a lieu de maintenir ce chiffre (1)... »

Il a même été jugé que : ne peuvent être déclarés coupables d'imprudence ou de négligence, et par suite directement et personnellement responsables de tous les accidents auxquels la nature même de leurs fonctions et l'usage forcé des instruments dont ils sont armés exposent leurs agents, les maîtres et com-

(1) C. Dijon, 16 mars 1865, *Valette c. Pasquet, Vernay et Bonnard*..

mettants qui ont pris toutes les mesures de précaution nécessaires et chargé leurs préposés d'une surveillance spéciale, alors qu'aucune disposition de la loi du 22 mars 1844 ou des règlements d'administration publique n'a été enfreinte (1); et, aussi, qu'il n'y a point d'imprudence de la part du maître à préposer un enfant de quinze ans au service d'une machine qui n'exige aucune aptitude spéciale et ne présente aucun danger sérieux, même pour un enfant doué d'une intelligence ordinaire, alors surtout que la victime de l'accident travaillait depuis quatre années dans l'usine et y avait reçu, par sa faute, d'autres blessures et qu'elle reconnaît que son imprudence est la seule cause de cet accident, se bornant à reprocher au maître de ne pas l'avoir prévue (2).

Les chefs d'usines, donc, qui respectent, soit les lois qui fixent l'âge auquel il est permis d'admettre les enfants dans les usines à feu continu, soit les règlements d'administration publique interdisant certains genres de travaux dangereux ou nuisibles et s'ils ont rempli d'ailleurs les obligations que nous avons exposées, cesseraient d'être responsables des accidents qui atteindraient les enfants qu'ils emploient (3).

L'interprétation judiciaire, on le voit, complète largement les lois spéciales sur le Travail des enfants employés dans l'industrie.

Ainsi, se trouve constitué un véritable corps de doctrine des devoirs des patrons vis-à-vis de leurs jeunes ouvriers.

Il ne serait pas sans profit, nous semble-t-il, de grouper maintenant, dans des notices spéciales aux diverses industries employant des enfants (*imprimeries, filatures, verreries, mines, machines agricoles, fumisterie*, etc.) la jurisprudence concernant chacune d'elles; c'est ce que nous essayerons peut-être par la suite. Nous avons réservé, en conséquence, les observations particulières à chacun de ces genres de travaux, auxquelles nous prions le lecteur de vouloir bien se reporter ultérieurement.

(1) Trib. civ. Seine, 25 juillet 1865 et C. Paris, 10 février 1866. (*Gaz. Trib.*, 17 février).

(2) C. Amiens, 12 novembre 1863.

(3) C. Dijon, 16 mars 1865, *Valette c. Pasquet, Vernayet Bonard*.

NOTE

Sur la Question des Accidents de Fabriques.

« On ne s'est pas autant occupé des conditions de sûreté à l'intérieur des usines que de la salubrité, dit avec raison M. Audiganne. »

En effet, les accidents occasionnés par les appareils mécaniques, moyens de transmission, communications de mouvements, engrenages sont aussi fréquents que terribles.

« Au grand point de vue de l'humanité, de l'hygiène publique, faisait observer la Commission administrative des hospices de Lille, en 1852, nous devons dire que ces nombreux chefs-d'œuvre de mécanique seront toujours considérés comme incomplets et dangereux, et les louables efforts de MM. les fabricants laisseront toujours à désirer, tant qu'on n'aura point imaginé ou prévu tous les moyens possibles d'assurer partout la sécurité ou la vie des travailleurs. »

« Rien de plus dangereux, ajoutait d'autre part M. Engel-Dollfus, dans son rapport présenté à la *Société industrielle de Mulhouse* (25 févr. 1867), de plus triste que cette espèce de *fatalisme* qui nous ferait envisager le chiffre des accidents de fabrique comme une prime à peu près immuable à payer au destin, ou comme une conséquence inévitable du travail manufacturier ! » On les considère trop facilement comme faisant partie de la destinée humaine.

En admettant que ces accidents soient le plus souvent la conséquence de la négligence de l'ouvrier, il n'en est pas moins nécessaire de prendre des précautions contre les effets de cette négligence. La fatale insouciance des ouvriers doit avoir pour correctif nécessaire la prévoyance intelligente de leurs patrons ; la prudence des uns doit tendre à suppléer celle des autres.

Plusieurs comités de salubrité, qui comprennent dans leurs attributions les machines à vapeur à plusieurs titres, notamment pour les dangers d'explosion et les nombreux accidents qui ont pour causes les agents mécaniques mis en mouvement à l'aide de ces appareils, ont présenté des observations pleines de justesse sur la question qui nous occupe.

En 1833, nous devons signaler, comme premier en date, le rapport fait au Conseil de salubrité de la ville de Troyes (*Ann. d'hyg. publ. et méd. lég.*, xii).

En 1846, sur la demande de M. Bigot, maire de Lille, M. le Préfet du Nord nomma une commission spéciale chargée de rechercher les moyens les plus propres à prévenir les accidents qui arrivent dans les ateliers où l'on fait usage d'appareils à vapeur. Cette commission, pour résoudre convenablement le problème qui lui était soumis, réunit le plus de renseignements qu'il lui fut possible, afin de constater le nombre, la nature et la proportion relative des accidents causés par les moteurs mécaniques ; elle se livra à la visite d'un grand nombre d'établissements industriels de tous ordres, possédant des appareils à vapeur, dans le but de vérifier, sur les lieux mêmes, sièges d'accidents, le mode d'action des causes qui les avaient produits, et d'en déduire les moyens les plus efficaces, pour obvier aux malheurs qu'on avait si souvent à déplorer. Son travail était divisé en quatre chapitres : 1° *Statistique des accidents*.

2° Causes des accidents, 3° Moyens préservatifs des accidents, 4° De l'application légale des moyens de préservation contre les accidents ; il concluait à ce que les appareils de transmission des mouvements et les métiers que fait marcher une machine à vapeur fussent classés dans la 2° catégorie du Décret du 15 octobre 1810. Ce rapport, déposé à la Préfecture du Nord, fut adressé, en mars 1847, au Conseil central de salubrité du département. Ce Conseil nomma, à son tour, une commission, dont l'avis fut que la multiplicité des accidents ne pouvait ni se prévoir, ni se réglementer par des indications générales, mais qu'il fallait demander à un classement, parmi les ateliers incommodes ou insalubres, de toutes les machines mises en action par les moteurs inintelligents, les prescriptions applicables à chaque usine ; que tous les ateliers où il se trouve un moteur, machine à vapeur, roue hydraulique ou manège, devraient être rangés dans la troisième classe des établissements dangereux. (Voir l'analyse de ces rapports : Villermé, *Des Accidents produits dans les ateliers industriels par les Appareils mécaniques* : Journ. des Economistes, oct. 1850, p. 215-222. « Jusqu'ici, disait le savant membre de l'Institut, notre législation a oublié les machines des ateliers qui blessent, mutilent ou même qui tuent les ouvriers sans fracas, pour ne s'occuper que des pompes à feu, surtout de leurs chaudières, qui occasionnent très-rarement des accidents, mais qui effraient par le bruit de leurs explosions » ; voir aussi : *Mémoire sur les Accidents causés par les Machines à vapeur* : Annal. d'hyg. et méd. lég., XLIII, p. 223.) Depuis 1846, le Conseil d'hygiène de Lille n'a cessé de poursuivre sa mission philanthropique ; chaque année, son rapport général commence par un exposé statistique, qui résume les faits observés et en tire d'utiles enseignements.

En 1850, l'Assemblée nationale discuta un projet de loi sur la matière. Mais la proposition, renvoyée à l'examen d'une commission, n'eut pas de suites sérieuses.

En 1852, le Conseil d'hygiène du Nord présentait au préfet le remarquable *Rapport de la Commission administrative des Hospices de Lille, sur la fréquence et la gravité des blessures occasionnées par les Machines à vapeur employées dans les établissements industriels*. (On en trouvera le texte dans le *Dict. d'Hygiène publique et de salubrité* de M. le d^r Ambroise Tardieu, v° *Machines à vapeur*, qui remarque justement qu'on ne saurait employer plus de ménagements dans la révélation des faits et plus de netteté dans l'exposé des moyens préventifs.) Ce Conseil d'hygiène priait le Préfet « d'employer de nouveau tout son crédit près du Gouvernement pour obtenir une législation protectrice des ouvriers employés dans les usines précitées, en faisant remarquer que le mode le plus simple et le plus efficace de réglementation serait d'ordonner leur classement parmi les établissements dangereux, incommodes ou insalubres, en les rangeant dans la troisième catégorie ; qu'il y aurait aussi un grand avantage à prescrire que tous les constructeurs mécaniciens ne pourront désormais livrer, sous leur responsabilité, d'appareils dont les engrenages ne soient recouverts de manière à prévenir les accidents ; » et « en attendant les bienfaits d'une législation uniforme pour toute l'étendue de l'Empire, d'user des pouvoirs administratifs attribués à MM. les préfets par nos lois, pouvoirs élargis par le décret de décentralisation, en vue de veiller à la sécurité publique, et, dans ce but, de prendre un arrêté qui rende obligatoires pour

les industriels, manufacturiers et constructeurs de machines, les dispositions employées dans quelques usines pour préserver les ouvriers des dangers qu'elles présentent, dispositions dont l'énoncé sommaire serait annexé à l'arrêté, sous réserve des améliorations que l'avenir pourrait faire connaître à ce sujet, de prévenir en outre ces industriels et constructeurs que l'enquête ci-dessus scrupuleusement exécutée par la police, pourra donner lieu, suivant les cas de négligence constatée, à une action déferée d'office aux tribunaux compétents, conformément aux termes des art. 319 et 320 du Code pénal, sans préjudice de l'action civile qui résulte de l'art. 1383 du Code Napoléon. » (*Rapports sur les travaux du Conseil central de salubrité du dép. du Nord, 1830, 1850 et suiv.*).

En juin 1855, M. Besson, préfet du Nord, formulait une *Circulaire sur les Accidents dans les Manufactures* (*Recueil des Actes administratifs de la préfecture du Nord*), dans laquelle il citait, comme pouvant être les plus efficaces, les précautions ci-après indiquées :

1° Revêtement des arbres de transmission par des étuis ou enveloppes fixes, en bois, en fer ou en toute autre matière ;

2° Même entourage pour la partie des arbres horizontaux à proximité des poulies de commande ;

3° Engrenages garantis au moyen de recouvrements fixes, métalliques ou en bois, à fermeture cadenassée ou vissée ;

4° Courroies des métiers maintenues par des guides bien établies. Crochets placés près des poulies de commande pour empêcher l'enroulement, autour des arbres, des courroies, lorsqu'elles sont sur le point de se distendre.

5° Emploi de perches en bois, ayant une tige horizontale à l'une des extrémités pour tenir les courroies suspendues au moment des réparations, et pour les replacer sur les poulies sans avoir besoin, soit d'y toucher avec la main, soit de se servir d'échelle ;

6° Métiers séparés des murs d'une manière suffisante pour laisser un passage libre aux ouvriers ;

7° Escaliers avec rampe, remplaçant les échelles à boujons plats, dont l'usage présentait de grands dangers ;

8° Défense absolue de nettoyer ou graisser les métiers pendant leur marche.

Nous devons rapprocher de cette Circulaire le *Règlement concernant les ouvriers employés aux métiers à filer automatiques* de l'Association mulhousienne. L'Alsace, en effet, peut revendiquer aussi une initiative louable dans la palpitante question des accidents de fabriques.

La Société industrielle de Mulhouse, dès son origine, se préoccupa des moyens de prémunir les ouvriers contre les périls des engins mécaniques. En 1850, dit M. Eug. Vénin (1), sur la proposition du docteur Pénot, la Société industrielle nomma une commission qu'elle chargea d'étudier et de réaliser en pratique les différents moyens de prévenir les accidents trop fréquents dans les manufactures à moteurs mécaniques. Mais, contrairement à l'avis de la commission et malgré l'exemple de l'Angleterre, la majorité de la Société pensa qu'il

(1) *Les Institutions ouvrières de Mulhouse et des environs, 1866, p. 682 269.*

n'était pas nécessaire de provoquer l'intervention de la loi, pour forcer les fabricants à couvrir les parties des machines qui présentent quelque danger, et à n'en permettre le nettoyage que quand elles sont au repos. On crut arriver au même résultat, sans s'imposer de nouvelle servitude légale, en choisissant parmi les membres les plus autorisés de la Société, une commission qui aurait pour mission de se transporter dans les diverses manufactures et de donner les conseils qu'elle jugerait utiles sur les précautions à prendre. Mais, quelques manufacturiers s'étant refusés à subir cette sorte d'inspection, on dut chercher un autre moyen qui ne blessât aucune susceptibilité.

La Société industrielle ouvrit un concours entre les établissements qui *auraient le plus complètement appliqué à l'ensemble de leurs machines les dispositions nécessaires pour éviter les accidents*. Les prix devaient consister en une médaille d'or et plusieurs médailles d'argent. Une seule maison, celle de MM. Dollfus Mieg et C^{ie} se présenta au concours. Malgré cet échec apparent, l'initiative de la Société industrielle a eu des résultats utiles. La plupart des fabricants, ont introduit dans la disposition de leurs machines les améliorations les plus essentielles et il est constaté que le nombre des accidents a diminué dans une proportion notable depuis que la question a été soulevée. Les machines, enveloppées d'un appareil préservatif, sont, depuis ce temps-là, devenues moins meurtrières. (*Procès-verbaux de la Société industrielle, séances des 18 décembre 1850, 28 mai, 27 août, 27 septembre 1851, et Bulletins, années 1854, 1855, 1857, 1861, etc.*). Le 12 mars 1867, elle a fondé, dans son sein, une Association pour prévenir les accidents de fabriques. (Voir le rapport sur la *Question des Accidents produits par les Appareils recevant l'impulsion de la vapeur* et le *Compte-rendu de la première année*). Elle prépare actuellement les matériaux d'un *Manuel de l'Ouvrier*, destiné à être mis entre les mains des chefs d'établissements et de la classe ouvrière, pour leur faire connaître les principales précautions à prendre et les dispositions à observer dans l'intérêt de la sécurité de chacun.

En Angleterre, M. Robert Baker, l'un des inspecteurs des manufactures a publié un petit livre intitulé : *The Factory Acts made easy : or how to work the law without the risk of penalties*, Leeds, 1854; nouv. édit. 1868, contenant les actes de 1853, 1856 et 1867), qui donne, dans l'ordre alphabétique, les indications raisonnées de tout ce qui a trait aux *Factories Acts* et accompagnées de figures insérées dans le texte; — il porte la mention d'un tirage à 6.000 exemplaires. C'est le type tout trouvé d'un manuel à faire en notre langue à l'usage des chefs d'usine et des ouvriers!

Nous mentionnerons enfin, pour compléter cette énumération, que notre *Société de protection des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures*, suivant l'impulsion donnée par les industriels mulhousiens, recherche et propage les réformes les meilleures à introduire dans les dispositions des outillages, sollicite des manufacturiers l'adoption de règlements intérieurs et les engage à favoriser l'assurance, en cas d'accidents, des enfants livrés aux travaux dangereux. (Voir *Bull. Soc. prot. Enf. manif.*, II, p. 238, note).

COMPTES-RENDUS DES COMITÉS.

COMITÉ JUDICIAIRE.

Nous avons déjà mentionné (t. II, p. 10) la formation provisoire du *Comité judiciaire*.

Ce Comité est constitué définitivement (1).

Son bureau, présenté à la ratification du Bureau général de la Société, se compose de :

MM. CHAUX-LEAGARDE, juge honoraire au tribunal civil de la Seine.	<i>Président.</i>
MONNIER, maître des requêtes au conseil d'État.	<i>Vice-Président.</i>
Jules PÉRIN, avocat à la cour imp., docteur en droit.	<i>Secrétaire.</i>
PÉRONNE, avoué honoraire près le tribunal civil.	<i>Membres titulaires.</i>
FROGER DE MAUNY, juge de paix.	
COULON, greffier en chef à la cour de cassation.	
MAYNIEL, auditeur au conseil d'État.	
J. HAYEM, licencié ès lettres et en droit.	
MILLIOT, avoué près le tribunal civil.	<i>Membres adjoints.</i>
DAZET, avoué près la cour impériale.	

Nota. — D'autres membres adjoints pourront être ajoutés ultérieurement.

Les attributions du Comité comprennent les recherches relatives à l'état civil des enfants, la formation de conseils de famille et le choix de tuteurs pour les orphelins, l'étude des contrats d'apprentissage, et la solution amiable des difficultés auxquelles

(1) Le *Comité judiciaire* se réunit le 2^e lundi de chaque mois, à 3 heures de l'après midi, dans une salle de la mairie du 1^{er} arrondissement, mise obligeamment à notre disposition par M. Prieur de la Comble, maire, Trésorier de la Société.

donne lieu leur application, enfin d'une manière générale, la sauvegarde des intérêts et droits litigieux des apprentis et des enfants employés dans les manufactures (l'assistance judiciaire en cas d'accidents, lorsque les tentatives d'accord amiable sont repoussées par les parties, etc.).

Le Comité n'intervient jamais spontanément, il est à la disposition des familles et des patrons de toutes les industries. Son concours est offert à tous, et chacun peut provoquer son arbitrage et sa médiation. Ses services sont entièrement gratuits.

Ainsi que M. le Secrétaire général de la Société a eu l'occasion de le signaler (t. III, p. 321), ce Comité est entré dans la voie pratique, depuis quelques mois déjà, à l'occasion d'*accidents de fabrique*.

Nous publions donc, en les empruntant aux Comptes-rendus de ses séances, tenus par M. le Secrétaire, pendant l'année judiciaire 1868-1869, quelques-uns des différents actes de son intervention très-active et très-profitable à nos jeunes protégés (1).

ENFANTS VICTIMES D'ACCIDENTS.

BARDOT. — Eugène Bardot, âgé de douze ans et demi, d'une phisionomie intelligente et d'un caractère très-doux, était employé en qualité d'apprenti-monteur dans l'établissement de MM. F. et L., fabricants d'appareils d'éclairage à gaz, lorsque, le 11 juin 1868, une courroie passée sur un arbre de couche, et servant à mouvoir une meule à repasser les outils, vint à se rompre. Plantier, ouvrier tourneur, se mit en mesure de réparer cette courroie; il appela, en conséquence, le jeune Bardot, le fit monter sur un échelon (le 6^{me}) d'une échelle fixée contre le mur et lui ordonna d'en maintenir les deux bouts extrêmes de la main gauche, le dos appuyé sur ladite échelle. L'enfant, se sentant fatigué, c'était la première fois qu'il avait à faire cet office, tenta de passer la courroie dans sa main droite. L'arbre de couche étant toujours en mouvement, à ce moment, la courroie monta, et l'enfant se trouvant si près de l'arbre tournant n'eut pas le temps de la lâcher que, déjà, il était enlevé et attiré sur l'arbre de couche, sur lequel il passa plusieurs fois : son bras gauche fut pris entre cet arbre et la courroie. On arrêta la machine; mais, le bras du jeune Bardot était fracturé en plusieurs places et presque entièrement arraché. L'enfant fut aussitôt conduit à l'hôpital Sainte-Eugénie, où

(1) Nous donnerons, en outre, dans le prochain Bulletin, le rapport de notre collègue, M. Robin, sur la situation des enfants mutilés, qui se trouvent placés sous le patronage de la Société. (Sec.)

notre collègue M. le docteur Marjolin jugea l'amputation inévitable; elle fut pratiquée avec succès.

Procès-verbal de cet accident avait été dressé par M. le commissaire de police du quartier.

Sur la poursuite du ministère public, intervint à la date du 25 juillet 1868, le jugement suivant de la 8^e chambre correctionnelle, qui déclara Plantier coupable d'avoir par maladresse, négligence et inobservation des règlements, involontairement causé des blessures au jeune Bardot (C. pén., art 320), et le condamne à 16 francs d'amende, et solidairement avec F. et L., comme civilement responsables, aux dépens.

Plantier ayant interjeté appel, la Cour, adoptant les motifs des premiers juges, par arrêt du 20 août 1868 de la chambre des appels de police correctionnelle, confirma le jugement, malgré, nous devons le dire, les conclusions contraires du ministère public.

La famille du jeune Bardot s'adressa, alors, à la Société, nous demandant de la conseiller dans la défense des intérêts du jeune mutilé, et l'affaire fut renvoyée au *Comité judiciaire* par le Bureau de la Société.

Une commission du Comité essaya préalablement une démarche conciliatrice auprès de MM. F. et L., afin de s'enquérir de leurs dispositions relatives à l'avenir du jeune Bardot. Elle fut même sur le point d'accepter la proposition faite par eux, en apparence sincère, de se charger de cet enfant, de subvenir à son entretien et de lui donner une éducation convenable; mais, elle ne crut cependant pouvoir, pour assurer avec la plus grande certitude l'avenir de l'enfant, mieux faire que de s'en remettre à la décision du Tribunal civil lui-même.

M. Jules Périn, secrétaire du Comité, fut chargé par le Comité de soutenir, devant le Tribunal civil, la demande du père d'Eugène Bardot agissant comme représentant légal de la personne et des biens de son fils mineur.

Le Tribunal, 4^e ch., audience du vendredi 12 mars (sous la présidence de M. Thiéblin, vice-président) a rendu le jugement suivant :

« Le Tribunal : — Attendu que le jeune Eugène Bardot, apprenti dans les ateliers de F. et L. a été blessé, le 11 juin 1868, au moment où il était chargé de tenir la courroie à réparer, qui se rattachait à l'arbre de couche;

» Attendu que cette manœuvre exercée par Bardot ne peut être accomplie par un enfant de 12 ans, pendant que la machine est en mouvement, sans qu'elle offre pour lui un péril sérieux;

» Qu'en lui ordonnant de monter sur une échelle, pour réparer la courroie, l'ouvrier au service de F. et L. a commis une imprudence;

» Que cette imprudence de l'ouvrier, ainsi que la responsabilité civile de F. et L. ont été constatées par un jugement du tribunal correctionnel, confirmé par arrêt de la Cour du 20 août 1868;

» Que le bras gauche d'Eug. Bardot, pris entre la courroie et l'arbre de couche, a été mutilé et a dû être amputé;

» Que le Tribunal a les éléments suffisants pour apprécier la réparation due au jeune Bardot;

» Que les offres des défendeurs ne peuvent être accueillies par le Tribunal;

» Qu'il y a lieu de lui donner une pension alimentaire, qui soit exclusivement affectée à son éducation et à ses besoins.

» *Par ces motifs* : Condamne F. et L. à payer à Eug. Bardot une pension alimentaire viagère, incessible et insaisissable de 400 francs, payable par quart et d'avance à dater du jour de l'accident;

» Dit que F. et L. devront remettre, dans la quinzaine de la signification du présent jugement, un titre de rente 3 0/0 sur l'État de 400 francs, immatriculé pour l'usufruit au nom d'Eugène Bardot et pour la nue-propriété au nom de F. et L. ou de toute autre personne ayant fourni les fonds;

» Condamne F. et L. aux dépens (1). »

Le Comité se préoccupe, en ce moment, avec le concours particulier de M. Milliot avoué, d'assurer l'exécution du jugement dans les termes mêmes indiqués par la sagesse du Tribunal; la famille d'Eug. Bardot, nous l'espérons, se prêtera jusqu'au bout à la réalisation de notre projet.

DUBUIS. — Le jeune François Dubuis, âgé de quinze ans (né le 30 août 1853) était employé comme receveur de feuilles dans l'imprimerie K..., à Paris. Il fut grièvement blessé, le 18 septembre 1868, et dût subir l'amputation du bras droit, à l'hôpital Lariboisière. Une feuille qu'il recevait ayant été retenue dans la presse, l'enfant voulut la saisir, et, dans le mouvement qu'il fit à cet effet, sa main se trouva engagée entre deux cylindres-tambours.

Il fut constaté que cet enfant travaillait à l'atelier, depuis la veille au soir 17, et qu'ainsi, à l'heure où l'accident a eu lieu, entre midi et une heure, le 18, ce jeune ouvrier avait, contrairement aux prescriptions des art. 2 et 3 de la loi du 22 mars 1841, été employé à un travail de plus de douze heures sur vingt-quatre.

Toutefois, le Tribunal civil de la Seine, 1^{re} chambre, audience du 10 mars 1869, ne crut pas devoir accueillir la demande de dommages-intérêts, formée par M^{me} veuve Dubuis, parce que, dit-il, l'accident, dont un mineur de 16 ans a été victime au cours d'un travail qui s'est prolongé au delà de la durée réglementaire imposée par les lois, n'engage pas, par ce fait seul, la responsabilité du patron, s'il n'est

(1) A l'occasion de sa plaidoirie, notre collègue, M. Jules Périn, a reçu de M. le Président Dumas la lettre suivante

« Monsieur,

» Je viens vous remercier de la communication que vous avez bien voulu me faire, et vous féliciter de l'heureux succès de vos soins. L'exemple ainsi donné sera profitable; il rendra les patrons plus attentifs encore, et les ouvriers moins défiants de la justice des Tribunaux.

» Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée. »

pas établi que cette contravention a été la cause directe de l'accident.

La veuve Dubuis sollicita alors le bénéfice de l'assistance judiciaire pour interjeter appel du jugement précité. Mais, devant le bureau de l'assistance judiciaire, un arrangement intervint, par lequel M. K. s'engageait à compléter jusqu'à concurrence de 2,000 francs la collecte recueillie dans l'atelier (qui avait atteint le chiffre de 1100 francs), à faire appliquer à Dubuis un bras artificiel, et enfin à le reprendre pour l'employer à une occupation en rapport avec son état physique.

Le Comité judiciaire, consulté par madame veuve Dubuis, après avoir entendu le rapport de M. le Secrétaire, qui prit connaissance des pièces du procès, lui avait conseillé le parti de la transaction.

M... (Léonore), âgé de 12 ans, employé au service de M. X..., fabricant de produits chimiques, a eu la main gauche prise dans un engrenage et a dû subir l'amputation de cette main. La situation des parents auprès du patron commandait un accord amiable que conseillait d'ailleurs le caractère et la position de M. M..., gendres du fabricant. Une conciliation ayant eu lieu, l'enfant, recueilli dans la pension d'apprentis de Saint-Ambroise (rue Folie-Méricourt, 4) est placé dans une bonne maison d'apprentissage; espérons qu'il se rendra digne des projets que l'on fait pour son avenir.

D'autres faits d'accidents ayant atteint des enfants sont, en ce moment, soumis à l'examen du Comité judiciaire. Nous ferons connaître les solutions, amiables pour le plus grand nombre, dans nos prochains bulletins.

CONTRAT D'APPRENTISSAGE.

M. le Secrétaire a communiqué au Comité un *ordre de service* du 17 février 1869, affiché dans les ateliers de l'imprimerie Chaix. Nous croyons utile de le reproduire.

« Par jugement de ce jour, le Conseil des Prud'hommes a condamné le sieur *Varlet*, pour inexécution du contrat d'apprentissage du jeune Abel Varlet, son fils, à payer à M. *Chaix* la somme de 300 francs, à titre de dommages-intérêts.

« M. Chaix décide que cette somme sera employée à augmenter d'autant le fonds de la Caisse des retraites des apprentis de la Maison, constituée en date du 1^{er} janvier 1869. »

Les signataires des contrats d'apprentissage doivent, en effet, respecter toutes les conditions des contrats d'apprentissage qui les lient avec les patrons. Leur inobservation motive contre eux l'application de la loi du 4 mars 1831 sur le contrat d'apprentissage et des art. 1142 et 1151 du Code Napoléon.

COMMUNICATIONS DES MEMBRES

RÉSIDENTS ET CORRESPONDANTS.

INSTITUTIONS DE PROTECTION EN FAVEUR DES ENFANTS DE L'IMPRIMERIE

ET INDUSTRIES S'Y RATTACHANT

Communication de M. le Comte SÉRURIER.

SOCIÉTÉ PATERNELLE DES APPRENTIS ET DES ENFANTS DE L'IMPRIMERIE

Le bureau de la Société a été définitivement constitué le 26 juin dernier, dans une première Assemblée, tenue sous la présidence de M. le Comte SÉRURIER.

En conséquence, le bureau pour l'année 1869 se trouve composé comme suit :

<i>Président</i>	MM. le Comte SÉRURIER.
<i>Vice-président</i>	CLAYE, Jules.
<i>Secrétaire</i>	PLON, Eugène.
<i>Trésorier</i>	FOUCHET, banquier.
<i>Conseillers</i>	DELALAIN.
—	LEMERCIER.
—	CHAIX.
—	BAILLEUL.
—	Paul DUPONT.
—	Ch. THIERRY.

Dans cette réunion, les statuts de la Société paternelle, que nous reproduisons ci-après, ont été définitivement adoptés, et il a été décidé en outre qu'une Distribution générale de récompenses aux enfants qui, dans les ateliers, se sont le plus fait remarquer par leur bonne tenue, aurait lieu le dimanche 3 octobre prochain.

STATUTS.

ARTICLE PREMIER. — Il est formé, entre les chefs d'industrie et les personnes qui ont adhéré ou adhéreront aux présents statuts, une Société qui a pour but d'assister, de moraliser et d'instruire les apprentis et les enfants employés à un titre quelconque dans la typographie, la taille-douce, la fonderie, la stéréotypie, la reliure, la papeterie et, en général, les diverses professions qui se rattachent directement aux arts graphiques.

Sont considérés comme apprentis les enfants de l'un et l'autre sexe pour lesquels un contrat d'apprentissage a été fait à des conditions et pour un temps convenus, afin de leur apprendre la pratique d'une profession. (Loi du 4 mars 1851.)

Sont considérés comme employés dans les manufactures les enfants de l'un ou l'autre sexe âgés de moins de seize ans qui travaillent sans contrat, à la journée ou à la tâche. (Loi du 21 mars 1841.)

ART. 2. — Pour faire partie de la Société, il faut appartenir à l'une des industries désignées à l'article 1^{er}, ou être admis à titre d'adhérent-souscripteur et payer une cotisation annuelle fixée à 12 francs pour les chefs d'industrie et à 6 francs pour les adhérents-souscripteurs.

La Société recevra en outre avec reconnaissance les dons et les legs qui lui seront faits.

ART. 3. — La Société est administrée par un conseil ou bureau, comprenant un Président d'honneur, un Président, deux Vice-Présidents, un Trésorier, un Secrétaire et dix Membres nommés chaque année par les sociétaires.

ART. 4. — Le Conseil d'administration fait tous les règlements qu'il juge nécessaires pour la bonne direction de la Société et est chargé de la nomination aux fonctions et aux commissions qu'il institue.

Il administre les fonds de la Société et en détermine l'emploi.

Il peut s'adjoindre des dames pour les délibérations et les fonctions relatives aux jeunes filles.

ART. 5. — Tous les ans a lieu, au mois d'avril, une assemblée

générale des membres de la Société, à laquelle assistent les apprentis et les enfants employés qui se sont le plus distingués par leur conduite et leur travail.

ART. 6. — Les chefs d'industrie, membres de la Société, s'engagent, en ce qui concerne le travail, à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le développement de la force physique et de la santé des apprentis et des enfants qu'ils emploient.

Ils s'engagent également à faire tous leurs efforts pour maintenir et élever les sentiments moraux et les connaissances intellectuelles de ces apprentis et enfants, et, dans ce but, à mettre en pratique les moyens suivants :

1° N'admettre dans leurs ateliers que des apprentis et enfants âgés d'au moins douze ans, et exiger que, dans la huitaine de leur entrée, ils justifient de la possession de livrets.

2° Employer leur influence auprès des parents et des répondants, pour que les apprentis et enfants suivent des cours, soit dans l'établissement, soit dans une école, si leur instruction n'est pas suffisante, et les encourager à suivre les cours.

3° Prêter ou procurer en lecture aux apprentis ou enfants de bons livres d'éducation, de morale ou d'industrie.

4° Remettre aux parents ou répondants, tous les mois, un bulletin de travail et de conduite des apprentis et enfants.

5° Laisser aux apprentis et enfants le temps nécessaire pour l'accomplissement de leurs devoirs religieux. (Loi du 4 mars 1851.)

6° Veiller à ce que dans les ateliers il ne soit tenu, en présence des apprentis et enfants, aucune conversation qui puisse porter atteinte à la morale.

ART. 7 — Les chefs d'industrie, membres de la Société, s'obligent à ne pas prendre d'apprentis sortant d'autres maisons sans la justification de l'accomplissement de leur contrat d'apprentissage.

Adopté par le Comité d'organisation, le 4 février 1869.

Pour le Comité.

Comte SÉRURIER,

Président.

PREMIÈRE LISTE D'ADHÉRENTS-SOUSCRIPTEURS

MM.	MM.
BAILLEUL.	LABOULAYE (Charles).
BARRESWIL.	LE CLÈRE (A).
BOYER.	LEMERCIER.
CHAIX.	MARTINET.
CLAYE.	PLON.
DALLOZ (Paul).	POINTEL
DELALAIN (Jules).	SÉRURIER (le comte).
DERENEMESNIL.	THIERRY frères.
DUPONT (Paul).	WITTERSHEIM.
GAUTHIER-VILLARS.	

L'École professionnelle de typographie, fondée par M. Chaix, a trouvé des imitateurs.

M. Claye, imprimeur à Paris, et l'imprimerie Gras, à Montpellier, viennent d'organiser des ateliers d'instruction typographique dont nous donnons ci-après l'exposé.

ATELIER D'INSTRUCTION THÉORIQUE ET PRATIQUE
DE TYPOGRAPHIE

[IMPRIMERIE CLAYE]

Un atelier spécial d'apprentissage est ouvert dans l'imprimerie Claye en vue de former de bons ouvriers compositeurs.

Placés dans des conditions exceptionnellement favorables pour eux, installés dans un local à part, en dehors de tout contact étranger, de manière à les soustraire à toute mauvaise habitude, les élèves sont sous la direction et la surveillance d'un praticien spécialement et exclusivement chargé de leur éducation professionnelle.

Pour être admis, il faut être âgé de douze ans au moins, avoir fait sa première communion, et faire preuve d'une instruction classique élémentaire, sans laquelle on ne saurait devenir bon typographe.

On n'est admis définitivement qu'après un premier mois d'essai.

Les élèves sont tenus de se conformer strictement aux règlements de la Maison, de suivre chaque soir, et aussi longtemps

qu'il sera jugé nécessaire, un des Cours de la ville de Paris, soit élémentaire, soit supérieur, soit le dessin linéaire, selon le degré de leurs connaissances acquises, et doivent en justifier toutes les semaines au Directeur de l'atelier.

Ceux qui feront preuve d'application à suivre ces Cours et à en profiter, qui se distingueront par leur conduite et leurs bonnes dispositions au travail, recevront une prime d'encouragement.

La journée de travail commence à huit heures en hiver et à sept heures en été, pour finir en tout temps à cinq heures du soir, de manière à laisser aux jeunes gens le temps de s'occuper des devoirs qui leur sont donnés dans les Écoles du soir.

Une heure (de 11 heures à midi) est accordée dans la journée pour le repas.

En cas d'absence forcée pour cause sérieuse, maladie ou autre, les parents sont tenus d'avertir aussitôt *par écrit* le Directeur.

Tous les mois, un bulletin de travail et de conduite, délivré par le Directeur de l'atelier, et approuvé par M. Claye, est envoyé aux parents, qui peuvent suivre ainsi les progrès de l'enfant. Ce bulletin doit être rapporté revêtu de la signature des parents, et remis au Directeur.

Chaque année il y aura un premier et un second prix décernés aux deux élèves les plus méritants.

La durée de l'apprentissage est de quatre années. Toutefois M. Claye se réserve la faculté de réduire ce temps en faveur de ceux qui se seront le plus distingués.

Après les six premiers mois, les apprentis reçoivent une rémunération de 50 centimes par jour, qui est successivement portée à 1 fr., 1 fr. 50, 2 fr. et 2 fr. 50, selon leurs progrès plus ou moins rapides.

A partir de la deuxième année, une retenue d'un cinquième est effectuée sur le salaire accordé à l'apprenti. Ce capital, ainsi accumulé, sera remis à la fin de l'apprentissage à l'élève qui aura rempli convenablement ses devoirs. Dans le cas contraire, il demeurera aux mains de M. Claye, et sera sa garantie contre l'inobservation du contrat.

Voulant aider à développer le zèle et l'émulation parmi ces jeunes gens, M. Claye, à la fin de chaque année, se réserve de donner, à titre de gratification et d'encouragement, une somme de *cent francs* à chacun de ceux qui se seront montrés les plus

dignes, et qui auront obtenu les meilleures notes. Cette somme est portée sur les livres au crédit de l'élève, pour être remise soit à ses parents, soit à lui-même, à l'expiration de son contrat.

Tout bon élève peut donc espérer recevoir, de ce chef, la somme de *quatre cents francs* à la fin de son engagement.

Si à une époque quelconque de son apprentissage, l'élève, par suite d'inobservation des clauses du présent contrat, par insubordination, inconduite ou toute autre faute dont M. Claye seul appréciera la gravité, donnait lieu à son renvoi, il perdrait par ce fait tous ses droits au bénéfice de l'article précédent, de même qu'aux retenues qui lui auraient été faites, sans que les parents pussent élever aucune réclamation à ce sujet. Dans ce cas, le contrat serait rompu de droit, et l'apprenti renvoyé à sa famille.

Si, de son chef ou du fait de ses parents, l'apprenti abandonnait l'atelier avant le terme fixé par son contrat, M. Claye userait de tous ses droits devant la juridiction compétente.

A la fin de leur apprentissage, les élèves qui auront fait preuve de zèle, de bonne conduite et d'aptitude, seront assurés de travail et admis de droit comme ouvriers dans la maison.

ÉCOLE TYPOGRAPHIQUE POUR L'APPRENTISSAGE

(Extrait du journal *l'Imprimerie*.)

M. Hamelin a bien voulu, à notre demande, nous adresser la formule de contrat d'apprentissage adoptée par l'École typographique établie par M. Gras. Voici cette pièce :

Entre les soussignés :

1^o M. Pierre-Barthélemy Gras, imprimeur, domicilié à Montpellier, d'une part ;

Et 2^o M. *[nom]*, domicilié à *[nom]*, d'autre part ;

A été convenu et arrêté ce qui suit :

Art. 1^{er}. M. *[nom]* confie à M. Gras son fils, pour qu'il lui apprenne la profession de compositeur, dans l'école de typographie qu'il vient de fonder. La durée de cet apprentissage sera de quatre ans, qui commenceront le dix février mil huit

cent soixante-neuf et finiront le dix février mil huit cent soixante-treize. Il aura lieu dans les conditions suivantes :

Art. 2. Pendant les deux premières années, l'enseignement donné au jeune sera divisé en deux parties distinctes : 1^o Instruction professionnelle, donnée par un typographe spécialement employé dans cette fonction ; 2^o Instruction grammaticale (1), donnée par un professeur, au moins trois fois par semaine.

Pendant la troisième et la quatrième année, l'enseignement sera purement professionnel. M. Gras se réserve cependant le droit, pendant cette période, d'instituer un cours du soir ou du dimanche pour les élèves de son école, cours destiné à compléter leur instruction et que le jeune sera tenu de suivre.

Art. 3. L'engagement que prend M. Gras de faire donner l'instruction professionnelle par un maître spécial n'inflirme en rien son droit de détacher momentanément dans ses ateliers le jeune , si les nécessités du travail le comportaient, sous la réserve qu'il assisterait néanmoins toujours au cours de grammaire.

Pendant les deux dernières années, le jeune pourrait même être définitivement détaché dans les ateliers, où il compléterait son apprentissage. Pendant cette période, M. Gras se réserve à cet égard pleine liberté d'action.

Art. 4. Si le jeune manifestait le désir d'apprendre d'autres parties de la typographie que la composition, telles que la presse, la stéréotypie, la galvanoplastie, la gravure, etc., et que M. Gras lui reconnût les aptitudes nécessaires, son instruction professionnelle pourrait être dirigée dans ce sens. Dans ce cas, elle se donnerait dans les ateliers spéciaux, l'enseignement grammatical restant toujours de rigueur pendant les deux premières années.

Art. 5. Le jeune est tenu de se conformer au règlement de l'école et à celui de la maison ; il doit se soumettre aux punitions qui lui seraient infligées pour cause de négligence ou de paresse, d'insubordination ou de mauvaise con-

(1) Cette instruction comprend la grammaire proprement dite (deux leçons sur trois), la géographie et l'arithmétique. Les élèves sont, de plus, exercés à la lecture des manuscrits.

duite. Il peut même être renvoyé sans que M. puisse prétendre à aucune indemnité.

Art. 6. M. n'a aucune somme à payer à M. Gras, ni pour l'instruction donnée à son fils, ni pour les outils, cahiers, plumes, encre, livres de classe, etc., qui seront fournis gratuitement à celui-ci ; M. est seulement tenu de payer le prix de ceux de ces objets qui auraient été perdus ou dégradés par le fait de l'enfant.

Art. 7. M. Gras s'engage, au contraire, à rétribuer le jeune dans les conditions suivantes, et d'après ses aptitudes et son zèle :

Rien pendant la première année ; de *cinquante centimes* à *un franc* par jour pendant la deuxième année ; de *un franc* à *deux francs* pendant la troisième année ; de *deux francs* à *trois francs* pendant la quatrième.

Art. 8. Le jeune touchera chaque semaine les trois quarts du salaire qui lui sera alloué, l'autre quart sera retenu pour former une masse qui ne lui sera remise que lorsqu'il aura satisfait à ses engagements, c'est-à-dire à l'expiration du traité.

Art. 9. M. recevra périodiquement une note sur l'instruction et la conduite de son fils, note à laquelle sera joint un état des sommes gagnées par lui et de la situation de sa masse.

Art. 10. En cas de mort du jeune le présent contrat est rompu de plein droit, sans que M. Gras puisse prétendre à aucune indemnité. Il continue, au contraire, à produire ses effets en cas de mort de M. père.

En cas de mort de M. Gras ou de cession par lui de son établissement d'imprimerie, l'engagement sera maintenu si ses héritiers ou ses successeurs le désirent ; dans le cas contraire, il sera annulé, sans qu'il y ait lieu à indemnité de leur part.

Fait double et de bonne foi entre nous.

A Montpellier, le

LES BIBLIOTHÈQUES D'APPRENTIS.

BIBLIOTHÈQUE DE LA SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DES APPRENTIS ET OUVRIERS ISRAÉLITES

Par M. le baron JAMES NATHANIEL DE ROTHSCHILD.

La Société de Patronage des apprentis et ouvriers israélites de Paris a fondé, il y a environ quatre ans, une bibliothèque à l'usage des jeunes gens sur lesquels s'étend son patronage. Malgré les proportions très-modestes de cette bibliothèque, et le nombre relativement restreint de ceux qui sont appelés à en profiter, ses résultats sont très-satisfaisants et nous semblent de nature à fournir quelques indications utiles aux nombreux établissements du même genre qui sont en voie de formation. Les Patronages qui se proposent d'établir des bibliothèques ont un certain intérêt à connaître les efforts et les errements de ceux qui les ont précédés, et à se servir de l'expérience de leurs devanciers.

La bibliothèque comprend aujourd'hui 333 volumes dont 95 acquis avec les fonds de la Société de Patronage et 238 provenant de dons faits à diverses époques ;

Ces volumes peuvent être divisés en deux catégories, savoir :

1^o Livres sérieux, 2^o livres amusants.

La première catégorie (livres sérieux) comprend 162 volumes décomposés ainsi qu'il suit :

Histoire	42 volumes.
Voyages	20 —
Sciences	20 —
Littérature et poésie	16 —
Auteurs classiques (théâtre, etc.)	12 —
Livres religieux	8 —
Géographie	5 —
Biographies	6 —
Arts, industrie, morale, etc.	33 —
Total	162 volumes.

La 2^e catégorie (livres amusants) se compose de 171 volumes de contes et romans historiques.

La moyenne numérique des élèves qui suivent régulièrement nos cours du soir est de 45, dont 30 environ profitent de la bibliothèque pour lire pendant leurs quelques heures de loisir de la semaine. Sur ces 30 lecteurs, 5 ou 6 montrent même une avidité telle pour la lecture qu'on est quelquefois obligé d'y mettre un frein, dans la crainte que le goût des livres ne dégénère chez eux en passion et ne vienne à les détourner de leur travail régulier.

Le nombre des prêts de livres s'est élevé depuis le 1^{er} janvier 1868 jusqu'à ce jour à 246, ce qui donne, en ne tenant pas compte des deux mois de vacances, une moyenne de 7 volumes par élève et par année. Certains élèves sont allés jusqu'à emprunter 10 volumes dans l'année, d'autres n'en ont pris que 3 ou 2. Ce résultat est relativement satisfaisant, quand on songe au peu de temps qui est laissé à ces enfants pour lire.

Les livres sont généralement rapportés avec soin et en bon état. Jusqu'à ce jour, il n'y a eu que deux volumes égarés dont un seul est définitivement perdu.

Le tableau que nous donnons à la suite de ces observations fait connaître le nom des ouvrages qui ont été demandés le plus souvent, et qui ont obtenu le plus grand nombre de lecteurs. On verra que nos jeunes gens ont une préférence très-marquée pour les romans, pour les contes et les livres de voyage. Ce goût pour les livres de lecture facile s'explique très-bien par l'état de lassitude physique et intellectuelle des jeunes gens, qui ne viennent à la bibliothèque qu'après avoir passé la journée dans les rudes travaux de l'atelier. Le but de l'œuvre n'en est pas moins atteint, puisque le goût de la lecture est développé chez eux, de sorte qu'après avoir effleuré l'histoire dans le roman, ils demandent souvent à l'approfondir dans les livres sérieux. Plusieurs apprentis après avoir lu les livres d'Erckman-Chatrian se sont procuré les ouvrages de M. Thiers.

En résumé, les livres qui offrent le plus d'attraits à la jeunesse sont les livres historiques, soit qu'ils affectent la forme du roman, soit au contraire qu'ils aient un caractère plus sérieux; en conséquence toutes les fois que la Société augmente sa bibliothèque, c'est toujours dans la classe des livres historiques qu'elle fait ses acquisitions.

L'expérience démontre bien que *si l'on veut avoir de nombreux lecteurs, il faut leur offrir des livres intéressants, amusants même*. La bibliothèque de la Société qui ne se composait à l'origine que de livres classiques, n'a été réellement fréquentée que lorsque son fonds s'est augmenté d'ouvrages moins sérieux.

Il ne faut pas nous accuser de faire faire à nos jeunes gens des lectures frivoles. — Le but d'une bibliothèque est d'enlever les jeunes gens à certain milieu, *de leur donner le goût de la lecture*. Commençons par nous attacher la jeunesse en l'amusant, nous l'instruirons ensuite bien plus facilement.

TABLEAU DES LIVRES QUI ONT ÉTÉ DEMANDÉS ET LUS PLUS D'UNE FOIS PENDANT LA PÉRIODE QUI S'EST ÉCOULÉE DEPUIS LE 1^{er} JANVIER 1868, JUSQU'AU 20 MAI 1869.

AUTEURS.	TITRES DES OUVRAGES.	Nombre de fois que chaque ouvrage a été lu.
Erckman-Chatrian.	Conscrit de 1813.	9
—	Madame Thérèse.	5
—	Waterloo.	7
—	Docteur Mathéus.	2
—	Le Fou Yégof.	6
—	Contes des bords du Rhin	6
—	La Guerre.	7
— 2 ex.	Le Joueur de clarinette.	5
—	Le Joueur de clarinette.	6
—	Contes de la Montagne.	6
—	Maison forestière.	6
—	Daniel Rock.	6
—	L'Ami Fritz.	11
—	Contes populaires.	7
Jules Verne.	Cinq semaines en Ballon.	5
—	Voyage au centre de la Terre.	6
—	Le Désert des Glaces.	10
—	Les Enfants du cap. Grant, 1 ^{er} v.	7
—	Les Enfants du cap. Grant, 2 ^e v.	6
—	De la Terre à la Lune.	3
—	Les Anglais au Pôle nord.	8
Thiers.	Waterloo.	3
Wyss.	Robinson Suisse.	4
Schmidt.	Contes.	2
De Pontmartin.	Contes d'un Planteur de choux.	2

AUTEURS.	TITRES DES OUVRAGES.	Nombre de fois que chaque ouvrage a été lu.
Henriette Stow.	L'Oncle Tom.	2
Thackeray.	Mémoires d'un Valet de pied.	2
Alphonse Karr.	Une Poignée de Vérités.	3
Frédérica Bremer.	Les Voisins. (2 vol.)	1
S. Ed. Bulwer Lyton.	Paul Clifford. (2 vol.)	2
Méry.	Les Damnés de l'Inde.	2
Ed. About.	L'Homme à l'oreille cassée.	3
Miss Cummins.	L'Allumeur de reverbères.	3
Edouard Laboulaye.	Souvenirs d'un Voyageur.	4
Hæchlander.	Boutique et Comptoir.	4
P. Dhormoys.	Une visite chez Soulouque.	2
L. Kompert.	Scènes du Ghetto.	4
Ch. de Bernard.	Un Homme sérieux.	2
Alex. Dumas.	Chevalier de Maison-Rouge.	3
H. Zschokke.	Château d'Aran.	4
D. Foé.	Robinson Crusoé.	4
Alex. Dumas.	Mes Bêtse.	7
D. Stauben.	Scènes de la Vie juive.	4
Ed. About.	Le Roi des Montagnes.	3
—	Le Nez d'un Notaire.	3
F. Trollope.	La Pupille.	3
G. Sand.	Lettres d'un Voyageur.	2
Currer Bell:	Jane Eyre.	2

BIBLIOTHÈQUE DE 30 VOLUMES POUR LES PENSIONS D'APPRENTIS, ETC.

Lettre de M. MAGUERIN, secrétaire de la Société Franklin.

Un des membres correspondants de la Société ayant demandé au secrétire une liste de 25 à 30 volumes coûtant 20 francs environ et pouvant être donnés en *étrennes* à des pensions d'apprentis, à des internats manufacturiers, à des patronages afin d'engager les œuvres à créer des bibliothèques, le secrétaire s'est adressé à M. Marguerin président de la commission du bulletin qui a aussitôt envoyé une liste qu'accompagnait cette lettre.

Je vous envoie les titres des 30 volumes que vous me demandez pour les bibliothèques d'apprentis. Je les ai choisis de mon mieux. Trouver de bons livres pour les enfants, des livres simples, vrais, sensés, généreux, propres à éclairer leur esprit sans le fausser, à toucher leur cœur sans l'égarer, n'est pas chose facile.

La littérature de l'enfance, si surabondante qu'elle soit de notre temps, n'offre que des ressources limitées. Quand elle n'est pas plate et fade, elle présente tous les défauts de la littérature contemporaine d'imagination : elle est affectée, violente, vulgaire ou chimérique. Si quelques-uns des livres que je vous signale ne sont pas achevés quant au style, si quelques autres peuvent dépasser par certains côtés l'âge de nos apprentis, du moins il n'en est pas un qui ne soit fait pour les intéresser, leur ouvrir l'esprit et laisser en eux de salutaires impressions. J'aurais voulu mettre sur la liste un autre ouvrage que les *grandes époques de la France* ; mais je n'en connais pas qui soit conçu sur un plan analogue et se propose le même but.

Les trente volumes ne doivent pas dépasser 25 francs. Peut-être même les aurait-on pour 20 francs en se servant de l'intermédiaire de la *Société Franklin*, rue Christine, 1.

MANUEL ET ALVA- REZ.	La France (aspect, géographie, agriculture, industrie, commerce, etc.) 4 vol. in-12, <i>Delagrave</i> .
HUBAULT ET MAR- GUERIN	Les grandes époques de la France, des origines à la révolution, 2 vol. in-18, <i>Delagrave</i> .
JOINVILLE	Histoire de St Louis, édition de Wailly, 1 vol. in-12, <i>Hachette</i> .
E. DE BONNECHOSE	Bertrand Duguesclin, 1 vol. in-12, <i>Hachette</i> .
BARANTE.....	Jeanne d'Arc, 1 vol. in-12, <i>Didier</i> .
A. DE LAMARTINE.	Gutenberg, 1 vol. in-12, <i>Lévy</i> .
—	Christophe Colomb, 1 vol. in-12, <i>Lévy</i> .
TERREBASSE.....	Le chevalier Bayard, 1 vol. in-12, <i>Mame</i> .
MIGNET.....	La vie de Franklin, 1 vol. in-18, <i>Didier</i> .
E. DE BONNECHOSE	Lazare Hoche, 1 vol. in-12, <i>Hachette</i> .

- BAUDRILLART..... Vie de Jacquart, 1 vol. in-32, *Hachette*.
HENRY DE TRIQUETI. Le lieutenant Bellot, précédé de Laura Bridgman, 1 vol. in-16, *Société des écoles du dimanche*.
V^{te} DE MELUN..... Vie de la sœur Rosalie, 1 vol. in-12, *Pous-sielque Rusand*.
JULES GÉRARD..... Le tueur de lions, 1 vol. in-12, *Hachette*.
CHARTON..... Histoire de trois enfants pauvres, 1 vol. in-12, *Hachette*.
XAVIER DE MAISTRE Les prisonniers du Caucase et la jeune Sibérienne, 1 vol. in-32, *Bibliothèque nationale*.
DANIEL DE FOÉ... Robinson Crusoé, 1 vol. in-18, *Hachette*.
MISS WETHERELL. Le vaste monde, 1 vol. in-18, *Meyruéis*.
MISS EDGEWOTH.. Contes de l'enfance, 1 vol. in-18, *Hachette*.
MADAME CARRAUD. La petite Jeanne ou le devoir, 1 vol. in-18, *Hachette*.
— Maurice ou le travail, 1 vol. in-12, *Hachette*.
MADAME BELLOC.. Pierre et Pierrette, 1 vol. in-32, *Dela-grave*.
PORCHAT..... Trois mois sous la neige, 1 vol. in-12, *Delagrave*.
JULES VERNES.... Cinq semaines en ballon, 1 vol. in-18, *Hetzl*.
FLORIAN..... Fables, 1 vol. in-12, *Delalain*.
LA FONTAINE.... Fables, avec les illustrations de Gran-ville, 1 vol. in-18, *Mame*.

Je n'ai pas mis sur ma liste *Self-Help* (1) et la *vie des Stephenson* de Smiles (2), ni *seize mois autour du monde*, de M. Siegfried (3), parce que la Société vient de les distribuer à un grand nombre d'exemplaires. Par le vif intérêt qu'ils présentent, par les saines et fortifiantes leçons qu'ils donnent, ces livres sont des mieux appropriés pour les apprentis comme pour les

(1) Achat de la Société.

(2) Don de M. Plon.

(3) Don de M. Engel Dollfus.

adultes. On ne saurait faire un plus heureux choix pour les bibliothèques qui ne posséderaient pas encore ces excellents ouvrages.

....Je voudrais appeler l'attention de la Commission qui s'occupe des bibliothèques sur l'utilité d'y introduire des dictionnaires. A mon avis, quelques dictionnaires devraient se trouver parmi les mises de fonds de toutes les bibliothèques d'apprentis. Dictionnaires abrégés et peu coûteux, bien entendu. Certainement, ces jeunes gens seraient ainsi provoqués à chercher le dimanche, le sens d'un mot de la langue usuelle, la signification d'un terme technique, l'explication d'un procédé, qui les aurait frappés dans la semaine, ou quelques renseignements sur les hommes, les événements, les pays dont il aurait pu être question entre eux. Vous savez combien il importe de venir en aide au travail personnel, le plus fécond de tous. Je signalerai, dès à présent, en fait de dictionnaires appropriés, le *dictionnaire de la langue française* de MM. Guérard et Sardou (Delagrave éditeur), le *dictionnaire des termes techniques* de M. Jouvion (Hetzl), le *dictionnaire de législation usuelle* de M. Cadet (Belin), le *dictionnaire usuel des sciences* et celui d'*histoire et de géographie* de M. Louandre (Paul Dupont).

LE DERNIER RAPPORT SEMESTRIEL

DES INSPECTEURS DES MANUFACTURES EN ANGLETERRE

Par M. ALPH. SRIBER

Secrétaire de la Chambre syndicale des Caoutchoucs, etc.

Dans un précédent travail qui a paru dans le Bulletin (1), j'ai fait allusion aux rapports que les Inspecteurs des Manufactures présentent tous les six mois au Parlement d'Angleterre, et particulièrement à celui du dernier semestre de 1868 dont la présentation était imminente à cette époque. Ce rapport m'est parvenu depuis, et pour remplir l'engagement que j'ai

(1) L'inspection du travail des Enfants et des Femmes dans les manufactures anglaises, Bulletin n° 1 de 1869, page 11.

pris envers la Société, je vais essayer de faire une analyse aussi succincte que possible de ce volumineux « *Blue Book* » qui ne contient pas moins de 340 pages pleines de détails et de renseignements des plus intéressants, mais que le cadre dans lequel je suis obligé de me renfermer ne me permet que d'effleurer.

Je dois indiquer d'abord, pour l'intelligence de cette analyse, que le rapport résume les faits qui se sont produits à la suite de la mise en vigueur de la dernière loi votée en 1867, loi qui a étendu la juridiction du service de l'Inspection, à tous les établissements où cinquante personnes sont employées. Dans la même année une autre loi était votée, celle dite des *Workshops* reprenant les établissements de moins de cinquante personnes, mais dont l'exécution est confiée aux autorités locales.

J'aborde le rapport sans autre préambule, en suivant dans ce travail l'ordre même du document officiel.

La page 4 (1) donne le tableau sommaire des poursuites exercées pendant le semestre par tout le service de l'Inspection; il se résume ainsi :

Total des actions intentées	257
Désistements après paiement des frais faits. . .	93
Condamnations.	148
Acquittements	16

Les amendes ont varié de 6 fr. 25 c. à 75 francs, et ont produit une somme de 4918 fr. 75 c.; le total des frais s'est élevé à 3091 fr. 55 c.

Les motifs de poursuites ont été les suivants : (2)

1° Enfants et adolescents travaillant entre les parties fixes et mobiles d'une machine self-acting en mouvement. — 2° Emploi d'enfants et d'adolescents non enregistrés. — 3° Emploi d'enfants et d'adolescents sans certificat de médecin. — 4° Emploi d'enfants avant midi et après une heure, le même jour. — 5° Emploi d'enfants qui ne sont pas inscrits à l'école. — 6° Emploi d'enfants, d'adolescents et de femmes la nuit. — 7° Emploi d'enfants, d'adolescents et de femmes après 6 ou

(1) Les pages indiquées dans le cours de ce travail renvoient au texte officiel.

(2) Bull. 1-2, 1869, p. 19 et suiv.

7 heures du soir (selon l'industrie). — 8° Emploi d'enfants, d'adolescents et de femmes après 2 h. ou 4 1/2 h. le samedi (selon l'industrie). — 9° Emploi d'adolescents et de femmes pendant le temps des repas. — 10° Emploi d'enfants pour la cuisson du verre. — 11° Parents employant ou laissant employer leurs enfants dans des conditions défendues par la loi. — 12° Parents négligeant d'envoyer leurs enfants à l'école. — 13° Fabriques en mauvais état de propreté. — 14° Négligence de blanchir à la chaux suivant la loi. — 15° Manque de Registres, Certificats, etc. — 16° Non affichage de l'extrait de la loi, etc. — 17° Obstacles apportés à l'exercice des fonctions des Sous-Inspecteurs.

M. A. Redgrave commence son rapport particulier (page 6) en se louant des bonnes dispositions croissantes de l'industrie en général à se conformer aux règlements sur le travail des manufactures, ainsi que du petit nombre de poursuites qu'il a dû intenter.

Il n'a poursuivi que 20 industriels pour 92 contraventions qui ont abouti à 52 condamnations, 28 désistements après paiement des frais et 12 acquittements.

Le nombre des accidents s'est élevé à 2789 dont 1412 n'ont pas été produits par des machines.

M. Redgrave signale les bons résultats obtenus avec le système du demi-temps pour l'instruction des enfants, et il cite comme exemple la ville de Blackburn où 76 pour cent des enfants examinés savent lire et écrire, tandis qu'à Edinburgh où le système du demi-temps n'est pas adopté, la moyenne descend à 46 pour cent.

Parlant de la mise en vigueur à Londres de la loi de 1867, il dit qu'il a eu surtout à employer les moyens de douceur et de persuasion; il a dû recueillir les observations, écouter les objections, donner des explications répétées; on connaissait bien les lois des manufactures, on les approuvait, mais on croyait qu'elles ne se rapportaient qu'aux fabriques du Lancashire où sont les filatures et les principales industries textiles; personne ne pouvait comprendre que ces lois pussent s'appliquer aux magasins de la Cité de Londres, à des couturières, à des fabricants de fleurs artificielles, etc... aussi, s'est-il attaché à choisir pour Sous-Inspecteurs du district métropolitain des hommes d'une douceur et d'une patience à toute épreuve.

Il dit plus loin (page 22), que l'application nouvelle et plus étendue des lois sur les manufactures, a mis en lumière nombre de règles inutiles, vexatoires, et même complètement inapplicables à beaucoup des établissements soumis maintenant à la surveillance de l'Inspection. Dans son opinion, le maintien de ces règles trop strictes ne peut que produire un sentiment d'irritation sans amener aucun avantage appréciable. Il fait observer que l'origine des lois sur la matière remonte à 1833 et qu'à cette époque l'opinion considérait les patrons comme des oppresseurs et demandait une réglementation minutieuse et rigide du travail afin de protéger les enfants, adolescents et femmes employés dans les manufactures. Quant à lui, il y a longtemps qu'il considère la plupart de ces règlements comme inutiles pour empêcher ce qu'il est le plus important de prévenir, c'est-à-dire : le travail après les heures permises (*overtime*).

Il désapprouve l'usage du certificat de médecin qui n'est, dit-il, que l'expression d'une opinion et par suite, la cause d'une foule d'inconvénients, notamment lorsque le titulaire change de district et qu'il doit se procurer un nouveau certificat. Il conseille la substitution de l'extrait de naissance au certificat de médecin et donne pour raison que, au temps où nous vivons, il n'est pas admissible qu'un fabricant prenne un enfant débile ou infirme pour le faire travailler, *il n'y gagnerait rien*, au contraire ; la seule utilité du certificat est donc la constatation de l'âge, afin que l'enfant soit tenu de suivre l'école jusqu'à l'âge fixé par la loi.

Parlant de la loi sur les *Workshops*, M. Redgrave dit que la grande difficulté de sa mise en pratique consiste dans le peu d'inclination des autorités locales pour entreprendre des fonctions aussi nouvelles et aussi délicates que celles qui leur sont dévolues par cette loi. Cependant, dans Londres même, ainsi que dans quelques grandes villes où il a pu exercer une certaine pression morale, on a compris qu'il était du devoir des autorités de prendre les mesures nécessaires pour faire observer la loi, mais dans beaucoup de villes, même très-manufacturières, on n'a encore rien fait.

Malgré cela, dit-il, n'oublions pas que les lois sur les manufactures datent de 1833 et que pendant de longues années elles ont été négligées, éludées ou violées, en dépit de la vigilance d'un nombreux personnel d'Inspecteurs ; si donc la loi des

Workshops, qui n'existe que depuis un an et qui est tombée comme un coup de foudre sur des centaines de fabricants, n'est pas encore scrupuleusement observée, il ne faut pas trop s'en étonner, mais prendre patience en attendant que le temps ait fait comprendre et apprécier les dispositions de cette loi.

M. Redgrave termine son rapport en exprimant l'espoir que celles des autorités locales qu'il n'a pas encore pu convaincre ne tarderont pas à apprécier la question par son côté large et beau, et qu'elles comprendront qu'elles ont en mains les moyens de protéger efficacement la jeunesse, de veiller à son instruction, et d'empêcher l'emploi des femmes à des travaux nuisibles ou dangereux. Ces autorités laisseront alors de côté toutes les considérations d'un ordre secondaire et rivaliseront de zèle pour arriver à la bonne exécution d'une loi si juste, si utile, et si favorable au bien-être de la population ouvrière.

Un appendice n° 1 (page 64) donne le rapport de M. Daniel Walker, Inspecteur-adjoint de M. Redgrave (1). Ce fonctionnaire appelle l'attention de l'Inspecteur sur le manque d'instruction des ouvriers de son district. Pour s'en rendre compte, il a choisi sept villes importantes (2) dans chacune desquelles cent *adolescents*, pris dans les principales industries, ont été examinés. Cet examen a donné le résultat suivant :

Complètement illettrés	227
Sachant lire seulement	100
Sachant lire et écrire	373

Les deux points extrêmes de cette comparaison sont : Glasgow où 33 seulement sur 100 examinés, savaient lire et écrire, et Blackburn où on en a trouvé 76.

Un autre examen de 200 adolescents, à Dundee, a donné les chiffres suivants :

Complètement illettrés	40
Connaissant quelques lettres	31
Connaissant toutes les lettres	20
Pouvant lire des mots faciles	46
Lisant couramment	24
Id. et écrivant un peu	34
Sachant lire et écrire couramment	5

(1) Par une innovation récente il a été donné un Inspecteur-adjoint à chacun des deux Inspecteurs.

(2) Edinburgh, Glasgow, Dundee, Newcastle, Leeds, Rochdale, Blackburn.

En signalant ce regrettable état de choses, M. Walker suggère pour y remédier qu'on pourrait prescrire que tout adolescent se présentant dans une fabrique, devrait y subir un petit examen avant de pouvoir être engagé, et dans le cas où cet examen ne serait pas satisfaisant, l'adolescent ne pourrait être admis qu'au demi-temps, et devrait alors suivre l'école, comme les enfants, jusqu'à ce qu'il puisse remplir les conditions nécessaires pour être employé comme adolescent.

Un appendice n° 2 (page 69) donne le détail des poursuites exercées dans le district de M. Redgrave, dont il a été parlé page 225.

Un appendice n° 3 (page 74) donne le détail des accidents qui se sont produits pendant le semestre, et enfin un appendice n° 4 (page 75) donne la nomenclature des établissements qui ont été visités en vertu des dispositions de la loi sur les *Workshops*.

RAPPORT DE M. R. BAKER

M. Baker expose (page 81) les difficultés de toutes sortes qu'il a dû combattre et surmonter pour adapter son service aux exigences de la mise en vigueur de la nouvelle loi; une quantité innombrable de circulaires a été envoyée aux fabricants; des centaines de réponses ont été faites à des questions de toutes sortes; de nombreuses conférences ont été organisées afin de bien expliquer la loi à tous les intéressés.

Le mauvais état des affaires au moment de la mise en vigueur de la loi a permis à un grand nombre d'industriels de renvoyer à peu près tous les enfants au-dessous de 11 ans qu'ils employaient; ils se sont ainsi affranchis du devoir de veiller à l'instruction de ces enfants, devoir qui, bien qu'il incombe en réalité aux parents, reste cependant dans une certaine mesure, grandement subordonné à l'influence exercée par les patrons. Néanmoins, la loi en imposant des limites fixes et uniformes au travail des enfants et des femmes, a imposé en même temps aux patrons l'obligation morale de veiller à ce que ces enfants et ces femmes profitent du temps qui leur reste après la journée pour acquérir l'instruction élémentaire qui leur manque.

Ce n'était pas une expérience insignifiante à faire que celle

d'appliquer uniformément à toutes les branches d'industrie des règlements faits surtout pour les industries textiles que l'on avait seules en vue lorsque les premières lois ont été faites, lois que le législateur a incorporées dans l'Acte de 1867. Que d'éléments divers, que d'habitudes différentes à plier à la même règle!

Prenons par exemple la fabrique de Birmingham avec ses mille et une variétés, où aucune espèce de contrôle ne pouvait s'exercer jusqu'au 1^{er} janvier 1868, où on travaillait à toutes les heures possibles et impossibles, selon le caprice du patron ou de l'ouvrier, ou selon les besoins du moment. Que de préjugés à vaincre, que de résistances à surmonter, quel bouleversement à effectuer! Et cependant, dit M. Baker, jugeant de l'avenir par l'expérience acquise dans le passé, je ne mets nullement en doute que dans peu de temps la réforme sera accomplie, et les patrons aussi bien que les ouvriers s'étonneront qu'ils aient jamais pu s'assujettir à ces longues journées de travail qui les épuisaient les uns et les autres, et qui ne leur donnaient le temps ni de respirer un peu de bon air les soirs d'été, ni d'utiliser les veillées d'hiver à cultiver leur esprit.

Après m'être bien pénétré de l'esprit et de la lettre de la nouvelle loi, continue M. Baker, j'ai préparé une instruction spéciale pour chaque genre d'industrie afin de mettre les industriels à même de comprendre facilement les règlements qui les concernaient sans avoir à recourir à une étude approfondie du texte officiel qu'ils étaient légalement tenus d'afficher chez eux (1).

Ces diverses instructions furent imprimées et envoyées à tous les intéressés. Je réunis ensuite tous mes subordonnés chez moi, et arrêtai avec eux un plan de conduite de manière à n'avoir dans toute mon Inspection qu'une seule et même façon d'agir.

M. Baker donne à la page 88 le détail de son service, d'où il ressort que son inspection comprend 10483 établissements occasionnant un parcours de 137,716 kilomètres et une dépense de 60,768 fr. 20 c. annuellement.

A la page 89, un tableau n° 1 donne le résumé des chiffres

(1) Bulletin 1-2, 1869, page 19.

de la population ouvrière soumise à la surveillance de M. Baker; nous relèverons seulement le total qui est de 346,636 individus de tous âges et des deux sexes (1).

Un tableau n° 2 donne ensuite le détail par Comtés des établissements soumis à la surveillance, ainsi que de la population ouvrière qui y est employée.

Un autre, sous le n° 3, met en regard de chaque genre de fabrication, le nombre de fabricants et le chiffre des ouvriers occupés.

Enfin le n° 4 donne le détail, par Comtés, de chacun des genres d'industrie employant au moins 100 personnes.

Le tableau n° 5 (page 99) expose pour chaque Comté séparément le nombre d'établissements et la population ouvrière repris par l'Inspection en vertu de la nouvelle loi de 1867.

Quant aux tableaux nos 6, 7, 8, ils donnent pour l'Irlande les renseignements donnés dans les précédents pour l'Angleterre seulement.

M. Baker fait observer (page 137) que les chiffres indiqués pour les enfants employés dans les manufactures ne comprennent pas ceux envoyés obligatoirement aux écoles en vertu de la loi sur les fabriques, mais seulement ceux au-dessous de 13 ans travaillant au moment où le recensement a été fait. Il ajoute que les établissements placés sous le régime des lois spéciales et de la *Loi d'extension de 1864* ne sont pas non plus compris dans les chiffres cités.

Une des dispositions les plus saillantes de la loi de 1867, dit M. Baker, est la réglementation uniforme des heures de travail, soit de 6 heures du matin à 6 heures du soir en été, et de 7 heures du matin à 7 heures du soir en hiver, et le samedi en toute saison jusqu'à 2 heures seulement. Il n'a été accordé que très-peu d'autorisations de déroger à cette règle qui est scrupuleusement observée partout. La majeure partie des exceptions faites est en faveur des imprimeurs typographes et des relieurs; puis viennent les papeteries, les fonderies de cuivre, les manufactures de tabac, de cols, de chapeaux, etc... Mais même dans ces industries, les demandes ont été faites en très-faible proportion; ainsi, par exemple, sur 1,316 imprimeries, 129 seulement ont exprimé le désir de pouvoir changer les heures réglementaires pour

(1) Non compris les établissements repris par la loi de 1867.

d'autres plus à leur convenance. D'un autre côté, diverses objections ont été faites sur la nécessité de l'obligation de changer les heures de travail suivant la saison.

Plus loin il dit : En résumant les sentiments de l'ensemble des manufacturiers de mon Inspection, je suis persuadé que d'ici peu, et en bien moins de temps qu'il en a fallu pour les industries textiles, tout le monde sera content de ce qu'enfin le droit du patron au temps de son ouvrier, et le droit de l'ouvrier à son propre temps ont été légalement établis et déterminés. Notre industrie ne doit plus non plus redouter la concurrence étrangère ni le soi-disant avantage de nos voisins du continent de pouvoir travailler sans limites légales, à toutes heures et avec des enfants de tous âges ; on s'occupe partout de ces questions ; en France, par exemple, des manufacturiers, des savants, discutent en ce moment les lois sur les manufactures et cherchent à mettre à profit l'expérience de trente-cinq années faite en Angleterre. Les discussions auxquelles s'est livrée en 1868 la Société de Protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures, montrent avec quelle sérieuse attention cette grande question est examinée à Paris. Toutes les questions ont été mises au programme de cette Société et discutées avec le plus grand soin, afin d'éclairer la législation, et nous pouvons certainement dire que le temps n'est pas éloigné où le travail et l'instruction marcheront partout de pair, où les heures de travail seront à peu près uniformes partout, et où enfin la culture de l'intelligence sera pleinement reconnue comme la véritable source de la prospérité des nations.

IMPRIMERIES TYPOGRAPHIQUES.

Parlant des imprimeries typographiques, dont le nombre, dans son inspection, s'élève à 1,440 employant 15,380 ouvriers, M. Baker énumère les raisons qui ont appelé dès 1862 l'attention du gouvernement sur la nécessité de réglementer le travail dans cette industrie ; il dit, page 141, que ce n'a pas été une tâche facile que celle d'imposer certaines restrictions dans une industrie qui se subdivise en tant de catégories ayant chacune sa clientèle spéciale, clientèle souvent négligente et toujours exigeante, toujours pressée, arrivant toujours au dernier moment, et qu'il faut cependant satisfaire. Aussi y a-t-il eu plus de

réclamations et de demandes de modifications dans l'imprimerie que dans toutes les autres industries mises ensemble. En outre, ces demandes ont porté sur des points si divers et les vœux exprimés ont été si variés et si nombreux, qu'il semble à peu près impossible d'arriver à trouver un moyen terme qui puisse satisfaire tout le monde.

Aux pages 143 à 157, M. Baker cite différentes lettres de chefs d'établissements typographiques qui se plaignent amèrement de certaines dispositions de la loi, notamment de celles qui concernent la réglementation des heures de travail ; ils objectent qu'ils sont forcés périodiquement de travailler plus tard pour faire certains travaux revenant à époques fixes, tels que des journaux ou des revues bi-hebdomadaires, hebdomadaires, bimensuels ou mensuels, etc..., etc... ; la faculté de pouvoir commencer ce travail plus tôt ne leur est pas utile, car même les jours d'encombrement, ce n'est pas le matin qu'ils sont surchargés, c'est dans le cours de la journée et le soir, et alors les ouvriers qui ont commencé à travailler à 6 heures ne sont plus en état de continuer le soir.

Après avoir cité longuement l'opinion de ceux qui attaquent la loi, M. Baker, admettant ce que peuvent avoir de fondé les objections mises en avant eu égard aux nécessités qui se produisent à certains moments, dit qu'il ne voit cependant aucune difficulté sérieuse qui puisse empêcher de surmonter l'obstacle, du moment qu'il y aura une règle uniforme pour toute l'industrie. Faire une classification et établir une exception pour les imprimeurs de journaux par exemple, serait créer un privilège en leur faveur et causer un préjudice manifeste aux autres imprimeurs, car tout l'ouvrage pressé affluerait alors chez les premiers ; au contraire si la réglementation est uniforme et invariable pour tous, il faudra nécessairement que ceux qui auront de l'ouvrage à donner s'arrangent de façon à l'apporter en temps utile pour qu'il puisse être fait suivant leurs besoins.

La difficulté d'éviter les heures supplémentaires dans la plupart des imprimeries est simplement une question de dépense qui, après tout, retomberait sur le client pour qui l'ouvrage se fait. En ce qui concerne les auteurs qui retardent jusqu'à la dernière heure l'envoi de leur manuscrit, le remède est aussi dans les mains de l'éditeur, qui peut établir des règles prescrivant les heures auxquelles la copie doit être remise.

M. Baker conclut enfin à ce que la loi soit appliquée telle qu'elle a été promulguée, et qu'aucune exception ne soit faite.

CHAPEAUX DE PAILLE (page 158).

Les observations faites sur cette industrie sont d'un intérêt exclusivement local; la réglementation ne paraît gêner ni les patrons, ni les ouvrières; la seule objection soulevée par ces dernières se fonde sur ce qu'il y a de désagréable pour des *demoiselles* (*young ladies*), à être assimilées aux *filles de fabriques* (*factory girls*).

SALINES (page 163).

Les salines tombent sous l'application de la loi qui régit les manufactures; d'après les observations faites, il n'y a rien qui s'oppose à sa mise en vigueur; les seules objections qui se soient produites ayant eu pour cause des questions d'interprétation auxquelles il n'a même pas été donné suite.

ARDOISIÈRES (page 164).

Les propriétaires d'ardoisières refusent de se soumettre à la surveillance de l'Inspection et aux lois et règlements sur le travail dans les manufactures. Ils protestent contre l'assimilation de leur exploitation à une manufacture, et ont laissé intenter des poursuites contre eux, afin de décider la question judiciairement. Les premiers juges ont donné tort au service de l'Inspection qui a porté le débat devant la Cour supérieure qui n'a pas encore prononcé.

M. Baker ne met pas en doute le bien fondé de l'assimilation des ardoisières aux manufactures; il appuie son opinion sur le texte même de la loi qui donne la définition du terme employé, et dit que s'il rencontrait une ferme ou une exploitation agricole quelconque employant 50 personnes, il n'hésiterait pas à lui faire l'application de la loi sur les manufactures.

MANUFACTURES DE TABACS (page 172).

Cette fabrication, dans l'Inspection de M. Baker seulement, comprend 130 établissements occupant 3,996 personnes. C'est une des industries qui avaient le plus besoin d'être réglemen-

tées, et la mise en vigueur de la loi a déjà produit de bons effets.

CONSTRUCTION DE NAVIRES (page 175).

L'application de la loi à cette industrie, est d'une importance considérable; mais elle rencontre des difficultés très-sérieuses soulevées par toutes sortes de considérations. Il ne s'agit pas uniquement de constructions neuves, mais bien aussi et surtout des travaux de réparation qui ne se font pas toujours dans le chantier du constructeur, mais souvent ailleurs, dans un bassin flottant, ou de radoub, ou même sur le rivage; les ouvriers du constructeur, dans ces cas, ne travaillent plus *dans son établissement*. De plus, ces travaux sont régis par diverses considérations de temps, de marée, etc., des ouvriers et même des enfants peuvent être engagés temporairement pour un travail donné, et mêlés avec le personnel ordinaire enfin, il peut, dans des cas donnés, se produire un bouleversement complet des conditions déterminées par la loi, et l'on se demande alors comment il faudra s'y prendre pour la faire observer.

M. Baker ne conteste pas les difficultés qui seront rencontrées, par la force des choses, mais il croit qu'avec le temps, et l'habitude de la loi elles pourront être surmontées. La loi est strictement observée dans les établissements royaux, et il est convaincu que l'on arrivera aussi à la mettre en pratique dans les établissements particuliers.

FORGES, HAUTS-FOURNEAUX, etc., (page 181).

Les affaires ont été très-mauvaises dans l'industrie du fer en 1867 et cet état de choses a été fâcheux pour la mise en vigueur de la loi. La plupart des patrons en ont profité pour renvoyer tous les enfants qu'ils employaient, et en même temps ils se refusaient à faire aucuns frais pour organiser des écoles temporaires en attendant des temps meilleurs; « la loi, » disaient-ils, « est la cause du mal, supportez-en les conséquences. » Il y avait une si grande terreur des médecins officiels, des inspecteurs, des règlements d'école, et des amendes, que l'on ne tint même pas compte des délais accordés par la loi qui permettaient encore pendant six mois pour les enfants de 11 ans, et pendant

trente mois pour ceux de 12 ans, l'emploi aux anciennes conditions; tous les enfants au-dessous de 13 ans furent immédiatement renvoyés, et même dans beaucoup de cas, les adolescents au-dessous de 16 ans furent compris dans cette mesure.

Quoiqu'il en soit, M. Baker espère que la panique est passée maintenant et que lorsque les affaires reprendront il y aura dans les écoles tout autant de *half-timers* (enfants travaillant au demi-temps) que l'on peut raisonnablement compter en trouver dans ces districts. En résumé, il n'est pas possible de se prononcer encore sur l'effet de la loi qui n'a pu être essayée dans des conditions convenables jusqu'à présent.

GANTERIE (page 184).

Les dispositions de la loi sont fort goûtées dans cette industrie; plusieurs établissements n'employant pas 50 personnes, et par conséquent ne tombant pas sous le coup de la loi, se l'appliquent cependant volontairement et ont adopté sa réglementation. On se plaint de ce que la loi sur les *Workshops* n'est pas exécutée, et l'on cite une grande fabrique qui ferme à six heures selon la loi et dont les ouvrières vont dans quelques *Workshops* continuer à travailler.

CONFECTION (page 185).

La loi fonctionne très-bien; on avait craint que le changement des heures de travail présenterait des inconvénients, mais ces craintes étaient sans fondement, tout le monde est content du changement, et les ouvrières surtout s'en louent beaucoup.

CORDONNERIE (page 185).

Dans cette industrie aussi la loi a été bien accueillie et mise en pratique immédiatement avec la recommandation et le concours actif de la Chambre de Commerce de Northampton.

CHAPELLERIE (page 186).

La réglementation a été reçue avec la même faveur dans cette industrie que dans les précédentes; il est à remarquer du reste que plus on se rapproche du genre des industries textiles où la réglementation existe depuis des années, moins on rencontre de résistance ou de mauvais vouloir.

CONGÉS (p. 187).

Il s'est produit un certain nombre de demandes d'autorisation de s'écarter quelque peu de la lettre de la loi ; ainsi par exemple, dans de petites imprimeries, et même dans d'autres établissements n'ayant qu'un petit nombre d'employés, il existe une sorte de convention tacite à considérer comme de rigueur des congés annuels à certaines époques et à certains jours déterminés. Quelquefois aussi, une occasion de congé peut se produire incidemment en arrangeant également le patron et l'ouvrier. De même encore, dans de grands établissements il était impossible de donner congé à tout le personnel à la fois sans porter préjudice aux affaires, et il a fallu laisser donner des congés partiels. Enfin la demi-journée du samedi ne s'est pas toujours accordée avec les usages de la localité, tels que jour de marché, etc., tandis qu'elle pouvait être avantageusement remplacée par une demi-journée le lundi ou le mercredi. Dans tous ces cas les autorisations demandées ont été accordées, et il paraît utile de continuer à faire droit à ces demandes de changements toutes les fois qu'il s'en produira, sauf les cas où il pourrait y avoir des raisons spéciales pour refuser l'autorisation.

APPRENTIS (p. 187).

Certains contrats d'apprentissage déterminent les heures pendant lesquelles l'apprenti sera tenu au travail ; il est nécessaire que l'on sache bien que la loi de 1867 annule toutes clauses de ce genre où les heures ne concorderaient pas avec les prescriptions de la loi concernant tous individus au-dessous de 18 ans.

Dans certaines industries le nombre des apprentis est régi par des règlements ou des usages ; dans d'autres il peut se faire que l'apprenti, pour apprendre son état, devrait travailler la nuit et que cependant le travail de nuit lui est défendu par la loi. Dans tous les cas de ce genre, les parties auront à réviser leurs conventions et à s'arranger comme cela leur conviendra le mieux, mais en se mettant d'accord avec la loi qui n'a fait aucune provision, ni pour le maintien des obligations contractées, ni pour le dédommagement des parties qui pourraient être lésées.

TRAVAIL DE NUIT (p. 188).

M. Baker rappelle que la loi interdit le travail de nuit aux enfants et il démontre à l'aide de considérations physiques et morales l'utilité de cette disposition ; l'enfant, dit-il, a besoin de plus de sommeil que l'adolescent ou l'adulte, car à cette période de la vie, c'est pendant le sommeil que les organes fonctionnent plus activement, et les excès peuvent plus facilement conduire à un degré d'activité incompatible avec la santé. En outre, avec le travail de nuit il n'y a pas d'éducation possible, car même l'école du dimanche ne servirait de rien pour un enfant qui aurait travaillé cinq ou six nuits sur sept. Les enfants sont aussi plus exposés aux accidents la nuit que le jour. Enfin le repos pendant le jour n'est pas suffisant, troublé qu'il est par les allées et venues et les occupations du ménage et d'ailleurs un lit perpétuellement occupé, nuit et jour, est fort loin de contribuer à la santé de ses occupants.

EMPLOI DES FEMMES MARIÉES AU TRAVAIL EN COMMUN (p. 192).

Cette question, bien que fort délicate, est digne de la plus sérieuse considération car elle comporte le bien-être moral d'une grande portion de la population ouvrière. Il n'y a rien à dire contre l'emploi des femmes dans l'industrie, au contraire, il y a en général beaucoup de raisons pour le recommander, mais ce doit être à la condition qu'une attention particulière soit accordée à leur situation et qu'aucune occasion d'exercer sur elles une influence morale ne soit négligée ou abandonnée. Malheureusement, dit M. Baker, le fabricant a le temps de gagner de l'argent, mais non celui de s'occuper de ceux qui l'aident à en gagner, et quoique tous admettent l'existence du mal, bien peu cherchent à y porter remède, et les mères au lieu de soigner leur ménage et leurs enfants, vont passer la journée à la fabrique, abandonnant à quelque voisine la surveillance de leur progéniture. Du moment que la mère travaille hors de chez elle, il faut nécessairement que le ménage soit négligé et M. Baker en conclut que l'éloignement volontaire des femmes mariées des fabriques et ateliers serait un bienfait national. M. Baker conclut en citant l'opinion de M. Bartlett, fabricant à Redditch qui voudrait que la loi fixât des limites au travail des femmes

mariées, dans le genre du règlement qu'il a mis en pratique chez lui depuis quatre ans, c'est-à-dire : arrivée à la fabrique à 8 h. 30; départ à 12 h. 30 pour le dîner; retour à 2 heures, et cessation du travail à 4 h. 30.

MÉDECINS OFFICIELS (p. 195).

M. Baker expose qu'il a dû désigner un assez grand nombre de nouveaux médecins officiels, non-seulement à cause de la nécessité pour toute personne de moins de 16 ans d'avoir un certificat d'aptitude physique pour pouvoir être employée dans une manufacture, mais aussi pour connaître des accidents de toute nature occasionnés par les machines ou autres causes, faire les enquêtes nécessaires, et adresser des rapports soigneusement motivés pour arriver à leur suppression.

Un certain nombre de manufacturiers se sont récriés contre l'impôt que constitue pour eux le paiement des honoraires du médecin officiel. Ces réclamations sont exagérées; il est facile aux chefs d'établissements de s'arranger par abonnement avec le médecin officiel qui fait alors sa visite régulièrement, à époques déterminées et à très-peu de frais pour le fabricant qui peut se faire rembourser la presque totalité de ses débours, la loi lui permettant de retenir, pour le coût du certificat, jusqu'à concurrence de soixante centimes sur les salaires du titulaire.

Un point important à signaler est encore la nécessité de ne jamais permettre au Médecin officiel de donner les certificats ailleurs qu'à la fabrique. Dans l'origine les médecins donnaient ces certificats chez eux, mais cet usage a donné lieu à de fâcheux abus : des enfants réunissant les conditions voulues étaient présentés au médecin et le certificat obtenu était vendu ou donné pour servir à des enfants qui n'auraient pu l'obtenir eux-mêmes, soit en raison de leur âge, soit pour cause d'incapacités physiques.

M. Baker donne, page 204, une liste de 57 médecins officiels nouvellement nommés depuis son dernier rapport et dans un intervalle de six mois, du 1^{er} mai au 31 octobre 1868.

ACCIDENTS (page 205).

Le nombre des accidents n'a fait que s'accroître depuis la loi de 1844 qui a posé le principe d'une enquête dans les causes

qui les amènent. Leur proportion s'est encore augmentée depuis qu'il est du devoir de l'Inspection de relever tous les accidents qui se produisent dans toutes les industries et dans tous les établissements soumis à sa surveillance (1). L'industrie textile n'a plus aujourd'hui la triste prééminence qu'elle possédait dans ces dernières années ; la chaîne s'allonge et révèle une somme de souffrances que le public ne soupçonne pas ; et encore l'Inspection ne connaît-elle pas tout, car il arrive au moins autant d'accidents dans les ateliers où moins de 50 personnes sont occupées (*Workshops*), et cette catégorie d'établissements échappe à la surveillance du Service.

Il y a lieu d'être surpris de voir les taudis dans lesquels des ouvriers, souvent les plus habiles, sont à travailler ; on reste confondu en examinant les dangers qu'offrent les moyens d'accès aux ateliers ; escaliers sans rampes, arbres de transmission courant sans aucune protection dans une proximité inconcevable de la tête ou de la personne des ouvriers ; chaudières à haute pression établies au milieu de centaines d'habitants agglomérés, dans de toutes petites cours où des ouvriers passent et repassent toute la journée, et çà et là une soupape de sûreté à la portée du premier venu.

Telles sont quelques-unes des causes si nombreuses des accidents dont la trop longue liste est donnée dans ce rapport ; on peut y joindre encore trois ou quatre causes qui ne se représentent que trop fréquemment.

1° Les additions à de vieux bâtiments ou à de vieux appareils et la force motrice transmise d'un atelier à l'autre par des courroies dangereuses, tantôt dans le but d'entasser le plus de monde possible dans un petit espace, tantôt par pure ignorance ou par la plus complète négligence.

2° La pluralité d'industries établies sous un même toit, et travaillant au moyen d'une force motrice commune dont la vitesse augmente inopinément dans certains ateliers par suite d'arrêt subit dans d'autres.

3° La nonchalance des ouvriers eux-mêmes qui défient le danger ou en prennent tellement l'habitude qu'ils le dédaignent.

4° Le manque de protection suffisante autour des machines et engrenages.

(1) Bull. 1-2, 1869, p. 24-38.

3^e Et enfin la curiosité naturelle des nouveaux ouvriers et leur penchant à braver le danger et à faire montre d'habileté à l'éviter.

M. Baker termine ses observations sur ce chapitre en émettant le vœu qu'à l'avenir il ne soit plus fait de rapport sur les accidents qui n'auront pas entraîné une incapacité de travail d'au moins une semaine « attendu, dit-il, qu'il arrive très-souvent dans les cas d'accidents légers que le blessé, se reposant sur sa Société de secours, en profite pour se procurer deux ou trois jours de vacances, tandis qu'il aurait pu sans aucun inconvénient retourner à son travail. »

Suit, page 211, le tableau détaillé de tous les accidents survenus dans la division de M. Baker pendant les neuf premiers mois de 1868 et qui se résume ainsi :

Nombre total.	Hommes.	Femmes.	Décès.	au dessous de 13 ans.	de 13 à 18 ans.	au dessus de 18 ans.
3.797	3.309	488	60	232	1.264	2.301

ÉCOLES DE FABRIQUES (p. 217).

M. Baker commence ses observations sur ce sujet en faisant remarquer qu'il n'entend pas désigner ainsi certaines écoles où sont admis les enfants employés dans tels ou tels établissements, mais bien les écoles ouvertes par les manufacturiers dans le but de faire donner l'instruction, 1^o aux enfants employés dans leur usine ; 2^o aux enfants de leurs ouvriers ; 3^o aux enfants du voisinage de l'usine.

Ce sujet, dit-il, est des plus intéressants, surtout lorsqu'on se reporte aux faits avancés dans le 6^e volume des rapports sur l'Exposition Universelle de Paris, où l'auteur M. Henry Ashworth dit qu'en 1828 il n'y avait qu'un seul industriel, M. Owen, de Lanark Mills, en Écosse, qui eût eu l'idée d'établir une école dans les dépendances de ses usines ; qu'à cette époque les classes ouvrières étaient complètement illettrées, et que les essais d'éducation que l'on commençait à tenter étaient considérés comme inutiles et même dangereux.

Dès 1802, le premier Sir Robert Peel donnait aux industriels le conseil d'instruire leurs ouvriers, et cinq ans avant la Loi des Fabriques de 1833, un fabricant était déjà entré dans la voie indiquée et avait établi une école dans son usine ; d'autres

fabricants ne tardèrent pas à suivre ce bon exemple, et dans le tableau donné à la page 232 du rapport, on peut constater que 1 école a déjà plus de 40 années d'existence; 3 écoles en ont plus de 30; 6 en ont de 20 à 30; 9 de 10 à 20; etc., etc.. preuve évidente de l'obligation impérieuse qui incombe à tous les grands manufacturiers de faire instruire leurs ouvriers, et reproche parlant pour ceux qui n'ont pas honte de se soustraire à ce devoir lorsque la loi les appelle à le remplir.

Les ouvriers travaillant à l'usine sont toujours parfaitement libres d'envoyer leurs enfants à l'école de la fabrique ou de les mettre ailleurs; seuls, les enfants travaillant au demi-temps sont tenus de suivre l'école de l'établissement où ils sont employés. La redevance payée par les écoliers varie de 10 à 40 centimes par semaine et, dans quelques cas, 60 centimes.

Divers fabricants ont institué des examens afin de s'assurer des progrès de leurs employés et d'exciter leur émulation; la plupart ont fait des réglemens sévères et fixé des amendes pour punir ceux qui ne suivent pas l'école assidûment.

Désirant montrer ce qui se fait en France dans cet ordre d'idées, M. Baker cite, page 226, un discours prononcé en Septembre 1867 par M. Engel Dollfus à la Société des Bibliothèques Communales, passant en revue les résultats obtenus de 1848 à 1864, et il termine cette citation par cette phrase de M. Dollfus parlant des difficultés à surmonter pour l'éducation des ouvriers et du peu d'ardeur que montre la société en général à s'occuper de la question : « Est-ce, dit-il, que préoccupés » nous-mêmes par le mauvais état des affaires nous avons été » moins zélés précisément au moment où il aurait fallu re- » doubler d'efforts ? »

Puis il met en regard la conduite des manufacturiers anglais qui, se trouvant sous le coup des mêmes circonstances malheureuses, n'en ont pas profité pour s'occuper de l'éducation des enfants de leurs localités respectives, mais au contraire ont eu grand soin de s'affranchir des obligations que la loi nouvelle leur imposait en renvoyant tous les enfants de leurs ateliers.

M. Baker cite, comme preuve à l'appui de ce qui précède, une lettre qu'il a reçue d'un instituteur qui se plaint de ce qu'il va se trouver dans la nécessité de fermer son école où depuis deux ans il attend les élèves que les manufacturiers devraient lui envoyer. Cet instituteur qui est établi, seul, au milieu d'une

population de 5,000 âmes, n'a que six enfants, tant est grande l'indifférence qu'on éprouve à l'endroit de l'éducation dans la localité.

Mais il en a toujours été ainsi, dit M. Baker en terminant ; les fabricants savent parfaitement que l'ouvrier instruit est plus docile, plus capable, qu'il perd moins de temps et fait d'infiniment meilleur ouvrage que l'ouvrier ignorant, et ils font travailler les enfants qui devraient aller à l'école ! Que si la loi leur impose l'obligation de faire instruire ces enfants, alors c'est un saut qui peut général ; que ceux qui veulent instruire, le fassent ; mais pas nous ! Et ils jettent les enfants à la porte, les laissant libres de chercher de l'ouvrage ailleurs ou d'aller vagabonder par les rues des villes, pour grandir dans la paresse et dans le vice ! Il n'en était pas autrement en 1834, quand les premières lois sur les manufactures furent mises en vigueur.

RAPPORTS A M. R. BAKER

PAR LES SOUS-INSPECTEURS SOUS SES ORDRES.

M. S. Kent, (page 232) dit que la plupart des fabricants ont accepté la loi nouvelle avec faveur ; la principale objection a trait au chiffre de 50 personnes fixé par la loi pour constituer une fabrique et il croit que la limite devrait être réduite au moins à 20. Les propriétaires d'ardoisières ont refusé de se soumettre à la loi, et un jugement de première instance les a déclarés bien fondés dans leurs prétentions à ne pouvoir être assimilés aux établissements soumis à la surveillance de l'inspection. Cette décision devra être révisée par une cour supérieure, car il s'agit de la surveillance ou de la non-surveillance de plusieurs milliers d'ouvriers.

La loi sur les *Workshops*, dit M. Kent, n'a été appliquée nulle part dans mon district, et il est peu probable qu'elle le soit jamais si la surveillance de ces établissements n'est pas attribuée à des inspecteurs dûment chargés de ce service. Les municipalités n'appliqueront jamais la loi d'une manière effective : la plupart des membres sont eux-mêmes propriétaires de *Workshops* et n'iront pas poursuivre un collègue ou un voisin ayant un établissement semblable.

M. D. Jones rapporte (page 233) que la loi de 1867 a été généralement bien accueillie dans son district et que par voie de persuasion plutôt, que par force, il a pu obtenir de la grande majorité des fabricants de se conformer aux heures réglementaires, en profitant le moins possible des exceptions permises.

« Il est beaucoup à regretter, dit-il, que la législature ne se soit pas arrêtée à un chiffre bien inférieur à 50 personnes employées pour constituer

une fabrique. En conséquence de ce chiffre trop élevé, les établissements qui sont rangés dans la catégorie des *Workshops* jouissent de véritables avantages sur les fabriques et il n'y a qu'un cri contre la loi sur les *Workshops*. On m'a signalé, dit M. Jones en terminant, un de ces établissements à Leigh, dans lequel 34 petites filles de 8 à 10 ans sont employées pendant de longues heures au moulinage de la soie, travail fait au moyen de métiers à la main; naturellement il n'est nullement question d'école.

Dans le district de M. F. Steen (page 234) la loi sur les *Workshops* a été mise en vigueur dans deux localités où existent des industries spéciales, par suite de la pression exercée par les industriels chefs de *fabriques*, qui se trouvaient placés dans une situation inégale par rapport aux confrères de la même partie dont les établissements comprenant moins de 50 personnes se trouvaient comme *Workshops* affranchis, en fait, de toute réglementation.

M. Steen ajoute que toutefois il n'y a aucune inspection régulière organisée et qu'aucune mesure n'a été prise dans les autres parties de son district pour exécuter la loi, dont cependant le besoin se fait vivement sentir.

M. G. Buller (page 237) s'élève également contre la limite de 50 et signale aussi le préjudice que cause aux propriétaires de *fabriques* la non-application de la loi sur les *Workshops* qui n'a été mise en vigueur que dans une seule localité de son district.

M. E. Fitton (page 239) écrit que nulle part dans son district on n'a mis en vigueur la loi sur les *Workshops*; à Worcester, les autorités locales ont fait imprimer la loi sur une grande feuille affiche et l'ont fait distribuer, mais là se sont bornés leurs efforts.

M. S. May (page 243) n'approuve pas la démarcation faite entre les *fabriques* et les *Workshops*; nombre d'établissements importants, employant tout près de 50 personnes devraient certainement être soumis à l'inspection et y échappent. La loi sur les *Workshops* n'a été mise en vigueur que dans une seule localité de son district, à Leek, où les autorités ont nommé un inspecteur local qui s'est acquitté avec un zèle exemplaire de sa mission. Un des premiers résultats a été l'adoption du système du demi-temps et l'envoi aux écoles de près de 300 enfants sur une population de 10,500 âmes.

M. W. Beadon (page 247) est d'opinion qu'il est indispensable que le chiffre de 50 soit abaissé car ce sont précisément les établissements occupant de 10 à 50 personnes qui ont le plus besoin d'être surveillés et ils relèvent de la loi sur les *Workshops* qui a complètement échoué. Aussi, dit-il, l'injustice et l'absurdité d'un pareil état de choses sont trop évidentes pour qu'on le laisse subsister longtemps.

M. C. Girardot (p. 248) écrit que la loi sur les *Workshops* est appliquée à Leicester avec succès; les autorités locales ont désigné un inspecteur qui surveille environ 550 établissements de cette catégorie, lesquels ont dû envoyer 700 enfants aux écoles. Malheureusement, ce bon exemple n'a pas été suivi par les autres villes manufacturières de son district, et il est à désirer que le Gouvernement intervienne pour forcer les autorités locales à appliquer la loi.

M. Girardot exprime l'opinion qu'il est nécessaire que la surveillance des petits établissements soit dans les attributions des autorités locales, car un étranger n'en saurait découvrir la plus grande partie et d'ailleurs le service

de l'Inspection ne pourrait suffire à un tel travail à moins d'en décupler le personnel.

M. C. Bowling (page 255) répète que nulle part la loi sur les *Workshops* n'est appliquée; dans une ou deux localités de son district les autorités ont paru vouloir s'occuper de la question et en ont chargé un membre du Conseil municipal, mais tout s'est borné à l'envoi de quelques circulaires et la loi est restée à l'état de lettre morte.

M. G. Faussett, (page 258) n'a pas de meilleur résultat à constater en ce qui concerne les *Workshops*; quant à la loi des fabriques, elle fonctionne très-bien et est acceptée partout sans grandes difficultés.

M. W. Dawkins Cramp (page 262) s'élève contre le nombre 50, cause, dit-il, de nombreuses anomalies et d'un mécontentement sérieux et fondé dans certaines industries.

M. Thurlow Astley (page 265) signale un grand mécontentement à Birmingham causé par la limite de 50 fixée par la loi des *fabriques* et la non-application de celle des *Workshops*. « Pourquoï, » dit un fabricant de boutons, « employant 50 personnes, dois-je faire cesser le travail à 6 heures du soir, « tandis que mon concurrent d'en face qui n'en emploie que 45 peut faire « travailler aussi tard que bon lui semble ? » L'opinion généralement exprimée est que la loi sur les fabriques est et sera une injustice tant qu'elle ne sera pas également appliquée à tous, c'est-à-dire aux *Workshops* comme aux *fabriques*.

M. J. Bignold (page 267) dit qu'on avait fait mine de résister à la loi dans son district; mais les concessions temporaires ont calmé l'irritation et la généralité des fabricants se soumet de bonne grâce et en reconnaît l'esprit salulaire. Quant à la loi sur les *Workshops*, rien n'a encore été fait; toutefois à Dublin et à Cork on parle de s'en occuper.

M. W. Johnston (page 267) s'élève contre le chiffre 50 qui entraîne une situation défavorable pour les *fabriques* par rapport aux *Workshops* qui sont entièrement libres. Par suite de cette limite trop élevée, toute une industrie, celle des fabricants de fusils, qui sont très-nombreux, mais qui emploient rarement 50 personnes dans l'établissement même, échappent à la surveillance. Autrement, la loi sur les fabriques est bien reçue partout; le seul fait que de par cette loi les enfants des fabriques sont obligés d'aller à l'école, a frappé le public et donné de bons résultats.

M. G. Blenkinsopps (page 271) signale également l'injustice de la limite tracée entre les *Workshops*; et les *fabriques*, la loi concernant la première catégorie d'établissements étant lettre morte dans son district.

M. T. Pyers Mostyn (page 275) écrit qu'une localité de son district a pris des mesures pour appliquer la loi sur les *Workshops*; mais c'est une exception et son opinion est que cette loi ne sera jamais appliquée par les autorités locales. La loi sur les fabriques a été bien accueillie.

A la page 278 se trouve le tableau détaillé des poursuites exercées dans la division de M. Baker; en voici quelques extraits pour exemple : (1)

(1) Voyez Bulletin 1-2, 1869, pages 19 et suivantes.

Pour avoir négligé d'enregistrer l'âge de cinq enfants et la date de leur entrée, *amende et frais*, 85 fr. 75 c.

Emploi de six adolescents et femmes après 2 heures le samedi, 180 francs.

Emploi de huit adolescents et femmes après 6 heures du soir, 357 fr. 50 c.

Refus d'admettre un Sous-Inspecteur à visiter une fabrique, 86 fr. 85 c.

Emploi de deux enfants sans certificat d'école, 86 fr. 25 c.

Fabrique non blanchie à la chaux, 85 fr. 60 c.

Enfant tenu au travail avant midi, et après une heure, le même jour, 55 francs.

Emploi d'une femme après 6 heures du soir, 69 fr. 35 c.

Emploi de huit adolescents après 6 heures du soir, 343 fr. 40 c.

Tentative d'empêcher un Sous-Inspecteur de prendre les noms des ouvriers, 88 fr. 75 c.

Dans les pages 291 à 332, M. Baker produit divers documents confirmant les opinions exprimées par ses Sous-Inspecteurs et sur l'ensemble desquels il fonde son avis qu'il est nécessaire que la ligne de séparation entre les deux lois soit réduite à sept personnes, et que par conséquent tout atelier ou endroit quelconque, où plus de six personnes sont employées à un travail quel qu'il soit, devra être placé sous la surveillance de l'Inspection. Les ateliers de moins de sept personnes seront surveillés par des Inspecteurs nommés par les autorités locales et payés sur les ressources des localités.

Dans tous les cas où l'autorité locale n'aurait pas nommé d'inspecteur dans les trois mois de la promulgation de la loi, il y serait pourvu par le Ministre sur le rapport de l'Inspecteur.

Ces inspecteurs, une fois nommés, seraient placés sous la direction et le contrôle de l'Inspecteur des fabriques au lieu de relever des autorités locales.

Il est nécessaire aussi que les deux Inspecteurs en chef se concertent ensemble sur les mesures à prendre et l'interprétation à donner à certaines clauses, afin que les lois soient appliquées uniformément dans toute l'étendue du Royaume.

Quant à la question de savoir si, pour faire surveiller par l'Inspection les établissements employant plus de 6 personnes, il serait nécessaire d'augmenter considérablement le personnel, M. Baker croit qu'on y arriverait facilement sans cela : il suf-

firait d'augmenter le traitement des Sous-Inspecteurs, de les mieux encourager, et pour sa part il ne demanderait pas plus de trois ou quatre Sous-Inspecteurs nouveaux.

Il explique cette opinion par la raison que si le plan proposé était adopté, nombre d'établissements où moins de sept personnes sont employées, et qui cependant sont réputés *fabriques* en vertu des lois spéciales, seraient distraits du service de l'Inspection pour être attribués aux inspecteurs locaux. D'un autre côté, les Sous-Inspecteurs connaissant les industriels qui exécutent la loi avec conscience et conviction, pourraient laisser de côté la plupart des grands établissements pour n'y faire que des visites accidentelles à intervalles éloignés, et ils auraient ainsi plus de temps à donner aux petits établissements qui ont besoin d'être surveillés d'une manière plus étroite.

Il est persuadé que si les modifications qu'il propose sont adoptées, les lois sur les fabriques etc., fonctionneront aussi bien qu'il est possible de l'espérer et un des grands points gagnés sera déjà l'uniformité de réglementation pour tous les genres de travail industriel.

On ne saurait mettre en doute, dit M. Baker en terminant, qu'une pareille œuvre à accomplir nous promet un travail énorme, mais il est nécessaire pour le bien et la sécurité du pays, et après tout la tâche n'est pas aussi pénible qu'elle le paraît. Il est certain que nous aurons bientôt des imitateurs et que les autres nations industrielles de l'Europe ne tarderont pas à rivaliser d'efforts pour suivre l'exemple que nous aurons donné.

.

Le travail qui précède était terminé, lorsque M. Baker me fit parvenir le nouveau rapport présenté au Parlement en août dernier et qui comprend une nouvelle période de six mois, du 31 octobre 1868 au 30 avril 1869.

Ce document n'ajoute aucun fait nouveau au rapport précédent, mais il en est la confirmation. Le nombre des accidents de toutes sortes qui ont donné lieu à rapport aux deux Inspecteurs s'est élevé à 8177, le total des accidents des six mois précédents ayant été de 6129, il en résulte une augmentation de 2048 accidents pour cette dernière période. (Cette augmentation pro-

vient surtout de ce qu'en vertu de la loi de 1867, la surveillance s'étend aujourd'hui à tous établissements où 50 personnes sont employées).

A ce sujet MM. Redgrave et Baker reviennent sur l'inutilité flagrante de l'obligation de rapporter *tous accidents* arrivés dans une fabrique. Ils font observer que les premières lois sur le travail dans les manufactures ont pu avec raison prescrire que *tout accident* serait rapporté, attendu que ces lois concernaient spécialement les industries textiles et il s'agissait de prévenir les accidents que pourraient occasionner les machines. Le cas n'est plus, le même : les dernières lois reprennent toute espèce d'établissement où 50 personnes au moins sont employées, la grande majorité des établissements surveillés aujourd'hui n'emploient aucunes machines, et les accidents qui s'y produisent rentrent pour la plupart dans la nature des choses humaines.

Continuer à faire rapporter les accidents qui se produisent dans les établissements repris par l'Acte de 1867, lorsqu'ils n'ont pas été causés par des machines, serait, dit M. Redgrave, de la besogne inutile pour les médecins officiels, et un véritable gaspillage de l'argent du Trésor public. Il donne pour preuve de l'utilité de cette réforme, *que sur 4313 accidents rapportés dans sa division pendant ce semestre, 2579 n'ont pas été causés par des machines*, et sur ce nombre, 33 seulement sont arrivés à des femmes, 18 à des jeunes filles, et 53 à des enfants.

Le nombre total des actions intentées pendant ce dernier semestre s'est élevé à 430

Désistements après paiement des frais faits. 177

Condamnations 245

Acquittements 7

Les amendes ont varié de 6 fr. 25 c. à 125 francs et ont produit une somme de 10556 fr. 25 c.; les frais se sont élevés à 3863 fr. 40 c.

Tous ces chiffres, sauf celui des acquittements qui a diminué, présentent une augmentation sensible sur ceux du semestre précédent (1). Le total des amendes a plus que doublé, et à ce sujet il n'est peut-être pas inutile de signaler une condamnation à 2500 francs d'amende et à 200 francs de frais prononcée contre M. John Waite, filateur de laine, à Otley Gill, près de

(1) V. page 225.

Leeds, pour avoir systématiquement fait travailler en dehors des heures permises, et la nuit. Les faits relevés contre cet industriel ont été les suivants :

1^o Le 27 novembre 1868, 9 adolescents retenus au travail jusqu'à minuit ; 2^o le 28 novembre, 8 adolescents au travail de minuit à 9 heures, 30 minutes du matin ; 3^o le 8 décembre, 1 adolescent au travail après 6 heures du soir ; 4^o le 9 décembre, 5 adolescents au travail après 6 heures du soir.

A la page 15 de son rapport, M. Redgrave donne les chiffres de la population ouvrière de sa division et en fait la comparaison entre les années 1838, 1850, 1856, 1868 ; en voici le résumé : (1)

	1838	1850	1856	1868
Enfants travaillant au demi-temps...	29,283	35,122	46,071	81,464
Adolescents garçons de 13 à 18 ans.	66,509	69,601	72,200	75,678
Femmes et filles au-dessus de 13 ans.	230,972	333,493	387,826	484,125
Hommes (18 ans et au-dessus) . . .	96,636	157,866	176,400	216,596
Total de la population ouvrière. . .	<u>423,400</u>	<u>596,082</u>	<u>682,497</u>	<u>857,863</u>

Proportion, aux mêmes époques, des différentes catégories d'ouvriers :

Enfants au demi-temps.	5.9	6.1	6.6	9.5	%
Garçons de 13 à 18 ans	16.1	11.5	10.6	8.8	»
Femmes au-dessus de 13 ans.	55.2	55.9	57.0	56.4	»
Hommes au-dessus de 18 ans.	22.8	26.5	25.8	25.3	»

M. Redgrave donne à la page 36 un tableau montrant le nombre d'enfants employés au demi-temps en exécution des différentes lois rendues à diverses époques ; le total donne 68,901 enfants, mais sur ce nombre, 64,869 appartiennent aux industries textiles régies par les lois de 1833 et 1844, et la loi de 1867, qui cependant embrasse tous les établissements où 50 personnes sont employées, n'a donné au demi-temps, et par conséquent aux écoles que 733 enfants.

Il en conclut qu'il est nécessaire de forcer un peu la main aux industriels pour généraliser le système du demi-temps, et il fait observer qu'il y a plus de 30 ans que la législation a fixé à 13 ans l'âge auquel les enfants pourraient être gardés

(1) Quelques-uns de ces chiffres offrent de légères différences avec le texte officiel, page 16, dans lequel j'ai pris la liberté de rectifier quelques erreurs d'addition. A. S

au travail pendant la journée entière. Il lui semble par conséquent, que le moment est arrivé où l'on pourrait, sans grands inconvénients, prendre des mesures pour augmenter le nombre des enfants qui vont à l'école.

Les mesures qu'il conseille sont :

1^o D'élever à 14 ans la limite entre les enfants et les adolescents (1) ;

2^o De ne permettre à aucun adolescent au-dessous de 16 ans de travailler la journée entière, s'il ne peut produire un certificat en due forme, attestant qu'il sait lire et écrire couramment et qu'il connaît suffisamment les quatre premières règles de l'arithmétique élémentaire.

M. Baker signale aussi l'augmentation du nombre des femmes et des enfants employés dans l'industrie, qu'il attribue à la nécessité pour le fabricant d'obtenir de l'ouvrage à meilleur marché en vue de lutter contre la concurrence et le mauvais état persistant des affaires. Il dit que cette question demande la plus sérieuse attention. Le remède, suivant lui, est dans l'éducation du peuple ; il faut, dit-il, développer dans la nouvelle génération une intelligence saine et forte, capable de bien comprendre les problèmes sociaux, afin qu'elle ne puisse pas être entraînée par quelques utopistes jaloux d'une popularité éphémère.

Ce qui, dit M. Baker, *constitue la grande valeur du système du demi-temps, c'est que, par ce système, hommes et femmes sont instruits sans même qu'ils se doutent que cet enseignement est obligatoire ; c'est encore ce système qui prend des parents ayant grandi et vécu dans l'immoralité et peu à peu les élève hors de leurs habitudes vicieuses* PAR L'EXEMPLE ET LA SUPÉRIORITÉ MANIFESTE DE LEURS PROPRES ENFANTS. Aussi faut-il faire tout ce qui est possible pour généraliser ce système et répandre partout les bienfaits de l'instruction, dans les districts manufacturiers par une surveillance plus étroite de l'emploi des enfants ; par l'augmentation des écoles dans les campagnes, et enfin par quelque méthode péripatéticienne partout où la pauvreté ou la distance rendent l'enseignement collectif impossible.

M. Baker rappelle aussi l'opinion qu'il a exprimée dans son

(1) Bull. 1-2, 1869, p. 19.

précédent rapport (1) et insiste sur la nécessité d'apporter certaines modifications aux lois existantes; « l'injustice du présent état de choses, » dit-il, « est suffisamment évidente pour rendre superflu tout nouvel argument que je pourrais mettre en avant. »

OEUVRES ET INSTITUTIONS DU LOIRET

Communication de M. MAUGE DU BOIS DES ENTES.

VILLE D'ORLÉANS. — SOCIÉTÉS DE PATRONAGE (2)

APPRENTIS.

L'Œuvre du patronage des apprentis applique ses soins et sa surveillance, non-seulement aux apprentis proprement dits, mais aux jeunes gens de toutes professions. Elle accueille les enfants que les familles lui amènent spontanément ou sous l'influence des frères, soit au sortir des exercices de leur première communion, soit à la fin de l'année, c'est-à-dire jusqu'aux vacances qui ont lieu au mois de septembre. Généralement c'est dans le cours de septembre que se passent les contrats d'apprentissage et que se font les inscriptions.

Les enfants inscrits reçoivent un protecteur qui signe au contrat d'apprentissage avec le patron, le père et l'enfant (3).

Il est à noter qu'il y a beaucoup de professions dans lesquelles le contrat est inusité et même impossible : par exemple pour les petits clercs, les enfants employés dans les bureaux ou les magasins, ou les petits commis de libraires, les tisseurs, les voituriers, les vigneron, etc. Il n'y a pas lieu non plus de passer un acte quand l'enfant est l'apprenti du père lui-même.

(1) Voir page 246.

(2) Extrait d'une lettre de M. Mauge du Bois des Entes, Président de l'œuvre.

(3) Il y a des patrons qui, trouvant le contrat inutile et croyant pouvoir par l'absence d'un *traité écrit* rester maîtres de résoudre à leur gré l'apprentissage, se refusent à cette formalité, mais le plus grand nombre y donnent leur assentiment et il faut dire qu'on pourrait formuler régulièrement une bien plus grande quantité de contrats.

Au surplus, les conventions verbales sont en général observées avec fidélité de part et d'autre, les contestations sont rares et, par le fait, la rédaction d'un acte écrit pourrait sembler superflue. Mais en réalité il est regrettable que l'usage n'en soit pas adopté par tous.

Dans presque tous les métiers manuels la durée du travail est de 6 heures du matin à 7 heures du soir, une heure est réservée pour le repas; ce qui fait que les apprentis sont retenus chez leurs patrons pendant treize heures consécutives et qu'ils y travaillent pendant 12 heures.

Un certain nombre de maîtres d'apprentissage consentent à laisser partir les enfants le soir vers 6 heures ou 6 heures et demie, mais c'est seulement dans la première et quelquefois dans la deuxième année que cela est admis.

Il est bien rare que l'enfant puisse continuer l'école du soir pendant sa troisième année d'apprentissage, aussi sommes-nous obligés d'autoriser beaucoup d'enfants à s'en dispenser. Ceux qui, profitant des courts instants qui leur sont donnés, vont à la hâte prendre quelques aliments chez eux et viennent ensuite à l'école font réellement preuve d'un zèle et d'une bonne volonté dignes des plus grands éloges.

Quelques-uns, ceux du dessin, font des progrès assez satisfaisants et reçoivent, d'ailleurs, un enseignement très-utile; il en est de même de quelques-uns de la classe de français, mais les plus jeunes de ces pauvres enfants essaient vainement de lutter contre le sommeil et cela se conçoit après la fatigue de onze à douze heures de travail.

La leçon est donc pour ces derniers, peu profitable; mais, pour eux comme pour les autres, leur soirée s'est trouvée occupée et l'on parvient ainsi à les soustraire aux dangers de l'oisiveté et d'une périlleuse *flânerie* dans les rues d'une grande ville.

La moitié de nos enfants s'exempte ou est exemptée des classes pendant la saison d'été. On les retrouve au moins le dimanche. D'abord, ce jour-là, les familles acceptent l'obligation de les envoyer à l'office du matin; des cartes sont à cet effet distribuées aux enfants par les soins des frères, du directeur ecclésiastique et des vicaires des paroisses.

Après la messe, ils ont le catéchisme de persévérance, puis vers 3 ou 4 heures ils se réunissent soit à la maison de campagne possédée par l'OEuvre, à eux spécialement affectée, soit à la maison communale des frères, où ils se livrent à toute espèce de divertissements de leur âge, entremêlés de quelques instructions religieuses ou de causeries historiques et scientifiques à leur portée.

Le premier dimanche de chaque mois, l'exercice religieux est un peu plus prolongé. Il a lieu à la chapelle et est suivi d'une loterie de menus objets au tirage desquels donne droit l'assistance à la réunion.

L'apprentissage dure en général trois ans, mais trois ans, dans tous les cas, constituent la durée du séjour normal dans l'OEuvre. La persévérance est le résultat le plus difficile à obtenir. Il n'y a qu'une partie de nos enfants qui arrive jusqu'à ce terme. La légèreté de la jeunesse, l'indifférence trop fréquente des parents, et les exigences des patrons, nous enlèvent chaque année une partie de notre jeune population.

Du reste, quand on retrouve plus tard ces petits déserteurs, alors qu'ils sont devenus ouvriers, et en réalité l'OEuvre rencontre de ses anciens élèves dans toutes les professions (1), ils se souviennent toujours avec plaisir du temps passé au patronage; peut-être alors regrettent-ils de ne pas avoir persisté jusqu'à la fin et de ne pas avoir obtenu le diplôme d'honneur décerné aux sujets d'élite.

Visiteurs. — Dans les commencements de l'exercice actif du patronage, ceux de ses membres qui s'y consacrent n'étaient pas sans rencontrer dans les ateliers quelques figures plus ou moins sérieuses et inquiètes. On semblait craindre leur intervention là où le bourgeois n'est pas dans l'habitude de pénétrer et si quelques patrons accueillaient assez gracieusement leur visite, d'autres semblaient moins disposés à les encourager. Ce sentiment de défiance a disparu, et c'est en général avec une franche sympathie que le patron voit venir le protecteur désigné par l'OEuvre, pour se mettre en relation avec lui et l'enfant. Les témoignages d'intérêt et même d'affection qu'on donne à ceux-ci sont vus sans déplaisir, et un certain nombre de patrons s'adressent même à l'OEuvre pour se procurer des apprentis.

Quant aux enfants, il est incontestable que ceux qu'on visite le plus exactement et le plus assidûment deviennent les meilleurs sujets de l'OEuvre.

Un autre avantage de ces visites, est de démontrer au public des populations ouvrières que les classes éclairées de la société sont loin de rester indifférentes à leurs véritables intérêts

(1) Il a été relevé, d'après les registres, 86 professions diverses.

et quand, par l'effet du patronage, on leur assure de bons apprentis, par suite, d'honnêtes et habiles ouvriers, ils ne peuvent se refuser à applaudir aux succès de l'entreprise.

Les parents, toujours assez timides vis-à-vis des maîtres d'apprentissage, parce qu'en général, pauvres ouvriers eux-mêmes, ils sont toujours un peu sous leur dépendance, apprécient l'œuvre du patronage et témoignent franchement leur reconnaissance aux protecteurs qui se sont faits les amis dévoués de leurs enfants.

C'est donc en résumé, une œuvre bonne et utile que celle qui s'est installée à Orléans depuis 16 années sous le nom d'OEuvre du patronage des apprentis. Elle cesse, il est vrai, de suivre l'enfant devenu jeune ouvrier, mais alors une autre œuvre, celle de Saint-Joseph, s'offre à celui-ci.

Elle lui ouvre une sorte de cercle ou de salon, où il trouve pour ses soirées du dimanche, et même de la semaine, des réunions conformes à ses goûts relevés et destinées à en entretenir l'exercice et à en favoriser le développement.

Un article de nos statuts prescrit d'ailleurs au membre du patronage qui a protégé l'apprenti pendant son séjour dans l'OEuvre, de rester *son ami* et de conserver avec lui toutes les relations possibles. C'est ce qui arrive assez généralement.

Il est inutile de dire que les cotisations des membres actifs visiteurs et celles des membres honoraires sont le principal soutien de l'OEuvre.

Les frères sont entretenus en partie par les libéralités du fondateur, M. l'abbé Miron.

Le Préfet du Loiret et la ville d'Orléans inscrivent, en notre faveur, à leur budget annuel de secours des sommes assez importantes. Un des médecins les plus distingués de la ville fait partie de l'OEuvre du patronage et donne gratuitement ses soins aux apprentis.

ENFANTS DES MANUFACTURES.

Il y a ici peu de manufactures. La grande industrie se borne à quelques fabriques de couvertures, ou à quelques ateliers de tissage pour les tricots de coton.

On n'emploie généralement pas d'enfants dans ces établissements, et ceux qu'on y admet ont toujours fait leur première

communion. Ce sont de jeunes ouvriers qui reçoivent un salaire.

Il existe dans un des faubourgs, ou plutôt à quelque distance de la ville, une fabrique de chaussures à pointes. Les jeunes ouvriers y sont en très-petit nombre, sont tous âgés de plus de 12 ans, et gagnent de 50 à 75 centimes par jour.

Les ouvrières de la fabrique de chaussures sont toutes en ville et elles ont quelques apprenties aux conditions ordinaires.

Dans les fabriques et manufactures, la journée est de 12 heures, de 5 heures du matin à 7 heures du soir pour les jeunes gens ; celle des jeunes filles est de 6 heures du matin à 7 heures du soir, avec 2 heures de repos.

Le salaire des ouvriers au-dessus de 14 ans est de 1 franc à 1 fr. 25 c.

De nombreux établissements de bienfaisance existent à Orléans (1). Ceux qui se rattachent plus particulièrement à l'enfance sont les suivants :

OEUVRE DES PETITS SAVOYARDS. — On réunit ces enfants plusieurs fois par semaine pour leur faire le catéchisme et les préparer à leur première communion.

GRANDE-PROVIDENCE. — Cette maison, dirigée par des sœurs, est patronnée et soutenue par une société de dames charitables. Elle reçoit des jeunes filles pauvres de huit ans à 21 ans. Elle enseigne la lecture, l'écriture et les *travaux de l'aiguille*. Elle a ses revenus et jouit de la qualité d'établissement d'utilité publique.

MAISON DE LA SAINTE-ENFANCE. — On y enseigne la lecture, l'écriture, le calcul, le repassage et les *travaux à l'aiguille*. On y confectionne des ornements d'églises.

Elle est dirigée par des dames laïques.

MAISON D'ORPHELINES PROTESTANTES. — On y enseigne la lecture, l'écriture, les *travaux à l'aiguille*. Il y a près de 80 enfants.

(1) Une association de dames charitables s'entend pour donner des soins tous les jours aux personnes de tout âge qui viennent s'y faire traiter. Les maladies trouvent là des pansements éclairés et gratuits. — Le linge y est fourni gratuitement aussi. Il n'y a point de domestiques dans l'établissement, les dames font tout par elles-mêmes.

ŒUVRES DE MONTARGIS (1)

.57110

SOCIÉTÉ D'ASSISTANCE.

Il existe à Montargis une Société d'assistance pour les jeunes apprentis. Elle s'applique aux garçons et aux filles à peu près en nombre égal ; il y a actuellement 22 patronnés en tout, mais ils ont été jusqu'à 30.

L'apprentissage et par conséquent la durée de protection de la Société commence à 12 ans et se termine à 15 ans pour les garçons, et 14 ans ou 14 ans 1/2 pour les filles.

Les secours donnés aux familles consistent en 20 francs de vêtements pour les garçons, 15 francs pour les filles, un pain de quatre livres par semaine par chaque garçon ou fille.

Récompenses. — Les récompenses sont : 1° une prime trimestrielle de 4 francs déposée à la Caisse d'épargne, à tour de rôle pour les garçons et les filles ; de sorte que pendant la durée de l'apprentissage chacun d'eux peut obtenir deux primes par an.

2° A la sortie de l'enfant, une prime variant de 20 à 50 fr., plus, dans ce dernier cas, un *diplôme d'honneur* qui se délivre à l'église, à l'issue de la messe paroissiale ; mais il faut que ce diplôme, récompense exceptionnelle, ait été spécialement et complètement mérité.

Ressources. — Les ressources de l'œuvre se composent d'une cotisation de 5 centimes par semaine, payés par les membres *souscripteurs*, qui sont aujourd'hui au nombre d'environ 250. Cette cotisation produit près de 600 francs par an ; mais cette ressource est insuffisante et la Société est actuellement obligée d'attaquer son fonds de réserve, provenant de donations et s'élevant à 4,000 et quelques cent francs.

Organisation. — Le curé de Montargis est président de droit. Un *secrétaire-trésorier* est chargé de la comptabilité, de l'administration et de la surveillance générale. Douze dames *conseillères*, versant leur cotisation comme les souscripteurs (mais sans y être obligées, par le fait donnant toujours bien davantage), ont chacune deux ou trois enfants à protéger, elles veillent spécialement chez les maîtres et maîtresses d'apprentis-

(1) Extrait d'une lettre de M. Rousselet, substitut du procureur impérial.

sage à la conduite et au travail de ces enfants et *achètent les vêtements* qui sont donnés comme récompenses.

Le secrétaire-trésorier assiste tous les dimanches à la grand-messe, entouré des garçons qu'il surveille. Quand un enfant vient à manquer, les parents ou le patron le font savoir à la dame conseillère qui visite l'apprenti et qui s'enquiert de la cause de son absence.

L'assistance à la grand-messe et au catéchisme de persévérance sont les seules obligations (ces enfants ayant de 12 à 13 ans).

Aucune réunion générale et solennelle avec distribution publique de récompenses n'a lieu. Tous les trois mois, les douze dames et le secrétaire, composant le Conseil, se réunissent au presbytère sous la présidence de M. le curé. Là on discute les admissions nouvelles, les propositions pour les récompenses, les expulsions nécessaires et les améliorations possibles. Les enfants et les souscripteurs n'assistent pas à ces réunions.

Les cotisations sont perçues par les dames conseillères.

Les conditions de l'apprentissage sont le pair; l'enfant est à la charge de ses parents, mais ne paie rien au patron. *La durée du travail* est de 5 heures du matin à 7 heures du soir en été, de 7 heures du matin à 5 heures du soir en hiver. Repos à 9 heures et à 2 heures, une heure à chaque suspension de travail, tant pour manger que pour se reposer.

CERCLE DES PERSÉVÉRANTS.

Un cercle, ou lieu de réunion à l'usage des jeunes ouvriers et des plus âgés parmi les élèves du collège, a été organisé par les soins et aux frais de Lahaussais, secrétaire de l'œuvre du patronage des apprentis dont il vient d'être parlé.

Cet établissement est très-confortable et les jeunes gens y trouvent un billard, un gymnase et divers appareils de jeux. L'âge d'admission est 13 ans; chaque membre paie la cotisation, bien insuffisante, de 50 centimes par mois. Les beaux jours d'été sont consacrés à des promenades variées et lointaines.

LA FILATURE D'AMILLY

La filature d'Amilly, usine du Gros-Moulin, est une source de prospérité pour la commune. M. Revil l'occupe depuis 1846; c'est une filature de déchets de soie qui occupe 350 ouvriers.

...Les enfants y entrent à 12 ans. S'ils n'ont pas encore fait leur première communion, ils suivent les catéchismes et les exercices religieux.

Leur journée est de douze heures de travail coupées par deux repos d'une demi-heure chaque.

Leur salaire varie, suivant l'intelligence et l'activité des enfants, de 0 fr. 75 c. à 1 fr. 75 c. par jour.

Les enfants qui demeurent trop loin pour retourner coucher chez eux, ONT UN DORTOIR, et on leur trempe la soupe gratuitement.

Il y a deux sœurs attachées à l'établissement, l'une est à la tête d'une pharmacie et chargée de visiter les malades et de veiller à l'exécution des ordonnances du médecin.

L'autre a la direction d'une salle d'asile spéciale pour les enfants des ouvriers. Les enfants y entrent à trois ans et en sortent à sept pour aller suivre l'école communale.

OEUVRES DE PITHIVIERS

PATRONAGE DES APPRENTIS PAR LES ÉCOLIERS (1).

La fondation a été organisée par l'excellent curé de Pithiviers, qui l'a placée sous la direction de l'école de Saint-Grégoire (2).

Chaque élève de cette institution, qui en compte plus de cent, paie annuellement une cotisation de 3 francs, et cette subvention, réunie à divers secours qui arrivent d'un autre côté, permet de venir en aide à de jeunes apprentis que l'on place dans le corps de métier que les familles indiquent.

On prend ces enfants en sortant des écoles, depuis 12 ans jusqu'à 16, et l'on cherche pour chacun d'eux un bon patron.

Comme il n'y pas de manufactures, chaque apprenti est

(1) Extrait d'une lettre de M. de Fiennes, membre du Conseil général.

(2) Le collège Rollin, à Paris, a une fondation à peu près semblable, organisée et dirigée par le proviseur, notre collègue, M. Talberg.

placé isolément. Il n'y en a, du reste, que six en ce moment.

On donne, par semaine, à chaque enfant, un pain de deux kilogrammes; on l'habille, et de plus, on verse au maître, à titre d'indemnité, 12 francs par an pendant trois ans, délai jugé nécessaire pour l'apprentissage.

Les élèves de la pension surveillent, conjointement avec leurs professeurs, les apprentis qu'ils ont pris sous leur patronage et, suivant la satisfaction qu'ils donnent, les apprentis reçoivent une récompense.

On tâche même de les suivre lorsqu'ils sortent d'apprentissage, et pour ne pas trop les laisser livrés à eux-mêmes, l'institution de Saint-Grégoire prépare un local pour les réunir les dimanches et fêtes, après les offices.

Il est pourvu aux dépenses par la cotisation et aussi par une loterie organisée chaque année dans l'établissement.

On impose au patron l'obligation de ne pas laisser l'apprenti travailler le dimanche et de lui faire suivre les offices.

ŒUVRE DES JEUNES TRÉSORIÈRES (1)

La Société de patronage pour les filles remonte à douze années.

On place celles-ci après 12 ans, en sortant des écoles. Le temps d'apprentissage est seulement de deux ans. On donne à la maîtresse 12 francs par an. De plus, on donne à la jeune fille quatre livres de pain par semaine et on l'habille en partie. Les filles, comme les garçons, rentrent chaque soir chez leurs parents. La même obligation existe pour le repos du dimanche et les offices. Le travail commence vers *six* heures du matin pour finir le soir à pareille heure, sauf le temps nécessaire pour le repas.

Les *jeunes trésorières* sont au nombre d'environ 60 et les jeunes apprenties présentent une moyenne de 12 par an.

Toutes les demandes de patronage ont été admises jusqu'à ce jour, et les jeunes trésorières surveillent, autant qu'elles le peuvent, leurs protégées pendant et après l'apprentissage.

(1) Extrait d'une lettre de M. de Fiennes, membre du Conseil général.

Chaque trésorière verse 3 francs par an; il est fait divers dons et M. le curé pourvoit au surplus de la dépense.

Il a été encaissé, cette année, 1868, près de 1,000 francs, qui ont été à peu près dépensés par les jeunes trésorières en faveur de leur Oeuvre.

USINE DE LENGLE (1)

Un enfant doit être âgé de douze ans au moins et avoir fait sa première communion avant d'entrer à l'usine, de plus il ne peut contracter d'engagement qu'avec l'assistance de son père ou de sa mère. Les apprentis ne sont payés que lorsqu'ils sont en état de travailler sans être guidés et capables de faire de bon ouvrage. Il leur est accordé quinze jours d'apprentissage pendant lesquels ils sont payés à raison de 75 centimes par jour. La valeur du travail fait par l'apprenti profite à l'ouvrier chargé de lui montrer.

Les apprentis travaillant à l'usine sont, en général, les enfants des ouvriers, et restent chez leurs parents qui reçoivent leur paie.

On commence à travailler à six heures du matin, on arrête à huit heures pour le repas du matin, et on a jusqu'à neuf heures moins le quart pour le faire, et de une heure un quart à deux heures de l'après-midi pour le diner.

Tous les ouvriers et ouvrières travaillent à leur tâche et presque tous ont fini leur travail à trois heures de l'après-midi.

Le nombre des apprentis varie constamment par la raison que quinze jours suffisent pour l'apprentissage.

SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS DANS L'ARRONDISSEMENT DE GIEN (2)

Il importe de distinguer d'abord *l'apprenti*, placé chez un maître dans le but principal d'apprendre un métier, de l'en-

(1) Copie d'une lettre de M. Hutchinson.

(2) Extrait d'une lettre de M. Isnard, substitut du procureur impérial à Gien.

fant travaillant dans les manufactures, qui est plutôt un *jeune ouvrier*. Cette seconde catégorie est fort nombreuse à Gien et à Briare.

En ce qui touche *l'apprentissage* proprement dit, je n'ai pu obtenir de renseignements, quelque peu précis, que sur Gien même. Les chefs-lieux de canton de l'arrondissement sont peu considérables et presque entièrement ruraux; les apprentis doivent y être nécessairement en bien petit nombre, et il n'y a pas lieu de penser qu'ils méritent des observations spéciales.

A Gien même, il n'y a pas, hors les fabriques, d'ateliers nombreux, ni d'industries importantes, et je doute qu'aucun patron ait plusieurs apprentis.

Un tiers de la population est rural (2,000 sur 6,500); il se compose de vigneron, très-aisés pour la plupart, qui conservent leurs enfants pour les adonner à la culture.

La classe indigente, fort nombreuse, a généralement beaucoup d'enfants, qu'elle place dans les fabriques.

Les apprentis appartiennent à des parents plus aisés; ce sont des enfants qui n'apprennent un état que parce qu'ils espèrent être un jour, non pas ouvriers, mais maîtres d'un petit établissement. Cette observation s'applique aux filles aussi bien qu'aux garçons, à cette différence près qu'un assez grand nombre des premières est en apprentissage, bien que devant rentrer dans la famille, parce qu'il faut qu'une jeune fille *sache travailler*.

Il résulte de cette situation que les apprentis des deux sexes ne quittent l'école qu'après le renouvellement de leur première communion, quelquefois même à 14 ans. L'apprentissage n'est jamais gratuit, les parents *paient* le maître, et la durée d'engagement, d'environ deux années, varie d'après des conventions particulières.

L'usage des contrats est peu répandu, bien que d'assez fréquentes contestations se produisent en justice de paix entre les parents et le patron, qui s'en sont rapportés à leur commune bonne foi. Peut-être faut-il attribuer en partie cette situation à ce que les parents, souvent illettrés, répugnent à recourir à l'intermédiaire d'un homme d'affaires.

En l'absence de toute œuvre et de toute société qui puisse centraliser les renseignements sur les apprentis, il est difficile de fournir une statistique exacte. Je serais surpris toutefois

qu'il y eût à Gien en *apprentissage* plus de 30 garçons et de 50 filles.

La répartition des enfants dans les diverses professions est ce qu'on doit la trouver dans tous les centres peu importants : les métiers du bâtiment, tels que menuisiers et serruriers, en emploient le plus grand nombre ; viennent ensuite les autres industries ; le commerce en occupe quelques-uns ; les administrations et les officiers ministériels ont aussi de jeunes employés, mais ce ne sont plus des apprentis.

Les filles apprennent surtout les états de lingère, de couturière et de modiste.

FABRIQUE DE BOUTONS A BRIARE ET A GIEN.

Cette manufacture a été fondée par M. Bapterosses pour la fabrication des boutons et des perles en porcelaines.

L'usine de Briare occupe 1,200 ouvriers ; dans ce nombre il y a environ 600 femmes et 200 *enfants de 8 à 15 ans*, dont la moitié pour chaque sexe.

La succursale de Gien compte 250 ouvriers, dont 130 femmes et 100 *enfants de 8 à 15 ans*. Sur ce nombre il y a environ 20 garçons et 80 filles.

Les enfants sont d'indispensables auxiliaires, mais leur nombre s'est naturellement accru à proportion de l'extension prise par cette industrie.

Une partie sert de manœuvres ou *servants* et fait en même temps une sorte d'apprentissage du métier de l'ouvrier qu'ils aident dans son travail. Ce ne sont pas toutefois des *apprentis*, ils gagnent un salaire et aucun engagement n'existe entre eux et le chef de la manufacture.

Les autres, et c'est le plus grand nombre, ont une tâche particulière et sont employés à des manipulations dont il est difficile de donner une idée lorsqu'on ne connaît pas les détails aussi intéressants qu'ingénieux de la fabrication des boutons ou des perles de porcelaine.

Les enfants travaillent généralement *assis*, dans de vastes ateliers, où ils sont en quelque sorte répartis entre les divers ouvriers, et principalement avec les femmes. A mesure qu'ils

avancent en âge ou en habileté, ils passent d'un travail à un autre. L'extrême simplification de la main-d'œuvre exige à peine quelques heures d'apprentissage pour les mettre au courant de leurs nouvelles occupations.

Leurs salaires varient de 50 à 75 centimes par jour.

Les heures de travail sont de 6 à 11 heures du matin et de midi à 6 heures du soir. C'est donc *onze heures* séparées par *une heure* de repos.

Les trois quarts au moins des enfants attachés à l'usine sont complètement illettrés. Il n'en peut guère être autrement à raison de l'âge auquel ils abandonnent l'école.

M. Bapterosses a entrepris de faire donner à ses frais l'instruction primaire à ces jeunes travailleurs. Chaque jour, à Briare, dans des locaux spéciaux dépendants de l'usine, l'instituteur et une sœur viennent faire la classe aux enfants de la fabrique et l'heure que ceux-ci passent ainsi est prise sur le temps du travail, bien qu'elle leur soit payée. Le travail effectif se trouve donc réduit à une durée de 10 heures.

Cette fondation, sans compter l'indemnité allouée aux professeurs, représente pour le manufacturier un sacrifice de plus de 3,000 francs par an (1).

NOTA. — Indépendamment des enfants employés dans les manufactures de Briare et de Gien, il y a dans toutes les communes voisines des familles qui *encartent* à domicile les bouillons de porcelaine. Il y a là un travail libre, qui n'a rien de régulier et ne peut pas permettre de considérer les enfants qui s'y livrent comme ouvriers et encore moins comme apprentis.

La loi s'arrête au seuil de la maison paternelle... mais la charité sait le franchir.

FABRIQUE DE FAÏENCE, A GIEN

Cette manufacture, appartenant à une société, sous la raison sociale Geoffroy, Guérin et C^{ie}, est établie à Gien depuis très-longtemps dans les dépendances d'un ancien couvent de Mi-

(1) Il faut lutter avec l'inconcevable incurie des parents, en ce qui touche l'envoi de leurs enfants à l'école. Ces pauvres gens, illettrés eux-mêmes, sont encore loin de goûter cette organisation; quelques-uns ont demandé à M. Bapterosses que, puisque les enfants étaient payés comme s'ils

nimes. Elle se bornait jusqu'à ces dernières années à la fabrication de la *porcelaine opaque* ; mais depuis trois ou quatre ans et surtout depuis que des essais ont figuré avec grand succès à l'Exposition universelle de 1867, la manufacture a ajouté à sa fabrication primitive celle de la *faïence décorée*, par imitation, principalement, des anciennes faïences de Rouen, Strasbourg, Nevers, etc. Ces productions nouvelles ont donné à la fabrique de Gien une grande réputation et accru notablement le chiffre de ses affaires.

400 ouvriers occupent actuellement ses ateliers.

Il faut dans ce nombre faire figurer les enfants de 8 à 15 ans pour un chiffre de 50 : 35 garçons et 15 filles.

Dans l'ancienne fabrication, les garçons étaient seuls employés comme manœuvres ou *servants* d'ouvriers. Cette classe de jeunes travailleurs existe toujours, elle peut former la moitié des garçons employés dans la manufacture.

Ces enfants travaillent *debout*, dans un état de va-et-vient presque continu ; ce ne sont pas des *apprentis*, bien qu'ils soient destinés à devenir ouvriers un jour, ils touchent un salaire.

Depuis que la manufacture a entrepris la fabrication de la faïence décorée, un certain nombre d'enfants est employé, en outre, dans les ateliers d'impression et de peinture.

Les petites filles sont spécialement occupées au découpage des papiers imprimés qui sont ensuite appliqués sur les biscuits où les dessins se reproduisent par un véritable décalque.

D'autres petites filles et des garçons sont *peintres*, c'est-à-dire qu'ils remplissent en couleur les blancs d'un tracé imprimé sur les pièces de faïence.

La durée du travail effectif est la même qu'à la fabrique de boutons, c'est-à-dire de 12 heures, moins le repos.

Le salaire des enfants varie, selon leurs fonctions, leur force et leur habileté, de 50 centimes à 1 franc.

Des cours ont lieu tous les soirs à l'école communale, mais

travaillaient, on les renvoyait dans leur famille, où ils seraient utilisés, *plutôt que de leur faire perdre leur temps à apprendre à lire.*

Quoi qu'il en soit, cette amélioration doit prochainement être étendue à l'usine de Gien, M. Bapterosses est en voie de s'entendre avec les directeurs de la manufacture de faïence de Gien pour l'organisation d'un système de classe analogue à celui qui fonctionne à Briare.

pour les garçons seulement. Mais les intelligents directeurs de l'usine ne tarderont pas à entrer spontanément dans l'application de la loi, et, comme M. Bapterosses, ils organiseront l'enseignement effectif des garçons et des filles (1).

USAGES LOCAUX.

CANTON DE COURTENAY (2)

Il n'existe pas dans la commune, non plus que dans le canton de Courtenay, de fabriques, d'ateliers de travaux où soient admis des enfants. La situation topographique du chef-lieu à 25 ou 26 kilomètres de Montargis, de Sens, de Joigny, à 20 kilomètres de Charny, de Chéry, d'Egreville, de Château-Renard, rend son commerce très-important; ses foires et marchés jouissent de la plus légitime renommée. Toutes les professions utiles à l'existence et notamment celles relatives au bâtiment sont exercées. Les maîtres ont des apprentis en très-petit nombre.

Voici comment l'apprentissage est réglementé :

GARÇONS. — Boucher. — Age d'entrée, 14 à 15 ans; 2 ans de temps, logement et nourriture; 250 à 300 francs alloués au patron comme indemnité. A l'expiration, l'apprenti qui se nomme ouvrier peut gagner 10 à 12 francs par mois logé et nourri.

Boulangier. — Entrée de 15 à 18 ans; un an à 18 mois; prix à forfait 100 francs, l'apprenti est logé et nourri.

A l'expiration, il a 30 francs par mois logé et nourri.

Cordonnier. — Entrée à 13 ans pour 3 ans. Les parents nourrissent, logent et donnent 2 ans, la troisième année, l'enfant est logé et nourri par le patron. Aucun sacrifice d'argent. A l'expiration et, suivant l'intelligence de l'ouvrier, celui-ci est nourri et reçoit de 10 à 12 francs par mois.

Maréchal. — Entrée de 14 à 15 ans pour trois ans, logé et nourri. Nul sacrifice d'argent. A l'expiration, l'ouvrier doit gagner de 15 à 20 francs par mois, logé et nourri.

Charron. — Entrée à 14 ans, point d'argent; 2 ans de temps,

(1) Chaque fabrique possède déjà une Société de secours mutuels, et, en cas de maladie, les enfants participent à l'ensemble des mesures philanthropiques dont sont dotées les usines.

(2) Renseignements donnés par M. Chotard, suppléant du juge de paix.

à la sortie le jeune ouvrier peut gagner de 10 à 12 francs par mois, logé et nourri.

Serrurier. — Entrée de 14 à 15 ans ; 2 ans de temps. Prix à forfait 300 francs donnés au patron qui loge et nourrit. A l'expiration, le salaire est de 12 à 15 francs par mois, logé et nourri.

Menuisier. — Entrée de 14 à 15 ans ; 3 ans, logé et nourri, 18 mois par la famille et 18 mois par le patron ; à l'expiration, le jeune ouvrier peut gagner de 18 à 22 francs par mois, logé et nourri.

Sabotier. — Entrée de 13 à 14 ans ; 2 ans ; logé nourri par la famille. Sans sacrifice d'argent. A la sortie, le salaire est de 45 à 50 francs par mois, sans logement ni nourriture.

Les enfants savent généralement lire et écrire.

Les autres professions sont dans des conditions à peu près analogues à celles sus-indiquées ; les charpentiers ne prennent pas d'apprentis, ils ne se servent que d'ouvriers.

FILLES. — *Lingères et couturières.* — Entrée à 13 ans ; 18 mois, moyennant 3 francs par mois, sans logement ni nourriture, ou bien 2 ans sans argent.

A l'expiration, la jeune fille peut gagner 0 fr. 50 c., puis 0 fr. 60 c., puis 0 fr. 75 c. par jour, logée et nourrie.

Considérations générales. — La population de Courtenay est de 2,800 habitants. Le nombre des apprentis peut s'élever à 40 environ, 15 garçons et 25 filles.

Le travail d'été est de 5 heures du matin à 7 heures du soir, sauf 3 heures données au repos. Celui d'hiver ne commence qu'à 7 heures du matin pour finir à 8 heures du soir.

La santé des enfants n'a pas à souffrir du travail effectué, ceux-ci n'étant généralement placés en apprentissage qu'avec les forces suffisantes pour la profession adoptée, et d'ailleurs il n'arrive point aux patrons la pensée de demander plus que les apprentis ne peuvent exécuter.

La nourriture, celle des maîtres, est très-bonne, aussi voit-on la taille et les forces des enfants se développer rapidement plutôt que de s'amoinrir, ainsi qu'il arrive par cet excès de labeur exigé dans les fabriques.

Le logement est irréprochable, la salubrité existe partout, la propreté entre dans les mœurs, elle y développe peut-être un

excès, celui de donner trop au luxe des vêtements et de l'ameublement.

La morale est bonne tant que dure l'influence du patron et des maîtres ; mais, il faut bien le dire, cela est de courte durée et la corruption, résultat du contact facile avec les villes, ne tarde pas à se montrer dans toute sa laideur. On peut se demander désormais ce qu'on entend par l'enfance, par l'âge adulte ; à quel âge on entend fixer chacune de ces phases de la vie.

Les enfants, comme il a été indiqué, entrent en apprentissage après la première communion. L'enseignement primaire a fait un bien immense. *Celui de Courtenay est remarquable par le zèle et les lumières de son directeur.* La délégation cantonale, en plein exercice, fait de fréquentes visites aux écoles, constate les progrès des élèves, et fait annuellement ses rapports sur la situation du maître et des élèves.

LES ŒUVRES DE LA SAVOIE

ÉTABLISSEMENT DES SOURDS-MUETS DE CHAMBÉRY

Par M. BARBIER (1).

Créé par la charité privée en 1841, puis mis un peu plus tard à la charge du budget de l'État par le gouvernement Sarde, l'Institut des Sourds-Muets de Chambéry a été complètement réorganisé en 1862 ; on peut le comprendre parmi les nombreux établissements de bienfaisance dont le Gouvernement de l'Empereur a doté les nouveaux départements de la Savoie : il a été placé par décret du 8 août 1865, sous le patronage de S. M. l'Impératrice.

Il est administré par une commission consultative composée de S. Em. le Cardinal archevêque de Chambéry, du Préfet de la Savoie, du maire de Chambéry, et de quelques autres personnes notables de la ville.

(1) Notre excellent correspondant, M. Barbier, directeur des douanes à Chambéry a bien voulu se charger de décrire les œuvres des départements de la Savoie et du département de l'Isère.

La Direction est confiée aux soins éclairés de M. l'abbé Rieffel.

Le personnel se compose actuellement de 7 frères appartenant à l'Institut de l'instruction chrétienne, d'un instituteur laïque et de 9 domestiques.

Autrefois propriété particulière, la maison a été achetée sur les fonds de l'État et appropriée, aussi bien que possible, à sa nouvelle et charitable destination. Elle est située à peu de distance de Chambéry (3 kilomètres), dans un vaste et beau domaine appelé Corinthe, et dépend de la commune de Coguin.

Le but de l'Institution est de recevoir et d'élever en leur donnant une instruction élémentaire, une éducation morale, intellectuelle et *pratique* aussi étendue que possible, les enfants pauvres, atteints de surdi-mutité, dont les parents ne peuvent prendre soin, et de les mettre à même de gagner leur vie.

Ses ressources consistent principalement en une subvention donnée par le Gouvernement. Les départements de la Savoie, de la Haute-Savoie et de l'Isère consacrent également chaque année, à l'Institution des Sourds-Muets de Chambéry, une allocation dont le chiffre est fixé par le Conseil général; différents hospices ont fondé de leur côté des bourses et des demi-bourses; quelques parents enfin, mais en bien petit nombre, payent une modeste pension.

L'Institut trouve également une ressource importante dans la culture et l'exploitation du domaine, qui lui fournit en abondance les légumes, les fruits, le vin, le lait, le beurre et le fromage nécessaires à la consommation de la maison.

Les constructions occupent une superficie de 638 mètres carrés. Ils s'étendent sur deux ailes reliées entre elles par un bâtiment central.

Au rez-de-chaussée se trouvent la chapelle, la salle d'étude, l'atelier de travail, le réfectoire, la cuisine et dépendances. Au 1^{er} étage, des dortoirs vastes et aérés, les classes, la bibliothèque, la lingerie, l'infirmerie (qui était vide quand nous l'avons visitée), et le logement du directeur. Au 2^e étage sont disposés deux dortoirs et quelques chambres réservées aux frères qui ne couchent pas dans les dortoirs.

L'Institut qui peut recevoir annuellement 80 élèves n'en compte encore que 50 à 60; les enfants appartiennent en majorité aux populations de la campagne; aussi, c'est principalement vers l'agriculture que l'on dirige leur éducation pratique.

Le domaine qui embrasse une superficie de 12 hectares, dont la majeure partie est plantée en vignes, reçoit sous la direction d'un frère spécialement chargé de ce service, les cultures les plus variées. Les enfants *sont utilisés* selon leurs forces, à *tous les travaux du jardinage et de la campagne*, et, quand ils sortent de la maison, ils sont en général capables de faire de bons travailleurs.

Quelques-uns d'entre eux qui montrent du goût, sont initiés *aux métiers de cordonnier ou de tailleur* qu'ils peuvent ensuite exercer avec succès dans leurs villages.

Mais, je dois ajouter que la direction intelligente de l'abbé Rieffel ne les pousse pas beaucoup dans cette voie qui ne semble pas la meilleure à cause des habitudes sédentaires qu'elle comporte et qui ne conviennent pas en général à leur état un peu maladif. Ceux-là seulement qui montrent une véritable aptitude sont appliqués à ces apprentissages sous la direction spéciale d'un frère et d'un maître ouvrier sourd-muet, élevé et formé à l'établissement même.

Après les travaux agricoles qui rentrent mieux dans les habitudes futures de la plupart des enfants, il nous a paru que les métiers qui conviendraient le mieux à la santé des jeunes sourds-muets seraient ceux de *menuisier et charpentier*.

Les enfants ne sont pas reçus avant l'âge de 10 ans, ni après celui de 16. Ils ne peuvent rester plus longtemps, si ce n'est en vertu d'une autorisation spéciale qui est accordée facilement, principalement quand l'élève se destine à l'enseignement. Le persévérant prend le titre de *moniteur* et prolonge son séjour de 3 ans.

La durée normale du cours des études comprend donc une période de 6 années : les élèves sont répartis en deux divisions. La première comprend les enfants qui n'ont pas encore 4 ans de séjour dans la maison, la deuxième ceux qui y sont admis depuis plus de 4 ans.

Dans la première division les enfants sont appliqués à l'étude pratique de la langue française usuelle, au calcul mental et chiffré, à l'écriture, au dessin linéaire. On y joint un peu de géographie et d'histoire; *ils font déjà partie d'un atelier*. Dans la deuxième division, ils sont principalement occupés à compléter l'apprentissage d'un métier ou de la profession agricole.

Le régime auquel sont soumis les jeunes apprentis, le bon air dans lequel ils vivent, sont de nature à développer leurs forces physiques en même temps que leur intelligence laquelle est, chez quelques-uns d'entre eux, vraiment remarquable.

Les enfants se lèvent à 5 heures du matin en été et à 6 heures en hiver. L'heure du coucher est fixée à 8 h. 1/2 en été et à 9 h. 1/2 en hiver. La journée se partage entre les études, les classes, le travail manuel, les repas et les récréations. Les études prennent 3 heures par jour, les classes 4 heures, deux le matin et deux le soir.

Le travail manuel a lieu tous les jours de 10 heures à midi.

Les repas, qui sont copieux, ont lieu 3 fois par jour. Le matin à 7 h. 1/2 le déjeuner composé de soupe et de pain; à midi le dîner avec soupe, 2 plats dont un de viande; les enfants goûtent à 4 heures avec du pain; le souper à 7 h. 1/2, comprend la soupe et un plat. Les jeudi et dimanche il y a en plus un dessert et du vin. Le vendredi et le samedi, le régime de la maison est le maigre; mais, il ne nous a pas paru que l'abstinence de viande exerçât une influence nuisible sur la santé des enfants.

Le dimanche, après les exercices religieux, les élèves ont congé et la journée est employée à une longue promenade; les mardi et jeudi, il en est de même pour la 1^{re} division, mais seulement à partir de midi. La 2^e division est occupée à titre de récréation au travail du jardinage et de la culture. Pendant les six mois d'été, les élèves de la 2^e division ont seulement 4 heures de classe le matin. Toute l'après-midi est consacrée aux travaux des champs.

A la fin de l'année scolaire, la distribution des prix vient récompenser les élèves les plus méritants par leur travail; dans le cours de l'année on remet à ceux qui montrent le plus d'aptitude et de goût pour les travaux manuels ou agricoles, de petites sommes d'argent qu'ils emploient à leur fantaisie.

.... Il nous a paru que quelques livrets de caisse d'épargne de 25 à 50 francs seraient de nature à stimuler le travail, à donner aux enfants des idées d'ordre et d'économie, tout en étant pour eux une ressource précieuse à leur sortie...? (1)

(1) Cet appel indirect de notre correspondant sera certainement entendu.
(Red.).

Un médecin et un aumônier sont attachés à l'établissement. En même temps qu'on veille à la santé du corps, on met tous ses soins, je n'ai pas besoin de le dire, à l'instruction morale et religieuse des jeunes âmes qui sont confiées au digne abbé Rieffel. L'instruction religieuse a lieu tous les jours ; le jeudi et le dimanche, les enfants entendent la messe. Ils sont admis à faire leur première communion de 13 à 15 ans suivant leur intelligence.

Les détails que je viens de donner s'appliquent également, sauf les différences que comporte leur sexe, aux jeunes filles affectées de surdi-mutité qui sont placées sous la direction de la supérieure de l'établissement du Sacré-Cœur à Chambéry.

Le nombre des jeunes filles qui reçoivent l'instruction et l'éducation pratique est en moyenne de 18 à 20 par an.

Bien que l'établissement des sourds-muets ne rentre pas d'une manière absolue dans le programme de la Société, il ne m'a pas paru inutile de le lui signaler en raison de l'analogie du but qu'on s'est proposé d'atteindre *et de la condition d'apprentissage*.

L'institut a en effet pour mission de fortifier le corps, d'éclairer l'âme et l'intelligence de ces pauvres enfants déshérités par la nature, d'en faire des hommes, et de les mettre à même de se rendre utiles à eux-mêmes et aux autres sans être à charge à la Société. Ce but est glorieux en même temps qu'utile et on doit remercier avec gratitude les hommes généreux et charitables qui consacrent leur vie à sa réalisation.

ATELIER DE M. PRÉVOST

M. Lambert successeur (1)

DÉCORATEUR SUR PORCELAINES, A PARIS.

Les moyens de concourir à l'amélioration du sort des apprentis sont divers.

— La grande industrie, qui emploie un nombre considérable d'en-

(1) Cette notice était composée, lorsque nous avons appris que M. Prévost venait de céder son établissement.

Nous ne changeons rien à notre rapport, M. LAMBERT, le successeur, ayant à cœur de suivre l'exemple de M. Prévost et d'aller aussi loin qu'il le pourra dans la voie du progrès, au point de vue de l'amélioration du sort de ses apprentis, de leur instruction professionnelle et de leur *éducation*.

fants, réunis souvent dans un même établissement, procède, dans ce but, par des mesures d'ensemble, qui se traduisent par la fondation d'écoles, de classes, d'internats et d'institutions diverses, correspondant à des besoins nettement déterminés.

Il n'en est pas de même pour la petite industrie et, en particulier, pour l'industrie parisienne; ses apprentis sont disséminés entre des milliers d'ateliers.

Le nombre pour chaque atelier est très-variable, et souvent très-réduit.

Les habitudes sont différentes : Certains patrons logent les enfants et leur donnent les soins de la famille, d'autres les rendent le soir à leurs parents ; dans ce dernier cas, les enfants ne sont assujettis à l'influence, à la surveillance et à l'autorité de leurs chefs que pendant les heures de travail.

Il est donc à peu près impossible de prendre, dans la petite industrie, des mesures générales, dont la réalisation pratique serait souvent contrariée par des causes matérielles, telles que l'exiguité de l'emplacement, la cherté des loyers et la question d'argent.

Il ne reste à la petite industrie que l'emploi de ce que nous appelons les *petits moyens*, c'est-à-dire, l'application judicieuse, dans un intérêt commun, des moyens naturels les plus simples, qui sont la bienveillance unie à la sévérité, la bonne direction morale et religieuse, l'entente des soins hygiéniques, les bons exemples, les encouragements en faveur de l'instruction élémentaire, de l'enseignement technique et, en particulier, de l'étude du dessin et du modelage.

Il y a mille soins et mille attentions qu'un bon père a le devoir de prodiguer à ses enfants, et qui sans être définis à l'avance d'une manière précise, découlent tout naturellement de l'initiative paternelle. Sans renoncer le moins du monde à ses intérêts, un patron peut et doit être un véritable père, pendant tout le temps au moins que les enfants sont placés sous sa direction ; et il n'y a rien là qui puisse porter ombrage à l'autorité jalouse du chef réel de la famille.

Un grand nombre de patrons sans doute envisagent la question sous cet aspect, qui est le véritable ; mais il est à regretter que certains chefs d'ateliers ne se croient pas astreints aux mêmes devoirs et aux mêmes obligations.

La Société de Protection se propose d'étudier avec soin l'emploi des *petits moyens*, et de se rendre compte scrupuleusement des résultats obtenus et de ceux qu'on pourrait obtenir encore.

Au nombre des ateliers qui lui ont été signalés, comme présentant une organisation toute paternelle, figure celui de M. Prévost (1), décorateur sur porcelaines, rue Claude-Vellefaux, 6.

Cet honorable industriel, cédant à nos instances, a bien voulu nous permettre de visiter sa maison, et nous fournir quelques explications que nous allons résumer.

Tous ses apprentis demeurent chez leurs parents et ne restent sous sa direction que pendant les heures de travail ; l'instruction morale et religieuse et l'instruction élémentaire lui échappent donc, et il ne peut y suppléer que par des conseils aux parents et aux enfants. La part laissée à son initiative est cependant encore assez large, et il a su, comme on va le voir, en tirer bon parti.

M. Prévost occupe 120 ouvriers, 30 femmes qui travaillent dans un atelier séparé, et 12 apprentis dont les plus jeunes ont douze ans. Il pourrait augmenter le nombre de ces derniers, mais il préfère n'en pas prendre davantage et en faire de bons élèves, qu'il dirige sérieusement et qu'il surveille de près.

Le contrat de M. Prévost est des plus simples :

L'apprentissage est de trois ans seulement et sans rétribution en faveur de l'apprenti, ou il est de quatre ans, et alors l'apprenti reçoit : au bout de six mois, 50 centimes par jour ; la deuxième année, 75 centimes à 1 franc par jour ; les troisième et quatrième années, 1 franc par jour.

Ces conditions satisfont les diverses situations des familles, et elles sont en outre, améliorées par M. Prévost, au moyen de gratifications de quinzaine, suivant le degré de satisfaction que lui donnent ses apprentis.

Les jeunes gens, sortant d'apprentissage, sont en état de gagner trois francs par jour, et suivant leur degré d'habileté, ils peuvent arriver plus tard, comme ouvriers fileurs ou décorateurs, à gagner 5, 6 et 7 francs, et quelquefois même 8 francs par jour.

Le travail des enfants n'est pas dur. Ils sont occupés, comme les ouvriers, dix heures par jour, coupées par un repos d'une

(1) Voir la notice sur l'atelier de M. Collinot, page 271, 2^e année.

heure pour le déjeuner. Ils déjeunent, soit dans l'atelier, soit dans la cour de l'établissement, et, autant que possible, on ne les laisse pas sortir de la maison; cependant quelques-uns demeurent à proximité, et on leur permet d'aller déjeuner chez leurs parents.

Les enfants font très-sérieusement leur apprentissage, et ils ne sont pas employés comme domestiques de la maison, ainsi que cela se pratique trop souvent ailleurs. Astreints toutefois au service des courses, ils ont pour cela chacun une semaine de corvée, à tour de rôle, en dehors de laquelle ils ne sont jamais distraits de leur travail.

Dans l'atelier, suivant la spécialité qu'ils ont adoptée, ils sont divisés en deux catégories : celle des *fileurs* et celle des *décorateurs*; dans chacune de ces catégories, ils sont placés sous les ordres d'un chef, qui leur répartit le travail, leur enseigne le métier, les surveille et au besoin les réprimande.

La tenue de l'atelier est sévère, et les propos malséants et grossiers n'y sont pas un instant tolérés.

Chaque enfant est assis à son banc, devant une table chargée des ustensiles et outils nécessaires, le bras droit appuyé sur une planchette formant angle droit avec la table; cette installation, la même que pour les ouvriers, est adoptée chez tous les décorateurs. L'apprenti se livre ainsi, sans grande fatigue, à son travail de fileur ou de décorateur.

La nécessité pour l'industrie de produire vite et bien a malheureusement amené la division du travail et a créé le système des spécialités à outrance. C'est pour cela qu'il y a des *fileurs*, c'est-à-dire des ouvriers spécialement chargés de tracer les lignes ou filets, et qui doivent posséder une grande sûreté de main; et des *décorateurs*, dont le nom indique suffisamment les attributions, et qui sont quelquefois de véritables artistes. C'est là une nécessité industrielle qu'il faut subir et dont il s'agit seulement de tirer le meilleur parti possible.(1).

Les ateliers de M. Prévost sont vastes et bien éclairés; mais l'air y est imprégné de l'odeur d'essence de térébenthine, ce qu'il est regrettable de ne pouvoir éviter. Du temps où l'on

(1) Les soins donnés à l'instruction et l'initiation à l'art du dessin sont les meilleurs tempéraments.

peignait au miel, il est évident que cet inconvénient n'existait pas ; mais ce procédé laissait beaucoup à désirer au point de vue industriel, et il a fallu recourir à la térébenthine, en attendant qu'on trouve une autre substance n'offrant pas les mêmes désagréments que cette essence (1).

Les apprentis n'ont pas de place fixe dans l'atelier ; ils changent de banc suivant les besoins du service. Quelques-uns travaillent près de leur père, qui surveille ainsi leurs progrès.

M. Prévost, ainsi que nous l'avons dit, n'a aucun pouvoir sur les enfants en dehors de chez lui, et la responsabilité de l'éducation religieuse, en particulier, incombe aux parents seuls ; toutefois il a soin de ne pas faire travailler les apprentis le dimanche ni les jours de fêtes reconnues ; il leur donne de bons conseils et les encourage à suivre les cours du soir, *et surtout les cours de dessin*, la connaissance de cet art étant indispensable dans la décoration sur porcelaine. L'année dernière, quatre apprentis de M. Prévost ont été admis, sur sa présentation, au concours de dessin organisé par la chambre syndicale de la céramique et tous les quatre ont obtenu des récompenses.

Les punitions auxquelles on a recours, le cas échéant, sont : la réprimande par les chefs d'atelier, la réprimande par le patron, la plainte aux parents, la suppression de la gratification de quinzaine, et enfin le renvoi de la maison. Ce sont là, on le voit, des punitions toutes paternelles et sagement graduées, jusqu'à l'exclusion définitive.

Ainsi que nous l'avons dit, le métier n'est pas pénible par lui-même, et il est rendu très-loux pour les apprentis, à qui l'on épargne le gros travail, et qui ne portent pas de fardeaux, ne broient pas de couleurs et ne sont pas chargés de la cuisson ; ces différents offices, celui des fours en particulier, étant réservés à des hommes spéciaux. Les enfants ne compromettent donc ni leurs forces, ni leur santé, ni leur gaité ; et le patron qui emploie aux travaux les plus durs des hommes faits, qui y gagnent leur vie, en recevant de ceux-ci une somme plus grande de travail, concilie le respect dû à l'enfance avec l'intérêt industriel bien compris.

En résumé, cette organisation est toute paternelle, sans être

(1) Nous voudrions voir essayer l'emploi de la glycérine qui, étant *volatile*, ne doit pas présenter les inconvénients reprochés au sucre. Nous en offrons un échantillon.

exempte de sévérité; elle ne forme pas un système tout d'une pièce, et elle ne se compose que d'une suite d'attentions bienveillantes et de soins bien entendus, dont le résultat appréciable est tout à l'avantage de l'apprenti (1).

Il y a lieu de complimenter très-vivement M. Prévost pour sa constante bienveillance en faveur des apprentis; efforçons-nous, en faisant connaître les bons résultats obtenus par cette maison, de lui trouver de nombreux imitateurs.

P. FOUCHET.

SUR LES ACCIDENTS DE FABRIQUE

Communications de M. ENGEL DOLLFUS

COMMISSION POUR LES ACCIDENTS DE FABRIQUE (2)

Statuts et règlement particulier.

ARTICLE PREMIER. — Il est formé, sous les auspices de la *Société industrielle de Mulhouse*, une Commission dite des accidents.

ART. 2. — Son but est de prévenir les conflits judiciaires qui peuvent résulter des accidents de fabrique, soit en éclairant les ouvriers quand ils ont été la cause première de ces accidents, soit en plaidant la cause de l'ouvrier auprès du chef d'établissement, particulièrement lorsque la responsabilité de ce dernier lui semblera engagée.

(1) Quelques primes d'encouragement aux apprentis qui justifieraient de leur présence aux écoles du soir et y obtiendraient de bonnes notes ou des récompenses, complèteraient cet ensemble. C'est là un très-bon moyen pour stimuler le zèle des familles et nous prenons la liberté de le signaler au successeur de M. Prévost.

(2) Il ne faut pas confondre la **Commission des accidents** avec l'**Association pour prévenir les accidents**.

Ces deux institutions fondées en 1867, sous le patronage de la *Société industrielle de Mulhouse*, sont bien distinctes et ont un but totalement différent.

L'**Association pour prévenir les accidents** a été formée entre divers fabricants de Mulhouse et environs immédiats, dans le but de *prévenir* les accidents, soit par des inspections officieuses, soit par la communication des dispositions et accessoires de machines les plus propres à

Son action ne s'étend provisoirement qu'aux établissements de Mulhouse et environs immédiats.

ART. 3. — Le recours à la Commission des accidents est facultatif.

Il est simplement *offert* aux chefs d'établissements, aux contre-maîtres et aux ouvriers, qui peuvent avoir à y recourir.

ART. 4. — Pour la première période triennale de son existence, la Commission des accidents est composée de 30 membres (1).

Elle est composée par tiers :

1^o De chefs d'établissements, d'ingénieurs du Gouvernement, d'anciens fabricants désignés par la Société industrielle de Mulhouse;

2^o De directeurs techniques, d'ingénieurs de fabrique, etc., désignés par la Société industrielle;

3^o De contre-maîtres, d'ouvriers choisis par la Société industrielle, sur des listes établies par les chefs d'établissements, avec le concours de leurs ouvriers et autant que possible à l'aide de l'élection (2).

ART. 5. — La Commission est nommée pour trois ans.

garantir les ouvriers, soit encore par l'indication des meilleures dispositions réglementaires à adopter dans les établissements.

Cette association, à l'aide d'un inspecteur salarié, fait visiter les établissements associés au point de vue de la prévention des accidents.

La Commission des accidents a pour but unique de *prévenir les conflits judiciaires* qui peuvent résulter des accidents de fabrique, de s'interposer d'une manière officieuse entre les patrons et les ouvriers et de les concilier en cas de demande d'indemnité. Elle n'intervient en aucune façon là où elle n'est pas appelée.

Nota. Notre COMITÉ JUDICIAIRE remplit les fonctions de la Commission des accidents. En outre, un *groupe anonyme* de membres de la Société s'occupe de l'avenir des enfants mutilés dont les parents lui confient la direction. (Sec.)

(1) Le nombre des membres, qui était primitivement de 24, a été porté à 30 par décision de la Commission en date du 18 juin 1868, approuvée par la Société industrielle le 24 juin 1868.

(2) Le comité d'utilité publique a dû se préoccuper avant tout de composer la Commission des accidents de personnes très-compétentes, très au courant des progrès mécaniques, très-aptés, en un mot, à juger des questions techniques parfois très-difficiles à résoudre.

Sa première idée et sa tendance naturelle avaient été de composer la Commission de moitié de patrons, de moitié d'ouvriers.

Il y a renoncé après mûr examen, persuadé que la confiance qu'inspirent les appréciations de la Commission résidera bien plus dans la valeur de ses jugements, que dans l'apparence de certaines garanties résultant de la composition de la Commission.

Cependant quatre membres de chaque catégorie (désignés par le sort) seront remplacés au bout de la première année, quatre autres membres au bout de la deuxième année, et les deux membres restants à la fin de la troisième année.

Les membres sont tous rééligibles après un intervalle d'un an (1).

Leurs fonctions sont gratuites; sauf l'exception relatée à l'art. 13.

Elle élit un président, un vice-président, un secrétaire et un secrétaire-adjoint.

ART. 6. — Elle se réunit à des époques qu'elle précise par son règlement particulier.

ART. 7. — Le recours à la Commission des accidents peut être introduit, soit par la victime de l'accident ou ses ayants droit, soit par le chef d'établissement où l'accident a eu lieu.

Il doit être fait par écrit et adressé au président de la Commission par l'intermédiaire du secrétariat de la Société industrielle (q).

S'il est fait par l'ouvrier, la Commission a d'abord à demander au chef d'établissement s'il accepte l'intervention de la Commission.

En cas de refus, elle le consigne sur le registre de ses délibérations.

Si le recours a lieu sur la demande du manufacturier, la Commission procède à l'audition des témoins de l'accident, en scrute les causes et prend acte des déclarations de l'ouvrier blessé, dès qu'il est à même de s'expliquer, ou constate son refus de répondre.

ART. 8. — Le recours à la Commission peut avoir lieu :

Soit en conciliation ;

Soit en jugement arbitral, définitif et sans appel.

Dans ce dernier cas, les parties prendront l'engagement écrit de s'en rapporter à la décision de la Commission et de renoncer à toute action judiciaire (2).

(1) Par décision de la Commission en date du 18 juin 1868, décision qui a été approuvée par la Société industrielle le 24 juin de la même année : Tous les membres de la Commission sont rééligibles immédiatement, durant la première période triennale de l'existence de la Commission.

(2) Modèle de compromis à signer par les parties.

ART. 9. — Le recours à la Commission ayant été introduit dans les formes voulues, le président délègue trois de ses membres, dont un de chacune des trois catégories, pour procéder à une enquête.

Ils présentent un rapport écrit à la prochaine séance de la Commission.

✓ L'ouvrier blessé doit être entendu, chaque fois que son état le permet.

ART. 10. — Les décisions de la Commission sont prises à la majorité des voix.

« Entre les soussignés,

M. X. . . (*prénom, profession et domicile*) et M. Y. . . (*prénom, profession et domicile*) a été arrêté le compromis suivant :

» Par suite d'un accident arrivé le (*date*) dans l'établissement de M. X. . . à M. Y. . . celui-ci a été blessé (*genre de blessure*).

» Prétendant que l'accident dont il a été victime doit être imputé *explications sommaires au sujet de la cause de l'accident*) et soutenant que la responsabilité de M. X. . . se trouvait par là engagée, ce qui est contesté par M. X. . ., il se proposait d'introduire une action en dommages et intérêts devant le tribunal compétent, quand les parties se sont rapprochées et, afin d'éviter un procès, ont résolu de soumettre la difficulté qui les divise à l'appréciation de l'association établie en cette ville sous la dénomination de commission des accidents.

« En conséquence les soussignés, après avoir fourni leurs explications à ladite Commission déclarent choisir comme arbitres les membres composant ladite Commission et qui sont :

» (*Noms, prénoms, professions et domiciles des membres*) auxquels ils donnent pour mission de statuer comme amiables compositeurs et sans l'observation d'aucune formalité légale sur la demande d'une somme de (*indiquer la somme*) réclamée par M. Y. . . à titre d'indemnité pour dommage tant présent que futur formulé à l'encontre de M. X. . . au sujet de l'accident ci-dessus rappelé :

» Les arbitres et les parties ne seront point astreints à suivre, dans la procédure, les délais et les formes établies par les tribunaux. Les parties comparaitront devant la Commission arbitrale pour les explications à fournir, sur simple lettre chargée du président ou d'un membre de la Commission.

» Si durant l'instance, les arbitres jugent nécessaire d'entendre des témoins, de procéder à une visite des lieux, ou d'ordonner n'importe quelle mesure préparatoire, il pourra y être procédé par un seul arbitre ou une commission déléguée à cet effet.

» La démission, l'absence ou le décès d'un ou de plusieurs membres de la commission des accidents, n'empêcheront point l'exécution du présent compromis, il suffira pour la validité de la sentence arbitrale qu'elle soit rendue et signée par (*indiquer le nombre*) des arbitres ci-dessus désignés.

» Les soussignés déclarent en outre prendre l'engagement formel d'exécuter loyalement la décision qui interviendra et renoncer à se pourvoir soit par voie d'appel soit par voie de recours en cassation.

» Fait double à Mulhouse le (*date*).

Signatures :

(Le compromis ci-dessus doit être rédigé sur une feuille de papier timbré de 50 centimes.)

Elles ne sont valables que par la présence de moitié plus un de ses membres.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

ART. 11. — Pour chaque accident, la Commission a à résoudre d'abord les questions suivantes :

1° Par quelle cause l'accident s'est-il produit ?

2° Résulte-t-il de circonstances normales, c'est-à-dire dérivant naturellement du travail confié à l'ouvrier, ou bien est-il la conséquence de circonstances exceptionnelles ?

3° L'accident pouvait-il être prévenu et par quels moyens pratiques eût-il pu l'être ?

4° Quelles sont les conséquences de l'accident ?

ART. 12. — Les appréciations ou jugements de la Compagnie des accidents sont délivrés *verbalement* aux intéressés, à moins d'arbitrage définitif.

Elles sont consignées dans le registre des procès-verbaux de la Commission (e) (f).

Copie en sera délivrée sur sa demande à M. le président du tribunal de première instance de Mulhouse.

ART. 13. — Pour indemniser les commissaires ouvriers de la perte de leur temps, il leur est alloué une indemnité équivalant au temps perdu.

La Société industrielle fait l'avance de ces vacations et autres dépenses nécessitées par l'enquête, et s'en récupère à la fin de chaque année par une contribution prélevée sur les établissements qui ont eu recours à la Commission.

ART. 14. — Chaque année la Commission présentera à la Société industrielle un rapport sur l'ensemble de ses travaux.

RÈGLEMENT PARTICULIER DE LA COMMISSION

Adopté dans la séance du 28 juillet 1867.

ARTICLE a. — La Commission se déclare constituée depuis le 2 Juillet 1867.

ART. b. — Elle est régie par les statuts fixés par la Société industrielle et est administrée par un bureau composé d'un

président, un vice-président, un secrétaire, un secrétaire-adjoint et deux assesseurs.

Chacune des trois catégories dont elle se compose doit être représentée dans son bureau.

Tous les membres du bureau sont nommés au scrutin secret et à la majorité relative des suffrages.

Leurs fonctions sont limitées à un an.

Ils sont tous rééligibles.

En cas de démission d'un des membres du bureau, il sera procédé à son remplacement dans la séance de la Commission la plus prochaine.

ART. c. — Le président désigne les délégués pour l'enquête à faire en cas d'accident, il convoque et préside les séances de la Commission et il la représente dans ses rapports avec la Société industrielle.

Le vice-président ou l'un des secrétaires le remplace en cas d'absence ou d'empêchement.

ART. d. — Le secrétaire et secrétaire-adjoint sont chargés de la tenue des registres, des délibérations de la Commission et de la rédaction des procès-verbaux.

ART. e. — Il sera tenu trois registres, l'un pour les procès-verbaux des séances du bureau, l'autre pour les procès-verbaux des séances de la Commission ; dans le troisième seront inscrits les rapports des délégués.

ART. f. — Les archives de la Commission seront conservées au secrétariat de la Société industrielle.

ART. g. — La Commission se réunit chaque fois que le service l'exige et au moins une fois tous les trois mois. Le président l'informe de tous les recours qui ont eu lieu depuis sa dernière réunion, et lui soumet sur les différents accidents les rapports des délégués. Elle aura à se prononcer sur chacun d'eux de la manière indiquée dans l'article 11 des statuts. Ses décisions seront inscrites au procès-verbal à la suite du rapport des délégués.

ART. h. — Le bureau se réunit régulièrement une fois par mois.

ART. i. — Dans la séance de la Commission du mois de juin

il sera donné lecture d'un rapport général sur les travaux de l'année ; ce rapport sera présenté à la Société industrielle.

A la réunion suivante il sera procédé à l'installation des nouveaux membres et au renouvellement du bureau.

ART. k. — La Commission ne s'occupera que des accidents arrivés dans les établissements industriels et qui n'auraient pas déjà donné lieu à un jugement ou à un arbitrage judiciaire.

ART. l. — Quand le président est saisi d'un recours à la Commission, il désigne immédiatement, pour l'enquête à faire, trois délégués, un de chaque catégorie, et leur envoie des cartes de convocation fixant l'heure et le lieu de la réunion. Chacun d'eux accuse réception de sa convocation par l'apposition de sa signature sur une carte qui lui sera présentée à cet effet et sur laquelle aussi, en cas de non-acceptation, il donnera les motifs de son refus.

Les délégués seront désignés à leur tour de rôle en tenant compte, autant que possible, des connaissances spéciales de chacun.

ART. m. — Les trois délégués réunis procèdent à l'enquête et rédigent un rapport aussi circonstancié que possible sur la nature, les causes et les conséquences de l'accident.

Ce rapport devra contenir les dépositions des parties intéressées et celles des témoins, et donner en général tous les détails nécessaires pour éclairer la Commission.

Les délégués devront se borner à constater les faits *et ne pas donner en présence des parties intéressées leur opinion personnelle sur la responsabilité de chacun.*

ART. n. — Ce rapport, auquel sera joint celui du médecin, s'il y a lieu, sera envoyé, dans un délai de quatre jours, au président qui le soumet au bureau pour l'examiner de concert avec les délégués. Il sera inscrit dans un registre spécial et ne sera communiqué aux parties intéressées qu'après avoir été discuté et adopté par la Commission réunie.

C'est ce rapport qui servira plus tard de base aux délibérations du bureau et de la Commission, si la demande d'enquête par laquelle commence tout recours à la Commission doit être suivie ultérieurement d'une demande en conciliation ou en jugement arbitral et définitif.

ART. o. — Après que la Commission aura pris connaissance du rapport, le bureau, assisté des délégués qui auront procédé à l'enquête, pourra donner suite à toute demande en conciliation.

Ces délégués auront voix délibérative, et les décisions seront prises à la majorité des voix.

ART. p. — Un jugement arbitral, définitif et sans appel, ne peut être rendu que par la Commission réunie et d'après les formes prescrites par les statuts. Dans ce cas, le rapport fait à l'occasion de l'accident sera lu et discuté en séance et la Commission manifesterà son opinion par un vote au scrutin.

La décision motivée sera inscrite à la suite du procès-verbal de la séance et copie en sera délivrée aux parties intéressées.

ART. q. Lorsque le recours à la Commission n'aura lieu qu'un temps plus ou moins long après que l'accident sera arrivé, le président, examen fait du cas particulier, décidera s'il y a lieu d'accepter ce recours.

En cas d'acceptation, l'enquête sera faite suivant les formes déterminées par les articles qui précèdent, et le bureau statuera, après avoir entendu le rapport des délégués, sur la question de savoir si, à cause du temps écoulé depuis l'accident, il n'y a pas lieu de mettre en doute l'exactitude de certains témoignages recueillis, et pour ce motif le procès-verbal d'enquête peut ou non être inscrit dans les registres de la Commission, et s'il y a lieu ou non pour la commission de décliner la compétence.

Ce mode de procéder sera appliqué en particulier aux accidents arrivés avant la constitution de la Commission.

ART. r — Le présent règlement ne pourra être modifié que par une décision de la Commission prise en présence des deux tiers au moins de ses membres et à la majorité des suffrages.

DISTRIBUTION DE RÉCOMPENSES

Rapport de M. ENGEL DOLLFUS, au nom d'une Commission chargée d'examiner les titres, aux prix proposés par le programme, des directeurs ou contre-maitres qui auront réduit le plus complètement des chances d'accidents.

Messieurs,

Après avoir visité plusieurs établissements, la Commission

chargée par vous de se prononcer sur le mérite des candidats au prix N° XXXI du programme, s'est trouvée dans un embarras assez grand.

L'énoncé du prix offert n'annonçait qu'une seule récompense à décerner au plus méritant, et il s'est trouvé que les méritants étaient nombreux, que chacun avait fait, il est vrai dans une direction différente, des efforts sérieux et coûteux pour atteindre le but auquel aspire l'Association préventive.

A cette situation votre Commission n'a vu qu'une issue : augmenter le nombre des récompenses sans s'écarter sensiblement des dispositions du programme.

Elle a, en conséquence, l'honneur de vous proposer de décerner :

1^o *Une médaille d'or* à M. Rebstock, directeur de filature chez MM. Dollfus et Mantz, pour l'application prompte et complète des nettoyeurs automates aux métiers à filer, et pour les dispositions préventives appliquées aux batteurs.

Il y a dans l'ensemble des moyens mis en œuvre dans cet établissement la preuve de résultats importants qui doivent être mis au premier rang ; ce ne sont plus des essais, mais des moyens pratiques dont les résultats ne sauraient être douteux, et dont l'adoption est à recommander à tous les autres établissements.

2^o *Une médaille de vermeil* à M. Groshentz, directeur en chef des filatures et tissages de MM. Ed. Vaucher et C^{ie}, à la Cité.

Votre Commission a été émerveillée de l'ordre qui règne dans ces vastes ateliers ; il lui a paru indispensable de mettre en relief la connexité qui existe entre cet ordre si parfait, entre la discipline des ateliers et l'exécution générale des règlements préventifs dont elle a à recommander l'adoption. Ces règlements, chez MM. Vaucher et C^{ie}, font partie, au même titre que les autres articles des statuts, d'une règle strictement observée, et il y a, dans la volonté de tous les instants qui obtient ce résultat, un mérite d'autant plus digne d'être signalé, qu'il est sans attrait auprès des recherches par lesquelles l'esprit d'invention s'ingénie plus volontiers à trouver des moyens préventifs.

La Commission réserve son appréciation quant aux ponts destinés à faciliter le graissage des transmissions, que M. Groshentz a fait établir dans les filatures qu'il dirige. Il lui semble

qu'il y a là une application extrêmement utile, mais qui demande la sanction de l'expérience.

3^e *Médaille de vermeil* à M. Engel-Royet, directeur chez MM. Steinbach-Kœchlin et C^{ie}, pour la couverture des clavettes, à toute la ligne des transmissions de leur établissement de 30,000 broches, et pour une série d'études de couvertures d'engrenages appliquées à diverses machines. Il y a dans cette filature une recherche constante des moyens préventifs qui prouve toute l'importance qu'y attache son directeur.

4^e *Médaille de vermeil* à M. Kirschner, directeur chez MM. Dreyfus et Lantz, pour des moyens ingénieux appliqués à l'arrêt instantané des métiers à filer automates, et pour les efforts louables qu'il ne cesse de faire pour éviter la répétition des accidents que cette filature a eu à déplorer lors de sa mise en train.

La Commission a reconnu en M. Kirschner un homme aussi intelligent que profondément pénétré de sa responsabilité.

Enfin, Messieurs, la Commission croirait ne pas avoir complété sa tâche, si elle n'accordait pas *une mention honorable* à M. P. Læderich fils, directeur-gérant de MM. P. Læderich et fils, pour ses tringles destinées à empêcher trois fois sur quatre, et en tous cas, à atténuer toujours l'échappement des navettes.

Ces tringles ne gênent pas l'ouvrier, et si l'effet n'en est pas absolument tout ce qu'on en a attendu, il réalise en tous cas une amélioration incontestable.

Les transmissions un peu légères sont raffermies parfois à l'aide de tirants combinés avec des croisillons qui se brisent quelquefois en projetant leurs débris au loin, et cela non sans danger : M. Læderich a eu la bonne idée de les entourer d'un réseau de fil de fer.

Cette précaution est digne d'être recommandée.

... La Société industrielle a décerné une médaille d'argent à MICHEL Jean, ouvrier rattacheur à qui l'on doit les dispositions essentielles du nettoyage automatique des métiers à filer.

C'est cet enfant, aujourd'hui devenu homme, dit le rapport, *qui, tout jeune encore, s'ingéniait à trouver, tout en travaillant, le petit appareil préservateur auquel bien des enfants devront la conservation de leurs membres ou de leur vie.*

ASSOCIATION POUR PRÉVENIR LES ACCIDENTS

*Extrait du rapport de M. ENGEL DOLLFUS,
secrétaire de l'Association.*

Notre association constitue une véritable *mutualité*, où ce qu'apporte chacun profite à tous et où l'économie à réaliser a une bien autre importance qu'une simple question d'argent, puisque c'est la vie même de nos compagnons de travail qui est l'objectif de nos épargnes!

Et puisque je parle d'économies à ce point de vue, veuillez bien vous pénétrer de la portée immense que peut avoir chaque innovation heureuse dans les mesures préventives!

Quand, par une disposition ingénieuse appliquée à vos machines, vous prévenez un accident, ce n'est pas un ouvrier, ce sont des centaines d'ouvriers peut-être que, dans la succession des temps, vous sauvez de la mutilation.

L'effet de vos mesures préventives n'est limité que par l'abandon des machines mêmes qui y donnent lieu.

On a opposé quelquefois à notre propagande la faiblesse relative des accidents au nombre si grand des ouvriers employés dans les manufactures (1). Cette proportion en effet n'est pas considérable, mais serait-ce une raison pour se montrer passifs?

Non-seulement j'ai la satisfaction de vous dire qu'on ne l'est plus, mais aujourd'hui qu'il est prouvé, avéré, qu'il est possible de *prévenir* bien des malheurs, je défie qui que ce soit de ne pas entrer dans notre association le lendemain d'un accident grave dont il aurait été témoin! Notre principal, notre meilleur auxiliaire, c'est la conscience de chacun. Du reste voyez ce qui se passe dans la vie commune :

(1) Les accidents signalés à notre inspecteur pendant l'année qui vient de s'écouler sont au nombre de 41.

(Il en est 10 qui portent sur des enfants de 12 à 15 ans).

Si l'on met ce chiffre en regard de celui de 11,000 ouvriers environ qu'emploient les établissements sociétaires, on a une proportion d'un accident (grave ou sans gravité indistinctement) pour 270 travailleurs.

Les établissements sociétaires, au nombre de 44, représentent à partir du 1^{er} mai passé, un total de 17 à 17,500 ouvriers avec un outillage de 830,000 broches, 5,400 métiers à tisser, 72 machines à imprimer au rouleau, sans compter des ateliers de construction, des ateliers de blanchiment, une papeterie et une manufacture de papiers peints.

Un homme est tué isolément, par accident; on le plaint, mais on passe outre et le fait peut se répéter indéfiniment.

Cent hommes sont tués, oh! alors on s'agite, on procède à des enquêtes, on avise, et souvent l'on prévient le retour de la catastrophe! Le mal est-il donc moins grave pour s'être accompli en détail? Faisons-nous autre chose que de réunir les faits isolés, indifférents au passant, pour les grouper, les mettre en relief et chercher à en prévenir le retour après leur avoir assigné leur véritable importance?

A ce point de vue les accidents seront donc toujours trop nombreux, et je n'aurai garde d'insister davantage sur ce point.

Il est bien rare que certains accidents ne se reproduisent pas, tant qu'on n'en a pas supprimé ou modifié profondément les causes déterminantes; le classement, l'étude de ces circonstances sont une des principales occupations de notre *inspecteur*, et il a obtenu, grâce à l'assistance empressée qu'il a trouvée de toutes parts, des résultats importants que je ne vous indiquerai que sommairement, mais dont il vous entretiendra lui-même avec détail.

Les principaux travaux de cette année sont :

1° — Une note sur le nettoyage automatique des porte-cylindres et chariots.

Très-prochainement le métier à filer automate, ce métier *meurtrier*, qui a fait tant de victimes, cessera d'être dangereux.

L'enfant n'ayant plus de raisons de se glisser sous le métier pendant sa marche, l'accès du métier entre le chariot et le porte-cylindre peut être complètement empêché par des dispositions qui vous seront indiquées, et qui fonctionnent avec une régularité pleine de promesses dans l'établissement de MM. Dollfus et Mantz (1).

2° — Note sur l'emploi des perches à crochets destinées à prévenir les accidents de transmission, et qui, mal construites, peuvent au contraire en provoquer de très-graves.

3° — Note sur les meules à aiguiser.

Outre ces trois notes, trois nouveaux règlements, discutés et

(1) Nous donnerons dans le prochain bulletin la liste des établissements pourvus de ce système.

arrêtés tant au sein du comité de mécanique que parmi les membres de notre association, sont venus augmenter le nombre des avis utiles qui, plus tard, sous la forme d'un manuel, seront mis entre les mains de tous nos chefs d'établissements, directeurs, contre-maîtres et ouvriers.

Ils ont trait : aux transmissions de mouvement, aux bancs à broche, aux cardes.

A la suite d'un accident qui a occasionné la mort de deux hommes, notre association a ouvert une enquête sur la meilleure disposition à donner aux monte-charge, cause toujours fréquente d'accidents d'une extrême gravité.

Nous considérons comme un devoir d'humanité de répandre au loin tout ce que nous pouvons recueillir en fait de renseignements utiles ; il n'y a qu'une seule nationalité dans les rangs de la grande armée du travail, et ce serait pour nous un bonheur, en même temps qu'un sujet de fierté, de voir un jour les métiers anglais, allemands ou suisses pourvus des ingénieuses dispositions protectrices dues à nos recherches.

Une large publicité donnée à nos publications ne peut manquer de prévenir bien des malheurs.

Elle les empêchera surtout dans les établissements nouvellement créés, où, notre manuel en mains, le propriétaire d'usine, l'ouvrier nouvellement engagé, pourront, à l'aide d'une courte étude, profiter du fruit d'une expérience prolongée, résumant en elle les recherches des personnes les plus compétentes.

Nos sociétaires comprendront, j'en suis sûr, qu'il est dans l'intérêt du but que nous cherchons à atteindre, *que tous les accidents soient signalés à notre inspecteur, et fassent l'objet d'une étude spéciale*. Le progrès, ici plus qu'ailleurs, repose sur l'observation attentive des faits. Ce serait perdre un des résultats les plus certains de notre entente que de l'oublier ou de se laisser aller à une réserve dictée par d'autres motifs.

VOEUX EN FORME DE PROJET DE LOI

ÉMIS PAR LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE AU SUJET DU TRAVAIL DES ENFANTS
DANS LES MANUFACTURES.

N° 1. — Les enfants ne pourront être employés que sous les conditions déterminées par la présente loi, dans toutes les manufactures, fabriques, usines, chantiers et ateliers, en exceptant toutefois les enfants qui travaillent dans leurs familles ou suivant la loi de 1831, relative aux contrats d'apprentissage.

N° 2. — Au-dessous de l'âge de dix ans, aucun enfant ne sera admis dans un atelier contenant un ou plusieurs métiers, machines, outils ou appareils quelconques, commandés par un moteur mécanique.

A partir de l'âge de huit ans, un enfant peut être employé dans tout atelier où le travail ne s'exécute qu'à la main.

N° 3. — Pour les enfants de huit à douze ans sans exception, et pour ceux de douze à seize ans qui ne savent pas déjà lire, écrire et compter, le travail est réduit à une demi-journée, qui ne pourra pas excéder six heures sur vingt-quatre. Cette demi-journée est prise en entier soit avant, soit après le repas du milieu du jour, et ne peut pas commencer avant cinq heures du matin, ni finir après neuf heures du soir, sauf l'exception prévue au N° 4.

Cependant, pour les industries énumérées dans le décret du 17 mai 1831 (teintureries, imprimeries sur papiers et sur étoffes, apprêts d'étoffes et pressage), mais dans les ateliers sans moteur mécanique seulement, les enfants de huit à douze ans restent soumis à l'art. 2 de la loi du 22 mars 1841. (Travail de huit heures sur vingt-quatre, coupées par un repos.)

N° 4. — Tout travail entre neuf heures du soir et cinq heures du matin est considéré comme travail de nuit.

Tout travail de nuit est interdit pour les enfants au-dessous de seize ans, sauf les cas prévus par le décret du 17 mai 1831, qui seront applicables aux enfants âgés de onze ans au moins.

Cependant si la conséquence du chômage d'un moteur hydraulique ou des réparations urgentes l'exigent, les enfants au-dessus de treize ans pourront travailler la nuit, mais pendant six heures au plus sur vingt-quatre.

N° 5. — Les enfants au-dessous de seize ans ne peuvent être employés les dimanches et jours de fêtes reconnus par la loi.

N° 6. — Tout enfant admis au travail de demi-journée est tenu de fréquenter une école publique ou libre pendant deux heures au moins de l'autre demi-journée. Il devra présenter tous les quinze jours à son patron, ou au contre-maître de son atelier, son livret sur lequel son instituteur certifiera, s'il y a lieu, par le seul mot *régulier*, suivi de la date et de sa signature, que l'enfant a suivi assidûment sa classe pendant la quinzaine écoulée (1). Les absences légitimées pour cause de maladie, et vérifiées par l'instituteur, seront comptées comme présence à l'école.

Ces livrets seront conservés par les chefs d'établissement, et remis aux enfants la veille du jour où ils devront être visés par l'instituteur.

L'enfant qui ne produira pas ce certificat sera exclu de tout atelier, sans qu'il soit nécessaire d'une dénonciation préalable, jusqu'à ce qu'il se soit de nouveau mis en règle.

N° 7. — Afin de constater l'âge d'un enfant, les maires seront tenus de délivrer au père, à la mère ou au tuteur, un livret sur lequel seront portés le nom, les prénoms, la date et le lieu de naissance, ainsi que le domicile de l'enfant.

Les chefs d'établissement inscriront :

1° Sur le livret de chaque enfant, la date de son entrée dans l'établissement et de sa sortie ;

2° Sur un registre spécial, toutes les indications mentionnées au présent article.

N° 8. — Un certificat délivré sur papier non timbré, par un instituteur public ou libre, devra constater, pour les enfants de douze à seize ans, qui demandent à être admis au travail de la journée entière, qu'ils savent déjà lire, écrire et compter.

Les livrets et certificats constatant l'âge, la fréquentation de l'école et l'instruction des enfants seront conservés par les chefs d'atelier pour être présentés aux inspecteurs sur leur demande.

N° 9. — Des règlements d'administration publique, publiés dans les deux années qui suivront la promulgation de la présente loi, pourront, les conseils d'hygiène préalablement consultés :

1° Déterminer les fabriques où, pour cause de dangers ou

(1) La loi anglaise exige ce certificat tous les huit jours.

d'insalubrité, les enfants au-dessous de seize ans ne pourront point être employés ;

2° Interdire aux enfants, dans les ateliers où ils sont admis, certains genres de travaux dangereux ou nuisibles.

N° 10. — Des règlements d'administration publique qui seront publiés dans les deux ans qui suivront la promulgation de la présente loi, devront :

1° Pourvoir aux mesures nécessaires à l'exécution de la présente loi ;

2° Assurer le maintien des bonnes mœurs et de la décence publique dans les ateliers, usines et manufactures ;

3° Assurer l'instruction primaire et l'enseignement religieux des enfants ;

4° Empêcher, à l'égard des enfants, tout mauvais traitement et tout châtiment abusif ;

5° Assurer les conditions de salubrité et de sûreté nécessaires à la vie et à la santé des enfants.

N° 11. — Les chefs des établissements devront faire afficher dans chaque atelier, avec la présente loi et les règlements d'administration publique qui y sont relatifs, les règlements intérieurs qu'ils seront tenus de faire pour en assurer l'exécution.

N° 12. — Il sera nommé des inspecteurs spéciaux, salariés par le trésor public, pour assurer l'exécution de la présente loi.

Il sera nommé en outre des inspecteurs locaux, non rétribués, qui auront mission de recueillir, pour les transmettre aux inspecteurs en tournée, tous les renseignements relatifs à l'exécution de la présente loi, dans les communes pour lesquelles ils auront été institués.

En cas de contravention, les inspecteurs dresseront des procès-verbaux qui feront foi jusqu'à preuve contraire.

N° 13. — Les inspecteurs pourront, dans chaque établissement, se faire présenter les registres relatifs à l'exécution de la présente loi, les règlements intérieurs, les livrets des enfants et les enfants eux-mêmes ; ils pourront se faire accompagner par un médecin commis par le préfet ou le sous-préfet.

Ils pourront également se faire représenter les certificats délivrés par les instituteurs, et examiner les enfants pour s'assurer des progrès qu'ils font à l'école, et, pour ceux de douze à seize ans, travaillant la journée entière, s'ils savent réellement lire, écrire et compter.

Dans le cas où des enfants seraient munis de certificats non justifiés, l'inspecteur des fabriques signalera à l'inspecteur d'académie du département les instituteurs qui les auront délivrés.

N° 14. — En cas de contravention à la présente loi, ou aux règlements d'administration publique rendus pour son exécution :

Le père, la mère ou le tuteur d'un enfant admis dans un atelier avant l'âge légal,

Les propriétaires ou exploitants des établissements,

Les contre-maîtres et ouvriers, lorsqu'ils sont chargés d'enrôler eux-mêmes les enfants,

Seront traduits, ensemble ou séparément, devant un tribunal spécial, et punis d'une amende de simple police qui ne pourra pas excéder quinze francs.

Les contraventions qui résulteront, soit de l'admission d'enfants au-dessous de l'âge permis, soit de l'excès de travail, donneront lieu à autant d'amendes qu'il y aura d'enfants indûment admis ou employés, sans que ces amendes réunies puissent s'élever au-dessus de deux cents francs.

S'il y a récidive, les personnes ci-dessus énumérées seront traduites devant le même tribunal, et condamnées à une amende de seize à cent francs. Dans les cas prévus par le paragraphe 2 du présent article, les amendes réunies ne pourront jamais excéder cinq cents francs.

Il y aura récidive, lorsqu'il aura été rendu contre le contrevenant, dans les douze mois précédents, deux jugements pour contravention à la présente loi, ou aux règlements d'administration publique qu'elle autorise.

L'article 463 du Code pénal pourra toujours être appliqué (1).

N° 15. — Dans chaque département, le produit des amendes prononcées en vertu de la présente loi sera réuni en un fonds commun mis à la disposition du conseil général, pour être appliqué à l'instruction des enfants travaillant dans les fabriques.

N° 16. — Un règlement d'administration publique, qui sera publié dans les deux ans qui suivront la promulgation de la

(1) Art. 463 — § 8. Si la peine prononcée par la loi, soit à raison de la nature du délit, soit à raison de l'état de récidive du prévenu, est une amende dont le minimum ne soit pas inférieur à cinq cent francs, les tribunaux pourront réduire l'amende jusqu'à seize francs.

§ 9. — Dans les autres cas, ils pourront réduire l'amende même au-dessous de seize francs.

présente loi, fixera les peines qui pourront être portées par le conseil départemental d'instruction contre tout instituteur public ou libre qui aura délivré un certificat non justifié. La poursuite sera faite par l'inspecteur d'académie sur le rapport de l'inspecteur des fabriques.

N° 17. — Il sera rendu compte chaque année au Corps législatif des résultats de l'exécution de la présente loi.

N° 18. — Les numéros 3, 6 et 8, quant à ce qui concerne les enfants de douze à seize ans, ne seront obligatoires que quatre ans après la promulgation de la présente loi. Les autres numéros le seront au bout de six mois.

UN MOT SUR LE RAPPORT DE LA COMMISSION

chargée de préparer ce projet.

Le dernier numéro du bulletin de la Société industrielle de Mulhouse renferme un projet de loi sur le travail des enfants, que la Société soumet à l'opinion publique. M. le docteur Penot, rapporteur, déclare que la Société n'a pu avoir en vue que les industries principales de son rayon, les seules qui lui soient familières; elle laisse au gouvernement la charge de fondre, en un seul, tous les projets qui pourront lui parvenir des divers points de la France. Ce manifeste est le quinzième document, émanant de Mulhouse, sur l'importante question qui nous occupe; il est précédé des considérations qui ont dirigé la Société industrielle.

Avant toute discussion de détails, dit M. le rapporteur, la Société s'est demandé si la loi de 1841 était suffisante et si l'on ne devait pas se borner à une exécution plus sérieuse et plus efficace, et il lui a semblé que « plusieurs raisons très-graves exigeaient un remaniement notable, si on voulait rendre la loi d'une application facile, assurer son fonctionnement régulier et donner à l'industrie, à l'égard des prescriptions auxquelles elle devra obéir, une garantie nécessaire de stabilité que la loi actuelle ne lui offre pas. »

Le rapport expose que : 1° le travail de *huit heures* pour les enfants de 8 à 10 ans ne se prête pas aux exigences de la plupart des fabriques, qu'il y a là un changement à faire pour mettre la loi en harmonie avec les besoins réels; 2° la loi de 1841 donne, dans le second paragraphe de l'article 7, « une

trop grande autorité au gouvernement, qui peut, par un règlement d'administration publique, élever le minimum de l'âge et réduire la durée du travail des enfants, à l'égard des industries où le labeur excéderait leurs forces ou compromettrait leur santé. » Cette faculté (qui, à mon sens, et fort heureusement, n'est pas la seule laissée à l'administration) est aux yeux de M. Penot une prérogative excessive; 3^e enfin l'inspection *bénévole* paraît un système condamné par les faits et qu'il convient de remplacer par quelque chose de sérieux et de plus vrai.

Répondant à ces considérations, je dirai que je ne croirais pas à propos de modifier le maximum de la durée du travail fixé à 8 heures, attendu qu'il y a des industries auxquelles cette disposition peut être avantageuse sans nuire aux enfants; c'est d'ailleurs l'opinion de la Société industrielle; puis j'ajoute que je ne puis voir dans l'obligation de ne pas faire travailler les enfants plus de 8 heures, *un motif qui empêche de les faire travailler pendant un temps moindre.*

Je trouve la loi de 1841 *excellente*, et je demanderais son maintien précisément *parce qu'elle renferme en elle le germe de tous les perfectionnements possibles*, et, loin de penser que le gouvernement jouit d'une prérogative excessive, j'oserais peut-être me plaindre de ce que le gouvernement n'a pas usé de cette prérogative, qu'une loi nouvelle, M. Penot a raison de le penser, ne lui laisserait plus. D'ailleurs je ne sais pas vraiment comment on pourrait trouver excessif le droit d'intervenir *là où il y a abus de la force des enfants, mise en péril de leur santé.*

M. Penot parle de l'insuffisance de l'inspection, je suis de son avis, l'inspection *s'est montrée insuffisante*; mais la faute n'en est pas à la loi qui a imposé l'obligation de créer des inspecteurs, auxquels *elle donne des pouvoirs suffisants*: et j'admets qu'il convient de créer une inspection sérieuse pour en finir avec les sévices, les duretés, les abus de tout genre!

Mais est-il besoin d'une inspection, doit-il même être besoin d'une loi, pour que dans nos grandes manufactures, qui portent des noms appartenant à l'histoire de la science, du commerce et de l'industrie, *on écarte les enfants d'un labeur qui excède leurs forces ou compromette leur santé*, je dirai plus, pour que les enfants soient l'objet de *soins paternels et vigilants*? J'ai la conviction profonde que le jour où, partout en France, les éminents industriels qui appartiennent à l'élite

de la société, qui par leur situation élevée font autorité dans l'empire, ou donnent au public le noble exemple de l'initiative charitable, auront fait spontanément ce que demande leur cœur, *ce à quoi oblige leur noblesse*, les règlements d'administration publique ne se feront pas attendre. Alors et on ne trouvera plus excessif le pouvoir que le gouvernement tient de la loi ! J'ajoute que le jour où des exceptions de bas étage resteront seules à frapper, *une loi répressive énergique* viendra d'elle-même remplacer la *loi préventive et hésitante de 1841*.

Parmi les propositions citées dans le rapport de M. Penot, il en est une qui me surprend ; celle qui demanderait de porter à *neuf heures* au lieu de huit le maximum du travail pour les enfants de 11 ans. Par compensation, l'entrée des ateliers à métiers mécaniques serait interdite aux enfants de moins de 10 ans. Cette dernière disposition est fort sage et très-bien motivée ; *il suffirait d'un règlement d'administration publique* pour la rendre de suite obligatoire, tandis que pour faire du vœu précédent un article de loi, *il faut une loi*, attendu que si le gouvernement, dont on redoute les prérogatives, a le droit d'élever le minimum d'âge et de diminuer la durée du travail de l'enfant, il n'a pas celui *d'abaisser le minimum d'âge ou d'augmenter la durée du travail*. J'ajoute que partout, en Prusse comme ailleurs, les tendances sont celles qu'à voulu imprimer la loi de 1841 : l'élévation de l'âge, la réduction de la corvée.

Le rapport renferme trois tableaux très-intéressants, que voici :

N° 1. — TABLEAU DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS 77 FILATURES.

	GARÇONS.	FILLES.	TOTAUX.
De 8 à 9 ans.	24	8	32
9 à 10 ans.	124	62	186
10 à 11 ans.	222	114	336
11 à 12 ans.	321	165	486
12 à 13 ans.	555	340	895
13 à 14 ans.	589	535	1124
14 à 15 ans.	548	536	1084
15 à 16 ans.	468	523	991
TOTAUX	2851	2283	
TOTAL GÉNÉRAL.			5134

N° 2. — TABLEAU DES ENFANTS RELEVÉS DANS 10 TISSAGES MÉCANIQUES.

	GARÇONS.	FILLES.	TOTAUX.
De 8 à 9 ans.	1	3	4
9 à 10 ans.	14	17	31
10 à 11 ans.	24	30	54
11 à 12 ans.	27	38	65
12 à 13 ans.	32	58	90
13 à 14 ans.	49	47	96
14 à 15 ans.	48	84	132
15 à 16 ans.	41	101	142
TOTAUX.	236	378	
TOTAL GÉNÉRAL.			614

N° 3. — TABLEAU DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS 17 ÉTABLISSEMENTS DE
BLANCHIMENT, APPRÊTS, IMPRESSION ET TEINTURE.

	GARÇONS.	FILLES.	TOTAUX.
De 8 à 9 ans.	58	33	91
9 à 10 ans.	84	66	150
10 à 11 ans.	119	106	225
11 à 12 ans.	132	92	224
12 à 13 ans.	147	83	230
13 à 14 ans.	95	70	165
14 à 15 ans.	133	70	203
15 à 16 ans.	106	62	168
TOTAL.	874	582	
TOTAL GÉNÉRAL.			1456

Appréciant les tableaux 1 et 2, M. le rapporteur fait remarquer que les enfants de 8 à 10 ans représentent seulement une moyenne de 4 1/2 p. 0/0, à savoir 4 p. 0/0 dans le premier tableau, 5 p. 0/0 dans le second. En somme **218** enfants sont répartis entre 77 filatures, soit moins de 3 enfants par établissement, — 35 enfants sont répartis entre **10** tissages mécaniques (**10**! les autres *n'emploient pas* d'enfants), 3 1/2 par établissement.

En présence de ces nombres *insignifiants*, sans aucune portée sur la marche des établissements (sic), M. le rapporteur pense qu'on pourrait passer outre et demande l'exclusion des enfants de ces ateliers.

Le tableau n° 3 le conduit à d'autres conclusions. On y trouve une proportion d'enfants, de 8 à 10 ans, plus considérable : 241 sur 1456, soit 16 p. 0/0 des enfants employés par les diverses industries portées sur ce tableau. Le rapport dit : Il y a convenance à laisser ces enfants pour une *demi-journée* dans ces ateliers.

Je ne sache pas qu'on ait élevé des objections sérieuses contre ce mode facultatif du travail de demi temps; aussi j'appuierais la proposition et j'ajouterais, concluant d'après ces tableaux, que l'introduction dans le Haut-Rhin du mode préconisé par M. Baker, et dont l'éminent inspecteur anglais a fait ressortir les avantages, serait *d'autant plus facile*, que les 253 enfants des tableaux précédents éloignés de leurs ateliers, sur l'avis du rapport, viendraient précisément doubler le nombre des enfants du tableau n° 3, et, comme ceux-ci, continueraient à grossir le salaire de la famille, MAIS ALORS SANS FATIGUE COMME SANS DANGER.

Si la ville de Mulhouse, qui marche toujours la première, voulait bien, pour l'exemple, créer une première école sérieuse de *demi-temps* pour les enfants de 8 à 10 ans (1); un règlement d'administration publique pourrait interdire l'emploi de ces enfants, si ce n'est dans les ateliers pourvus de métiers où le travail s'exécute à la main, et où il serait permis pour la demi-journée avec obligation que l'autre demi-journée serait passée à l'école. Cette mesure serait appliquée à tous les établissements, quel que soit le nombre d'ouvriers employés.

Relativement à l'instruction des enfants, il me semble que la prescription dont parle M. le rapporteur ne se justifie pas. En Angleterre, on oblige à la production d'une preuve hebdomadaire de l'assiduité de l'enfant à l'école. La commission a pensé qu'il y aurait avantage à doubler cet intervalle; je ne vois pas comment il pourrait être avantageux d'amoindrir les garanties que donne une active surveillance.

(1) Si une école communale de demi-temps fonctionnant sérieusement était établie pour les enfants de 8 à 10 ans, les manufacturiers de Mulhouse qui, une fois engagés dans la voie du bien ne s'arrêtent jamais en chemin, étendraient bientôt son application aux enfants de 10 à 12 ans.

J'oserais dire qu'en voyant ces hésitations dans un projet formulé à *Mulhouse*, je suis amené à désirer davantage encore le *maintien de la loi actuelle*, que peuvent vivifier et perfectionner des règlements, et je crains davantage encore qu'on n'obtienne plus une loi *aussi favorable aux enfants que l'est celle de 1841*.

Le projet introduirait une excellente mesure en considérant comme devant être traités en *jeunes enfants*, et employés seulement 8 heures, ceux de 12 à 16 ans qui ne sauraient pas lire et écrire (à la condition que le surplus de la journée serait passé à l'école); mais le sursis de quatre ans proposé pour que la loi soit obligatoire me paraît trop considérable: il vouerait à l'ignorance les enfants qui, aujourd'hui, ont de 12 à 16 ans, si les petits travailleurs venaient à se raréfier par suite de la mise en vigueur de la loi, mais j'ajoute que ce résultat ne serait pas à craindre à *Mulhouse* où l'initiative charitable résoudrait bien vite les difficultés.

ASSOCIATIONS

POUR LA RÉFORME DU TRAVAIL DES ENFANTS

Communication de M. HOUGET de Verviers

L'ASSOCIATION VERVIÉTOISE

Nous avons dit qu'une association s'était formée à Verviers pour la réforme du travail des enfants. Nous apprenons que des institutions semblables se créent sur divers points, non-seulement en Belgique, mais en Italie, pour que dans ces pays *les mœurs devancent les lois* (1) ou même rendent les lois inutiles.

Notre collègue, M. Houget, président de l'Association verviétoise, veut bien nous tenir au courant des progrès de sa Société et du mouvement qui s'opère en Belgique.

EXTRAIT D'UN RAPPORT DE M. LE PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION.

« Notre Association, Messieurs, a reçu de nombreux témoignages de l'intérêt qu'elle inspire.

(1) Voir Bulletin 1867, la résolution prise par les manufacturiers de Schirmeck de n'employer que des enfants de treize ans. Ce pas est le premier qu'ait fait l'initiative privée dans cette voie.

» De tels encouragements, Messieurs, forment pour nous une obligation de persévérer dans notre œuvre ; faisons donc, chacun dans la mesure de nos moyens, une active propagande pour déterminer de nombreuses adhésions à notre association ; persuadons à l'ouvrier que ses devoirs de chef de famille s'accordent avec ses intérêts pour ménager les forces de ses enfants et pour les faire instruire ; répétons aux industriels indifférents qu'en nous prêtant leur concours, ils sèmeront pour recueillir ; disons aux chefs d'atelier, aux contre-maîtres, à tous ceux enfin qui ont des relations avec les ouvriers de nous venir en aide par leur autorité morale ; engageons tous nos concitoyens à appuyer nos efforts qui ont pour but l'extension du bien-être général de notre population. Et quant à nous, si même nos efforts n'aboutissaient qu'à sauver quelques existences de la maladie du corps et de celle de l'ignorance, nous ne regretterons jamais d'avoir consacré notre temps à obtenir ce résultat. »

LETTRE AU COLLÈGE DES BOURMESTRE ET ÉCHEVINS

Messieurs,

Nous avons appris avec une vive satisfaction que le Gouvernement s'intéresse à notre *Association pour la réforme du travail des enfants*, et nous nous empressons de satisfaire à votre demande de renseignements.

Déjà en 1866, une première tentative eut lieu dans le but de montrer que les patrons verviétois sont prêts à faire d'eux-mêmes le nécessaire pour réaliser cette réforme qui préoccupe tant l'opinion publique. A la suite d'un appel dans les différents journaux de la ville, un bon nombre de personnes notables se réunirent à la Société industrielle et commerciale, résolurent de constituer une association et nommèrent un bureau provisoire sous la présidence de M. Masson, avocat, et dont M. P. Limbourg fut le secrétaire.

Malheureusement la crise manufacturière que nous amena la guerre d'Allemagne, puis le choléra qui vint absorber toute la préoccupation charitable, firent remettre à plus tard l'exécution du projet ; mais cet avenir ne fut pas laissé à M. Masson .

qui avait pris la direction de l'œuvre : il mourut l'année suivante !

Les choses en restèrent là jusqu'au commencement de cette année, lorsque les discussions des Chambres législatives attirèrent de nouveau l'attention de notre cité sur le travail des enfants, et le moment parut opportun pour en tenter la réforme. Un projet de statuts, appuyé de considérants détaillés, fut lancé dans le public le 15 avril dernier, sous la signature des principaux Industriels qui avaient déjà adhéré au projet de 1866 ; plusieurs autres souscriptions y furent jointes et entre elles, celle de M. G. Laoureux, sénateur.

Le manifeste reçut un bon accueil, non-seulement dans les journaux de la ville, mais dans ceux de toute la Belgique, ainsi que dans les bulletins économiques et industriels français. Une assemblée publique fut convoquée dans les salons de la Société Industrielle, le 22 avril ; à la vérité, elle fut peu nombreuse, mais cependant elle fit bonne besogne, déclara l'association constituée et nomma pour former le noyau d'un comité provisoire organisateur : MM. Dicktus-Lejeune, industriel, Dubois-de-Thier, industriel, Adrien Houget, industriel, Alf. Simonis, industriel, Ch. Dartois, négociant, et P. Limbourg, professeur.

Le comité se réunit quelques jours après ; il forma son bureau de M. A. Houget, président, et de M. P. Limbourg, secrétaire, et s'adjoignit M. Mathieu Demonty fils, industriel, à Dison, afin d'avoir une influence plus directe dans cette importante localité. Ensuite il se mit en devoir de chercher des adhérents à l'entreprise, et, à l'expiration du délai laissé pour se faire inscrire membre fondateur, au 15 juin, nous étions trente-cinq, dont trente et un industriels, deux négociants, un médecin et un professeur.

D'un autre côté, la Société industrielle voulut examiner elle-même la question de la réforme du travail des enfants, soulevée par la nouvelle association, et à cette fin, elle convoqua ses membres en assemblée générale le 25 juin. Dans cette séance elle a reconnu l'utilité de l'œuvre et s'est montrée prête à appuyer si elle introduisait un changement dans l'article organique de ses statuts.

Elle a prétendu que les dispositions suivantes du projet de règlement sont trop rigoureuses :

« Art. II. — Les industriels, membres de l'association, s'engagent à ne pas employer d'enfants au-dessous de l'âge de 12 ans pour un travail effectif de 12 heures par jour. » La Société Industrielle a trouvé que dans certains cas, il faut laisser aux patrons la possibilité d'employer l'un ou l'autre enfant au-dessous de 12 ans, même pendant 12 heures par jour, *quand il est misérable* (1) et que le maître juge qu'il a assez de force physique pour remplir une certaine besogne sans danger. *C'est à la conscience de l'industriel* qu'il faut laisser le droit de faire fléchir la règle; l'association doit se contenter d'encourager la réforme et d'en constater les résultats.

Le Comité provisoire a cru devoir renoncer aux termes impératifs de l'article II d'autant plus volontiers qu'ils empêchaient un certain nombre de fabricants d'entrer dans l'Association, et que leur modification est *conforme à son esprit qui repousse toute contrainte et veut susciter la réforme du travail des enfants par l'initiative des patrons eux-mêmes* (2). Le Comité proposera donc à la prochaine réunion de ses coassociés de statuer comme suit le rôle de notre institution :

« L'ASSOCIATION ENGAGÉ LES INDUSTRIELS :

» 1^o A ne pas employer d'enfants au-dessous de 12 ans, pour un travail effectif de 12 heures par jour ;

» 2^o A exiger des enfants de 12 ans et au-dessus qu'ils sachent lire et écrire ou qu'ils apprennent à le faire ;

» 3^o A permettre aux enfants de plus de 12 ans, qui le demanderaient, de ne travailler qu'une demi-journée, à condition qu'ils fréquentent une école pendant l'autre demi-journée ;

» 4^o A n'accepter qu'à titre d'exception et pour une tâche journalière de **six** heures, des enfants de **dix à douze** ans, qui sont dans la stricte obligation de travailler avant ce dernier âge et à les obliger à fréquenter une école pendant l'autre demi-journée. »

Le Comité attend la fin de la saison d'été pour organiser une active propagande et faire produire à l'Association les fruits qu'elle porte en germe; cependant l'on peut affirmer que déjà son influence s'est fait vivement sentir. *Elle a éveillé la sollicitude de*

(1) C'est surtout quand un enfant est misérable qu'il doit travailler moins durement..... jusqu'à ce qu'il ait été efficacement secouru.

(2) Le résultat sera le même, et l'honneur sera plus grand!

tous les chefs d'industrie de notre arrondissement et la plupart se font un honneur de ne plus envoyer d'enfants au-dessous de 12 ans. C'est ainsi qu'il en est dans les grandes manufactures de MM. F. BIOLLEY et fils, IWAN SIMONIS, G. J. LAOUREUX, J. de GRANDRY, M. J. DUBOIS, HAUZEUR-GÉRARD fils, etc. ; on n'accepte pas non plus d'ouvriers en dessous de cet âge dans nos ateliers de construction et particulièrement chez MM. HOUGET et TESTON ; M. DICKTUS-LEJEUNE a même placé un écriteau à l'entrée de sa grande manufacture pour faire savoir qu'il est inutile d'y présenter des enfants au-dessous de l'âge requis, et ses ouvriers eux-mêmes se sont empressés de le louer de cette intelligente réforme. MM. PELTZER et fils, depuis 1866, ont veillé avec le plus grand soin à ce qu'aucun enfant trop jeune ne fût employé dans leurs vastes ateliers et ils ont établi une école chez eux où tous les jeunes ouvriers sont tenus d'assister aux cours une heure chaque jour, prise sur la journée de travail.

Ce sont là de *beaux encouragements* pour le Comité, et il se fait un plaisir et un devoir de signaler au gouvernement une Association française conforme à la nôtre et qui nous a offert généreusement le concours de son expérience et de ses publications ; nous voulons parler de la *Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures*, établie à Paris, sous la présidence de M. le sénateur Dumas. Enfin notre Comité a la joie de voir son exemple suivi en Belgique ; le centre industriel de Saint-Nicolas est sur le point d'être doté d'une Association semblable à la nôtre, et il est à espérer que nos autres villes manufacturières ne resteront pas longtemps sans nous imiter.

Tels sont, Messieurs, les détails que nous croyons utile de fournir au Gouvernement sur l'œuvre par nous entreprise et qui est encore à son début ; ces renseignements ne pouvaient avoir une grande importance, mais nous nous ferons une obligation de transmettre au bureau du ministère de l'Intérieur des rapports successifs sur la marche de notre Association.

Recevez, Messieurs, l'assurance de notre parfaite considération.

Pour le Comité provisoire de l'Association.

Le Secrétaire, *Edouard Houget* Le Président,
P. LIMBOURG. *Edouard Houget* A. HOUGET.

APPROBATION DE LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE VERVIERS

La *Société industrielle* de Verviers a examiné, en assemblée générale, le projet de statuts de l'Association pour la réforme du travail des enfants ; elle a donné son approbation à cette œuvre qui se propose de remédier aux abus résultant d'un travail prématuré ou trop pénible, *sans l'intervention de la force légale*. L'Assemblée a été unanime pour constater un fait notable : dans notre ville peu d'enfants sont employés avant l'âge de douze ans, par conséquent la réforme demandée est facile et sans grande importance.

Néanmoins l'Association établie dans ce dessein a sa raison d'être, afin d'exciter les patrons à *se préoccuper encore davantage des intérêts physiques et moraux de l'enfance ouvrière*, de montrer au pays que notre localité sait respecter, *sans y être contrainte*, les droits de la faiblesse, et de servir ainsi d'exemple aux centres industriels.

L'Assemblée a demandé différents changements au projet de statuts. Elle voudrait que l'Association ne fit pas une *obligation stricte* à ses membres, qui sont industriels, de n'employer pendant 12 heures par jour que des enfants de plus de douze ans ; dans certains cas exceptionnels, il faudrait laisser la conscience du patron juge de faire ployer un peu cette règle. Cette latitude n'aurait rien d'abusif, car *tout maître intelligent sait qu'il n'a pas d'avantage à se servir d'ouvriers très-jeunes*. Il serait en outre logique, de la part des industriels qui n'ouvrent leurs ateliers qu'à des enfants de douze ans, d'exiger de ceux-ci, *dans la mesure du possible*, qu'ils sachent lire et écrire.

L'Assemblée reconnaissant que le but pratique à poursuivre maintenant est de rendre générale l'habitude déjà très-répandue dans notre population de ne quitter l'école pour l'atelier qu'à l'époque de la première communion, a cru ne devoir pas s'occuper du système du demi-temps proposé pour les enfants plus jeunes. Cependant l'Association pourra faire des essais qui démontreront peut-être la supériorité de ce procédé, qui concilie les exigences du travail avec celles de l'instruction.

L'enseignement élémentaire ne s'étendant que sur quelques branches, permettrait facilement d'arranger le programme de

façon que les élèves, ne fréquentant les classes que par demi-journée, reçussent des notions suffisantes sur chaque matière. Il est à remarquer que *les écoles primaires, communales et privées, se modifiant de la sorte*, les pères de familles conserveraient la liberté de mettre leurs enfants dans un établissement de leur choix.

Enfin l'Assemblée a demandé qu'il suffise d'envoyer son adhésion au comité pour être inscrit membre de l'Association.

Ces diverses modifications seront proposées prochainement aux membres fondateurs dans une réunion convoquée à cet effet.

TÉMOIGNAGE OFFICIEL DE SYMPATHIE

(Extrait d'un discours prononcé par M. le Ministre de l'Intérieur)

«.....Les progrès de l'industrie ne sont pas seulement un bien pour les fabricants, ils sont un service rendu à l'humanité. Il serait curieux de pouvoir calculer combien d'individus, grâce à l'emploi des machines, sont vêtus convenablement qui ne pourraient pas l'être. Qu'on suppose la production actuelle arrêtée ou restreinte à ses anciennes limites et l'on se rendra compte du bienfait incalculable qu'elle est pour l'humanité. Et ce ne sont pas les classes élevées qui profitent de ces progrès, les classes inférieures y sont bien plus intéressées, les premières ont toujours eu les vêtements qu'elles pouvaient désirer, on faisait peut-être plus de drap d'or autrefois qu'aujourd'hui; mais ce qui constitue un des remarquables effets des progrès accomplis, c'est qu'ils mettent à la portée de beaucoup ce qui était l'apanage de quelques-uns.

» A côté des progrès matériels, il faut des progrès moraux. Qu'on ne puisse jamais dire que si l'industrie enrichit, elle abaisse, que si elle fait vivre les uns, elle exige le sacrifice des autres.

» On s'occupe avec raison de cette question si palpitante d'intérêt, *du travail des enfants dans les manufactures*. Si jamais notre pays n'a été déshonoré par les abus monstrueux qui ont provoqué ailleurs une énergique répression légale, il n'en faut pas moins rechercher partout ce qui pourrait être à réformer.

» Le gouvernement ne perd pas de vue ce problème ; il voit avec une vive satisfaction qu'elle excite votre attention.

» Il n'hésiterait pas à adopter une solution qui produirait un bien, non compensé par les inconvénients égaux; il applaudit à toutes les mesures par lesquelles on poursuit la proscription des abus.

» Une association s'est formée chez vous pour rechercher la solution de ce problème dans le concours libre des industriels; *voire Chambre de commerce a proclamé que la solution ainsi obtenue serait préférable à celle qui résulterait de la contrainte.*

» Vous voulez régler vous-mêmes ce qu'ailleurs on a fait régler par la loi. Si vous réussissez, ce sera un nouveau et brillant succès pour notre ville, vous aurez servi deux causes; celles de l'humanité et de la liberté. »

LA SOCIÉTÉ DE SAINT-NICOLAS

La section d'économie sociale de la *Société industrielle et scientifique de Saint-Nicolas* (Belgique) a mis à l'étude, pour 1869, le sujet suivant (1) :

« Quelles seraient les mesures à prendre pour limiter les heures de travail des femmes et *des enfants* dans les ateliers, sans avoir recours au triste expédient d'une loi restrictive de la liberté du travail? »

ENQUÊTE

SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS DANS LES FABRIQUES
DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE

D'après le Journal de Genève.

En juillet 1868, les Chambres fédérales, sur la proposition de M. le docteur Joos, ont chargé le Conseil fédéral de faire procéder à une enquête générale sur le travail des enfants dans les fabriques.

Cette enquête a été faite, et le rapport qui en constate les résultats a été distribué aux membres de l'assemblée fédérale

(1) *Bulletin de la Société scientifique et industrielle de Saint-Nicolas*, 3^e année, fascicule 8, page 109.

les derniers jours de la session qui vient de finir. Voici l'analyse de ce document, extrait du *Journal de Genève*, 3 et 4 août 1869.

« L'enquête à laquelle s'est livré le Conseil fédéral se compose de deux parties. D'une part, le Conseil s'est enquis des mesures prises spontanément par les cantons pour la protection des enfants qui travaillent dans les fabriques et des législations existantes sur la matière; d'autre part, il a adressé une statistique desdits enfants comprenant les conditions d'âge, de travail, de salaire, etc., dans lesquelles ils se trouvent.

» Au point de vue de la législation, il est à remarquer que la disposition légale, en vigueur dans tous les cantons (sauf Genève) et en vertu de laquelle la fréquentation des écoles publiques est obligatoire jusqu'à l'âge de 12 ans révolus, constitue pour les enfants suisses une véritable protection qui empêche leur entrée trop hâtive dans les fabriques. Cette obligation est assez rigoureusement observée, bien qu'il y soit quelquefois dérogé, comme on le verra plus tard. Quant à des lois spéciales pour la protection des enfants appelés à travailler dans les fabriques, il n'en existe que dans les cantons de Zurich, Berne, Saint-Gall, Argovie, Thurgovie et Bâle-Campagne.

» Nous n'entrerons pas dans l'examen de ces diverses lois; il nous suffira d'indiquer qu'elles s'accordent assez généralement à fixer un minimum d'âge pour l'admission des enfants dans les fabriques, un maximum d'heures de travail et certaines règles pour la fréquentation des écoles.

» On est tout de suite tenté de se demander quels résultats ces lois ont produits et si elles ont atteint le but que le législateur se proposait en les promulguant. Malheureusement, il n'existe pas encore d'enquêtes sur la position des enfants-ouvriers, faites à des époques différentes et pouvant servir à des études comparatives sur ce sujet. Tout ce qu'on peut comprendre d'après les renseignements fournis par le rapport du Conseil fédéral, c'est qu'en cette matière comme en beaucoup d'autres, les motifs qui peuvent exister de suivre la voie de la réglementation plutôt que celle de la liberté sont purement relatifs et dépendent des circonstances. Nous n'en voulons pour preuve que ce qui se passe à Soleure et dans Bâle-Campagne.

» La loi de Bâle-Campagne sur le « régime des fabriques » est toute récente (7 juin 1868). Elle a été promulguée à la suite d'une enquête qui en a fait comprendre la nécessité. Rien de

sombre comme le tableau dressé par la direction de l'éducation de Liestal, de l'état physique et moral des enfants qui travaillent dans les fabriques de ce canton. *Ratichisme, épuisement physique, affaiblissement intellectuel, démoralisation*, tels seraient pour cette classe intéressante de la population les conséquences d'un travail excessif et prématuré. On comprend dès lors que l'Etat ait cru devoir intervenir dans un but de protection.

» A Soleure rien de semblable. Dans un canton où la grande industrie est assez développée, règnent au point de vue industriel, des mœurs, des habitudes qui assurent le bien-être physique et moral de l'ouvrier sans que l'Etat ait à s'en occuper. C'est le gouvernement soleurois qui l'affirme et il n'y a pas de motif de douter de sa sincérité. Dans le canton de Soleure, *les enfants en âge de fréquenter les écoles ne sont admis dans aucune fabrique*; il n'y a donc pas lieu de les protéger contre l'exploitation des parents et des patrons. De plus, les fabriques du canton de Soleure sont en général des établissements modèles quant à l'organisation, à l'ordre et aux conditions du salaire, — et le sort de leurs ouvriers « est à tous égards plus digne » d'envie que celui des journaliers, errant souvent des semaines » entières dans les cantons de Berne, Lucerne, etc. » On comprend dès lors que le Gouvernement soleurois ait considéré toute intervention comme superflue et même soit d'avis « que » la protection que l'on veut assurer en plusieurs endroits aux » ouvriers dans ces fabriques aurait pour objet de porter illégalement atteinte aux intérêts de la population industrielle, plutôt » que de les protéger. »

» Voilà donc deux cantons voisins qui ont sur le même sujet des idées et des procédés diamétralement contraires. Cela tient uniquement, comme on a pu le voir, aux circonstances qui ne sont pas les mêmes dans les deux cantons, et l'on peut trouver dans ce fait un motif de plus pour se tenir à l'écart des systèmes absolus dans un sens ou dans l'autre.

» Le Conseil fédéral a fait procéder à une enquête spéciale, en vue de laquelle un certain nombre de questions furent posées aux gouvernements cantonaux. Ceux-ci étaient libres de choisir la voie à suivre pour qu'il fût répondu à ces questions de la manière la plus complète possible, aussi tous ne s'y sont-ils pas pris de la même manière.

» Les uns ont fait recueillir les informations par leurs fonc-

tionnaires; d'autres ont ordonné des inspections spéciales, ou bien ont chargé de l'inspection leurs commissions de fabrique permanentes. Thurgovie et Glaris ont fait procéder en même temps à une inspection complète des fabriques, inspection dont les résultats sont consignés dans des rapports imprimés qui renferment de précieux renseignements sur la matière. Zurich et Berne ont simplement remis les questionnaires aux fabricants eux-mêmes avec invitation de les remplir. Tout cela jette évidemment une espèce d'incertitude sur les résultats obtenus, car si l'on peut admettre que les indications fournies en chiffres sont dans tous les cas exactes, il est impossible qu'il n'y ait pas des disparates dans les indications qui dépendent d'appréciations personnelles. Quand on voit, par exemple, le rapport de Thurgovie signaler une foule de défauts dans la construction des fabriques, au point de vue de la ventilation et de la température, on ne peut s'empêcher d'être étonné de l'optimisme du rapport de Berne qui ne trouve que du bien à dire de tous les établissements dont un seul est signalé comme médiocre, et de celui de Zurich qui ne trouve à décerner que des éloges se traduisant par ces expressions : « bon, excellent, » spacieux et clair, salubre, répondant le mieux aux besoins, » irréprochable, etc. » — On doit conclure de là que cette première enquête générale sur les fabriques suisses laisse quelque chose à désirer.

» Quoi qu'il en soit, voici le résumé sommaire des réponses faites aux questions posées dans le questionnaire :

» 1^o *Nombre des enfants occupés dans les fabriques.* — Il est à remarquer que les cinq cantons d'Appenzell (Rh.-Int.), d'Obwald, de Soleure, du Valais et de Genève estiment n'avoir pas d'enfants occupés dans les fabriques et n'ont donné aucune réponse. Les renseignements qui suivent se rapportent donc à vingt cantons et demi-cantons possédant 664 fabriques.

» Or, ces fabriques occupent au total 9,540 enfants dont 9,017 âgés de 12 à 16 ans, 436 de 10 à 12 ans, et 52 âgés de moins de 10 ans. Ces derniers ne se trouvent que dans les cantons de Berne, Lucerne, Appenzell (Rh.-Ext.) et Saint-Gall.

» Ces chiffres sont exacts en tant qu'ils ont trait aux enfants qui travaillent dans les grands ateliers, mais ils laissent complètement de côté les nombreux enfants qui sont occupés par

l'industrie domestique, qui travaillent à domicile, ne sont soumis à aucun contrôle et dont la position est souvent plus fâcheuse que celle des enfants dans les fabriques. A ce point de vue, la statistique établie n'a qu'une valeur relative.

» 2^o *Temps pendant lequel les enfants sont soumis au travail.* — Il existe à cet égard des différences extraordinaires. Dans le canton de Berne, par exemple, tels jeunes gens de 14 à 16 ans ne sont occupés que pendant 4 heures, d'autres le sont pendant 14 heures. Dans les cantons d'Appenzell (Rh. Ext.) et Saint-Gall on trouve dans certains établissements 14 heures de travail quotidien, dans d'autres seulement 7 heures. Dans le canton de Nidwald, le maximum est de 15 heures; il est de 13 heures dans les cantons de Zurich, Lucerne, Zoug, Bâle-Campagne, Grisons, Thurgovie; mais dans ces mêmes cantons, une partie des enfants ne travaillent que pendant 10, 8 et même 7 heures. Pour les enfants de 12 à 14 ans, le maximum est de 14 heures dans les cantons de Berne, Appenzell (Rh.-Ext.) et Saint-Gall; pour les enfants de 10 à 12 ans, le maximum est de 13 heures dans les cantons de Zoug, Grisons, Thurgovie, et de 15 heures dans celui de Nidwald. Pour les enfants au dessous de 10 ans, on trouve à Berne et à Lucerne un temps maximum de 11 heures. Il est à remarquer que dans les indications de 13, 14, 15 heures, le temps employé aux repas doit être déduit.

» Les enfants ne travaillent le dimanche que par exception et dans un petit nombre de cantons. Le travail de nuit existe, mais partiellement, dans tous les cantons, sauf Glaris, où il est interdit par la loi.

» 3^o *Salaire.* — Il existe aussi sous ce rapport de grandes différences. Voici quelques indications : dans le canton du Tessin qui donne le minimum, le salaire moyen n'est que de 2, 1 centime par heure de travail, dans le canton d'Argovie de 3 centimes, dans celui de Lucerne de 4 centimes, et ce salaire moyen monte à 16 centimes par heure dans les cantons de Zurich et Bâle-Ville, et à 20 centimes (maximum) dans ceux de Schaffouse et de Berne. La moyenne pour un travail de 12 heures par jour peut être évaluée à 1 fr. 20 c.

» 4^o *Fréquentation des écoles.* — Il est à remarquer que très-peu de fabriques possèdent des écoles; les enfants employés

dans les fabriques suivent donc, en général, les écoles publiques.

» Pour les enfants, *heureusement en petit nombre*, qui sont admis dans les fabriques à 10 ans et même avant cet âge, il est évident que l'obligation de fréquenter les écoles jusqu'à l'âge de 12 ans est parfaitement illusoire. Ou bien l'enfant ne va pas à l'école ou bien, surchargé de besogne, il ne fait rien qui vaille.

» Quant aux enfants au-dessus de 12 ans, leur position relativement aux obligations scolaires n'est pas la même dans tous les cantons. Dans quelques-uns, les enfants qui travaillent dans les fabriques sont dispensés de fréquenter les écoles; mais dans le plus grand nombre de cantons, ces mêmes enfants sont astreints à fréquenter *les écoles de répétition* qui comprennent en général 6 heures de leçon par semaine. La question est de savoir si l'instruction scolaire, donnée après le travail de la fabrique, produit des résultats satisfaisants?

» Or, il est assez difficile de trouver une réponse à cette question dans le rapport du Conseil fédéral. Il n'y a guère que le gouvernement de Thurgovie qui s'en soit occupé et les renseignements qu'il fournit à ce sujet sont contradictoires. En effet, tandis qu'un certain nombre de pasteurs et de régents se prononcent pour la négative, d'autres sont pour l'affirmative, divergence que le pasteur Kirchberg explique fort bien en disant « que l'influence de la fabrique n'est pas *pernicieuse* dans les contrées où, *malgré les fabriques, la population est restée agricole*, et où les maîtres de fabriques, respectant les lois religieuses et scolaires, n'empêchent pas les enfants de fréquenter les écoles et blâment au contraire les parents qui ne veillent pas convenablement à l'éducation de leurs enfants. »

» Il suffit de retourner cette phrase pour voir qu'en dehors de certaines conditions données, l'influence de la fabrique peut être *pernicieuse*, et comme les plaintes sont les plus nombreuses, il faut admettre que c'est le cas qui se présente le plus souvent.

» 5^o *Etat sanitaire*. Dans ce chapitre le rapport groupe les réponses faites à quatre questions qui figuraient dans le formulaire en ces termes :

» Emploie-t-on des enfants à des travaux et à des manipulations insalubres?

» Les moteurs et les transmissions de la fabrique sont-ils isolés?

» Comment les travaux sont-ils organisés au point de vue hygiénique?

» Quel est l'état sapitaire des enfants?

» Il résulte des réponses faites à la première question que, dans quelques cantons, notamment dans ceux de Berne et de Thurgovie, des enfants sont employés à la fabrication du phosphore et allumettes chimiques, occupation très-malsaine et dont on a pu constater maintes fois les effets désastreux.

» En général, on ne peut pas dire que les occupations auxquelles se livrent les enfants dans les fabriques soient malsaines en elles-mêmes, mais, comme le fait observer la commission du canton d'Argovie, « un travail, qui, par lui-même n'est pas absolument nuisible, peut le devenir lorsqu'il est trop intense par rapport aux forces du travailleur, et de trop longue durée; il peut devenir funeste quand on en charge des individus dont le développement physique est arriéré ou dont l'état de santé n'est pas normal; il agit d'une manière dangereuse sur la santé quand les lois de l'hygiène ne sont pas observées dans les locaux du travail; il est nuisible quand la production des forces n'est pas en rapport convenable avec leur consommation.

» Or, on a pu voir par ce qui précède que, soit au point de vue du salaire, soit au point de vue de la durée du travail, la position des enfants dans les fabriques laissait passablement à désirer. On en peut dire autant, au point de vue des conditions hygiéniques des locaux dans lesquels ils travaillent.

» Sous ce rapport, il est vrai, des progrès ont été réalisés ces dernières années, en ce sens que les établissements nouvellement fondés sont généralement établis dans des conditions qui ne laissent rien à désirer quant à l'espace, à la propreté, à la ventilation et au chauffage.

» Mais ces établissements sont le petit nombre, et la plupart des anciennes fabriques laissent tout ou à peu près tout à désirer.

» Qu'après cela les rapports sur l'état sanitaire des enfants dans les fabriques soient « en général satisfaisants », il y a lieu d'en être quelque peu étonné.

» L'habitude d'isoler les machines et les courroies de trans-

mission, de les entourer de barrières, pratiquée dans quelques cantons où la loi l'exige, est loin d'être générale. Aussi les accidents causés par les machines ne sont pas rares.

» 6° *Punitions usitées*. — Dans quelques cantons, les punitions corporelles sont défendues par loi. Ailleurs elles ne sont pas usitées si ce n'est par abus, et l'on peut croire que l'autorité interviendrait en faveur des enfants si des plaintes étaient formulées.

» Tels sont les résultats principaux de la première enquête générale faite en Suisse sur la situation des enfants qui travaillent dans les fabriques.

» Ces résultats, dit en terminant l'auteur de cet article, sont de nature à faire réfléchir sur certaines déficiences de l'organisation industrielle et nous ne doutons pas que les chambres fédérales ne vouent à ce sujet toute leur attention. »

ÉMIGRATION

DES ENFANTS DE LA SAVOIE VERS LES CENTRES INDUSTRIELS

Par M. BARBIER, *directeur des douanes à Chambéry.*

La Société de protection des apprentis, et des enfants employés dans les manufactures, a bien voulu me confier la mission de rechercher, et de lui indiquer le mouvement général de l'émigration en Savoie, et plus particulièrement celui qui aurait pour résultat d'enlever à leur famille de jeunes enfants, de jeunes filles, pour les confier à des maîtresses d'atelier qui les emploient à Lyon aux diverses manipulations de la soie.

J'ai l'honneur de venir rendre compte à la Société des investigations consciencieuses auxquelles je me suis livré pour arriver à une solution satisfaisante de cette question.

La Savoie, bien que divisée en arrondissements ainsi que les autres départements, a conservé, de fait, d'anciennes divisions territoriales, et chacune a des coutumes, des mœurs particulières dont il faut tenir compte dans un pays où la tradition, la force de l'habitude ont conservé une grande puissance d'action sur l'économie de la vie sociale et de la vie privée.

C'est ainsi que dans la Maurienne, la Tarentaise, les Bauges,

la Chautagne, le Faucigny, le Chablais, etc., on rencontre chez les habitants, des aptitudes spéciales qui ont dû nécessairement déterminer le courant de l'émigration dans tel ou tel sens; vers une région plutôt que vers une autre.

Je me servirai donc principalement de ces anciennes divisions pour indiquer avec le plus de clarté possible ce qui se passe dans chaque région afin d'en tirer ensuite la conclusion qui sera le résumé des faits qui intéressent plus particulièrement la Société.

On ne trouvera pas dans l'exposé qui va suivre, un grand luxe de chiffres; on comprendra combien il est difficile d'en obtenir de vrais dans une question où l'autorité n'intervient pas avec ses moyens d'action et de contrôle. Je me suis donc attaché à m'entourer de faits généraux et authentiques et je n'ai donné de chiffres que là où il y avait un intérêt particulier à les connaître.

Dans la Maurienne, partie de la Savoie qui se rapproche le plus de la frontière du Piémont, l'émigration enlève chaque année une partie des habitants; mais la ville de Lyon n'y trouve actuellement aucune ressource pour le recrutement de ses ouvrières.

Les garçons arrivent tous les hivers à Paris principalement, à Lyon et dans quelques villes environnantes, où ils exercent de préférence la profession de *ramoneurs*. Ils reviennent tous les ans au pays pour recommencer l'année suivante, jusqu'à ce que leur âge et leur taille les rendent impropres à ce métier.

Ils rentrent alors définitivement chez eux ou bien ils s'établissent dans les grands centres, comme décrotteurs, garçons de peine ou de magasin, ouvriers poëliers-fumistes. Dans la Haute-Maurienne, du côté de Lans-le-bourg, les filles vont se placer comme domestiques à Turin, où elles sont très-appréciées en raison de leur force et de leurs bonnes qualités.

Il y a trois ans, on a fait en Maurienne un essai relativement à l'émigration des enfants. Des courtiers avaient embauché douze jeunes filles qui avaient été envoyées dans une manufacture de soie du département de l'Isère, cette tentative n'a point eu de succès; avant la fin de l'année tous ces enfants avaient demandé à rentrer dans leur famille.

Dans la Tarentaise, il n'y a point non plus de courant d'émigration pour les ateliers de la part des femmes ou des jeunes

filles qui restent généralement chez elles, ou se placent comme domestiques quand elles s'expatrient, mais les hommes et les enfants mâles quittent en grand nombre leur pays natal pour aller gagner leur vie dans le midi de la France, à Lyon, à Paris et même en Espagne. Les villes du midi de la France qui les attirent le plus sont Avignon, Marseille et Toulouse.

Dans les deux premières de ces localités, ils exercent plus spécialement les fonctions de garçons de café, de restaurant, de buffets de chemin de fer.

Le buffet d'Avignon a été tenu longtemps par un habitant de Brevières, qui avait quitté la Tarentaise fort jeune et était parvenu à force d'économie et de travail à réaliser une fortune assez considérable.

Les Tarins (c'est ainsi qu'on nomme les habitants de la Tarentaise), qui se dirigent en grand nombre sur Toulouse, sont tous frotteurs de parquets. Ils restent ainsi que leurs camarades de Marseille et d'Avignon, généralement, trois ans sans revenir en Savoie, où ils font alors un séjour de deux mois en y rapportant leurs épargnes qui servent à acheter un coin de terre.

Ils s'entendent avec ceux qui restent pour se conserver réciproquement leur clientèle.

Dans les cantons de Beaufort et d'Ugine quelques jeunes gens suivant la voie tracée depuis de longues années par des compatriotes, se dirigent, les premiers sur Lyon pour embrasser la profession de garçons de café ou d'hôtel, et les seconds sur Paris où ils servent comme commis ou hommes de peine dans diverses branches de commerce, mais principalement dans la librairie.

On évalue à mille cinq cents le nombre des individus du canton d'Ugine qui se sont jusqu'ici (depuis l'annexion) expatriés dans les conditions que je viens d'indiquer. Le nombre des émigrants du canton de Beaufort est beaucoup moins considérable.

Dans la partie de la Savoie qu'on appelle les Bauges et qui comprend une vallée riche et fertile qui renferme une population d'environ dix mille âmes, les habitants se dirigent sur le midi de la France, où ils exercent de préférence le métier de hongreur, ou de domestique et de garçon de peine.

En Chautagne, petit pays qui s'étend depuis Caloz jusqu'à Seyssel suivant une longue vallée arrosée par le Rhône, et qui compte 3,000 habitants à peu près, il n'y a d'autre émigration que celle de quelques jeunes gens qui se placent comme domestiques dans les villes environnantes.

En remontant le Rhône dans le canton de Seyssel, sur une population de 7,700 âmes, on trouve les traces d'une émigration *volontaire* de quelques enfants qui vont à Lyon pour y travailler la soie.

Le nombre peut en être évalué de 5 à 6 par an pour les garçons et de 7 à 8 pour les filles.

Une quantité à peu près égale de jeunes gens des deux sexes quitte de même le pays pour se mettre en service comme domestiques.

Si maintenant, on redescend le Rhône et qu'on pénètre dans la partie de l'arrondissement de Chambéry qui comprend les cantons de Pont de Beauvoisin, Ruffieux, St-Genix et Yenne, on trouve également un mouvement plus marqué d'émigration pour les ateliers de Lyon.

Dans certaines communes du canton d'Yenne, et dans celles du canton de St-Genix, les enfants des deux sexes vont à Lyon pour y travailler la soie; les garçons se font canuts et les filles ouvrières ovalistes.

Le nombre peut s'élever annuellement et pour chaque sexe de 50 à 60 enfants.

Dans les autres communes du canton, les enfants émigrants sont au nombre de 115 à 130 qui se font généralement domestiques et se dirigent de préférence du côté de Lyon et de Marseille.

Il convient de remarquer que, sauf de rares exceptions, ces enfants ne quittent leurs parents qu'après avoir fait leur première communion.

L'émigration est toujours *individuelle et libre*; mais il est généralement admis que les parents ou tuteurs ne laissent partir leurs enfants que dans l'espoir de les voir revenir au pays avec des économies qu'ils utilisent pour l'achat de quelques terres.

Il arrive quelquefois qu'ils se fixent où ils sont et qu'ils s'y établissent. Quelques-uns aussi après avoir réalisé un peu d'argent émigrent en Amérique.

Dans les 11 communes du canton de Pont de Beauvoisin, on voit partir tous les ans de 45 à 60 enfants dont 40 à peu près se dirigent sur Lyon où ils sont principalement employés aux manipulations de la soie. Les autres vont à Paris, à Grenoble, et ceux de Lepin en particulier en Amérique.

J'ai su d'une source très-authentique qu'il y a une dizaine d'années l'émigration des jeunes enfants de ce canton pour Lyon était considérable; ce mouvement a cessé devant la mortalité effrayante qui les atteignait. D'un autre côté, l'industrie de la soie a pris dans le pays un développement rapide et retient tous les bras.

Dans le canton des Échelles, sur 37 enfants qui quittent en moyenne le foyer paternel, 25 à peu près vont à Lyon chaque année. Le reste se dirige sur Grenoble, Chambéry, Orléans, Paris et Voiron.

Les engagements sont tantôt libres, tantôt faits à la suite de conventions verbales; dans deux communes seulement, je trouve l'usage de conventions écrites, mais, malgré toutes mes instances, il ne m'a pas été possible d'obtenir un de ces contrats.

Comme dans le canton d'Yenne, ils ne quittent qu'après avoir fait leur première communion.

Dans le reste de l'arrondissement de Chambéry on ne trouve que deux communes fournissant quelques jeunes gens qui vont se placer comme domestiques soit à Marseille soit à Lyon.

Le département de la Haute-Savoie apporte encore un moindre contingent à l'émigration que celui de la Savoie.

Les enfants ne quittent leur famille avant leur complète adolescence qu'à de rares exceptions.

Dans le Haut-Faucigny, au commencement de chaque hiver, quelques individus s'éloignent de leurs montagnes qui sont alors couvertes de neiges et où ils resteraient inoccupés, pour aller demander quelques ressources au travail dans les villes de l'intérieur. Ainsi Mégève et ses environs fournissent des hommes de peine, des domestiques et principalement des cochers de fiacres.

Les montagnes des cantons de Samoëns et de Taninges, envoient des maçons et des tailleurs de pierre. Les uns et les autres au retour de la belle saison rentrent au pays rapportant le fruit de leur travail.

Les arrondissements de Saint-Julien et de Bonneville, n'alimentent en aucune façon cette espèce d'émigration qui tend de plus en plus à se localiser dans les régions de hautes montagnes.

Dans l'arrondissement d'Annecy, l'émigration de la population pour Lyon est limitée à la ville d'Annecy et à quelques communes environnantes. Les adultes et même les enfants sont occupés aux travaux des champs et ils y suffisent à peine; car, ceux qui ne sont point propriétaires, ou qui n'ont que peu de terre, vont travailler pendant plusieurs mois sur le canton de Genève où le prix des journées est plus élevé.

Les filles de la campagne jusqu'à l'âge de 18 ou 20 ans ne sortent de la famille que pour entrer en domesticité; c'est à Genève et principalement à Paris qu'elles se placent.

Depuis l'annexion, il est à remarquer que la culture de la propriété territoriale occupe de préférence la population. L'agriculture fait des progrès sensibles dans le département, et les filles, qui auparavant n'étaient point comprises dans le partage des terres, ayant maintenant la certitude d'avoir une part de la propriété de la famille, s'adonnent volontiers aux travaux agricoles les plus rudes.

C'est dans ces faits qu'il convient, je crois, de chercher la cause de cette abstention de la part des habitants de la Haute-Savoie.

Les enfants assistés des deux départements dont je viens de parler n'offrent également aucune ressource à l'émigration pour les manufactures.

Il résulte de mes informations personnelles, et des rapports faits par les inspecteurs de cette branche du service aux Conseils Généraux, que l'administration se préoccupant avec persévérance du bien-être et de l'avenir des pupilles soumises à sa tutelle, les entoure de tous les soins convenables depuis leur naissance jusqu'à leur majorité. Confiés d'abord à de bonnes nourrices, vaccinés et soignés en cas de maladie, envoyés ensuite aux écoles et au catéchisme et puis placés chez des cultivateurs aisés, où ils se livrent aux travaux des champs, pour faire plus tard de bons valets de ferme, ces orphelins sont élevés comme les autres enfants et on n'a qu'à se louer de la direction qu'on leur donne.

De tout ce qui précède, on peut tirer les conclusions suivantes : c'est que l'émigration des jeunes enfants de la Savoie à destination des ateliers de soies de Lyon est peu considérable puisqu'elle atteint à peine le chiffre annuel de 200; qu'en général elle est volontaire et ne porte que sur des enfants ayant fait leur première communion, c'est-à-dire atteignant communément l'âge de 12 ans; enfin que les tentatives faites pour embaucher de tous jeunes enfants ont eu peu de succès et n'ont point de chance de se renouveler (1).

Il n'est pas inutile d'ajouter que l'industrie lyonnaise tend de plus en plus à se décentraliser, obligée qu'elle est de diminuer ses frais généraux et de rechercher les moyens de fabriquer au plus bas prix possible pour lutter avantageusement avec la concurrence étrangère.

Cette industrie va en progressant en Savoie où la main-d'œuvre est moins élevée, où les nombreux cours d'eau offrent de grandes facilités et une économie notable pour faire marcher les métiers.

Les diverses manufactures ou filatures qui se sont élevées depuis quelque temps recherchent les bonnes ouvrières, et j'aperçois dans ces conditions qui sont favorables au pays, un motif sérieux pour amener sans aucun doute une diminution notable dans l'émigration des enfants.

Cette notice ne serait pas complète si je ne disais un mot de l'émigration qui a lieu pour l'Amérique du Sud et principalement pour Buenos-Ayres.

Dans la Haute-Savoie, le nombre des habitants qui se sont ainsi expatriés s'est élevé en 1867 à 38, en 1868 à 30 et pour les 10 premiers mois de l'année courante à 25. Dans le département de la Savoie, on trouve pour les mêmes périodes les chiffres 124, 189 et 190.

Les chefs de famille qui émigrent partent avec leurs femmes, leurs enfants et quelquefois avec un ou deux domestiques.

Sobres, économes et bons travailleurs, ils reviennent généralement dans leur patrie, rarement pauvres, et le plus grand nombre apportant l'aisance et même la richesse dans beaucoup de cas.

C'est la Maurienne et la Tarentaise qui fournissent le plus d'aliment à cette émigration.

(1) Un semblable travail s'accomplit pour les autres départements qui avoisinent Lyon.

VARIÉTÉS

LES VACANCES DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

Cure d'été à l'usage des petits travailleurs (1).

.... Vous savez que chez nous on passe tous les trois mois l'inspection des enfants de huit à douze ans et plus, qui travaillent dans l'établissement.

Ceux qui ne sont pas robustes ou qui, par une raison ou une autre, paraissent souffrants sont signalés par le docteur, et suivent alors, pendant un certain temps, le *régime alimentaire*, c'est-à-dire un régime spécial, réconfortant, bons potages, viande, etc. Le médecin les suit de près; il vous est facile de pressentir les résultats.

Il y a deux ans, une dame, M^{me} *** (pourquoi ne pas vous la nommer; c'est ma femme) eut l'idée de faire plus.

Elle voyait l'heureux effet des vacances, du changement d'air sur nos propres enfants rentrant hâlés, dispos, de la campagne ou des bains de mer.

Pourquoi ne pas étendre ce bien à d'autres? A ceux surtout qui ne pourraient en aucune façon y aspirer! Les parents consentant, de petits trousseaux sont improvisés; dix enfants chétifs sont expédiés à Schauenbourg, petit bain salin de Bâle-Campagne, dans une situation charmante, sur la montagne. Deux femmes, deux ouvrières, ayant elles-mêmes besoin de repos et de bon air, sont mises à la tête du petit peloton, qui rentre, après trois à quatre semaines, fortifié, rétabli. Dépense, environ 90 francs par tête, voyages, bains, vin, lait chaud de la vache, viande, tout compris.

Cette année, répétition.

Mais la dépense a paru un peu forte. On voudrait trouver à meilleur marché, afin de pouvoir généraliser.

(1) Extrait d'une lettre *intime* adressée au Secrétaire.

Cinq enfants et une ouvrière seulement sont envoyés à Schauenbourg. Cinq autres sont confiés à deux personnes que le médecin de l'hôpital a installées à Wattwiller (12 kilomètres d'ici), dans une maisonnette louée à l'effet de recevoir des enfants malades ou convalescents.

On a son ménage : literie, batterie de cuisine. Les frais doivent être moins élevés. Cela pourra aller pour les enfants de l'hospice, mais quant aux autres l'essai ne réussit pas !

Nos petits *valétudinaires*, oisifs, mal surveillés, deviennent de *vigoureux* polissons, dont on ne fait plus façon. Il faut en faire rentrer trois.

A Schauenbourg, par contre, sous une surveillance raisonnée qui emploie le temps des enfants (lecture, promenades, etc.), la discipline (un instant en péril, l'an passé) se maintient, et la cure, qui n'est pas achevée encore, se poursuit avec succès. Il n'y a, il est vrai en cet endroit, que de petites filles.

Voilà, en deux mots, le récit d'un petit essai qui se continuera et dont je vous reparlerai plus tard, quand l'organisation la meilleure aura été trouvée et pourra être recommandée à des imitatrices.

LES VEILLEURS AU PATRONAGE

Dans ces dernières semaines, quelques jeunes gens d'un patronage étaient tombés malades. Grand nombre de leurs amis allèrent les visiter, leur parler du patronage, de l'atelier, dire deux mots de résignation, leur souhaiter la santé et les forces.

L'un d'eux, proposa le projet suivant dont une de ces visites lui avait donné la première idée et que son bon cœur avait achevé de former. « Ces enfants malades, dit-il, ont besoin d'être » veillés. Les parents, incapables de payer une garde-malade, » sont obligés, après une journée de travail, de s'asseoir eux- » mêmes au chevet de leur enfant et de se refuser ces heures » de repos qui leur seraient si utiles et si nécessaires. C'est » sans regret, c'est même avec joie qu'ils sacrifieraient leurs » nuits à une santé si chère. Mais, la journée du lendemain » sera plus pénible que la veille : les forces s'épuisent bien » vite. Et s'ils sont obligés de suspendre leur travail, peut-être » de perdre leur place à l'atelier, voilà les dettes, voilà la misère.

» J'ai une idée. — Si nous nous réunissions en petite association, nous irions deux par deux passer une nuit auprès du malade. Nous n'éprouverions pas une trop grande fatigue et nous aurions accompli une bonne action. »

LA FÊTE DES ROIS DANS UN PATRONAGE (1).

..... Le tableau de nos fêtes est, pour ainsi dire, le tableau de notre œuvre; permettez-moi d'exhumer d'un passé de quelques mois le récit d'une fête du patronage.

C'était quelques jours après le renouvellement de l'année. Un soir, notre grande salle de réunion, brillamment éclairée, réunissait un auditoire nombreux d'apprentis et de jeunes gens. L'estrade aussi avait été splendidement décorée : des tentures de pourpre et de soie, telles que le garde-meuble du Patronage, seul, peut les fournir, dissimulaient la modestie habituelle du local. Un trône d'or, enrichi de pierreries, s'élevait au fond; autour du trône était rangée une foule considérable de ministres, d'ambassadeurs, de chambellans, de hauts dignitaires de tous rangs et de tous grades, tous plus costumés, plus chamarrés, plus décorés les uns que les autres. Enfin sur le trône un roi était assis; un roi dont la main brandissait le sceptre, et dont le front était ceint d'une couronne! — Néanmoins, malgré la pompe et la majesté de cet appareil, malgré les grands sabres de ses gardes, l'aspect du roi n'avait rien de bien terrible, et était loin d'inspirer cette espèce de frayeur salutaire que l'on ressent d'habitude à l'approche de certains grands personnages, tels que les gardes champêtres ou les frères d'armes de Pandore. Ses fidèles sujets, groupés dans la salle, éprouvaient pour lui je ne sais quels sentiments de respect, de sympathique tendresse, qui se traduisaient par des acclamations enthousiastes. C'est qu'ils sentaient, ces enfants en qui nous nous efforçons de développer le sentiment de la vraie dignité, que la couronne qui ornait le front de leur nouveau roi était le symbole d'une triple majesté : la majesté de l'enfance, la majesté de l'innocence, et la majesté de l'indigence! En effet, ce roi si fêté, si choyé, si acclamé, était un petit enfant choisi

(1) Extrait du rapport de M. Gresser, directeur du patronage.

par nos jeunes gens dans une des familles pauvres visitées par leur conférence de charité, afin de représenter en ce jour le roi des cieux incarné dans l'étable de Bethléem, et de recevoir à sa place leurs hommages et leurs présents. Car l'Évangile nous rapporte que les mages, venus de l'extrême Orient, déposèrent au pied de la crèche où reposait l'Enfant de l'ouvrière Marie, des présents dignes d'eux et digne de celui à qui ils les offraient : c'était de l'or, de l'encens, de la myrrhe. — Nos jeunes gens sont les nourrissons du travail, ils n'avaient pas d'or à offrir; pour l'encens, nous leur avons enseigné à l'offrir à Dieu seul, au pied des autels, et hors de là à personne ! Quant à la myrrhe, c'est une plante totalement inconnue dans notre jardin.

A défaut donc de ces choses précieuses, nos jeunes gens avaient préparé, pour le roi de leur choix, tout un assortiment de cadeaux plus en rapport avec leurs moyens, et plus appropriés à la condition de celui à qui ils les destinaient; ils consistaient : en une paire de culottes, une petite veste, une paire de bottines et un petit chapeau ! J'eusse désiré que vous eussiez vu la figure du petit ange rayonner ! Songez ! il avait deux ans, et c'était sa première culotte !

Une distribution générale et gratuite de bonshommes en sucre, par l'ordre du prince, termina la séance.

DERNIÈRES NOUVELLES. — *La question du travail des enfants est mise à l'ordre du jour par S. M. L'EMPEREUR (discours du 29 novembre).* — *La première séance de la Société des Dames tutrices a eu lieu à Lyon le 8 décembre, sous la présidence de Madame CHEVREAU (Mademoiselle MASSON, secrétaire).* — *Nos collègues, M. GILLOU, fabricant de papiers peints et M. MOURCEAU, fabricant de reps, ont ouvert des écoles spéciales pour les enfants de leurs manufactures.* — *Notre collègue, M. NAJEAN, passementier, a ouvert son internat manufacturier à Saint-Denis.* — *M. le Président de la Chambre syndicale de la Verrerie et de la Céramique annonce que ces industries réunies vont avoir leur Société paternelle.* — *Envoi par la Société, au nom de divers donateurs, de 25 arbres de Noël (les noms des donateurs seront indiqués dans le prochain bulletin).*

8^e LISTE

DES

MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

MM.

Alamagny, F. de lacets à St-Chamond
Armengaud (Félix), de Mazamet.
Babin (M^{re}).
Batier, fabricant de conserves.
Baudrit, entrepr. de serrurerie.
Faulieu, avocat à la Cour.
Beluze, du Cercle catholique.
Bernard, manufacturier.
Blatin (M^{re} veuve Henry).
Blondeau (Paul), pharmacien.
Bonald (S. Em. le cardinal de).
Bonhomme (M. l'abbé).
Bosredon (de), Conseiller d'Etat.
Bourdon, mécanicien.
Boudou (A), manufact., à Mazamet
Bucquet, proprié^{re}, artiste peintre
Büsengens, de Crefeld (Prusse).
Callebaut, constr. de mach. à coudre
Callou, de Vichy.
Candelot, père.
Cartier-Bresson (Louis).
Chapelain, fac^{re} d'orgues aux Andely.
Combettes, attaché au M^{re} de la Gr^e
Coulon, greffier-chef C. impériale.
Couturier, négociant
Cretté, imprimeur, à Versailles.
David (Jules), chimiste.
Davilliers (Alfred), manufacturier.
Decaux (Paul).
Delage, manufacturier.
Delignac, agriculteur.
Destors, propriétaire.
Douniol (Charles), éditeur.
Dubonnet, commerçant.

MM.

Dufourmantelle, bibl. des appren.
Dumoustier, Dir. comm. Intérieur
École libre des R. P. Jésuites
Escaille (de l^e) et **Montholon**.
Favart (M^{lle}), de la Com. Franç.
Fay (de), agent de change.
Fleutiaux, médecin de la Tutelle.
Fournier, négociant.
Frémy, fab. d'appareils élect. à Lyon
Gau, fil. du Pont de Lurn (Mazamet).
Gaillard, (M. le président), à Beauvais
Gannal (le docteur).
Gendre (Claude), de Lyon.
Gros (J.-G.), manuf., à Mulhouse.
Guinet, manufacturier, à Lyon.
Gundelach, de Manheim.
Hayen (madame).
Hersent (le docteur).
Hertematre, architecte.
Herzog, manufacturier au Logelbach
Hiéland (mademoiselle).
Houget, de Verviers (Belgique).
Jacqz, négociant.
Jubainville (L. d'Arbois de) à Angers
Julia, propriétaire.
Kemp et Dyson, de Mill Lane.
Komar (comte de).
Le Crosnier (Ch.), f. de toiles cirées
Lefèvre-Chabert, chimiste.
Legavre, manufacturier.
Léon, anc. pr. de la Société philom. de Bordeaux.
Le Roy (Paul), capit^e aux lanciers.
Letourneur, d^r du Crédit Lyonnais
Levasseur, professeur de dessin.

MM.

Lyon-Alemand, manufact., nég.
Mallet (de St-Quent.), à Colombes.
Martougen, f^e de machines à coudre
Masquelier (fils), Havre.
Monnier (M. l'abbé), de St-Etienne
Morel, au vert galant St Denis.
Motte (Alfred), teinturier, à Roubaix
Najean, manufacturier.
Parfonry, marbrier,
Paulmier, député.
Payen (mademoiselle).
Penon (Henry), tapissier.
Perié, de Mazamet.
Poyard, négociant.
Rabeau, propriétaire.
Ramade, avocat, à Mazamet.
R....
Regneau (Paul), de Beaune.
Regneau, Castel-Dijon.
Richard (J.), propriétaire.
Rieder (Aimé), manufacturier,
Robert-Houdin, horloger.
Robin (Mme veuve), manufac.
Robiquet (Paul).

MM.

Rosenfeld (Jules), chef d'institut.
Rossignol (F), p^r de la soc. du trav.
Rossy (A.), député au P^r italien.
Rousseil (G), const-méc., à Mazamet
Rudelle, substitut, à Rambouillet.
Sales-Girons (le docteur).
Schaeffer (G.); de Dornach.
Schlumberger (A), de Guebwiller
Schoenauer (Daniel), négociant.
Siegfried (Jules), de Mulhouse.
Soulier, banquier, à Lyon.
Tachard (A) de Niedersmorschwillers
Tiphaine, bijoutier.
Tirant (Gilbert), négociant.
Tresca, négociant.
Turner (Archibald), de Westleigt.
Union (F), C^{ie} d'assurances sur la vie
Valazé (le général), Rouen.
Vaudeau (Benjamin), m^r à Londres.
Vignat (C.), à Bourg-Argental.
Vintry (J), de la chamb. de C. de Lyon
Wheeler (T), manuf., à Londres.
Wolff (madame).
Zuber (Ivan), à Rixheim.

Total général 1950

7^e LISTE

DES

MEMBRES PERPÉTUELS

MM.

Alamagny, à Saint-Chamond.
Beau (A), de la Comm des Log. insal.
Boutarel, manufacturier.
Cartier-Bresson (Louis).
Houget, de Verviers (Belgique).

MM.

Jacqz (G), négociant.
Mallet, (de Saint-Quentin).
Masquelier fils, Havre.
Najean, manufacturier.
Vintry (Joannès), de Lyon,

S. Exc. le ministre de l'instruction publique, 5 souscriptions.
S. Exc. le ministre de l'agriculture et du commerce, 2 souscript.
La Compagnie Générale d'assurances maritimes (1), 2 souscrip.

Total général 174

(1) Un don de 500 francs à savoir : 2 souscriptions, 200 francs aux lits d'apprentis et 100 francs aux bibliothèques.

LECTURES ET COMMUNICATIONS

DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

ENQUÊTE SUR L'EMPLOI DES ENFANTS

DANS LES TRAVAUX AGRICOLES EN ANGLETERRE

Par M. E. P. BÉRARD, *trésorier-adjoint de la Société.*

Les lecteurs du Bulletin connaissent déjà par le remarquable rapport de notre collègue, M. Striber, la situation des enfants employés dans les manufactures de la Grande-Bretagne.

Le vif mouvement d'opinion qui a eu pour conséquence la promulgation des *factory acts* et la réglementation minutieuse du sort des jeunes ouvriers, s'est étendu jusqu'aux populations des campagnes, qui ont, à leur tour, appelé la sollicitude du Parlement sur l'état des enfants occupés aux travaux agricoles.

Le gouvernement a chargé plusieurs commissions de parcourir les districts ruraux du royaume pour étudier cette nouvelle question. Les rapports publiés jusqu'à ce jour forment déjà une volumineuse enquête qui met en évidence quelques faits très-importants. Nous avons pensé qu'ils méritaient de prendre place dans le Bulletin.

Bien que la Société se propose surtout pour but la protection des enfants livrés aux travaux industriels, rien ne limite sa sphère d'action. Tous les sujets qui touchent au bien-être et à l'avenir des jeunes populations ont droit à son intérêt.

Au surplus, il semble que les divers points traités par l'enquête anglaise doivent être bientôt discutés en France, où l'état de l'instruction dans les campagnes préoccupe l'opinion publique et commence à fixer l'attention des législateurs. Il est dans le rôle de notre Société de marcher la première dans cette voie.

Depuis une quarantaine d'années, on voit fonctionner en Angleterre une institution qui, sous le nom de *agricultural gangs*, ou bandes agricoles, exécute presque tous les travaux de culture dans les districts où la population est clair-semée et insuffisante. Une bande agricole est dirigée par un *gang master*, sorte d'entrepreneur qui enrôle, dans les villes et dans les bourgs, un certain nombre de travailleurs, moyennant un salaire fixe ; qui traite, d'un autre côté, avec le propriétaire et s'engage à exécuter, pour un prix convenu, un ouvrage déterminé. Il conduit le matin les ouvriers sur le champ à exploiter, et les ramène le soir dans le bourg qui leur sert de résidence.

Les bandes agricoles ont rendu dans la Grande-Bretagne de très-grands services à l'agriculture. Elles ont permis, dans les comtés de Lincoln, Cambridge, Norfolk, Suffolk, Nottingham, où la disette de bras était grande, de perfectionner les procédés de culture, d'entreprendre des défrichements considérables ; elles tendent à répartir avec plus d'équilibre le nombre des ouvriers, les chefs de bande choisissant toujours, pour exercer leur industrie, les points où la population est rare ; enfin elles substituent le travail à la tâche au travail à la journée, si souvent onéreux pour le propriétaire, et remplacent la responsabilité illusoire de différents ouvriers plus ou moins négligents par celle d'un chef de bande, lié par les termes explicites d'un marché à forfait.

Cependant les réclamations des magistrats, des membres du clergé, des propriétaires eux-mêmes signalaient depuis longtemps à l'attention publique les conséquences déplorables de l'institution des bandes agricoles sur la moralisation, la santé et l'éducation des jeunes ouvriers.

A la suite d'une adresse à la Chambre des Lords, une commission fut chargée en mai 1863 d'étudier les *agricultural gangs* et de s'occuper spécialement de la situation qui était faite aux femmes et aux enfants.

Nous choisissons parmi les résultats de cette longue et intéressante enquête ceux qui touchent de plus près au but que se propose notre Société.

Le nombre de travailleurs enrôlés dans chaque bande varie de 12 à 100 ; un sixième seulement est composé de femmes

adultes; deux sixièmes sont formés de jeunes gens et de jeunes filles de 13 à 18 ans. La moitié de la bande est recrutée parmi des enfants de 7 à 13 ans que leurs familles livrent au *gang master* pour le profit d'un misérable salaire. L'enquête nous montre dans le chef de bande un homme grossier, intempérant, avide. Bien loin de moraliser les jeunes ouvriers, il les entraîne souvent au vice. Les enfants sont soumis à des fatigues excessives; ils doivent faire quelquefois 3 ou 6 milles à pied pour se rendre à leur travail. Leur moralité souffre beaucoup du contact incessant avec leurs aînés des deux sexes, jeunes gens de 15 à 18 ans chez lesquels une fâcheuse promiscuité développe des passions précoces. Enfin, leur instruction est très-incomplète, le plus souvent nulle.

Une institution comme celle des bandes agricoles se prête facilement à la réglementation adoptée pour les manufactures de l'Angleterre. Il s'agit, en effet, d'un véritable atelier mobile, dont le chef est responsable, et qu'une loi peut atteindre. Aussi l'immense majorité des déposants de l'enquête la sollicitent du Parlement.

Le chef de bande devra être soumis à de nombreuses formalités justifiant de ses bonnes mœurs. Il ne pourra exercer son industrie que moyennant une licence délivrée par les magistrats du comté. Il s'engagera à ne pas prendre d'enfants au-dessous d'un âge déterminé. La fixation de cet âge a donné lieu à de nombreuses discussions; et l'on retrouve là cette difficulté qui apparaît dans toutes les enquêtes sur le travail des enfants et qui ressort des débats qui ont eu lieu dans notre société sur cette question. Les uns exigent le *minimum* de treize ou quatorze ans; les autres se contentent de 10 ans. Enfin la durée du travail ne devra pas dépasser de 8 à 12 heures suivant l'âge des jeunes ouvriers.

L'intérêt qui s'attache à l'étude des bandes agricoles est amoindri aux yeux du lecteur français, par ce fait, que cette institution propre à la Grande-Bretagne ne s'est pas encore montrée en France. Quelques publicistes pourtant la croient appelée à un grand avenir dans une époque où l'émigration vers les villes cause dans les campagnes tant de malaise général. Cette question devrait avoir une place dans le sujet que nous traitons; elle a servi de point de départ aux nouvelles enquêtes dont nous allons maintenant rendre compte.

II

Le 18 mai 1867, le gouvernement a institué une Commission chargée de faire une enquête sur l'emploi des enfants et des femmes en agriculture; de rechercher jusqu'à quel point et avec quelles restrictions la loi sur les manufactures pouvait être appliquée aux jeunes populations rurales; enfin de déterminer avec précision l'état de l'instruction publique dans les campagnes, et les améliorations qu'on pourrait y apporter.

Les huit commissaires nommés (1) se sont réunis pour discuter à l'avance le plan de leurs études. Voici les questions qu'ils se sont proposé de résoudre :

1^o Le travail des enfants en agriculture est-il aussi excessif que celui que l'on exigeait d'eux autrefois dans les usines du royaume? Justifie-t-il une législation spéciale, réglant les heures de travail et de repos?

2^o L'emploi des femmes a-t-il une conséquence fâcheuse pour leur moralité et l'accomplissement de leurs devoirs domestiques?

3^o Est-il possible d'accorder les besoins du travail et les ressources pécuniaires du laboureur avec certaines restrictions dans l'emploi des femmes et des enfants?

4^o Est-il nécessaire de fixer une limite d'âge à partir de laquelle l'enfant pourra commencer le travail de la ferme? Quel sera cet âge?

5^o Est-il nécessaire d'exiger des enfants une plus grande assiduité à l'école?

(1) La Commission était ainsi composée :

Commissaires :

MM. Tremenhœere,
Tufnell.

Commissaires-adjoints :

MM. James Fraser,
Edwin Berkeley Portman,
Edward Stanhope,
Joseph Henley,
Charles James Boyle.

Les deux derniers Commissaires ont été remplacés en 1868 par :

MM. Frederic Henry Norman,
George Culley,
Frederic Boyle.

Ces bases une fois posées, les commissaires se sont partagé les districts ruraux du royaume ; arrivés au centre de leurs études, ils ont rempli leur mission avec cette conscience, cette vigueur qui distinguent le caractère anglais et qui apparaissent dans toutes leurs enquêtes.

Leurs moyens d'information ont consisté en circulaires et questionnaires adressés aux employés, aux magistrats, aux membres du clergé et aux propriétaires ; en *meetings* très-nombreux réunis soit par l'initiative du commissaire, soit par celle de nombreuses sociétés et associations philanthropiques. Les procès-verbaux de ces réunions sont annexés à l'enquête.

L'un des commissaires, M. Stanhope, a assisté à 63 *meetings*, a reçu plus de 300 dépositions individuelles ou collectives, a visité 200 paroisses.

Le premier rapport de la Commission a été publié en octobre 1868. Il rend compte des résultats de l'enquête dans les comtés de l'Est, dans une portion de ceux du Nord, du Centre et du Sud.

Qu'il nous soit permis de regretter, avant de rendre compte dans un court résumé de ce long et important travail, que l'ordre méthodique et la clarté soient des qualités plus rares en Angleterre que le goût des informations laborieuses et l'étude scrupuleuse des faits. Le lecteur français se laisse aller parfois à une certaine impatience lorsqu'il est obligé de rechercher dans ce volumineux dossier les faits principaux qu'il met en évidence et l'enseignement qu'on peut en retirer. Il compare, non sans une certaine satisfaction pour son amour-propre national, cette sèche analyse à l'un de ces rapports pleins de lumière qui terminent toutes nos enquêtes, où les résultats recueillis sont groupés avec tant d'art, les conclusions si nettement définies. Mais la conscience et l'honnêteté font, en définitive, le mérite principal de semblables recherches, et l'on pardonne bientôt aux Anglais le peu de cas qu'ils font de la forme, dans les études d'intérêt pratique.

III

L'âge à partir duquel les enfants des paysans anglais commencent à travailler dans les divers départements de la ferme est très-variable.

On peut dire d'une manière générale qu'il est rare de voir des enfants employés d'une manière continue avant l'âge de 10 ans. Les comtés de Cambridge, d'York, de Northampton font exception à cette règle; des enfants de 7 à 9 ans sont très-souvent requis pour des travaux suivis. Dans le comté de Cambridge on voit même des enfants de 6 ans travailler dans la campagne.

Dans presque tous les comtés, l'enfant devient à l'âge de 10 ou 12 ans l'aide assidu de son père : dans certains districts où la terre est dure à travailler, on attend l'âge de 13 ans, avant d'initier le jeune ouvrier à son pénible labeur.

Il est naturel de penser que les pays où les laboureurs font le plus grand abus des forces naissantes des enfants, sont aussi ceux où leur salaire est le moins élevé. Cette cause du mal n'a pas échappé à la sagacité des auteurs de l'enquête et ils ont fait les plus grands efforts pour la déterminer avec précision. Dans tous les comtés où les salaires sont au-dessous de 14 ou 15 schillings par semaine, on fait un usage prématuré du travail des enfants (1).

A côté de cette raison importante tirée de l'intérêt matériel et qui rend indispensable au père de famille l'appoint des gages ou du travail de ses enfants, viennent se ranger une foule de circonstances toutes locales qui nécessitent l'emploi continu ou temporaire de jeunes ouvriers.

Dans certaines parties du comté de Durham, les fermes sont

(1) Nous résumons, dans un tableau, le résultat des observations des commissaires sur ce point.

COMTÉS DE :	EMPLOI DES ENFANTS.	TAUX moyen des gages d'un laboureur
		par semaine :
Northumberland et Durham.	Rare avant 10 ou 12 ans	15 à 18 schill.
Bedfort, Buchingam.	id.	14 à 16 schill.
Norfolk, Suffolk, Essex, Sussex, Gloucester.	Rare de 7 à 10 ans, continu de 10 à 12.	13 à 14 schill.
York.	Toujours de 8 à 9 ans.	14 schillings.
Lincoln, Leicester.	Fréquent de 7 à 11 ans.	11 à 13 schill.
Northampton.	Toujours avant 10 ans.	11 à 14 schill.
Cambridge.	Toujours de 8 à 9 ans, quelquefois à 6 ans.	10 schellings. (10 d. par jour, pour une femme et 6 d. pour un enfant.)

de peu d'étendue et cultivées par une seule famille ; les enfants y sont employés à des travaux peu fatigants. Dans le Lincoln, de grands espaces ont été récemment livrés à la culture et tous les bras ont été mis en réquisition ; ailleurs le terrain est marécageux et les enfants doivent arracher les mauvaises herbes qui se développent avec rapidité. Dans le Nottingham, la terre est compacte et dure à travailler et l'enfant conduit les chevaux attelés à la charrue que son père dirige et enfonce avec effort.

Dans d'autres districts, les femmes refusent depuis quelques années de se livrer aux travaux agricoles ; on les remplace par des enfants.

Nous bornerons là cette énumération des causes très-diverses et très-variées qui rendent utile ou nécessaire l'emploi de jeunes ouvriers dans l'agriculture ; ces causes sont précisées, dans l'enquête, avec un soin minutieux et une conscience toute britannique. Les commissaires s'accordent à en reconnaître l'importance. Comment, en effet, pourrait-on fixer avec justice, dans une loi, l'âge à partir duquel les enfants pourront se livrer à leur apprentissage sans tenir compte des nécessités de la culture, des exigences du sol et du climat, de la rémunération apportée par le travail ? On ne peut forcer la nature à se plier à une règle absolue. Une certaine latitude devra donc être laissée à l'initiative du père de famille. Ce premier point méritait d'être établi sur des témoignages d'une rigoureuse exactitude.

Un second fait est mis en évidence par l'enquête. Il est fort rare que les intérêts de la culture ou de la famille exigent de la part de l'enfant un travail continu. Dans la plupart des comtés on pourrait exiger qu'une portion de l'année seulement soit consacrée à la ferme, l'autre étant réservée aux exercices de l'école. Cette pratique du *demi-temps*, qui a déjà concilié dans les manufactures les intérêts de la morale et de l'éducation avec ceux des familles pauvres, paraît appelée à rendre le même service dans les campagnes. Dans beaucoup de districts ruraux de l'Angleterre, les enfants ne travaillent qu'une partie de l'année. Mais ici encore les besoins très-variés et très-complexes de l'agriculture excluent la précision vers laquelle incline presque toujours le législateur. Nous nous contenterons de citer une seule preuve de cette assertion, parmi toutes celles que l'enquête nous fournit. Dans le nord-est du comté de Lincoln, les enfants sont employés du mois de juillet au mois de novembre, pour le

sarclage ou l'élagage; dans le sud de ce même comté, ils le sont en hiver à cause de la culture du navet.

Telle est la situation qui est faite aux enfants dans les districts ruraux de la Grande-Bretagne. L'enquête fait connaître avec la même certitude les conséquences d'un semblable état de choses.

IV

Nous ne trouvons pas, dans les rapports des commissaires anglais, les tristes et affligeants tableaux que les enquêtes sur le travail des manufactures nous ont tracés de la situation physique et morale des jeunes ouvriers.

La vie des champs est favorable au développement des nobles instincts de l'âme, comme à celui des forces physiques; l'enfant reste sous l'influence bienfaisante du foyer domestique; en outre, son père est presque toujours son patron; il le soumet bien rarement à des travaux au-dessus de ses forces.

Mais si l'apprentissage prématuré de la vie agricole laisse intactes les facultés physiques et morales de l'enfant, on doit reconnaître que son intelligence et son instruction ont beaucoup à souffrir des exigences de sa situation. Tous les témoignages recueillis sont unanimes pour reconnaître l'état d'ignorance dans lequel sont plongées les jeunes populations des campagnes. Les enfants quittent l'école avant d'avoir appris les notions les plus indispensables de lecture, d'écriture et d'arithmétique. Cependant, les commissaires de l'enquête constatent que les paysans ne méritent pas le reproche qui leur est si souvent adressé et que presque tous sont désireux de donner à leur jeune famille l'éducation la plus indispensable. Il n'y a donc pas de préjugés à vaincre; un ensemble de conditions fâcheuses cause tout le mal.

C'est surtout dans les comtés où les salaires sont peu élevés que les enfants reçoivent l'éducation la plus incomplète, et cependant cette règle n'est pas d'une vérité absolue, parce que, dans les districts pauvres, les membres du clergé, les personnes charitables, les associations philanthropiques combattent souvent avec succès les progrès de l'ignorance.

« Que les gages soient faibles ou élevés, dit M. Portman, et malgré les nombreuses écoles, l'état de l'éducation est très-peu satisfaisant. Dans beaucoup de paroisses il est rare que les

couples puissent signer le registre des mariages. L'enfant quitte l'école à 9 ans; il est employé dès qu'il peut gagner son pain; il arrive souvent qu'à partir de huit ans, l'école du dimanche est son unique moyen d'instruction. Cependant, parents et enfants font tout ce qu'ils peuvent. J'ai vu ces derniers se rendre à leur classe, distante de 2 à 3 milles, au cœur de l'hiver et par une mauvaise route de montagne couverte de neige.»

« Dans les comtés de Lincoln, de Nottingham, de Leicester, dit à son tour M. Stanhope, le mal a pris des proportions lamentables. Sur 180 enfants, 42 ne savent ni lire ni écrire, 36 savent lire, 60 écrivent et lisent passablement, 42 ont une éducation suffisante. »

Un paysan, un anglais de la bonne race, lui disait : J'ai dix enfants *seulement*; sur ce nombre, 4 ne savent ni lire ni écrire, et cependant ils ont suivi l'école. Mais ils l'ont quittée à 9 ans et ils ont tout oublié.

Les témoignages des instituteurs sont d'une uniformité désespérante. Des enfants abandonnent leurs écoles à un âge où leur instruction est insuffisante. Dans le Yorkshire cette désertion enlève à leurs études 74 élèves sur 100. Quelques enfants parviennent à compléter leurs connaissances, à partir de l'âge de 9 ou 10 ans, en venant assister aux classes une partie de l'année. Dans les seuls comtés de Durham et de Northumberland, où les salaires sont élevés et l'aisance généralement répandue, l'état de l'instruction publique est satisfaisant.

V

Nous connaissons maintenant le résultat définitif de l'enquête; elle nous fait toucher du doigt le point précis où se trouve le nœud de la question. On peut définir le problème à résoudre de la manière suivante : l'étude des faits démontre que l'emploi prématuré des enfants dans les travaux agricoles n'affecte que le soin de leur instruction; par conséquent une loi sur le travail des enfants en agriculture doit tourner ses efforts vers la sauvegarde de ce seul intérêt.

Mis en face de cette conséquence de leurs longues études, les commissaires se montrent pleins de réserve. Ils constatent cependant, à la presque unanimité, qu'un grand nombre des personnes entendues dans l'enquête réclament l'intervention de la

loi pour fixer l'âge à partir duquel l'enfant pourra quitter l'école, mais ils ne manquent pas de nous faire connaître les témoignages opposés.

Notre devoir est d'imiter leur circonspection et de nous départir de la méthode synthétique, que nous avons adoptée dans cette étude, pour citer leurs propres paroles.

Selon M. Fraser, la loi pourrait exiger une assistance régulière à l'école jusqu'à l'âge de 10 ou 12 ans, et à partir de cet âge, une assistance temporaire pendant les moments de chômage. Mais le même commissaire reconnaît que la pauvreté des parents constitue une *formidable* difficulté.

Il constate les bons effets obtenus depuis 30 ans *par le régime de la liberté*, grâce aux efforts du clergé et de la portion riche et éclairée de la nation, qui pense « *que la dégradation d'une classe est un danger et un reproche pour toutes.* »

Les maîtres d'école du Northumberland, nous dit M. Henley, sont d'avis de fixer à 12 ans la limite d'âge. On pourrait ensuite exiger une assistance de 150 jours par an. — Mais il ajoute que de semblables restrictions ne doivent être établies qu'avec beaucoup de prudence et de circonspection.

M. Stanhope pense que toute législation qui aurait pour conséquence d'éloigner complètement l'enfant des travaux agricoles serait une lourde charge pour les familles pauvres. Dans les pays où les enfants sont le plus employés, on pourrait exiger dans l'intervalle de 8 à 10 ans l'assistance à l'école pendant 100 jours de l'année.

Mais cette réglementation aurait pour effet d'éloigner des soins domestiques beaucoup de femmes et de jeunes filles.

Quelques commissaires ont cherché à représenter par un chiffre les charges imposées aux parents par une loi analogue à celle des manufactures.

M. Culley déclare que le père de famille, dans le comté de Bedford, ne pourrait supporter la perte des gages de son enfant. Cette perte serait, d'après ses calculs, de 1 shelling par semaine. Il faudrait que la charité privée vint au secours du paysan, et il ajoute : « Quelque grand que soit le bénéfice retiré par le laboureur et l'ensemble de la société, par l'exigence d'une éducation élémentaire suffisante, il est de la plus grande importance d'éviter une pression qui tendrait à diminuer le sentiment de l'indépendance dans les classes agricoles. »

Selon M. Portman, l'impôt prélevé sur les familles serait de 15 à 20 shellings par an, dans le cas où leurs enfants ne pourraient travailler qu'à partir de 10 ans. Cette dépense ne lui paraît pas de nature à bouleverser la situation économique du paysan. Il croit que la disposition légale qu'il propose aurait pour effet d'élever le taux des salaires et par conséquent d'améliorer la situation des ouvriers agricoles. Mais il reconnaît que si cette conséquence ne se réalisait pas, elle serait remplacée par une diminution dans la population et une émigration plus active. Il ajoute enfin que, sur 10 paroisses, la loi ainsi formulée atteindrait 100 enfants.

Enfin, M. Portman admet que la limite d'âge pourrait être fixée à 13 ou 14 ans, mais que les termes de la loi devront être élastiques; il croit praticable l'exigence d'un certificat d'études, mais il reconnaît que dans tous les *meetings* on lui a déclaré qu'une loi semblable serait d'une application difficile.

Que décider en présence des obstacles qui s'élèvent de tous côtés contre les restrictions d'une loi qui forcerait le père de famille à se priver pour un temps déterminé de l'aide de ses enfants? Que conclure d'une semblable diversité d'opinions sur la fixation de la limite d'âge?

Notre devoir est d'attendre la fin de l'enquête, et d'éviter de prendre un parti; mais nous devons cependant faire connaître le seul résultat pratique auquel les commissaires soient arrivés.

« Il ressort, disent-ils, des études auxquelles nous nous sommes livrés, que le travail d'un grand nombre de laboureurs leur rapporte si peu qu'ils sont pressés de se faire aider de leurs enfants dès que leur âge le permet. Il est donc évident qu'il faut sérieusement s'occuper des moyens qui peuvent améliorer le sort du laboureur. »

Pour arriver à ce résultat, les commissaires recherchent dans les lois anglaises les dispositions qui permettent de favoriser l'adjonction à chaque cottage d'une pièce de terre que le paysan cultiverait et dont il recueillerait le profit. Ce système fonctionne déjà en Angleterre et il a été à plusieurs reprises l'objet de la sollicitude du Parlement.

Nous ne nous engageons pas dans cette étude qui ne peut avoir d'application en France. Nous nous contenterons de faire remarquer que l'effet régulier de nos lois est de développer le

nombre des petits propriétaires et, par conséquent, de réaliser le rêve des commissaires anglais.

S'il est vrai que la solution de la question réside dans l'amélioration du bien-être des populations rurales par l'accroissement de leurs ressources, la France n'a rien à envier aux autres pays, puisque la propriété de la terre tend, peu à peu, à tomber entre les mains du paysan, et que le taux des salaires va s'élevant sans cesse, par suite de la disette de bras.

Les commissaires anglais annoncent, en terminant, un prochain rapport, où seront consignées les observations qu'ils auront recueillies dans les comtés qu'ils n'ont pas encore visités. Ils doivent aussi s'entendre pour formuler des conclusions nettes et pratiques, et déterminer avec précision quelles sont les dispositions de la loi sur les manufactures qui peuvent s'appliquer aux travaux de l'agriculture. Nous allons rendre compte de ce nouveau travail.

SECOND RAPPORT ET CONCLUSIONS DES COMMISSAIRES.

VI

Le second rapport de la commission nommée par le Parlement anglais, a été publié à la fin du mois d'octobre 1869.

L'enquête est terminée pour ce qui concerne l'Angleterre. L'Écosse et le pays de Galles sont réservés pour une enquête spéciale.

Les observations recueillies dans les comtés du Sud et de l'Ouest n'ont fait que confirmer les résultats précédemment obtenus dans les autres fractions du territoire. Les enfants sont souvent employés aux travaux agricoles avant l'âge de 9 ans. La pauvreté des familles, les conditions très-variables du sol et du climat, l'étendue plus ou moins grande des fermes, les besoins spéciaux de chaque culture sont les causes de cet usage prématuré des forces des enfants. Il a pour conséquence d'arrêter le développement de leur instruction. Plus de la moitié des enfants quittent l'école avant d'avoir reçu les notions les plus indispensables.

Les commissaires se sont réunis pour formuler les conclusions de leur long et important travail et pour présenter au Parlement les mesures législatives qui leur semblaient propres à favoriser

les progrès de l'instruction publique, et qui pouvaient s'accommoder aux nécessités de la vie agricole.

Ils n'ont pu s'accorder que sur un seul point ; l'instruction publique obligatoire telle qu'elle est proposée par les membres du parti radical soit en Angleterre, soit en France, est une conception théorique qu'il est impossible de mettre en pratique.

Cette base une fois posée, les commissaires se sont partagés en deux camps. Les uns admettent qu'il est possible de concilier les exigences de la vie agricole avec les conditions d'une loi qui forcerait le père de famille à envoyer son enfant suivre l'enseignement de l'école pendant un temps déterminé. Les autres croient que toute ingérence du Parlement au milieu d'intérêts si complexes serait dangereuse et impolitique ; qu'une loi semblable serait une lourde charge pour les populations et tout à fait inefficace pour guérir les maux que l'enquête a constatés.

Ce grave dissentiment a eu une conséquence fort rare en France, mais fréquente en Angleterre : les commissaires ne pouvant s'entendre sur la rédaction d'un rapport se sont décidés à publier deux rapports séparés qui représentent les deux tendances opposées que nous venons d'indiquer.

Nous allons essayer de donner d'abord une esquisse du travail de M. Tremenhœere, qui résume les idées des partisans de la réglementation.

VII

Le rapporteur commence par reconnaître que l'opinion unanime des fermiers, des propriétaires, des membres du clergé conclut à exclure des travaux agricoles les enfants au-dessous de 10 ans.

Les fermiers surtout s'accordent à déclarer qu'il serait avantageux de n'employer que des enfants assez forts pour travailler utilement toute une journée. « Un enfant au-dessus de 10 ans coûtera environ 6 deniers de plus par semaine qu'un enfant moins âgé, mais cette augmentation de salaire sera largement compensée par la qualité et la quantité du travail que le premier exécutera. »

Les services d'enfants aussi jeunes sont donc peu utiles à l'agriculture. Dans les comtés de Sussex, de Nottingham et

d'York on a dû renoncer à leur emploi par la force des choses; la terre est trop compacte et un enfant au-dessous de 11 ou 12 ans n'a pas les forces suffisantes pour arriver à la fin de la journée. Dans d'autres points de l'Angleterre, le peu d'utilité de leur travail a été si bien reconnu qu'il est peu à peu abandonné.

Mais, si l'on se place au point de vue du paysan, la question change d'aspect.

Il est impossible de méconnaître que dans les districts où les paysans font travailler les enfants de 8, 9 et 10 ans, le produit de leur salaire ne soit pas une addition fort utile au budget de la famille. Dans les comtés où les gages du laboureur suffisent à soutenir sa vie, dans le Northumberland par exemple, on ménage les forces des enfants. On n'en fait un usage prématuré que dans ceux où le faible taux des salaires force le père de famille à recourir à cette extrémité.

L'enquête constate que la rémunération du travail tend à augmenter sur tous les points du territoire, mais cet heureux résultat n'a pas encore acquis un degré suffisant de généralité pour permettre une mesure restrictive qui jetterait la perturbation dans les comtés où le paysan est pauvre. « Dans les districts où les salaires sont au-dessous de 12 shellings par semaine, les ménagères déclarent qu'elles ne peuvent soutenir la famille sans les gages des enfants. »

Or ces districts sont encore très-nombreux; nous citerons les comtés de Lincoln, de Cambridge, de Dorset, de Kent, « où la perte de l'aide des enfants au-dessous de 10 ans serait fatale au paysan. »

Enfin, il faut tenir compte de la situation des hommes malades, incapables, ou paresseux qui laisseraient leur femme et leurs enfants mourir de faim, si la loi empêchait ces derniers de subvenir eux-mêmes aux besoins de leur existence.

Après avoir ainsi établi que la pauvreté des familles est l'obstacle le plus sérieux à toute fixation d'une limite d'âge, M. Tremenhœre se demande si l'état physique et moral de l'enfant autorise le législateur à passer outre dans le but de sauvegarder l'intérêt supérieur de l'humanité. Il démontre, par les dépositions unanimes de toutes les personnes compétentes que le travail des champs n'est jamais excessif, même lorsqu'il est prématuré; que la santé de l'enfant, son intelligence ne

souffrent nullement des conditions dans lesquelles il est placé.

« La situation d'un enfant employé dans une manufacture ou un atelier est très-différente de celle d'un jeune ouvrier agricole. Dans l'usine, l'enfant est obligé de travailler dans une atmosphère restreinte et chaude. Ses mouvements sont liés à ceux d'une machine ; ils doivent être rapides et continus ; son attention est toujours en éveil. L'emploi des enfants dans les saines occupations de l'agriculture n'a pas de conséquences assez fâcheuses pour exiger la protection de la loi. Tout au plus est-il exposé en hiver au vent ou au froid. Mais de bons vêtements suffisent pour le mettre à l'abri de ces intempéries. »

« Enfin, le jeune ouvrier des manufactures est en général employé d'une façon continue, et la loi doit lui assurer des instants de repos. En agriculture, les faits démontrent que l'enfant n'est occupé que par intervalles subordonnés aux exigences de la culture. »

M. Tremenheere s'arrête donc à cette première conclusion qu'il n'y a pas de raison pour fixer un âge au-dessous duquel les enfants seront exclus des travaux agricoles.

L'intérêt de l'éducation scolaire de l'enfant peut seul autoriser un semblable emprunt à la loi sur les manufactures. Mais la fixation d'une limite d'âge n'aurait pas pour conséquence obligée une grande assiduité à l'école, puisque les familles pourraient bien laisser vagabonder leurs enfants jusqu'au moment où la loi leur permettrait de se livrer au travail. Il faut donc nécessairement imaginer un moyen de forcer le paysan à donner à son fils l'éducation la plus indispensable.

Il y a deux procédés pour arriver à ce résultat. Le premier est celui de la *Ligue nationale pour l'éducation*, Société qui tient en Angleterre de nombreux meetings et qui cherche par tous les moyens de publicité en usage chez nos voisins d'outre-Manche à répandre ses idées, à les rendre populaires et à acquérir de l'influence sur les décisions du Parlement. Il consiste à n'autoriser les enfants à se livrer aux travaux agricoles que lorsqu'ils auront justifié, par un examen, d'une instruction élémentaire suffisante.

L'auteur du rapport combat ce système par les plus solides arguments. Il est déjà appliqué en Angleterre aux enfants qui travaillent dans les mines. Ils doivent produire un certificat d'un maître d'école prouvant qu'ils savent lire et écrire.

Mais cette prescription de la loi a fini par tomber peu à peu en désuétude et le Parlement se propose de la modifier. L'examen n'est presque jamais sérieux ; de plus, l'intérêt de l'éducation des enfants est secondé dans cette industrie par deux faits qui n'existent pas dans l'agriculture. Les gages du mineur sont très-élevés et les directeurs de mines ont renoncé, dans l'intérêt de l'exploitation, à l'emploi des enfants au-dessous de 12 ans.

M. Tremenhœere rappelle aux lecteurs les premiers faits qu'il a établis et qui montrent quelle est la situation des ouvriers agricoles. Dans ces conditions, toute application de la loi sur l'industrie des mines serait pour le paysan un fardeau intolérable. A la privation des gages de ses enfants, il faudrait ajouter la dépense de la rétribution scolaire. Or, dans l'état actuel, il peut à peine nourrir sa famille.

L'instruction primaire est, il est vrai, obligatoire dans certains pays. Mais le rapporteur démontre, pièces en main, qu'en Prusse, par exemple, on a dû renoncer à une application rigoureuse et systématique de la loi à cause des difficultés que présentait son exécution. En outre, l'esprit public en Angleterre serait vivement opposé à une réforme aussi radicale, à une atteinte aussi grave portée à l'indépendance du citoyen.

Une loi qui rendrait l'instruction publique obligatoire exigerait la promulgation d'une seconde loi destinée à la rendre gratuite. M. Tremenhœere ne se donne pas la peine de combattre l'idée de la gratuité ; il sait combien elle est impopulaire parmi ses compatriotes. Nous devons à nos lecteurs quelques explications sur un point aussi important. Il nous semble nécessaire de montrer comment une opinion qui a déjà acquis tant de crédit en France est rejetée en Angleterre même par les partisans de doctrines assez radicales.

L'enseignement primaire n'est pas gratuit en Angleterre : il est en général donné dans des écoles libres. Leur création est due à l'initiative des particuliers ; le clergé y a pris une large part. Les enfants y sont reçus moyennant une rétribution assez faible. Ceux dont les parents sont pauvres en sont dispensés soit par les secours fournis à l'école par l'Etat, en vertu d'une loi nommée *loi des pauvres* (*poor law*), soit par ceux de la charité privée ou des diverses associations qui apportent à l'éducation nationale un tribut s'élevant à près d'un million de livres par année.

La Ligue nationale pour l'éducation adopte pour l'Angleterre le système de l'instruction gratuite et obligatoire. Elle propose, dans ce but, la fondation d'écoles soutenues par l'État, où les enfants seront admis sans rétribution. Le programme d'enseignement de ces écoles soulève tout d'abord les plus graves difficultés. Dans un pays qui a conservé des croyances, où les opinions religieuses sont variées comme les diverses sectes du protestantisme, et où le père de famille tient à donner à ses enfants des principes conformes aux siens, un enseignement de l'État est fort difficile à établir. En vain les membres de la ligue déclarent-ils qu'on se contentera de lire la Bible dans les classes sans la discuter, on leur oppose qu'ils n'arriveront ainsi qu'à créer l'indifférence ; qu'il leur sera très-difficile de trouver des maîtres assez impartiaux pour conserver une parfaite indépendance d'idées sur ces graves questions, dans un temps où elles sont très-agitées.

Ces objections sont soutenues par une nouvelle Société nommée *Educational union*, qui a été fondée dans le but de battre en brèche les opinions de la première. Elle admet le principe de l'instruction obligatoire, en le modifiant dans l'application, mais elle est inébranlable dans son opposition à la gratuité, et ses orateurs sont vivement soutenus dans les réunions publiques. Un des arguments les plus en faveur est celui-ci : sous le régime de l'enseignement gratuit, le grand nombre de pères de famille qui préfèrent les écoles libres à celles de l'État paieront deux fois l'éducation de leurs enfants ; une fois par le budget, et une autre fois par la rétribution qu'ils donnent au maître d'école indépendant.

Les *speakers* de l'*Union* sont encore sûrs de rencontrer une vive approbation parmi leurs auditeurs appartenant à une nation fière et indépendante, lorsqu'ils montrent que le premier devoir du père de famille, après celui de nourrir ses enfants, est de les faire élever. Le procédé de charité indirecte exécuté par l'État, que propose la *ligue*, est fait pour diminuer le sentiment de dignité et de responsabilité dans les masses, et pour supprimer un des plus nobles buts du travail et de l'épargne.

C'est dans la relation des nombreux *meetings*, qui ont lieu en Angleterre sur la question très-agitée de l'instruction publique, que nous puisons ces renseignements : ils expliqueront le peu

d'attention que le rapporteur dont nous analysons le travail, consacre à l'idée de la gratuité.

M. Tremenheere s'arrête à la conclusion suivante : « Le seul principe qui ait été admis jusqu'à présent, et pour la généralité des cas, dans les lois du pays, est celui de concilier l'assistance à l'école, avec le travail des enfants. Il découle de cette pensée que puisque le père tire un certain profit du travail de sa famille, il est juste qu'il en emploie une partie pour le soin de son instruction. »

Ce principe a reçu une application dans la législation des enfants employés dans les imprimeries. Le rapporteur propose pour les jeunes ouvriers agricoles une imitation de cette loi.

Voici son projet de réglementation :

1^o L'enfant devra suivre l'école 80 jours par an, jusqu'à l'âge de 12 ans. Les familles seront libres de choisir, pour exécuter cette prescription, le moment de l'année qui leur conviendra.

2^o Ce temps sera réduit à 30 jours par an pour tout enfant qui, à l'âge de 9 ans et au-dessus, passera un examen déterminé.

3^o L'enfant sera libre de toute assistance à l'école si, à partir de 11 ans, il passe un examen plus élevé.

4^o La loi reconnaîtra pour *employé* tout enfant qui se livrera à un travail agricole quelconque pendant 12 semaines en un an.

L'auteur s'attache d'abord à montrer que son système concorde avec les habitudes des familles dans tous les comtés de l'Angleterre. Il cite à l'appui les témoignages de l'enquête, et démontre que les parents supporteraient facilement une semblable législation.

La latitude laissée aux familles, de choisir leur moment pour exécuter la loi, causera nécessairement de grandes irrégularités, soit dans le travail des écoles, soit dans le service administratif chargé de veiller à ce que la prescription soit suivie. Les époques de l'année où les enfants sont employés sont très-variables. Elles dépendent des nécessités très-diverses de la culture. M. Tremenheere reconnaît loyalement le défaut de son système à ce point de vue ; mais il croit que les familles auront surtout recours aux facilités laissées aux enfants qui passeront un examen. Il propose, en outre, d'accorder à l'élève la faculté de remplir la prescription obligatoire en suivant les écoles du soir.

C'est à l'âge de 11 ans que les enfants peuvent rendre à l'agriculture le plus de services. A cet âge ils sont activement

employés par les fermiers. Moyennant l'épreuve d'un examen, la loi leur permet de se livrer au travail; s'ils ne subissent pas cette épreuve ils doivent attendre un an de plus.

Les sacrifices imposés au père de famille seront de peu d'importance. Il pourra toujours tirer quelque profit du travail de ses enfants (1).

Enfin, en cas de refus d'obtempérer à la loi, la peine portera, suivant le cas, ou sur le père de famille seul, ou sur le père et le fermier.

L'auteur donne ensuite le détail de toutes les combinaisons administratives (*administrative machinery*) qui assureront l'exécution et l'efficacité des mesures qu'il propose.

Le maître d'école tiendra un registre du nombre de classes qui ont été suivies par chaque enfant. Ces registres seront vérifiés par des inspecteurs. Les inspecteurs des manufactures seront chargés de cet office. Leur nombre devra être augmenté. Ils pourront accorder une dispense spéciale aux enfants dont la demeure serait éloignée de plus de 2 milles d'une école.

Afin de montrer que ses vues sont applicables dans la pratique, l'auteur donne le modèle des certificats d'études et d'examen, leur prix, les moyens de s'assurer qu'ils ne seront délivrés qu'avec conscience. Ces détails sembleront fastidieux, mais dans un pays où les écoles ne sont pas dans la main de l'État, il est indispensable de bien définir les personnes qui seront autorisées à délivrer de semblables certificats.

(1) Voici le calcul du rapporteur :

Un enfant très-jeune qui sera employé 12 semaines dans une période de 12 mois sera payé, au plus petit gage, 3 den. par jour et conséquemment gagnera 18 shel. dans les 72 jours.

Il est alors obligé d'aller à l'école de jour pendant 80 jours de la même année.

A cinq jours d'école par semaine, ces 80 jours seront accomplis en 16 semaines et, au prix scolaire habituel de 2 p. par semaine, coûteront au père 32 pence ou 21 shel. 8 den. laissant un surplus en sa faveur de 15 shel. 8 den.

Si dans la première partie de l'année suivante, 12 semaines seulement sont consacrées au travail et 16 à l'assistance obligatoire à l'école (en tout 28 semaines), il en restera encore 24 pour compléter l'année, et elles seront à la disposition de l'enfant pour chercher à s'occuper.

Si l'enfant obtient du travail accidentel pour 12 semaines seulement sur ces 24, il gagnera, au plus petit gage, 3 den. par jour (ou 1 shel. 6 den. par semaine); autres 18 shel. qui, ajoutés aux 15 shel. 8 den. de surplus, donneront un total net de 33 shel. 4 den. que l'enfant aura apporté au revenu de famille pendant l'année après avoir payé son école.

Il est peu de paysans qui puissent négliger un semblable profit.

M. Tremenhœere est, du reste, un grand partisan de la réglementation; il n'oublie rien : « Le diplôme sera décoré d'une quantité suffisante d'ornements coloriés pour lui donner le prix d'un objet agréable à l'œil, que les familles pourront exhiber avec orgueil comme un témoignage des succès obtenus par leurs enfants. »

Il termine par ces mots :

« Je suis convaincu que si le plan que je propose passait dans la législation, il satisferait également le parent et le fermier, et une génération ne serait pas encore éteinte, qu'il aurait déjà grandement contribué à donner aux enfants des travailleurs agricoles l'incalculable bienfait d'une solide éducation. »

VIII

Les idées de M. Tufnell, l'auteur du second rapport, sont tout à fait différentes. « Les partisans de la réglementation, nous dit-il, semblent avoir oublié les paroles suivantes de Burke : « Un des problèmes les plus délicats de la législation consiste à déterminer jusqu'à quel point il est permis à l'État de diriger la sagesse publique. »

Les souffrances des populations agricoles ne sont pas de celles qui peuvent être guéries par l'action directe du gouvernement. L'histoire de la législation anglaise fournit de nombreux exemples de lois qui ont été inspirées par les sentiments les plus philanthropiques et dont l'application a été abandonnée parce qu'elle était impossible ou inefficace. Dans une enquête aussi étendue et aussi consciencieuse que celle qui vient d'être faite, et où les opinions les plus variées et les plus opposées ont pu se produire, un seul fait a réuni l'unanimité des témoignages : c'est que les enfants employés en agriculture ne sont ni maltraités ni démoralisés. La loi n'a donc pas l'obligation d'intervenir. Elle doit se contenter de favoriser par tous les moyens possibles le bien-être intellectuel et matériel du paysan, en respectant sa liberté.

Partant de ces principes, M. Tufnell doit nécessairement arriver à des conclusions opposées à celles de M. Tremenhœere.

Il conteste l'opinion qui a servi de base au précédent rapporteur. Selon lui, le travail des enfants n'est pas nécessaire à l'existence de l'ouvrier agricole.

Il cite de nombreux témoignages. Un laboureur de Starston, qui gagne 12 shellings par semaine et qui a 12 enfants, déclare que leurs gages ne suffisent pas à payer les vêtements qu'ils usent au travail. — Une paysanne témoigne que lorsque les enfants ont de l'ouvrage le profit de leurs salaires est absorbé par le supplément de nourriture qu'il faut leur donner pour entretenir leurs forces. — Une petite fille a dit au commissaire : « J'ai travaillé pendant un mois et gagné 6 schellings ; mais j'ai dû acheter une nouvelle paire de chaussures qui m'a coûté 6 shellings et demi. » Tous les paysans intelligents et instruits renoncent au travail des enfants au-dessous de 12 ans comme étant improductif. — M. Tufnell accumule les témoignages pour prouver ce fait important, et il conclut en disant : que certaines dépositions tendent à prouver, il est vrai, que le travail des enfants est nécessaire au paysan, mais qu'on a eu le tort de ne pas discuter les assertions des laboureurs, qui sont, en général, de très-mauvais calculateurs. En entrant dans le détail et en comparant les chiffres, on arrive forcément à une conclusion opposée.

Cette discussion prouve que les enquêtes parlementaires qui jouissent actuellement d'une si grande faveur n'ont pas toujours pour résultat d'éclaircir les questions. Il est pourtant permis d'asseoir son jugement entre les deux opinions contradictoires, si habilement soutenues par les deux rapporteurs. Il est très-probable que le profit retiré par le paysan, du travail de ses enfants, est plus faible, qu'il ne le suppose ; les besoins du jeune ouvrier augmentant en proportion des forces qu'il dépense, et son salaire étant en général très-peu élevé. Mais ce profit n'en existe pas moins. Il est d'une nécessité reconnue dans les villes comme dans les campagnes. Le philanthrope peut discuter la grave question de l'utilité, pour les familles, du travail des enfants, mais l'homme pratique doit l'accepter comme un fait, et renoncer à corriger par une loi une habitude ou un préjugé adoptés par toute une population.

Nous nous séparerons encore de M. Tufnell sur la conséquence, très-opposée à ses principes, qu'il tire de sa démonstration.

Il réunit de nombreux témoignages pour prouver que la limite d'âge de 10 à 12 ans est réclamée par l'opinion. Il n'a pas de peine à arriver à ce résultat ; et nous reconnaissons volontiers que lorsqu'on a étudié l'enquête, on est frappé de l'unanimité des dépositions sur ce point.

M. Tufnell ayant constaté cette unanimité, et ayant prouvé que, selon lui, le travail des enfants au-dessous de 10 ans est inutile au laboureur, conclut que la loi doit exclure ces enfants des travaux agricoles.

Cette restriction, la seule qu'il propose, nous paraît inutile et dangereuse. Nous renvoyons le lecteur à l'argumentation de M. Tremenhœere qui nous semble plus juste. Rien ne prouve que le père privé du travail de ses enfants utilisera ce chômage forcé à soigner leur éducation, et l'on risque de remplir la campagne d'une jeune population de vagabonds et de paresseux. Nous regrettons que M. Tufnell, dont les idées sont en général si justes, soit tombé sur ce point dans l'un des errements qu'il combat. Dans notre pensée, cette proposition est un sacrifice fait à l'opinion, dans un moment où les Anglais sont entraînés sur la pente de la réglementation.

M. Tufnell arrive ensuite à la question de l'enseignement des classes agricoles, et il discute les divers projets qui ont été mis en avant.

Le principe de l'instruction obligatoire, qui ne pourrait être mis en pratique qu'avec l'appui de l'assentiment général du pays, ne compte encore que très-peu de partisans. L'auteur le combat par les mêmes arguments que le précédent rapporteur.

Vient ensuite le moyen du *demi-temps* qui est préconisé par la loi des manufactures. Ce système éminemment conciliateur, qui saisit le jeune ouvrier au moment où il commence son apprentissage dans l'usine, et le force à partager son temps entre l'école et le travail, a permis de donner une certaine instruction à des enfants destinés sans lui à vivre dans l'ignorance. Il a le défaut d'encourager l'indifférence des parents ; ils attendent pour commencer l'éducation de leur jeune famille le moment où la loi la prend sous sa protection. L'enfant vagabonde jusqu'à un âge assez avancé, il arrive illettré à l'école du demi-temps, son esprit est déjà alourdi, il suit avec peine l'enseignement. Nous retrouvons ces objections dans les rapports des inspecteurs des manufactures, publiés par M. Striber. L'un d'eux propose même d'exiger un examen avant de permettre l'entrée à l'école du *demi-temps*. L'opinion des déposants à l'enquête est unanime pour proscrire l'application de ce système aux populations des campagnes. Les travaux de l'agriculture

sont soumis à de trop grandes irrégularités pour permettre d'établir une égale balance entre l'emploi des enfants et l'assistance à l'école. Celle-ci n'est pas comme dans les villes située près de l'atelier. Ce sont là de sérieuses difficultés.

L'utilité de la pratique du demi-temps étant encore sujette à contestation, il est bon avant d'en faire la loi générale de l'éducation d'un pays, d'être fixé sur sa valeur par les résultats obtenus dans les villes manufacturières.

L'auteur discute ensuite le projet de M. Tremenhœere, qui se réduit, l'on s'en souvient, à exiger l'assistance à l'école pendant une portion de l'année, à moins que l'enfant ne prouve, par des examens, qu'il a déjà reçu une éducation élémentaire suffisante. Ce projet est le seul qui présente des avantages sérieux et il mérite une étude approfondie.

La première objection qu'on peut lui faire est tirée de la nature même des deux examens qui sont la base du système. Ils auront le défaut de toutes les épreuves de ce genre; l'obtention du diplôme suffira pour satisfaire l'ambition des familles; l'instruction publique sera banale, mécanique et artificielle. Ses progrès seront arrêtés. Les inspecteurs de l'enseignement, en Angleterre, déplorent les effets des examens dans les circonstances où la loi les exige. Ils déclarent « qu'il est possible par des préparations ingénieuses, de mettre les enfants en état de lire, écrire et compter pour l'examen, sans qu'ils possèdent réellement ces premières notions. » Le lecteur français, en parcourant ces lignes, pensera à nos bacheliers et sera probablement de l'avis des inspecteurs anglais. Un autre inconvénient des examens, ainsi appliqués à toute une nation, c'est qu'on est obligé, pour les rendre praticables, d'abaisser leur niveau. Celui que propose M. Tremenhœere est d'une extrême faiblesse : « Lire une phrase dans un livre, écrire sous la dictée une sentence prononcée lentement, faire une addition en livres, shillings et deniers. » Voilà un programme bien modeste pour témoigner de l'instruction d'un grand pays!

La délivrance du certificat est encore une grave difficulté. La loi anglaise sur l'industrie des mines exige un semblable diplôme avant d'autoriser l'emploi des enfants. Les instituteurs qui l'accordent sont souvent l'objet, de la part des ouvriers mineurs, de la plus violente pression; quelques-uns ont été battus pour l'avoir refusé. Le plus souvent ce n'est qu'à force

d'indulgence qu'ils parviennent à conserver leur popularité : aussi l'examen devient-il peu à peu une pure formalité.

On pourrait, il est vrai, charger l'inspecteur du Gouvernement de délivrer le diplôme.

Mais, comme on ne peut exiger de l'enfant qu'il entreprenne un long voyage pour passer son examen, et qu'il est nécessaire qu'il puisse subir les épreuves au moment où il sera préparé, il faudra créer toute une armée de fonctionnaires, pour suffire à des besoins si variés.

M. Tufnell est effrayé, et à juste titre, de tous les obstacles qu'une loi semblable doit rencontrer dans la pratique.

Il faut, en effet, partager les enfants de toute une nation en trois catégories :

Ceux qui doivent suivre l'école pendant 80 jours par an ;

Ceux qui ne doivent lui consacrer que 30 jours seulement ;

Ceux enfin qui sont libres de toute réglementation.

A chacune de ces catégories correspond une limite d'âge. L'état civil et scolaire de chaque enfant doit donc être consigné sur un registre bien tenu. Il faut s'attendre à des erreurs, à des contestations. Une telle besogne est faite pour déjouer les efforts de la plus savante bureaucratie.

Enfin, l'enfant incapable et inintelligent, qui ne pourra passer son examen, sera forcé, après plusieurs tentatives, de suivre l'école jusqu'à l'âge de 12 ans. Qu'elles discussions peuvent alors s'élever entre l'examineur et le père de famille, si celui-ci cherche à prouver que son enfant manque d'aptitude ! Quelle source d'abus si on autorise dans ce cas la délivrance d'un certificat d'incapacité !

Les effets de ce système ne seront pas moins fâcheux pour l'enfant intelligent.

Il pourra passer aisément à 8 ou 9 ans un examen aussi facile, et il est à craindre que sa famille ne s'empresse de le mettre au travail des champs et d'arrêter dans son germe le développement d'une nature d'élite.

Les objections que nous venons de présenter semblent à M. Tufnell tellement sérieuses qu'il croit impossible de mettre en pratique le projet de M. Tremenhœere ainsi que tous ceux qui ont été proposés pour arriver au même but.

Le législateur doit donc borner son action à fortifier l'ancien régime de la liberté. M. Tufnell démontre, par de nom-

breux témoignages, qu'il est loin de mériter tous les reproches qu'on lui fait depuis quelques années. Dans plusieurs comtés de l'Angleterre, l'instruction publique a réalisé sous son influence les plus grands progrès. Dans le Northumberland en particulier, presque tous les enfants vont à l'école. Ils sont rarement employés avant l'âge de 11 ou 12 ans.

Si la situation de tous les comtés de l'Angleterre était à tous les points de vue aussi prospère que celle du Northumberland, l'enquête édictée par le Parlement eût été inutile.

M. Tufnell termine son travail en proposant d'excellentes mesures destinées à développer le nombre des écoles ainsi que l'étendue et l'utilité de leur enseignement.

Après avoir étudié son rapport et celui de son contradicteur, nous croyons qu'il est difficile d'adopter une autre opinion que la sienne sur la question de l'instruction publique.

Nous sommes les premiers à reconnaître les immenses services que la loi sur les enfants employés dans les manufactures a déjà rendus aux intérêts généraux de la société. Mais elle répond à une situation et à des besoins différents de ceux des populations agricoles. L'usine, l'atelier, sont de véritables lieux publics où le législateur a le droit de pénétrer, pour protéger le faible : la santé du jeune ouvrier, ses mœurs ont souvent à souffrir. Tout en prévenant ces abus, la loi a pu, par une réglementation habile, servir en même temps l'intérêt de l'éducation de l'enfant.

Mais dans la vie agricole, l'enfant ne subit aucun de ces services matériels qui permettent à la loi d'intervenir, et l'on ne peut faire au paysan qu'un procès de tendance, sur la manière dont ses enfants sont élevés.

Et d'ailleurs, en admettant même que le législateur ait le droit de pénétrer ainsi jusque dans la demeure du laboureur pour influencer sur la direction qu'il doit donner à sa jeune famille, le problème des procédés à employer pour que l'action de la loi soit utile et efficace est encore à résoudre.

Nous sommes donc convaincu que l'on ne doit attendre le progrès de l'instruction que de celui des mœurs et du bien-être matériel, et que c'est par le seul effort de l'initiative individuelle que l'on peut espérer de rendre une nation instruite, indépendante et libre.

RECHERCHES

SUR LES ACCIDENTS ET LES AFFECTIONS CHIRURGICALES
AUXQUELS SONT EXPOSÉS LES JEUNES APPRENTIS

Lecture, par M. le Dr MARJOLIN, chirurgien de l'hôpital Sainte-Eugénie.

(Séance du 28 décembre 1869).

Messieurs, en venant vous entretenir aujourd'hui des accidents auxquels sont exposés les enfants employés dans l'industrie, je ne me suis pas dissimulé la difficulté du sujet. Il ne suffit pas, en effet, de vous faire une énumération plus ou moins complète des accidents ou des maladies que l'on observe d'habitude chez les apprentis, il faut remonter aux causes et indiquer ensuite les mesures les plus convenables pour en diminuer le nombre et la gravité, il faut enfin, lorsque le malheur est arrivé, rechercher jusqu'à quel point la responsabilité du patron se trouve engagée et ce que l'on peut faire dans l'intérêt du blessé. Comme vous le voyez, la question est complexe, par sa nature et son étendue, et surtout difficile par la réserve et la prudence qu'elle nous impose dans l'examen et la discussion.

Il y a deux ans environ, notre infatigable et zélé secrétaire, M. Barreswil, m'adressait les deux questions suivantes : Quelles sont les industries envoyant des enfants blessés à l'hôpital ? Quelle est la liste des maladies que l'industrie occasionne ?

Depuis lors, je me suis livré à de sérieuses recherches, et d'après ce que j'ai observé, je crois que, pour Paris, où les industries sont aussi nombreuses que variées, il faut se borner à dire que toute profession dans laquelle on emploie des machines, des outils tranchants ou contondants, des substances chaudes, corrosives ou susceptibles de s'enflammer, expose les apprentis à des accidents de toutes sortes, et dans des proportions très-variables, suivant les changements que subissent les procédés de fabrication. C'est ainsi qu'il y a quelques années, jamais je n'avais constaté d'accidents par les mécaniques dans les fabriques de papiers peints, tandis que, actuellement, nous commençons à en voir.

Est-il possible aujourd'hui d'avoir la nomenclature des maladies causées par certaines industries ? Cette question est encore plus difficile à résoudre ; depuis l'emploi de nouveaux produits

chimiques et l'introduction de nombreux perfectionnements dans les arts industriels, l'hygiène des artisans a subi de tels changements, que ce serait un travail à refaire en entier, en consultant toutes les monographies publiées sur ces divers sujets.

Cependant, comme je voulais pour ma part savoir à quoi m'en tenir, au moins en ce qui concernait les apprentis, j'ai consulté mes trois collègues de Sainte-Eugénie, MM. Barthez, Bergeron et Triboulet, placés dans les meilleures conditions pour me donner des renseignements exacts et voici ce qu'ils m'ont répondu : .

Il est très-rare aujourd'hui d'observer chez des apprentis des cas analogues à ceux de l'intoxication par le plomb, l'arsenic, le cuivre, le mercure ou le phosphore, et lorsque cette dernière maladie a été notée, son action ne s'étant souvent fait sentir qu'au bout d'un temps assez long, vers l'époque de l'adolescence, c'est bien plutôt dans les hôpitaux d'adultes qu'elle a été étudiée; je tiens à vous signaler ce fait, parce qu'il a une véritable importance.

En effet, de ce que des enfants, travaillant dans des fabriques d'allumettes phosphorées, peuvent jouir pendant plusieurs années d'une véritable immunité, il ne faut pas en conclure qu'ils soient pour toujours à l'abri du danger, l'observation démontrant le contraire. Ainsi, l'an dernier, MM. Bucquoy, Alfred Fournier et A. Ollivier ont eu occasion, dans le même mois, d'observer deux cas de mort, l'un chez une femme d'un certain âge et l'autre chez une fille de 24 ans. La première avait commencé à travailler à l'âge de 8 ans et l'autre à l'âge de 10. L'année précédente, nous avions nous-même observé des accidents graves chez une femme de 33 ans qui, de 8 à 10 ans jusqu'à 21 ans, avait supporté sans souffrir les émanations phosphorées. Ce n'était donc, comme vous le voyez, qu'après bien des années que les premiers symptômes de l'intoxication s'étaient manifestés; depuis lors, elle avait eu 6 enfants, dont trois étaient morts.

J'aurais pu facilement vous citer d'autres accidents graves causés par le phosphore, pour cela il m'eût suffi de puiser dans les excellentes monographies de mes collègues MM. Lailler et Trélat; mais j'ai préféré m'en tenir à ces trois exemples pour vous prouver une fois de plus, qu'il existe encore des fabriques, dans lesquelles des enfants sont employés à des travaux inter-

dits comme insalubres, et si ces établissements subsistent, cela tient à ce que le nombre des ouvriers adultes étant au-dessous de vingt, ils échappent à toute surveillance de l'autorité (1).

Pour ce qui est relatif à Paris, en dehors de ces derniers faits, il serait bien difficile de citer des maladies d'enfants causées par un genre d'industrie. J'ajouterai qu'un de nos collègues, ayant remarqué que plusieurs jeunes filles entrées dans son service et venant de la même maison présentaient toutes un état d'affaiblissement et d'anémie tellement marqué qu'il fallait s'en préoccuper, crut de son devoir d'envoyer un interne la visiter, et voici ce qui fut constaté. Les ateliers et surtout les dortoirs étaient trop petits, mal disposés, et manquaient d'air. A dater de ce jour, et ici j'abandonne le reste à votre interprétation, aucune apprentie de cette maison ne fut ramenée à l'hôpital. En résumé, en tenant compte des constitutions individuelles, le plus ordinairement faibles dans les grandes villes, je crois que l'on pourrait répondre à notre honorable secrétaire, que l'affection prédominante est la chloro-anémie, et si les jeunes filles y sont plus sujettes que les garçons, c'est que plus qu'eux elles sont astreintes à des occupations sédentaires, pendant un temps souvent trop prolongé.

Maintenant pour connaître l'influence que peut avoir dans l'avenir le séjour des enfants dans les ateliers et les manufactures, il faudrait comparer le nombre et le motif des exemptions du service militaire dans les campagnes et les villes industrielles : cette étude, je n'en doute pas, pourrait jeter quelque jour sur la question. Il y a du reste sur ce sujet un très-bon travail du docteur Thouvenin de Lille, ayant pour titre : *De l'influence que l'industrie exerce sur la santé des populations dans les*

(1) Ce travail était terminé lorsqu'il y a peu de temps, j'ai reçu dans mon service pour un phlegmon du cou, suite de l'état de malpropreté de la tête, une jeune fille de 12 ans, amenée par sa mère âgée de 45 ans et sa sœur âgée de 17 ans. Les renseignements que m'ont fournis ces deux dernières personnes donnent une idée de ce que peuvent être certaines fabriques échappant à la surveillance légale. La malade, qui est la plus jeune des quatre enfants, ne sait ni lire ni écrire; elle a commencé à travailler dans une fabrique d'allumettes chimiques, où il y avait une quarantaine d'enfants de 6, à 7 ans; elle y est restée 18 mois; elle mettait en presse, mais fatiguée par les maux de tête elle a dû quitter; elle gagnait 1 fr. 25. Sa mère qui gagnait 0 fr. 60, et sa sœur 1 fr. 25 ont quitté aussi cet établissement, à cause des maux de tête; il y avait aussi une autre sœur de 14 ans. La fabrique ne comprenait qu'une dizaine d'ouvriers adultes.

grands centres de manufacture (Annales d'hygiène, tome 36-37, 1847).

Ayant terminé avec ce qui a trait à la question médicale, j'arrive à celle que j'ai été plus à même d'étudier, celle des accidents par les machines.

Pour tous ceux qui vivent au milieu d'un grand centre industriel, c'est un fait malheureusement trop avéré, que les accidents causés par les machines sont tellement nombreux, tellement graves, que dans quelques villes, les administrateurs des hôpitaux s'en sont émus et ont fait faire des enquêtes très-sérieuses. Les enfants se trouvant aussi exposés à quelques-unes de ces causes, ont dû nécessairement s'en ressentir, mais bien que la proportion des blessés soit moindre, elle est encore beaucoup trop considérable, pour qu'on ne cherche pas à y remédier par des mesures sages d'une application possible et n'ayant rien de cette contrainte plus propre à irriter qu'à convaincre. C'est ici surtout qu'il faut se souvenir de cette pensée si juste de Montaigne : « Il est ordinaire de veoir les bonnes intentions, si elles sont conduites sans modération, poulser les hommes à des effets très-vicieux(1). »

Les observations dont je vais vous donner le relevé ont été recueillies dans mon service à l'hôpital Sainte-Eugénie, pendant les années 1868 et 1869, et bien que le total soit assez élevé, ce n'est pourtant pas le chiffre exact, attendu que tous les apprentis blessés n'entrent pas dans les deux hôpitaux d'enfants; que quelques-uns sont conduits de suite à l'hôpital le plus rapproché du lieu de l'accident et que d'autres sont soignés chez leurs patrons ou leurs parents.

Sous ce point de vue, ma statistique sera donc incomplète, mais elle pourra avoir de l'intérêt par la nature des faits qu'elle renferme; en effet, sur plus de 40 apprentis blessés, et entrés dans mon service dans l'espace de deux ans, trois ont dû être amputés au poignet et d'autres ont subi des opérations plus ou moins graves.

J'ai suivi dans mon relevé l'ordre par date d'entrée, indiquant l'âge de l'apprenti, le genre de blessure et toutes les fois que cela m'a été possible la cause de l'accident. Bien que dans ces deux années aucun de ces blessés n'ait succombé, vous

(1) *Essais de Montaigne*, Chap. XIX. *De la liberté de conscience*.

verrez en parcourant cette statistique qu'il est urgent que votre Société intervienne pour obtenir la surveillance dans les petits ateliers, et pour faire adopter en principe l'usage des contrats d'apprentissage.

Je ne me dissimule pas, je le dis de suite, toutes les difficultés d'une pareille mesure, toutes les objections très-sages qui pourront être faites, mais comme l'expérience démontre que c'est bien plus dans les petits ateliers que dans les grandes manufactures que les accidents chez les apprentis se rencontrent, il y a là véritablement des mesures à prendre dans l'intérêt des enfants. Ces mesures, ce sera à vous, Messieurs, à les étudier et à décider ensuite quelles sont celles qui sont applicables, dans une ville comme Paris, dont l'industrie présente autant de variétés que d'ateliers.

RELEVÉ DES ACCIDENTS OBSERVÉS CHEZ DES APPRENTIS DEPUIS LE
1^{er} JANVIER 1868 JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1869.

1868 (1)

18 février.	3412.	14 ans	Serrurier. Ecrasement de l'extrémité de trois doigts.
19 février.	3416.	8 ans.	Papier peint. Ecrasement de l'extrémité de l'index par mécanique.
9 mars.	3438.	10 ans.	Ecrasement du doigt médius par engrenage.
17 avril.	3483.	13 ans.	Ecrasement de l'annulaire et du cinquième doigt.
3 juin.	3564.	14 ans 1/2	Plaie contuse de la main et de l'avant-bras.
30 juin.	3609.	11 ans.	Tourneur en cuivre. Fracture comminutive des deux os de l'avant-bras avec plaie, en voulant passer une courroie sans fin.
25 août.	»	12 ans.	Apprenti cordier. Ecrasement par engrenage de l'extrémité du doigt médius.
22 septembre	3739.	11 ans.	Papiers peints. Ecrasement par mécanique de l'index et du médius, perd deux phalanges à chaque doigt.
2 octobre.	3755.	13 ans.	Serrurier. Ecrasement de l'index, en jouant avec un camarade avec une machine à percer.
10 octobre.	3768.	12 ans 1/2	Apprenti ébéniste à l'essai. Ecrasement de la main, par machine à raboter, désarticulation du poignet.

(1) Ne pouvant dans ce relevé indiquer soit le nom du blessé ou du patron chez lequel l'accident était arrivé, j'ai dû, à titre de renseignement, conserver le numéro d'ordre de mon registre d'observations.

- 14 octobre. 3773. 13 ans. Apprenti imprimeur. Plaie contuse du gros orteil par mécanique.
- 2 novembre. 3792. 8 ans. Entré pour jouer chez un ferrailleur. Ecrasement de la main par un pilon, désarticulation de l'index.
- 12 novembre. 3804. 13 ans. Plaie de la face dorsale du poignet, par l'engrenage d'une machine à percer.
- 20 novembre. 3815. 12 ans. Plaie contuse de la main par engrenage.
- 24 novembre. 3832. 12 ans. Contusion violente de la main, par machine à percer des plaques de fer. Avait pris la place de son père; la machine heureusement pût être arrêtée.
- 28 novembre. » 14 ans. Apprenti mécanicien. Blessé par engrenage, est venu seul faire panser un doigt écrasé.

1869

- » 3874. 10 ans. Fracture probable du crâne avec plaie du cuir chevelu, blessé par mécanique chez un fabricant de scies.
- 20 février. 3918. 14 ans. Fracture de l'humérus, contusion violente du bras et de la poitrine, pris par une courroie.
- 27 février. 3927. 12 ans 1/2 Apprenti mécanicien. Ecrasement du doigt médium par l'engrenage d'une machine à percer.
- 6 mars. » 13 ans 1/2 Travaille dans l'acier poli. Contusion de la main par balancier.
- 20 mars. blessé à 12 ans. Avait eu en 1860 quatre doigts de la main gauche broyés par une machine à carder de la ouate. L'atelier comprenant deux hommes et quatre femmes échappait à la surveillance légale. Avait commencé à travailler chez son père à 10 ans. C'est à l'âge de 20 ans qu'il nous donne ces détails, en nous présentant un malade.
- 31 mars. » 14 ans. Papiers peints. Ecrasement de l'extrémité de l'index par mécanique.
- 23 mars. 3954. 14 ans. Brûlure de la jambe par alcool.
- 17 avril. 3996. 13 ans. Apprenti imprimeur. Plaie contuse de la jambe par mécanique.
- 29 avril. 4008. 12 ans. Apprenti. Ecrasement du poignet par engrenage, désarticulation du poignet.
- 10 mai. 4024. 13 ans. Apprenti imprimeur. Plaie contuse avec arrachement par mécanique, perd quatre doigts.
- 14 mai. 4030. 14 ans. Apprenti. Plaie contuse de l'avant-bras droit et contusion du bras par courroie.
- 31 mai. 4056. 14 ans. Apprenti serrurier. Ecrasement du petit doigt, perd deux phalanges.

11 juin.	4074.	9 ans.	Fracture du fémur par mécanique. dans une fabrique d'oignons brûlés.
2 juillet.	4102.	14 ans.	Plaies contuses de la cuisse par mécanique.
11 juillet.	4119.	6 ans.	Arrachement du pouce, broiement de l'index dans un manège. Défaut de surveillance.
2 septembre	4198.	9 ans.	Blessé en jouant avec une mécanique, abandonnée sur la voie publique.
20 septembre	4226.	11 ans.	Ecrasement de la main gauche, désarticulation du poignet.
11 novembre.	4297.	14 ans.	Papier peint à la mécanique. Chute d'une échelle, en voulant replacer une corde ou courroie. Contusion violente du coude et de l'avant-bras.
12 novembre.	4298.	14 ans.	Phlegmon du pied, nécrose consécutive d'une phalange.
26 novembre.	4313.	8 ans 1/2	Papiers peints à la mécanique. Plaie contuse de la paume de la main, écrasement du médus, conserve son doigt.
28 novembre.	4315.	12 ans 1/2	Apprenti tôlier. Broiement de l'index gauche par machine à percer, amputation de l'index, sort de l'hôpital presque cicatrisé.
29 novembre.	4322.	13 ans.	Apprenti imprimeur, blessé par mécanique. Fracture comminutive de l'avant-bras gauche avec issue du fragment, résection du radius,

JEUNES FILLES BLESSÉES PAR DES MACHINES SOIT EN TRAVAILLANT, SOIT EN JOUANT.

1868.

2 octobre.	»	11 ans.	Travaille dans les boutons d'acier depuis deux jours, plaie du pouce par machine à découper.
16 octobre.	2742.	10 ans 1/2	Entrée dans un atelier pour chercher de la sciure, blessée à la main par mécanique.
1 ^{er} décembre.	»	16 ans.	Vient à la consultation ayant l'extrémité de l'index écrasée par découpoir d'agrafes; sa compagne qui vient avec elle a été également blessée à l'index.
8 avril.	2550.	11 ans.	Main broyée, plaie de l'aisselle, etc., dans un engrenage de jeu de bague contre lequel on l'avait poussée, perd deux doigts de la main droite.

1869.

29 juillet.	3015.	14 ans.	Filature. Plaie contuse du pouce et de l'index droits en essayant un engrenage en marche.
-------------	-------	---------	---

Voici donc, dans l'espace de deux ans, trente-huit garçons et

cinq filles, la plupart grièvement blessés dans des industries tellement différentes, que l'on se rend difficilement compte des causes qui ont pu les occasionner. Certainement il eut été très-intéressant pour prévenir le retour de ces accidents, de pouvoir vous donner une nomenclature aussi précise et aussi détaillée que celle faite à *Mulhouse* (1), mais cela nous a été matériellement impossible, attendu que le plus habituellement les personnes qui amènent les blessés à l'hôpital, sont incapables de donner les moindres renseignements et que les parents n'en savent pas beaucoup plus; quant à l'enfant qui n'est souvent admis que depuis quelques jours et à l'essai, dans l'atelier il est aussi fort embarrassé dans ses réponses : tout cela est donc comme vous le voyez, très-vague et assez peu satisfaisant. Cependant, toutes les fois que nous avons pu obtenir des renseignements ayant quelque valeur, nous nous sommes empressés de les noter; en définitive, je doute fort que dans une ville comme Paris, où les industries sont aussi multiples que variées, on arrive jamais à préciser la cause de chaque accident, comme dans une ville dont la fabrication ne comprend que la filature, le tissage et l'impression sur étoffes. En pareil cas, chaque ouvrier, chaque apprenti ayant son poste et son genre de travail bien déterminés, sauf de rares exceptions, on pourrait dire qu'il est possible de prévoir à l'avance à quel genre d'accident chacun d'eux est exposé, et c'est d'après cette dernière raison, fondée sur l'expérience, que l'on a introduit dans les ateliers tous les perfectionnements et toutes les mesures de précaution adoptées dans les fabriques bien tenues.

Toutefois, comme il importait de découvrir la cause réelle d'accidents aussi nombreux, j'ai poursuivi mes recherches sans m'inquiéter des difficultés et voici ce que l'observation semble m'avoir démontré. En premier lieu, je placerai en tête la facilité avec laquelle on charge de certains travaux véritablement dangereux des enfants beaucoup trop jeunes; cette raison me paraît d'autant plus fondée, que de vieux contre-maîtres, d'anciens ouvriers sont, chaque année, eux-mêmes victimes de leur imprudence et de leur manque de précautions. Une autre cause d'accidents, c'est que trop souvent, dès leur entrée à l'atelier, sans aucune éducation préalable, les enfants sont employés, non

(1) Rapport de M. G. Heller, inspecteur de l'Association pour prévenir les accidents de machines. — Mulhouse, 1868.

plus à titre d'apprentis, mais à titre d'essai à des occupations qui demanderaient déjà de l'habitude; il en résulte que dès les premiers jours, par étourderie ou inexpérience, ces malheureux se laissent atteindre par les machines et blesser grièvement. D'autres fois, l'accident résultera de leur empressement à faire un travail qui n'était pas le leur, ou de leur obéissance à un ordre mal donné par l'ouvrier qui les commande, ou ce sera en jouant, ou en voulant nettoyer, graisser, malgré les recommandations les plus sévères, un appareil en activité, d'autres fois enfin, ce sera en pénétrant furtivement dans un atelier dont l'entrée est interdite au public.

Comme vous le voyez, que de causes diverses d'accidents : tantôt il y aura eu une véritable infraction à la loi, mais aussi combien de fois l'étourderie, le manque d'adresse ou d'habitude, la désobéissance, devront seuls être invoqués et alors jusqu'à quel point la responsabilité du patron pourra-t-elle être mise en cause? Que de difficultés pourront naître à la suite de contestations de la part des familles se hâtant de réclamer des indemnités, alors que sans réflexion elles ont livré leurs enfants à l'industrie, à titre d'essai, sans s'inquiéter des dangers de la profession qu'ils vont embrasser, et sans avoir fait le moindre contrat d'apprentissage. Les familles en pareille circonstance n'ont-elles pas agi aussi un peu légèrement?

Après ce travail il nous restait à comparer le nombre, la nature, la gravité des accidents chez les adultes en y joignant des renseignements précis sur leur cause, ce que je n'avais pu connaître que d'une manière très-imparfaite chez les enfants; pour cela il fallait des personnes dévouées, j'ai donc prié deux de mes anciens internes MM. Maurel et Chaume, élèves distingués des hôpitaux, de vouloir bien poursuivre à Saint-Louis et à Saint-Antoine les recherches qu'ils m'avaient vu faire à Sainte-Eugénie et voici leur réponse : pour un seul semestre, à Saint-Louis, 21 blessés, très-gravement atteints pour la plupart, quelques-uns subissent des amputations, sur ce nombre quatre succombent; à Saint-Antoine, dans le même laps de temps, 34 grands blessés sont amenés, parmi lesquels 3 apprentis de 14 ans, l'un d'eux fut amputé du bras et guérit : sur ces 34 blessés il n'y avait eu au moment du relevé qu'un cas de mort; beaucoup d'entre eux avaient été atteints par des scies circulaires, et l'un deux par un arbre de couche.

J'ajouterai que dans ces notes qui m'ont été remises par MM. Maurel et Chaume il y a sur la cause des accidents des détails presque aussi précis que dans la statistique de Mulhouse, et si de semblables relevés étaient faits avec le même soin dans tous nos hôpitaux d'adultes, on pourrait, je n'en doute pas, en retirer, comme dans cette ville, de précieux enseignements pour prévenir le retour des accidents.

Plus de 50 ouvriers blessés, admis dans un semestre dans deux hopitaux d'adultes, voilà, je le pense, un témoignage plus que suffisant pour prouver combien le Dr Thouvenin, de Lille, avait raison de dire que l'habitude des ateliers « n'est point une garantie contre les accidents de machines et que les contre-maîtres et les plus anciens ouvriers étaient aussi souvent victimes que les ouvriers les plus jeunes et les plus étourdis, d'où la nécessité d'envelopper le plus possible les engrenages, etc. » (1).

Je n'aurais pas eu à vous citer tous ces exemples du danger des machines, qu'il m'eût suffi de vous rappeler ce que notre Président, M. Dumas disait à ce sujet, en faisant allusion à un de ses collègues de l'Institut grièvement blessé dans une usine anglaise; or, lorsque l'amiral Paris perdit son avant-bras, il était déjà lieutenant de vaisseau et, constamment occupé des questions de constructions navales, il savait aussi bien que personne combien l'inspection d'une usine demande de prudence; et malgré cela, il a été lui-même victime.

Après un tel fait, comment ne pas être inquiet sur le sort des enfants que nous voyons tous les jours entrer dans des fabriques qui échappent à toute surveillance parce qu'elles ne comptent pas vingt ouvriers adultes? Qui peut d'ailleurs nous garantir que même dans des fabriques plus considérables, il y a toujours des inspections sérieuses des machines pour prévenir les contraventions; qui peut enfin nous assurer que l'outillage est en bon état, convenablement installé et que l'on a pris pour éviter les accidents toutes les précautions exigées? Personne, je crois, n'oserait se porter garant en pareille circonstance, car nous savons tous comment ces inspections se font en général, et comment on arrive à éluder les ordonnances les plus sages.

Ce défaut de surveillance, qui a d'immenses inconvénients à

(1) Dr Thouvenin de Lille, *De l'influence de l'industrie sur la santé des populations*, annales d'hygiène, t. 36-37. — 1847.

tous les points de vue, ne saurait persister plus longtemps, et tout retard apporté à cette mesure est d'autant plus nuisible aux apprentis, que, par suite du perfectionnement des machines, il est constant que chaque jour, le nombre des ouvriers diminuant dans les fabriques bien que leur importance augmente, un plus grand nombre d'ateliers cessent par cette raison d'être surveillés.

Les inconvénients créés par cet état de choses n'avaient pas échappé au jugement d'un des anciens ministres du commerce.

Lorsqu'au mois d'août 1841, il s'agit de diviser par catégories les divers établissements dans lesquels les enfants étaient employés, M. Cunin-Gridaine, auquel les questions d'industrie étaient très-familières, comprit de suite qu'il existerait un certain nombre d'ateliers qui échapperaient à la surveillance, aussi, dans le but de combler cette lacune, il adressa aux préfets une circulaire afin de les engager à se conformer au vœu de la loi et à rechercher s'il existait dans leurs départements des manufactures, usines ou ateliers qui, sans employer vingt ouvriers, ou, sans avoir un moteur mécanique ou un travail continu, occupaient cependant d'habitude un certain nombre d'enfants, etc..

Le reste de la circulaire comprenait une série de recommandations véritablement paternelles pour la sécurité des enfants.

Ce que M. Cunin-Gridaine demandait aux préfets en 1841, à titre de protection officieuse, si je puis employer cette expression, la Société de protection des jeunes apprentis est en droit de le réclamer comme une nécessité indispensable pour le bien commun, et si j'insiste sur ce point, c'est que nous verrons plus tard qu'il y a encore d'autres abus dont la réforme ne pourra être obtenue que par une surveillance bien comprise et l'obligation des contrats d'apprentissage.

En résumé, que désire aujourd'hui la Société de protection des apprentis : que la loi nouvelle sur le travail des enfants dans les manufactures ou ateliers, continuant à s'inspirer de la morale et de l'expérience plutôt que des conseils d'utopistes, adopte des mesures qui, tout en permettant à l'enfant de s'instruire, de se développer, sans le laisser entièrement à la charge de sa famille, le sauvegardent autant que possible des dangers de toute sorte auxquels l'expose son inexpérience ou l'incurie de ses patrons.

Mais, comme trop souvent les meilleurs conseils échouent, si ceux qui les donnent ne prêchent pas d'exemple, c'est aux membres de la Société à introduire, dans leurs fabriques, les diverses mesures de précaution indiquées par la prudence. J'ajouterai même, il faut que les opinions émises dans cette enceinte, surtout par des hommes ayant une haute position scientifique, ne puissent jamais être invoquées par des personnes en contravention avec la loi, pour s'excuser lorsqu'un malheur est arrivé ; il faut, au contraire, qu'elles servent à guider le législateur dans la confection ou la révision d'une loi ou d'une ordonnance.

A ce sujet, permettez-moi Messieurs, de revenir un moment sur un des points discutés dans la séance du 19 juin 1868. L'un d'entre nous, M. Prestat, rappelant la fréquence des accidents causés par les arbres de couche demandait avec raison qu'à l'avenir, ils fussent recouverts.

Pour ma part Messieurs, j'ignore qu'elle est la fréquence relative de ce genre d'accidents comparé aux autres, mais je sais cependant qu'elle est assez grande pour avoir fixé l'attention des personnes chargées d'étudier cette question.

Ainsi dans un rapport fait en 1833, par M. Pigeotte au conseil de salubrité de la ville de Troyes, sur les accidents auxquels sont exposés les ouvriers employés dans les filatures de laine et de coton, nous voyons que les six premières observations sont relatives à des accidents causés par des arbres de couche et que tous les blessés ont succombé. Après une aussi triste série, il n'est pas étonnant que la commission ait signalé dans son travail, la nécessité de prendre certaines précautions, entre autres celle d'emboiter les arbres verticaux jusqu'à la hauteur d'homme (1).

Messieurs, j'avoue complètement mon incompetence en pareille matière ; seulement, pour me rendre compte de la diminution notable des accidents de fabrique à Mulhouse depuis ces dernières années, je ne me suis pas contenté de lire les comptes-rendus publiés, je suis allé, dans cette ville, visiter en détail deux des principales manufactures ; celle de M. Dolfus et celle de MM. Thierry-Mieg et C^{ie} ; là, tous les perfectionnements, toutes

(1) *Annales d'hygiène et de médecine légale*, t. XII, 1^{re} partie, XXV, 2^o partie.

les mesures de précaution m'ont été expliqués avec la plus grande bienveillance par M. G. Heller, inspecteur nommé par l'Association contre les accidents, et par M. Dolfus, et j'ai vu que non-seulement on était arrivé, surtout dans la maison Thierry-Mieg de construction plus moderne, à couvrir presque tous les engrenages, à protéger les ouvriers contre les atteintes des arbres de couche, mais qu'une des plus utiles recommandations faites au conseil de salubrité par notre excellent confrère M. Larrey, celle des vêtements serrés et non flottants, avait été aussi adoptée. En songeant à tous les accidents évités depuis l'adoption de cette dernière mesure, qui semble au premier abord un détail bien puéril, j'aurais désiré que l'un de nos honorables Vice-Présidents, M. Dupuy de Lôme, voulût bien, et l'occasion ne peut manquer de se présenter, revenir un peu sur ses paroles consignées dans le procès-verbal de la séance du 19 juin 1868, car la question de la couverture des engrenages, ou de l'entourage plus ou moins étendu des arbres de couche ne peut pas figurer parmi des mesures de détail, et c'est peut-être aller un peu loin que de les envisager ainsi. Nous ne demandons pas l'impossible, nous demandons simplement que l'on n'oublie pas qu'il s'agit ici de l'existence d'un homme, que cela est bien quelque chose et que dans cette prévision, il n'est si petit détail qui ne soit digne d'attention, et je suis certain à l'avance que personne ne blâmera la Société d'avoir insisté pour l'adoption générale de tous les moyens propres à garantir des accidents les jeunes apprentis qui n'ont aucune idée des dangers auxquels leur étourderie et leur inexpérience les expose.

Au reste, Messieurs, il faut rendre cette justice à l'industrie trop souvent calomniée, c'est que dans de nombreuses usines on a su comprendre l'importance de ces sages mesures, témoins les documents donnés sur cette question dans l'enquête du 10^e groupe de l'exposition de 1867, et comme dans plusieurs de ces établissements il y a des enfants, je crois qu'il est convenable, comme exemple, de citer ceux qui ont cherché à prendre toutes les précautions indiquées pour prévenir les accidents.

A Jujurieux (Ain), chez M. Bonnet, fabricant d'étoffes de soie, 1400 ouvrières dont 600 jeunes filles. — Toutes les machines sont enfermées et les mouvements garantis par des boîtes. — 10^e groupe, page 85.

Papeteries du Pont-de-Claix (Isère), Breton frères, 380 ou-

vriers, — précautions très-multipliées et très-variées, page 110.

Aciéries d'Unieux (Loire), Jacob Holtzer. — Toutes les précautions prescrites sont observées, on y a ajouté un système de débrayage instantané pour les laminoirs, instruments les plus dangereux de l'usine, page 119.

Verrerie de Gœtzenbruck (Moselle), MM. Walter et Berger. 1100 ouvriers. — Toutes les machines sont couvertes, page 137.

Forges de Monterhausen (Bas-Rhin), M. Diétrich, 600 ouvriers. — Les endroits dangereux où fonctionnent les engrenages sont entourés d'une balustrade ou même couverts complètement, page 144.

Ayant terminé ce que j'avais à dire sur les accidents par les machines, il me reste maintenant, Messieurs, à vous parler d'un autre genre de lésions chirurgicales non moins graves que les précédentes, ce sont celles que l'on observe chez des apprentis surmenés, la fréquence de cette affection est telle que j'ai cru devoir la signaler à votre attention.

Vous avez dû remarquer, lorsque je vous ai présenté le tableau des enfants blessés, combien le nombre des garçons l'emportait sur celui des filles, inutile d'insister sur la cause de cette excessive différence, les occupations n'étant pas les mêmes, il n'y a plus de comparaison possible ; mais si les jeunes apprenties sont moins exposées à des blessures, nous verrons qu'elles sont aussi sujettes que les garçons à l'affection dont j'ai à vous entretenir, lorsque la nature et la mesure du travail excèdent leurs forces.

Ici, à défaut de chiffres, qui m'entraîneraient trop loin, je ferai appel à votre raisonnement et vous dirai, que si chez des enfants riches ou pauvres d'une constitution identique, nous observons constamment certaines maladies dans d'égales proportions, vous devez en conclure avec nous que ces affections sont particulières à l'âge ; mais si, nous fondant également sur l'observation, nous ajoutons qu'il est telle autre maladie qui ne se rencontre d'habitude que chez des apprentis, vous serez forcés de convenir qu'il y a une autre cause que l'âge. Or, ce que le raisonnement vous fait pressentir, les faits nous l'ont prouvé, cette affection dont je vais vous parler c'est l'ostéopériostite ; la cause, ce sera tantôt la fatigue, la station prolongée, les courses longues avec de lourds fardeaux, de brusques

refroidissements, en résumé un travail trop pénible pour des enfants souvent mal nourris et mal logés.

Lorsqu'une maladie est assez obscure à son début pour donner lieu à de fréquentes erreurs de diagnostic, lorsqu'elle se termine le plus souvent par des accidents amenant la perte d'un membre ou même la mort, lorsqu'enfin elle se déclare à la suite de causes aussi diverses que celles que j'ai signalées, vous comprenez avec quelle réserve il faut se prononcer avant de déclarer qu'il y a eu faute de la part d'un patron.

Mais, avant d'aller plus loin, pour vous faire mieux comprendre toute la difficulté de la question, permettez-moi de vous expliquer très-brièvement ce que c'est que la maladie dont, très-probablement, vous venez d'entendre citer le nom pour la première fois.

Certainement, il n'est peut-être pas une personne ici qui ne sache ce que c'est qu'un panaris, soit par ouï-dire, ou, ce qui est plus désagréable, par sa propre expérience.

Tantôt, le patient en a été quitte pour un coup de lancette ou de bistouri, et tout a été dit; tantôt, il a perdu une ou deux phalanges, ou, si le doigt a été conservé, il est tellement déformé, qu'il est plus gênant qu'utile; d'autres fois, l'affection gagnant la main, l'avant-bras, et se compliquant de symptômes généraux, la vie s'est trouvée compromise, et il a fallu, pour sauver le malade, recourir à l'amputation. Changez le siège du mal; transportez-le à la jambe, à la cuisse, au bras, et vous avez l'ostéo-périostite, avec cette différence que, dans le panaris proprement dit, l'affection n'atteignait qu'une très-petite partie du corps, et que, dans les cas auxquels je fais allusion, elle a envahi tout un membre.

Et, maintenant que vous êtes assez au courant de la maladie, pour bien me comprendre, je vous prends pour juges dans les circonstances suivantes. Un enfant de 12 ans, non scrofuleux mais chétif, issu de parents débiles, arrive de la province en 1867 dans un état de santé satisfaisant; après plusieurs journées passées à l'Exposition, il éprouve une extrême fatigue, et subitement, il est pris de fièvre, de douleurs très-vives, principalement dans la hanche et le genou gauches. Le onzième jour, notre collègue qui le voit, M. Verneuil, reconnaît de suite que ce qui avait été pris pour un rhumatisme articulaire aigu, n'est autre chose que l'affection dont je vous parle; ayant déjà

envahi l'articulation de la hanche et du genou. Au bout d'un an, le petit malade, après bien des péripéties graves, fut très-heureux d'en être quitte avec une ankylose de la hanche, et un raccourcissement de 3 centimètres environ.

Tout récemment encore, j'ai vu dans mon service un jeune garçon d'une douzaine d'années, très-intelligent; il n'y a pas un mois, il avait ressenti quelques douleurs vagues dans un pied et avait continué à aller en classe; tout d'un coup, après avoir sauté d'une voiture, des accidents d'ostéo-périostite se déclarent au pied, gagnent la jambe et avec une telle rapidité que, pour chercher à le sauver, j'ai dû lui amputer la cuisse, et il a succombé; notez ici que rien n'avait été négligé; dès que l'enfant s'était plaint, il avait été parfaitement soigné (1).

En entendant ces deux observations, je pense qu'il n'est venu à la pensée d'aucun de vous, de dire que les parents de ces deux enfants ont été coupables d'incurie, d'insouciance, en un mot, de toutes ces négligences qu'une famille intéressée ou mal conseillée invoquera devant les tribunaux pour obtenir des indemnités de la part du patron.

Ces deux faits suffisent pour vous démontrer toute la gravité et toutes les difficultés d'une semblable question, et vous faire comprendre qu'à moins de preuves vraiment irrécusables, un jury sera souvent très-embarrassé pour se prononcer, attendu que la partie adverse trouvera toujours de très-bons arguments à opposer. En effet, pour peu que vous ayez réfléchi, vous avez reconnu de suite la vraie cause du mal : chez l'un des enfants c'était la fatigue, chez l'autre une contusion suite de chute, ce que nous voyons tous les jours chez bien des apprentis sans qu'il survienne rien de fâcheux, tandis que chez d'autres, probablement d'une complexion plus délicate ou ayant des prédispositions cachées, il n'en faudra pas plus pour détermi-

(1) A ce moment, novembre 1869, par une triste coïncidence, j'avais dans mon service, 5 ou 6 enfants, garçons ou filles, atteints d'ostéo-périostite, on aurait pu croire à une véritable épidémie, et ce qui aggravait singulièrement la situation de ces malades, c'est que par suite de l'insuffisance des places, j'avais été obligé d'établir comme cela ne m'arrive que trop souvent un certain nombre de lits supplémentaires : mesure déplorable à laquelle nous sommes obligés de recourir, par la force même des choses, bien que nous sachions par l'expérience que rien ne contribue plus que l'encombrement à rendre les salles insalubres, à favoriser le développement des infections purulentes chez les blessés et à diminuer les chances de succès dans les opérations.

ner des accidents d'autant plus graves que la maladie aura été méconnue ou négligée.

Certainement, le médecin qui aura reconnu la fréquence de cette affection chez de jeunes apprentis, filles ou garçons, et sa rareté chez des enfants du monde, de même âge, de même constitution, sera en droit de conclure que cette maladie si grave ne dépend pas seulement de l'âge ou de la délicatesse de la constitution, mais bien d'un excès de fatigue. Mais de cette conviction fondée par une longue expérience et du rapprochement de faits analogues observés chez des adultes, il ne faudrait pas en conclure que tout enfant atteint d'ostéo-périostite a été surmené par son patron, ce serait s'exposer à de très-grandes erreurs, seulement c'est une nouvelle preuve qu'en dehors des accidents de fabrique proprement dits, l'excès de la fatigue et d'autres causes débilitantes peuvent déterminer chez les enfants une affection des plus sérieuses, qu'il faudrait aussi tâcher de prévenir, non pas par des règlements mais par l'acceptation, dans les ateliers, d'une surveillance paternelle bien comprise, bien dirigée, ayant pour but de protéger l'apprenti contre l'incurie des patrons et l'abandon des familles.

Seulement, de ce que quelques patrons se seront montrés négligents à l'égard de leurs apprentis, il ne faudrait pas en tirer cette conclusion que cela se répète souvent; ce ne sont heureusement que des exceptions assez rares, d'autres au contraire se sont souvent montrés plus soigneux et plus attentifs que beaucoup de parents, et s'il entrait dans mon sujet de vous parler, par comparaison, de l'incurie, de l'insouciance trop habituelles de beaucoup de familles vis-à-vis de leurs enfants, vous seriez bien autrement attristés, en voyant dans quel déplorable état on nous les conduit. Maintenant bien que ces faits de négligence des patrons soient plutôt exceptionnels, les conséquences en sont cependant trop graves pour les passer sous silence, et afin d'en prévenir le retour, il serait peut-être utile d'insérer, dans les contrats d'apprentissage, cet article que nous voyons figurer dans tous les prospectus des maisons d'éducation: *toutes les fois que l'enfant sera malade, prévenir la famille*. Cette clause me semble d'autant plus nécessaire, que, dans la grande majorité des cas, l'apprenti ne peut pas être bien soigné chez son maître, et qu'assez souvent il reste des semaines sans voir sa famille, cette mesure aurait en outre l'avantage de pré-

venir des réclamations non fondées de la part des parents habituellement trop enclins à accuser les autres injustement.

La question des contrats d'apprentissage, dont la discussion avait été annoncée par M. le Président, dans la séance du 19 juin 1868, me semble donc d'autant plus digne de votre attention, qu'indépendamment des questions purement matérielles, elle touche aussi aux plus hautes questions de la morale, et, lorsque je vous ai dit au commencement de ce travail que je serais obligé d'user de la plus grande discrétion, c'est que je savais que pour traiter complètement la question des dangers auxquels l'apprenti est exposé, il y aurait à vous parler non pas seulement d'un bras arraché ou broyé par une machine, mais d'autres sujets tout aussi tristes atteignant l'enfant dans sa santé physique comme dans sa santé morale, et pouvant les ruiner à tout jamais. Vous comprendrez que si je n'expose pas devant vous les faits sur lesquels je pourrais m'appuyer pour développer ma pensée, ce n'est pas pour donner à entendre, en affectant un silence calculé, que le mal est plus grand qu'il ne l'est en réalité; non, heureusement non, mais j'ai cru qu'un semblable exposé serait déplacé devant cet auditoire, et que vous voudriez bien vous en rapporter à ma bonne foi et à l'impartialité avec laquelle j'ai étudié les faits que le hasard a offerts à mon observation.

Cette partie de mon travail, si j'avais dû vous la communiquer, aurait eu pour titre: des suites fâcheuses résultant de l'abandon ou de la négligence des parents, de l'incurie des patrons, du manque ou de l'inexécution des contrats d'apprentissage par suite de mauvaise foi de l'une des parties, de l'absence complète de toute éducation morale ou autre; toutes causes arrivant inévitablement à faire pour l'avenir, d'un enfant heureusement doué, un mauvais ouvrier.

Certainement il n'est donné à personne d'atteindre à la perfection, cela est bon pour les utopistes, mais ce qu'il est permis à chacun de nous de chercher, et ce qui doit être l'unique but de notre Société, c'est de s'efforcer, par tous les moyens pratiques, d'améliorer la position des apprentis, afin d'en faire plus tard d'honnêtes et utiles citoyens; or, de tous les moyens possibles, je ne crois pas qu'il y en ait de meilleur que de bons contrats d'apprentissage établis sur des bases sages, posées par des hommes éclairés par une longue expérience.

Mieux peut être qu'aucune assemblée, la Société de protection des apprentis est à même de discuter avec connaissance de cause les modifications véritablement utiles qu'elle croit nécessaires d'introduire dans la nouvelle loi, car elle compte parmi ses membres de nombreux industriels ayant donné l'exemple d'importantes améliorations, et plusieurs savants éminents qui, par leurs découvertes, ont puissamment contribué à diminuer les dangers auxquels sont trop souvent exposés les ouvriers.

C'est donc à vous, Messieurs, que revient l'honneur de cette tâche si difficile d'amener au bien non par la contrainte, mais par la douceur et la persuasion; il y aura de grands obstacles à surmonter, mais avec de la persévérance et du dévouement, le bien finira toujours par triompher.

QUESTION DES ACCIDENTS DE FABRIQUE

Communication de M. TRESCA.

M. Tresca a présenté dans la séance de janvier quelques considérations sur le rôle des machines dans l'industrie moderne, et sur l'influence qu'elles ont exercée sur la condition morale de l'ouvrier, en faisant de plus en plus appel à son intelligence, au lieu d'exiger de lui tout le développement de travail musculaire qui était auparavant de nécessité absolue dans toute fabrication.

Les machines à vapeur en l'exonérant de cette dépense de force physique, les machines-outils en dégrossissant son ouvrage, lui offrent évidemment une voie nouvelle qui a changé de tous points sa condition.

Sans doute ce progrès ne s'est pas accompli sans quelques douleurs, mais les accidents causés par les machines sont en bien petit nombre par rapport à ceux qui étaient le résultat de l'ancienne organisation, et la mécanique n'est pas d'ailleurs impuissante pour mettre à côté du mal le remède.

Avec les machines les accidents peuvent être définis et prévus, et il est du devoir de l'industriel de protéger ses ouvriers, à plus forte raison ses apprentis contre leurs atteintes.

M. Tresca a passé ensuite en revue les causes les plus ordinaires de ces accidents et démontre qu'on pourra généralement s'en affranchir en prenant les précautions convenables pour qu'en aucun cas la main, ni même aucune autre partie du corps, ni les vêtements ne puissent, même fortuitement, être amenés au contact des organes en mouvement. Les couvre-engrenages, les enveloppes des arbres, les trémies d'alimentation, les commandes établies à distance, constituent autant de variétés d'organes qu'il est nécessaire d'en avoir à sa disposition pour tous les cas de la pratique.

C'est surtout en ce qui concerne le travail des enfants qu'ils doivent être systématiquement appliqués : l'organe qui travaille doit être absolument protégé contre l'action de toute pièce mobile, piston, marteau, poinçon, scie, découpoir, au risque même de rendre momentanément le travail un peu plus difficile et moins rapide. Les plus simples notions d'humanité ne permettent pas que ces inconvénients soient mis en balance avec la protection due aux enfants, en raison même de leur inexpérience et de leur entrain, souvent téméraire, et si cette nécessité impérieuse était partout reconnue, on verrait bientôt surgir mille moyens de tirer parti de ces procédés préservatifs eux-mêmes pour rendre le travail plus rapide et plus sûr, en sauvegardant ainsi tous les intérêts.

NOTA. — Le prochain numéro contiendra le texte du décret de 1810 sur les établissements insalubres, dangereux ou incommodes avec les règlements y relatifs; il présentera aussi, d'après les comptes rendus de l'association pour prévenir les accidents de machines (fondée sous les auspices de la société industrielle de Mulhouse), d'après les rapports des inspecteurs anglais et nos propres recherches, l'ensemble des procédés recommandés et mis en usage pour éviter ou atténuer les dangers que présentent les machines. La rédaction recevra avec reconnaissance tous les documents qui lui seront adressés, les descriptions de moyens préservateurs, même avec dessins, etc. Envoyer au Secrétaire, 16, rue Saint-Florentin. (*Réd.*)

DE LA SALUBRITÉ DES LOGEMENTS

*Communiqué par M. COULON, Greffier en chef de la Cour de cassation,
Secrétaire de la Commission des Logements insalubres de Paris.*

Des membres de la Société qui sont à la tête d'œuvres concernant les enfants ou qui visitent les apprentis chez les patrons ont demandé à être fixés sur la solution de certaines questions touchant la salubrité des logements, ateliers, etc.

Il est inutile de rappeler que le comité judiciaire de la Société, présidé par M. Chauveau-Lagarde, l'un des vice-présidents de la Commission des logements insalubres, se tient à la disposition de tout sociétaire, voulant le consulter. M. Chauveau-Lagarde a concouru à la rédaction de tous les rapports généraux présentés au préfet de la Seine par la Commission depuis vingt ans, personne mieux que lui ne connaît toutes les solutions des questions soulevées pour l'exécution de la loi du 13 avril 1850, et des ordonnances de police concernant la salubrité des habitations. Enfin, il nous a paru nécessaire d'insérer dans le Bulletin le texte complet de la loi relative à l'assainissement des logements insalubres, afin de justifier l'adage : *Nul n'est sensé ignorer la loi*. Nous regrettons que le manque d'espace nous oblige à remettre à un autre numéro le texte des ordonnances de police des 23 octobre 1819, 3 décembre 1829, 5 juin 1834, 27 février 1838, 20 juillet 1838, 31 mai 1842, 5 novembre 1846, 12 décembre 1849, 8 novembre 1851, 1^{er} septembre 1853 et surtout celle du 23 novembre 1853. Les termes de ces ordonnances intéressant la salubrité, et dont l'application est journalière, surtout dans l'intérieur des usines et ateliers, doivent être connus des amis de l'enfance ouvrière.

LOI RELATIVE A L'ASSAINISSEMENT DES LOGEMENTS INSALUBRES (1)

du 13 avril 1850, promulguée le 22 avril.

ART. 1^{er}. — Dans toute commune où le conseil municipal l'aura déclaré nécessaire par une délibération spéciale, il nom-

(1) Des 19 janvier, 7 mars et 13 avril 1850 (promulguée le 22 avril 1850.)

mera une commission chargée de rechercher et indiquer les mesures indispensables d'assainissement des logements et *dépenses* insalubres mis en location ou *occupés* par d'autres que le propriétaire, l'usufruitier ou l'usager.

Sont réputés insalubres les logements qui se trouvent dans des conditions de nature à porter atteinte à la vie ou à la santé de leurs habitants (1).

ART. 2. — La commission se composera de neuf membres au plus, et de cinq au moins.

En feront nécessairement partie un médecin et un architecte, ou tout autre homme de l'art, ainsi qu'un membre du bureau de bienfaisance et du *Conseil des Prud'hommes*, si ces institutions existent dans la commune.

La présidence appartient au maire ou à l'adjoint.

Le médecin et l'architecte pourront être choisis hors de la commune.

La commission se renouvelle tous les deux ans par tiers; les membres sortants sont indéfiniment rééligibles.

A Paris, la commission se compose de douze membres (2).

ART. 3. — La commission visitera les lieux *signalés* comme insalubres. Elle déterminera l'état d'insalubrité et en *indiquera les causes* ainsi que les moyens d'y remédier. Elle désignera les logements qui ne seraient pas susceptibles d'assainissement.

ART. 4. — Les rapports de la commission seront déposés au secrétariat de la mairie, et les parties intéressées mises en demeure d'en prendre communication et de produire leurs observations dans le délai d'un mois.

ART. 5. — A l'expiration de ce délai, les rapports et observations seront soumis au conseil municipal, qui déterminera :

1° les travaux d'assainissement et les lieux où ils devront être entièrement ou partiellement exécutés, ainsi que les délais de leur achèvement ;

(1) Des chambres trop exiguës, celles qui ne reçoivent pas le jour direct, qui ne sont pas ventilées, les sous-sols en général, les pièces aux rez-de-chaussées sans garanties contre l'humidité, sont considérées comme insalubres.

(2) Par la loi du 25 mai 1864, le nombre des membres à Paris, put être porté à 30.

Le Bureau de la Commission est actuellement composé ainsi qu'il suit : Le *président*, M. le Sénateur Préfet de la Seine; *vice-présidents*, MM. Chauveau-Lagarde et Michal; *secrétaire*, M. Coulon; *vice-secrétaire*, M. Barreswil; *secrétaire administratif*, M. Yvart, chef de bureau à l'Hôtel-de-Ville, 4^e division.

2° Les habitations qui ne sont pas susceptibles d'assainissement.

ART. 6. — Un recours est ouvert aux intéressés contre ces décisions devant le conseil de préfecture, dans le délai d'un mois, à dater de la notification de l'arrêté municipal. Ce recours sera suspensif.

ART. 7. — En vertu de la décision du conseil municipal ou de celle du conseil de préfecture, en cas de recours, s'il a été reconnu que les causes d'insalubrité sont dépendantes du fait du propriétaire ou de l'usufruitier, l'autorité municipale lui enjoindra, par mesure d'ordre et de police, d'exécuter les travaux jugés nécessaires.

ART. 8. — Les ouvertures pratiquées pour l'exécution des travaux d'assainissement seront exemptées, pendant trois ans, de la contribution des portes et fenêtres.

ART. 9. — En cas d'inexécution, dans les délais déterminés, des travaux jugés nécessaires, et si le logement continue d'être occupé par un tiers, le propriétaire ou l'usufruitier sera passible d'une amende de 16 francs à 100 francs. Si les travaux n'ont pas été exécutés dans l'année qui aura suivi la condamnation, et si le logement insalubre a continué d'être occupé par un tiers, le propriétaire ou l'usufruitier sera passible d'une amende égale à la valeur des travaux et pouvant être élevée au double.

ART. 10. — S'il est reconnu que le logement n'est pas susceptible d'assainissement, et que les causes d'insalubrité sont dépendantes de l'habitation elle-même, l'autorité municipale pourra, dans le délai qu'elle fixera, en interdire provisoirement la location à titre d'habitation.

L'interdiction absolue ne pourra être prononcée que par le conseil de préfecture, et, dans ce cas, il y aura recours de sa décision devant le conseil d'État.

Le propriétaire ou l'usufruitier qui aura contrevenu à l'interdiction prononcée sera condamné à une amende de 16 francs à 100 francs, et, en cas de récidive dans l'année, à une amende égale au double de la valeur locative du logement interdit.

ART. 11. — Lorsque, par suite de l'exécution de la présente loi, il y aura lieu à la résiliation des baux, cette résiliation n'emportera en faveur du locataire aucuns dommages-intérêts.

ART. 12. — L'article 463 du code pénal sera applicable à toutes les contraventions ci-dessus indiquées.

ART. 13. — Lorsque l'insalubrité est le résultat de causes extérieures et permanentes, ou lorsque ces causes ne peuvent être détruites que par des travaux d'ensemble, la commune pourra acquérir, suivant les formes et après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 3 mai 1841, la totalité des propriétés comprises dans le périmètre des travaux.

Les portions de ces propriétés qui, après l'assainissement opéré, resteraient en dehors des alignements arrêtés pour les nouvelles constructions pourront être revendues aux enchères publiques, sans que, dans ce cas, les anciens propriétaires ou leurs ayants droit puissent demander l'application des articles 60 et 61 de la loi du 3 mai 1841.

ART. 14. — Les amendes présentées en vertu de la présente loi seront attribuées en entier au bureau ou établissement de bienfaisance de la localité où sont situées les habitations à raison desquelles ces amendes auront été encourues.

NOTA. — Nous avons dit que le meilleur commentaire de cette loi se trouve dans les rapports généraux publiés par la Commission des logements insalubres de Paris, nous ne pouvons rien y ajouter. Nous dirons seulement, pour répondre plus spécialement aux questions qui ont motivé notre communication :

1^o Que l'on peut comprendre l'*atelier* dans les *dépendances* du logement ;

2^o Que l'apprenti qui travaille du matin jusqu'au soir, peut être considéré comme un des *occupants* désignés par l'article 1^{er} de la loi ; et qu'il ne doit être assimilé ni au propriétaire ni à l'usufruitier ou à l'usager ;

3^o Que le Conseil des Prud'hommes (celui de Paris) est représenté au sein de la Commission des logements insalubres par l'un de ses honorables Présidents, M. Delicourt, les tribunaux sont compétents pour juger toutes les difficultés relatives à l'apprentissage.

4^o Qu'enfin, tous les signalements de localités insalubres relatés par l'article 3^e peuvent être faits par lettres (même non affranchies) adressées à M. le Préfet de la Seine.

RAPPORTS

SUR LES SERVICES DIVERS ET SUR LES ŒUVRES ANNEXES.

RAPPORT

DE L'ANNÉE 1869, DE L'ŒUVRE DES LITS D'APPRENTIS,

Par M. FRÉD. JOURDAIN, Vice-Président de l'Œuvre.

La Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures s'est proposé, disent ses statuts, d'améliorer la condition des apprentis, et cela, par tous les moyens qui, en respectant la liberté de l'industrie et l'autorité du père de famille, permettent d'agir conformément à la loi.

On comprend bien que s'étant donné un programme aussi vaste, elle n'a pu avoir la prétention de se mettre en rapport direct avec les enfants ; une pareille tâche eût été impossible, elle eût fait moins bien que les œuvres spéciales qui correspondent à chacun des besoins déterminés, aussi s'est-elle bornée à offrir son concours moral et effectif, et à donner des encouragements aux œuvres existantes.

Cependant, lorsqu'a été signalée une lacune, la Société a cru de son devoir d'exercer son action directe, mais ce mode d'intervention n'a été que passager et temporaire et, chaque fois, il a cessé aussitôt que les circonstances ont permis de remettre le rôle actif à une fondation, créée sous son inspiration, mais qui devenait indépendante et par ses statuts et par son budget.

C'est dans de telles conditions qu'a été créée l'Œuvre des lits d'apprentis dont notre secrétaire général, M. le duc de Mouchy, entretenait la Société dans son rapport du 23 février 1868, en annonçant sa formation sous l'impulsion de M. Berthier, vice-président de la Société.

Une des difficultés du contrat d'apprentissage signalé par les personnes qui s'occupent spécialement des apprentis réside dans la fourniture de la literie ; rarement le fabricant veut la prendre à sa charge et généralement la famille est trop pauvre pour se la procurer.

Il arrive encore qu'en présence de cette impossibilité de fournir la literie, la solution définitive est un coucher défectueux, malpropre, malsain, qu'il faut quelquefois partager avec d'autres enfants, où l'apprenti ne trouve pas le repos si nécessaire à son âge, et qui autorise la malpropreté du logis, la malpropreté de l'enfant, et souvent même le désordre et l'immoralité.

L'expérience a prouvé que des contrats d'apprentissage, qui auraient assuré à des enfants leur avenir dans l'art ou le métier de leur préférence n'ont pas été passés faute de lits, et que des enfants, qui eussent été, peut-être, des artisans hors ligne, se sont trouvés refoulés dans une situation inférieure.

Il est arrivé aussi que des ouvriers d'élite, très-habiles dans leur métier, ont dû se priver d'aides, empêchés qu'ils étaient par cette question onéreuse du coucher, ou se contenter de prendre pour apprentis des enfants *pouvant se procurer un lit*, mais moins intelligents et auxquels ils n'ont pas su transmettre leur habileté.

Il y a des œuvres qui fournissent le coucher des enfants; seulement, aux termes de leurs statuts, elles réservent cette faveur aux enfants qu'elles patronnent. L'Œuvre des lits d'apprentis est d'intérêt général; elle met à la disposition des enfants, *qui ne sont pas spécialement protégés*, l'avantage sérieux d'une literie, avantage énorme, qui facilite l'admission en apprentissage et améliore la condition de l'apprenti.

La résolution de créer une œuvre spéciale ayant été prise, M. Berthier, l'un des vice-présidents de la Société, a donné ses soins à la fondation naissante, et s'est assuré le concours d'hommes dévoués, particulièrement intéressés, comme administrateurs d'œuvres de placement en apprentissage, au succès de l'entreprise charitable, répartis d'ailleurs dans les différents quartiers de Paris, de manière à éviter des pertes de temps aux parents et à permettre une facile surveillance du matériel futur.

Les personnes convoquées à l'effet de constituer l'Œuvre des lits d'apprentis, qui fonctionnait déjà officieusement depuis environ une année, par les soins du Secrétaire de la Société, réunies le 23 janvier 1869, ont voté des statuts et procédé à la formation du bureau.

Ont été nommés : président, M. BERTHIER ; vice-président, M. FRÉD. JOURDAIN, et secrétaire-trésorier, M. STERN ; les autres membres administrateurs de l'Œuvre, sont :

M ^{lle} Payen.	MM. d'Hulst et Courtade (les abbés).
Erdeven.	Lemoine.
MM. Duchollet.	de Rivarol.
Lantiez (l'abbé).	Ch. Petit.
Riottot.	Rouvenat.
Triqueti (le baron de).	

La Société constituée est entrée immédiatement en fonctions, je vais rendre compte des premiers résultats de ses efforts.

Les lits prêtés aux patrons au 31 décembre 1869, par l'*OEuvre des lits d'apprentis* (1) sont au nombre de 22 ; aux termes des statuts de l'*OEuvre*, ces lits sont prêtés pour le temps de l'apprentissage à la demande des parents sous la responsabilité des patrons et la surveillance de l'un des membres de l'*OEuvre* qui a appuyé la demande : le tout est régularisé par un engagement signé par les trois personnes intéressées (le père ou son représentant), le patron et les membres délégués).

On comprend que la surveillance qui a pour objet la conservation de la literie permet d'exercer indirectement la sollicitude sur les enfants. Le patron, du reste, reconnaît l'intervention du représentant de l'*OEuvre*, intervention qui généralement n'est pas indispensable, les membres de l'*OEuvre* s'attachant, autant que possible, à n'admettre que des patrons éprouvés.

Comme condition du prêt d'une literie il est stipulé avant tout : qu'elle sera à l'usage de l'enfant, *et de l'enfant couché seul* (art. 11 des statuts) ; qu'elle sera placée dans le local convenu entre le patron et le surveillant qui a appuyé la demande du lit ; le local aura été reconnu salubre. Le patron s'engage aussi à maintenir la chose prêtée en bon état d'entretien (art. 10 des statuts).

La literie se compose d'un lit de fer à sommier ou d'un lit cage, au choix du demandeur, d'un matelas de laine, d'un traversin en varech, d'une couverture en laine grise, d'une couverture en coton, d'un ou deux draps de toile, le tout garanti par le fournisseur, notre collègue M. Grison, qui s'est engagé, pour

(1) Dans ces chiffres, ne sont pas comprises les sommes, dépensées antérieurement par le Secrétaire de la Société de protection, qui avaient été remises par des tiers pour cette destination : les lits acquis à cette époque ont été abandonnés aux patrons. Ces lits ont contribué à faire créer des ateliers modèles, à améliorer des ateliers existants ; ils ne feront pas retour à la Société de protection.

sa participation à l'OEuvre, à laver les toiles et recarder les matelas *gratuitement* chaque année.

Les encaissements de l'année 1869 provenant de secours ministériels ou de dons particuliers ont été de 2,280 francs, dont 14 ont atteint ou dépassé le chiffre de 100 francs, somme qui donne au donataire le titre de fondateur (art. 3 des statuts). On doit à la bienveillance de MM. les Ministres de l'Instruction publique et de l'Agriculture et du Commerce un secours de (chacun) 400 francs.

Liste des donateurs de 100 francs et au-dessus.

MM. Ministre de l'instruction publique.	MM. Mouchy (le duc de).
Ministre du commerce.	Maillard.
Albert.	M ^{me} Martini.
Berthier.	MM. Piver.
Courcy (de), Dr de la C ^{ie} la G ^{ie} .	Stern.
M ^{lle} Erdevén.	Singer.
M. Jourdain (Frédéric).	Société de Protection (la).

Pour les frais et fournitures payés jusqu'au 31 décembre 1869, il a été dépensé 2,249 francs dont 94 francs pour imprimés et le surplus pour achats de lits.

Les résultats obtenus se résument ainsi : 22 lits prêtés, qui assurent un coucher sain à 22 *enfants* dont 13 filles et 9 garçons.

Ces prêts faits à des patrons ont facilité l'admission en apprentissage et fait constituer des avantages que généralement on s'est empressé d'offrir. Dans un atelier où les enfants couchaient 2 par lit on a remédié à cette méthode pernicieuse, mauvaise au point de vue de l'hygiène et des mœurs; la situation d'une famille entière a été établie par le prêt de 2 lits, faute desquels toute combinaison était impossible et tout secours inefficace.

Jusqu'à ce jour on a évité toute publicité spéciale; malgré ce silence, les quelques services rendus ont été connus de ceux pour lesquels l'OEuvre a été fondée; les besoins se révèlent chaque jour; nous avons le regret d'être déjà débordés et nous avons dû faire appel à la bourse de la Société de protection; sur la demande de M. Berthier, président de l'OEuvre, M. le Président a bien voulu, au nom de la Société, nous accorder sur les fonds disponibles une somme de 500 francs qui nous permettra de donner suite aux services si utiles que nous pouvons rendre.

Nous espérons que les renforts vont nous venir ; nous nous recommandons à toutes les personnes charitables qui aiment les enfants, et recherchent un double but en s'y intéressant ; elles soulagent la misère et concourent au progrès des arts et de l'industrie.

Cet appel sera, nous l'espérons, fait incessamment dans une grande solennité par une voix plus puissante que la nôtre. Monseigneur Bauer nous a formellement promis le concours de son remarquable talent : sa parole si écoutée, si persuasive, aura certainement une immense influence sur les amis des enfants, et amènera des ressources qui consolideront notre OEuvre si intéressante.

NOTA. — Je puis annoncer déjà que, sur la lecture de ce rapport en épreuve, Monsieur le baron James de Rothschild, vice-président de la Société de Protection, a bien voulu mettre à ma disposition une somme de 500 francs (une créance, de tout repos, qui doit être remboursée entre mes mains dans le courant de l'année 1870).

RAPPORT

SUR L'ÉCHANGE DES COMPTES RENDUS ENTRE LES OEUVRES

Par M. FOUCHET.

La Société a daigné me confier la direction de l'échange des comptes rendus entre les OEuvres qui s'occupent du sort des apprentis ; j'ai l'honneur de vous faire connaître les résultats que j'ai obtenus pour l'année 1869.

Au mois de février, époque à laquelle le service m'a été remis par notre Secrétaire, le tableau des échanges constatait l'envoi par 41 Sociétés de 173 exemplaires de rapports, qui avaient été répartis entre 27 OEuvres.

Depuis février jusqu'à ce jour, j'ai reçu de 34 Sociétés 1,250 numéros de comptes rendus, soit une moyenne de 37 numéros par Société.

J'ai conservé sur chaque envoi, ainsi qu'il avait été décidé, deux exemplaires, l'un pour la collection de comptes rendus destinée par la Société de protection à S. M. l'Impératrice et qui lui

a été présenté par M. le Secrétaire général; l'autre pour la bibliothèque de la Société.

Tous les autres numéros ont été adressés, par mes soins, à 60 OEuvres diverses.

Ayant obtenu de chaque Société un plus grand nombre d'exemplaires que cela n'était rigoureusement nécessaire, j'ai pu comprendre dans mes distributions certaines OEuvres qui ont désiré expérimenter notre système avant d'y adhérer, et plusieurs Sociétés qui, tout en ne publiant pas de rapports, ont demandé à être renseignées sur tout ce qui se produit dans l'intérêt des apprentis.

En dehors des 34 adhérents, entre lesquels l'échange a fonctionné très-régulièrement, 26 OEuvres ou Établissements ont donc reçu un certain nombre de rapports.

J'espère que plusieurs de ces œuvres entreront prochainement dans notre combinaison; et je me propose, pour 1870, de demander à chaque adhérent une plus grande quantité d'exemplaires, 50 par exemple, pour faciliter les moyens d'extension de notre service d'échanges.

Deux OEuvres, celle des jeunes ouvriers de Metz et celle des jeunes ouvriers de N.-D.-des-Champs d'Angers, qui manquaient de ressources pour faire imprimer leurs comptes rendus, ont sollicité l'appui de la Société, et il a été accordé à chacune d'elles une allocation spéciale de cent francs.

J'ai été chargé de transmettre à M. le Président l'expression de toute leur gratitude envers la Société.

Mes dépenses ont été de 156 fr. 75 c. pour frais de lettres et affranchissement de brochures.

Voici les noms des OEuvres qui ont participé à nos échanges d'une manière effective :

Maison d'apprentis de Nancy.
Société des Amis de l'Enfance, à Paris
École professionnelle israélite, rue des
Singes, à Paris.
École israélite d'arts et métiers, à
Mulhouse.
Société paternelle des plumes et fleurs
à Paris.
Société paternelle de l'Ébénisterie, à
Paris.
Patronage Saint-Charles, à Paris.

Œuvre des jeunes ouvriers, à Metz.
Société de Saint-Vincent-de-Paul
d'Amiens.
Société des fabricants et artisans, à Paris
Associat. évangélique de Montbéliard.
Société pour le placement en appren-
tissage des jeunes orphelins, à Paris.
Patronage de la Société de prévoyance
à Lunéville.
Société de secours mutuels du fau-
bourg Saint-Denis.

Orphelinat Napoléon, à Valence (Drôme).

Société industrielle de Nantes.

Asile Sainte-Marie, à Luzarches.

Œuvre de la jeunesse pour la classe ouvrière, à Marseille.

Patronage des apprentis, à Orléans.

Cercle de la jeunesse, à Paris.

Société parternelle du papier peint, à Paris.

Société protestante du travail à Paris.

Œuvre de la jeunesse, à Troyes.

Société nationale d'encouragement au bien, à Paris.

Conférences de Saint-Vincent-de-Paul de Paris.

Patronage des apprentis de la confession d'Augsbourg.

École israélite d'arts et métiers, à Strasbourg.

Établissement protestant du Neuhof, (Bas-Rhin).

Société des jeunes ouvriers de Notre-Dame-des-Champs, d'Angers.

Maison d'Orphelines protestantes, à Crest (Drôme).

Patronage de la Société de prévoyance, à Nancy.

Manufactures de M. Hamelin fils, à Paris et aux Andelys.

Asile de charité pour les orphelins protestants, à Castres.

Patronage Saint-Joseph, à Versailles.

Les sociétés qui ont reçu des comptes rendus, et n'en ont pas envoyé sont les suivantes :

Maison d'apprentis de Lyon.

La Tutelle, pension d'apprentis, à Paris

Maison des apprentis de St-Ambroise.

Comité de patronage de l'Église réformée, à Paris.

Société des enfants de la bijouterie (en formation), à Paris.

Société d'émulation de Rouen.

Société industrielle de Reims.

Cercle des jeunes ouvriers, à Paris.

Patronage des frères de La Chapelle.

Patronage des Sœurs de la Providence Sainte-Marie, à Paris.

Patronage d'Arras.

Patronage de la rue de Sèvres, à Paris.

Œuvre de la jeunesse, à Lille.

Pension d'apprentis, à Tours.

Bibliothèque communale de St-Denis

Orphelinat du Puy.

Société impériale d'agriculture, sciences et arts, à Valenciennes.

Société d'adoption et colonie agricole, à Merles.

Société et colonie de Mettray.

Société industrielle de Mulhouse.

Société industrielle d'Amiens.

Société paternelle des fils et tissus (en formation) à Paris.

Société paternelle de la céramique et de la verrerie (en formation), à Paris

Société paternelle de l'imprimerie (en formation), à Paris.

Œuvre des apprentis et des jeunes ouvrières, à Paris.

Orphelinat de Déols (Indre).

Les encouragements que j'ai reçus, et dont une volumineuse correspondance fait foi, me font entrevoir un succès complet dans un avenir prochain, et je suis convaincu que notre service d'échanges est appelé à prendre un très-grand développement.

Avis. — Pour toute demande d'échanges, s'adresser à M. P. FOUCHET, banquier, 63, rue du Faubourg-Poissonnière.

RAPPORT

SUR L'ŒUVRE DES BIBLIOTHÈQUES D'APPRENTIS

Par M. ALICOT (1).

Le but que se sont proposé les fondateurs de notre Société ne serait qu'imparfaitement atteint si nos préoccupations étaient uniquement tendues vers la situation matérielle de la jeunesse ouvrière. Ce mot de protection qui est devenu notre devise doit être entendu par nous dans son acception la plus large; ce n'est pas seulement dans la manufacture et dans l'atelier, près du métier ou de l'établi que nous nous sommes imposé le devoir de veiller sur l'enfant; notre sollicitude doit le suivre partout. Lorsque nous avons assuré le respect dû à son jeune âge et à sa faiblesse et que nous le retrouvons à la sortie de l'atelier, nous devons remplir et occuper encore ces heures de repos et de loisir que nous revendiquons pour lui comme un droit et que la loi lui garantit, et notre protection est alors tout aussi nécessaire qu'aux heures du travail.

Pour qu'elle soit efficace il faut que nous puissions offrir aux enfants des diversions qui les attirent, qui les captivent, qui soulagent leur esprit d'une concentration pénible sur les travaux trop souvent monotones de l'atelier.

C'est déjà un résultat important que de les tenir ainsi éloignés des dangers auxquels leur jeunesse est exposée, mais pour que de tels efforts puissent porter leurs fruits dans l'avenir, nous devons préparer les jeunes gens qui viennent à nous à devenir des hommes, à reconnaître et à fuir des dangers contre lesquels bientôt leur raison seule les protégera, à supporter enfin le poids d'une entière liberté. Nous devons, en un mot, les instruire et les moraliser.

Notre Société a pourvu à ces nécessités par des moyens directs et efficaces en instituant un comité d'enseignement élémentaire, et un comité d'enseignement religieux.

Mais à côté de ces moyens d'action il en est un autre dont l'importance ne saurait être méconnue et qui peut les seconder puissamment, c'est la propagation des livres entre les mains de la jeunesse ouvrière et la diffusion de toutes les grandes vérités morales et scientifiques par la lecture.

C'est de cette pensée qu'est née l'*Œuvre des bibliothèques*.

(1) Lu à la séance du mercredi 2 février.

Notre Société ne pouvait s'imposer la tâche difficile et onéreuse de créer elle-même des bibliothèques et de fournir directement des livres aux jeunes gens qu'elle a pris sous sa protection ; une telle entreprise aurait dépassé le but qu'elle se propose et qui est surtout d'encourager et de provoquer des efforts individuels ou collectifs en faveur de la jeunesse ouvrière. Ces efforts, en ce qui touche la propagation de la lecture, se sont manifestés dans ces dernières années avec un véritable éclat. De toutes parts les esprits élevés ont compris tout ce que peut produire le développement de cette généreuse idée ; on a compris que les classes ouvrières émancipées à la vie politique devaient être mises en état d'en suivre les mouvements, d'en comprendre les difficultés, de discerner elles-mêmes le vrai du faux, le possible de l'impossible. Pour atteindre ce but, il faut répandre la lumière à profusion ; ce n'est pas assez que tout citoyen sache lire et écrire, il faut encore qu'il puisse comprendre sans le secours de personne la signification et la portée des actes politiques qu'il est appelé à remplir.

Cette tâche difficile a été entreprise avec une foi et un courage qui seront l'honneur de notre temps. De toutes parts des bibliothèques ont été créées. Des sociétés se sont formées pour les soutenir et les encourager. Je manquerais ici à un devoir, si je ne saluais avec respect le nom de la Société Franklin, dont les généreux efforts ont déjà produit de si heureux résultats.

Notre OEuvre, plus modeste et plus restreinte, pourra, nous l'espérons, prêter un utile concours à ce grand mouvement. Tandis que la plupart des bibliothèques populaires sont destinées à des adultes, celles que nous voulons encourager ne s'adressent qu'aux enfants et aux apprentis, c'est-à-dire à des esprits encore jeunes et souples. — Nous jetons ainsi la semence dans une terre qui n'a point été épuisée et dont les fruits devront être à la fois plus sains et plus abondants.

L'OEuvre des bibliothèques est de fondation toute récente. Il y a un an à peine qu'elle est instituée. — Elle se compose de membres de la Société agréés par notre honorable Président. Sa mission est d'encourager par des dons de livres toutes les bibliothèques qui reçoivent au nombre de leurs lecteurs les apprentis et les enfants employés dans les manufactures.

Je dois vous faire connaître la manière dont nous avons entendu et accompli jusqu'à ce jour la tâche qui nous a

été confiée; mais, avant tout, je dois déclarer ici qu'elle a été simplifiée par les premiers travaux auxquels s'était déjà livré notre honorable Secrétaire.

Grâce à lui, nous nous sommes trouvés mis en communication avec plusieurs associations charitables qui avaient déjà fondé des bibliothèques. Elles sont certainement connues de vous; je veux parler des œuvres de patronage dont l'organisation vous a été si bien décrite, il y a deux ans, par l'honorable M. de Coulonges. — Ces œuvres, ardemment dévouées à la jeunesse ouvrière, ont pour but de réunir le plus souvent possible dans un local spécial les enfants et les jeunes gens employés dans les ateliers ou les usines. — A l'heure où ils quittent leur travail ils sont reçus au patronage, ils y trouvent des conseils et des secours que souvent ils ne reçoivent pas chez eux ou chez leurs patrons, des jeux, des exercices gymnastiques, et enfin toutes sortes de moyens d'instruction.

C'est ainsi que, dans quelques patronages, des bibliothèques ont été créées. Dans la plupart, quelques volumes seulement sont mis à la disposition des enfants et partout les livres sont demandés avec instances et lus avec assiduité. Le plus souvent, les enfants demandent et obtiennent l'autorisation d'emporter les livres chez leurs parents ou chez leurs patrons, de manière à pouvoir consacrer à la lecture les heures de repos qui leur sont accordées dans la journée.

Ce sont ces efforts des œuvres de patronage et ces heureuses dispositions de la jeunesse qui les fréquentent que nous voulons seconder.

Notre concours, nous osons l'affirmer, sera d'une réelle utilité pour ces œuvres charitables; les besoins qu'elles ont à satisfaire constituent pour elles de lourdes charges. Elles doivent d'abord courir au plus pressé : l'aménagement et l'entretien des vastes locaux nécessaires à un patronage, le paiement de quelques employés, les secours de toute espèce destinés à soulager de pressantes infortunes ont bien vite épuisé les ressources que leur fournit la charité publique. Les bibliothèques ne viennent donc qu'au second rang dans cette distribution; elles sont comprises forcément dans les dépenses extraordinaires, et ce n'est que par exception qu'il peut leur être attribué quelques faibles sommes pour des achats de livres. De là, la pauvreté et l'insuffisance du plus grand nombre des bibliothèques.

C'est nous, Messieurs, qui devons combler cette lacune, c'est l'Œuvre que vous avez fondée qui doit alimenter ces bibliothèques de bons livres instructifs, intéressants et moraux.

C'est ce que nous avons essayé de faire depuis que nous sommes constitués. — Malgré tous nos efforts, nous n'avons encore pu réaliser tous nos désirs. — Le temps, la persévérance et votre bienveillant concours nous aideront dans l'accomplissement de cette tâche difficile.

Pour vous faire connaître le programme que nous avons adopté et les résultats que nous avons obtenus, nous devons diviser cet exposé en deux parties :

1^o Des bibliothèques patronnées par notre Œuvre;

2^o Des livres qui leur sont distribués.

Les bibliothèques avec lesquelles nous sommes actuellement en rapport sont au nombre de 32, dont 20 à Paris et 12 dans les départements.

La plupart appartiennent à des patronages; quelques-unes sont dirigées par des particuliers.

Voici le nom des principales œuvres de patronage auxquelles nous avons distribué des livres dans le courant de l'année 1869.

A Paris :

Patronages dirigés par: les Frères des écoles chrétiennes,

Les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul (garçons et filles),

Les conférences de la Société de Saint-Vincent-de-Paul,

Les Sociétés paternelles fondées par les patrons,

La Société des amis de l'enfance ;

M. le baron de Triquetti pour les enfants appartenant au culte protestant ;

M. Le Docteur Ducholler pour la Société des fabricants et artisans (M. Dufourmantelle, bibliothécaire);

M. Albert Cohn, pour les enfants appartenant au culte israélite.

Dans les départements, les bibliothèques sont dirigées :

Par M. l'abbé Reisse, à Metz ;

M. l'abbé Halluin, à Arras ;

M. Éllie Baille, à Nancy ;

M. Dupont-Deschamps, à Beauvais ;

M. Mauge du Bois des Entes, à Orléans ;

M. Dollfus, à Dornach, Mulhouse ;

M. Brac de la Perrière, à Lyon ;

M. Stern, pour Strasbourg ;

MM. Bérard frères, à Montpellier.

Tels sont, Messieurs, les établissements qui ont répondu à notre appel depuis que nous nous sommes mis à l'œuvre. Nous espérons fermement pouvoir vous présenter, avant l'année prochaine, notre liste considérablement augmentée par des adhésions nouvelles.

Les demandes des associations charitables ne nous manqueront pas, mais pour que nous puissions y répondre, il faut que le nombre des volumes que nous aurons à distribuer aille aussi en augmentant.

C'est ici, Messieurs, qu'apparaissent les difficultés de notre tâche et que nous faisons appel à votre concours pour nous aider à les surmonter.

L'OEuvre des bibliothèques, quoique comprise dans le cadre de notre Société, n'a pas encore une part déterminée dans ses ressources. Notre OEuvre a son budget particulier, mais ce budget n'est alimenté que par les dons qui nous sont faits directement ; — c'est donc grâce aux ressources que nous ont fournies de généreux donataires que nous avons pu, l'année dernière, faire des distributions à nos bibliothèques.

J'aborde ici, Messieurs, la seconde partie de mon exposé relative aux livres distribués.

Nous avons reçu, dans le courant de 1869, des dons en livres et des dons en argent.

Du mois de mars 1869 au 1^{er} janvier 1870, notre OEuvre a reçu en nature ou acheté, avec les fonds qui lui ont été donnés, 1,162 volumes, dont la répartition a été faite entre 32 bibliothèques. Sur ce nombre, plus de 1,000 volumes ont été offerts directement à l'OEuvre.

Nous sommes heureux, Messieurs, de vous faire connaître les noms des principaux donateurs et de leur adresser publiquement nos remerciements.

S. Exc. M. le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, Président d'honneur de la Société, nous a attribué, sur les ouvrages acquis par souscription par son département, près de 800 volumes, parmi lesquels 9 exemplaires de la collection complète des rapports relatifs aux expositions depuis 1819 jusqu'à 1851 ; 20 exemplaires des

rapports sur les concours régionaux tenus en France depuis 1860, et contenant une quantité considérable de planches très-intéressantes et pleines d'utilité pour nos jeunes lecteurs; divers ouvrages spéciaux sur l'industrie des tissus, l'agriculture et l'horticulture, la plupart ornés de cartes et de planches de la plus belle exécution; un ouvrage élémentaire sur les inventeurs et les inventions, par M. Émile With, et un traité de la fabrication du pain.

Le magnifique don de M. le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics a été complété par la généreuse offrande de la Commission impériale de l'Exposition universelle de 1867, accordée à la demande de notre collègue M. Michel Chevalier, consistant en 12 exemplaires des rapports du Jury, formant ensemble 130 magnifiques volumes.

Il nous a donc été possible, grâce encore aux 12 collections des rapports de l'exposition de 1862, formant ensemble 84 volumes, que M. Chaix nous avait offertes dès la création de l'OEuvre des bibliothèques, de donner à 11 bibliothèques un tableau complet des expositions qui se sont succédé en France depuis 1819, c'est-à-dire une revue générale des progrès de l'industrie depuis le commencement du siècle.

Une collection de livres proposée par M. Marguerin a été offerte à la bibliothèque de l'OEuvre des cigarières, grâce au don généreux de notre collègue M. Margueritte et avec le concours de la Société Franklin.

Nous sommes heureux de vous donner l'assurance, d'après un rapport qui nous est parvenu récemment de l'un de nos grands centres industriels, que ces ouvrages y sont lus par les jeunes gens avec le plus vif intérêt.

Nous pouvons donc, Messieurs, donner à nos lecteurs des livres sérieux sans crainte de les rebuter; mais nous savons aussi qu'il ne faut point abuser de leurs bonnes dispositions et que les lectures purement instructives doivent être encouragées par quelques lectures intéressantes ou même amusantes.

C'est pour nous un sujet constant d'étude et d'observation que la question de savoir dans quelles limites nous devons donner satisfaction aux diverses tendances qui se font jour dans l'esprit de nos lecteurs. L'expérience des autres nous servira, en attendant que nous l'ayons acquise à notre tour. Nous devons remercier ici nos honorables collègues M. le baron J.-N. de Rothschild et

M. Marguerin pour les communications pleines d'intérêt qu'ils nous ont faites et que vous avez lues dans le dernier bulletin de la Société.

Nous saisissons avec empressement cette occasion pour prier ceux de nos collègues qui s'intéressent à la propagation de la lecture de nous faire connaître leurs observations et leurs idées sur ce grave sujet; le choix des livres qu'on peut mettre entre les mains de la jeunesse est l'objet de toutes nos préoccupations, car si la lecture peut répandre les plus grands bienfaits, elle n'est pas toujours sans offrir de graves dangers. Notre premier devoir est de les écarter.

Pénétrés de cette pensée nous n'avons jamais donné de livres sans nous être complètement éclairés sur leur portée morale.

Nous avons pu distribuer ainsi 25 volumes amusants qui nous ont été offerts par M. Maillet, libraire-éditeur, membre de notre Société.

Parmi les distributions que nous avons faites, nous devons mentionner 75 volumes traitant de questions scientifiques, offerts par notre collègue M. Bérard; 205 volumes que la libéralité de notre collègue M. Boutarel nous a permis d'acquérir de la librairie Mame, de Tours, avec une réduction tout exceptionnelle de prix que nous devons à la générosité de notre collègue le chef de cette importante maison.

Diverses sommes que nous avons reçues de nos collègues ou qui nous ont été attribuées sur les fonds de la Société, nous ont encore permis quelques acquisitions, parmi lesquelles 27 exemplaires de l'excellent ouvrage de M. Smiles, *Self-Help*, qu'on pourrait appeler le livre des apprentis, et 50 dictionnaires de littérature, de sciences, de droit usuel, d'histoire et de géographie, enfin, nous avons pu concourir utilement à la fondation des Bibliothèques de Beauvais et d'Aubervilliers dues à l'initiative de plusieurs de nos collègues, M. le duc de Mouchy, M. Dupont-Deschamps, MM. Cartier-Bressan frères, Piver, etc.

Tel est, Messieurs, le résultat de nos premiers travaux accomplis pendant l'année 1869.

Permettez-moi, en terminant, de faire un nouvel appel à votre concours.

Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous l'exposer, toutes ces ressources sont attendues de la générosité de ceux qui veulent bien s'intéresser à notre œuvre.

Au premier rang, nous devons compter ceux qui consacrent leur vie à l'étude et à la publication de leurs travaux et ceux dont la noble profession consiste à répandre, par l'imprimerie, les productions de l'esprit humain.

Nous osons compter sur le concours des savants, des littérateurs, des publicistes, sur la générosité des éditeurs, qui témoignent de leur intérêt pour la jeunesse ouvrière en faisant partie de notre Société.

De tous les fléaux qui affligent notre époque, l'avarice du savoir est peut-être le plus funeste, car elle engendre l'ignorance, c'est-à-dire la seule misère que l'or soit impuissant à soulager.

Propageons dans la mesure de nos forces, mais avec foi, avec courage une instruction saine et virile dans la jeunesse ouvrière; c'est le plus grand des bienfaits que nous puissions apporter au peuple, le plus grand des services que nous puissions rendre au pays.

Avis. — Nous prions les personnes qui voudront bien s'intéresser à notre OEuvre, de nous réserver les livres et publications de toute sorte, dont elles pourraient vouloir débarrasser leur bibliothèque. Quels qu'ils soient nous les recevrons avec empressement, et si par leur nature ils ne pouvaient être mis entre les mains de nos lecteurs, ils seraient échangés par nous comme livres ou comme papier contre des livres appropriés.

Les dons en nature ou en argent faits aux Bibliothèques d'apprentis sont reçus par M. ALICOT, 1, rue de Vigny (le lundi, de 8 heures à midi). Les noms des donateurs seront indiqués dans le prochain compte rendu.

RÉCRÉATIONS

OFFERTES AUX ENFANTS

Rapport par M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

A la demande de plusieurs de nos collègues qui s'occupent de patronages, nous avons cherché les moyens de procurer aux enfants des récréations instructives.

Pendant l'année 1869, mille apprentis ou jeunes ouvriers ont dû à l'obligeance de nos collègues MM. de Hennezel et Lefebure de Fourcy, d'être admis à parcourir les catacombes de Paris. Cette visite s'est faite avec le plus grand ordre; les mille billets avaient été disposés par séries de cent, et distribués par les soins de M. l'abbé Lantiez.

On a remarqué pour leur belle tenue les enfants de Saint-Charles, conduits par le directeur du patronage, ceux de Notre-Dame-de-Grâce, ayant M. l'abbé Lantiez à leur tête, et ceux de la maison de Saint-Ambroise avec M. l'abbé d'Ulst, notre collègue, les enfants israélites sous la conduite de M. Weil, membre de la Société, les enfants de la Tutelle avec leur directeur, notre collègue M. Canonge ; M. le baron de Triqueti, notre collègue, conduisait lui-même son petit bataillon de l'église réformée, etc.

Quatre voyages doubles ont été faits dans les égouts. M. Roussel avait disposé toutes choses, et plus de six cents jeunes visiteurs ont pu admirer ces magnifiques travaux souterrains.

Nous n'avons pas encore pu organiser (tant de choses sont à faire) les conférences qui doivent suivre ces visites et leur donner une portée scientifique. M. Roussel a promis de les inaugurer en nous parlant des eaux de Paris (approvisionnement, consommation et évacuation).

Notre collègue M. Guichard nous a donné les facilités les plus larges pour faire visiter la belle exposition de l'Union des Beaux-Arts industriels dont il est le président ; plus de huit cents enfants accompagnés de personnes instruites, capables de les diriger, ont pu contempler les merveilles réunies dans le palais des Champs-Élysées.

M. Alphand a tenu la promesse qu'il nous avait faite l'an passé ; on se rappelle que par l'obligeante intervention de notre collègue, quatre arbres de Noël avaient été donnés à autant de patronages ; cette année, la Société a procuré aux œuvres *vingt-quatre* arbres de Noël qui, grâce à la générosité de nos collègues, ont pu faire bonne figure et presque rivaliser avec celui dont une maison princière avait offert le spectacle à cent enfants pauvres.

L'un s'est chargé de certains frais ; un autre collègue, M. Jacquin, a donné des bonbons ; nos collègues MM. Leroy-Durand ont envoyé des bougies ; les papiers dorés, l'or en livrets ont été donnés par nos collègues M. Vacquerel et M. Huth ; enfin M. Berger-Walter et M. Burgun ont fait un envoi considérable de boules de verre argentées, dorées, et de pandeloques en verre taillé. Nombre de dames se sont mises à l'œuvre, des tombolas ont été organisées, pourvues de lots nombreux ; le dévouement ingénieux des sœurs, celui des institutrices de charité se sont multipliés partout. Les vingt-quatre petites cérémonies ont eu

un plein succès, plus de six mille enfants y ont pris part.

De tous côtés nous avons reçu des comptes rendus; nous donnons seulement ces lignes d'une lettre écrite par notre collègue, M. Engel Dollfus, de Mulhouse, à qui nous devons l'élan imprimé à cette petite cérémonie.

» Le jour de Noël se trouvaient aussi dans notre salle de réunion 245 enfants des deux sexes, de 8 à 13 ans, qui travaillaient dans les impressions. Arbre splendide.

» C'était ma belle-sœur, Mme Émile Burnat, qui invitait et faisait les frais de la fête.

» Il y a eu banquet, musique, distribution de cornets bien remplis pour les parents absents, cadeaux de fichus, cache-nez, etc.

» Le coup d'œil était charmant, les visages rayonnants, vous auriez eu du plaisir à être là!... »

Cette année, les mêmes plaisirs seront offerts, d'autres encore seront ajoutés au programme. Si nos collègues qui ont des idées, de l'argent, du temps veulent nous venir en aide, ce service (*qui demande un directeur*) marchera de pair avec les autres et ce ne sera pas le moins fécond en heureux résultats.

NOUVEAU SERVICE. — Notre collègue, M. Sriber, toujours dévoué aux intérêts des enfants, s'est donné la mission de pourvoir les patronages d'objets d'art, afin que chaque réunion d'enfants ait son petit musée et au moins son *portefeuille artistique et industriel*; une première distribution a été faite des dons de nos collègues, MM. Davanne et Baudrit; une seconde se prépare grâce à la libéralité de M. du Sommerard.

On peut s'adresser à M. Sriber, rue Turbigo, n° 18.

PATRONAGE DES APPRENTIS ÉTRANGERS

Par M. ARNOULD THÉNARD.

Les projets qui avaient été étudiés en 1867 et dont il a déjà été question dans le Bulletin, vont enfin, en ce qui concerne la Turquie, recevoir une exécution régulière. M. le major Husny Bey est maintenant chargé seul de la réception des enfants et de l'administration budgétaire du service des apprentis ottomans.

Ces enfants sont placés par Son Excellence Djemil Pacha sous la protection de la Société; leur direction appartient aujourd'hui à M. Husny Bey qui a succédé à M. Essad Bey, et moi qui ai remplacé le secrétaire de la Société, M. Barreswil.

Nous avons reçu jusqu'à ce jour trente-trois enfants (d'abord six), puis sept, et dernièrement vingt.

Des six premiers enfants, quatre ont été placés en apprentissage dans des maisons de premier ordre, après avoir appris couramment le français (ils lisent, écrivent et calculent passablement), leurs patrons ont été choisis parmi les membres de la Société.

Dora a été confié à M. Collinot, fabricant de poteries artistiques; c'est un garçon intelligent qui a un goût inné pour le dessin, quelques mois ont suffi pour éveiller en lui le sentiment de l'art sous l'inspiration de son maître, le regretté Adalbert de Beaumont, membre de la Société, mort en 1869 (il était l'associé de M. Collinot). *Dora* est aujourd'hui sous la direction de notre habile collègue qui le traite comme son fils; cet enfant deviendra un artiste accompli.

Ibrahim poursuit son apprentissage chez M. Lemoine, ses progrès sont réels, on en fera un bon ébéniste, sa main est sûre et son goût se dessine; espérons qu'il trouvera en Turquie à utiliser fort avantageusement ce qu'il aura appris en France sous un maître excellent.

Wassil apprend chez M. Chaix et sous sa paternelle direction le métier de dessinateur et graveur sur pierre; c'est un garçon appliqué, observateur, studieux: il réussira, on pourra en tirer un bon parti dans une administration publique.

Mengardich est dirigé par M. Dumoulin Froment vers la profession de mécanicien; son aptitude est incontestable; il est vif, intelligent, adroit, il sera pour l'administration des télégraphes ottomans une excellente acquisition, il portera en Turquie les bonnes traditions transmises à notre collègue par le célèbre Froment, son beau-père, fondateur de la maison. *Mengardich* est pensionnaire chez notre collègue M. Leroy, qui, à la demande de notre président, l'a admis dans son bel établissement du boulevard Arago.

Un enfant s'est montré rebelle, et plus encore paresseux à l'excès, il a dû être renvoyé à Constantinople.

Un autre, d'une nature douce et d'un cœur excellent, qui est

arrivé ici malade, a passé de longs mois à l'hôpital, soigné par M. Marjolin; il avait été placé comme ses camarades à l'orphelinat des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul de la rue de Reuilly, et il s'y était fait aimer par sa douceur et sa bonté. Mais l'air de Paris paraissant ne pas lui être favorable, on a dû, de l'avis des médecins, le conduire à Élancourt dans l'orphelinat de M. l'abbé Méquignon. Pendant quelque temps son état a paru s'améliorer, cependant bientôt le mal a pris le dessus, et le pauvre garçon est mort entouré des soins affectueux des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, qui ont tenu à témoigner, par leur dévouement à cet enfant de la Turquie, leur reconnaissance pour la bienveillance dont leur institution est l'objet de la part du gouvernement Ottoman. Cet enfant, Hussein, était musulman, il a été enterré à Élancourt, selon les rites de sa religion, en présence des représentants du gouvernement Ottoman et de la Société de protection.

Tels sont les résultats de cette première tentative: en somme, sur six enfants, quatre sont dans une voie qui nous assure un succès complet; le cinquième, qui donnait espérances, a malheureusement succombé, un n'a pas répondu à notre attente.

Les enfants du second envoi, au nombre de six, ont été répartis entre deux pensions, quatre à Rueil, et deux à Issy: ces derniers seront dirigés vers l'École d'architecture; les quatre qui nous restent savent aujourd'hui le français. Deux sont placés en Lorraine dans une ferme-école; deux vont commencer prochainement leur apprentissage à Paris: l'un est confié dès maintenant à notre collègue M. Leroy, et entrera dans un atelier de mécanique du voisinage, l'autre sera destiné à la construction des appareils de chauffage dans la maison de notre collègue M. Geneste.

Enfin les vingt derniers sont en pension: les uns à Rueil, les autres à Asnières, pour y apprendre à parler français. Ces enfants, je dirai presque ces jeunes gens, paraissent très-intelligents, ils seront dirigés aussitôt que possible vers des états appropriés aux besoins du pays, à leurs aptitudes et à leurs goûts. Le compte rendu annuel prochain donnera sur cette nouvelle série des renseignements complets; l'expérience aura été alors assez concluante pour que M. Husny propose à son Gouvernement des conclusions définitives, et pour que je puisse dire à la Société ce qu'on doit espérer de cette institution qui, si je ne me trompe, sera l'un des services sérieux rendus à la cause des enfants et à la cause de l'industrie.

PATRONAGE

DES APPRENTIS ET ENFANTS MUTILÉS ET BLESSÉS.

Par M. A. ROBIN.

Avant de rendre compte à la Société de l'état actuel des enfants mutilés qu'elle a pris sous sa protection, il est utile, je crois, d'exposer brièvement la raison d'être de notre patronage, et les moyens pratiques dont il usera pour arriver au but qu'il se propose.

Et tout d'abord, établissons ce fait indiscutable, c'est que notre intervention répond à un besoin réel et comble une lacune, en s'efforçant d'assurer, autant que faire se peut, l'existence de ces êtres malheureux, frappés si cruellement à leur entrée dans la vie, et condamnés le plus souvent à la plus affreuse misère.

Des hommes éminents, grands industriels pour la plupart, effrayés de la grave responsabilité qui leur incombait, en présence de la proportion toujours croissante des accidents de fabrique, ont pris à tâche de les prévenir, tant par l'emploi d'outillages perfectionnés, que par l'adoption de règlements sévères contre l'insouciance souvent fatale des ouvriers. Dès à présent, les résultats obtenus dans cette voie par ceux qui l'ont suivie, sont considérables, et tout porte à croire que, dans un avenir peu éloigné, nous verrons diminuer considérablement le nombre de ces accidents.

Mais, il n'est guère possible de les éviter d'une façon absolue, et de s'affranchir de cette espèce de tribut payé à l'industrie? C'est là, en tous cas, un but bien difficile à atteindre, car quelles que soient les précautions prises par l'industriel (1), et le zèle apporté par l'ouvrier dans l'observation des règlements, il faut faire la part de l'imprévu, surtout dans les ateliers où l'on emploie des enfants.

Lorsqu'un accident est arrivé, quelles sont en général, et sans entrer dans le détail des faits particuliers, les conséquences qu'il peut avoir pour l'enfant? D'abord, les diverses mutilations avec la série des incapacités de toute nature qu'elles entraînent, puis un état de marasme intellectuel, consécutif à l'état pathologique du jeune blessé, et qui exerce une influence fâcheuse à tous égards sur les divers actes de la vie : donc, après la lésion physique, la lésion morale, pire sous un certain rapport, puis-

(1) Voir pour les devoirs du patron, le travail de M. Perin, p. 196.

qu'elle anéantit jusqu'à la volonté qui seule pourrait réagir d'une manière efficace. L'enfant, malgré l'insouciance propre à cet âge, trahit son découragement, et s'il ne sent autour de lui quelque affectueuse sympathie qui le soutienne à son insu, se laisse aller à cette sorte de désespoir latent, dont tout son être porte l'empreinte. La misère est devant lui comme unique perspective; les indemnités qui lui ont été allouées, soit par décisions judiciaires, soit à la suite d'un arrangement amiable, sont quoiqu'on fasse d'une insuffisance relative; et d'ailleurs que revient-il ordinairement à l'enfant lui-même sur les sommes accordées, peu de chose, en réalité, si l'on fait entrer en ligne de compte, de dures nécessités du moment et aussi l'imprévoyance de ceux qui ont mission naturelle de veiller sur lui.

Nous ne nous appesantirons pas davantage sur ce triste tableau : disons seulement que le résultat direct de tout ceci, c'est que ces malheureux sont destinés, pour la plupart, à devenir conducteurs d'aveugles ou chanteurs vagabonds, exposant leur difformité pour servir d'appât à la commisération publique.

Mais ce n'est pas tout : outre les lésions chirurgicales de cause traumatique, il est toute une autre classe d'accidents imputables, d'une part au travail de l'apprenti, de l'autre à sa constitution, et qui réclament, au même titre que les précédents, notre sollicitude attentive. Notre savant collègue, M. le Dr Marjolin, à qui nos mutilés sont redevables de tant de soins et de tant de dévouement, nous en montrait dernièrement des exemples que nous prendrons pour types, en raison de leur fréquence ainsi que de leur gravité. Dans certaines industries, le travail auquel l'enfant se livre exige, ou qu'il reste debout, ou qu'il marche, ou qu'il accomplisse certains mouvements d'une manière à peu près continue. Si alors l'apprenti est de constitution scrofuleuse, ou s'il n'est pas placé dans les meilleures conditions hygiéniques, il est très-fréquent de voir se développer chez lui une affection des plus sérieuses, dite ostéo-périostite du tibia, dont la cause occasionnelle sera peut-être un coup, une chute, mais dont la cause réelle se trouve à la fois dans l'état général et dans la profession de l'enfant. Cette maladie entraîne souvent les conséquences les plus graves, abcès, suppurations épuisantes, carie et nécrose de l'os, et nécessite, dans certains cas, de pratiquer l'amputation du membre.

Nous avons pris cet exemple à peu près au hasard, et il serait

facile d'en trouver d'autres, car il se passe peu de jours, dans la pratique hospitalière, où l'on n'ait à relever dans l'étiologie de certaines affections des causes de nature analogue, mais qui sont souvent subordonnées, quant à leur action, à un état constitutionnel. Ces divers points établis, quel est le but que nous voulons atteindre; c'est de remédier, dans la mesure de nos forces à un pareil ordre de choses, en nous occupant activement de l'avenir des mutilés au double point de vue matériel et moral. Atténuer les conséquences de l'accident et de la mutilation par des soins intelligents et l'emploi de membres artificiels; faire donner aux enfants l'instruction élémentaire qui leur manque si souvent, puis les diriger dans la vie, du côté de leurs aptitudes respectives, le tout en réagissant contre l'état de marasme dont nous avons parlé, voilà les traits principaux de la tâche que nous nous sommes imposée.

Mais, pour que l'action de la Société soit efficace et réelle, il faudrait l'organiser sur les bases les plus larges, et donner une grande publicité à ses résolutions; il serait surtout à désirer que notre Secrétaire du Comité judiciaire obtint de M. le Préfet de police ou de M. le Procureur impérial la communication immédiate des procès-verbaux d'accidents

Les résultats acquis par ce service, qui se perfectionne chaque jour, permettent de croire que son intervention sera efficace. Si nous sommes prévenus lorsque l'accident vient d'arriver, nous apporterons aussitôt notre concours, soit que le blessé reste chez ses parents, soit qu'on l'ait dirigé sur un hôpital (1). Nous le suivrons ensuite à la maison de convalescence.

Tandis que l'assistance du Comité judiciaire s'occupera, *avec le consentement des parties*, de tout ce qui concerne la situation juridique et les intérêts légaux du jeune mutilé, nous étudierons, nous, son caractère, ses aptitudes plus ou moins prononcées, le degré d'instruction qu'il possède, etc. Puis, une fois la guérison complète, si l'accident lui a laissé en tout ou partie l'usage de ses membres et qu'il soit susceptible d'apprendre encore un état, nous le placerons en apprentissage sous la surveillance d'un de nos collègues: s'il est intelligent, laborieux, certaines professions libérales lui seront ouvertes dès qu'il aura reçu l'instruc-

(1) M. le docteur Marjolin, jusqu'à présent, nous a envoyé tous les enfants qu'il avait soignés lui-même dans son service à l'hôpital Sainte-Eugénie.

tion nécessaire; si nous découvrons en lui quelque goût particulier, pour le dessin par exemple, nous le dirigerons dans cette voie indiquée. Enfin le patronage s'efforcera de faire profiter, pour ainsi dire, ces malheureux de l'accident qui leur est arrivé, en cherchant à leur créer une position meilleure que celle à laquelle ils étaient destinés.

Reste enfin la question des membres artificiels destinés à ceux de nos mutilés qui auront dû subir une amputation. Nous sommes heureux de dire que la Société présidée par M. le baron Larrey et dont le secrétaire général est M. le comte de Beaufort, inventeur d'appareils de prothèse simples et perfectionnés, s'est généreusement offerte pour les fournir à nos enfants indigents : nous lui en témoignons ici toute notre gratitude au nom du patronage.

Quant aux apprentis qui nous seraient signalés comme exposés par la nature de leur travail à certaines affections dont nous avons parlé plus haut, nous essayerons de les faire sortir du milieu où ils vivent, et d'améliorer leur constitution par des soins hygiéniques et le changement d'apprentissage. Tels doivent être les travaux du futur patronage auquel nous vous demandons de prêter votre bienveillant concours.

Nous allons maintenant exposer rapidement l'état actuel de nos jeunes mutilés. Ceux auxquels nous avons déjà été utiles sont au nombre de dix. On trouvera dans le compte rendu du Comité judiciaire (V. le premier compte rendu plus haut, t. III, p. 213 et suiv.) tout ce qui a trait à l'accident en lui-même et à ses causes, ainsi que le résultat des diverses actions intentées ou des arrangements amiables. Nous ne parlerons ici que de ce qui se rapporte plus spécialement à notre patronage.

1^o B... (*Eugène*), âgé de 12 ans. Amputation du bras gauche. L'enfant, confié d'abord à M. Lequien, notre collègue, qui lui a prodigué les soins les plus empressés, et, cela va sans dire, désintéressés, est placé maintenant à l'école Turgot, dirigée par notre collègue M. Porcher. Si, comme nous en sommes convaincus, B... se montre digne de l'intérêt qu'on lui témoigne, son avenir sera assuré. B... a un bras artificiel fourni gratuitement par M. Chanson, bandagiste; notre collègue M. Castellino, qui a des enfants du même âge que B..., a bien voulu se charger de l'entretien de cet enfant.

2^o D... (*François*), âgé de 16 ans. Amputé du bras droit. Employé de M. Kugelmann, imprimeur, chez qui l'accident est arrivé : il

commence à écrire de la main gauche, mais son instruction a été fort négligée : nous nous sommes mis à la disposition de la mère pour diriger cet enfant vers un petit emploi public ou vers l'industrie.

3^e F... (Constant), âgé de 14 ans. Genou comprimé, guérison parfaite et sans difformité ni mutilation. Cet enfant a été placé chez notre collègue, M. Lemaire, fabricant de jumelles; il gagne en moyenne 3 fr. 50 par semaine, en outre, il est nourri, logé chez son patron, il suit le soir des cours de français et de dessin; son patron en est fort content sous tous les rapports.

4^e S... Perte de l'index de la main gauche. Est encore au moment de l'impression de ce rapport à la maison de convalescence.

5^e A... (Charles), âgé de 9 ans. Écrasement de la dernière phalange du doigt médius : une rétraction cicatricielle à la partie palmaire de l'annulaire et du médius rendra difficiles les mouvements de ses doigts. L'enfant ne sait ni lire, ni écrire, paraît dans des conditions telles qu'il faudra le laisser dans sa sphère. D'ailleurs, la difformité ne sera jamais assez grande pour l'empêcher de se livrer à un travail manuel. Nous sommes à la disposition de la famille pour le placer en apprentissage dans le métier qui paraîtra lui convenir le mieux.

6^e A... Deux doigts coupés. Placé chez nos collègues MM. Gillou et Thorallier, fabricants de papier peint, dans la manufacture desquels l'accident est arrivé. L'enfant, qui est très-bien chez ses patrons, ne leur donne que de la satisfaction.

7^e X... Orphelin, apprenti emballleur, jambe amputée. Placé, depuis l'opération, chez M. C..., sculpteur ornemaniste, sous la direction de notre collègue M. Canonge, directeur de la Tutelle, accomplit normalement son apprentissage.

8^e S... âgé de 13 ans et demi. Amputation des quatre doigts de la main gauche, incomplètement guéri. Placé en ce moment à l'orphelinat des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul qui ont bien voulu l'accueillir. Il sait lire et écrire et paraît avoir quelques dispositions pour le dessin. Nous le pousserons dans cette voie : notre collègue M. Gonelle lui donne des leçons, et notre collègue M. Stern s'est chargé de son apprentissage.

9^e R... Amputation de la main gauche. Enfant très-jeune, chez ses parents, sous la direction, acceptée par eux, de notre collègue M. Poirot, et au besoin sous la protection de notre collègue M. Lebaudy. C'est un enfant intelligent et de bonne nature.

10^e M... Nous suspendons le rapport sur cet enfant, persuadés que dans le dernier bulletin de 1870, nous aurons à rendre bon compte de sa conduite, alors nous remercierons nos collègues qui lui ont donné les premiers soins, les hommes intelligents et charitables qui nous l'ont conservé et ses généreux bienfaiteurs dont la protection ne lui fera pas défaut. Un de nos jeunes collègues a bien voulu accepter la mission de s'occuper spécialement du jeune M...

APPENDICE

AU COMPTE RENDU DU COMITÉ JUDICIAIRE.

Par M. JULES PÉRIN, Secrétaire.

Le Bulletin précédent, nos 3-4 (p. 213-217), a donné le compte-rendu des actes du *Comité judiciaire*. On a pu voir que ce Comité, quoique peu connu encore des intéressés, avait déjà rendu des services réels. Nous tenons à bien expliquer encore une fois, qu'il est à la disposition des familles et des industriels, nos sociétaires, et que son intervention est essentiellement gratuite.

Le mode d'action du Comité est, autant que possible, *l'arrangement amiable*.

Nous avons le désir que les parents ne se mettent plus aussi imprudemment dans les mains d'agents d'affaires, au profit desquels ils stipulent d'exorbitantes remises sur l'indemnité à poursuivre (1); et, dans ce but, nous avons pensé que nous compléterions utilement les renseignements donnés par nous, sur l'objet du Comité judiciaire, en expliquant aux parents, qui ne croiraient pas devoir s'adresser à lui, pour les éclairer dans la défense des intérêts litigieux, soit à l'occasion de contrats d'apprentissage, soit à l'occasion d'accidents, etc., **qu'ils ont une autre voie**, et en la leur indiquant.

Le Comité a donc jugé devoir publier dans le *Bulletin* la note suivante, afin de rappeler aux familles ouvrières que la loi du 30 janvier 1851 (2) les a mises à même de se

(1) Toutefois, nous devons faire observer que les honoraires du mandat, qui ont été stipulés à un taux excessif, peuvent être réduits dans de justes proportions par les Tribunaux (C. Paris, 4^e ch., 5 févr. 1870 : *Gaz. Trib.* 26 févr. 1870.)

(2) La justice est *gratuite*, chez nous, ce qui n'empêche pas qu'elle coûte assez cher. Les frais qu'elle entraîne et dont il faut faire l'avance en grande partie sont, en effet, nombreux.

« Que le pauvre, disait un économiste, en 1847, ait quelque contestation, quelque plainte à élever; combien de difficultés s'opposent à ce qu'il puisse arriver à se faire rendre bonne et entière justice! La Charte parle bien de l'égalité de tous les citoyens à cet égard; mais les formes judiciaires et les frais énormes qui en sont la conséquence annulent, bien souvent, pour le peuple le bienfait de ce grand principe de notre législation politique (M. P.-A. DUFAY, *Lettres sur la Charité*, Lettre xiv^e).

M. de Vatimesnil, frappé des inconvénients que présentaient pour les ou-

faire rendre justice gratuitement par l'*Assistance judiciaire* (1).

Les formalités à remplir, pour en obtenir le bénéfice, sont les suivantes :

vriers les lois fiscales qui se rattachent à l'exécution des lois civiles, présentait des considérations pleines de justesse sur les *Modifications que devaient recevoir lesdites lois dans l'intérêt des Indigents* (*Annales de la Charité*, t. I, p. 705).

(1) Le bureau de l'Assistance judiciaire établi près le Tribunal civil de la Seine publie, chaque année, la statistique de ses travaux. Nous détachons de celle de 1868 les observations suivantes :

« Ce qui augmente très-sensiblement le nombre des échecs judiciaires de l'Assistance, ce sont les affaires d'accident : cette dernière classe doit être l'objet de quelques observations spéciales.

» Ce sont ces sortes de demandes surtout qui se multiplient ; toutes les victimes d'un accident quelconque, et surtout tous les ouvriers blessés au service de leur patron, croient avoir droit à des dommages-intérêts ; il est difficile de faire comprendre à ces malheureux que l'intérêt qu'ils méritent ne peut les dispenser de l'obligation d'articuler une faute à la charge de leur adversaire et de la prouver.

» Sur 944 demandes de cette nature, le bureau en a admis seulement 249 et en a rejeté 415 ; les conciliations, c'est-à-dire les affaires dans lesquelles la personne attaquée consent, très-souvent par humanité et à titre gracieux, à faire un sacrifice que le demandeur accepte moyennant renonciation à tout procès, sont au nombre de 182 ; c'est là un chiffre fort élevé : il représente, dans toute l'œuvre de l'Assistance, peut-être l'œuvre la meilleure et la plus bienfaisante, mais à coup sûr la plus délicate ; car, si l'Assistance est heureuse de voir la générosité d'un patron ou d'un propriétaire de voiture soulager une infortune dont il a été au moins l'occasion ; si elle peut même, dans certains cas, faire comprendre la sagesse d'un petit sacrifice qui préviendrait un procès toujours trop coûteux, alors même qu'il serait sans beaucoup de péril au fond, elle aurait scrupule de faire servir son droit de rejeter ou d'admettre, à imposer même ce qui lui paraît le plus juste et le plus raisonnable ; elle veut laisser aux offes toute leur liberté et tout leur mérite.

» Sur 115 affaires d'accidents jugées, 56 ont été gagnées par l'Assistance, 63 ont été perdues. Faut-il être surpris de cette proportion, si différente de celles qui ont été constatées dans les autres affaires ?

» Non, et cela pour deux raisons principales :

» D'abord, il n'y a pas de question d'une appréciation plus difficile que les questions de responsabilité ; jusqu'au dernier moment, le débat se modifie, se transforme ; l'enquête a ses surprises et ses révélations : la mécanique, l'outillage, l'industrie, les manœuvres d'atelier ont leurs secrets et leurs problèmes techniques.

» Au milieu de toutes ces incertitudes, l'Assistance n'a-t-elle pas le devoir d'être très-libérale pour l'admission ?

» Il faut ajouter que dans ces affaires aussi difficiles à plaider qu'à juger, la lutte est généralement assez inégale à l'audience ; les clients de l'Assistance sont représentés ordinairement par des avocats stagiaires qui peuvent avoir un vrai talent, mais dont l'expérience est encore à former ; et ils ont presque toujours pour adversaires des avocats spéciaux ou des avocats de grandes compagnies industrielles. Quelquefois, il est vrai, les avocats les plus haut placés se font honneur de défendre ces causes d'indigents ; mais, la plupart

Toute personne qui réclame l'Assistance judiciaire doit adresser sa demande par écrit, *sur papier libre*, au Procureur impérial près le tribunal de son domicile, et y joindre : 1^o un extrait du rôle de ses contributions ou un certificat du percepteur de son domicile constatant qu'elle n'est pas imposée ; 2^o une déclaration attestant qu'elle est, à raison de son indigence, dans l'impossibilité d'exercer ses droits en justice, et contenant l'énumération détaillée de ses moyens d'existence quels qu'ils soient.

Le réclamant affirme la sincérité de sa déclaration devant le Maire de la commune de son domicile : ce magistrat lui en donne acte au bas de sa déclaration.

L'admission à l'Assistance judiciaire est prononcée par un bureau spécial qui est établi auprès de chaque Tribunal d'Arrondissement, dans chaque Cour impériale, à la Cour de cassation et au Conseil d'État.

Ce bureau, saisi de la demande par le Procureur impérial, prend les informations nécessaires pour s'éclairer sur l'indigence du réclamant. Il donne avis à la partie adverse qu'elle peut se présenter devant lui, soit pour contester l'indigence, soit pour fournir des explications sur le fond de l'affaire, et, si elle comparait, il emploie ses bons offices pour opérer un arrangement amiable.

Celui qui a été admis à l'Assistance judiciaire devant une première juridiction continue à en jouir sur l'appel interjeté contre lui ou sur le pourvoi en cassation formé contre lui. Mais si c'est lui qui émet un appel principal ou qui forme un pourvoi en cassation, il ne peut, sur cet appel ou sur ce pourvoi, jouir de l'Assistance qu'autant qu'il y est admis par une décision nouvelle. Pour y parvenir, il doit adresser sa demande, appuyée des pièces justificatives ci-dessus désignées, savoir : s'il s'agit d'un appel à porter devant la Cour impériale, au Procureur général près cette Cour ; s'il s'agit d'un pourvoi en cassation, au Procureur général près la Cour de cassation.

Sur l'envoi à qui de droit de la décision du bureau portant admission à l'Assistance judiciaire, il est désigné à l'assisté, suivant les circonstances et la juridiction, un huissier, un avoué et un avocat chargés d'agir pour lui.

L'assisté est dispensé provisoirement du paiement des sommes dues

du temps, il y a un élément d'infériorité, dont il serait injuste de ne pas faire état.

» Quand on songe à la faveur que méritent ces pauvres estropiés, victimes d'un accident peut-être fortuit, mais à coup sûr fort cruel ; quand on considère l'impossibilité, même pour les conseils les plus éclairés, de prévoir comment tournera un procès en responsabilité qui s'engage, on comprend que l'Assistance ne pourrait, sans inhumanité et sans manquer à sa mission, apporter dans ces sortes d'affaires la même mesure d'appréciation que dans les autres. » (*Gaz. Trib.*, 18 août 1869).

au Trésor pour droit de timbre, d'enregistrement et de greffe, ainsi que de toute consignation d'amende.

Il est aussi dispensé provisoirement du paiement des sommes dues aux greffiers, aux officiers ministériels et aux avocats pour droits, émoluments et honoraires.

Les frais de transport des juges, des officiers ministériels et des experts, les honoraires de ces derniers, et les taxes des témoins sont avancés par le Trésor.

Si l'assisté gagne son procès, l'adversaire paie tous les droits dont la dispense avait été provisoirement accordée à l'assisté. Si, au contraire, c'est ce dernier qui perd son procès, il est seulement tenu envers le Trésor des sommes avancées pour taxes des témoins ou honoraires des experts (1).

(1) Le bénéfice de l'Assistance judiciaire n'étant accordé qu'aux indigents, on comprend qu'il puisse être retiré, s'il survient à l'assisté des ressources reconnues suffisantes, s'il a surpris la décision du Bureau par une déclaration frauduleuse.

Le retrait de l'assistance judiciaire peut avoir lieu devant toutes les juridictions et en tout état de cause, avant et même après le jugement, à la requête du ministère public ou de la partie adverse, ou même d'office par le Bureau, mais, en tout cas, après que l'assisté a été entendu ou mis en demeure de s'expliquer. Ce retrait rend exigibles les droits de toute nature dont l'assisté avait été dispensé.

Lorsque le retrait de l'Assistance a pour cause une déclaration frauduleuse de l'assisté relativement à son indigence, celui-ci peut, sur l'avis du Bureau, être traduit en police correctionnelle pour y être condamné, indépendamment du paiement des droits et frais quelconques dont il avait été dispensé, à une amende égale au montant de ces droits et frais, sans que ladite amende puisse être inférieure à cent francs et à un emprisonnement de huit jours à six mois.

COMITÉ JUDICIAIRE

Le *Comité judiciaire* se réunit tous les premiers lundis de chaque mois, à 3 heures, à la mairie du 1^{er} arrondissement (Louvre).

Président : M. CHAUVEAU-LAGARDE ; *Vice-Président* : M. MONNIER ; *Secrétaire* : M. JULES PÉRIN ; *Membres titulaires* : MM. PÉRONNE, FROGER DE MAUNY, COULON, MAYNIEL, J. HAYEM ; *Membres-adjoints* : MM. MILLIOT, DAZET.

M. PÉRIN, *secrétaire* (rue des Écoles, 8), est visible tous les jours de 4 à 6 heures du soir.

NOTA. — Les services du Comité judiciaire, comme tous ceux de la Société, sont entièrement gratuits.

SITUATION DES SOCIÉTÉS PATERNELLES (1)

SOCIÉTÉ DES ENFANTS

EMPLOYÉS DANS LES FABRIQUES DE FLEURS ET DE PLUMES

Le bureau de la Société est ainsi constitué pour l'exercice 1869-1870 :

M. Ch. Petit, membre de la chambre de commerce, *président*; MM. Hiélard et Deshayes, *vice-présidents*; M. Moys et M^{me} veuve Boyer-Guersant, *secrétaires*; M. Turney, *trésorier*; — les censeurs sont MM. Marienval, Javey et Dufour; — vingt et un membres composent le Conseil d'administration.

La Société est prospère, plus de soixante apprentis sont placés sous sa protection, déduction faite de ceux qui ont fini leur temps.

Le Conseil s'occupe de préparer le concours pour 1870. La distribution de 1869 a été très-intéressante. M. Ch. Robert l'a présidée; quatorze prix représentant 710 francs de capital ont été distribués, onze mentions honorables ont été proclamées.

M. le président a informé la réunion générale du 28 octobre dernier du succès de sa démarche pour l'école professionnelle de dessin; le professeur nommé est M. Chabal-Dussurgey. Le local n'est pas encore choisi, plusieurs difficultés se sont présentées relativement à ce point important; il y en a une autre à résoudre, la question de l'heure; les filles ne peuvent guère aller au cours le soir et les patrons ne se soucient pas tous de les envoyer dans la journée. Le Conseil trouvera un compromis, nous n'en doutons pas. Les ressources actuelle s'élèvent à environ 2,000 francs. En somme, prospérité dans le présent, promesses pour l'avenir avec les moyens de les réaliser, tel est, en deux mots, le bilan de cette utile Société.

(1) La pensée des sociétés paternelles de patrons n'est pas nouvelle, elle aurait plusieurs fois été mise en avant, mais sans aucun résultat. Quoi qu'il en soit, l'idée neuve ou ancienne a été indiquée ou reprise par la Société de protection des apprentis et enfants employés dans les manufactures. On en a trouvé l'application pour la première fois dans le compte-rendu de l'Œuvre des enfants du papier peint et dans les rapports présentés à M. le Préfet de police par l'inspecteur du travail des enfants dans les manufactures pour le département de la Seine.

SOCIÉTÉ DE L'ÉBÉNISTERIE

Voici quelle a été la marche ascendante de l'OEuvre :

1867	36	adhérents
1868	113	—
1869	206	—

L'excédant de recette pendant le dernier exercice a été de 3,414 francs, et le solde en caisse s'élève actuellement à 5,371 fr. 65.

Les récompenses décernées en 1869 ont consisté en trois médailles d'argent dont deux offertes par S. M. l'Impératrice, 4,120 francs en livrets de caisse d'épargne et divers ouvrages et outils.

Depuis la distribution des récompenses, l'Empereur a fait un don de 4,000 francs.

La Société espère être bientôt en mesure d'ouvrir une école spéciale de dessin.

Les membres du bureau sont : *Président*, M. Lemoine; *Vice-Présidents*, MM. Hébert et Marchand; *Trésorier*, M. Rouquès; *Secrétaire*, M. Herteinstein; *Censeurs*, MM. l'abbé Arnault, curé de Sainte-Marguerite; Barreswil, Bicheron, Bronty, Grôhé, Lemarchand, A. Lemoine, Parceint.

Le concours de 1870 surpassera sans doute celui déjà très-brillant de 1869, car il est probable que, cette année, les apprentis des départements se joindront aux enfants de Paris pour leur disputer les prix. Il est à noter que ce concours sérieux se fait en loges et qu'il donne aux apprentis toutes les garanties de justice et d'impartialité.

On a reproché à MM. les membres du Conseil de faire leur concours le dimanche. Il est bon qu'on sache qu'il serait impossible de prendre un autre jour, attendu qu'il faut que les ateliers soient libres pour que les apprentis puissent y être installés.

La loi, il est vrai, s'oppose à ce que l'apprenti soit retenu le dimanche à l'atelier pour le travail de sa profession, mais le concours n'a pas le caractère d'un travail ordinaire de l'atelier, et l'apprenti d'ailleurs est dirigé sur un atelier autre que celui de son patron. Au point de vue religieux, on ne saurait voir un manquement à la loi qui défend les œuvres serviles ;

le rabot dans ces conditions n'exécute, non plus que la plume à l'école, un ouvrage salarié. Le bon sens et le désir de conciliation sauront résoudre les difficultés qui pourraient naître.

NOTA. — Les autres sociétés n'ont pas encore envoyé leur compte rendu (papier peint, bijouterie, imprimerie).

NOTIONS SUR LES ŒUVRES DES CHAMBRES SYNDICALES

FONDATION

D'UNE ÉCOLE SPÉCIALE DE DESSIN ET DE MODELAGE PAR LA CHAMBRE
SYNDICALE DE LA BIJOUTERIE.

La Société paternelle de la bijouterie et industrie s'y rattachant est constituée depuis trois ans; le Président d'honneur, M. Wolowski, a réuni plusieurs fois les membres de la Société, le bureau est formé, l'autorisation a été accordée, des fonds ont été versés.

Diverses circonstances imprévues ont jusqu'ici empêché notre collègue, M. Rouvenat, Président de cette œuvre, de lui donner l'impulsion que l'on attend, mais toutes les difficultés paraissent maintenant levées et sous peu de temps la nouvelle Société suivra une marche régulière. En attendant, *la Chambre syndicale* de la bijouterie a rendu aux apprentis de cette industrie un service très-important en créant pour eux, avec l'appui du gouvernement, une école spéciale de dessin et de modelage.

La fondation de la Chambre syndicale approuvée et autorisée par S. E. M. le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics, par lettre du 23 septembre 1868, est encouragée par la direction du *Conservatoire Impérial des Arts-et-Métiers*, qui a accordé sans rétribution une salle en partie agencée.

Cette faveur, tout exceptionnelle, procure une grande économie; mais il reste encore d'énormes frais pour terminer cette installation, pour l'achat des modèles, et le traitement des professeurs spéciaux,

La Chambre syndicale de la bijouterie réclame le concours de

tous ceux qui s'intéressent à l'instruction des jeunes apprentis et au progrès de l'industrie.

On peut souscrire en faveur de ce *Cours professionnel*, soit à titre de fondateur (1), soit comme souscripteur annuel, soit enfin comme bienfaiteur, par un don facultatif.

Pour être membre fondateur, le minimum du versement est de 100 francs, une fois donnés;

Le minimum de la souscription est de 20 francs,

Et le don facultatif de toutes sommes.

Les Membres du Conseil de surveillance de l'Ecole pour la session de 1869 (2) :

Falize aîné, *Président*; Gaillard fils, Boucheron, Massin, Fannière, ✱, Veyrat, MM. Tresca, O ✱, sous-directeur du Conservatoire impérial des Arts-et-Métiers, Dieterle, ✱, membre du conseil de perfectionnement du Conservatoire impérial des Arts-et-Métiers.

Nota. — Pour les Cours, les Apprentis peuvent se faire admettre en adressant une demande écrite à M. Falize, Président de la Chambre syndicale, rue Montesquieu, 6.

Cette demande doit être faite ou appuyée par les patrons ou les parents.

Le compte-rendu présenté à l'assemblée générale du dimanche 4 novembre 1869 témoigne des bons résultats déjà obtenus par la nouvelle classe de dessin.

On lit dans le rapport présenté par M. Falize, Président de la Chambre, les lignes suivantes:

« L'école, fondée par la chambre syndicale de la bijouterie, de la joaillerie, de l'orfèvrerie et de l'horlogerie est ouverte depuis le 1^{er} avril, et compte déjà plus de 120 élèves, c'est une école professionnelle qui doit former le goût de nos futurs ouvriers et les rendre capables de créer, de copier ou tout au moins de comprendre des dessins et des modèles d'orfèvrerie, de joail-

(1) Tous les membres de la Chambre syndicale, au nombre de trente-six, se sont fait inscrire comme membres fondateurs.

Les souscriptions sont reçues chez M. Falize aîné ou chez un des membres de la Commission.

(2) Décision de la Chambre syndicale, dans sa séance du 16 novembre 1868.

lerie et de bijouterie. Quelques personnes pensent qu'on devrait donner de suite à nos jeunes gens des petits modèles à copier et leur faire la main à dessiner de petites choses aux détails minutieux et jolis; c'est une erreur : on n'arrive à faire petit, en dessin, qu'après avoir fait grand; pour devenir vraiment dessinateur et dessinateur industriel, il faut commencer par étudier, dans de grandes proportions, les ornements, les fleurs, les figures et les animaux décoratifs de tous les styles et de toutes les époques; l'œil comprend mieux le grand et la main prend plus d'assurance pour le tracer.

» Ce n'est qu'après cette connaissance acquise des styles et des formes si variés de l'ornement que l'élève pourra tirer parti, dans toutes les proportions, des belles choses qui passeront sous ses yeux. Dans un fronton, dans une frise, il trouvera l'idée d'un diadème; d'un cartouche ou d'un cadre élégant, il composera une broche, une châtelaine; dans un assemblage de fleurs il trouvera le motif d'une œuvre de joaillerie, et des formes si pures de la céramique orientale il empruntera les éléments d'une coupe ou d'un vase d'orfèvrerie.

» D'ailleurs, ces modèles, si nécessaires à l'instruction des apprentis, manquent complètement chez les éditeurs; je ne veux pas parler des publications qui se colportent d'atelier en atelier, où vous ne trouvez que rarement un sujet à prendre; produits de quelques hommes patients et de bonne volonté, mais chez qui l'on cherche en vain soit le style, soit le goût, soit la connaissance de nos besoins.

» Notre école est appelée à combler cette lacune, elle fera naître les modèles qui nous manquent; les professeurs s'en occupent déjà sous la direction des Fannièrre, des Froment-Meurice, des Massin, et déjà nous sommes certains que plus d'un éditeur, à Paris, comprendra tout l'intérêt qu'offrirait la publication de ces exercices, de ces compositions entièrement nouvelles. Cela formera par la suite une sorte de grammaire de l'orfèvre et du bijoutier, dont profiteront, non-seulement nos élèves, mais nos ouvriers et nous-mêmes, et après nous nos confrères de l'étranger à qui nous n'avons pas coutume de refuser les moyens de nous imiter.

» Je compte que cet appel aux créateurs et aux éditeurs ne sera pas fait en vain, il y a là pour eux un profit commercial, et pour nos apprentis et pour nous un intérêt d'éducation et de progrès.»

RÈGLEMENT DE L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE DE DESSIN
ET DE MODELAGE.

CHAPITRE PREMIER

Fondation.

ARTICLE PREMIER. — Une école professionnelle de dessin et de modelage, ou d'enseignement technique spécialement affecté aux industries représentées par la chambre syndicale de la *Bijouterie, Joaillerie, Orfèvrerie, Horlogerie*, est fondée exclusivement en faveur des apprentis employés dans les fabriques ou dans les magasins de ces mêmes industries.

Avec l'autorisation de Son Excellence Monsieur le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des travaux Publics, et avec le bienveillant concours de la direction du *Conservatoire Impérial des Arts-et-Métiers*, cette école est ouverte dans l'une des salles dudit établissement aménagée à cet effet.

CHAPITRE II

Administration, Direction.

ART. 2. — Fondée par la Chambre syndicale et sous son patronage, cette école est dirigée par un conseil de surveillance pris dans son sein, et qui prend pour titre : *Commission de l'Ecole*. Cette commission est nommée pour une année et entre en fonctions le 1^{er} octobre; celle devant la remplacer doit être nommée le 1^{er} juillet, afin d'être initiée aux travaux de la direction.

ART. 3. — Deux membres du conseil de perfectionnement du *Conservatoire Impérial des Arts-et-Métiers* font partie de cette commission; ces membres, désignés par le directeur du *Conservatoire*, assistent aux séances de la commission et y ont voix délibérative.

ART. 4. — Un trésorier nommé par la Chambre syndicale est chargé de la comptabilité. Il encaisse toutes les sommes versées à l'école et solde toutes les dépenses autorisées par la commission.

ART. 5. — Aucun emploi de fonds ne peut avoir lieu qu'après décision de la commission, approuvée par le président.

ART. 6. — Tous paiements et appointements seront faits au domicile du trésorier, à la fin de chaque mois.

ART. 7. — Il est détaché d'un registre à souche un reçu de la somme versée par l'élève pour sa cotisation mensuelle, et le talon de ce registre sert de contrôle pour les recettes.

ART. 8. — Ce registre est tenu par le surveillant, à charge par lui de le représenter à toute réquisition du trésorier ou d'un des membres de la commission.

ART. 9. — Après la recette du mois, le surveillant verse les fonds reçus entre les mains du trésorier qui est chargé du contrôle des recettes.

Tous les trimestres la commission constate l'état de la caisse de l'école.

ART. 10. — Les élèves désirant suivre les cours doivent adresser, par écrit, leur demande à la commission de l'école, au *siège de la Chambre syndicale*.

Toute demande doit être appuyée soit par le patron, soit par les parents.

ART. 11. — Deux membres de la commission sont désignés chaque année pour faire l'inspection de l'école, au moins une fois par semaine, sans jour fixe.

ART. 12. — Un rapport doit être présenté par eux, chaque mois, à la commission réunie.

ART. 13. — Tous les trois mois un rapport est présenté par la commission à la Chambre syndicale sur la marche des études et le service général de l'école.

CHAPITRE III

Professeurs.

ART. 14. — Les professeurs de l'école sont choisis par la commission ; ils ne doivent pas être âgés de moins de vingt-cinq ans.

ART. 15. — Les professeurs doivent arriver cinq minutes avant l'heure d'ouverture de la classe, et ne doivent se retirer qu'à l'heure de la fermeture.

ART. 16. — Dans le cas où un professeur, pour une cause grave, ne pourrait assister au cours, il devra, dans la journée, en prévenir la commission pour qu'elle puisse y suppléer.

ART. 17. — Aucun professeur ne pourra être révoqué que

sur la décision de la Chambre syndicale, après un rapport de la commission.

ART. 18. — Le professeur adjoint doit se conformer aux instructions qu'il reçoit du professeur titulaire.

ART. 19. — Toute plainte ou réclamation, soit des professeurs, soit du surveillant, doit être portée à la commission de l'école.

CHAPITRE IV

Surveillants.

ART. 20. — Le surveillant attaché à l'école est chargé de recevoir et d'inscrire les versements mensuels des élèves.

ART. 21. — Il tient sur un registre spécial les notes indiquées par les professeurs; il y indique également les retards et les absences des élèves.

ART. 22. — Le surveillant doit arriver une demi-heure avant l'ouverture du cours.

Ses fonctions consistent encore :

1° A éclairer la salle;

2° A disposer tous les modèles pour le travail;

3° A recevoir et à pointer les cartes des élèves auxquels elles seront rendues dix minutes avant la fin de la classe;

4° A veiller au maintien de l'ordre et du silence dans la classe;

5° A assister à la sortie des élèves;

6° A ranger tous les modèles, à éteindre les lumières, et à remettre les clefs au concierge de l'école.

CHAPITRE V

Cours.

ART. 23. — Les cours ont lieu tous les jours, excepté les dimanches et fêtes, de huit à dix heures du soir.

ART. 24. — Les portes sont ouvertes aux élèves dix minutes avant l'heure du cours et fermées cinq minutes après.

CHAPITRE VI

Mode d'enseignement. — Modèles. — Concours. — Récompenses.

ART. 25. — Le cours comprend l'enseignement de la *Figure*, des *Animaux*, et principalement de l'*Ornement*.

ART. 26. — Le dessin linéaire, les éléments de géométrie, le lavis et le dessin à la plume sont également enseignés.

ART. 27. — Toutes les études sont faites d'après des modèles de tout genre, choisis parmi les meilleures œuvres d'art de toutes les époques.

CLASSE ÉLÉMENTAIRE.

ART. 28. — Tout élève doit commencer par les modèles les plus élémentaires et faire du dessin linéaire.

ART. 29. — Dès que le professeur juge l'élève suffisamment exercé sur le principe, il le fait passer dans la classe de dessin proprement dite.

CLASSE DE DESSIN.

ART. 30. — Dans cette classe, les élèves dessinent, premièrement, des fragments ou motifs d'ornements, puis ensuite, d'après des modèles d'ensemble.

ART. 31. — Une soirée par semaine est affectée à l'étude des principes de géométrie.

ART. 32. — Un concours de dessin, d'après la bosse, doit avoir lieu six mois après l'ouverture du cours, le modèle étant le même pour tous les élèves.

ART. 33. — Les cinq premiers élèves sortant de ce concours sont admis dans la classe supérieure (dite classe de Modelage).

CLASSE DE MODELAGE.

ART. 34. — Les élèves de cette classe dessinent pendant une semaine et modelent pendant la semaine suivante, alternativement.

ART. 35. — Une soirée par semaine est affectée à l'étude du lavis et du dessin à la plume.

ART. 36. — Un concours a lieu dix mois après l'ouverture du cours.

L'objet de ce concours est une composition dessinée d'abord, et modelée ensuite.

Les élèves exécutent l'esquisse et le dessin de cette composition en une semaine.

Trois semaines sont consacrées à l'exécution en relief.

ART. 37. — Le sujet de la composition est, pour les élèves en bijouterie ou en joaillerie, soit une pièce de bijouterie, soit une parure complète; et pour les orfèvres, une composition d'orfèvrerie.

ART. 38. — Les élèves ayant mérité la première et la seconde place à ce concours sont récompensés par la remise d'un livret

de Caisse d'épargne de valeur différente, et le 1^{er} prix jouira, en outre, de la gratuité du cours jusqu'à la fin de son apprentissage.

ART. 39. — Les ouvrages récompensés seront conservés aux Archives de la Chambre syndicale et pourront servir à la décoration de la salle des séances.

ART. 40. — Le jury des récompenses est composé de tous les membres de la Commission, assistés des professeurs de l'école.

CHAPITRE VII

Admissions et contrôle.

ART. 41. — Les admissions ont lieu le premier de chaque mois. La cotisation des élèves doit être versée en entrant, et successivement le premier de chaque mois. Cette cotisation est fixée à 3 francs.

ART. 42. — L'élève admis au cours reçoit, chaque mois, une carte qui doit servir à contrôler sa présence aux leçons de chaque jour.

ÉCOLE PROFESSIONNELLE DE DESSIN ET DE MODELAGE
FONDÉE ET DIRIGÉE
 par la CHAMBRE SYNDICALE de la Bijouterie, Joaillerie, Orfèvrerie, Horlogerie, etc.
AU CONSERVATOIRE IMPÉRIAL DES ARTS-ET-MÉTIERS

CARTE de PRÉSENCE de l'ÉLÈVE N^o

Apprenti de la Maison Rue N^o

1	5	9	13	17	21	25	29
2	6	10	14	18	22	26	30
3	7	11	15	19	23	27	31
4	8	12	16	20	24	28	

Les portes sont fermées cinq minutes après l'heure réglementaire du Cours.

187

MOIS D

ART. 43. — L'élève doit être muni de cette carte et la présenter au surveillant en arrivant à la classe, comme il est dit (art. 22).

ART. 44. — L'élève ne sera pas reçu s'il n'est porteur de sa carte. Toute carte perdue sera remplacée moyennant vingt-cinq centimes.

ART. 45. — Chaque mois, les élèves reçoivent un bulletin de conduite et de travail qui doit être soumis au visa des patrons ou des parents. Ce bulletin devra *absolument* être rapporté et remis au surveillant. L'élève qui n'aura pas rempli cette formalité ne sera pas reçu au cours.

ART. 46. — Toute absence au cours doit être valablement motivée. Des absences trop fréquentes peuvent donner lieu au renvoi de l'élève.

ART. 47. — Tout élève, dont l'apprentissage finit pendant le cours d'une année scolaire, peut rester attaché à l'école jusqu'à la fin de cette année.

ART. 48. — Les élèves doivent rigoureusement observer toutes les mesures d'ordre et de discipline du *Conservatoire Impérial des Arts-et-Métiers*.

NOTA. *L'élève présente sa carte en rentrant à la classe, le surveillant oblitère la case indiquant le quantième au moyen d'un petit timbre d'une imitation difficile.*

SÉANCE SOLENNELLE

DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES PAPIERS.

M. Havard, Président de la Chambre de la papeterie, a organisé, dans le mois de février, une séance solennelle que présidait M. Ambroise Firmin Didot pour la distribution des livrets de caisse d'épargnes aux sept apprentis (1) les plus méritants des industries que la Chambre représente.

Cette séance a eu lieu à l'hôtel de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, rue Bonaparte, n° 44; le compte-rendu en a été donné dans le journal *l'Union nationale du commerce et de l'industrie* du 9 février.

(1) L'un de ces enfants, âgé de dix ans et demi, est apprenti depuis un an [engagé pour cinq ans] chez M. L..... régleur. M. le rapporteur remettant à cet enfant un livret de cent francs a *exprimé le désir formel* que le patron veuille à ce que cet enfant reçoive l'instruction primaire. C'est pour le patron *une obligation* que la loi lui impose (art. 10, section III, loi du 4 mars 1851). Le patron régleur qui a pour *cinq ans* un enfant assez exemplaire pour mériter un livret, ne saurait faire moins pour lui que lui accorder le bénéfice de la loi. Si l'apprenti, âgé de moins de seize ans, ne sait pas lire, écrire et compter, ou s'il n'a pas encore terminé sa première éducation religieuse, le maître est *tenu* de lui laisser prendre, *sur la journée de travail*, le temps et la liberté nécessaires pour son instruction. (V. art. 9 — aussi l'art. 8 et aussi l'art. 20).

M. Firmin Didot a prononcé un discours très-remarquable que nous regrettons de ne pouvoir reproduire. Voici quelques mots empruntés à l'allocution de M. Havard ;

« Pour vous, enfants, qui êtes l'objet de cette solennité, que ce jour demeure vivant en votre mémoire ; que les récompenses que vous venez de recevoir soient pour vous un encouragement constant, je dirai plus, — un engagement d'honneur à persévérer dans l'amour du travail et l'esprit de conduite, dont vous avez été animés jusqu'ici. — Et n'oubliez jamais que si vous recevez dès vos premiers pas dans l'atelier cet honneur public, c'est uniquement parce que nous espérons ainsi développer dans votre cœur le germe du bien que nous y avons rencontré. Faites, enfants, que nos espérances ne soient point trompées ! »

DÉTERMINATION

DE LA CHAMBRE DU BRONZE, DE L'INDUSTRIE DE LA FONTE DE FER,
DU ZINC, DE L'ARGENT ET DES ARTS PLASTIQUES.

La Société, fondée le 18 novembre 1818, autorisée et instituée sous la dénomination de *Réunion des fabricants de bronzes de Paris*, suivant décision du Ministre de l'intérieur en date du 7 décembre 1840, est organisée ainsi qu'il suit : (*Voir les Statuts*).

...Le but de la réunion est : d'encourager chaque année, par des prix, les élèves des écoles de dessin, les sculpteurs, les ciseleurs, les monteurs, les tourneurs, appartenant aux établissements suivants : fabricants de bronzes, fondeurs de bronze, fondeurs de fer, fabricants de zinc, orfèvres, estampeurs, industriels reproducteurs des arts plastiques, doreurs, vernisseurs, bronzers.

Notre collègue, M. Barbedienne, nous ayant donné la bonne nouvelle que la *réunion des fabricants de bronze* songeait à organiser un concours *entre apprentis*, le bureau de la Société a décidé qu'une certaine somme, à déterminer, serait mise à la disposition de la réunion des fabricants de bronze pour les prix à décerner.

OEUVRES ET FONDATIONS NOUVELLES

CAISSE DES ÉCOLES DE VERSAILLES

Une fondation nouvelle vient d'être ajoutée aux œuvres de Seine-et-Oise: la Caisse des écoles de Versailles, créée par une délibération récente du conseil municipal de cette ville.

La Caisse des écoles, cette institution excellente née dans le second arrondissement de Paris, il y a vingt ans, est due à l'initiative de *feu* M. Barreswil aîné; elle se généralise de plus en plus dans toute la France et, en se multipliant, elle apporte un secours puissant à la solution du problème de l'enseignement populaire. Elle pourra aider également à l'application des lois qui règlent le travail des enfants; tantôt elle donnera le moyen de relever l'âge d'admission des enfants dans les manufactures, en détournant l'enfant pauvre de l'atelier au profit de l'école, tantôt elle permettra de concilier l'intérêt de l'industrie qui a besoin de jeunes bras avec le respect dû aux lois protectrices de l'enfance (1), en provoquant l'établissement d'écoles publiques de demi-temps, la création de cours du soir et d'écoles dominicales.

En effet, la Caisse des écoles organise, à côté des budgets officiels de l'instruction publique encore très-insuffisants, le budget de l'initiative privée, de la charité individuelle. Ce budget, administré librement, par un groupe agissant avec indépendance sous le patronage municipal, a une grande souplesse d'application, et se plie, avec facilité, à toutes les exigences variées qui se présentent dans les diverses localités.

Quiconque est préoccupé du développement de l'instruction dans les classes ouvrières peut ainsi, à l'aide de la Caisse des écoles de sa commune, aider à un progrès dont il voit et surveille par lui-même les résultats. Ces améliorations, accomplies tout près de nous et par nous-mêmes, sont les plus fécondes et les plus certaines.

Espérons que l'exemple de Versailles sera suivi, et que tous les conseils municipaux tiendront à honneur de ne pas laisser

(1) Ces lois ont rendu l'instruction *obligatoire* pour les enfants employés dans les manufactures, comme pour les enfants apprentis.

dormir dans la loi de 1867 une institution aussi excellente. Nous répétons ici ce que nous avons déjà dit à propos de la loi de 1844, loi parfaite, puisqu'elle renferme en elle tous les moyens de perfectionnements applicables au fur et à mesure des besoins. Avant de demander des lois nouvelles, sachons au moins nous servir de celles que nous possédons et en tirer tous les bienfaits qu'elles sont aptes à répandre. Si toutes les bonnes lois qui existent étaient convenablement appliquées, la société serait bien près de sa perfection.

ART. 1^{er}. — Conformément à l'article 15 de la loi du 10 avril 1867, votée à l'unanimité par le Corps législatif, et en vertu de la délibération unanime du Conseil municipal, en date du 21 février 1870, une *Caisse des Écoles* est établie à Versailles.

ART. 2. — La Caisse des écoles a pour but : 1^o d'encourager et de faciliter la fréquentation des écoles communales de la ville; 2^o d'élever progressivement le niveau général de l'enseignement primaire, conformément aux instructions et circulaires du Ministre de l'Instruction publique.

ART. 3. — Pour atteindre ce double but, la Caisse des écoles adjoint ses efforts à ceux de la commune, en fournissant aux enfants indigents ou peu aisés les livres de classe et tous les objets utiles à leur instruction qu'ils ne pourraient se procurer; elle cherche à tenir au courant de tous les progrès le matériel d'enseignement des écoles; elle aide à la formation et au développement des bibliothèques scolaires; elle donne des vêtements aux enfants assidus dont les familles sont dans la gêne; elle distribue des secours aux familles indigentes qui se privent du travail de leurs enfants afin de les envoyer aux écoles; elle décerne des récompenses aux enfants les plus laborieux et les mieux notés, et facilite leur placement suivant leurs aptitudes. — En un mot, elle aide par tous les moyens qui sont en son pouvoir, à la fréquentation utile et prolongée de l'école et à l'organisation aussi complète que possible des études primaires.

ART. 4. — Est *Membre fondateur* de la Caisse des écoles tout sociétaire qui souscrit pour 100 francs ou plus, ainsi que tout sociétaire qui versera une cotisation de 20 francs pendant cinq ans. Le minimum de la cotisation annuelle est de 6 francs, qui peuvent être payés par fractions mensuelles de 50 centimes.

ART. 5. — La Société est administrée par un comité de dix

membres. Le Maire de Versailles est président de droit du comité d'administration. Les membres du comité sont élus par l'assemblée générale des sociétaires. Le renouvellement a lieu par moitié tous les trois ans. Les membres sortants sont désignés par le sort et rééligibles. En cas de décès d'un membre, le comité désigne provisoirement son successeur, dont l'élection a lieu à la première assemblée générale.

ART. 6. — Des dames patronnesses sont chargées d'aider le comité dans son œuvre. Tous les sociétaires sont invités à rechercher les enfants qui ne vont pas aux écoles de la ville et à mettre en œuvre les ressources de la Société pour engager les familles à remplir envers les enfants leur devoir d'éducation.

ART. 7. — Le comité nomme son vice-président, son secrétaire et son trésorier. Il se réunit au moins une fois par mois. Il détermine l'emploi des fonds en caisse, d'après les demandes présentées ou transmises par les instituteurs et institutrices.

Tous les ans, le comité rend compte à l'assemblée générale de l'emploi des fonds et de la situation de la caisse. Une copie des comptes rendus est mise chaque année sous les yeux du conseil municipal, à la session de mai.

ART. 8. — Les revenus de la Caisse des écoles se composent :

- 1^o Des cotisations des sociétaires ;
- 2^o Des dons et legs, autorisés par la loi du 10 avril 1867 ;
- 3^o Des subventions qui peuvent être accordées par l'État, par le département, par la commune (même loi) ;
- 4^o Des dons et recettes diverses qui proviendraient de quêtes faites par les dames patronnesses, de produits de conférences, concerts, etc.

ART. 9. — La Caisse des écoles peut recevoir de plus des dons en nature, tels que livres, cahiers, matériel d'école de toute espèce, vêtements et objets alimentaires destinés aux enfants et aux familles indigentes envoyant assidûment leurs enfants à l'école communale. Un magasin spécial est affecté à la conservation de ces objets.

ART. 10. — Toutes les recettes sont versées dans la caisse du receveur municipal, chargé par la loi du 10 avril 1867 de faire gratuitement le service de la Caisse des écoles.

EM. D.

INSTITUTIONS

FONDÉES PAR MM. DIETSCH FRÈRES, A LIÈPVRE (HAUT-RHIN) AU PROFIT
DE LEURS OUVRIERS (1).

La maison de MM. Dietsch, dont le siège est à Sainte-Marie-aux-Mines depuis 1830, a construit, à Lièpvre (il y a 25 ans environ), un tissage mécanique dans lequel on fabrique des tissus coton et laine fantaisie, et aujourd'hui 650 ouvriers sont occupés dans cet important établissement.

Le village a une salle d'asile, de belles écoles de filles et des écoles de garçons; l'instruction est gratuite. Mais la gratuité ne suffit pas, il faut avant tout que l'école soit fréquentée. Pour arriver à ce résultat, il faut que les fabriques n'occupent pas les enfants; il faut fournir le nécessaire (papier, livres, plumes, etc.) aux pauvres, afin qu'il n'y ait aucune excuse.

Il faut encourager la fréquentation assidue par des récompenses, vêtements surtout, etc., etc.; car la plus grande excuse est toujours celle-ci : nous ne pouvons pas acheter à nos enfants les livres, papier, ou bien ils n'ont pas d'habits.

Il faut surtout encourager et seconder les instituteurs et institutrices dans leur tâche pénible et ingrate. Tous les enfants de la commune sont inscrits sur les registres des écoles et tous les mois, les instituteurs et institutrices donnent aux patrons l'état des présences et absences. Un avertissement est envoyé aux parents (modèle d'autre part) dont les enfants ont manqué plus de 5 fois à l'école. Voici le résultat jusqu'à l'année 1868, septembre.

Élèves			
École des garçons	200	Moyenne des absences de l'année	36 0/0
» des filles	193	» » »	25 0/0

Dans ces absences, tout est compris, maladies, etc., etc.

Afin de réduire ce chiffre, MM. Dietsch ont recherché les causes de plus près, redoublé de sévérité et de sollicitude, et déjà nous avons une amélioration notable.

(1) Le présent résumé se borne à donner un tableau d'ensemble des différentes institutions de la maison Dietsch frères; chacune d'elles ayant son règlement spécial qui peut être consulté pour les détails. On peut, pour de plus amples renseignements, s'adresser à MM. Dietsch ou au Secrétaire de la Société.

Parmi ces 400 élèves, il y en a une partie dont les parents sont agriculteurs ou sont occupés par d'autres patrons sur lesquels on a moins d'action.

Quant aux cours d'adultes, ils donnent beaucoup de peine, ce n'est que dans quelques années, lorsque tous les illettrés auront disparu et que les enfants auront bien fréquenté les écoles, que ces cours d'adultes pourront donner de la satisfaction aux dévoués manufacturiers.

En 1868, il y a eu en moyenne de présents au cours d'adultes :

23 élèves garçons,

25 » filles.

Mais la moyenne de cette année sera plus forte. La moitié de la population parle la langue allemande, l'autre moitié la langue française; c'est là aussi une difficulté pour les cours d'adultes.

Quant aux jeunes illettrés arrivant d'autres villages pour travailler à la manufacture, MM. Dietsch leur font donner des leçons tous les jours chez le portier et *pendant les heures de travail*.

L'école de couture a déjà rendu de grands services; elle a été fréquentée en moyenne par 63 élèves en 1868.

Il y a deux sociétés de musique: total 36 élèves.

La société de gymnastique existe depuis 6 mois à peine; elle compte de 25 à 30 élèves; les leçons sont données par un sous-officier que l'on fait venir de Schelestadt; MM. Dietsch ont fait installer une gymnastique complète sur une place communale.

La bibliothèque de 530 volumes français et allemands est très-suivie.

Pour faciliter les cours du soir, il est essentiel de réduire les heures de travail et de les porter à onze heures au maximum. L'ouvrier, mieux reposé, produit autant de travail en onze heures qu'en douze.

Tout le personnel des employés est choisi de préférence parmi les ouvriers mêmes de la manufacture les plus intelligents et les plus instruits, c'est là encore un stimulant pour l'instruction.

MM. Dietsch sont de ces fabricants qui comprennent leur rôle si élevé. L'amélioration du sort de leurs ouvriers est l'objet de leur constante préoccupation. L'un d'eux, caractérisant

la Société de protection des apprentis et enfants des manufactures à laquelle il s'est attaché avec un dévouement si entier, écrivait au Secrétaire : *Le vrai sens de l'adhésion à notre Société est, à notre avis, que chaque membre doit être un ouvrier dévoué aux principes qu'elle veut faire prévaloir. Notre Société doit rayonner sur toute la France. Les adhérents et leurs œuvres doivent servir d'exemple aux autres, et encourager ceux qui, jusqu'à présent ont refusé de voir et d'entendre.*

MM. Dietsch sont correspondants de la Société qui doit à leur zèle un grand nombre d'adhérents en reproduisant dans le Bulletin, cette notice sur leurs fondations, le secrétaire remplit une double mission, il fait connaître un bel exemple à suivre et il paie au nom de la Société et en son nom personnel, une dette de reconnaissance.

ÉTAT RÉCAPITULATIF DES OEUVRES ET FONDATIONS

DE MM. DIETSCH FRÈRES.

N° 1. ADMISSION. — L'établissement n'occupe pas d'enfants qui n'ont pas fait leur première communion et qui ne sont pas munis d'un certificat constatant qu'ils savent lire et écrire. — Voir le spécimen (1).

N° 2. ECOLES. — L'instruction des enfants étant au nombre des plus précieux bienfaits qu'ils peuvent recevoir, les chefs de la fabrique se font donner un état mensuel des enfants de leurs ouvriers qui manquent les écoles, et, s'il y a lieu, un avertissement leur est donné. — Voir la carte de contrôle (4).

N° 3. COURS D'ADULTES. — Des cours gratuits sont ouverts pour les adultes. Tout ouvrier dont l'instruction a été négligée, ou qui éprouve le besoin de perfectionner celle qu'il possède, devra suivre ces cours.

Ces cours ont lieu pour les filles le dimanche, et pour les hommes les autres jours dans la soirée. — Voir la carte de contrôle (2).

N° 4. OUVROIR. — Une école de couture et autres ouvrages de femmes est ouverte trois fois la semaine dans la soirée. La fréquentation en est gratuite, et même les fournitures nécessaires au travail sont données à celles qui y assistent régulièrement. — Voir la carte de contrôle (3).

N° 5. MUSIQUE. — Une école de musique pour hommes est également ouverte trois fois la semaine, sous la présidence de l'un des directeurs de l'établissement.

Tous les frais sont couverts en dehors de la participation des ouvriers.

N° 6. GYMNASTIQUE. — Des leçons de gymnastique sont données aux élèves les plus assidus des écoles et aux adultes de l'établissement. Ces leçons sont données deux jours par semaine.

N° 7. BIBLIOTHÈQUE. — Une bibliothèque française et allemande est ouverte tous les dimanches à huit heures du matin. Les livres sont prêtés sans aucune rétribution.

Les ouvriers qui désirent lire les journaux politiques ou littéraires peuvent également se les procurer en se faisant inscrire chez le bibliothécaire.

Un état est dressé tous les mois des ouvriers qui fréquentent les cours d'adultes, la couture et la musique. Une note est envoyée à ceux dont les absences sont fréquentes.

N° 8. CAISSE DE SECOURS. — Tous les ouvriers sont obligés de faire partie de la Caisse de secours et de retraite.

La cotisation de chacun est de 2 centimes par franc sur le gain de la quinzaine.

En cas de maladie, celui qui fait partie de cette caisse a droit au médecin et aux remèdes, sans aucune dépense.

S'il est membre de la caisse depuis six mois, il reçoit, à dater du sixième jour de sa maladie, et durant tout son cours, pour chaque jour, une somme équivalant au double de son versement par quinzaine.

En cas de mort, il est alloué une somme de 30 francs à la famille pour couvrir les frais des funérailles.

N° 9. MÉDECIN ET PHARMACIE. — Le médecin de la Caisse de secours est subventionné par l'établissement. Les consultations ont lieu trois fois par semaine dans le local de la pharmacie de l'établissement.

En dehors de ces consultations, le malade devra être pourvu d'un bulletin délivré par le directeur. Il n'y a d'exceptions que pour les cas urgents.

N° 10. MALADES. — Une sœur subventionnée par l'établissement visite les malades. Elle les encourage, les aide de ses conseils et distribue des secours aux familles nécessiteuses.

N° 11. COUTURE. — La même sœur dirige un ouvroir ou atelier de travail, avec les dames de la commune qui veulent bien donner leur précieux concours. La maison fournit les étoffes qui servent de vêtements aux pauvres, ou à l'encouragement des enfants qui fréquentent régulièrement les écoles.

N° 12. SOCIÉTÉ DE FEMMES EN COUCHES. — Toutes les femmes et filles, de 18 à 45 ans, font partie de la Société des femmes en couches. Chacune verse 15 centimes par quinzaine. La maison, de son côté, verse autant pour chaque membre de la Société. En cas d'accouchement, la sociétaire reçoit par jour et pendant cinq semaines, la moyenne de ce qu'elle a gagné par son travail et par jour pendant les six derniers mois. La sage-femme et le médecin, s'il y a lieu, sont payés par la Société. Pendant ces cinq semaines, la mère doit s'adonner entièrement aux soins de sa propre santé, comme à ceux qu'exige son enfant. (*Voir le règlement spécial.*)

N° 13. PENSION DES OUVRIÈRES. — Une maison est disposée sous la direction d'une ménagère, qui est en même temps surveillante, pour servir de pension aux filles qui n'ont pas leurs parents dans la commune. Les jeunes filles doivent y prendre des habitudes d'ordre, de propreté et se mettre au courant des soins à donner à un ménage. Elles y reçoivent chacune un lit, une armoire, une toilette et une nourriture confortable, contre un prix aussi modéré que possible.

N° 14. LOGEMENTS. — En présence de la cherté croissante des loyers, et dans le but de procurer aux ouvriers des logements avantageux et sains, il a été bâti des maisons ouvrières.

Elles sont composées d'un rez-de-chaussée qui a deux chambres, une cuisine, un grenier, une cave et un jardin.

Elles peuvent être vendues aux ouvriers, au prix de revient, qui est de 1,800 francs; l'intérêt du capital employé n'est compté qu'au 3 0/0.

Afin que l'ouvrier puisse devenir propriétaire d'une de ces maisons après un certain nombre d'années, il pourra payer un loyer mensuel.

S'il paie 12 francs par mois pendant vingt ans, il possède la maison en toute propriété.

Si à ce loyer il ajoute un dépôt de 1 franc par quinzaine, il est propriétaire en quinze ans.

Avec un dépôt de 2 francs par quinzaine en sus du loyer, la maison lui appartient en douze ans.

Dans ces différents cas, les frais de l'acte notarié qui le constituera propriétaire seront cependant à sa charge.

Comme il doit y avoir des réparations à faire, pendant la durée de la location, il est alloué dans ce but au locataire 36 francs par an; mais si, au moment auquel il devient propriétaire, il a outrepassé cette somme, le surplus sera supporté par lui, et si, par contre, il ne l'a pas atteint, l'établissement lui bonifiera la différence.

Dans le cas où un ouvrier quitterait l'établissement après avoir déposé quelque somme dans l'intention de devenir acquéreur d'une maison, il peut retirer son dépôt.

En cas de mort, sa femme et ses enfants peuvent prendre lieu et place du défunt, si toutefois ils continuent à travailler dans l'établissement.

Il ne pourra jamais être établi d'auberges dans ces maisons.

TRAVAIL. — Afin de donner plus de repos à l'ouvrier, comme pour faciliter sa présence aux cours du soir, la durée du travail est fixée à onze heures au lieu de douze. La rétribution restera la même, malgré cette diminution de temps, aussi longtemps que la production équivaldra à celle de douze heures, résultat obtenu en 1868.

N° 15. BAINS. — Des bains froids gratuits sont organisés; les jours et les heures sont affichés chez le portier.

Des bains chauds sont aussi à la disposition des ouvriers, moyennant une carte à prendre chez le directeur, pour le prix de dix centimes. Ce prix forme une gratification pour la personne qui soigne les bains.

N° 16. SAPEURS-POMPIERS. — Une compagnie de sapeurs-pompiers est organisée. Comme il s'agit d'un service de sûreté publique, il peut être rendu obligatoire aux employés qui seront désignés par les chefs.

N° 17. AVANCES D'ARGENT. — Il ne sera fait d'avances à l'ouvrier que dans quelques cas exceptionnels. Il faut en particulier qu'il soit établi que le salaire reçu a été bien employé. Cette preuve doit être faite par le livre de dépenses que l'établissement fournit à chacun.

N° 18. AVANCEMENT. — L'avancement des ouvriers dépendra uniquement de leur conduite, de leur travail et de leur instruction.

N° 19. COMITÉS D'OUVRIERS. — Un comité composé d'ouvriers, de contre-maitres, nommés par le suffrage universel, s'occupera avec les chefs de toutes les questions qui pourraient surgir dans toutes les institutions qui viennent d'être mentionnées.

En cas de contestation quelconque, chaque ouvrier doit s'engager à s'en rapporter à la décision du comité, et sans rappel.

MANUFACTURE DE MM. DIETSCH FRÈRES

A LIEPVRE (HAUT-RHIN)

(1)
L nommé
a fréquenté les écoles pendant
saît lire
saît écrire
a fait la première communion le
à l'âge de
(*) le 18

(2)
COURS D'ADULTES
M.
a manqué fois à l'école pendant le mois de
Prière de la fréquenter régulièrement.
Nos salutations. DIETSCH FRÈRES

(3)
OUVROIR
<i>École de Couture.</i>
M.
a manqué fois à l'école pendant le mois de
Prière d'y aller régulièrement.
Nos salutations. DIETSCH FRÈRES

(4)
ÉCOLES
M.
a manqué fois à l'école pendant le mois de
Prière aux parents d'envoyer leur enfant plus régulièrement.
Nos salutations. DIETSCH FRÈRES
L'établissement n'occupe pas d'enfants qui n'ont pas fait leur première communion et qui ne sont pas munis d'un certificat constatant qu'ils savent lire et écrire.

(1) Papier blanc. — (2) Papier bleu. — (3) Papier rose. — (4) Papier jaune.

(*) Certificat délivré par les instituteurs et les institutrices et dont les jeunes ouvriers doivent être munis. — Nous mentionnons la première communion, car c'est l'époque à laquelle les parents retirent les enfants de l'école. — 13 à 14 ans.

ÉCOLE PROFESSIONNELLE DE L'IMPRIMERIE CHAIX.

La distribution à l'École professionnelle de l'imprimerie Chaix (imprimerie du Bulletin) a eu lieu vers la fin de l'année 1869. M. le comte Sérurier, notre collègue, qui avait reçu de M. le Président la mission de représenter la Société, a remis la médaille de bronze à M. Berger, professeur du premier cours, pour les soins donnés aux jeunes apprentis de l'imprimerie, et divers prix aux enfants méritants désignés par M. Chaix. A la fin de la séance, M. le comte Sérurier désirant récompenser le travail et l'assiduité dont les enfants de l'Établissement avaient fait preuve dans l'année, a offert en son nom personnel trois polices d'assurances de 200 francs chacune ; les deux premières pour être données à l'élève qui, dans chacun des deux cours, serait désigné par ses camarades comme le plus méritant et le meilleur travailleur, la troisième pour l'apprenti réunissant ces deux conditions. Ces récompenses ont été accueillies avec une vive satisfaction.

M. Chaix, après avoir remercié la Société et M. le comte Sérurier, en son nom et au nom de ses apprentis, a communiqué à la réunion quelques détails très-intéressants destinés à faire ressortir toutes les mesures au moyen desquelles on peut exciter l'émulation et assurer d'une manière complète le bien-être des enfants.

« C'est ainsi, dit M. Chaix, que dans l'année il a été distribué à titre d'encouragement :

- » Dans le premier cours. 1,903 jetons de présence.
- » Dans le deuxième id. 1,340 —

Ce qui a formé un total de . . . 3,243 jetons de présence, qui à 0 fr. 10 c. l'un, représentent une somme de 324 fr. 30 c.

- » De même, il a été donné en livres et brochures diverses :
- » Dans le premier cours 658 livres et brochures.
- » Dans le deuxième id. 611 —

Représentant ensemble un total de 1,269 livres et brochures.

» 20 élèves ont reçu des livrets de la Caisse d'épargne et 44 des livrets de la Caisse de retraites pour la vieillesse.

» Les Assurances contre les accidents se sont étendues à 29 enfants dont aucun, fort heureusement, n'a été dangereusement blessé. La Société de Secours mutuels a secouru 11 enfants qui ont profité des soins du médecin et ont touché l'indemnité de maladie.

» Tous les enfants, sans exception, ont demandé à la Biblio-

thèque des livres en rapport avec leur âge et le degré de leur intelligence. Plusieurs Conférences leur ont été faites sur divers sujets et notamment sur les inconvénients qu'entraîne pour eux l'usage du tabac.

» Enfin, pour joindre l'agréable à l'utile et conserver le souvenir de la visite que M. Duruy, alors Ministre de l'Instruction publique, avait bien voulu faire à l'Établissement, tous les élèves ont été envoyés plusieurs fois au Théâtre-Français et ont pu y prendre les bonnes leçons de diction que M. le Ministre lui-même avait recommandées. »

INTERNAT DE M. NAJEAN
POUR LES ENFANTS DE LA PASSEMENTERIE.

La passementerie de Paris emploie des enfants auxquels on fait jouer le rôle de moteurs. Ces enfants ne sont l'objet d'aucun soin de la part des patrons. Cet état de choses est intolérable; l'observation en a été faite par le Secrétaire à plusieurs maisons de passementerie alors qu'il était inspecteur du travail des enfants. Il a eu le regret de ne pas rencontrer pour ces enfants la sympathie à laquelle il devait s'attendre parce que le nom des patrons *la rend obligatoire*. Enfin un mouvement favorable paraît s'accuser : un passementier important semble avoir tenu compte de la tristesse du reproche qui lui était adressé; les promesses les plus sérieuses ont été faites au nom d'un autre; l'attention de la Chambre syndicale est éveillée, et l'un de nos collègues veut prendre l'initiative de la création désirée d'une Société paternelle.

En attendant cette heureuse solution, notre bon collègue M. Najeau a créé son internat manufacturier de Saint-Denis. Ce pas décisif en avant aura la plus grande influence sur le sort des pauvres *enfants-machines* de la passementerie.

Nous nous contentons aujourd'hui d'annoncer cette fondation qui sera décrite en détail dans le prochain numéro.

Il ne sera pas hors de propos, tandis que nous serons sur ce sujet, de publier la note que veut bien m'adresser un de nos collègues, chef du jury aux Assises de janvier.

Le 20 janvier 1870, un enfant comparaisait devant la Cour d'assises en qualité de témoin dans les circonstances suivantes:

Au mois de novembre dernier, deux individus l'avaient rencontré sur le boulevard de la Villette et, après avoir lié conver-

sation avec lui, l'avaient conduit à leur domicile et avaient cherché à accomplir sur lui des actes odieux.

Ce pauvre enfant, interpellé par M. le président, a déclaré se nommer A... D..., demeurer rue Rébéval, être âgé de 13 ans et ne savoir *ni lire ni écrire* ! Sur une nouvelle interpellation, il a répondu qu'il *n'avait jamais été à l'école*, qu'il *n'avait pas fait sa première communion* et que depuis l'âge de 7 ans il *roulait dans les ateliers de passementerie de son quartier*.

Il serait vraiment à désirer qu'on s'occupât sérieusement enfin du sort de tous ces pauvres enfants qui, dès leur plus jeune âge, sont livrés à une misère intellectuelle plus redoutable peut-être que la misère physique et qui deviennent fatalement la proie de tous les vices que cette misère engendre.

Ces tristes exemples sont malheureusement trop fréquents, et l'on voit presque chaque jour de jeunes enfants venir s'asseoir pour des faits analogues sur les bancs de la Cour d'assises.

Il n'est pas besoin d'ajouter que notre collègue qui avait signalé le fait (1) a recherché ce pauvre enfant qui, grâce à ses soins et à son généreux sacrifice, est aujourd'hui entre les mains de M. l'abbé Roussel *pour apprendre à lire, à écrire et faire sa première communion* ; il sera ensuite placé en apprentissage, et le Bulletin dira ce qu'auront pu faire ou *refaire* les soins, l'éducation et le travail.

Si chacun de nos collègues, ainsi témoin d'un fait malheureux, en cherchait les causes, les signalait à la Société et surtout y portait ainsi spontanément remède, nous ferions de bien grands et de rapides progrès.

(1) C'est ce même collègue qui a pris l'initiative rapportée de la façon suivante par la *Gazette des Tribunaux* du 4 février 1870, et à laquelle notre Société s'associe vivement :

« Dans les causes de la Cour d'assises où il est question d'attentat aux mœurs, le huis clos est généralement prononcé, et les personnes étrangères au jury, ainsi que celles qui ne sont pas appelées en témoignage, sont éloignées de la salle d'audience. »

» L'un des jours de la quinzaine dernière, une de ces tristes affaires était portée devant la Cour; le public, selon la règle, avait été éloigné ; mais bon nombre de jeunes garçons et de jeunes filles, qui avaient été appelés comme témoins, conformément à l'usage, étaient restés dans la salle.

» Ce fait, remarqué par l'un de MM. les jurés, provoqua de sa part une demande à M. le président, afin qu'il voulût bien autoriser les parents à faire retirer leurs enfants avant même le réquisitoire de M. l'avocat général.

» M. l'avocat général et l'avocat chargé de la défense s'étant associés avec empressement à cette demande, M. le président fit sortir tous les enfants et les jeunes filles de la salle.

» La mesure d'éloigner des débats les enfants appelés en témoignage ne porterait aucune atteinte aux droits de l'accusé, et au moins des jeunes gens et des jeunes filles ne seraient point exposés à entendre des détails contraires aux bonnes mœurs. »

COMPTE RENDU

D'UNE VISITE A L'ATELIER COHADON (1).

Par M. PAUL ROBIQUET, licencié ès-lettres.

Parmi les ateliers d'apprentissage dont la Société de Protection suit attentivement les progrès, il en est un qui, à raison des efforts persévérants et heureux de ses fondateurs, semble tout à fait digne d'intéresser les amis de l'enfance laborieuse. C'est l'atelier de brunissage pour orfèvrerie que dirige M^{me} Cohadon, rue Charlot, 33.

Dans son rapport de 1866 sur la situation des enfants employés dans les manufactures du département de la Seine, M. Barreswil signalait l'existence de cet atelier, qui datait seulement d'une année. Il en disait l'origine et les débuts difficiles et, tout en reconnaissant qu'il y avait beaucoup à faire pour arriver à un état de choses satisfaisant de tout point, il exprimait la ferme espérance que « sous l'action de la grande douceur et de l'énergie sérieuse de M^{me} Cohadon, la maison prendrait peu à peu le ton, les manières, l'allure qui conviennent à une institution de jeunes filles bien élevées. »

Ces paroles d'encouragement, ces marques de sympathie publique ne pouvaient manquer de produire leur fruit.

Aussi, en 1867, voyons-nous déjà M. Delerot, dans un intéressant rapport sur les ateliers d'apprentissage, parler en ces termes de l'atelier Cohadon : « Deux ans à peine se sont écoulés et M^{me} Cohadon a déjà fait tant de progrès qu'elle mérite de vous être recommandée comme travaillant avec vous à régénérer l'apprentissage parisien. »

A cette date, en effet, tout était changé : la *maison de correction* que M^{me} Cohadon avait reçue de mains assez équivoques s'était transformée en maison d'émulation. La spéculation honteuse avait fait place à la sollicitude la plus infatigable, le vice à la moralité, les travaux forcés au contrat librement consenti. Mais, quelle que fût l'activité de M^{me} Cohadon, admirablement secondée d'ailleurs par son mari, l'un des gérants les plus actifs de la Société coopérative des maçons, l'organisation de l'atelier, en 1867, était loin de répondre au programme qu'on s'était

(1) M^{me} Cohadon, brunisseuse, rue Charlot, 33.

tracé. Le local était insuffisant, l'aménagement incomplet, les lits n'étaient pas assez nombreux, et les apprenties couchaient deux ensemble. M. et M^{me} Cohadon ne s'abusaient pas sur les côtés défectueux de leur fondation et, loin de se rebuter, les voilà qui se mettent à la recherche d'une nouvelle ruche pour leur petit essaim de travailleuses. Il faut bien des pas et des démarches, car ce n'est pas chose aisée à Paris que d'avoir à bon marché de l'air et de l'espace. Enfin M. et M^{me} Cohadon mettent la main sur un local qui répond presque à leurs désirs. Ils quittent leur troisième étage de la rue Chapon et viennent s'installer rue Charlot, 33, sur une deuxième cour, au premier étage et en plein midi.

Les apprenties ont devant elles un grand espace planté d'arbres. On voit le soleil, et je crois même qu'on entend les oiseaux ; Je monte un escalier large, peint à neuf, et d'une propreté hollandaise. La porte de l'atelier m'est indiquée par la plaque émaillée de notre Société de Protection, avec ces mots consolants, qu'on aimerait à lire au seuil de toutes les manufactures, de toutes les usines, de tous les ateliers : « Plus d'enfants au-dessous de douze ans. »

Je frappe, et M. et M^{me} Cohadon m'introduisent dans l'atelier avec une bonne grâce et une simplicité parfaites. Nous traversons une pièce qui tient lieu d'entrée, et je jette, en passant, un coup d'œil dans la cuisine, qui ressemble à toutes les cuisines bien tenues et bien éclairées.

On entre ensuite dans une grande salle divisée en trois compartiments au moyen de cloisons à hauteur de paravent, et sur lesquelles sont inscrites des maximes morales, il y en a même de Marc-Aurèle ; on voit que ces demoiselles ne se refusent rien. Le premier compartiment sert de salle à manger, le second est à la fois atelier et salle d'étude ; le troisième compartiment est le dortoir qui se trouve prolongé par l'atelier dont les tables et les bancs mobiles sont relevés chaque soir. L'ensemble de la salle sert de lieu de récréation ; c'est en somme une pièce de 17 mètres de long sur 6 mètres 50 de large, les élèves y jouent et courent pendant la récréation. Dans le troisième compartiment sont pendus au plafond des instruments de gymnastique ; lorsque vient le soir et l'heure du coucher, en moins de rien, les tables et bancs disparaissent, les lits prennent rang ; des armoires qu'on ne soupçonnait pas s'ouvrent avec ensemble,

et vingt-quatre lits, mûs par des ressorts ingénieux, s'abaissent et se trouvent tout disposés pour le coucher. Sept grandes fenêtres, munies de vasistas, un grand châssis, qui s'ouvre au milieu du plafond, contribuent à aérer la pièce, et la ventilation est complétée par un courant d'air qui traverse par le haut toutes les armoires où sont renfermés les lits, le linge et les vêtements des apprenties (chaque apprentie a son lit et une armoire pour serrer son linge et tout ce qui est à elle). Ce tout n'est pas embarrassant, il est vrai : bien des armoires sont vides ou peu s'en faut.

Quant à la nourriture, elle est ce qu'elle est ordinairement dans les établissements de cette nature, c'est-à-dire très-frugale : mais l'aspect des enfants fait voir qu'elle leur suffit pour se bien porter. Les apprenties n'ont que de l'eau pour toute boisson, en été du houblon. Voilà un breuvage digne des anciens Perses ; peut-être un moderne a-t-il le droit de penser qu'un peu de vin dans la cruche ne messierait pas ? Ai-je besoin de dire que c'est l'avis de M^{me} Cohadon ? Mais les frais sont déjà si considérables qu'il serait difficile, quant à présent, d'accorder aux apprenties les douceurs de l'abondance, sans grever outre mesure le budget de la maison. M. Delerot a précédemment inséré dans sa notice un tableau, d'après lequel une enfant entrée à 12 ans dans l'atelier et sortie à 18, compenserait exactement par ses gains des trois dernières années d'apprentissage les dépenses qu'elle aurait fait faire pendant les trois premières années ; mais ce calcul — M^{me} Cohadon nous l'avoue — se trouve compromis par suite des périodes de chômage qui sont fréquentes dans l'industrie des brunisseuses. Ce qu'on peut dire de plus exact, c'est que la part de location afférente à chaque apprentie atteint le chiffre de 60 francs. Encore, pour se restreindre à ce chiffre, a-t-on été obligé de recourir à un agencement presque mécanique, et de faire appel à l'Oeuvre des lits d'apprentis.

J'ai terminé avec la partie matérielle de l'établissement de M^{me} Cohadon.

Il me reste à parler des apprenties elles-mêmes, de leurs occupations et du régime auquel elles sont soumises. Les pensionnaires de M^{me} Cohadon sont actuellement au nombre de 30 ; mais il y a place pour quarante. Les conditions d'entrée varient suivant l'âge, la santé, le développement physique et intellectuel

de l'enfant, comme aussi la situation des parents. On reçoit spécialement des orphelines. Les jeunes filles admises ont droit au logement, à la nourriture, aux soins médicaux (dans les conditions ordinaires des ouvriers et maisons de ce genre). Elles contractent un engagement de six ans, mais on les autorise, si elles en font la demande, à rester dans la maison après l'expiration de leur engagement. Moyennant 40 francs par mois, elles ont alors droit à la nourriture, au logement, literie et blanchissage compris : et leur travail est rémunéré au prix des autres ateliers.

Les punitions corporelles, les retenues sur la nourriture sont formellement proscrites. La correction est remplacée par l'émulation. La journée est nominale de onze heures ; mais, comme le travail est aux pièces, la plupart des apprenties ont terminé leur tâche en moins de temps. Alors le travail supplémentaire est payé aux apprenties soit par pièces, soit par heure. De là de petites gratifications : M^{me} Cohadon en fait deux parts, dont l'une est abandonnée aux enfants, pour être dépensée à leur guise, et l'autre est placée à leur compte. C'est là une excellente mesure qui a l'avantage de développer l'activité individuelle et d'entretenir l'émulation générale par la certitude d'un gain proportionnel à l'effort. Aussi toutes les apprenties semblent-elles travailler avec gaieté et avec entrain, bien que leurs occupations soient assez fatigantes. Elles consistent à donner le poli à des couverts d'argent ou d'argenture qu'on apporte à l'atelier ternes et sans éclat. Il faut de la vigueur et de la délicatesse dans la main pour remplir convenablement cette tâche. On a soin de tenir les apprenties constamment occupées ; et quand arrivent les chômages, on leur distribue des travaux de couture ou bien on les emploie à l'entretien de la maison.

Le soir, elles reçoivent des leçons ou se livrent à des jeux instructifs. Une instruction, nécessairement élémentaire, leur est donnée par M^{lles} Laval-Montferrat et Kroeder, élèves et collaboratrices de M^{lle} Désir, qui prêtent à M^{me} Cohadon le concours le plus désintéressé et le plus digne de sa reconnaissance. Le dimanche, les apprenties sont conduites en promenade, le plus souvent par M^{me} Cohadon elle-même ; mais les sorties chez les parents sont très-rares. Elles n'ont lieu que quatre fois par an : au 1^{er} janvier, à Pâques, à l'Assomption et à la Toussaint.

Comme M. Groult, dont j'ai décrit naguère le bel orphelinat, M^{me} Cohadon est obligée de se tenir en garde contre l'influence de certaines familles.

Il y a une sanction très-efficace à ce régime intérieur que j'ai essayé d'esquisser, et j'espère que, grâce au nouveau local, elle s'appliquera désormais avec une régularité universitaire : c'est la distribution des prix à la fin de l'année. On en donne trois de 25 fr. chacun. Le premier est attribué à la mieux instruite, par le professeur ; le second, à la mieux tenue, par les sous-maîtresses ; le troisième, à l'apprentie qui a le mieux travaillé, par les jeunes filles elles-mêmes. C'est une excellente idée que d'appeler ainsi les intéressées à se juger entre elles, à comparer les titres de l'une et de l'autre, et à rendre hommage à la plus méritante : ce mode de dévolution des récompenses est d'ailleurs en usage depuis longtemps dans nos grands établissements d'instruction publique, où certains prix sont mis aux voix entre les élèves, et j'ai pu me convaincre, par expérience, qu'aucune distinction n'était plus vivement appréciée de celui qui la reçoit et de ceux qui la donnent.

Il me reste, en finissant, à féliciter M^{me} Cohadon de tout ce qu'elle a montré d'intelligence et de dévouement dans la direction de son atelier ; et je dois associer à mes éloges M. Cohadon, qui, par la générosité et la droiture de ses intentions, son expérience du travail, sa connaissance approfondie des intérêts, des devoirs et des droits des classes laborieuses, mérite à tous les égards d'être le guide et le collaborateur de sa femme dans la noble tâche qu'elle s'est assignée.

Certes, il faut savoir gré de leur sollicitude libérale aux plus éminents représentants de la grande industrie et du haut commerce qui ouvrent leur bourse un beau jour à leurs architectes en leur disant d'y puiser, et font sortir de terre d'un coup de leur baguette d'or des internats, des ateliers, des ouvroirs, des écoles. Oui, c'est là un noble et magnifique emploi de la richesse, une dime spontanément offerte par le capital aux déshérités de ce monde . . . Mais, s'il est beau d'employer ainsi le superflu d'une puissante fortune, de quels éloges ne doit-on pas payer ceux qui, ne disposant que de faibles ressources, et ne pouvant pas espérer de leurs entreprises charitables les bénéfices qu'elles procurent parfois, lorsqu'elles sont conçues et poursuivies sur une grande échelle, ne craignent pas d'entrer

en lutte avec les difficultés de toute nature, l'ignorance, les habitudes mauvaises des enfants, l'indifférence des familles, les chômages, la concurrence persévèrent jusqu'au bout, et enfin, au prix de mille fatigues et de mille sacrifices, atteignent le noble but qu'ils s'étaient proposé.

Et maintenant que M^{me} Cohadon ne s'étonne pas de l'attention sympathique avec laquelle la Société de Protection, s'associant à ses luttes et à ses efforts, a noté chaque étape de sa route.

C'est là une chose naturelle : notre devoir est de suivre, de signaler les œuvres utiles, pour y applaudir toujours, pour les encourager quand il se peut. Nous sommes un écho de la bienfaisance, et si l'on nous écoute, le mérite en est à ceux qui font le bien, beaucoup plus qu'à ceux qui le publient. Que M^{me} Cohadon redouble donc de zèle et d'activité. Déjà elle a beaucoup fait; elle arrivera, je n'en doute pas, à réaliser son rêve; et quand je compare le point de départ et l'état présent de sa fondation, je ne puis trop admirer les effets surprenants de l'initiative individuelle et la fécondité d'un cœur charitable.

NOTICE

SUR LA COLONIE AGRICOLE ET PÉNITENTIAIRE DE GENTILLY

FONDÉE ET DIRIGÉE PAR M. LE COMTE DE SUZAINNECOURT

Par M. CERFBEER.

L'arrêté qui a autorisé la fondation de la colonie agricole et pénitentiaire de Gentilly, près Nancy, date du 24 juillet 1862. La situation de l'établissement, dans un pays sain et riche, aux portes de Nancy, est excellente.

Avant tout, le fondateur de l'œuvre, M. le comte de Suzainnecourt, avait dû constituer la propriété qui devait servir de siège à la future colonie, et élever les premières constructions indispensables. C'est seulement le 16 février 1863 qu'il reçut les 8 premiers colons. En 1867 la colonie comptait déjà 225 jeunes détenus, 340 en 1868, 330 en 1869 malgré 104 libérations qui avaient eu lieu dans l'année. Ce nombre n'est pas beaucoup plus considérable aujourd'hui, la moyenne normale est d'environ 350 enfants âgés de 11 à 17 ans, l'étendue actuelle des logements n'en comporte pas davantage. Les employés attachés à la surveillance et à la direction des enfants, ainsi qu'au service de l'exploitation rurale annexée à la colonie, sont au nombre de 40 environ.

La subvention accordée à M. de Suzainnecourt est de 0 fr. 65 c. par jour et par tête de détenu. Ce chiffre serait insuffisant, si le directeur ne trouvait pas à utiliser le travail de ses pensionnaires, soit sur sa ferme même, soit en le louant au dehors. Le domaine de Gentilly comprend 65 hectares. Il y a donc là, sur le domaine même, matière à apprentissage et à travail agricole pour une partie des détenus. En outre le directeur loue fréquemment des brigades de colons sous la conduite d'un surveillant, aux fermiers du voisinage (1); ressource précieuse pour ces derniers, dans un pays où la main d'œuvre est rare et chère. Mais l'apprentissage agricole n'est pas tout à Gentilly, et il faut ajouter que ce n'est pas sans motifs que le fondateur de la colonie y a joint l'apprentissage industriel. Bien que d'un bout à l'autre de l'Europe les chefs d'exploitations rurales se plaignent avec raison de la rareté des agents, l'apprentissage agricole proprement dit n'en est pas moins assez restreint de sa nature. Sauf les métiers spéciaux de charretier, bouvier, vacher, berger ou jardinier, il n'est guère propre à former que des manœuvres. Or les manœuvres se forment tout seuls. Peut-être la direction de Gentilly ne se préoccupe-t-elle pas assez d'engager les colons dans la voie de ces métiers agricoles spéciaux, où les bras aujourd'hui font défaut partout. Quoi qu'il en soit, il faut louer M. de Suzainnecourt d'avoir songé à former par surcroît des tisserands, des taillandiers (2), des charrons, etc. Un certain nombre de détenus sont loués au dehors comme apprentis à des ouvriers d'état. Au dedans fonctionnent toute l'année des ateliers de tissage, charronnerie, taillanderie, etc., dont les produits sont exportés comme articles de vente, et où l'apprentissage se pratique naturellement. Les colons peuvent donc sortir de Gentilly munis d'un métier qui leur permet de gagner leur vie.

Un aumônier, deux instituteurs brevetés sont attachés à l'éta-

(1) La location des enfants au dehors peut entraîner à des abus; le prix alloué par le gouverneur est assez considérable pour qu'on n'y ait recours que dans les cas rares. Les amis des enfants critiqueraient certainement ce moyen d'accroître les revenus d'un pénitencier surtout si les enfants étaient employés à un travail pénible, sans profit pour leur développement intellectuel. (*Réd.*)

(2) Ces ateliers sont soumis sans doute aux lois de 1844 sur le travail des enfants et de 1850 sur les logements insalubres; les enfants y sont sous la surveillance et conséquemment sous la responsabilité de l'inspecteur général des prisons. (*Réd.*)

blissement, l'instruction religieuse et laïque de Gentilly équivaut à peu-près à celle que l'État distribue dans les écoles primaires. La discipline n'a rien de particulièrement rigoureux. Les portes sont toujours ouvertes, et malgré cela les évasions sont assez rares. Les moyens de punition violents, tels que le cachot, sont rarement employés. Quand un colon est décidément reconnu incorrigible, on le renvoie aux établissements de correction. Par contre, les sentiments d'émulation sont soigneusement entretenus; figurer au tableau d'honneur constitue pour les jeunes détenus une récompense très-appréciée.

La moyenne de la durée du séjour dans la colonie est de 3 ans et demi. C'est peu pour moraliser 350 enfants, et les appeler à participer aux bienfaits d'un apprentissage sérieux. Il serait cependant difficile de la prolonger beaucoup plus dans un établissement pénitentiaire. Comme compensation, M. de Suzainnecourt a eu une heureuse idée: une société de patronage se chargeant de suivre les détenus libérés à leur sortie de Gentilly, et de faciliter leurs débuts au dehors. Malheureusement nous ne pouvons rien rendre de cette tentative qui est presque encore à l'état de projet, elle demanderait, pour que son succès fût assuré, à être généralisée et constituée sur des bases solides par un vaste système de correspondances. La Société de Protection des apprentis pourrait prendre ce projet à sa charge, et le faire fructifier en l'étendant. Il y a quelque chose à faire en ce sens. L'idée de la solidarité qui doit unir les jeunes gens sortis du même établissement, est une idée féconde. Le plein succès des quelques essais tentés ailleurs dans cette voie, prouve qu'il n'est pas impossible d'y réussir.

Somme toute, si la colonie de Gentilly n'a pas encore dit son dernier mot, on nous écrit que les résultats déjà obtenus en sont satisfaisants (1). Plus on multipliera les institutions de ce genre, à la condition d'une *direction paternelle intelligente*, et d'une *surveillance efficace de la part de l'État*, mieux on fera. La philanthropie est ici sur son vrai terrain. La moralisation de l'enfance est la moins chimérique en même temps que la plus sainte des entreprises.

(1) Une lettre reçue depuis que cet article a été imprimé nous a appris que l'établissement avait été éprouvé par une cruelle épidémie; notre correspondant signale le dévouement de M. et M^{me} de Suzainnecourt.

EXÉCUTION DE LA LOI DU 21 MARS 1841.

TRAVAIL DES ENFANTS DANS LES VERRERIES.

Le bulletin de la Société protectrice de l'enfance a, sur la foi d'un correspondant, parlé d'une verrerie qui employait des enfants de six ans. Les journaux ont, nous leur en savons gré, reproduit cet article. Notre Société s'est émue de ce fait et le Secrétaire, s'étant informé du nom du verrier, lui a écrit directement; voici l'extrait de la réponse à l'accusation portée. La personne charitable à laquelle est due cette révélation est, sans doute, peu initiée à la vie réelle de l'industrie, à ses nécessités; elle a écrit sous l'impression d'un tableau tout nouveau pour ses yeux et n'a pas cherché à approfondir les faits. Elle ne saurait, toutefois, regretter le mouvement d'un cœur charitable qui a fait connaître un bon patron, car d'après ces lettres on ne saurait porter un autre jugement sur M. Hémary.

Extrait d'une lettre au Secrétaire de la Société.

« De retour de voyage depuis quelques jours, j'ai pris connaissance de votre honorée du 24 février et vous envoie la copie de la lettre que j'ai adressée le 8 courant à M. Dubois, vice-président de la *Chambre syndicale*. (Céramique et verrerie.)

» J'ai oublié d'y mettre que je n'emploie pas d'orphelins, je veux dire d'enfants des hospices, je n'en ai pas un; que les enfants sont tous au-dessus de 8 ans, et *ne travaillent jamais la nuit*, et que si leur travail était pénible et insalubre, comme ils sont tous ou du village ou de la verrerie même, les registres de décès pourraient dire combien il en est mort depuis 20 ans; on n'en trouverait que trois, tout cela facile à prouver, et encore ces trois de maladies accidentelles... Je prierais la personne qui a été si mal renseignée sur mon usine de vouloir bien me faire l'honneur de passer quelques jours chez moi, de surveiller ce qui s'y passe, de prendre des renseignements sur mon honnêteté; je ne doute pas qu'elle ne vienne à regretter ce qu'elle a écrit.

» J'ajouterai encore que la plupart de ces enfants sont fils de mes ouvriers qui n'ont aucun intérêt à les malmenier.

» Veuillez recevoir, etc.,

» V. HÉMARY,

» Maître de verrerie à Grande-Vallée, canton de
Blangy-sur-Bresle, Seine-Inférieure. »

*Extrait d'une lettre à M. Dubois, vice-président de la Céramique
et de la verrerie à Paris.*

« ...JE NE TRAVAILLE JAMAIS DE NUIT. — On commence à 5 heures du matin et l'on finit à 2 heures, avec une pause d'environ $\frac{3}{4}$ d'heure à une heure dans ce laps de temps. Après cela les enfants retournent chez leurs parents, puis se rendent à l'école, où je paie l'Instituteur pour leur faire un cours spécial d'enseignement primaire chaque jour.

» Je doute, Monsieur, qu'aucune verrerie soit à même de présenter un état d'ouvriers et d'enfants dans des conditions meilleures, car ainsi qu'il est facile de le reconnaître par mon registre, j'ai des ouvriers dans les cadres ci-dessous et pour la plupart élevés et formés par mon père et par moi.

» 2 comptent dans mon usine 50 à 57 ans de service, — 5 de 40 à 50, — 4 de 30 à 40, — 18 de 20 à 30, — 32 de 10 à 20.

» Ceux qui sont ici de 5 à 10 ans sont les plus nouveaux; deux ont obtenu récemment à Rouen le premier prix de la Société d'émulation du commerce et de l'industrie consistant en une médaille et 150 francs.

» Voilà donc la stricte vérité sur cette usine, où le personnel, a-t-on dit, est si malheureux; encore m'est-il inutile de dire qu'il n'est pas sorti un seul ouvrier de mon établissement dans une période de plusieurs années, et d'ajouter que j'ai ici une cité ouvrière assez nombreuse composée d'environ 200 individus, grands et petits, logés et chauffés, et ayant un jardin par famille, sans rétribution aucune... »

Un enfant a été blessé par le fait d'un ouvrier dans la verrerie de M. Paris, au Bourget; l'ouvrier a affirmé qu'il n'avait pas agi avec un mauvais dessein, et qu'un mouvement involontaire avait occasionné le mal; il y a eu condamnation de l'ouvrier à l'amende, le patron a été déclaré responsable.

Si je cite ce fait, encore bien qu'il soit un fait isolé, c'est parce qu'un journal a mis dans la bouche de l'avocat de M. Paris que celui-ci occupait de nombreux enfants de dix ans. M. Paris, l'un de nos collègues qui a créé pour les enfants de son usine un internat avec école, dirigé par des sœurs de charité, et dont nous parlerons dans le prochain bulletin, tient à ce qu'il soit su dès maintenant que, pour le travail de la verrerie, il n'emploie pas d'enfants au-dessous de douze ans; que les enfants plus jeunes, occupés dans sa manufacture, sont destinés à des travaux autres que ceux du métier, ne travaillent pas la nuit et ne sont pas employés en dehors des conditions que la loi autorise. M. Paris est un homme des plus honorables, son affirmation ne peut laisser aucun doute.

DOCUMENTS RELATIFS A LA LÉGISLATION

FRANCE ET ÉTRANGER

RAPPORT

DE LA SOCIÉTÉ LIBRE D'ÉMULATION DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE DE LA SEINE-INFÉRIEURE SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS ET DES FEMMES DANS LES MANUFACTURES.

Par M. PAUL ALLARD, *rapporteur*.

Une nouvelle loi sur le travail des enfants est en ce moment à l'étude au Conseil d'État. La *Société d'Émulation* s'occupe depuis plusieurs années de cette grave et délicate question. Elle a pensé qu'il ne serait pas inutile de formuler d'une façon complète et précise les résultats de son étude.

L'opinion publique a déjà été consultée et pressentie de bien des manières. Nous pouvons laisser aujourd'hui de côté les considérations générales, supposer connue l'histoire si curieuse des divers essais législatifs auxquels a donné lieu la question du travail des enfants, depuis 1841 jusqu'à nos jours, et entrer immédiatement dans le vif des débats soulevés par le projet actuellement à l'ordre du jour. Nous avons dans les mains des documents qui nous permettent de donner un avis avec connaissance de cause. Le gouvernement s'est livré à une véritable enquête sur la question du travail des enfants. Il a consulté les Conseils généraux, les Chambres de commerce, la Chambre consultative des arts et manufactures, sur l'opportunité de réformer la loi du 23 mars 1841. Plusieurs des réponses émanant de ces divers corps ont été publiées; d'autres, restées inédites, nous ont été communiquées. De plus, la Société d'Émulation, prenant résolument l'initiative, a voulu contrôler ces opinions générales en recueillant les avis des personnes les plus autorisées et les plus compétentes de notre région. Elle a envoyé de tous côtés, aux industriels, aux maires, aux curés, aux instituteurs des localités vouées à l'industrie, un questionnaire qui a reçu des réponses précises. Près de cinquante réponses nous ont été envoyées. La Société a eu lieu de se féliciter de l'enquête qu'elle a entreprise. Elle a vu qu'une initia-

tive résolue, venant d'elle, ne reste pas sans écho, et elle remercie les correspondants zélés dont la bienveillante intervention est venue faciliter ainsi son travail.

Le plan de ce rapport est très-simple. Nous allons, pour l'ordre et la clarté, rappeler brièvement quelles sont les dispositions de la loi de 1841 sur le travail des enfants dans les manufactures. Nous indiquerons ensuite, en nous appuyant sur les documents que nous possédons, les diverses critiques dont elle est l'objet. Enfin, nous énoncerons, sous forme de conclusions, les réformes qui nous paraîtront devoir entrer dans la loi nouvelle aujourd'hui à l'étude.

Ces réformes ont été en partie formulées dans un projet de loi délibéré par la section d'agriculture et de commerce du Conseil d'État, au mois de novembre 1868. Nos conclusions indiqueront d'une manière précise sur quels points nous nous accordons avec le projet de loi, sur quels points nous le croyons défectueux.

I.

La loi du 23 mars 1841 a pour but de protéger contre les abus les enfants employés par l'industrie. Elle règle l'âge auquel ils pourront être reçus dans les établissements industriels, le nombre d'heures pendant lesquelles ils pourront être astreints au travail, les jours où le travail doit leur être interdit, les conditions d'assistance à l'école qui doivent leur être imposées, et enfin la sanction de ces diverses dispositions.

En ce qui concerne l'âge, elle ne permet de recevoir les enfants qu'à huit ans. Elle permet de faire travailler huit heures les enfants de huit à douze ans; après douze ans, la journée de travail des enfants peut être égale à celle des adultes.

La loi interdit aux enfants le travail de nuit et celui du dimanche.

Elle oblige les enfants à fréquenter l'école primaire jusqu'à douze ans, et même jusqu'à seize, s'ils n'ont pas encore reçu l'instruction élémentaire.

Elle permet à l'Administration de rendre encore ces dispositions protectrices par des règlements, là où l'intérêt des enfants l'exigerait.

Elle dispose que des inspecteurs, pouvant dresser procès-verbal des contraventions à la loi, seront établis.

Elle déclare elle-même que ses dispositions ne pourront être étendues qu'aux manufactures, usines, ateliers à moteur mécanique et à feu continu, et généralement aux fabriques occupant plus de vingt ouvriers réunis en atelier.

II.

La loi du 23 mars 1841 est familière à tous les industriels, à tous les ouvriers, à tous les maires. Quand le petit enfant de huit ans, avant de mettre ses forces naissantes au service d'un patron, reçoit du maire de sa commune le livret encore intact qui le constitue ouvrier, il a dès ce moment sous les yeux une série de dispositions législatives se rapportant à lui. Mais le plus souvent, ni l'enfant joyeux et fier d'avoir obtenu son livret, ni le père, qui voit avec un plaisir parfois égoïste un salaire de plus promis à la famille, ne donnent une grande attention à la loi remise ainsi entre leurs mains. S'ils veulent ou s'ils peuvent la lire, c'est d'un œil inattentif qu'ils en parcourent les dispositions. Dans le questionnaire rédigé par la Société d'Émulation une des demandes posées et celle-ci : Quelle est l'opinion des ouvriers sur la loi de 1841 ? Les réponses qui nous sont parvenues sont désolantes. Les ouvriers ne la connaissent pas, nous dit-on ; ils ne savent pas la lire, ajoutent quelques-uns de nos correspondants. Ils seraient hostiles à toute réforme, nous dit-on encore, et veulent avoir le droit de faire travailler leurs enfants autant qu'eux-mêmes. En un mot, les ouvriers sont, en général, complètement indifférents à la pensée d'une protection quelconque des enfants employés dans l'industrie. Devant cette indifférence des ouvriers et devant le peu d'empressement qu'ont mis jusqu'à ce jour les pouvoirs publics à faire exécuter la loi de 1841, les patrons se sont facilement accoutumés à voir en elle une lettre morte, un recueil de conseils qui n'obligent pas, ou de vaines menaces que personne ne songe à accomplir. Si le sort des jeunes ouvriers est beaucoup moins dur qu'il ne l'était il y a trente ans, lorsque le cri public obligea le gouvernement de juillet à présenter la loi du 23 mars, c'est au progrès de l'outillage qui a rendu le travail moins fatigant, c'est surtout au progrès des mœurs, aux sentiments humains des patrons, que les enfants voués aux occupations industrielles en sont redevables. Sauf quelques tentatives isolées, l'action proprement dite de la loi a été à peu

près nulle : et si l'on voulait renfermer en une formule les critiques qui lui ont été adressées, on pourrait les réduire à ce mot : La loi de 1841 n'a pas été exécutée, parce que le gouvernement n'a pas essayé de la faire exécuter, et parce qu'en beaucoup de ses parties elle était inexécutable.

III.

Et d'abord, le gouvernement n'a pas essayé de la faire exécuter. L'article 10 de la loi dispose que le gouvernement établira des inspecteurs pour surveiller et assurer l'exécution de la loi de 1841. Ces inspecteurs n'ont pas été établis partout. La loi n'avait indiqué ni le mode de nomination de ces inspecteurs, ni l'autorité de qui ils dépendaient, ni s'ils seraient salariés ou gratuits, ni s'ils seraient pris parmi les particuliers de bonne volonté ou dans quelque classe de fonctionnaires déjà existants. Cette disposition, si peu précise, eut le sort de tout article de loi qui est vague et mal défini : on l'oublia.

Dans un petit nombre de départements seulement, des commissions de surveillance, ou des inspecteurs nommés par les Conseils généraux, déployèrent une véritable activité. Ainsi, à Mulhouse, la Commission de surveillance nommée en exécution de la loi de 1841, fonctionne activement, et la Chambre de commerce de cette ville, dans le rapport adressé par elle au Ministre du Commerce il y a deux ans, constate les services que rend cette Commission. Il en est de même à Lille. M. Audiganne, dans son intéressant livre : *Les ouvriers d'à présent*, rapporte un exemple frappant. Au moment, dit-il, où le Conseil général du département du Nord se décida à nommer un inspecteur du travail des enfants, on comptait, dans l'arrondissement de Lille, 4,043 enfants occupés dans les manufactures. Sur ce nombre, 353 seulement fréquentaient les écoles du soir spécialement établies pour eux. A la fin de l'année 1863, le nombre des enfants employés dans les manufactures s'était élevé à 7,905, et tous ceux qui n'avaient pas encore reçu l'instruction primaire, c'est-à-dire 3,802 enfants, fréquentaient l'école. Le rapport adressé au ministre par la Chambre de commerce de Lille ajoute aux renseignements de M. Audiganne celui-ci, qui est précieux à recueillir : En 1866, l'inspecteur départemental a dressé neuf procès-verbaux pour contraventions à la loi de 1841. Il en a

dressé neuf, et il n'en a dressé que neuf : double preuve que la loi est exécutée dans le département du Nord.

En 1864, un inspecteur fut créé par le Conseil général de la Seine, et il déposa, à la fin de 1865, un premier rapport qui fut publié et accueilli par la presse parisienne avec une vive sympathie. La Seine-Inférieure, le Pas-de-Calais et l'Oise ont également voté, par leurs Conseils généraux, des allocations pour le traitement d'inspecteurs du travail des enfants.

Nous pouvons donner quelques renseignements sur l'inspection dans la Seine-Inférieure. Depuis la loi de 1841, il existe, à Rouen, une Commission départementale composée des personnes les plus honorables, et nommée par le préfet. Cette Commission, si elle a fonctionné à l'origine, ce que nous ignorons, a cessé de le faire depuis bien des années. Les réponses à nos questionnaires paraissent, sur la question de l'inspection, contradictoires au premier abord. Beaucoup d'industriels, même rouennais, nous disent n'avoir jamais reçu, dans leurs établissements, la visite d'aucun inspecteur. D'autres, en assez grand nombre, nous disent avoir été, les uns il y a deux ans, les autres depuis dix-huit, quinze mois, visités par un inspecteur départemental. Ces dernières réponses nous indiquent que la mesure prise par le Conseil général, dans sa session d'août 1866, a reçu un commencement d'exécution. A cette époque, on s'en souvient, le Conseil général vota des fonds pour le traitement d'un inspecteur du travail des enfants. Cet inspecteur, qui fut nommé par le préfet, a, en effet, inspecté avec un zèle véritable un grand nombre d'établissements, depuis deux ans, et il a pu se faire, nous le savons, une opinion compétente sur la condition des jeunes ouvriers de notre département, et sur les réformes qui leur seraient spécialement utiles. Mais cette inspection a été, croyons-nous, purement officieuse, plus empressée de prendre des renseignements que de sévir, et surtout peu multipliée et peu complète. Ainsi, le maire de Malaunay, nous disant qu'un inspecteur départemental a visité, une fois depuis un an, les établissements industriels de la vallée, ajoute : « *Faite à titre de simples renseignements, cette seule visite n'a pu produire de résultats efficaces.* » Le maire de Cany nous apprend que dans son canton, très-industriel cependant, on n'a reçu encore la visite d'aucun inspecteur. La mesure prise par le Conseil général n'a donc amené, dans notre département, que de demi-ré-

sultats, malgré le zèle et le mérite incontestable de l'inspecteur qui, dit un autre de nos correspondants, « *visitait les établissements avec beaucoup de détails, interrogeant les enfants comme un juge d'instruction.* »

Aujourd'hui la question de l'inspection est entrée dans une phase nouvelle. Le décret du 7 décembre 1868 donne aux ingénieurs des mines, déjà chargés de l'inspection des établissements industriels à un autre point de vue, la mission d'inspecter le travail des enfants. Cette mesure, étendue à toute la France, est considérée par le gouvernement lui-même comme toute de transition, et comme devant apporter des documents utiles et un complément à l'enquête commencée.

IV.

Passons maintenant à la critique de la loi de 1841.

Le premier reproche qui lui est adressé est celui-ci : la loi, en restreignant ses dispositions aux ateliers occupant plus de vingt ouvriers, laisse précisément en dehors de la protection légale la classe la plus nombreuse et la plus exposée des jeunes travailleurs, les enfants employés par la petite industrie. Une statistique faite en 1851 nous est indiquée par MM. Keitinger, dans leur intéressante réponse au questionnaire envoyé par la Société. Cette statistique établit une moyenne de deux enfants travaillant dans la grande industrie, contre huit employés par la petite. La proportion ne doit pas avoir sensiblement varié depuis 1851. Cependant quelle différence pour la santé, la moralité, ou du moins pour les dangers qui peuvent menacer l'une et l'autre, entre ces deux classes de jeunes ouvriers ! Si le travail des enfants a besoin d'être surveillé, c'est surtout quand il a lieu dans de petits ateliers, dans ces ateliers souvent obscurs, où la publicité ne pénètre pas plus que le jour et le soleil. Un grand industriel est placé, par sa situation même, sous la surveillance incessante de l'opinion publique. De nombreux ouvriers ont l'œil fixé sur lui. Toute une population, pour ainsi dire, est au courant de ses moindres démarches, sait ce qu'il fait, voit et juge toutes ses actions. Il est soumis à un contrôle infatigable et jaloux, et pas un acte abusif, venant de lui, ou d'un directeur ou contre-maître placé sous ses ordres, n'a de chances de passer inaperçu. Au contraire, le chef d'un atelier de quelques personnes seulement est chez lui maître absolu. Qu'il se cache

dans une cave, comme le tisserand de nos banlieues, ou qu'il réunisse ses ouvriers, ses apprentis, entre les quatre murs d'une chambre, il est presque entièrement à l'abri des regards du public. Il lui suffit de la complicité de quelques-uns de ceux qui travaillent avec lui, pour que tous les abus de la force, la cruauté, l'immoralité, lui soient permis sur des enfants livrés sans défense.

Quand le comte de Tascher citait à la Chambre des Pairs, en 1840, le fait d'un patron se faisant obéir à coups de nerf de bœuf, ou d'un autre surveillant le travail de ses apprentis un fer rouge à la main, il citait des faits qui ont pu se passer seulement dans la petite industrie. À la même époque, M. Victor Grandin parlait à la Chambre des députés de certains ateliers consacrés à la fabrication des châles, où des entrepreneurs réunissaient autour d'eux jusqu'à dix ou douze enfants qu'ils faisaient travailler dix-huit heures par jour. La loi de 1841 n'a pu faire cesser de tels abus, qui se passaient dans des ateliers mis par elle-même en dehors de son action. « J'ai vu, disait en 1867 M. Jules Simon, une jeune fille, à Lyon, qui travaillait pour la quinzième heure de sa journée, à la lueur du *chelu*, et qui avait quatorze ans. »

Le 10 septembre 1867, un instituteur de l'arrondissement de Cambrai, dans une lettre adressée à M. Ch. Robert, secrétaire général du ministère de l'instruction publique, racontait que, dans la commune par lui habitée, il y a cent dix-sept garçons, depuis six et sept ans jusqu'à treize, travaillant dans les fabriques et n'allant pas à l'école. Cette commune est habitée par de petits fabricants, occupant chacun moins de vingt ouvriers. Ils savent fort bien dire, rapporte l'instituteur, que la loi de 1841 ne s'applique pas à eux, et qu'ils ne sont obligés à rien envers les enfants qu'ils emploient.

J'emprunte ce fait aux *Annales de la Société pour la protection des jeunes apprentis*, fondée à Paris il y a deux ans. En voici d'autres, puisés à la même source. Le *Moniteur* racontait un jour qu'une petite fille âgée de douze ans, et employée dans un atelier de polissage d'horlogerie, s'était jetée à l'eau de désespoir. Un membre zélé de la Société fit à cette occasion une enquête sur la situation des enfants dans les ateliers de polissage. Il vit qu'elle était affreuse, et fut assez heureux pour décider une honnête famille de polisseurs à ouvrir une sorte d'é-

cole et de maison de refuge pour les jeunes ouvriers de cette industrie. Dans une séance récente de la *Société de protection des apprentis*, le docteur Marjolin a cité encore un fait navrant, et qui jette le plus triste jour sur le sort des enfants dans certaines industries demeurées inaccessibles à la loi de 1841.

Dans une fabrique d'allumettes chimiques, occupant moins de vingt ouvriers, travaillait une mère de famille avec ses trois enfants. Les enfants étaient employés dans le même atelier que les ouvriers qui garnissaient de phosphore les allumettes. Ils respiraient, toute la journée, un air véritablement empoisonné. La fille aînée, âgée de sept ans, tomba malade et fut portée à l'hôpital. Les médecins déclarèrent que l'air qu'elle respirait à la fabrique avait détruit sa santé. La mère continua à venir travailler avec ses deux enfants, âgés de moins de sept ans, exposant leurs frêles organes au même poison lent qui avait déjà détruit la santé de leur sœur aînée. Et ni le chef de cette fabrique, ni cette mère, ne contreviennent à aucune loi : comme la fabrique occupe moins de vingt ouvriers ils sont libres d'empoisonner ces enfants !

La plupart des correspondants de la Société d'Émulation appartiennent à la grande industrie, ou au moins habitent les centres où elle domine. Aussi, nous possédons des renseignements nombreux, circonstanciés, sur le travail des enfants dans les grands établissements : nous n'en avons reçu aucun relativement à une multitude d'industries, qu'il est impossible de classer et de définir, et qui, employant moins de vingt ouvriers, sont restées jusqu'à ce jour en dehors des prescriptions légales. L'instituteur communal d'Yvetot, M. Renaux, fait seul allusion aux petits ateliers domestiques, si nombreux dans cette partie du pays de Caux. « Là, dit-il, il se rencontre de vrais abus, chez quelques habitants des hameaux qui condamnent leurs enfants, dès leur jeune âge, à tourner le rouet à trames ou à bobines. »

Du reste, même sans pouvoir citer ici des faits locaux, nous croyons avoir le droit de nous associer à l'opinion publique tout entière, pour exprimer notre désir de voir bientôt combler l'immense lacune que présente sur ce point la loi de 1841. Quand même il serait démontré que le séjour des petits ateliers n'offre pas à l'enfant des dangers matériels et moraux dépassant tous ceux qu'il peut rencontrer dans les établissements occupant un

personnel nombreux, il n'y aurait pas de raison pour créer un privilège en faveur du petit nombre, et tenir à l'écart de la surveillance légale des industries qui occupent les trois quarts des jeunes ouvriers employés sur tout le territoire de la France. Sur ce point, il n'est pas un de nos correspondants qui n'émette le vœu d'une réforme nécessaire de la loi actuelle. Ce serait une question d'équité et d'égalité, quand bien même ce ne serait pas une question d'humanité pressante et douloureuse.

La seule objection qui puisse être faite, avec quelque apparence de raison, à l'avis que nous énonçons ici, est tirée de la loi de 1851. Cette loi, il faut le reconnaître, a eu pour but de remédier en partie à ce grand *desideratum* de la loi du 23 mars. S'occupant du contrat d'apprentissage, instituant une protection sérieuse des jeunes apprentis, elle semble, à première vue, de nature à protéger un grand nombre des enfants occupés par la petite industrie. En effet, bien des états appartenant à cette catégorie, couturières, ramoneurs, menuisiers, serruriers, cordonniers, blanchisseurs, polisseurs d'horlogerie ou d'orfèvrerie, fabricants de fleurs artificielles, etc., etc., n'emploient guère que des enfants désireux d'apprendre le métier, et entrés à l'atelier en qualité d'apprentis. Mais, d'une part un grand nombre d'ateliers occupant moins de vingt personnes emploient réellement de jeunes ouvriers et non des apprentis; d'autre part, le contrat d'apprentissage est à peine entré dans les mœurs du travail, et, là même où les enfants travaillent vraiment comme apprentis, ils négligent le plus souvent de le passer. Or, la loi de 1851 ne s'applique qu'aux apprentis ayant passé avec le maître le contrat d'apprentissage. Veut-on savoir combien ils sont peu nombreux? Qu'on jette les yeux sur cette statistique, dressée en 1860 par la Chambre de commerce de Paris, à la suite d'une enquête sur les industries parisiennes. On a recensé dans les ateliers de Paris 25,540 enfants au-dessous de seize ans. Parmi eux, 5,798 enfants au-dessous de seize ans sont employés comme ouvriers. Les 19,732 qui restent travaillent comme apprentis. Sur ce nombre, 10,487 garçons et 4,732 filles travaillent sans contrat d'apprentissage. Il n'y a donc, en tout, que 3,679 garçons et 849 filles, soit 4,523 enfants sur un total de 25,540, qui profitent, à Paris, de la protection de la loi sur les apprentis. — On voit que cette loi ne comble nullement, en fait, l'immense lacune que nous signalons en celle de 1841. — Il nous semble

inutile d'insister sur ce point : la question que nous venons d'exposer a été, de la part de tous ceux qui ont déposé dans la grande enquête sur le travail des enfants, l'objet d'un jugement trop unanime, pour qu'une réparation d'un aussi douloureux oubli ne figure assurément en première ligne dans les dispositions de la loi future.

V.

Un autre point fort critiqué de la loi actuelle, c'est l'âge par elle fixé pour l'admission des enfants dans les manufactures. Selon beaucoup de personnes, parmi lesquelles un grand nombre d'industriels, cet âge est trop peu élevé. A huit ans, dit-on, l'enfant est à peine formé. Si ses bras sont faibles, son intelligence l'est plus encore. Il est incapable de se livrer sans péril à un travail prolongé. Mener de front le travail industriel et l'éducation primaire et religieuse lui est difficile. L'âge auquel les enfants peuvent être admis dans les ateliers devrait donc être élevé à quatorze ans, selon quelques théoriciens apparemment peu au courant des nécessités de l'industrie ; à douze ans, selon beaucoup de personnes compétentes ; à dix ans, selon d'autres. Ce dernier avis est celui de plusieurs Chambres de commerce : celle de Rouen, celle d'Angers, celle de Troyes ; la Chambre de Lille propose dix ans et demi, parce qu'à cet âge, dit-elle, les enfants peuvent avoir fait leur première communion.

Une opinion également considérable se prononce pour le maintien du *statu quo*. Parmi les Chambres de commerce, c'est l'avis de celle de Mulhouse et de celle de Strasbourg. M. Jean Dollfus indiquait récemment les raisons qui lui font adopter cet avis. La question d'humanité a ici une double face : plus l'enfant sera laissé à lui-même dans la liberté de son développement physique et moral, plus sa personne sera respectée et protégée ; mais, si l'homme ne vit pas seulement de pain, à l'homme et à l'enfant le pain est cependant nécessaire pour vivre. Il y aurait souvent inhumanité à écarter de l'atelier l'enfant de huit ans, qu'un père et une mère, chargés de famille, viennent supplier le patron de recevoir. On sait quelle serait, sur cette question, l'opinion des ouvriers. Si la nouvelle loi doit être impopulaire, c'est à une élévation du *minimum* d'âge qu'elle le devra.

Le plus grand nombre des réponses reçues par la Société est, sur la question de l'âge, favorable à une élévation. Pour quelques-uns de nos correspondants, c'est à douze ans seulement que les enfants devraient être admis à travailler. D'autres, en nombre à peu près égal, proposent, comme la Chambre de commerce de Rouen, l'élévation du minimum d'âge à dix ans.

Enfin, une minorité considérable se prononce pour le *statu quo*, par cette raison que le travail n'offrira aucun inconvénient dès l'âge de huit ans, quand la loi qui limite à un moindre nombre d'heures la journée des enfants sera sérieusement exécutée.

En résumé, l'opinion qui demande une élévation du minimum d'âge admis par la loi de 1841, paraît dominer dans notre région.

Peut-être cette solution paraît-elle plus facile dans notre département que dans certains autres. En effet, la grande industrie emploie de préférence, chez nous, les enfants au-dessus de dix ans. Une statistique administrative qui nous a été communiquée établit que, sur 6,044 enfants employés dans l'industrie cotonnière de la Seine-Inférieure, 304 seulement sont âgés de moins de dix ans : les enfants de dix à douze ans sont au nombre de 1,105, et ceux de douze à seize s'élèvent à 4,635. Dans beaucoup d'établissements on se fait une loi de ne pas recevoir d'enfants au-dessous de douze ans. Une autre statistique nous indique combien cet usage doit être répandu dans le département. L'Ardèche est, paraît-il, le département de France qui occupe le plus d'enfants de huit à douze ans; la Seine, celui qui en occupe le plus de dix à douze; la Seine-Inférieure, un de ceux qui comptent le plus d'enfants de douze à seize, employés dans ses manufactures. Tout concourt donc à établir que douze ans est un point de départ d'un usage presque général, dans notre département, pour l'admission des jeunes ouvriers dans les établissements industriels. Mais il ne faudrait pas que les habitudes de notre pays nous fissent illusion. Porter à dix ou à douze ans l'âge d'admission des enfants dans les établissements industriels, ferait une très-petite révolution dans les habitudes de nos ouvriers, et serait peut-être très-douloureusement sentie dans d'autres départements, où une aussi grave modification blesserait les intérêts, déconcerterait les habitudes et susciterait les mécontentements de la classe ouvrière.

Il nous semble que l'âge de huit ans, admis par la loi ac-

tuelle, n'offre les inconvénients qui sont signalés par ses adversaires, à savoir : une fatigue trop prolongée pour de jeunes enfants et la presque impossibilité de suivre l'école, qu'à cause du trop grand nombre d'heures de travail que la loi permet de demander aux enfants âgés de moins de douze ans. Ceci nous amène à un autre point très-délicat et très-controversé.

VI.

La plupart des personnes, en effet, qui demandent que le minimum d'âge soit élevé à douze ou à dix ans, demandent qu'à partir de cet âge le travail des enfants soit égalé à celui des adultes et puisse comprendre la journée de douze heures. Tel est l'avis de la Chambre de commerce de Rouen ; tel est l'avis de beaucoup de nos correspondants. Tout le monde, en effet, est unanime à critiquer la coupe vicieuse de la journée, telle qu'elle est établie par la loi de 1841. Les enfants de huit à douze ans ne peuvent être, d'après la loi, obligés au travail que pendant huit heures. Que devient, pendant le dernier tiers de la journée, la tâche à laquelle ils étaient employés ? Prendra-t-on d'autres enfants pour les occuper quatre heures seulement ? Ce sera peu pratique. La difficulté est d'autant plus grande qu'il est d'usage, dans la filature, que les maîtres tileurs embauchent eux-mêmes leurs rattacheurs. Se figure-t-on, dans un établissement où l'on emploierait comme rattacheurs des enfants de moins de douze ans, le fileur obligé d'en embaucher deux pour chaque jour, un devant travailler huit heures, l'autre quatre ? On peut être sûr qu'il ne l'essaiera pas et que le patron, bon gré mal gré, fermera les yeux sur l'irrégularité, et laissera le rattacheur âgé de moins de douze ans travailler la journée entière. C'est ce qui arrive en fait, et là où l'on emploie des enfants âgés de moins de douze ans, on viole souvent la loi, qui a établi pour le travail des enfants une coupe impraticable de la journée.

En présence de cette difficulté pratique, deux opinions bien nettes sont formulées. Les uns veulent (nous l'avons déjà indiqué) que l'âge d'admission des enfants soit élevé à dix ou douze ans, et le travail des enfants égalé à celui des adultes. Les autres conservent huit ans, ou même admettent l'élévation de l'âge à dix ans, mais demandent que jusqu'à douze ans le

travail des enfants ne puisse dépasser la demi-journée. C'est le système des *demi-temps*, aujourd'hui légalement établi en Angleterre, et déjà proposé en France par le projet de loi de 1847, que la Chambre des pairs avait adopté, et que la révolution de février empêcha la Chambre des députés de discuter.

Une grande objection est faite à ce dernier système. Il faudra, dit-on, moitié plus d'enfants; or, on se plaint déjà de la pénurie de jeunes ouvriers.

A cela les partisans du demi-temps répondent :

1^o Il ne s'agit en définitive, ici, que des enfants âgés de moins de douze ans, c'est-à-dire, pour notre région, d'un tiers seulement de la population enfantine employée par l'industrie cotonnière;

2^o Le système contraire rend plus difficile encore le recrutement des jeunes ouvriers. En effet, il enlève au travail tous les enfants de huit à dix ans, c'est-à-dire, d'après le calcul de la Chambre de commerce de Rouen, de 40 à 50 0/0 des enfants qui *pourraient* être employés par l'industrie;

3^o Le système de demi-temps est le seul qui concilie à la fois l'intérêt de la famille, qui doit pouvoir faire travailler l'enfant dès que ses forces le permettent, et l'assistance à l'école, qui est impossible, en fait, avec les huit heures de travail permises par la loi actuelle.

Une seconde objection est encore adressée au système des demi-temps : Il en résultera, dit-on, une diminution de salaire qui nuira aux intérêts des familles ouvrières et les mécontentera profondément. Nous répondons, comme tout à l'heure, qu'exclure du travail, comme le proposent nos adversaires, tous les enfants de huit à dix ans, serait diminuer dans une bien plus grande proportion les salaires et mécontenter bien plus vivement les ouvriers.

Nous laissons en dehors de cette discussion une réforme proposée par l'article 4 du projet de loi rédigé au Conseil d'État. Elle nous paraît trop peu pratique pour passer jamais dans une loi définitive. Le projet adoptant le système du *demi-temps* établit un *maximum* de six heures de travail pour les enfants de huit à treize ans. Jusqu'ici rien de mieux. Mais voici où il donne prise à la critique. Étendant la protection légale au-delà de la treizième année, il veut que, jusqu'à seize ans, les enfants ne puissent travailler plus de dix heures. Les objections que

nous avons élevées plus haut contre la coupe vicieuse de la journée établie par la loi de 1841, en ce qui concerne les enfants de huit à treize ans, dont le travail était fixé à huit heures par jour, subsistent contre la pensée d'employer, pendant dix heures seulement, les enfants de treize à seize ans.

VII.

Arrivons maintenant à une lacune vivement reprochée à la loi de 1841 : elle ne renferme pas des dispositions assez efficaces pour assurer vraiment l'éducation des jeunes ouvriers.

Avec le système de la loi actuelle, en effet, les moyens d'assurer l'éducation des jeunes ouvriers n'existent pas. Les seules dispositions qu'elle contient relativement à l'instruction primaire sont les suivantes :

1° L'enfant ne peut être admis dans un atelier sans prouver qu'il a reçu l'instruction élémentaire;

2° Il doit, même après qu'il a été reçu dans l'atelier, continuer à suivre l'école jusqu'à douze ans;

3° Si l'enfant âgé de plus de douze ans n'a pas reçu l'instruction élémentaire, le patron doit, jusqu'à seize ans, exiger qu'il assiste à l'école et lui en fournir les moyens;

4° L'enfant ne peut être admis dans les établissements industriels que sur la présentation d'un livret délivré par le maire, et constatant qu'il a reçu l'instruction primaire.

Ces dispositions sont-elles observées dans la pratique ? On peut répondre hardiment non.

Dans certains établissements, on n'admet les enfants que sur la présentation d'un livret constatant qu'ils ont suivi l'école. Mais que signifie cette constatation ? Plusieurs des instituteurs qui ont répondu à notre questionnaire se plaignent que les maires la délivrent souvent à la légère, plus soucieux de satisfaire les parents que de s'assurer de la vérité de ce qu'ils constatent. Ou bien, si le maire refuse de délivrer le livret faute d'assistance de l'enfant à l'école, les parents vont le faire inscrire chez l'instituteur, et reviennent munis de la preuve de cette inscription, qui suffit à faire obtenir le livret.

Dans beaucoup d'établissements, on n'exige même pas le livret contenant mention de l'assistance à l'école. Ce qui est universel, c'est que, une fois l'enfant âgé de moins de douze ans admis au nombre des ouvriers, on ne s'occupe plus de

l'instruction, qu'il est censé avoir suffisamment reçue, quoique la loi impose l'obligation de continuer à l'envoyer à l'école jusqu'à douze ans.

Un nombre considérable de nos jeunes ouvriers ne savent pas lire et ne le sauront jamais. A Mulhouse, malgré les belles institutions que l'initiative des patrons a fondées de toutes parts, et qui font de la métropole industrielle du Haut-Rhin une ville modèle, on constate que 57 p. 0/0 des enfants employés par l'industrie ne savent pas lire. C'est un chiffre effrayant. Je ne connais aucune statistique de la Seine-Inférieure spéciale aux enfants employés dans les manufactures. Sur 23 enfants, dit-il, 7 de onze ans et demi à quinze et demi ne savent ni lire ni écrire; 2 de treize à treize ans et demi savent lire; 4 de onze ans et demi à quatorze savent lire et écrire; 10 ont, d'après leurs livrets, suivi l'école pendant un, deux, trois ou quatre ans, et, de ceux-là, tous ne savent pas parfaitement lire. On voit ici ce que valent, sur ce point, les indications du livret. Quelle somme d'ignorance! Sans vouloir généraliser cette statistique partielle, mais en partant de ce fait que, dans presque tous les établissements de notre région, les enfants qui y sont reçus sont, quel que soit leur âge, employés le même temps que les adultes, on peut dire que les jeunes ouvriers ne doivent nulle part être plus instruits. Douze heures de travail, deux heures de récréation et de repos, quitter l'établissement à sept heures en été, souvent à dix heures en hiver, une demi-heure, une heure, deux heures, quelquefois, employées à parcourir, matin et soir, la distance de l'établissement au domicile : quel temps, à moins de se priver de sommeil, peuvent donner à l'étude des enfants dont la journée est ainsi remplie? Non, sauf les exceptions, nous sommes en présence de ce fait : dès que les enfants sont reçus dans les établissements industriels, la porte de l'école est fermée pour eux.

Quel remède peut être apporté à un si grand mal? En ce qui concerne les enfants de huit à douze ans, le remède serait dans l'emploi du *demi-temps*. L'école le matin pour une escouade d'enfants, l'après-midi pour l'autre, les jeunes ouvriers se succédant ainsi de l'atelier à l'école et de l'école à l'atelier; le plus grand obstacle à l'instruction, le manque de temps, est supprimé par là.

Pour les enfants adolescents de douze à seize ans, le problème

est plus difficile. Il ne faut pas songer (comme le veut à tort l'article 4 du nouveau projet de loi) à diminuer leurs heures de travail. La plupart d'entre eux peuvent travailler douze heures. Le travail, dans les établissements voués à l'industrie cotonnière, n'a rien qui soit au-dessus des forces des enfants. Dans la filature, les jeunes filles employées aux apprêts, les jeunes garçons travaillant comme rattacheurs, ont un travail qui les tient dans un mouvement continu et modéré, plutôt favorable que contraire à leur développement naturel. La surveillance des métiers, ou la fabrication des lames et des rôts dans le tissage mécanique, le lavage, l'étendage dans les ateliers d'impression, n'ont rien de trop pénible ou de trop malsain. Avouons-le : passer chaque jour dans un collège, dix heures courbé sur un pupitre, le corps immobile et l'esprit tendu, est plus contraire à la santé des enfants que le travail industriel, quand il se fait dans des conditions satisfaisantes. Il n'y a donc pas de raison pour diminuer la journée des enfants de douze à seize ans. Mais comment concilier, pour eux, la journée de douze heures et la nécessité de compléter l'éducation, qui, à douze ans, ne peut être que commencée? L'homme moral, pas plus que l'homme physique, n'est achevé à douze ans.

Ici, nous l'avouons, le problème nous paraît échapper aux solutions légales. Nous entrons dans le vaste champ réservé à l'initiative privée. L'établissement d'écoles de fabrique, le développement des cours du soir, l'ouverture de classes spécialement destinées aux jeunes ouvriers, des leçons faites pour eux les dimanches, les moyens ingénieux de stimuler leur zèle, des livrets de caisse d'épargne, ou des prix en argent offerts aux plus assidus à s'instruire, tout cela est du domaine de l'initiative privée, tout cela dépend des efforts combinés des industriels, des maires, des instituteurs, des curés, des ouvriers intelligents, des hommes de bonne volonté. Sans doute, l'homme de cœur qui s'avance dans cette généreuse carrière court risque d'y trouver bien des déboires. L'indifférence des ouvriers est le moindre obstacle contre lequel il pourra se heurter. Un de nos correspondants, dans les observations qu'il envoie à la *Société*, raconte qu'en 1862 il a promis une prime de 20 francs à ceux de ses ouvriers qui remporteraient des prix aux cours d'adultes, 10 francs à ceux qui remporteraient un accessit. Trois prix et un accessit ont été remportés par les ouvriers de son établissement. Les

primes ont été payées. Qu'est-il arrivé? L'accessit a été jaloux de n'avoir reçu que 10 francs, et il a quitté l'établissement. Sans doute, il faudra compter sur bien des petits malentendus, bien des petites ingratitude de ce genre. Mais le bien ne se fait qu'à la condition de ne se laisser arrêter par rien, et le jour où tous les industriels, tous les patrons, seront devenus, ce que sont beaucoup d'eux, des hommes d'initiative et de bonne volonté, la grande cause de l'éducation du peuple sera bien près d'être gagnée.

Ce que la loi peut faire ici est peu de chose. Elle peut abaisser toutes les barrières qui arrêtent encore, dans sa complète expansion, la liberté de l'enseignement, et laisser tous les amis du peuple venir, sans entrave, lui consacrer leur temps, leur cœur, leur esprit, leur science. Spécialement, et pour nous renfermer dans le cadre précis d'une loi relative aux jeunes ouvriers, il suffirait que celle de 1841 fût sérieusement et fermement exécutée, pour que l'instruction des enfants employés dans les manufactures devint assurée. Le jour où une inspection vraiment agissante pénétrera, la loi à la main, dans tous les établissements industriels, et exigera des jeunes gens de douze à seize ans qu'elle y rencontrera la preuve, ou qu'ils ont reçu l'instruction primaire complète, ou qu'ils la reçoivent actuellement; le jour où des inspecteurs zélés pourront comparer avec soin la présence des enfants dans les fabriques et leur assistance aux écoles, ce jour-là, les patrons seront contraints, ou de n'accepter chez eux que des enfants déjà instruits, ou de procurer à ceux qui ne le sont pas les moyens de le devenir : ce jour-là, l'instruction des jeunes ouvriers sera assurée, et l'initiative privée, rendue ingénieuse par la contrainte légale, trouvera, n'en doutons pas, les moyens, différents selon les lieux, de concilier les nécessités du travail avec celles de l'éducation des enfants.

VIII.

Enfin, une dernière et très-grave lacune a été justement signalée dans la loi de 1841. Elle passe entièrement sous silence la question si considérable et si délicate du travail des femmes.

Le projet de loi étudié par le Conseil d'État s'occupe au contraire de cette question.

Ce n'est pas la première fois que le pouvoir et l'opinion en

sont saisis. Une partie du projet actuel est empruntée au projet de loi de 1847, dont la discussion par la Chambre des Pairs fut arrêtée par l'explosion de la révolution de 1848. On était à ce moment très-rapproché par la date, et encore sous le coup, pour ainsi dire, des tristes et célèbres révélations dont un membre de l'Institut, M. Villermé, s'était fait l'organe quelques années auparavant. M. Jules Simon, il y a dix ans, attirait à son tour l'attention publique sur les conditions actuelles du travail des femmes, dans ce livre de l'*Ouvrière*, qui restera, par l'honnêteté de son inspiration, par l'éloquente concision du style, par l'abondance et la sûreté des renseignements, le meilleur titre de son auteur à une renommée durable.

L'Angleterre enfin, qui, depuis bientôt soixante-dix-ans, s'occupe de corriger et de compléter sa législation sur le travail des enfants, a, dans ses deux bills de 1867, le *factory acts extention act* et le *workshops act*, posé en même temps les bases d'une réglementation légale du travail des femmes. L'œuvre semble aujourd'hui terminée, et la reine Victoria, fermant la session parlementaire de 1867, a pu dire, avec cette simplicité de langage que les Anglais portent dans les circonstances les plus solennelles : « J'ai éprouvé un plaisir particulier en donnant » mon assentiment à des bills destinés à appliquer à divers » genres nouveaux d'industrie les dispositions de lois sur les » manufactures, lois dont le succès a prouvé qu'il était possible » de combiner une protection efficace du travail des femmes et » des enfants avec les égards qui sont dus aux intérêts des industries diversement engagées. »

Le projet de loi consacre au travail des femmes deux articles, l'article 8 et l'article 14.

L'article 14 est ainsi conçu :

« Les filles et femmes ne peuvent, quel que soit leur âge, être admises dans les travaux souterrains (des mines, minières et carrières). Néanmoins, les filles et les femmes âgées de plus de dix-huit ans, qui y sont actuellement employées, pourront continuer à y travailler pendant deux ans, à partir de la promulgation de la présente loi. »

Il n'est personne qui n'approuve une aussi sage mesure. Les inconvénients de l'admission des enfants, des jeunes filles, et même des femmes adultes, dans les travaux des mines, les dangers qu'ils présentent pour la santé et pour la morale, sont trop

connus pour qu'il soit nécessaire d'y faire même une allusion. Nous renvoyons les personnes qui voudraient étudier ce sujet douloureux à l'enquête faite en 1868 et au rapport publié, en janvier 1869, par l'Académie de médecine de Belgique. La démoralisation des enfants, des jeunes filles et des femmes, le relâchement des liens de famille, le concubinage très-souvent substitué au mariage, une promiscuité habituelle de vie qui menait quelquefois jusqu'à l'inceste, une ignorance presque sans exemple ailleurs, enfin un affaiblissement inquiétant de la santé et de la race, tel est, mêlé de détails moraux et médicaux si tristes que la plume se refuse à les reproduire, le tableau des populations vouées à l'exploitation des houillères de Belgique, tel qu'il résulte du rapport présenté par M. Kubborn à l'Académie médicale de Bruxelles. Le rapport concluait à l'interdiction, à partir de 1872, du travail féminin dans les houillères.

Le projet français est plus radical : il interdit l'emploi des femmes dans les travaux souterrains deux ans après la promulgation de la nouvelle loi. C'est que, en France, le travail des femmes dans les mines et les houillères est à peine entré dans les mœurs, et, dans les rares localités où il est en usage, il est d'importation trop récente pour qu'un court espace de temps ne suffise pas à le déraciner. D'après le rapporteur au Conseil d'État M. Heurtier, le nombre des femmes employées en France dans les travaux des mines se réduirait à cent quatre-vingt-onze dans le Pas-de-Calais et une vingtaine dans les ardoisières des Ardennes. L'article proposé est donc plutôt une mesure préventive que le remède à un mal présent.

Si nous donnons à l'article relatif au travail des mines une approbation sans mesure, l'article 8 nous paraît, au contraire, de nature à soulever plus d'une objection. Il est ainsi rédigé :

« Les filles et les femmes ne peuvent être employées plus de dix heures par jour, jusqu'à dix-huit ans accomplis. »

Cette disposition est empruntée au projet de loi de 1847, avant qu'il eût été modifié par le contre-projet de M. Charles Dupin. Le bill anglais est plus absolu sur ce sujet. Il efface, en ce qui concerne le travail des femmes, toute distinction d'âge et le réduit uniformément à dix heures.

M. Heurtier avait proposé, dans son rapport (p. 17), un amendement de même nature, qui n'a pas été adopté par la section; il voulait que la journée des femmes fût, quel que

soit leur âge, réduite à dix heures. Voilà en quels termes il s'exprimait :

« Une cause d'infériorité de notre législation, c'est l'absence » de toute protection pour la femme au-delà de seize ans. Le » projet, il est vrai, propose de fixer à dix heures par jour le » travail des filles et femmes jusqu'à l'âge de dix-huit ans ac- » complis. Mais pourquoi cette étroite limitation ? Si les raisons » que nous avons données ont saisi votre esprit, si vous par- » tagez le sentiment de l'importance du rôle que joue la femme » dans l'éducation physique, morale et religieuse des classes » ouvrières, vous n'hésitez pas à reconnaître, comme la loi » anglaise, que la protection doit durer autant que sa vie, sous » peine de la voir manquer à tous ses devoirs d'épouse et de » mère, ainsi que cela a été si souvent et si tristement constaté.

» La Chambre des Pairs était pénétrée de l'utilité de cette » mesure lorsqu'elle décidait que la femme, *quel que fût son* » *âge*, serait placée toujours sous le régime légal des enfants de » douze à seize ans, en ce qui concerne la durée du travail. »

Nous sommes donc en présence, ici, de deux solutions différentes : l'une appliquant aux jeunes filles mineures de dix-huit ans une protection spéciale, — c'est celle du projet ministériel et du projet délibéré par la section d'agriculture et de commerce du Conseil d'Etat ; l'autre, — c'est l'amendement inspiré au rapporteur par la loi anglaise, — propose de restreindre à un maximum de dix heures le travail des femmes, quel que soit leur âge.

Quel serait l'avantage, quel serait l'inconvénient de l'une et de l'autre mesure ?

Il faut, pour l'examiner, reprendre la question de plus haut.

On a bien des fois critiqué le travail industriel des femmes. Pour beaucoup de personnes, qui consultent plutôt un sentiment généreux, mais irréfléchi, que les nécessités de l'industrie et celles du pain quotidien, le travail des femmes est une calamité qu'il importe de faire disparaître. La femme, disent-elles, a été créée pour la vie de famille. A elle le soin du ménage, la garde des enfants, la résidence au foyer domestique, où sa présence entretient gaieté, propreté, moralité. La femme travaillant hors de chez elle, dans un atelier, au milieu d'hommes grossiers, souvent dissolus, est une anomalie, un fait contre nature et plein de périls.

Les personnes qui formulent ces plaintes n'ont pas de peine à les appuyer sur des faits. Mais d'autres faits leur échappent. Elles ne voient pas que, dans une famille nombreuse, les bras de l'homme ne suffisent pas toujours à nourrir les enfants ; que la mère a besoin de gagner aussi ; que, d'ailleurs, quand les enfants, ayant grandi, sont partis pour l'atelier, la place de la mère est à l'atelier aussi, auprès des enfants et du père, et non au sein de son foyer vide. Eloigner du travail industriel la femme mère de famille, est impossible et ne serait à aucun titre désirable.

Voici les deux faces du problème du travail des femmes : toutes les deux prises isolément sont vraies. La femme doit pouvoir travailler ; elle doit cependant, rester autant que cela est possible, femme de ménage et d'intérieur. Il importe de lui conserver ces deux caractères, qui ne doivent pas s'exclure, d'ouvrière et de mère de famille. Cela est possible, peut-être, au moyen d'une transaction qui, à la fin de la journée lui laisse quelque loisir pour veiller à sa maison et vaquer à son ménage. C'est ce qu'a fait la loi anglaise, réduisant la journée de la femme à dix heures et accordant ainsi deux heures chaque jour aux occupations de la mère de famille. C'est ce que propose M. Heurtier et ce que repousse le projet de loi.

Un inconvénient paraît, aux yeux de beaucoup d'esprits pratiques, balancer les avantages de cette combinaison ; il a été exposé en quelques mots dans le rapport rédigé au nom de la Société industrielle de Mulhouse, par M. le docteur Pénot. Comment organiser le travail dans un établissement industriel, si les femmes cessent le travail deux heures avant les hommes ? L'objection, certes, est fondée : les nécessités de l'industrie ne permettent pas de rompre l'harmonie, de fixer des mesures inégales entre le travail de plusieurs catégories d'ouvriers dans le même établissement. Aussi avons-nous peine à croire M. Heurtier bien informé, quand il assure que l'industrie anglaise s'est parfaitement accommodée d'une assimilation de la journée des femmes à celle des adolescents et de la limitation de l'une et l'autre à dix heures. En Angleterre, aujourd'hui, le travail de tous les ouvriers, hommes et femmes, est réduit à une commune mesure, dix heures par jour, ou plutôt, en tenant compte du congé du samedi, soixante heures par semaine. Là est le nœud de la question. L'effet à peu près inévitable de

la mesure proposée serait d'établir un niveau égal entre la journée réduite des femmes et celle des hommes, et de faire descendre, dans toutes les industries, la durée commune du travail à dix heures. C'est là, du reste, une tendance qui se manifeste chaque jour davantage. Le comité des Arts et Manufactures la constatait, sans la combattre, dans ses séances des 15 et 22 janvier 1868. Des industriels éminents la partagent. Déjà, dans quelques branches d'industrie, les patrons et les ouvriers ont adopté le maximum de dix heures. Il est permis de penser que, avant bien des années peut-être, le décret du 10 mars 1848, qui avait établi ce maximum, reprendra force de loi. Quoi qu'il en soit, une chose est certaine : la réduction à dix heures du travail des femmes amènerait indirectement, mais infailliblement, ce résultat.

La section d'agriculture et de commerce, nous l'avons dit, a refusé de suivre son rapporteur : le projet de loi par elle rédigé propose une réforme beaucoup plus modeste que celle consacrée par la loi anglaise. Réduction à dix heures de la journée de travail, mais seulement pour les femmes âgées de moins de dix-huit ans, tel est l'article 8 tel qu'il a été définitivement rédigé.

On peut se demander quelle serait l'utilité, quelle serait la portée d'une semblable demi-mesure. D'une part, elle tombe sous les critiques déjà adressées à l'article 14, qui réduit à dix heures le travail des enfants de treize à seize ans. Cet article est déjà impraticable : l'étendre aux jeunes filles jusqu'à dix-huit ans, c'est pousser à l'extrême un système que condamne l'expérience de tous les hommes pratiques. Même en laissant de côté ici le point de vue industriel, en se plaçant au seul point de vue moral, on peut se demander à quoi bon, si l'on n'en veut faire une mesure générale pour toutes les ouvrières, prolonger cette restriction pour les jeunes filles qui ont plus de seize ans et moins de dix-huit ? Il y aurait certainement, à le faire, plus d'inconvénients que d'avantages. Entre seize et dix-huit ans, l'éducation de la jeune fille est terminée, les devoirs sérieux de la mère de famille sont rarement commencés : deux heures de liberté seront le plus souvent, pour les jeunes ouvrières, deux heures d'oisiveté, par conséquent deux heures périlleuses. Ce seront au moins deux heures inutiles. Si la journée de travail devait être abrégée dans l'intérêt d'une catégorie

d'ouvrières, c'est au profit des femmes mariées, des mères de famille, qu'une telle réforme devrait être tentée. Mais alors nous retombons dans la proposition de M. Heurtier, plus conséquente, à coup sûr, et plus humaine.

Nous n'osons cependant nous y rallier : elle soulève une question si délicate dans la pratique, qu'il vaut mieux la laisser mûrir encore, et réserver au temps seul le soin de la résoudre. Nous en dirons autant de la question du travail du dimanche. Il serait à désirer que la nouvelle loi étendit aux femmes la prohibition déjà posée pour les enfants. Il paraît peu logique que l'enfant ne puisse travailler le dimanche et les jours de fête, et que la mère de famille, dont il devrait cependant n'être jamais séparé, y demeure encore astreinte. Le législateur devra se préoccuper de ce point de vue : nous le recommandons à son étude, sans vouloir trancher ici les questions, délicates encore, qu'il peut soulever.

IX.

On le voit, nous mettons dans nos conclusions la plus grande réserve, la plus grande prudence, ne voulant adopter que des idées déjà résolues et consacrées par l'expérience. Ces conclusions sont écrites, pour ainsi-dire, à chaque page de notre travail : il nous suffira de les en dégager maintenant, pour les formuler en quelques propositions claires et précises.

1° Les enfants pourront être admis dans les établissements industriels à l'âge de huit ans ; le travail des enfants âgés de moins de douze ans ne pourra pas excéder la demi-journée.

2° Le livret que l'article 6 de la loi de 1841 impose à l'enfant âgé de huit ans et qui doit contenir un certificat du maire constatant le degré d'instruction que l'enfant a reçu, devrait être divisé en deux colonnes : une des colonnes constatant l'assistance de l'enfant à l'école, et signée au moins deux fois par mois par l'instituteur, l'autre constatant les journées de travail de l'enfant et signée par le patron.

Les inspecteurs auraient ainsi sous les yeux un moyen facile de reconnaître si les dispositions légales relatives à l'obligation pour le patron de ne recevoir dans ses ateliers des enfants âgés de moins de douze ans, qu'à la condition de leur assistance à l'école, sont ou non exécutées.

3° Le travail des enfants devrait être soumis à une inspection sérieuse et efficace.

Cette inspection devrait être confiée à des inspecteurs départementaux salariés, agissant avec le concours des comités locaux recrutés parmi les patrons, les ouvriers et les notabilités de la commune; la visite des ateliers serait faite par les inspecteurs seuls.

Le mode d'élection des comités d'inspection devrait se rapprocher autant que possible des règles fixées par la loi pour l'élection des conseils de prud'hommes.

Les inspecteurs départementaux devraient être des fonctionnaires spéciaux.

Subsidiairement, pour le cas où il paraîtrait difficile de créer une classe spéciale de fonctionnaires pour remplir cet emploi, il conviendrait de maintenir les fonctions d'inspecteurs départementaux aux ingénieurs des mines, déjà appelés à les exercer par le décret du 7 décembre 1868.

4° L'inspection devrait être étendue à toutes les manufactures, usines et ateliers sans distinction.

L'atelier de famille seul, c'est-à-dire l'atelier où travaillent ensemble le père, la mère et les enfants, à l'exclusion de tout étranger, devrait seul en être exempté.

5° En ce qui concerne le travail des femmes, il devra être absolument interdit dans les mines, minières et carrières.

LE TRAVAIL DES ENFANTS EN AUTRICHE

Extrait du Journal officiel de Vienne, 9 janvier.

Le projet de loi relatif à la réglementation des rapports entre les patrons et les ouvriers vient d'être terminé par le conseiller aulique docteur Klun. Ce projet de loi, destiné à être présenté au reichrath, part du principe que l'ingérence de la législation dans le libre développement de ces rapports en ce qui regarde le temps du travail des ouvriers mâles, indépendants et majeurs, doit être regardée comme une atteinte à la liberté individuelle des citoyens, à moins qu'il ne s'agisse d'empêcher

des abus propres à compromettre l'hygiène publique. En outre, la durée du travail est en connexion intime avec le salaire qui se règle naturellement en raison de l'offre et de la demande. L'État ne peut ni ne doit s'en mêler par des moyens législatifs ou administratifs. Prestation et rétribution, travail et salaire se combinent suivant les lois générales de l'économie, contre lesquelles nulle réglementation officielle ne peut rien. Une diminution de la durée excessive du travail quotidien est dictée par l'intérêt de l'ouvrier et celui du patron ; toutefois, elle ne peut se produire que par voie de libre arrangement, comme cela se pratique, en effet, dans d'autres pays avancés dans l'industrie, et parfois aussi en Autriche.

Il en est autrement des *ouvriers très-jeunes* qui sont encore soumis à la volonté d'autrui.

L'État a non-seulement le droit, mais encore le devoir de prendre soin, autant qu'il lui est facultatif, des individus qui ne peuvent se gouverner eux-mêmes. L'État a le droit et le devoir de s'intéresser autant que possible au développement salubre physique, intellectuel et moral de la génération croissante.

La réglementation de la durée du travail et de l'instruction en faveur des enfants et des jeunes gens au-dessous de seize ans est donc un droit incontestable de l'État.

Cependant, pour assurer l'exécution des lois tendant à protéger la vie et la santé des ouvriers et à favoriser l'heureux développement de la jeunesse, occupée dans les grands établissements d'industrie, il est indispensable d'en confier la surveillance à des organes particuliers. Les États les plus libres et en même temps les plus avancés sous le rapport industriel ont reconnu la nécessité de pareils organes autorisés par l'État, et y ont obtempéré par *l'institution des inspecteurs des fabriques*. Aussi, dans l'Amérique, la plus récente législation relative à l'industrie a-t-elle statué expressément le droit de surveillance en question.

LÉGISLATION DU CANTON DE ZURICH

Communication par M. EUG. DOLLFUS.

*Session du conseil du canton de Zurich, Nouveau Journal de Zurich,
1870, janvier, 21. — N° 34.*

§ 1.

Acceptation par 112 voix contre 63 du travail de 12 heures pour les adultes.

Janvier, 20. — N° 35.

A. — Se sont prononcées 162 voix contre 63 pour accepter le vote comme loi.

Pour l'acceptation de 12 heures de travail ont voté 145 voix contre 38 qui en voulaient moins.

Une proposition de ne décréter les 12 heures que pour l'été, et de s'en tenir à 11 heures pour l'hiver réunit 78 voix contre 107.

B. — Les journées ordinaires de la semaine, de 12 heures, seront réduites à 10 heures la veille des dimanches et jours de fête.

Le travail du dimanche peut être autorisé exceptionnellement par une commission administrative.

Les ouvriers au-dessous de 16 ans ne travailleront pas les dimanches.

C. — Les heures de travail se régleront sur l'heure de la Poste.

D. — Les 12 heures se compteront de 5 heures du matin à 8 heures du soir. Pour les industries dont le travail ne peut pas être interrompu il sera accordé des exceptions par le conseil du Gouvernement, à la condition que les ouvriers seront relevés tour à tour.

E. — *Ne pourront être employés au travail de nuit que les ouvriers au-dessus de 16 ans et encore ce travail ne peut-il être obligatoire pour eux.*

Les cas où il pourra être autorisé seront fixés par une ordonnance administrative.

F. — Tout travail en dehors des heures normales doit être payé avec augmentation de 30 0/0.

G. — On accordera $5/4$ d'heure pour le repas de midi.

H. — *On organisera des réfectoires convenables si pendant les heures de repas les fabriques sont fermées.*

I. — Les femmes enceintes ne doivent pas travailler dans les fabriques six semaines avant et après l'accouchement.

K. — Il est accordé aux femmes qui ont un ménage à soigner, d'abréger d'une heure la journée réglementaire de travail.

Le conseil des lois de fabrique est par anticipation abrogé.

§ 2.

Le temps de travail pour les enfants au-dessous de 13 ans est fixé à 6 heures, et c'est ainsi que la loi entière sur les heures de travail dans les fabriques a été acceptée.

Janvier 21. — N° 37.

A. — La discussion se termine par le vote que « les enfants ne doivent pas être occupés dans les fabriques, *tant qu'ils n'ont pas leur congé de l'école quotidienne (Alltagsschule).* »

B. — *Avant l'âge révolu de 14 ans, les heures journalières de travail ne doivent pas dépasser 6 heures.*

C. — Les restrictions pour les adolescents au-dessus de 14 ans ont été repoussées par 96 voix contre 82.

§ 3.

Est acceptée sans aucune discussion la rédaction suivante :

« Le conseil du Gouvernement a le droit de fixer, pour l'admission des enfants dans les fabriques, un âge plus élevé, si la nature particulière d'une industrie, ou le genre d'occupation qui y est attribué aux enfants, peut nuire à leur santé ou à leur développement physique.

» En tout cas, il n'est pas permis d'abréger, par un travail de fabrique, le temps à consacrer, d'après la loi, à l'école et à l'instruction; et après leur sortie de l'école communale (Volksschule) l'on accordera aux ouvriers qui voudraient encore fréquenter une école professionnelle ou institution semblable tout le temps nécessaire pour la fréquenter.

» Les élèves qui suivent des cours supérieurs ne peuvent pas être occupés dans les fabriques avant les heures où ces cours ont lieu. »

Conclusions à adopter.

La loi entrera en vigueur un mois après son acceptation par le peuple.

Par exception, ont fixé, 71 voix contre 66, le terme du 1^{er} octobre pour l'exécution du § 2 (concernant le travail des enfants).

M. Bleuler-Hausherr réclame contre cette décision et propose d'examiner plus amplement la question; le docteur Sulzer le soutient.

La majorité, 87 voix contre 66, *maintient la décision adoptée.*

La loi a été acceptée dans son entier sans opposition.

LÉGISLATION DE LA VILLE DE BALE.

Communication par M. EUG. DOLLFUS.

*En exécution de la loi sur les manufactures du 15 novembre 1869,
le Bourgmestre et le Conseil ont arrêté le règlement suivant :*

§ 1. — Sont considérés comme fabriques et, comme tels, sont soumis à la réglementation édictée par la loi sur le travail dans les manufactures : les fabriques de ruban et les industries qui s'y rattachent, les retorderies de soie, filatures de bourre de soie, fabriques de tabac, fabriques de papier, fabriques de produits chimiques et de matières tinctoriales, teintures de soie, manufactures d'apprêt, fonderies de caractères et ateliers de construction de machines.

§ 2. — Tous ces établissements sont tenus de soumettre leurs règlements intérieurs à la Direction de la police et de les afficher dans les ateliers lorsqu'ils auront été agréés. Il ne sera permis d'y faire aucun changement sans l'autorisation préalable de la Direction de la police.

§ 3. — D'après le § 3 de la loi, sont exceptés des dispositions des §§ 3 et 4 sur les heures de travail et le travail de nuit et du dimanche : les dans les fabriques de papiers
et les fourneaux de fonderies.

Sont exceptés des dispositions qui règlent la durée des heures de travail et le travail de nuit, mais non de celles qui ont trait au travail du dimanche : les ateliers d'ourdissage, de dévidage,

bobinage, moirage, apprêts, teinture de soie et construction de machines.

Les propriétaires d'établissements auront à veiller à ce que les jeunes ouvriers au-dessous de 18 ans, ne soient pas atteints par cette exception.

§ 4. — Les demandes d'autorisation de travail d'urgence (§ 4 de la loi) sont à adresser, à temps et par écrit, à la Direction de la police, avec l'indication des motifs déterminants. Ne sont considérés comme travaux d'urgence que ceux qui ont pour but de suppléer à l'interruption du travail normal; le nettoyage ordinaire des machines, entrepris par les ouvriers eux-mêmes, n'est pas considéré comme travail d'urgence.

§ 5. — La Direction de la police veillera à ce que les prescriptions de la loi sur la durée du travail dans les manufactures soient observées.

§ 6. — Les propriétaires d'établissements sont tenus de ne pas admettre dans les ateliers des enfants que leur âge oblige à suivre l'école; ils auront donc à s'assurer si les enfants proposés à l'admission ont réellement franchi la limite d'âge posée par la loi.

§ 7. — Les enfants du dehors, qui veulent travailler dans les fabriques d'ici, ont à s'adresser préalablement à la Direction de la police pour la constatation de leur âge. Ces enfants ne pourront être admis dans les fabriques sans un certificat de la police, constatant qu'ils ont dépassé l'âge auquel ils sont encore réclamés par l'école.

§ 8. — Les prescriptions du § 6 ne sont pas applicables aux enfants qui seront déjà employés à l'apparition du présent règlement.

§ 9. — Chaque fabricant est tenu d'établir un état exact de ses ouvriers, d'après le formulaire ci-joint. Cet état devra toujours être communiqué, sur sa demande, à la Direction de la police.

Les prescriptions existantes, en vertu desquelles les ouvriers sont obligés de signaler à la police leur entrée dans un établissement ou leur changement de patron, demeurent sans modification. De même, continuent à rester en vigueur les dispositions qui obligent le propriétaire d'un établissement de donner avis à la police, dans les 48 heures, de l'entrée et de la sortie de tout ouvrier.

§ 10. — Les inspections ordonnées par la loi, sont faites par un comité d'inspection de 3 membres, nommé pour une durée de 6 ans par le petit conseil. Si l'adjonction d'experts devait être désirable, ceux-ci seront nommés par le petit conseil, sur la proposition du comité d'inspection. Il y aura dans ce cas, à prendre garde à ce que la protection légitime due au fabricant ne subisse pas d'atteinte par l'adjonction de concurrents intéressés.

§ 11. — Chaque fabrique doit être soumise à l'inspection régulière, au moins une fois tous les trois ans, et en tout cas avant que l'usine ne commence à être exploitée. S'il y a des motifs particuliers qui rendent nécessaire une inspection extraordinaire d'un établissement, cette inspection pourra être ordonnée par le petit conseil.

§ 12. — Lors de l'inspection d'une fabrique, le propriétaire est tenu de permettre l'accès aux inspecteurs de toutes les localités, et de leur donner tous les renseignements nécessaires pour leur permettre de juger si toutes les dispositions de la loi ont été observées.

§ 13. — L'inspection fait son rapport au petit conseil. Celui-ci, après examen, dans le cas de découverte de circonstances et d'un état de choses contraires à la loi, donnera ses ordres aux fabricants intéressés, ou portera remède à la situation par des mesures générales, ou enfin déférera l'affaire à la justice.

§ 14. — Les dispositions du comité d'hygiène et de l'ingénieur du Gouvernement ne sont modifiées en rien par le présent règlement.

NOTICE SUR L'APPRENTISSAGE EN SUÈDE.

Par M. P. FOUCHET.

La question du travail des enfants dans les manufactures ne cesse de préoccuper les philanthropes et les hommes d'État ; elle s'impose à tous les peuples, et, de tous côtés, de sérieux efforts ont été faits et sont journellement renouvelés pour améliorer la condition physique et morale des jeunes ouvriers.

Il n'est pas sans utilité, croyons-nous, d'étudier, en vue de

cette amélioration, tout ce qui se produit à l'étranger, afin d'en tirer profit, si cela est possible, en tenant compte, bien entendu, des différences de races, de mœurs, de religion, de climat et d'organisation sociale.

Aujourd'hui, après avoir puisé nos renseignements aux sources officielles, nous sommes à même d'offrir à la Société de Protection cette courte notice sur l'état de la question en Suède; et nous nous faisons un devoir de remercier des détails qu'ils nous ont fournis avec tant d'obligeance, M. Berg, chef du bureau de statistique à Stockholm, et notre collègue, M. Jules Blanc, ancien commissaire de la Suède à l'Exposition universelle de 1867.

La principale industrie de la Suède, son industrie mère, on le sait, est l'agriculture; et les industries qui tiennent ensuite le premier rang, et qui en dérivent en quelque sorte, sont la sylviculture et l'exploitation des mines. Ces deux branches servent à leur tour de point de départ à l'industrie proprement dite.

En effet, la sylviculture entraîne le travail des bois; les scieries, mues par les torrents, divisent les arbres, les transforment en planches, madriers, mâts pour la marine, traverses pour les chemins de fer, tandis que des usines s'installent pour la préparation et l'épuration des résines, poix et goudrons.

D'un autre côté, le travail des mines est à la tête du grand mouvement industriel métallurgique. Les hauts-fourneaux s'élèvent, et la métallurgie déployant toutes ses ressources et tous ses procédés, travaille sans relâche à l'extraction des minerais et à la fabrication de la fonte, du fer, de l'acier, du cuivre, du plomb et du zinc. Il se forme des ateliers de construction de machines, et bientôt le pays possède raffineries de sucre, fabriques de draps et de tissus de laine, filatures et tissages de coton, fabriques de cuirs et de papiers, manufactures de tabac, etc.

L'industrie a donc pris en Suède, depuis longtemps déjà, un assez grand développement; aussi le gouvernement, prévoyant les abus, a-t-il cru devoir recourir à des mesures spéciales pour protéger les enfants appelés à travailler dans les ateliers et manufactures.

== En Suède, presque tous les agriculteurs sont, ou propriétaires des terres qu'ils exploitent, ou fermiers à vie, et leurs enfants se trouvent tout naturellement voués à l'agriculture.

Ces enfants restent presque tous au foyer paternel, ce qui est pour eux une condition excellente, et d'autant meilleure que la population rurale en Suède est très-honnête et grâce à l'enseignement primaire obligatoire, plus instruite que partout ailleurs. En effet, il n'y a presque pas d'enfants de paysans suédois, qui ne sachent au moins lire et écrire.

Cependant, lorsque les enfants d'agriculteurs sont trop nombreux dans une même famille, ceux qui ne peuvent rester à la maison d'une manière utile, quittent leurs parents, après avoir fait leur temps d'école et reçu la confirmation, entre 15 et 18 ans, pour aller s'engager comme ouvriers chez d'autres cultivateurs, ou comme domestiques dans les villes, ou bien ils se dirigent vers la sylviculture, le travail des mines, la pêche maritime ou la grande navigation; mais les enfants qui sont obligés de quitter ainsi leur famille forment la minorité, et la plupart des enfants de paysans n'abandonnent pas le foyer paternel, ce qui, nous le répétons, est un grand bienfait pour eux.

Dans les régions septentrionales, le climat ne permet pas aux cultivateurs de travailler longtemps à la terre, et ils emploient les journées et les longues soirées d'hiver, à tisser le lin ou à fabriquer des horloges, des meubles, des outils, des armes et une infinité d'autres objets; en Dalécarlie, ils construisent des machines à coudre, qui rivalisent avec les machines américaines.

Ce *travail domestique*, qui tend malheureusement à diminuer à mesure que la grande industrie se développe, améliore matériellement la position des paysans, et offre en même temps l'immense avantage de retenir tout le monde au foyer, en entretenant chez les enfants l'amour de la famille.

Voilà comment, par une légitime et singulière compensation, la rigueur du climat peut avoir pour conséquence d'exercer une action moralisatrice et salutaire sur des hommes qui ont tant à souffrir de la froide température de ces contrées. Une influence analogue, mais moins vive que chez les paysans, se manifeste, du reste, dans toutes les autres classes, car le travail en famille est très en honneur en Suède, et a contribué pour une large part au maintien des bonnes mœurs et de l'amour du foyer dans cet honnête pays.

Nous ne pouvions nous dispenser de dire quelques mots des enfants de cultivateurs, afin de signaler aux lecteurs du Bulletin le mérite exceptionnel de ce *travail domestique*, et nous allons,

sans transition, nous occuper des enfants employés dans l'industrie.

A leur entrée dans les ateliers et manufactures, ces enfants possèdent les bonnes habitudes de la vie de famille, ils ont reçu l'instruction primaire, avec un commencement d'instruction religieuse : leur situation morale, on peut l'affirmer, est donc supérieure à celle de la plupart des enfants de l'industrie en France, en Angleterre, et dans bien d'autres pays.

Cependant la loi devait intervenir d'une manière spéciale en leur faveur.

L'un des premiers soins du législateur a été de fixer à *12 ans accomplis* le minimum d'âge des apprentis et des enfants employés dans les manufactures, et de stipuler qu'un contrat d'apprentissage devait être dressé entre le maître et l'apprenti (1).

La loi a ensuite réglé l'enseignement populaire.

L'instruction primaire étant obligatoire pour tous, il a été décidé que, sans distinction de condition, dans toute l'étendue du royaume, les paroisses de ville et les communes rurales devaient posséder chacune une école primaire au moins.

La fréquentation régulière des écoles primaires est surveillée par les directions paroissiales, et par des inspecteurs nommés par le Ministre de l'Instruction publique.

Les parents qui négligent d'envoyer leurs enfants à l'école sont condamnés à payer une amende ; et les pauvres sont assistés en vêtements et en nourriture pour leurs enfants.

(1) Le § 32 de la loi du 22 décembre 1846 porte :

1° Avant de prendre en service un apprenti, le maître et l'apprenti, ou son répondant (tuteur) si l'enfant est encore mineur, doivent dresser, par-devant témoins, un contrat en double, fixant le terme de l'engagement et les autres conditions : le maître en gardera un exemplaire, l'apprenti ou son répondant gardera l'autre. Il est permis au manufacturier et à l'artisan de faire faire à l'apprenti une épreuve de 3 mois au plus.

2° Un manufacturier ou un artisan qui a pris en service un enfant pauvre, dépourvu de répondant avec lequel on puisse dresser le susdit contrat, exerce sur cet enfant le pouvoir paternel, jusqu'à ce que l'enfant soit majeur.

3° A moins de stipulations contraires, le patron exerce le droit de maître sur tous les autres apprentis. Toutefois, le patron ne peut, sans violer le contrat, les employer à des fonctions autres que celles du métier.

4° Personne ne pourra être pris en service avant d'avoir atteint l'âge de 12 ans, (L'infraction à cette règle sera, selon l'ordonnance royale du 22 mai 1852, suivie d'une amende de 10 riksdalers, 14 francs environ).

Si à l'époque où le contrat est dressé, l'apprenti est encore mineur, le terme maximum de l'engagement devra être fixé à la majorité.

Pour les majeurs, le maximum du terme de l'engagement est fixé à 3 ans.

En dehors des écoles primaires, les communes établissent souvent, mais cela est facultatif de leur part et dépend seulement de leurs besoins, de petites écoles pour l'instruction du premier âge.

L'instruction religieuse (luthérienne), complémentaire de l'instruction primaire, est également obligatoire ; elle est confiée au clergé et continuée, pour les enfants de toutes conditions, jusqu'à l'époque de la confirmation, 18 ans au plus tard.

Les manufacturiers suédois ne rencontrent donc pas les mêmes difficultés que les industriels d'autres pays, pour la moralisation et l'instruction des enfants qu'ils sont appelés à occuper et à diriger : la voie est bien préparée et ils n'ont ordinairement qu'à continuer ce qui, presque toujours, a été si bien commencé par les familles. Cependant il y a des exceptions, et lorsque, les enfants n'ont reçu aucune instruction, les patrons sont tenus par la loi de leur faire apprendre à lire, à écrire, à calculer les quatre règles (1), et de leur faire donner l'instruction religieuse.

Il existe pour cela, dans toutes les villes industrielles, des écoles de dimanche, tenues par des personnes des classes aisées et spécialement destinées aux jeunes ouvriers, qui ont à commencer ou qui veulent continuer leur instruction.

Lorsque les fabriques sont éloignées des grands centres de population, et qu'il y a cependant autour d'elles un groupe assez nombreux d'enfants, employés ou non, les chefs sont presque toujours amenés, par la force des choses et pour obéir à la loi, à organiser une ou plusieurs écoles supplémentaires aux écoles paroissiales.

L'État subventionne des écoles secondaires où les jeunes gens peuvent acquérir, pendant les heures de liberté que leur laisse leur métier, des connaissances plus étendues que celles qu'ils peuvent puiser dans les écoles primaires.

Il existe en outre des *écoles de métier et de perfectionnement*,

(1) Sous peine d'amende (§ 3 de l'ordonnance royale du 22 mai 1852, le § 36 de la loi du 22 décembre 1846, impose à l'artisan et au manufacturier l'obligation de surveiller la moralité des apprentis, et de leur ménager l'occasion d'acquérir l'instruction primaire, s'ils en ont encore besoin. De même, il devra veiller à ce qu'ils ne négligent point les occasions de développement intellectuel et moral, que leur fournissent les écoles de dimanche et celles fondées spécialement pour eux.

destinées aux apprentis, et soutenues, soit par l'État, soit par des dons et legs.

A côté de deux écoles d'industrie supérieures, il a été fondé aussi une douzaine d'écoles techniques inférieures, établies ou assistées par l'État, ainsi qu'un grand nombre d'orphelinats et de maisons d'enfants, où l'on s'occupe de l'éducation des élèves, au point de vue de l'industrie manufacturière ou domestique. Des livrets de caisse d'épargne sont les encouragements ordinaires donnés aux enfants.

Parmi les institutions de premier ordre créées pour l'instruction des apprentis il convient de citer l'école industrielle (Slöjdskolan), à Stockholm, dirigée par le capitaine Björkman. Cette école, dotée par l'État de locaux vastes et bien appropriés, est ouverte aux apprentis pendant les heures du soir.

Il faut citer aussi, au nombre des établissements industriels qui se sont signalés par leur zèle en faveur des jeunes ouvriers, la compagnie des mines de houille de Höganäs, en Scanie, qui a obtenu, pour cet objet, une médaille d'or à l'Exposition universelle de Paris, en 1867.

Les limites forcément restreintes de cette notice ne nous permettent pas aujourd'hui de nous étendre davantage sur ce point important de l'instruction primaire ou technique, mais nous nous proposons d'y revenir prochainement et d'en faire l'objet d'un travail nouveau.

Nous ajouterons seulement que des inspecteurs spéciaux ont été nommés pour surveiller toutes les branches de l'enseignement populaire.

En terminant, disons encore que la loi a également prévu et réglementé ce qui est relatif au logement, à la nourriture, et l'état de maladie des enfants (1); elle a réglé aussi le travail de nuit, en ne permettant pas d'employer les apprentis ayant moins de 18 ans, entre 9 heures du soir et 5 heures du matin (2).

(1) Suite du § 36 de la loi du 22 décembre 1846 :

Le patron est tenu de fournir aux apprentis un logement convenable et des vivres sains.

Dans le cas où les apprentis tomberaient malades, il les fera soigner, mais il aura le droit de déduire de leur salaire les frais de la maladie.

(2) L'ordonnance royale du 22 mai 1852, concernant l'emploi des enfants non majeurs dans les fabriques et les ateliers, porte qu'on ne pourra employer pour le travail de nuit, c'est-à-dire de 9 heures du soir à 5 heures du matin, des ouvriers d'un âge au-dessous de 18 ans, sous peine d'une amende de 10 riksdalers (14 francs) par tête employée.

Elle n'a pas permis non plus d'engager définitivement les jeunes gens comme ouvriers, avant qu'ils aient atteint 18 ans accomplis, âge qui coïncide avec la fin de leur instruction religieuse, et le complet développement de leurs forces physiques (3).

Enfin, après avoir tracé les devoirs des patrons envers les enfants, la loi, a voulu indiquer aussi les devoirs des apprentis envers leurs maîtres (4). Il est utile, en effet, que les enfants sachent bien que si la société surveille et protège leur jeunesse, en la défendant contre l'abus et l'exploitation, ils ont, eux aussi, de sérieux devoirs à remplir, la protection de l'enfance n'impliquant nullement l'abandon des droits et des intérêts de l'industriel.

De toute part, on reconnaît aujourd'hui l'importance de la question du travail des enfants dans les manufactures, l'une des plus graves des temps modernes, puisqu'elle touche à la fois à l'amélioration de l'humanité, à l'avenir de l'industrie et à la sécurité des États.

Partout on a senti la nécessité de lui donner une bonne et prompt solution ; mais nous croyons ne dire que l'exacte et simple vérité en affirmant que la Suède a été, parmi les nations, l'une des premières qui aient pris en temps opportun des mesures efficaces pour favoriser la moralisation et l'instruction des jeunes ouvriers ; ce pays a vu ses efforts couronnés de succès, et nous nous plaisons à le citer comme exemple aux peuples amis du progrès et soucieux de l'avenir.

(3) Loi du 22 décembre 1846.

(4) Le § 37 de la loi du 22 décembre 1846 expose les obligations des apprentis : Ceux-ci porteront respect au maître et obéiront à ses commandements, en ce qui concerne le métier. Le manque de respect, soit en paroles, soit en actions, sera puni selon la loi. La négligence dans l'exécution du travail, la destruction des outils ou de la matière première, l'absence pendant les jours de travail, le séjour hors de la maison en temps de nuit, enfin la fréquentation des cabarets, seront punis d'une amende de 3 à 15 riksdalers (10 francs valent 7 riksdalers environ).

LA LOI EN HOLLANDE

Nous recevons trop tard pour les publier les documents sur la discussion d'un projet de loi en Hollande : nous le regrettons d'autant plus que la Société eût été heureuse de montrer par son empressement sa reconnaissance pour la haute distinction dont elle a été l'objet à l'exposition d'Amsterdam.

INITIATIVE PRIVÉE EN BELGIQUE.

STATUTS DE LA SOCIÉTÉ
POUR LA LIMITATION VOLONTAIRE DU TRAVAIL INDUSTRIEL
Commune de Saint-Nicolas.

ART. 1^{er}. — La Société a pour but d'améliorer l'organisation du travail industriel.

ART. 2. — Le siège de la Société est établi à Saint-Nicolas, son action se restreindra à cette ville.

ART. 3. — Pour atteindre son but, elle agira sur les patrons et les chefs de familles ouvrières par tous les moyens de persuasion connus, en se faisant une obligation de toujours respecter la liberté de l'industriel et l'autorité du père de famille.

ART. 4. — La Société est administrée par un comité directeur composé de neuf membres : un président, un vice-président, un secrétaire, un trésorier et cinq commissaires. Ce comité est renouvelé annuellement par tiers.

ART. 5. — Fera partie de la Société toute personne qui en témoignera le désir au comité directeur.

ART. 6. — La Société tiendra annuellement au moins une assemblée générale. Dans cette assemblée générale qui aura lieu dans le courant du mois de mai, les sociétaires détermineront le programme des travaux de l'exercice suivant et procéderont au renouvellement partiel du comité directeur.

ART. 7. — Dans toutes les assemblées de la Société, les résolutions seront prises à la majorité des voix.

ART. 8. — La cotisation annuelle des membres est fixée à 1 fr.

ART. 9. — Peuvent être nommées membres d'honneur de l'Association les personnes qui lui auront rendu ou pourront lui rendre des services soit par un concours pécuniaire, soit par un concours moral.

ART. 10. — La Société prêtera son appui moral à toute association qui, poursuivant par les mêmes moyens le même but qu'elle, viendrait à s'établir dans la commune de Saint-Nicolas, soit dans toute autre commune du pays. Si elle le juge utile, elle se fédérera avec des œuvres identiques, sans toutefois pouvoir exercer sur celles-ci une action autoritaire, ni aliéner sa propre autonomie, ni engager sa responsabilité au-delà des limites fixées par les présents statuts.

POURQUOI UNE LOI?

LA RÉFORME DU TRAVAIL DES ENFANTS

Par M. AD. HOUGET de Verviers.

Notre confrère, M. Houget de Verviers, l'un des manufacturiers les plus importants de la Belgique, a pris l'initiative d'une croisade pour obtenir des mœurs, sans recourir à une loi, LA PROTECTION DES ENFANTS EMPLOYÉS PAR L'INDUSTRIE ; la brochure qu'il vient de publier, et dont un exemplaire a été remis par M. le Consul belge à S. M. l'Empereur, nous parvient au moment du tirage ; nous en détachons un passage, regrettant de ne pouvoir reproduire ce document en entier.

Les sympathies de la *Société de protection des apprentis et enfants des manufactures* sont acquises à la cause de l'initiative privée quoiqu'elle tienne à conserver la loi comme moyen coercitif vis-à-vis des récalcitrants (1).

Qu'à son tour, elle étudie les causes de l'indifférence qu'elle rencontre chez un grand nombre d'industriels ; qu'elle examine si la persuasion peut faire des prosélytes sincères, quand elle laisse l'épée de Damoclès de l'inspection suspendue sur leurs têtes ; qu'elle prenne en considération l'impuissance d'appliquer la loi également et équitablement partout ; quelle apprécie — en prenant des exemples chez elle-même — ce que le dévouement est capable de créer. Alors, elle devra être aussi persuadée que la suppression de la réglementation augmentera l'influence de sa propagande et que le nouveau projet de loi doit rentrer dans les cartons jusqu'à ce que l'expérience ait démontré que la Société ne peut agir efficacement sans son appui.

On objecte que la liberté accordée aux industriels et aux parents d'enfants-ouvriers peut augmenter le nombre et la force des abus ; mais parce que la pénalité spéciale aura disparu, n'y aura-t-il pas toujours, à la disposition de la vindicte publique, les pénalités ordinaires ?

La loi civile protège les enfants contre les sévices de leurs parents ! Elle donne à ceux-ci le droit de plainte légale contre les patrons qui martyrisent les enfants qui leur sont confiés ! S'il n'existe pas de pénalité contre les parents qui soumettraient ou livreraient leurs enfants à un travail au-dessus

(1) Si la loi de 1841 n'a pas été appliquée il ne s'en suit pas qu'elle soit inapplicable ; aujourd'hui d'ailleurs nous ne sommes plus en 1841. Les idées ont marché, les mœurs sont en progrès, si cette loi n'était pas, peut-être pourrait-on s'en passer, mais elle est, et peut au moyen de règlements d'administration publique prévus par l'article VII, s'appliquer à tous les besoins et répondre à toutes les objections. Une circulaire ministérielle vient d'en rappeler l'existence, tandis que nous faisons appel au sentiment public, la meilleure des lois. (Sec.)

de leurs forces; que la législature la crée en quelques mots. Ce sera plus simple pour elle que « d'édicter » une loi compliquée, donnant prise à larbitraire, vexatoire et humiliante pour « *les gloires de la France aux temps des Expositions industrielles !* » Une légère addition à la loi civile et « la loi Grammont » des enfants sera faite.

On sait que pour les industriels et les parents d'enfants-ouvriers, il y a tout intérêt à ce que ceux-ci soient plus forts et instruits : il faudrait ne pas se lasser de le leur expliquer ; il faudrait aussi s'efforcer de réveiller, chez beaucoup de parents, le sens moral trop assoupi afin qu'ils comprennent mieux leurs devoirs envers leurs enfants. Toutefois, comme il y a des cas où il y aurait de la barbarie à refuser du travail à des enfants jeunes ou chétifs, il faut laisser à la conscience des industriels la latitude de faire des exceptions à la règle générale. L'un des inconvénients de la réglementation est de ne pas permettre d'exceptions de ce genre et de ne persuader qu'en menaçant !

Il est évident que si les patrons sont bien renseignés sur l'intérêt réel qu'ils ont à bien traiter leurs petits ouvriers et à les pousser à s'instruire, leurs cœurs guideront mieux leurs actes vis-à-vis d'eux. Il est évident encore que, si l'opinion publique est appelée à intervenir en faveur de l'enfance, chacun tiendra à honneur de mériter ses éloges ou — tout au moins — d'échapper à son blâme en accomplissant ses devoirs envers les enfants.

Les efforts tentés par l'initiative privée auront, sur ceux de l'inspection légale, cette supériorité incontestable qu'ils ne seront blessants ou vexatoires pour personne et qu'ils laisseront aux patrons la latitude d'agir d'après les circonstances.

Il y aura des changements à opérer dans les habitudes industrielles pour arriver à la réforme désirée : mais l'initiative privée les effectuera mieux et plus tôt que la réglementation, car elle opérera graduellement, en variant les applications selon les besoins des industries.

Et puis, elle créera une inspection bien autrement puissante que celle de la loi, car elle la composera de tous les hommes de cœur qui, dans toutes les classes de la population, s'intéressent aux enfants, qui se sentent peïnés de leurs souffrances comme de leur ignorance et qui comprennent qu'un pays n'est vraiment fort qu'en raison du développement moral, intellectuel et physique de sa population.

Il faudrait une bien grande perversité de sentiments, une étrange aberration d'esprit pour oser se jouer du mépris public, dont la flétrissure marquerait ceux qui oseraient encore spéculer sur les forces des enfants en compromettant leur santé, c'est-à-dire leur avenir !

Un fait tout récent vient d'appuyer, en France, la thèse de la supériorité de l'initiative privée sur la réglementation légale :

Le 21 janvier dernier, le président de la deuxième session générale des Agriculteurs de France, a prononcé les paroles suivantes :

« En présence des libertés nouvelles que nous avons pressenties par notre confiance et devancées par notre résolution, nous avons à continuer tout simplement le rôle que nous avons spontanément choisi.

» Nous avons écrit sur notre bannière :

» *Développement de l'initiative privée*, — Sincérité de la discussion.

» Toutes les libertés sont sœurs ; la devise de notre Société est devenue celle de la France. »

« Ces paroles de M. DROUYN DE Lhuys, qui empruntent une importance notable à la valeur morale et à la haute position de celui qui les a prononcées, doivent être méditées par ceux qui se sont occupés et qui s'occupent encore en France de la question de la réforme du travail. *Elles devront influer sur la transformation des convictions acquises, jusqu'à présent, à la cause de la réglementation légale.* »

LES CONFÉRENCES DE ST-VINCENT-DE-PAUL

PROTECTRICES DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

Au moment de tirer cette feuille, nous recevons le bulletin de la Société de Saint-Vincent-de-Paul, avril 1870, qui nous est adressé par un de nos zélés confrères. Nous y trouvons un excellent article sur la protection des enfants, nous le reproduirons en entier, en même temps que de nombreuses manifestations semblables émanant de sources très-différentes.... *de toutes les sources!* Sur cette question de la protection des enfants tout le monde est d'accord et le mouvement de *l'initiative privée* s'accuse partout!

Voici dès aujourd'hui quelques lignes recommandées à l'attention de tous nos lecteurs.

Après avoir admis, ce qui ne saurait être douteux, que *chaque manufacturier, membre de conférence, fait pour ces enfants ce que la foi et la charité commandent de faire*, l'auteur de l'article ajoute :

« Voyez si vous ne pouvez pas faire plus et mieux; voyez surtout, si vous ne pourriez pas, par vos exemples et par vos conseils, amener d'autres manufacturiers qui n'ont pas encore appelé leur attention d'une manière aussi complète sur ces graves questions, à faire ce que vous faites, à réaliser ce que la loi demande, fût-ce au prix de quelques sacrifices et de quelques difficultés.

A ceux qui ne sont pas manufacturiers, mais hommes d'étude, nous leur dirons : Étudiez la question, mais étudiez-la d'un point de vue pratique, non pas avec des idées préconçues qui pourraient n'être pas réalisables, mais avec des faits, avec des précédents et tâchez de faire faire un pas à la question. *La solution heureuse est dans les vœux et les intérêts de tous.* Il y a là une belle cause, appliquez-vous à la servir, et montrez, une fois de plus, que personne n'aime mieux ses semblables que celui qui aime Dieu. »

« Quant à nous, nous n'avons pas ici d'idée pratique à produire jusqu'à présent du moins. Mais nous faisons appel au zèle, au dévouement, aux lumières de ceux qui sont si ardents pour le bien. Un semblable appel nous semble devoir porter ses fruits. »

9^e LISTE

DES

MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ (1)

MM.

- Allars, Rousseau et C^{ie}**, filateurs, à Roubaix.
- Althoffer (J.)**, manufacture de draps, à Guebwiller (Haut-Rhin).
- André (Jean-Jacques)**, constr. de machines au Vieux-Thann (Haut-Rhin).
- Baldensperger (Philippe)**, manufacturier, à Saint-Dié (Vosges).
- Barnadez (Louis)**, négociant, 9, porte Saint-Jean, à Bordeaux.
- Baumgarten (Léon)**, apprêteur blanchisseur, à Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin).
- Bellon (Joseph)**, pl. L^{is} XVI, à Lyon.
- Bertrand (Martial)**, proprié^{re}, 4, rue Furstemberg.
- Beudin**, manufacturier, ingénieur métallurgiste, 84, rue Amelot.
- Bischoffsheim**, 39, b. Haussmann.
- Blavet**, nég^t, à Étampes (S.-et-O).
- Blech (Émile)** de la maison *Hugueny* et *Blech*, tiss^e ap^t blan^t, à St-Dié.
- Blech (J.-J.)** de la maison *Blech* frères, à Sainte-Marie-aux-Mines.
- Blin-Bloch**, manufacture de draps, à Bischwiller (Bas-Rhin).
- Blum et Riehr**, à Mulhouse.
- Blum, Simon et C^{ie}**, tisseurs, à Sainte-Marie-aux-Mines.
- Bodenreider-Mougeot**, fabr^{is} de tissus à Sainte-Marie-aux-Mines.
- Bouchey frères**, fabricants de toiles, à Armentières (Nord).
- Bouley**, de l'Institut, insp^r génér^l des écoles vétérinaires, 50, b. St-Michel.
- Bourgeois Roques**, fabric^t de produits chimiques, à Ivry, près Paris.
- Boutillier (Jules)**, fabricant de toiles d'emballage, à Allery (Somme).

MM.

- Brou**, lieutenant de vaisseau, en Cochinchine.
- Carcassonne (M^e V^e C^{ie} fils)**, vêtém^{ts} confectionnés à l'Isle (Vaucluse).
- Chabert (J. et C^{ie})**, à Chomerac (Ardèche).
- Chartreux (lès)** de la Grande-Chartreuse.
- Chenal (Eugène)**, fabricant de tissus, à Saint-Dié.
- Claude et Pêcheur**, filateurs, à Celles-sur-Plaine (Vosges).
- Cossé**, négociant en tissus, 32, rue du Sentier.
- Croizier-Baudier (comte de)**, rue de Turin, 15.
- Degermann (Em.)**, tisseur, à Sainte-Marie-aux-Mines.
- Delassus, Famechin et fils**, filateurs à Amiens.
- Deren (Henri)**, fabricant de toiles, à Armentières (Nord).
- Diémer (Eugène)**, à Sainte-Marie-aux-Mines.
- Dupont et Dreyfus**, maîtres de forges, à Ars-sur-Moselle.
- Fabre (Paul)**, procureur général près la Cour de Cassation, 3, rue Jacob.
- Fouquet-Lemaitre**, filat à Rouen.
- Fournier frères**, tisseurs à Amiens.
- Franck et C^{ie}**, fabricants de toiles métalliques, à Schlestadt (Bas-Rhin).
- Franqueville (de)**, au Château de la Muette, à Passy.
- Fuzier (Constant)**, avocat, rédact^r en chef du Bâtiment, 27, pl. Dauphine.
- Gautherin (Paul)**, principal clerc d'avoué, 10, rue Racine.
- Gelly**, filature et tissage mécaniques, à Huttenheim, près Benfeld.

(1) Le prochain numéro donnera la liste générale des membres et la table des matières des trois premières années.

MM.

- Germiny** (Comte Eugène de), avocat, 32, rue du Bac.
- Gimpel**, manufacturier, à Echery, près Sainte-Marie-aux-Mines.
- Gindre** (Aristide), propriétaire, 85 boulevard de Neuilly.
- Goldschmit** (Léo), 27, r. d'Aumale.
- Granval**, de la Chambre de Commerce de Marseille.
- Gruet** (de la maison Risler et Gruet), tisseur à Mulhouse.
- Guérin** (Ernest), fabricant de châles, 12, rue Bergère.
- Haffner**, filateur de coton, à Sainte-Marie-aux-Mines.
- Hartmann, Reichard et C^{ie}**, à Erstein (Bas-Rhin).
- Hemery** (Victor), maître de verrerie, à Gr-Vallée pr Blangy-s-Bresle (S-I).
- Hierstel frères**, tissage et filature, à Saint-Quentin (Aisne).
- Hortsmann**, filateur et tisseur, à Haguenau (Bas-Rhin).
- Husny-Bey**, directeur de l'École turque, 16, rue Violet.
- Joltrois**, président de la Chambre Consultative à Bischwiller (B.-Rhin).
- Kiener** (Christian), tissage et filature, à Éloyes, près Remiremont (Vosges).
- Kienlin et C^{ie}**, manufacturiers, à Sainte-Marie-aux-Mines.
- Koehler** (Édouard), tannerie et four-nitures militaires, à Strasbourg.
- Lacour** (J.-B.), apprêteur à Sainte-Marie-aux-Mines.
- Lang et fils**, fabricants de toiles métalliques, à Schlestadt (Bas-Rhin).
- Lang** (Isaac et fils), manufacturiers, à Sainte-Marie-aux-Mines.
- Lannes** (J. E.), manufacturier, à Agen.
- Lavaud**, négociant, 7, rue Joquelet.
- Lefranc**, nég., rue de Turenne.
- Lemaître, Demeistère**, manufacturier, à Halluin (Nord).
- Lépée** (Auguste), manufacturier à Sainte-Suzanne (Doubs).
- Lereboullet**, professeur, place de Broglie, à Strasbourg.

MM

- Liebig** (M^{me} la baronne de), à Reichenberg (Autriche).
- Lœwenguth**, manufactur^r, à Strasbourg (Robertsau).
- Lung frères**, à Moussey, près Sè-nones (Vosges).
- Maitre**, bij^{er} sur or, 30 r. d Gravilliers.
- Mandet**, pharmacien, à Tarare.
- Mares** (Léon), à Montpell^r (Hérault).
- Martel, Caseil**, fabricants de toiles métalliques, à Schlestadt (Bas-Rhin).
- Marti** (P. et C^{ie}), manufacturiers en horlogerie, à Montbéliard (Doubs).
- Mathieu fils**, tis^r, à S^{te}-Marie-aux-M.
- Meinsohn**, fabricant de briques et tuiles, à Cernay (Haut-Rhin).
- Menezog** (maison Risler et Ménezog, à Guebwiller (Haut-Rhin).
- Mohler** (Ad. fils), à Oberrnai (B-Rhin).
- Napoléon Kœnig fils** (maison Napoléon Kœnig fr.), tis^r à S-M-a-Mines.
- Niclot** (Ed.), nég., 55, r. du Temple.
- Paillard** (Elie), fabricant de tissus de caoutchouc, 40, rue Rambuteau.
- Pareau**, clouterie et fabrique de fils de fer à Montbéliard (Doubs).
- Paullet, Delanoix et Coulliez**, lain^e et tis^r, à Tourcoing et à Roubaix.
- Piault** (Alfred), fabricant de brettelles et jarret^{es}, 18 rue Hauteville.
- Pinot et Sagaire**, fabricants d'imageries, à Epinal (Vosges).
- Plarr**, teinturier, à St-Dié.
- Plarr Boeckler**, filateur de lin, Kayzersberg (Haut-Rhin).
- Pombas**, constr^r mécanicien à Reims.
- Ponchain** (Victor), manufacturier, à Armentières (Nord).
- Reber** (J. G.), teinturier, à Sainte-Marie-aux-Mines.
- Regel** (de), filateur et tisseur, à Lutzelhausen (Bas-Rhin).
- Roswag et fils**, fabricants de toiles métalliques, à Schlestadt (Bas-Rhin).
- Sahler**, anc. insp^r du trav. des enfants d. les manuf^{es}, past^r à Mont. (Doubs).
- Schoubart** (Charles fils), filateur, à Sainte-Croix-a-Mines (Haut-Rhin).

MM.

Séguier (A.), fabricant de literies,
24, rue Cadet.
Simon, constructeur de machines,
à Saint-Dié.
Société civ. des houill. de Ron-
champ (M. le D^r d. l. (H-Saône).
Spément, lieutenant de vaisseau,
30, rue du Cardinal-Fesch.
Stehelin (Edouard), à Bitschwiller-
Thann (Haut-Rhin).
Stehelin frères, filateurs, à la Char-
treuse, près Strasbourg.
Steiner (Charles), teinture en rouge
andrin. et impr., à Ribeauville (H-R).
Steiner (Louis), maison V. L. Steiner
et C^{ie}, tissage, à S-Marie-aux-Mines.
Strobel (Joseph), filat^r de laine et fa-
brique de bonn^e, à Wasselonne (B-R).
Teutsch, du Conseil général du Bas-
Rhin, verrerie de Lochberg.
Thil, rentier, 110, rue du Bac.
Tiercinier, représentant de fa-
briques, 16, rue Thévenot.

MM.

Toussaint (Ch.) et C^{ie}, fabric^{rs} de
tissus, à Sainte-Marie-aux-Mines.
Tulpin frères (Constant), mécani-
ciens, à Rouen.
Turpault (Alexandre) jeune, tissage
et blanchiment, à Cholet (Maine-
et-Loire).
Velin aîné, manufacture de draps,
à Rembervillers (Vosges).
Veyrat fils aîné, orfèvre, 34, rue du
Château-d'eau.
Vignaux (R.), négociant, 34, rue des
Francs-Bourgeois.
Vinchon et C^{ie}, filateurs, à Roubaix.
Weber (Pierre et C^{ie}), à Sainte-Ma-
rie-aux-Mines.
Weisgerber et Kléner, manufac-
turiers, à Ribeauville (Haut-Rhin).
Werth, manufacturier, à Sainte-Ma-
rie-aux-Mines.
Zeyer, teinturier, à Sainte-Marie-
aux-Mines.

LISTE

DES PERSONNES DÉCÉDÉES ÉTANT MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ.

MM.

Argillet, négociant.
Baumont (Adalbert de).
Bonald (de), S. E. M. le cardinal.
Borie (de), curé de St-Phil.-du-Roule.
Boucher, rentier.
Caron, négociant.
Chapat, manufacturier.
Chemin-Dupontès, publiciste.
Chevalier, député.
Decraud, propriétaire, à Lyon.
Delayen, ancien manufacturier.
Dethan, maire adjoint au VIII^e arr.
Dethan, ingénieur.
Doyon, fabricant.
Dubois, négociant.
Dufrenay, négociant.
Fevrier, notaire honoraire.
Fourneyron, ingénieur.
Gillis, négociant.
Gille, manufacturier.
Grosselin, sténographe.

MM.

Laval de Montferrat, anc. fabr.
Laville, manufacturier.
Levavasseur.
Lucy-Sédillot, négociant.
Massy (de) fils, manufacturier.
Moreau, négociant.
Moullé, ancien fabricant.
Nickles, chimiste.
Pelletereau, manufacturier.
Poisat, ancien député.
Roche, avocat.
Roquebert, notaire.
Rothschild (baron de), banquier.
Rothschild (baron N. de), rentier.
Sallandrouze de Lamornais.
Sommier, manufacturier.
Stroll, ingénieur.
Thomas, banquier.
Turquetil (madame).
Viefville, notaire.
Vollée, banquier, à Tours.

APPENDICE

STATUTS DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

ART. 1^{er}. — La Société a pour but d'améliorer la condition des apprentis et des enfants employés dans les manufactures, par tous les moyens qui, respectant la liberté de l'industriel et l'autorité du père de famille, agiront en conformité de la pensée des lois sur l'apprentissage et sur le travail des enfants dans les manufactures.

ART. 2. — Le siège de la Société est établi à Paris.

ART. 3. — Le nombre des Sociétaires est illimité; leur cotisation est fixée à la somme annuelle de **dix francs**, qui peut être remplacée par un versement unique de **cent francs**.

ART. 4. — La présidence d'honneur appartient à S. Exc. le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics.

Cinq vice-présidents d'honneur sont nommés par la Société.

Un Conseil d'honneur, également nommé par la Société, est composé de fonctionnaires dont la sympathie lui est acquise, mais que leur position officielle tient au dehors de son administration; de légistes, de médecins et d'officiers ministériels; de fondateurs ou de représentants d'œuvres créées en faveur des apprentis employés dans l'industrie.

ART. 5. — Le bureau est composé du président, de cinq vice-présidents, d'un secrétaire général, d'un secrétaire et d'un trésorier.

Il est formé sept Comités et neuf Commissions spéciales de huit membres. Les Comités sont : le Comité des *Dépenses*, le Comité des *Recettes*, le Comité du *Bulletin*, les Comités d'enseignement *Religieux*, d'enseignement *Élémentaire*, d'enseignement *Artistique* et le Comité *Judiciaire*. Les neuf Commissions spéciales comprennent les diverses industries qui emploient des enfants.

ART. 6. — L'Assemblée générale se réunit au moins une fois chaque année. Tous les Sociétaires ont droit d'y assister. Elle procède à la désignation des membres du bureau et à celle des membres des Comités et Commissions, qui se renouvellent tous les ans par quart.

Les membres sortants des Comités et Commissions sont désignés par le sort; ils sont rééligibles.

ART. 7. — Le Conseil d'administration se compose du bureau, des présidents et vice-présidents des Comités et Commissions. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Plus de soixante écriteaux émaillés portant ces mots : *on ne prend pas d'enfants au-dessous de douze ans*, figurent à l'entrée de diverses manufactures ou ateliers à Paris et dans les départements.

Nous citerons les établissements de :

MM.

Agache, filateur, à Lille.
Andelle, verrier, à Épinac.
André (Louis), manufact. de porcelaines, à Voezy et Vierzon (Cher).
Bernaut (Laurent), fabr. de tapis, à Amiens.
Burgeat, filateur de laine, à Amiens.
Cartier-Bresson, retordr, à Pantin.
Chaix, imprimeur, à Paris.
Claye, imprimeur, à Paris.
Cohadon (M^{me}), brunisseuse, à Paris.
Collette, retordr, à Paris-Vaugirard.
Darblay jeune, sa pap^{ie} d'Essennes.
Delassus-Famechon, filr de laine, au Petit-Saint-Roch, à Amiens.
Desaint Delacroix, ap^r, à Amiens.
Dietsch frères, tisseurs, à Liepvre.
Desforges, passementier à Paris.
Desfossés et Karth, fabricants de papiers peints, à Paris.
Dollfus Mieg, manufac, à Mulhouse.
Dupont (P.), imp^r, à Paris et à Clichy.
Dupont (Deschamps), fabricant de broserie, à Beauvais.
Elvincourt (D'), verrier, à St-Denis.
Fournier, filateur de coton, à Paris.
Fromage (Lucien et C^{ie}), manufacturiers, Darnetal-Rouen.
Gillet, teinturier, à Lyon.
Gillou et Thoraillier, fabricants de papiers peints, à Paris.
Godchaux, imprimeur en taille-douce, à Paris.
Grognet, filateur de laine, au Petit-Saint-Roch, à Amiens.
Haffner, filatr à S^{te}-Marie-aux-Mines.
Jouanny Villemillot, fabricant de papiers peints, à Paris.

MM.

Julien et Brunel, filateurs de laine, à Amiens.
Kiener, à Eloyes près Remiremont.
Landrieux, filr de laine, à Amiens.
Leroy (Isidore), fabricant de papiers peints, à Paris.
Louvet, passementier, à Paris.
Lung frères, à Moussey, près Senones (Vosges).
Maès, verrier, à Clichy (Seine).
Magnier, Pouilly, Brunet et C^{ie}, à Frévent (Pas-de-Calais).
Manufactures de l'État. (*Manufactures Impériales de Tabacs*.)
Monot, verrier, à Paris.
Mourceau, fab^r de reps, à Paris.
Najean, passementier, à St-Denis.
Nicolle et Dubois, verriers, à Aubervilliers (Seine).
Paris, verrier, au Bourget (Seine).
Pinot et Sagaire, fab^r d'imagerie, à Epinal.
Ponchain, fil. et tissage, Armentières.
Pouyer-Quertier, manuf. à Rouen.
Rimailho, fab^r d'allumettes, à Pantin (Seine).
Riottot et Pacon, fabricants de papiers peints, à Paris.
Robin (M^{me}), fil. de laine, à Dijon.
Schmidt, verrier, à Clichy (Seine).
Tailbouis, bonnetier, à Paris.
Thuillier-Gellée, peigneurs de laine, au Petit-S^t-Roch. à Amiens.
Turpault (Alexandre) jeune, tissage et blanch^r, à Cholet, (M.-et-Loire).
Vacquerel, fabricants de papiers de fantaisie, à Paris.
Vidie, verrier, à Pantin (Seine).

Le système du demi-temps a pour lui des partisans sérieux ; (la Société leur offre les écriteaux émaillés, dont la reproduction est plus loin.) la loi, disent-ils, a fait pour le travail une mauvaise coupure, celle de huit heures, *mais elle ne l'a pas imposée* ; c'est un maximum, ce n'est pas une règle

obligatoire : on peut très-bien n'engager les enfants que pour *six* ou *cinq* heures, en un mot, pour la *demi-journée*, et il n'y a pas besoin d'attendre la discussion de la loi nouvelle ou même un règlement d'administration publique (1) pour inaugurer cette innovation importante.

La loi de 1841, qu'on veuille bien y avoir égard, s'adresse exclusivement à l'élite des manufacturiers (*occupant plus de vingt ouvriers!*) (2). On ne comprend pas qu'elle puisse ne pas s'appliquer ; on ne comprendrait pas non plus que notre *aristocratie manufacturière* hésitât, si cette coupure de huit heures est reconnue comme mauvaise (3), à adopter celle de la demi-journée que conseillent le bon sens et la charité, plutôt que de faire travailler la journée entière des enfants de moins de douze ans, ce qui met le fabricant en contravention avec la loi et, avant tout, avec sa conscience.

Le système du demi-temps a cela de bon qu'il raréfie moins les enfants que ne le fait le système plus absolu limitant à douze ans le minimum d'âge, et ce résultat est important pour certains centres d'industrie. Disons toutefois qu'il y a pour ces cas particuliers de rareté d'enfants des moyens d'augmenter le nombre de jeunes bras. Tandis que dans certaines localités on est encombré d'enfants, à Rouen, à Mulhouse et dans quelques localités on en manque et il est très-facile, au moyen d'*internats manufacturiers*, d'en augmenter le nombre et même, si l'on veut, de faire dominer l'offre sur la demande.

L'*internat manufacturier*, ou *collège de jeunes ouvriers* est une bonne institution ; il permet de recueillir les orphelins, les enfants dont les familles éloignées, ou nomades, ou trop pauvres ne peuvent pas se charger, et ceux pour lesquels il est opportun que les familles ne s'en chargent pas.

(1) Un règlement d'administration publique pourrait réduire le travail à six heures.

(2) On a souvent critiqué cette disposition de la loi ! Qu'on se rende compte que dans les villes manufacturières comme Mulhouse par exemple, il n'y a guère d'enfants en dehors des établissements soumis à la loi, comme occupant plus de vingt ouvriers, ou ayant une force motrice ; puis, qu'on se dise que le législateur a voulu procéder, *par mesure*, du grand au petit. La loi, par son article 7, permet d'étendre les dispositions de l'article 1^{er} en dehors du domaine actuel par un règlement d'administration publique. Quand le grand manufacturier, que sa noblesse oblige, se sera mis en règle, le petit fabricant sera bien vite atteint ! Voy. la Loi, ART. 1^{er} et ART. 7.

(3) Plusieurs manufacturiers se sont accommodés de cette coupure de huit heures, et chez eux le travail se concilie *obligatoirement* avec l'instruction. Cette combinaison est conforme à la loi.

INITIATIVE PRIVÉE

CES ÉCRITEAUX DE TOLE ÉMAILLÉE EN LANGUE FRANÇAISE OU EN LANGUE ALLEMANDE, SONT MIS À LA DISPOSITION DES MANUFACTURIERS POUR ÊTRE PLACÉS SUR LES PORTES D'ENTRÉE DES USINES.

Travail de la journée.

**ON NE PREND
PAS D'ENFANTS
AU-DESSOUS DE
DOUZE ANS**

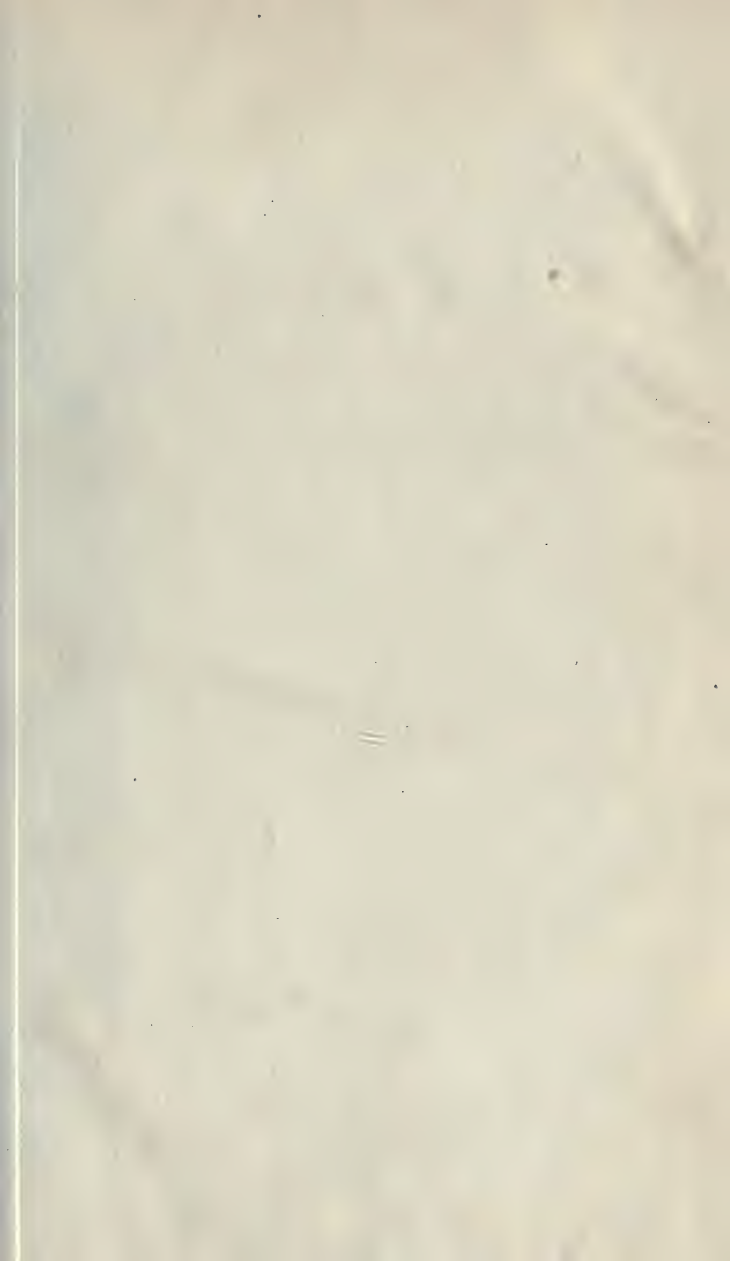


Travail de la demi-journée.

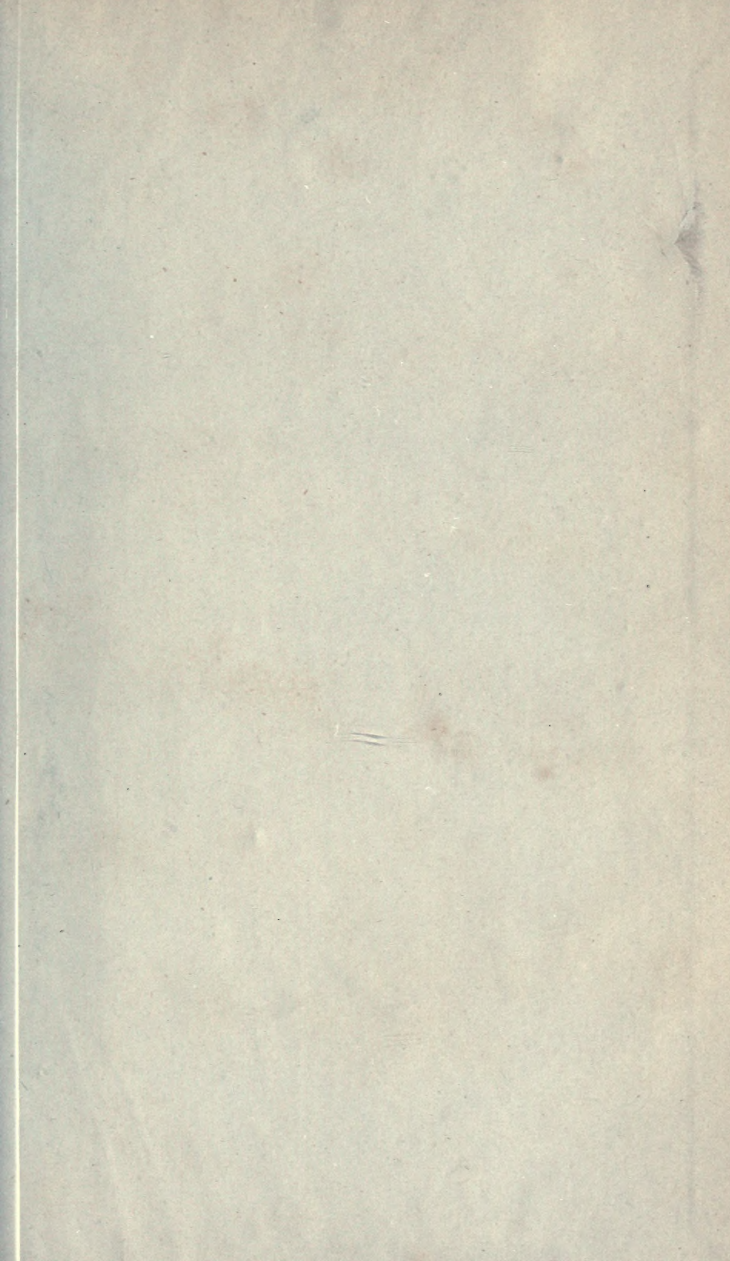
**On prend des enfants
de 8 à 12 ans pour la
demi journée de travail
avec obligation de passer
à l'école l'autre
demi journée**

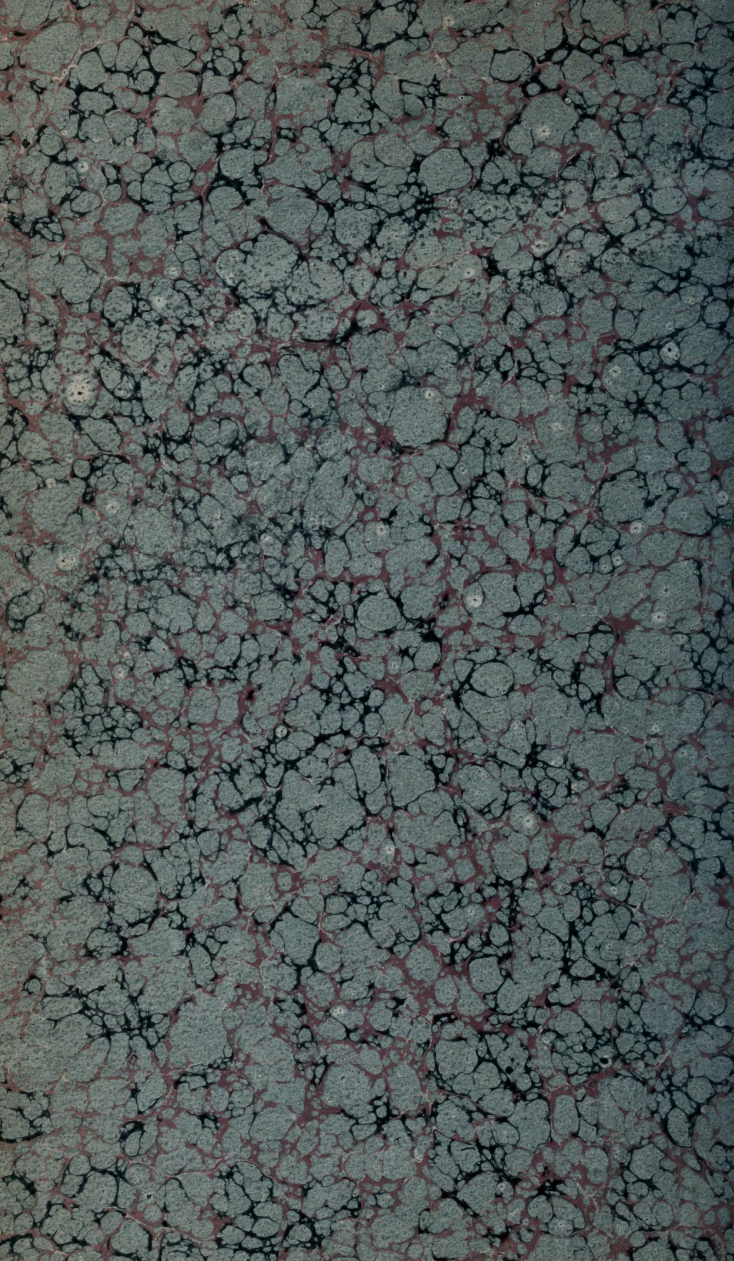


S'adresser au Secrétaire, 16, rue Saint-Florentin, à Paris, ou à M. Engel Dollfus, à Mulhouse; M. Caille, à Amiens; M. Fromage, à Rouen; M. Jeufrain, à Louviers; M. Dietsch, à Liepvre; M. Gillet, à Lyon; MM. Dupont Deschamps, à Beauvais; etc.









331.3106244 S678B v.3 c.1

Société de protection d
Bulletins.

OISE



3 0005 02023627 2

331.3106244

S678B

v.3

Société de protection des ap-
prentis et des enfants employés
dans les manufactures
Bulletins

331.3106244

S678B

v.3

Société de protection des apprentis et
des enfants employés dans les manufactu-
res
Bulletins

